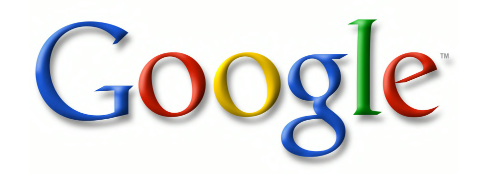
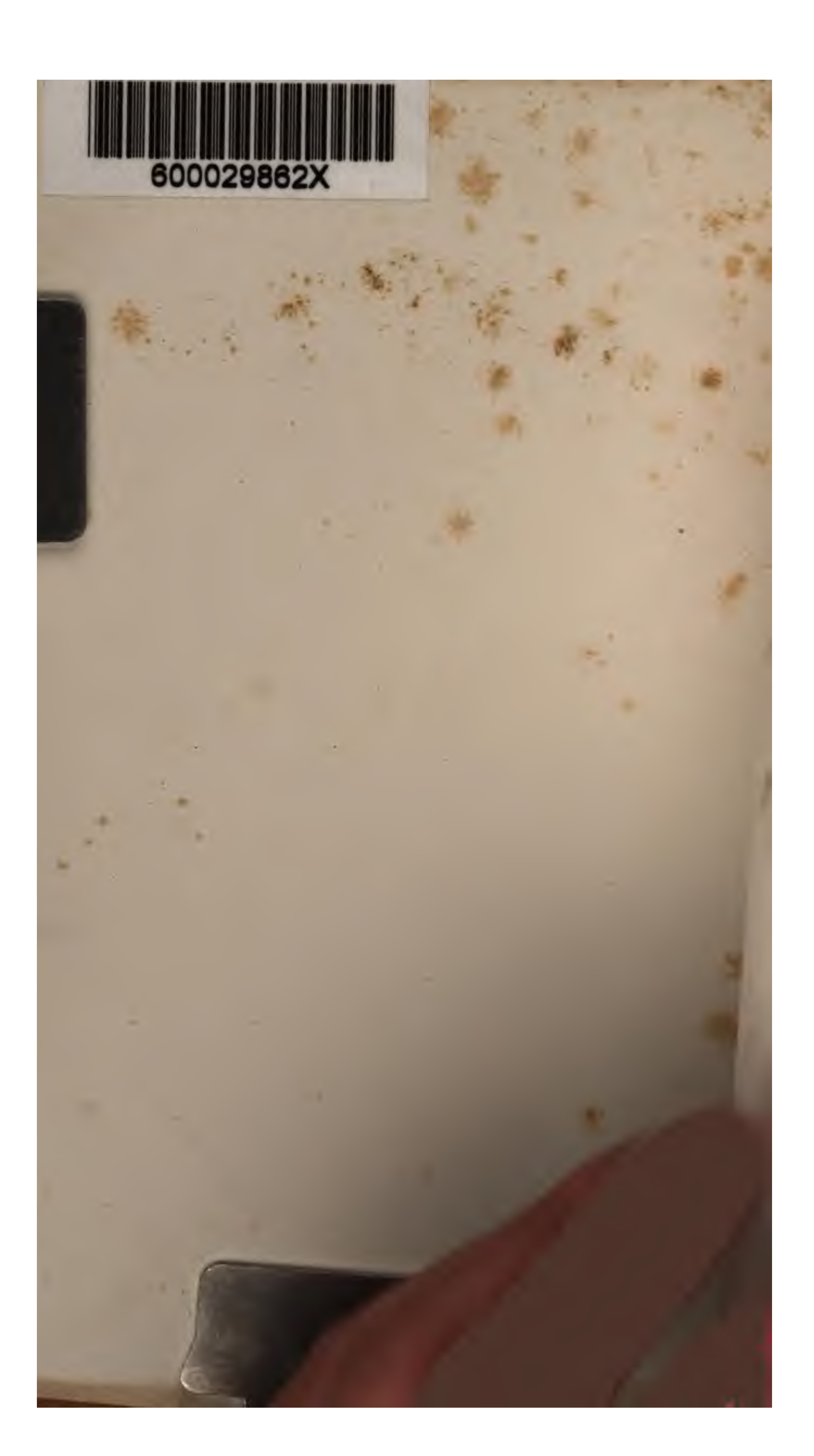
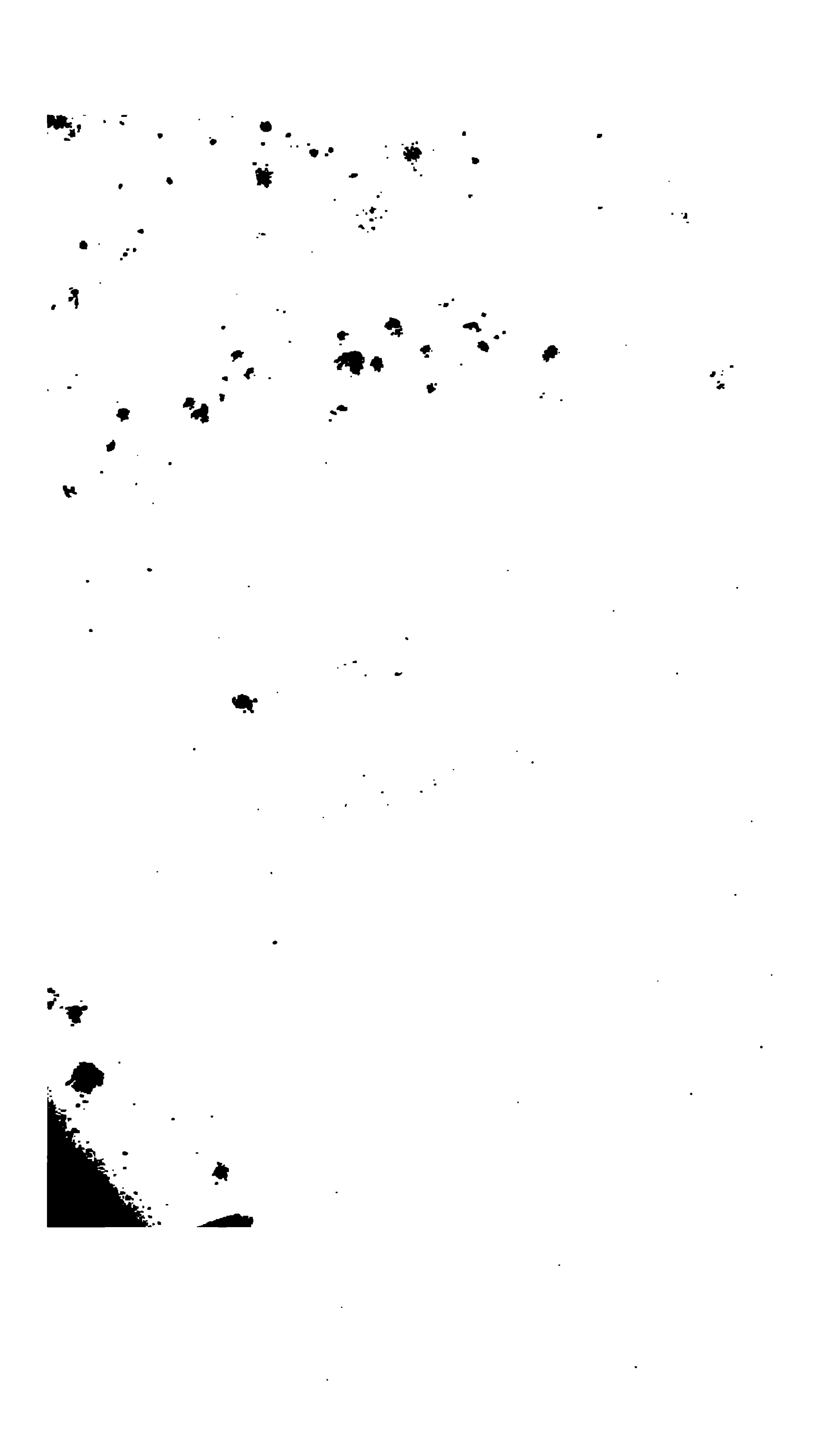
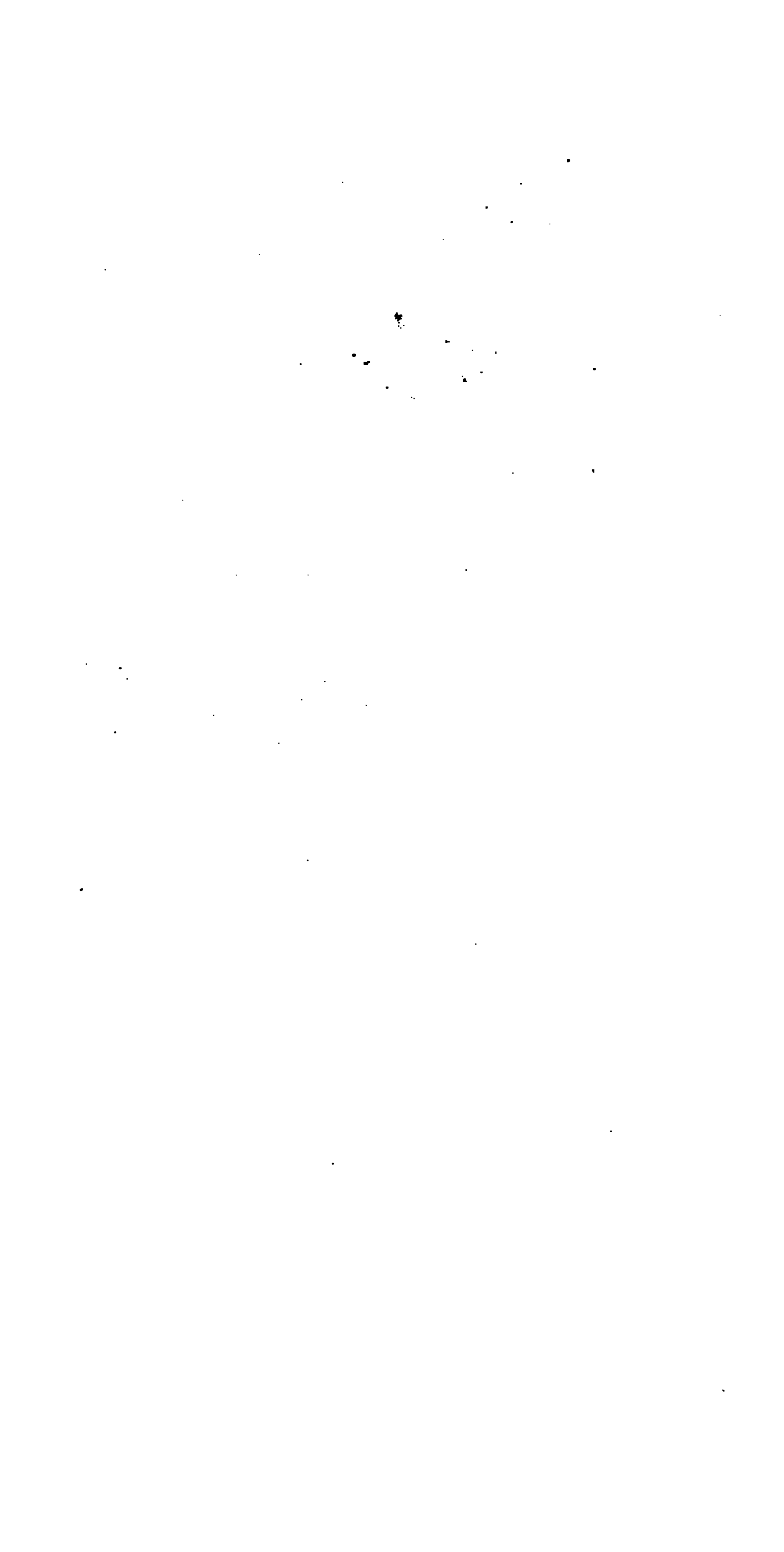


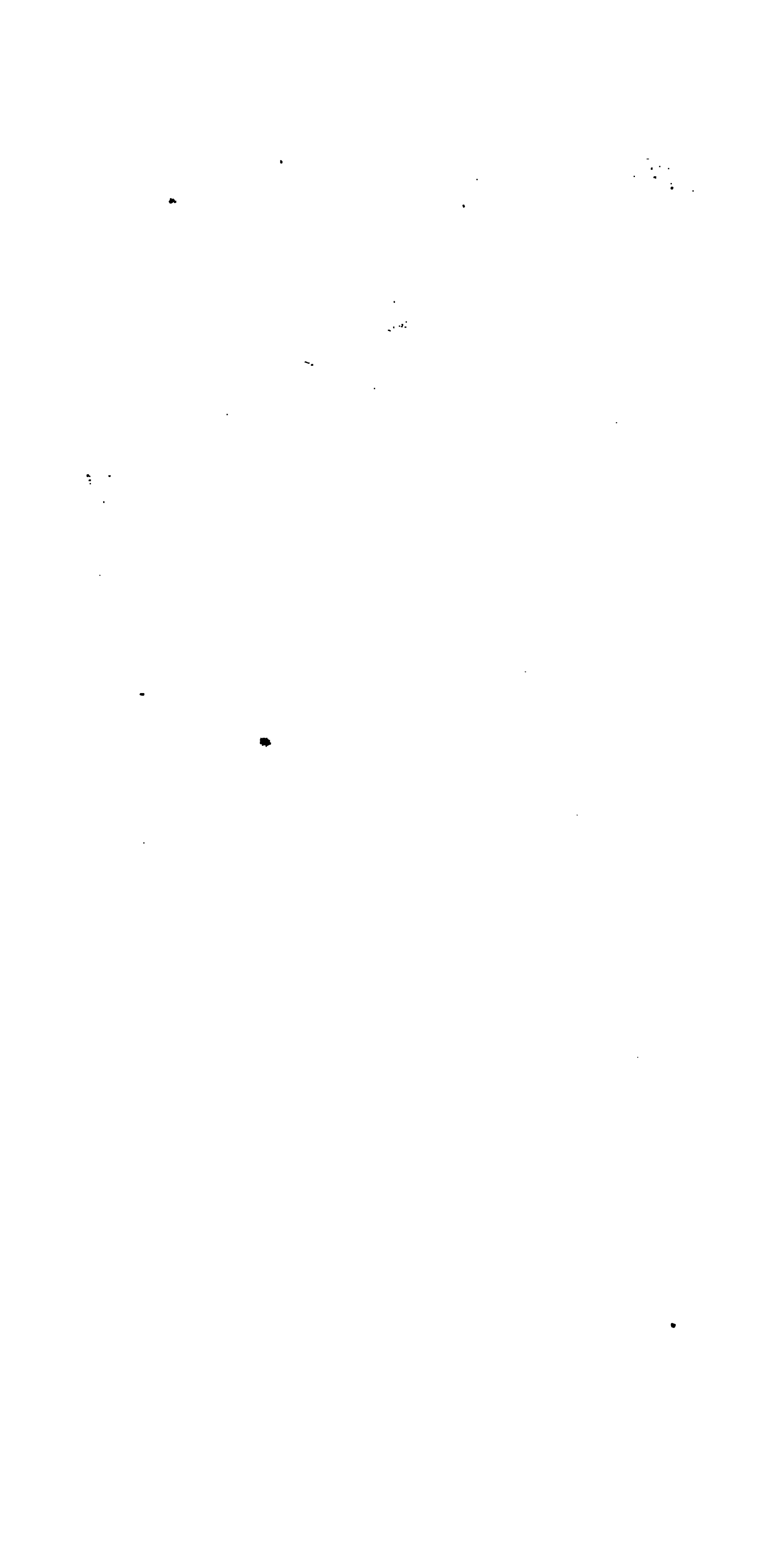



600029862X









HISTOIRE

D'ESPAGNE

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT 7



HISTOIRE
D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW S^T-HILAIRE

Membre de l'Institut,
Membre correspondant de l'Académie de Madrid

NOUVELLE ÉDITION
REVUE ET CORRIGÉE



TOME DOUZIÈME

PARIS
FURNE, JOUVET ET CIE, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

M DCCC LXXV

HISTOIRE
D'ESPAGNE

LIVRE XLI

CHAPITRE PREMIER

LA COUR DE PHILIPPE V. — LA PRINCESSE DES URSINS.

1701 A 1706

Toute histoire a deux faces : l'une qu'on montre au public, l'autre qu'on essaye de lui cacher. Vu de la scène, le spectacle est plus imposant; mais un coup d'œil sur les coulisses est utile, par moments, pour étudier les secrets ressorts qui font mouvoir la machine, et voir les acteurs au repos quand ils ont déposé leurs habits de parade. Nous avons vu Philippe V en guerre avec la moitié de l'Europe et un tiers de l'Espagne, et il ne s'est pas montré trop au-dessous de sa tâche. Il s'agit maintenant de le voir dans son palais, aux prises avec un ennemi presque aussi à craindre que ceux du dehors. Cet ennemi, c'est la Grandesse espagnole. Habituée à

régner sous un roi, Charles II, resté mineur toute sa vie, elle s'incline à regret devant un prince étranger; mais elle en veut surtout aux Français qui ont envahi la Péninsule à sa suite, et à la reine, qui, tout en gouvernant son mari, est gouvernée, comme l'Espagne, par la princesse des Ursins.

Arrêtons-nous un instant devant ce nouvel acteur qui vient de paraître sur la scène, et qui va l'occuper si longtemps. Anne-Marie de la Trémouille, fille du duc de Noirmoutiers, le plus ancien duc de France, était née à Paris en 1642, d'autres disent en 1635. Fort jeune, elle avait été mariée à Adrien de Talleyrand, prince de Chalais. En 1663, son mari, compromis dans un de ces duels insensés auxquels les témoins prenaient part comme à une partie de plaisir, fut forcé, pour sauver sa vie, d'émigrer en Espagne. M[me] de Chalais y suivit son époux, qu'elle aimait tendrement; tous deux y séjournèrent assez longtemps pour donner à la princesse le temps d'étudier la langue et les mœurs du pays, et de se faire Espagnole à la surface, tout en restant Française par le fond. D'Espagne, elle passa en Italie, où son mari comptait s'établir avec elle, la France lui étant toujours fermée; mais le prince, en venant la rejoindre, fut enlevé par une mort subite en 1670. La jeune veuve (elle avait alors vingt-huit ans), atteinte dans ses affections les plus chères, se retira dans un couvent à Rome, et y vécut dans la retraite la plus sévère pendant les premiers temps de son veuvage. Mais belle, intelligente, avide de toutes les conquêtes, elle ne devait pas être bien longtemps à se consoler. Les cardinaux d'Estrées et Porto Carrero, le premier ambassadeur de France, l'autre d'Espagne, la prirent tous deux sous leur protection; ils suppléèrent même, assure-t-on, à la modicité de ses

revenus, sa fortune n'étant pas à la hauteur de son mérite. Mais la position de leur protégée était équivoque : il fallait un mari pour la légitimer. La noble veuve, par l'entremise de ses deux protecteurs, et avec l'approbation du *Grand Roi*, qui fit presque de ce mariage une affaire d'État, épousa un grand seigneur italien, Flavio degli Orsini (des Ursins), duc de Bracciano et Grand d'Espagne.

Ce n'était pas le bonheur que la princesse demandait à cette union, et elle ne l'y trouva pas non plus; mais c'était une position. La brillante veuve avait maintenant un manteau pour la couvrir. Les deux époux vécurent comme on vit en Italie, dans cette haute sphère sociale, unis de nom et séparés de fait. Mme des Ursins, dès lors, se partagea entre ses deux patries, l'Italie et la France, en attendant qu'elle s'en fît de l'Espagne une troisième. Rome et Versailles la virent tour à tour briller dans ces deux cours, où ses rares qualités lui assurèrent le premier rang. Calculant tout, jusqu'à ses liaisons, et semant pour l'avenir dans le choix de ses amis, elle s'ouvrit, par son intimité avec Mme de Noailles, un accès auprès de la dernière favorite du *Grand Roi*, Mme de Maintenon, parvenue sans bruit au faîte de la puissance, et par celle-ci, elle s'assura au besoin l'oreille du monarque.

Mais pour introduire auprès de nos lecteurs la princesse des Ursins, le plus simple est de leur montrer son portrait, et nous l'avons ici tracé de main de maître, par Saint-Simon : « Elle était plutôt grande que petite, avec des yeux bleus qui disaient tout ce qui lui plaisait; avec une taille parfaite et un visage qui, sans beauté, était charmant. L'air noble, quelque chose de majestueux en tout son maintien, et des grâces si naturelles, jusque dans

les choses les plus indifférentes, que je n'ai jamais vu personne en approcher, soit dans le corps, soit dans l'esprit, dont elle avait infiniment et de toute sorte; flatteuse, caressante, insinuante, mesurée, voulant plaire pour plaire, avec des charmes dont il était impossible de se défendre quand elle voulait gagner et séduire. Avec cela un air qui, avec de la grandeur, attirait sans effaroucher; une conversation délicieuse, intarissable; une voix et un parler des plus agréables; d'ailleurs la personne du monde la plus propre à l'intrigue, et qui avait passé sa vie à Rome. Beaucoup d'ambition, mais de ces ambitions vastes, au-dessus de son sexe et de l'ambition ordinaire des hommes. Nul n'avait plus de finesse dans l'esprit et de combinaisons dans la tête, plus de talent pour connaître son monde, et savoir par où le prendre et le mener... Dans le fond, haute, fière, allant à ses fins sans trop s'embarrasser des moyens... bonne et obligeante, mais ne voulant rien à demi, et exigeant que ses amis fussent à elle sans réserve; aussi était-elle ardente et excellente amie, d'une amitié que le temps et l'absence n'affaiblissaient pas, et conséquemment implacable ennemie. Enfin, un ton unique dans sa grâce, son art et sa justesse, une éloquence simple et naturelle, ne disant jamais que ce qu'elle voulait dire, et jamais mot ni signe le plus léger de ce qu'elle ne voulait pas; fort secrète pour elle et fort sûre pour ses amis, avec une gaieté qui n'avait rien que de convenable; une extrême décence en tout l'extérieur, et une égalité d'humeur qui la laissait toujours maîtresse d'elle-même : telle était cette femme célèbre. »

Le second mari de la princesse mourut en 1698, en lui laissant une immense fortune, mais grevée d'hypothèques et fort embarrassée. Dès lors commença pour

elle, dans son indépendance, une vie nouvelle, plus conforme à ses goûts qui l'attiraient vers les côtés les plus sérieux de la vie, la politique, le gouvernement des empires, après celui des salons, où s'était jusque-là bornée son ambition. La question espagnole commençait à préoccuper les hommes d'État du continent. La princesse, restée Française de cœur, même à Rome, ne demandait qu'à servir son pays et son roi. Porto Carrero, son patron auprès du saint-siége, en la réconciliant avec son mari, lui avait valu ce splendide héritage; elle l'en paya en le gagnant à la cause de la France, dans la question de la succession espagnole, ouverte bien avant la mort du roi. Ce fut là son début dans la diplomatie, ou, comme elle aimait à le répéter, « son entrée dans son ministère ». Louis XIV, qui voulait asseoir son petit-fils sur le trône de Charles II, et marchait à son but par Rome aussi bien que par Madrid, sut un gré infini à la princesse de cette précieuse recrue qui, de fait, valut le trône à Philippe V. Torcy, ministre du roi de France, écrivit à Mme des Ursins qu'il n'avait qu'à baisser pavillon devant elle, et à se constituer son élève. Le roi lui accorda une pension, sollicitée par elle, pour subvenir à ses énormes dépenses. Cette pension, du reste, était loin de payer tous les services qu'elle rendait; car, en attendant qu'elle gouvernât l'Espagne, elle était de fait ambassadrice de France à Rome, et toutes les pensions secrètes que Louis payait au sacré collége n'étaient pas aussi bien gagnées.

Louis XIV avait à doter l'Espagne d'une reine, après lui avoir donné un roi. Son choix une fois arrêté sur la fille du duc de Savoie, il s'agissait d'un choix presque aussi important, c'était celui de la *camarera mayor;* on l'a vu par l'empire que la duchesse de Terranueva

exerçait sur la triste épouse de Charles II. De choisir une Espagnole pour cette place de confiance, il ne pouvait en être question. La princesse des Ursins, Française de naissance, et affiliée à cette Grandesse espagnole, si exclusive et si méfiante, semblait faite exprès pour ce poste difficile, le faîte de toutes les servitudes du palais; mais plus elle désirait cette haute position, moins elle s'aventura à la demander. L'art suprême, pour une solliciteuse d'aussi bonne maison, c'était de faire en sorte qu'on pensât à elle, sans qu'elle-même eût l'air d'y penser.

Mme des Ursins, bien loin de se porter pour candidat à ce poste, auquel sa naissance et ses talents lui donnaient droit de prétendre, se contenta de réclamer le privilége d'accompagner la future reine jusqu'à Madrid. « Mon dessein, écrivait-elle à Mme de Noailles, son intermédiaire habituel, serait d'y demeurer tant qu'il plairait au roi, puis de venir rendre compte à Sa Majesté de mon voyage. Je suis la veuve d'un Grand d'Espagne, je sais l'espagnol, je suis aimée et estimée dans ce pays; j'y ai beaucoup d'amis, entre autres le cardinal Porto Carrero. Jugez d'après cela si je ne ferais pas la pluie et le beau temps dans cette cour, et si c'est trop de vanité de vous offrir mes services. » Circonvenu par tant d'obsessions habiles, favorablement disposé d'ailleurs pour la princesse, le *Grand Roi*, obéissant quand il croyait commander, finit par nommer Mme des Ursins *camarera mayor*.

La princesse ne rencontra sa future reine qu'à Villefranche, près de Nice. Elle se dirigea avec elle vers l'Espagne par le midi de la France, au milieu de fêtes continuelles. Arrivée à la frontière, la reine se sépara, non sans regret, de ses dames piémontaises, et la

France prit ainsi possession, avant l'Espagne, de cette reine de quatorze ans, passablement prévenue contre toutes les deux. Pendant ce long parcours, la princesse fut assise à côté de Sa Majesté dans la litière royale. Il ne lui fallait pas tant de temps, avec toutes ses grâces et son désir de plaire, pour gagner le cœur de sa future maîtresse qui, avant de commencer son métier de reine, avait à l'apprendre de sa camériste. Nous saurons bientôt tout ce qu'il y avait de ressources d'esprit et de cœur dans cette jeune reine que Louis, en la lançant sur cette mer orageuse, n'avait pas voulu laisser sans pilote. Nous connaissons la cour de Madrid, nous l'avons étudiée sous Charles II, alors que tout le monde y régnait, excepté le roi! Mais il nous faut encore citer quelques lignes de Mme des Ursins, pour qu'on sache au prix de quels ignobles services il lui fallait payer le pouvoir, et acheter en servant, comme les affranchis des Césars, le droit de régner à son tour.

« Dans quel emploi, bon Dieu! m'avez-vous mise? écrit-elle à Mme de Noailles. Il n'est plus question de me reposer après dîner, ni de manger quand j'ai faim. Je suis trop heureuse de pouvoir faire, en courant, un mauvais dîner. Mme de Maintenon rirait bien si elle savait tous les détails de ma charge. C'est moi qui ai l'honneur de prendre la robe du roi d'Espagne lorsqu'il se met au lit, et de la lui donner avec ses pantoufles quand il se lève. Tous les soirs, quand le roi entre chez la reine pour se coucher, le comte de Benavente me charge de l'épée de Sa Majesté, d'un pot de chambre et d'une lampe que je renverse souvent sur mes habits: cela est trop grotesque. Jamais le roi ne se lèverait si je n'allais tirer son rideau; et ce serait un sacrilége si un autre que moi entrait dans la chambre de la reine quand

ils sont au lit... Je n'ai pas encore attrapé la confiance que la reine avait à ses femmes de chambre piémontaises. J'en suis étonnée, car je la sers mieux qu'elles, et je suis sûre qu'elles ne lui laveraient pas les pieds aussi proprement que je fais. » (*Mém. de Noailles*, t. II, p. 172.)

La princesse, en arrivant à Madrid, comme une seconde reine à la suite de la première, avait été logée dans le palais royal, où on lui avait réservé de somptueux appartements. Quant au train de sa maison, on en jugera par le passage suivant : « J'ai quatre gentilshommes, écrit-elle de France à Mme de Noailles; j'en prends ici un autre espagnol, et quand je serai à Madrid, j'en prendrai deux ou trois qui connaissent la cour, et soient gens à me faire honneur. J'ai six pages, tous gens de condition, et capables d'être chevaliers de Malte. J'ai outre cela leur maître qui me sert d'aumônier. Je ne vous parle pas de mes officiers, que j'ai de toutes sortes. Je mène douze laquais, et j'en prendrai d'Espagne quand je serai à la cour. Je me fais faire un très-beau carrosse, sans or ni argent, et j'en amène un autre doré qui me servira à promener hors la ville, à six chevaux. Je crois devoir paraître à Madrid avec quelque pompe, *pour faire plus d'honneur à mon emploi...* Ne craignez pas pourtant que je demande quelque chose au roi; *je suis gueuse*, il est vrai, mais je suis encore plus fière, et je me ferai un point d'honneur à ne rien demander; et cependant, je ferai une dépense proportionnée à l'éclat de ma charge, et *qui puisse faire admirer aux Espagnols la grandeur de leur roi...* » Le siècle et la cour de Louis XIV ne sont-ils pas tout entiers dans ces lignes?

Avant l'arrivée de la princesse à Madrid, ce n'était ni

le roi, ni même la reine qui y régnaient, c'était le cardinal Porto Carrero. Sous prétexte que la royauté nouvelle était son ouvrage, il lui faisait payer cher le service qu'il lui avait rendu. Le parti autrichien et ses chefs, Oropesa, Melgar, le prince de Darmstadt, Mendoza, avaient été balayés de la cour, avec la reine douairière, reléguée à Tolède sous la surveillance la plus sévère. Louis XIV, en greffant cette vieille monarchie usée sur une tige plus vivace, aurait voulu refaire, au sud des Pyrénées, une royauté vraiment espagnole, où toutes les provinces, oubliant leurs souvenirs de royaumes et leurs instincts de séparation, se seraient fondues dans la grande unité nationale. Mais, pour cela, il fallait deux choses : que la France renonçât à régner à Madrid, et c'était chose bien difficile à obtenir de Louis; et que la Castille renonçât à son rêve de suprématie sur les autres provinces, et ne voulût pas être à elle seule l'Espagne tout entière. Or Porto Carrero était Castillan, et ne voulait employer que des Français ou des Castillans comme lui. Ainsi l'ambassadeur de France était admis au *despacho* ou conseil secret, dont les Grands d'Espagne étaient exclus. Le cardinal-ministre était donc à la fois plus Français que Louis XIV et plus Castillan qu'Ysabel, et cette attitude de la royauté nouvelle ne contribua pas peu à jeter la Catalogne, l'Aragon et Valence dans les bras du prétendant autrichien. Dur et sans pitié, Porto Carrero n'avait fait, comme dit Louville, « qu'ôter à tout le monde sans rien donner à personne ». La maison du roi, avec son faste insensé, appelait sans doute bien des réformes; mais il les avait faites sans discernement, et avec une impitoyable dureté. Les grandes familles ruinées, qui vivaient de ces pompeuses sinécures, avaient été brusquement mises sur le

pavé; aussi la cour était-elle peuplée d'ennemis du cardinal, de la France, et de tous ceux qui la représentaient à Madrid.

La princesse des Ursins avait de grands défauts, qui tous peuvent se ramener à un seul : le besoin de dominer; mais elle avait aussi de grandes qualités, d'esprit bien plus que de cœur. Quand la passion ne l'égarait pas, elle voyait juste en affaires. Ce qui la frappa surtout à son arrivée à Madrid, ce fut de voir les Français détestés, grâce au cardinal qui, par ses aveugles préférences pour eux, avait soulevé toute la Grandesse. Entre le parti français, dont Porto Carrero était l'âme, et le parti autrichien, annulé pour le moment, un tiers parti, purement national, s'était formé sous les auspices du comte de Montellano, l'homme le plus distingué de la cour, depuis qu'Oropesa n'y était plus. La princesse résolut de s'appuyer sur ce parti, sans repousser les Français : « Non, écrit-elle à Versailles, je n'imiterai pas le cardinal, tout en le regardant comme mon *principal ami*. Je chercherai à m'attirer l'amitié des Espagnols, et je n'épouserai pas toutes les haines de ce prélat. » Et ce qu'elle disait, elle le fit : les pages français du roi furent vêtus à l'espagnole; Philippe lui-même adopta la *golilla* (la fraise), cachet du costume national; et, pour l'y décider, la jeune reine dut lui dire qu'elle ne l'aimait qu'ainsi vêtu. Mais, disons-le à l'honneur de Philippe V, tout résolu qu'il fût à se faire Espagnol, il refusa toujours d'autoriser de sa présence l'horrible usage des *auto-da-fé*. Enfin, par une pensée qui révèle en elle un véritable homme d'État, la princesse insista près du cardinal pour que Catalans, Aragonais, Valenciens fussent appelés à tous les emplois du pays, sans distinction d'origine. Mais ici elle se heur-

tait contre des préjugés trop enracinés pour céder à la voix de la raison ou de l'intérêt public. Porto Carrero et Arias, l'archevêque de Séville, son *alter ego*, résistèrent, comme on résiste en Espagne, en n'obéissant pas, sans refuser d'obéir. La princesse s'aperçut bientôt que le seul moyen de vaincre leur opposition, c'était de les écarter des affaires, et dès ce moment leur renvoi fut une chose arrêtée.

A la cour de France, après Richelieu, il n'y a plus qu'un maître et des laquais; à la cour d'Espagne, au contraire, les Grands servent et commandent à la fois. Le pays est dompté, mais la Grandesse ne l'est pas; et tout en se disputant les charges de la domesticité royale, on est tout étonné de voir ces serviteurs, rampant devant leurs maîtres, se relever pour parler de leurs *droits*. Nous en aurons plus d'un exemple pendant le *ministère* de Mme des Ursins. Mais son crédit naissant n'avait pas encore eu le temps d'inquiéter la méfiance de ces Grands qu'elle aspirait à dominer. Le plus pressé, c'était d'établir son empire sur la jeune reine, et de la mener d'abord, pour lui apprendre à mener son mari. La reine se faisait une loi d'assister au *despacho;* et ne voulant pas s'y trouver seule avec tous ces hommes, elle avait dû y faire entrer la princesse, ce qui avait ouvert à celle-ci l'entrée des affaires. Un instant, Marie-Louise avait eu envie d'être jalouse de sa caméristе, malgré son âge plus que discret (elle avait alors cinquante-neuf ans). Mais douée d'une rare perspicacité, quand la passion ne l'aveuglait pas, la reine ne tarda pas à s'apercevoir que la tendresse de son époux pour elle, loin de diminuer, augmentait à mesure qu'il voyait plus souvent Mme des Ursins. Ainsi, dans cette cour étrange, tous les rôles étaient intervertis; le crédit

de la caméristе sur sa maîtresse se consolidait, en même temps que l'empire de celle-ci sur le jeune monarque ; et le vrai roi d'Espagne, en dernière analyse, c'était la princesse des Ursins.

L'ambassadeur de France, Noailles, en fut frappé ; aussi écrit-il à son maître, qui veut tout savoir : « J'entrevois que la reine gouvernera son mari sans qu'on puisse l'en empêcher ; on doit donc faire en sorte qu'elle le gouverne bien, et la princesse est nécessaire pour cela ; ses progrès sont considérables. Il n'y a pas d'autre moyen à employer près de la reine, car, pour peu qu'on la pratique, on voit bien qu'il ne faut pas la traiter en enfant. »

Quant à Philippe V, son caractère, si fâcheux chez un roi, s'explique par son histoire : « Cadet d'un aîné, nous dit Saint-Simon, vif, violent, impétueux, d'humeur terrible et de volonté outrée, Philippe avait été élevé dans un état de dépendance, nécessaire pour éviter des troubles dans la famille royale. Ainsi le voulait la raison d'État, qui est la suprême loi. » Mais pour mieux atteindre le but, on l'avait dépassé : entre son frère et son aïeul, Philippe avait si bien appris à obéir qu'il ne put jamais en perdre l'habitude. Louis XIV le savait quand il adressait à son petit-fils, couronné et marié, mais non émancipé, ces instructions si justes et si dignes, mais qui forment avec toute son éducation un étrange contraste : « Écoutez, mais décidez seul ; Dieu, qui vous a fait roi, saura vous donner les lumières nécessaires pour en remplir les devoirs. » Et ailleurs : « Marié, ne vous laissez pas gouverner. C'est une faiblesse et un déshonneur. On ne le pardonne pas aux particuliers, et les rois, exposés à la vue du public, en sont encore plus méprisés quand ils souffrent que leurs

femmes les dominent. » (*Mém. de Noailles*, t. II, p. 2 et 76.) « Décidément, ajoute Saint-Simon, il était fait exprès pour se laisser enfermer et gouverner. » Et cet horoscope se vérifia de point en point; avec des qualités réelles de cœur et d'esprit, Philippe était destiné à être mené toute sa vie, par sa femme, par Mme des Ursins, par le cardinal Alberoni, par tous ceux enfin qui l'approchaient d'assez près pour s'apercevoir de sa faiblesse, et pour l'exploiter.

Après le roi, il faut nous occuper de la reine. Dans ce siècle de portraits, celui de Marie-Louise ne pouvait pas faire défaut. Le voici, tracé par Grammont, pour Mme de Maintenon qui le lui avait demandé : « Elle était presque aussi grande que la duchesse de Bourgogne, sa sœur aînée. Elle en avait la taille fine et les manières gracieuses. Son air était noble et majestueux ; ses yeux, médiocrement grands et peu vifs; sont teint pâle, mais beau; sa bouche petite, ses dents assez blanches, mais mal rangées. On ne pouvait pas dire que c'était une beauté, mais on pouvait assurer que sa figure plairait à tout homme de bon goût... Quant à son esprit, tout ce qui a pu vous revenir sur ce sujet est au-dessous de ce que je viens de voir et d'entendre. La reine d'Espagne est, ce qui s'appelle dans le plus exquis, une personne fort extraordinaire. » A Villefranche, après leur première entrevue, Mme des Ursins écrivait à Torcy « que la jeune princesse saurait *faire la reine à merveille* ». Toutes deux, du reste, tranchaient par leurs rares facultés sur ce fond de nullité hautaine de la Grandesse espagnole, aussi incapable de conduire l'État que de se laisser conduire. « La reine, dit encore le même Grammont, n'aime ni la comédie, ni la musique, ni la conversation, ni la promenade, ni la chasse, à seize ans!... elle ne

veut que gouverner le roi et la nation... Et quant à Philippe V, esprit juste, mais paresseux, faible et irrésolu, il la craint à l'excès, et tant qu'il l'aura, il sera un enfant de six ans, et jamais un homme. »

Nous ne recommencerons pas le récit de la guerre de la succession, au point de vue des coulisses, après celui de la scène. Notons seulement, en passant, les faits qui jettent un jour nouveau sur les caractères. Ainsi, en 1702, quand le tour fâcheux que prennent les affaires d'Italie inspire à Philippe la pensée généreuse d'aller se mettre à la tête de son armée, Louis donne à son petit-fils les éloges qu'il mérite. Il ne se prononce pas d'abord contre son projet d'emmener sa jeune femme avec lui, comme elle en témoignait l'ardent désir; mais, bientôt, informé que les Espagnols fidèles craignent de se voir abondonnés par le roi et par la reine, et que les malintentionnés y puisent une audace nouvelle, Louis se déclare contre le voyage de la reine : « Il vaudrait mieux, écrit-il à son petit-fils, ne pas aller en Italie que de l'y emmener avec vous »; et il insiste avec raison sur la nécessité de laisser à l'Espagne sa jeune reine qu'elle idolâtre, comme un gage du retour de son mari.

Le sacrifice était bien pénible pour Philippe, qui eût voulu ne pas se séparer un instant de la femme qu'il aimait; mais, devant l'impérieuse volonté du *Grand Roi*, il fallut céder, et les deux époux obéirent en pleurant. Avec une abnégation bien rare à cet âge, Marie-Louise, surmontant sa douleur, résuma toute sa ligne de conduite dans ces nobles paroles : « Je n'ai pas de volonté en opposition avec mon devoir. » Louis fut frappé de tant d'empire sur soi-même chez une nature aussi ardente, et à un âge aussi tendre. Touché de voir cette jeune femme s'immoler ainsi aux intérêts de son époux,

il lui rend dans les lignes suivantes le plus beau témoignage : « Je n'ai qu'à louer votre conduite; ce ne sont pas des conseils que j'ai à vous donner, mais des éloges. Suivez toujours vos inspirations, vous pouvez vous y livrer en toute sûreté. Je ne vous refuse pas les conseils de mon expérience, mais je suis sûr que vous les préviendrez, et je n'aurai qu'à vous admirer et à vous renouveler l'assurance de ma tendresse. »

Certes, de tels éloges ont du prix dans une bouche qui n'en est pas prodigue. Mais aussi, il faut voir, pendant l'absence de son époux, sous la tutelle, il est vrai, de la princesse des Ursins, la tenue de cette reine de quatorze ans, qui n'eut jamais d'enfance, à l'inverse de Charles II, resté enfant toute sa vie. Ainsi, aux Cortès d'Aragon, sur ce terrain difficile où Philippe IV avait fait tant de faux pas, Marie-Louise étonne l'Espagne par son sérieux précoce, son entente des affaires, à l'âge où elles ne sont encore qu'un fardeau. De retour à Madrid, elle envoie à son époux les maigres subsides (100,000 ducats) que l'Aragon lui a votés, sans vouloir rien en garder, même pour ses besoins. Elle refuse obstinément, tant que le roi sera à la guerre, les divertissements, même les plus innocents, et chacun s'étonne de cette raison prématurée, de cette vie consacrée aux devoirs les plus sérieux, à un âge qui d'ordinaire appartient au plaisir. Elle-même s'en étonne parfois, et retrouve un instant sa jeunesse pour s'écrier : « Voilà, certes, des passe-temps fort honorables, mais assez peu divertissants pour une tête aussi jeune que la mienne, d'entendre parler, tout le jour durant, des nécessités du trésor, et de l'impossibilité d'y faire face ! »

On connaît maintenant à fond les trois personnages de ce drame intime : le roi, la reine et la *camarera mayor;*

quant aux ambassadeurs de France, qui se succèdent presque aussi vite que les premiers ministres sur ce terrain mouvant; quant aux Grands d'Espagne, aussi jaloux du pouvoir qu'impropres à l'exercer, et à tous ces comparses politiques qui paraissent tour à tour sur la scène pour y étaler leur impuissance, et en sortir plus effacés encore qu'ils n'y étaient entrés, nous renonçons à la tâche ingrate de raconter des intrigues sans fin, qui ne changent que des noms propres, sans rien changer à la face des affaires.

Ce qui ressort pour nous de tout ceci, c'est que Louis XIV n'a rien compris à l'Espagne ni au caractère espagnol chez qui, dans sa déchéance profonde, l'orgueil a survécu à la capacité. Le point de départ du *Grand Roi*, dans ses relations avec cette province qu'il vient d'annexer à son empire, et qu'il fait gouverner par un vice-roi, c'est le mépris pour l'Espagne, qu'il juge avec raison hors d'état de se gouverner elle-même, mais qui n'en est pas pour cela plus disposée à se laisser gouverner par des étrangers. Comme tous ceux qui ne demandent qu'à se tromper eux-mêmes, Louis avait été trompé par ses agents, moins occupés de l'éclairer que de lui plaire. Chose étrange! Philippe V, si inférieur en talent et en puissance de travail à son illustre aïeul, l'homme le plus appliqué de son royaume, avait jugé mieux que lui l'Espagne. Il est vrai qu'il avait sur lui un double avantage, celui de l'habiter, et d'aimer le peuple que Dieu lui donnait à gouverner. A Milan, à Naples comme à Madrid, Philippe s'était bien vite aperçu que les peuples ne sont pas ingrats, et que, soit haine, soit amour, ils rendent tout avec usure. Il sentait vivement ce qu'avait de blessant pour les Espagnols cette prétention de Louis de les régir *à la fran-*

çaise, du fond de son Versailles. Par une inspiration un peu hardie pour une nature aussi dénuée d'initiative, il résolut de s'affranchir de la tutelle de Porto Carrero, et d'émanciper l'Espagne et lui en se chargeant seul de la gouverner. Il ne voulut pas même donner entrée au cardinal dans le *despacho*, d'accord en ceci avec le secret avis que lui avait fait passer son aïeul : « N'ayez jamais de premier ministre. »

Cette innovation causa grand scandale à la cour, mais elle fut vivement approuvée par l'opinion, plus favorable au roi qu'à la Grandesse. Louis XIV lui-même parut s'y associer en rappelant son ambassadeur, Marsin, trop compromis avec le parti espagnol, et en envoyant à sa place le cardinal d'Estrées, le vieil ami de la princesse et la fleur de la diplomatie française. Voici le portrait que trace de lui Saint-Simon : « Un homme vif, ardent, bouillant, haut à la main, accoutumé aux affaires et à décider, et ne voulant de supérieur ni d'égal... qui, lors de son ambassade en Espagne, n'avait plus la tête aussi forte; mais plus elle s'affaiblissait, plus il avait de hauteur dans le caractère et de fermeté dans l'esprit. »

Tout alla bien en commençant; Mme des Ursins, appuyée sur Montellano, dont le bon sens, la capacité et la probité rigide tranchaient avec la nullité présomptueuse de la Grandesse, était de fait à la tête des affaires. Elle donnait à la jeune reine, de plus en plus attachée à ses devoirs, l'impulsion que celle-ci rendait à son docile époux. Philippe, persuadé qu'il gouvernait l'Espagne à lui seul, jouissait du contraste de sa popularité bien réelle avec l'impopularité toujours croissante de Porto Carrero et d'Arias. Mais tout ceci ne faisait pas le compte du nouvel ambassadeur qui, péné-

tré de son mérite, voyait, avec une surprise peu flatteuse, que personne à Madrid, ni le roi, ni la reine, ni surtout la princesse, n'avait besoin de lui, et que les choses marchaient d'autant mieux qu'il s'en était moins mêlé.

En face du vieux parti espagnol, toujours uni contre l'étranger, en dépit de toutes ses divisions, un parti français se groupait autour de l'ambassadeur. Il se composait d'abord du neveu du cardinal, l'abbé d'Estrées, qui avait tous les défauts de son oncle, sans une seule de ses qualités, et qui, y joignant encore la présomption de la jeunesse, aspirait à mener l'ambassadeur, en attendant l'heure de le remplacer. Puis venait Orry, le réformateur des finances de l'Espagne, chargé de les établir sur le pied français, mais qui n'avait pas encore trouvé le secret de faire couler le Pactole dans les caisses du trésor; Orry, dont Saint-Simon nous a tracé le portrait peu flatté : « Une manière de *sourdaut*, de beaucoup d'esprit; de la lie du peuple, et qui avait fait toutes sortes de métiers pour vivre, puis pour gagner. D'abord rat de cave, puis homme d'affaires de la duchesse de Portsmouth, qui le trouva en friponnerie, puis le chassa... Il s'agissait d'envoyer en Espagne un homme obscur qui n'effarouchât pas, et eût assez d'instruction pour s'introduire, et de lumières pour voir, et rendre bon compte à Mme des Ursins. Orry lui fit sa cour; son esprit lui plut, elle le trouva obséquieux et d'humeur à entreprendre sous ses auspices. C'était pour elle un moyen de mettre le nez dans les finances; ils se lièrent donc, de valet à maîtresse... »

Après Orry le financier, venait ensuite le satirique Louville, le confident de Philippe et le chef de sa maison française; Louville qui, comme Tessé, dans leur trop spirituelle correspondance, vous feraient prendre en

grippe ce don fatal de l'esprit qui, trop souvent en France, dispense de bon sens, d'esprit de conduite et de solidité; enfin le père Daubenton, doublement suspect à la princesse des Ursins, comme confesseur du monarque et comme jésuite. Le mot d'ordre de ce parti français, c'était une admiration aveugle pour le majestueux édifice de l'administration de Colbert, et le parti pris de l'implanter en Espagne, sans savoir si la plante convenait au sol qui devait la recevoir.

En arrivant à Madrid, le cardinal d'Estrées, gonflé de sa propre importance et de la faveur de Louis XIV, avait commencé par tout critiquer, et ne trouver rien à son gré. Le roi et la princesse, à l'entendre, tenaient les Français trop à l'écart, employaient trop les Espagnols, et ne savaient pas gouverner puisqu'ils gouvernaient sans lui. Aussi ne lui fallut-il pas longtemps pour se brouiller avec tout le monde, avec Porto Carrero et Arias, avec son neveu, qui lui fauchait l'herbe sous le pied, et intriguait déjà contre son oncle; enfin, avec Mme des Ursins, qui avait bientôt flairé en lui un rival au lieu d'un allié. Mais le cardinal, qui avait l'oreille du *Grand Roi*, regagnait à Versailles le terrain qu'il perdait à Madrid. Bientôt la princesse eut en lui un rival redoutable dans la confiance de Louis qui, pendant quelque temps, n'avait vu que par ses yeux. Pour la perdre, toutes les armes furent bonnes : on fouilla jusque dans sa vie privée, et, dans l'intimité de cette reine d'Espagne *in partibus*, on n'eut pas de peine à trouver un autre Valenzuela. C'était un certain d'Aubigny, son écuyer, qui, comme l'autre, tenait le milieu entre le gentilhomme et le valet, et faisait commerce de son crédit, comme tous ces parvenus de bas étage qui se redressent d'autant plus haut qu'ils ont rampé plus longtemps.

Une lettre de Louis XIV à son petit-fils montre à quel point cette âme, toujours ouverte à la méfiance, avait reçu les fâcheuses impressions qu'y semait le cardinal. « Il y a deux ans que vous régnez, écrit-il à Philippe, et vous n'avez pas encore parlé en maître! Par trop de méfiance de vous-même, vous n'avez pu vous défaire de cette timidité, pendant que vous méprisez les périls de la guerre. A peine vous arrivez à Madrid qu'on réussit à vous persuader que vous êtes capable de gouverner seul une monarchie dont vous n'avez jusqu'ici senti que le poids. Vous oubliez l'embarras de vos affaires et vous vous applaudissez de tenir seul vos conseils. Est-ce répondre à l'amitié que j'ai pour vous que d'exclure de vos conseils le cardinal d'Estrées, l'homme le plus consommé dans les affaires que je pusse mettre auprès de vous? J'ai préféré vous asseoir sur le trône à me rendre maître des États qui devaient composer mon partage. J'épuise mon royaume; toute l'Europe se ligue contre moi pour vous accabler, et l'Espagne, insensible à ses malheurs, ne contribue en rien à sa conservation.

«... Je vous aime trop tendrement pour me résoudre à vous abandonner, mais vous me réduirez à cette fâcheuse extrémité si je cesse d'être informé de ce qui se passe dans vos conseils... Choisissez donc ce que vous aimez le mieux, ou mon assistance, ou de vous laisser aller *aux conseils intéressés de ceux qui veulent vous perdre*. Ordonnez au cardinal Porto Carrero de rentrer au *despacho*, continuez d'y donner entrée au cardinal d'Estrées; ne vous renfermez point dans *la mollesse honteuse de votre palais*. Montrez-vous à vos sujets, écoutez leurs demandes, faites-leur faire justice, acquittez-vous enfin des devoirs où Dieu vous appelle en vous plaçant sur le trône. »

Le roi, et surtout la reine, répondirent avec une vivacité respectueuse à ces accusations, qui passaient par-dessus leur tête pour atteindre la princesse. Celle-ci y joignit un mémoire énergique, adressé à Louis XIV. Prenant pour elle ces reproches dont elle se fait un titre d'honneur, elle avoue librement que Philippe n'a fait que suivre ses avis; elle vante la capacité du jeune roi, et accuse le cardinal d'avoir voulu le traiter en mineur, et lui retirer la direction des affaires pour la concentrer toute dans sa main. Elle finit en demandant la permission de quitter le poste ingrat qu'elle occupe, puisque ses conseils, toujours bienvenus du roi et de la reine, ne le sont plus de l'arbitre suprême qui réside à Versailles. »

Dans ce grave conflit, Mme de Maintenon, avec sa prudence ordinaire, garda la neutralité. Quant à Louis, consultant son amour-propre irrité plus que l'intérêt de son petit-fils, il prit au mot la princesse, et accepta sa démission. L'ambassadeur, triomphant, le prit alors de plus haut que jamais : Espagnols comme Français durent plier sous son joug. Le roi et la reine, comme des enfants rebelles, furent forcés de rentrer en tutelle, et chaque fois qu'ils essayèrent de résister, le cardinal les fit taire en alléguant la volonté de leur aïeul.

L'ardente et volontaire nature de Marie-Louise ne pouvait pas accepter un pareil joug. Le chagrin de se séparer de celle qui avait régné sur son cœur avant de régner sur l'Espagne, altéra sa santé. Tous les partis, faisant trêve à leurs rancunes, se réunirent contre l'ambassadeur. Mme des Ursins, laissant les fautes de ses ennemis travailler pour elle, se taisait et préparait son départ. Louis qui, du fond de son palais, voulait régner à Madrid autant qu'à Versailles, finit par s'aper-

cevoir que le départ de la favorite, loin de ramener la paix, ne ferait qu'irriter les haines qu'il prétendait calmer. Une lettre embarrassée, qu'il fit écrire à la princesse par Torcy, en l'engageant à rester à la cour, à condition d'y faire bon ménage avec l'ambassadeur, fit sentir à celle-ci que le vent avait tourné, et que le flot montait pour elle au lieu de descendre. Aussitôt, avec son tact exquis, exigeant toujours plus à mesure qu'on lui cédait davantage, elle demanda hautement une *satisfaction* pour l'injure qu'on lui avait faite, et déclara qu'elle ne resterait pas à Madrid à moins d'un contre-ordre positif de Sa Majesté. L'ambassadeur eut beau protester, sentant que, si le roi cédait, ce serait à ses dépens, et que la position pour lui ne serait plus tenable, l'orgueilleux monarque fut obligé de se courber devant la dignité blessée de sa sujette et le besoin qu'il avait de ses services, et il lui écrivit, de sa royale main, la lettre suivante : « Ma cousine, si je doutais de votre zèle et de votre fidélité, je n'aurais pas conseillé au roi et à la reine de vous retenir à Madrid. J'ai tout lieu de croire que votre séjour y sera utile pour mon service et celui du roi mon petit-fils. Vous ne pouvez mieux me confirmer dans cette opinion que par votre union avec le cardinal, et moi, je serai bien aise de faire connaître la satisfaction que j'aurai de votre conduite par de nouvelles marques de mon estime et de mon affection. »

La victoire ne pouvait pas être plus complète : Louis XIV était dompté. Mais un dernier triomphe restait à obtenir, c'était le départ de l'ambassadeur. Louis répugnait à subir encore cette humiliation ; le roi et la reine, poussés par M[me] des Ursins, redoublèrent d'instances pour obtenir le renvoi de leur commun ennemi : « Chaque our qu'il reste à Madrid, écrit Philippe à son

aïeul, fait un mal irréparable à la France et à l'Espagne » ; et la reine ajoutait, avec l'expansion de sa vive nature : « Mon mari et moi, nous le détestons au point que, si nous n'avions pas d'autre alternative que d'abdiquer la couronne, ou de souffrir qu'il restât à Madrid, je ne sais pas ce que nous choisirions. » Le résultat, facile à prévoir, fut le départ du cardinal, qui finit par demander son rappel. Le roi, à sa prière, lui donna pour successeur son neveu, l'abbé d'Estrées, qui, sous main, avait tout fait pour hâter son renvoi.

La princesse était maîtresse de la situation : le parti français, vaincu dans la personne du cardinal, avait abdiqué dans ses mains, et le parti espagnol n'en était pas pour cela plus puissant. Le premier ministre, Porto Carrero, voyant son rôle se borner à exécuter les ordres du roi, c'est-à-dire de la princesse, finit par donner sa démission, pendant qu'Arias recevait du saint-père l'ordre de se rendre dans son diocèse. Montellano, le seul Espagnol auquel se fiât la princesse, fut nommé président de Castille, avec entrée au *despacho*. Là, il put continuer son occupation favorite, la guerre aux Français, consultant sans cesse les conseils, quand il eût fallu décider et agir. Le roi, dont l'autorité diminuait chaque jour, avait, de nom seulement, la direction des affaires. Le Français Orry gouvernait les finances, et la princesse, premier ministre de fait, réunissait dans ses mains viriles tous les pouvoirs de l'État. Quant au nouvel ambassadeur de France, la position n'était tenable pour lui qu'avec une entière soumission à l'arbitre des destinées de l'Espagne. Louis XIV avait plié, son représentant n'avait plus qu'à faire comme lui.

Mais si l'abbé-ambassadeur s'inclinait à Madrid devant la vraie reine d'Espagne, il s'en dédommageait dans ses

dépêches à Versailles, où il peignait sa conduite sous les plus noires couleurs. Mme des Ursins, qui flairait la trahison, voulut en avoir le cœur net : elle fit saisir en route une dépêche de l'abbé, qu'on trouva pleine des plus odieuses calomnies contre celle qu'il n'approchait que l'encensoir à la main. La princesse, jetée hors des gonds, oublia sa circonspection habituelle : elle envoya la dépêche à Louis XIV, avec des notes de sa main. L'ambassadeur ayant mentionné le bruit qui courait à Madrid du mariage secret de la princesse avec son écuyer, la grande dame, plus offensée à la pensée d'une mésalliance qu'à celle d'une simple galanterie, écrivit de sa main, en marge de la dépêche : « Oh! pour mariée, non! »

Le moment était favorable pour perdre l'ambassadeur dans l'esprit de Louis XIV qui, fatigué de toutes ces querelles, avait besoin d'une victime sur qui décharger sa bile. Philippe, sous l'inspiration de Mme des Ursins, écrivit à son aïeul, et prit sur lui la responsabilité de la dépêche ouverte, crime d'État que Louis ne pardonnait pas à l'audacieuse favorite. Mais le cardinal d'Estrées, de retour à Versailles, y avait repris son empire. Louis, toujours facile à influencer, malgré la rigidité de ses dehors, se laissa persuader par lui de rappeler la princesse, convaincu que, tant qu'elle serait à Madrid, la France n'exercerait jamais un ascendant réel dans la Péninsule. Le rappel de la favorite fut encore une fois décidé, en principe seulement, ainsi que celui de l'ambassadeur, comme une satisfaction à donner à la reine, dont on prévoyait les emportements.

La résolution une fois prise, restait à l'exécuter. Louis avait sur les bras deux campagnes à la fois, l'une contre l'Europe, l'autre contre une femme désarmée qui avait

fait plier devant elle l'orgueil du *Grand Roi.* Il y allait de l'honneur du monarque, dont la victoire commençait à déserter les drapeaux, de ne pas avoir le dessous dans ce dernier duel. Mais pour vaincre, la première condition était l'absence de Philippe. Il ne fallait pas laisser un pareil allié à la reine au moment de la séparation avec sa cameriste bien-aimée. Le départ de Philippe pour l'armée de Portugal vint à propos pour servir les desseins de Louis. Voici, du reste, le plan tracé par le roi lui-même dans une lettre à l'abbé :

« Les plaintes contre la princesse sont montées à un tel point qu'il faut enfin prendre un parti. Je vois le mal que produit son séjour en Espagne, et le temps est venu de l'en retirer. Il fallait attendre que le roi eût quitté Madrid, car je savais qu'il serait trop sensible aux larmes de la reine. S'il consent, ce qui ne paraît pas douteux, il faudra qu'il écrive à la reine sur la nécessité de déférer sans retard aux conseils du roi de France. En cas qu'on ne puisse empêcher la princesse de voir la reine, il faut que l'entretien soit court, et qu'elle parte le lendemain. Si le roi résiste, laissez-lui voir combien la guerre que je soutiens pour ses intérêts est pesante. *Ne lui dites pas que je l'abandonnerais, il ne le croirait pas;* mais faites-lui sentir que, quelle que soit ma tendresse pour lui, je pourrais, s'il n'y répondait pas, faire la paix aux dépens de l'Espagne, et me lasser enfin de soutenir une monarchie où je ne verrais que désordre et contradiction. Enfin, après un pareil éclat, il faut réussir; mon honneur, l'intérêt du roi et de la monarchie y sont engagés. » Jusqu'ici, l'abbé triomphait; mais le post-scriptum de la lettre était bien fait pour rabattre en lui l'orgueil du triomphe : le roi lui faisait comprendre que, pour apaiser les ressentiments de Philippe et de la reine, il fallait une

victime, et que son rappel suivrait de près celui de la princesse, et il promettait de l'indemniser plus tard de ce sacrifice nécessaire.

Il y a quelque chose d'étrange à voir Louis XIV, au milieu des graves préoccupations d'une guerre avec l'Europe, mettre ainsi en jeu tous les ressorts de sa politique pour changer la camériste d'une reine de quinze ans. Dans une lettre à son petit-fils, il insiste pour lui faire accepter le renvoi de M[me] des Ursins, et le presse de nommer une *camarera mayor* sur quatre que l'abbé lui donnera à choisir. Philippe, comme tous les caractères faibles, avait peur de la lutte; il pouvait bien éluder un ordre de son grand-père, mais non lui désobéir; il céda donc, bien qu'à regret, plus occupé du chagrin de la reine que du sien propre.

Un ordre précis de retour fut envoyé à la princesse, à qui sa route fut tracée par le midi de la France vers Rome, terme de son voyage. Elle reçut sa sentence d'exil, sentence de mort pour une ambition comme la sienne, avec un calme et une dignité qui donnent une haute idée de l'énergie de son caractère. Pas une plainte, pas une récrimination ne sortit de sa bouche. Louis craignait pour la reine le déchirement des derniers adieux; M[me] des Ursins eut la sagesse d'éviter de la voir, et lui fit ses adieux par écrit, en l'engageant à se soumettre à une volonté plus puissante que la sienne, et à nommer, comme on l'y invitait, une autre *camarera mayor*. La reine, à son tour, sut se tenir à la hauteur de l'exemple qu'on lui donnait : domptant l'impétuosité de ses premiers mouvements, elle s'inclina, muette et résignée, sous le coup qui la frappait, et sans cacher sa douleur, elle dédaigna de se plaindre. Mais, au fond, sa soumission à la tyrannique volonté du *Grand*

Roi n'était pas plus réelle que celle de la princesse.

Quant à celle-ci, elle fit bien voir dans quelle mesure elle comptait obéir, en s'arrêtant dans toutes les villes de son parcours jusqu'à la frontière, montrant ainsi à Louis XIV qu'il pouvait l'éloigner de Madrid, mais non disposer d'elle au point de lui fixer ses étapes. Cette résistance passive n'était chez elle ni un caprice d'enfant, ni une révolte d'amour-propre froissé, mais un sage et profond calcul. Elle donnait ainsi aux mauvaises impressions le temps de se calmer, aux conséquences fâcheuses de son départ celui de se faire sentir. Elle désarmait le *Grand Roi* par ce semblant d'obéissance; elle ne comptait pas sur la justice de Louis, mais sur son bon sens, qui l'éclairerait bientôt sur les conséquences de sa faute; enfin, elle s'en fiait aux fautes de ses ennemis plus qu'au zèle de ses amis pour préparer son retour. Elle y comptait tellement qu'elle osa demander, avant de se diriger vers l'Italie, la permission de venir à Versailles se justifier auprès du roi, se préparant ainsi une excuse pour ne pas hâter son voyage.

Avec l'idée qu'on se fait de l'impérieuse volonté du *Grand Roi*, on s'étonne de le voir si ouvert à des influences opposées, si facile aux changements dans sa ligne politique. Ainsi, le voilà convaincu que la princesse une fois partie, tout va marcher en Espagne comme sur des roulettes : « Vous trouverez, écrit-il à Grammont, le nouvel ambassadeur, une cour sans factions, et un pays bien disposé. » La consigne qu'il lui donne, c'est d'être plein d'égards pour les Grands, mais de ne leur laisser aucun pouvoir, et de consulter le moins possible les Conseils, base du gouvernement national. Ainsi, il encourage, dans son nouveau représentant, la prétention qui a perdu tous les autres, celle de traiter la Pénin-

sule en pays conquis, de gouverner l'Espagne sans les Espagnols, et de jouer le rôle de roi plutôt que celui d'ambassadeur.

La première audience que Grammont reçut de la reine suffit pour lui montrer que la place de la favorite pouvait être vacante à la cour, mais qu'elle régnait toujours sur le cœur de sa maîtresse : « N'est-il pas triste, lui dit celle-ci, que le roi, le plus sage de tous les hommes, ajoute plus de foi aux discours haineux de gens pleins de gangrène qu'à ceux de son petit-fils, qui est, comme lui, la vérité même, et qui connaît la rectitude de Mme des Ursins? Est-il possible qu'il ait si peu d'égards pour nous d'ajouter foi aux discours d'autrui, et si peu aux nôtres? Non, je ne puis me consoler !... » et les sanglots et les larmes la suffoquaient; elle ne put continuer. Quant à Philippe, son émotion, pour ne pas se traduire au dehors, ne fut pas moins profonde : « Le roi, dit Grammont, en apprenant l'ordre de départ de la princesse, est devenu pâle comme la mort, et n'a pu s'empêcher de témoigner sa surprise et sa peine. »

Mais rien ne put ébranler la résolution de Louis, toujours enivré de son propre sens. Après s'être débarrassé de la princesse, il la poursuivit encore dans ses amis et dans ses créatures ; il renversa le gouvernement formé sous ses auspices, et destitua Orry, le favori de Philippe, le seul homme capable de remettre l'ordre dans le chaos des finances espagnoles. Dès lors, les tiraillements les plus pénibles eurent lieu dans l'administration, pendant l'absence du monarque que Grammont avait été rejoindre à l'armée de Portugal. La reine, élevée par son père, le duc de Savoie, dans la haine des Français, soutenait sous main, pour faire pièce à son illustre aïeul, les prétentions des ministres espagnols. Ainsi, au moment

où la France et l'Espagne auraient eu besoin d'être plus unies que jamais pour tenir tête à l'Europe, le désarroi le plus complet régnait dans l'administration. Des ordres contradictoires paralysaient toute résistance, et les revers de la cause du roi légitime ne s'expliquent que trop par ces tristes dissensions dont le despotisme tracassier du *Grand Roi* était la cause première.

La conquête de Gibraltar par l'Angleterre, si regrettable qu'elle fût, servit un instant les desseins de Louis, en faisant sentir à l'Espagne le besoin qu'elle avait de lui. Poussé à bout par l'inerte, mais invincible résistance que ses volontés rencontraient à Madrid, où il avait cru régner après le départ de la princesse, Louis trahit l'implacable dureté de son caractère en écrivant à son petit-fils, du ton d'un pédagogue irrité : « Vous ne pouvez réussir tant que le désordre régnera dans vos affaires. Établissez un Conseil sage et éclairé; *le duc de Grammont vous nommera ceux que je crois capables de le composer*. Servez-vous de leurs lumières, et ne donnez pas d'ordres dont ils ne soient instruits... Faites voir qu'il y a un roi et un Conseil en Espagne, que vous y commandez, et que ceux qui ont abusé de votre confiance ne sont pas les maîtres de la monarchie. »

Philippe céda, comme il faisait toujours quand son aïeul le grondait : un autre cabinet fut formé, et tous les amis de la favorite disgraciée en furent écartés. Mais la reine, sans hasarder une résistance ouverte, sut, d'accord avec Montellano, paralyser le nouveau ministère par de secrètes manœuvres. Louis XIV, embarrassé de la sourde opposition de cette enfant de quinze ans, qui osait tenir tête au *Grand Roi*, et qui « aurait bouleversé la monarchie pour en venir à ses fins », essaya, par un mélange habile de concessions et de menaces, de gagner

celle qu'il ne pouvait vaincre. Avec une condescendance qui dut coûter à son orgueil, il feignit de se laisser fléchir aux instances des amis de M[me] des Ursins; il abaissa sa fierté jusqu'à demander le chapeau de cardinal pour l'abbé de la Trémouille, son frère, qu'il nomma ambassadeur à Rome; enfin, par une concession plus grave encore, il permit à la princesse de s'arrêter à Toulouse sans pousser jusqu'à Rome. En retour de tant de concessions , la reine se montra clémente, et feignit de se laisser conduire par les conseils de l'ambassadeur.

Grammont se croyait maître de la situation, parce que, une fois séparé de la reine, Philippe qui, comme une ville ouverte, appartenait toujours au premier occupant, s'était laissé persuader par lui d'écrire à son aïeul pour blâmer la soumission aveugle de la reine aux volontés de la princesse, en se déclarant honteux d'être mené lui-même par une enfant de quinze ans. Mais Marie-Louise, informée par Philippe lui-même du double jeu que jouait Grammont, à genoux devant elle à Madrid, et intriguant contre elle à Versailles, sollicita son rappel, et arracha à son trop docile époux un désaveu complet de tout ce qu'il avait écrit contre elle. Dans une lettre à son aïeul, Philippe confessa naïvement l'attachement qu'il portait à la princesse. Il ne cacha pas à Louis qu'un instant il avait été jaloux d'elle, en la voyant partager l'affection de la reine, qu'il eût voulu garder tout entière pour lui. Il s'accusa de sa faiblesse, en priant humblement son aïeul de la lui pardonner, et d'éloigner de lui son confesseur Daubenton, qui avait usé de son influence pour chercher à l'aliéner de la reine.

Il fallait cette honteuse palinodie pour ouvrir les yeux du monarque sur l'incurable faiblesse de son petit-fils. Renonçant à son rêve de gouverner l'Espagne de Ver-

sailles, il comprit enfin la rare bonne fortune qui lui donnait dans Mme des Ursins un moyen d'agir sur la reine d'abord, et par elle sur son époux. Dès lors, sans s'apercevoir que lui-même, avec sa volonté, qu'il croyait inflexible, changeait de plans presque aussi souvent que son petit-fils, il lui fit connaître sa résolution de rappeler de Madrid Grammont et le confesseur, et de rendre à la princesse sa position auprès de la reine, ainsi qu'à Orry la direction des finances de l'Espagne, retombées, depuis son départ, dans leur ancien chaos.

Mme des Ursins triomphait donc, et le pouvoir revenait tout doucement à elle; mais ce n'était point assez; il fallait qu'elle vînt à Versailles savourer sa victoire, et Louis se prêta votontiers à ce nouveau désir. La cour, habituée à adorer en silence tous les caprices du maître, s'inclina devant sa décision nouvelle. L'arrivée de la princesse fut une ovation véritable : toute la cour vint au-devant d'elle jusqu'à Paris. Mme de Maintenon la prit hautement sous son patronage, et le roi lui-même, qui avait à effacer d'amers souvenirs dans le cœur de la favorite, la combla des marques de sa faveur.

« Le roi en personne, dit Saint-Simon, fit à la princesse les honneurs de Marly, comme à un *diminutif de reine*. La majestueuse façon dont tout était reçu, avec une mesure de grâce et de respectueuse politesse, faisait souvenir les vieux courtisans de la reine mère (Anne d'Autriche). Et moi-même, ajoute Saint-Simon, qu'elle traitait en ami, peut-être pour le désarmer, moi-même j'étais flatté de cette confiance de la *dictatrice de la reine*. Les princes du sang, légitimes ou légitimés, vinrent tous lui rendre visite, et les deux capitales se pressèrent à ses réunions, aussi brillantes que celles du monarque. »

Il faut rendre justice à la princesse : sans se laisser éblouir par ce retour d'une faveur dont elle connaissait l'instabilité, elle porta modestement son triomphe. La seule faute qu'elle commit, dans cette partie si bien jouée, c'est qu'en se voyant si chaudement accueillie à Versailles, elle oublia qu'on soupirait après elle à Madrid. Toutes les instances du roi et de la reine, impatients de rentrer sous ce joug qu'ils aimaient, échouèrent contre les séductions de la cour de Versailles, où l'ambitieuse princesse se crut peut-être un instant appelée à régner. Louis ne paraît pas avoir songé à hâter son départ; mais M[me] de Maintenon, jalouse d'un pouvoir qu'elle ne se souciait ni de partager, ni de perdre, fit à M[me] des Ursins l'honneur de la craindre. La princesse avait alors soixante-deux ans, la veuve de Scarron soixante-neuf, et Louis XIV soixante-six. Toute séduction autre que celle de l'esprit et des manières est donc ici hors de question. M[me] de Maintenon eut-elle tort, eut-elle raison d'être jalouse? Nul ne peut le dire, l'histoire n'a pas sondé ces abîmes; mais ce qui paraît certain, c'est que Louis, facile à tous les entraînements, fut un instant sous le charme, et ne s'en cacha peut-être pas assez.

Mais la veuve de Scarron, pilote exercé, avait rencontré bien d'autres écueils, et savait tenir tête aux orages. Pour conjurer le danger, et décider la princesse à partir, on lui laissa désigner l'ambassadeur qu'elle voulait voir à côté d'elle en Espagne. Lasse des grands seigneurs, elle choisit un homme de robe, le président Amelot, magistrat-diplomate, qui s'était déjà tiré avec honneur de plusieurs ambassades, et dont la prudence consommée était un gage de succès dans cette position difficile. « C'était un homme d'honneur, de grand sens, de grand travail et d'esprit », dit Saint-Simon, de qui

l'on peut se défier un peu moins quand il dit du bien des gens. « Il était doux, poli, liant, de plus fort sage et fort modeste. Partout il avait réussi. Il était de robe, conseiller d'État, point susceptible, par conséquent, de Toison ni Grandesse. Il était sans famille, et sans autre protection que son mérite.* » Le chroniqueur San Felipe, qui n'est, pas plus que Saint-Simon, porté à l'indulgence, confirme ces éloges, mérités comme on le verra bientôt.

Orry, le protégé de la princesse, fut remis aux finances, au grand profit des deux pays dont la fortune était devenue solidaire. Quant au reste du ministère, on donna à la favorite carte blanche pour le composer, en excluant ceux qu'elle ne voudrait pas y voir, et du nombre de ces derniers fut le cardinal Porto Carrero. Quant à l'armée française en Portugal, le candidat que présentait Grammont fut écarté, et le commandement donné à Tessé, tout dévoué à Mme des Ursins. Le triomphe ne pouvait pas être plus complet; Amelot et Orry partirent pour Madrid avant la princesse, afin de lui préparer les voies, et elle-même, malgré tous les attraits de Versailles, dut songer enfin à se rendre où l'appelait le devoir.

Mais ce n'était point assez encore : non contente d'assurer le présent, Mme des Ursins, en femme prudente, avait songé à l'avenir. Quelques précieuses lignes d'une lettre de Mme de Maintenon nous apprennent que, avant de partir pour Madrid, la princesse avait fait ses conditions, et rédigé son traité avec le *Grand Roi*. Ce traité, déposé entre les mains de la reine de France *in partibus*, portait : 1° qu'il ne serait tenu aucun compte à Versailles des faux rapports et correspondances indirectes contre Mme des Ursins; 2° elle ne tiendrait compte d'aucune autre recommandation venue de France que de

celles qui lui seraient directement adressées par le roi; 3° elle se réservait le droit de choisir à Madrid les ministres avec qui elle entendait gouverner; 4° le roi lui accordait une nouvelle pension; 5° enfin elle renonçait au titre et aux fonctions de *camarera mayor*, qui gênaient son indépendance; mais la reine ne voulut pas entendre parler de cette dernière clause. Ainsi fut rédigée d'un commun accord la charte qui scellait le triomphe de la camériste homme d'État, et la défaite du *Grand Roi!*

Voici donc Mme des Ursins devenue l'agent accrédité du roi de France en Espagne. Maintenant, avait-elle un plan bien arrêté en retournant en Espagne? voilà la question qu'on se pose... Oui, elle en avait un, et qui plus est, elle avait eu l'art de le faire adopter à Louis, parce que ce plan était le seul vrai, le seul praticable, et qu'il y a dans la vérité une force secrète qui triomphe tôt ou tard de toutes les résistances. Sous Porto Carrero, Arias et d'Estrées, le mot d'ordre du gouvernement, c'était l'exclusion des Espagnols, au profit des Français, blessure incurable pour l'orgueil castillan, si facile à blesser. Or la princesse, d'accord avec le mot d'ordre parti de Versailles, voulait inaugurer en Espagne un système de conciliation, de fusion entre les deux peuples et les deux partis qui se disputaient le pouvoir. Ce plan était incontestablement le meilleur; seulement, les Grands n'avaient pas voulu s'y prêter, et ils avaient triomphé, pendant la courte disgrâce de la favorite. Montellano s'était fait leur organe en se déclarant hautement contre l'influence française, et en ressuscitant, non pas les Cortès, seul moyen de régénérer le pays, mais l'influence des Conseils, c'est-à-dire le triomphe des vieilles races et des vieilles idées.

« Que faut-il à l'Espagne? avait dit la princesse à

Louis; la dictature du monarque, appuyée sur la bourgeoisie et sur le peuple, tous deux fidèles à sa cause. C'est avec la bourgeoisie qu'il faut peupler les Conseils, c'est par elle qu'il faut gouverner. Quant aux Grands, il faut qu'ils obéissent, et les y forcer, s'ils refusent, ainsi que l'a fait Richelieu en France; employer le concours des Français, sans les laisser dominer; mais avant tout, unité, fermeté dans le gouvernement; prendre dans chaque nation les hommes et les idées les plus utiles, et les faire servir au bien commun. Enfin se tenir en garde contre les usurpations du clergé, et réprimer les moines qui s'enrôlent par bataillons dans les rangs des insurgés, et portent des armes par-dessus leurs robes, comme en France, au temps de la Ligue. »

Tel était le plan de la princesse, et il ne mérite que des éloges. S'il n'a pas réussi, ce n'est pas elle qu'il faut en accuser, mais l'obstination des Grands et les rivalités de province à province, qui étaient au fond des révoltes de l'Aragon, de Valence et de la Catalogne. Amelot et Orry partageaient les idées de M[me] des Ursins, et se mirent loyalement à son service. Amelot, au début de son ambassade (on pourrait presque dire de son ministère), poussa la fermeté avec les Grands jusqu'à la rigueur. Dans l'armée comme dans les finances, les deux branches les plus pourries de l'administration, un ordre nouveau fut introduit, les abus corrigés, en partie du moins, et l'Espagne s'étonna de se sentir gouvernée. « Depuis le retour d'Orry et l'arrivée d'Amelot, écrit le colonel de Bourk, envoyé par Chamillard en Espagne, les troupes sont mieux payées, la désertion est un peu arrêtée, et elle commence chez es ennemis. »

Tessé, le nouveau commandant des forces françaises dans la Péninsule, n'était certes pas un grand général;

mais c'était un homme d'esprit, et l'on sait que l'esprit tient lieu de tout en France, et fait tout pardonner. On jugera l'homme, le peuple et l'époque dans un Mémoire adressé par lui à Louis XIV sur l'état où il trouva l'Espagne à son arrivée (11 avril 1705). « Il insiste d'abord sur l'indolence et l'indécision du roi, gouverné par la reine qui, jeune encore et avec beaucoup d'esprit, n'a nulle teinture des affaires, et serait naturellement portée au plaisir. Elle voudrait que les femmes jouassent un rôle à la cour; mais les Espagnols s'y opposent, et le roi est encore plus réservé et moins communicable qu'eux; car, excepté la chasse qu'il aime, il faut qu'il soit seul; son tempérament le porte à s'enfermer, et si l'étiquette n'était pas établie en Espagne, il l'établirait. L'enchantement du roi pour la reine est si grand, qu'il n'est rien qu'elle ne soit capable de lui faire faire. Quelque attaché qu'il soit au roi son grand-père, il ne laisse pas que d'avoir ses opiniâtretés. Contrariez-le dans ses désirs, il ne répond pas, mais il ordonne le contraire de ce qu'on a conseillé. La reine seule peut le faire changer du blanc au noir.

« Cette princesse, élevée par son père dans la haine des Français, voudrait qu'il fût possible de se passer d'eux. Elle aime et respecte le roi, et souhaite son estime. Elle hait la peine et l'application, mais elle veut être informée de tout, et trouverait mauvais qu'aucune affaire se fît sans elle. Son aversion pour le duc de Grammont vient de ce qu'elle a su par le roi qu'il voulait l'éloigner des affaires, et que le roi, l'ambassadeur et le père confesseur étaient ligués contre Mme des Ursins. La reine eût été capable d'en venir aux extrémités si le roi n'avait pas consenti au retour de la favorite.

« Quant aux Espagnols, ils aimeraient mieux un bou-

leversement total que de se voir gouverner par la France. Le président de Castille, Montellano, paraît avoir de bonnes intentions, pourvu que tout passe par le Conseil de Castille, qui se regarde comme le tuteur du royaume et du roi. Sa Majesté ne sera jamais vraiment roi que l'autorité de ce Conseil ne soit diminuée. Rien n'est plus aisé, quand le roi voudra parler; mais naturellement timide et paresseux, il ne parle ni ne parlera. Il pense juste, mais il vaudrait mieux qu'il pensât moins, et qu'il parlât davantage.

« Voilà donc de quoi se compose ce cabinet tant envié : un jeune roi qui ne songe qu'à sa femme, et qui vit d'enchantement d'une possession qu'on ne lui accorde que comme une faveur, qu'il doit acheter; de quatre ministres qui, désunis entre eux, sont toujours d'accord pour s'opposer à ce qui peut établir l'autorité du roi; du secrétaire d'État qui ne fait qu'obéir, n'a point voix délibérative, et serait bien fâché de l'avoir, parce qu'il serait responsable, et qu'il ne veut point l'être.

« Celui qui fait la principale figure dans ce cabinet, c'est l'ambassadeur de France, dont l'avis est toujours traversé par les quatre ministres. Il va au fait et au bien du service; il fait entendre au roi ce qu'il conviendrait de faire, mais le roi n'en a point la force. Le *despacho* se passe en contrariétés; la pendule sonne, le roi ne l'avance jamais pour commencer l'assemblée, mais il est ravi quand elle sonne pour la finir, et rien ne s'achève.

« Quant au Conseil de guerre, il est composé de gens qui n'ont jamais fait la guerre, qui ont lu de vieux livres qui en parlent, et ont un mépris et une aversion indicibles pour tout ce qui s'appelle guerre. Le général en chef de l'armée est en Espagne ce que le Doge est à Venise : il n'a que la représentation extérieure, et,

excepté le jour de l'action, il passe le reste de l'année à être traversé par le Conseil qui a toujours raison contre lui.

« En résumé, avec les principes qu'on suit en Espagne de laisser tout en suspens, de n'avoir jamais un fond fixe pour la guerre, de faire et de défaire, de changer de ministres tous les six mois, c'est battre l'eau que de croire que la guerre puisse se soutenir à ces conditions-là. Le peuple est fidèle, et aime le roi. L'armée sera fidèle si elle est payée, mais elle ne l'est pas, et le Conseil ne veut pas qu'elle le soit. » (*Mém. de Tessé*, II, 154.)

Malgré le ton de légèreté de l'auteur, même en traitant les choses les plus sérieuses, au fond le tableau est aussi juste qu'il est peu flatté. Sans doute, Louis XIV n'était pas l'auteur de la situation, qui tenait au fond même du caractère espagnol; mais il l'aggravait en imposant de force à la Péninsule un gouvernement taillé à Versailles sur le patron français. La conclusion, c'est qu'il eût fallu que le roi de France pesât moins sur le roi d'Espagne, et que celui-ci, tout en gouvernant par lui-même, fît semblant de consulter ses ministres. Ces idées étaient celles de la princesse des Ursins et de l'ambassadeur Amelot; mais il ne fallut à celui-ci que quelques jours pour s'apercevoir que le parti espagnol avait, à la cour et dans le pays, des racines plus profondes qu'on ne le pensait à Versailles, et que les ministres étaient d'accord avec lui pour entraver toutes les mesures que l'on prendrait sans eux. Montellano, qui devait sa fortune à la princesse, et qui, pour l'en payer, s'était uni à Grammont afin de solliciter son rappel, pouvait maintenant être considéré comme le chef de ce parti. « C'est la tactique invariable des Grands de ce pays, écrit Amelot

à Louis XIV, de tenir le roi en tutelle et la couronne dans un état d'impuissance. Aussi le roi de France éprouvera des oppositions interminables, et tous ses efforts pour rétablir les affaires seront vains. » Et, en effet, il y avait là un cercle vicieux qu'aucune puissance humaine ne pouvait rompre : il eût fallu, pour bien gouverner, que Philippe se passât des Espagnols, et, sans eux comme avec eux, il ne pouvait rien faire, paralysé par cette force d'inertie qui est dans le sang ibérique, et qui triomphe, à la longue, de tous les obstacles.

Le chemin de la princesse, en rentrant à Madrid, n'était donc pas semé de roses. Après avoir vaincu l'inflexible volonté du *Grand Roi,* il lui fallait encore vaincre les répugnances de l'Espagne pour toute domination étrangère, directe ou indirecte. Mais les difficultés, on l'a vu déjà, l'attiraient au lieu de la repousser : ne pouvant régner à Versailles, où la place était prise, elle se résigna à revenir régner en Espagne, sous le nom d'un jeune roi, plus facile à mener que son aïeul. Sa rentrée à Madrid fut celle d'une souveraine dans sa capitale. Le roi et la reine vinrent jusqu'à deux lieues au-devant d'elle, et la reçurent « avec des démonstrations de joie dont on n'a pas d'exemples, de souverain à sujet », dit San Felipe. Après une tendre accolade, la reine l'invita à monter dans le carrosse royal; mais elle refusa sagement, de peur de violer l'inflexible étiquette à laquelle les rois même sont assujettis en Espagne. Marie-Louise, qui dans le triomphe de la favorite voyait aussi le sien, n'avait pas de paroles pour lui exprimer sa tendresse, et ce qu'elle devait au roi de France qui avait consenti à son retour. Toutes les souffrances, tous les maux de l'absence étaient effacés, et puisqu'elle était de retour, les choses à Madrid allaient marcher toutes

seules. Chose étrange! Le *Grand Roi*, « dont la vérité, dit Saint-Simon, n'approchait jamais, dans l'espèce de clôture où il s'était emprisonné lui-même », le *Grand Roi* paraît avoir partagé de bonne foi ces illusions qui devaient durer si peu; car, en écrivant à la reine, il s'accuse, avec une humilité qui n'est pas jouée, d'avoir éloigné de Madrid la princesse des Ursins : « Je suis persuadé, ajoute-t-il, que son bon esprit et la confiance que vous avez en elle contribueront au bon état des affaires. Croyez-la, je vous prie, quand elle vous dira qu'on ne peut vous aimer plus tendrement que je vous aime. »

Mais la suite fut loin de répondre à ces heureux débuts; une sourde opposition, organisée par les ministres, et où la Grandesse s'enrôla tout entière, paralysa toutes les mesures du gouvernement. On changea les ministres, et leurs successeurs ne furent ni moins indolents, ni plus soumis. Les efforts d'Orry pour établir en Espagne, sur le modèle de la France, un impôt personnel, furent sur le point de provoquer une insurrection, et le nouvel impôt dut être aboli. Sans un don de cinq millions de livres, envoyé par Louis, la machine s'arrêtait tout court, faute d'huile dans les rouages. Les troupes, qu'on ne payait plus, s'en vengeaient en désertant par compagnies entières. Les commandants de place n'attendaient plus que l'apparition de l'ennemi pour capituler. La création de quatre compagnies de cavalerie, recrutées dans les familles nobles, sur le modèle de la *maison du roi* en France, déchaîna l'orage qui grondait sourdement. On reprocha à cette innovation, contraire aux mœurs espagnoles, de séparer le souverain de son peuple, habitué à l'approcher librement, comme des enfants s'approchent de leur père. Quelques atteintes,

portées à cette inflexible étiquette dont les Grands étaient à la fois les défenseurs et les victimes, mirent le comble à leur irritation. Philippe, en assistant à un *Te Deum*, après une de ces inutiles victoires que remportaient les armées du *Grand Roi*, fut réduit à se passer de cour; huit nobles seulement composèrent son cortége!

Ce n'est pas tout encore : de dangereux complots, préludes des défections et des révoltes de l'année suivante, se formèrent dans les rangs de la Grandesse. L'un d'eux avait pour but de s'emparer de la personne du roi et de la reine, et d'attenter à leur liberté ou à leur vie. Des échelles furent même dressées, dit-on, sous les fenêtres de la chambre à coucher royale. Le marquis de Leganès, l'âme de ce complot. fut arrêté le 11 août et envoyé en France. Tous les Grands protestèrent contre son arrestation, qui violait, suivant eux, les priviléges de leur ordre.

La princesse, poussée à bout, en vint à conclure, comme Amelot, que ces Grands, qu'elle avait si longtemps défendus contre le despotisme dédaigneux de la cour de Versailles, rendaient décidément tout gouvernement impossible, et qu'il n'y avait qu'un moyen de salut, c'était de s'appuyer sur la France. « L'essentiel, écrit-elle à Torcy, n'est pas de les contenter, car on ne pourrait le faire qu'en leur laissant l'autorité; mais ce serait perdre le royaume, et risquer la personne du roi. Il faut donc travailler à avoir des troupes, trouver le moyen de les payer, et se moquer du reste. » (Saint-Simon, t. III, p. 228.)

Nous arrêtons ici le récit de toutes ces intrigues, qui s'effacent devant les graves événements de l'an 1706. En face de la défection de la Catalogne et de Valence,

et des succès toujours croissants des alliés, Philippe, après avoir vainement essayé de renforcer dans l'administration l'élément espagnol, voyant l'impossibilité de gouverner et de faire la guerre avec lui, finit par prendre le seul parti qui lui restât, celui de se jeter dans les bras de son aïeul. « C'est à vous, lui écrit-il, après Dieu, que je dois ma couronne. Vous ne consentirez pas qu'on enlève le sceptre aux mains à qui vous l'avez remis, et que je retourne en France comme un roi détrôné, pour déshonorer ma famille, et être à charge à mon pays. » L'appel fut entendu; Louis, d'ailleurs, n'en avait pas besoin pour faire sa cause de celle de son petit-fils, et unir les deux peuples par le plus étroit de tous les liens, celui du sang versé en commun sur tant de champs de bataille!

Cette nouvelle résolution de Philippe fut très-mal accueillie de la cour de Madrid. Le roi ayant osé proposer dans le Conseil de mettre garnison française dans Santander, San Sebastian et autres villes de l'Alava et du Guipuscoa, deux des ministres donnèrent leur démission, et le gouvernement sortit de cette secousse nouvelle plus démonté que jamais. Ajoutons que la princesse, rompant avec le parti national et avec Montellano, avait ôté à celui-ci la présidence du Conseil de Castille; mais le temps des luttes souterraines et des intrigues de parti était passé; c'était sur les champs de bataille qu'allait désormais se trancher la question.

Si triste que soit le tableau que nous venons de tracer de la cour de Madrid et de la Grandesse espagnole, il y a là plus d'une leçon à recueillir. La première, c'est que, en dépit du sang plus jeune que Philippe V est venu infuser dans les veines de cette vieille monarchie, toutes les causes qui ont perdu l'Espagne subsistent, plus

vivantes et plus efficaces que jamais; Rome, l'inquisition et les jésuites règnent toujours à Madrid avec le pouvoir absolu. Le nom seul des Cortès est demeuré debout; mais la réalité a disparu, et le pays ne s'aperçoit pas même du vide laissé par leur absence. En tout cas, ce n'est pas le *Grand Roi* qui dotera la Péninsule des libertés qui lui manquent, en politique comme en religion, car jamais nation déchue ne s'est relevée en s'inféodant à une autre.

A Dieu ne plaise, toutefois, que nous voulions prononcer sur ce noble peuple une sentence de mort définitive! Les peuples anciens, dont tout l'ordre social reposait sur deux bases fausses, le polythéisme et l'esclavage, disparaissaient de la scène quand ils avaient fait leur temps, et cédaient la place à d'autres; mais les peuples modernes ne meurent plus! Le christianisme est là pour leur communiquer sa séve de vitalité, qui les empêche de périr. Seulement, il ne faut pas qu'une nation pousse son principe jusqu'au bout, et c'est là le tort à la fois et le malheur de l'Espagne! Les deux despotismes, spirituel et temporel, ont pesé si longtemps sur elle que, même après qu'ils ont disparu, leur trace y vit encore, indestructible et profonde; et l'Espagne, pas plus que la France, n'a encore su trouver le milieu entre l'incrédulité et la superstition, entre l'anarchie et le despotisme.

CHAPITRE II.

SUCCESSION D'ESPAGNE, GUERRE ET DIPLOMATIE

1707 A 1709

Prise dans son ensemble, l'histoire de cette terrible guerre n'offre qu'une série de contrastes. Au dehors, sur tous les points de l'Europe où se débat cette grande question, la chance tourne décidément contre Louis XIV. L'audacieux agresseur de la paix publique expie par des défaites presque continues son parti pris de s'attaquer à tous ses voisins. Entre Charles XII, au nord, et Louis XIV, au midi, il n'y a plus pour l'Europe de repos à espérer. Il n'a pas fallu moins qu'une coalition de tous les États qui entourent la France pour faire rentrer dans son lit cette ambition débordée qui se répand sur tout le continent. Ainsi la Providence, à qui l'on s'en prend si souvent, n'est pas, comme on le dit, absente de l'histoire; le châtiment se fait parfois attendre, mais il vient à son heure, pour les peuples comme pour les rois qui ont abusé de leur fortune, et maint règne, commencé par la prospérité, s'achève dans les revers, plus mérités que les succès.

En Espagne, au contraire, nous avons vu cette royauté exotique prendre peu à peu racine dans les affections du pays. La sainte solidarité du dévouement

et du danger unit par un lien, chaque jour plus étroit, le monarque à ses sujets. Les vieilles rivalités de province à province ont brisé, il est vrai, l'unité de la Péninsule, et enlevé pour un instant à Philippe une portion de ses États; mais le flot, qui descend pour Louis, remonte déjà pour son petit-fils. Ici, toutefois, les humiliations se mêlent aux succès, et les leçons ne manquent ni au pays ni au monarque. L'Espagne, en dépassant ses limites, si bien tracées par la nature, pour déborder sur les Deux Mondes, appelait, de la part de l'Europe, si longtemps opprimée par elle, de justes et sévères représailles. Cette désastreuse année 1706, si riche en brusques péripéties, a remis toutes choses à leur place : elle a abaissé Louis XIV à Höchstædt, à Ramillies et à Turin; elle a dépouillé la Castille de ses possessions en Flandre et au nord de l'Italie, en attendant que les Deux-Siciles lui échappent à leur tour. Mais, en même temps, elle a affermi sur son trône ce jeune roi qui ne fait plus qu'un avec son peuple, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, et le tronc, dépouillé de ses branches, peut encore tenir tête aux orages.

Nous avons vu tous les désastres de 1706 aboutir à une honteuse retraite des armées françaises, évacuant l'Italie sur l'ordre de leur roi, après un traité déshonorant conclu avec le vainqueur. Le prétendant autrichien, Charles III, roi d'Espagne en expectative, a été proclamé souverain du Milanais, riche et malheureux pays, pour qui la liberté consiste à changer de maître! Le duc de Savoie, qu'il fallait payer de sa défection, a obtenu, pour sa part, Valenza, Alexandrie et la vallée de la Sesia, annexes nécessaires de son étroit duché, en attendant le jour où la maison de Savoie sera mûre pour ses hautes destinées. Ce sacrifice indispensable, que

Louis n'a pas su faire à temps, assure à l'Autriche le Milanais pour près d'un siècle, jusqu'au jour où, des mains de la France, il retombera dans celles de l'Autriche, en attendant que l'heure de son indépendance vienne enfin à sonner.

Trompé dans son espoir d'obtenir la paix, même au prix des plus durs sacrifices, Louis s'était à regret rejeté sur la guerre. A la France, dépeuplée par d'impitoyables levées, il avait demandé un effort nouveau pour combler les vides de ses armées, et la France avait encore répondu à son appel. L'Espagne, tout en laissant à sa puissante alliée le poste d'honneur, s'apprêtait à la soutenir; c'était même dans la Péninsule que devaient se porter les premiers coups. Mais Louis n'était pas prêt à combattre; il se remit à négocier, pour gagner du temps, et amuser ses adversaires, s'il ne pouvait les désarmer. L'Angleterre qui, en paix comme en guerre, n'a jamais qu'une chose en vue, l'intérêt de son commerce, commençait à se lasser, comme la Hollande, de sacrifices sans résultat et sans fin. Elle avait atteint son but, l'anéantissement de la marine française, et demandait à grands cris la paix. Les intérêts de ces deux puissances, essentiellement commerçantes, étaient donc opposés à ceux de l'Empereur, engagé dans la lutte par une rivalité personnelle, et qui y avait mis son fils pour enjeu. Un germe de désunion existait entre ces trois alliés, qui n'avaient de commun que leur haine contre Louis, et leur peur de la France.

Nous avons vu en 1706, après Ramillies, Louis tout prêt à abandonner la cause de son petit-fils pour faire la paix à ses dépens. Nous avons raconté ses tentatives avortées pour rompre le faisceau de la *Grande-Alliance*, et en détacher d'abord la Hollande, et plus tard l'Em-

pire. Mais, l'Empereur une fois maître du Milanais, Louis n'avait plus d'amorce à lui tendre pour le gagner. Tout ce que la diplomatie française put obtenir, ce fut un traité pour garantir la neutralité de l'Italie, traité dérisoire, puisque la France était mise à la porte de la Péninsule, et que l'Empire était déjà maître du Nord, en attendant le Midi. On négocie mal quand on est vaincu : Louis ne put arracher à ses vainqueurs que la rentrée en France de vingt mille de ses soldats, bloqués, depuis l'évacuation, dans les places fortes du Milanais, et qui furent sur-le-champ dirigés vers l'Espagne. Mais, en revanche, la France se condamnait à fermer les yeux sur tout ce qui se passerait en Italie, et à laisser enlever Naples à l'Espagne, après avoir vainement essayé de sauver le Milanais.

Commençons notre récit par l'Espagne, le théâtre et le prix de la lutte, le seul pays où les victoires comme les défaites signifient encore quelque chose ! Instruits des prodigieux efforts que faisait Louis pour remonter son armée, Las Minas et Galloway résolurent de le prévenir, et de frapper un coup décisif avant l'arrivée des renforts envoyés par Louis : Berwick était alors sur les confins de Valence et de la Nouvelle-Castille, et avait pris position avec trente mille hommes près d'Almanza. Par bonheur, les renforts qu'il attendait rejoignirent l'armée avant que l'ennemi fût instruit de leur arrivée. Les Français avaient le dos appuyé à une hauteur qui couronnait leur artillerie, et la ville derrière eux. Le 25 avril, les alliés, à peu près égaux en nombre, engagèrent le combat. L'avantage, au début, fut de leur côté ; toutes les nations, qui se mêlaient dans leurs rangs, firent assaut de courage et de résolution. Galloway, ou plutôt Ruvigny (car c'était un Français qui commandait l'armée anglaise,

et un Anglais, Berwick, fils naturel du duc d'York, qui commandait l'armée française); Ruvigny, emporté par sa haine contre l'ingrate patrie qui l'avait chassé, fit à la tête des dragons anglais une charge furieuse sur la droite des Français, et s'empara de la hauteur qui protégeait leur camp; mais il en fut chassé par la cavalerie espagnole. Celle-ci, en se lançant à la poursuite des alliés, fut arrêtée à son tour par leur infanterie. Cinq bataillons anglais tentèrent alors de tourner la droite de l'ennemi; mais une brigade française, attendant, sans y répondre, le feu des Anglais, fit sur eux à la baïonnette une charge désespérée qui les enfonça, et la cavalerie espagnole acheva leur déroute.

Au centre, la fortune de la journée fut d'abord pour les alliés. Les Hollandais, qui se souvenaient du duc d'Albe, enfoncèrent l'infanterie espagnole; puis, perçant deux lignes d'infanterie française qui se trouvaient en arrière, ils pénétrèrent un instant jusque sous les murs d'Almanza; mais la cavalerie espagnole vint à la rescousse : l'infanterie française eut le temps de se reformer, et toutes deux réunies finirent par culbuter les ennemis, et tourner un de leurs flancs. Anglais, Hollandais, Portugais résistèrent avec un courage opiniâtre; mais tous furent enfoncés, l'un après l'autre, et forcés à la retraite. Un corps de huguenots français, proscrits de la *Révocation*, commandés par Jean Cavalier, le héros des Cévennes, se signala par son courage désespéré, que surexcitaient encore les haines religieuses. Placés en face d'un régiment français, les deux adversaires finirent par s'entre-détruire. Les deux généraux alliés, blessés en même temps, durent quitter le champ de bataille. Dès lors, le sort de la journée fut décidé, et les alliés battirent en retraite. Un de leurs corps d'armée, fort de

dix mille hommes, s'était retiré sur une colline boisée où il comptait se défendre; mais, cerné de tous côtés par l'infatigable Berwick, ce corps tout entier finit par se rendre. Cinq mille morts, vingt-quatre canons, douze mille prisonniers et cent vingt drapeaux furent les trophées de cette sanglante journée, revanche de Höchstædt, et qui ne coûta guère aux vainqueurs plus de deux mille hommes.

Décidément, l'Espagne ne portait pas bonheur aux alliés, qui ne s'y montraient guère que pour être battus. Les Espagnols avaient payé leur dette à la France : le sang des deux peuples s'était mêlé sur le champ d'Almanza. Philippe, du reste, ne se montra pas ingrat envers Berwick: avec la Grandesse, il lui conféra le titre de duc. Le lendemain de la bataille, arriva le duc d'Orléans qui venait prendre le commandement de l'armée. Arrivé un jour plus tôt, il partageait avec Berwick l'honneur de la victoire, qu'il lui laissa tout entier, en rendant hautement hommage à ses sages dispositions.

La bataille une fois gagnée, restait à en recueillir les fruits. Galloway, malgré sa blessure et un bras perdu déjà dans la campagne précédente, rallia les débris de son armée, et renforça les garnisons de Xativa, Denia et Alicante. Puis il rejoignit sur l'Èbre son collègue Las Minas; mais leurs troupes réunies se montaient à peine à cinq mille hommes : c'étaient là les seules forces qui restassent au prétendant autrichien pour disputer à Philippe sa couronne!

Valence demeura donc exposée aux attaques des Français. On ne saurait donner trop d'éloges à l'activité du duc d'Orléans : s'il n'avait pas vaincu, il sut au moins profiter de la victoire qu'un autre avait gagnée pour lui. Il envoya d'Asfeldt, avec huit mille hommes, occuper la rive droite du Xucar, et se hâta de marcher sur Valence

qui, destituée de tout moyen de défense, n'attendit pas son arrivée pour lui ouvrir ses portes (28 mai). Ainsi tomba sans résistance un des boulevards de l'insurrection. Le duc, laissant à Berwick le soin de réduire la province rebelle, traversa Madrid en se dérobant aux ovations que Berwick méritait plus que lui. Deux autres centres de la rébellion restaient à conquérir : Barcelone, le plus redoutable, et Saragosse, où la révolte n'avait pas jeté d'aussi profondes racines. D'Orléans, en homme qui sait le prix du temps, voulut exploiter la terreur semée dans les villes insurgées par la défaite d'Almanza. Il se dirigea vers le nord, pour y rejoindre un corps d'armée qui arrivait de France ; et traversant en vainqueur tout l'Aragon, il se présenta devant Saragosse. La ville, révoltée malgré elle, ne demandait qu'à se rendre. La garnison autrichienne, hors d'état de résister, se replia sur Lérida. Saragosse s'empressa d'ouvrir ses portes au premier corps qui se présenta sous ses murs, quoique les assaillants n'eussent pas même de cartouches.

Berwick, dans ses *Mémoires* (t. I, p. 399), nous raconte un trait qui peint au vif le siècle et le pays. Le comte de la Puebla, qui commandait dans la ville pour Charles III, parvint à persuader aux habitants que le camp ennemi, dressé sous leurs murs, n'était qu'une illusion créée par un art magique. Le clergé, auteur ou complice de cette ruse pieuse, alla en corps sur les remparts exorciser cette armée de fantômes, qui se garda bien de disparaître. Il ne fallut pas moins que l'apparition d'un corps de hussards français, qui s'aventura jusqu'aux portes de la ville, et y sabra quelques fuyards, pour dissiper l'illusion d'un peuple habitué à tout croire, même l'impossible, sur la foi de ses prêtres.

L'Aragon, frappé de terreur par la victoire d'Almanza,

s'était soumis presque sans résistance, et la Catalogne commençait à suivre son exemple. Les montagnards, la race la plus rebelle à tout joug, donnèrent l'exemple de la soumission. Puycerda, l'une des clés des Pyrénées, ouvrit ses portes à Noailles, à cheval sur la frontière avec un petit corps d'armée. D'Asfeldt, après s'être emparé d'Alcira, vint mettre le siége devant Xativa, défendu par 600 Anglais, sans parler des habitants, fanatisés par leurs prêtres. Il faut lire, dans les *Mémoires* de Berwick, l'héroïque défense de cette ville, noble échantillon du courage et de la ténacité du peuple espagnol, quand ses deux passions natives, l'indépendance et le fanatisme, se trouvent en jeu. La brèche ouverte et les Français logés dans le rempart, l'ennemi éleva un mur nouveau derrière celui qu'on venait d'abattre, et il fallut du canon pour le renverser. Puis, l'assiégeant une fois entré dans la ville, là, comme dans l'antique Numance ou la moderne Saragosse, la lutte recommença de rue en rue, de maison en maison : chaque pouce de terre dut être conquis pied à pied; le sang coula à flots des deux parts, et nombre de moines périrent en combattant (12 octobre). D'Asfeldt, avec une froide cruauté, souilla sa victoire en détruisant la ville de fond en comble, « pour imprimer aux rebelles, disait-il, une terreur salutaire. » Une seule église demeura debout au milieu des ruines ; ce qui restait des habitants fut déporté en Castille, et la ville perdit jusqu'à son nom, que remplaça celui de San Felipe. Les alliés, rejetés de l'autre côté de l'Èbre, furent réduits dès lors à une timide défensive. Le 11 juin, d'Orléans et Berwick opérèrent leur jonction, et se préparèrent à la dernière et à la plus difficile de toutes les conquêtes, celle de la Catalogne.

Un mois après la victoire d'Almanza, voici le bilan

de la situation : l'Aragon et Valence sont tout entières au pouvoir de Philippe, avec le pays de Murcie ; moins Denia et Alicante. Mais le vrai centre de l'insurrection et son point de départ, la Catalogne, restait encore à soumettre. Là, il y avait à choisir entre deux villes à assiéger, Lérida, sur la Sègre, et Tortosa, près des bouches de l'Èbre. On se décida pour Lérida qui, plus rapproché de la France, permettait aux assiégeants de recevoir des renforts. Mais la grosse artillerie manquait, malgré les promesses des deux rois ; les vivres, les munitions faisaient aussi défaut; la Sègre, débordée, couvrait tout le plat pays. Tout d'un coup, Berwick fut rappelé en France, avec douze mille hommes de son armée, pour secourir Toulon, assiégé par les alliés. Toulon délivré, il rentra en Espagne, mais l'hiver approchait, et Berwick fut effrayé de l'état de détresse où il trouva l'armée. La cour de Madrid, jugeant le siége impossible, envoya au duc d'Orléans l'ordre de le lever. Berwick lui-même était de cet avis; mais le duc, avec une résolution qu'on n'eût pas attendue de lui, s'acharna à ce siége impossible. Le 2 octobre, la tranchée fut ouverte, et le 12, la ville, prise d'assaut, fut livrée au pillage, au moment même où arrivait de Versailles l'ordre de lever le siége. L'héroïque obstination du duc avait triomphé de cette ville qui brava l'attaque du grand Condé. Une petite armée alliée, qui tenait la campagne, assista de loin à ce désastre, sans oser rien faire pour l'empêcher.

Du côté du Portugal, la cause de Philippe V n'était pas moins prospère : Ciudad-Rodrigo, conquise par les Portugais dans l'Estremadure, fut enlevée d'assaut, le 4 octobre, et l'ennemi, en l'évacuant, y laissa trois mille cadavres. Sur mer enfin, la marine française retrouva un instant son ancienne fortune. Duguay-Trouin, avec

douze vaisseaux, attaqua un convoi ennemi qui, sous l'escorte de cinq vaisseaux anglais, portait des troupes et des munitions aux alliés. Trois vaisseaux de ligne anglais furent pris; un quatrième, de 92 canons, coula à fond avec 600 officiers qui venaient servir dans les armées du prétendant. A cette dernière page, dans l'histoire de nos gloires navales, il faut ajouter le dommage infligé par Forbin au commerce anglais et hollandais, auquel il prit, dans les mers du nord, plus de cent vaisseaux.

Enfin, la Providence qui, en Espagne seulement, souriait à la cause de Philippe V, couronna toutes ses faveurs en lui donnant un fils, ardemment souhaité par le peuple espagnol et par son roi, comme la consécration de la dynastie nouvelle. Ce prince était né le jour de la fête de saint Louis, 25 août. On l'appela Louis, ingénieuse flatterie à l'adresse de son illustre aïeul; c'est le seul des rois d'Espagne qui ait porté ce nom tout français. Les alliés, à bout d'expédients, avaient répandu le bruit que la grossesse de la reine était simulée; mais les hauts dignitaires de l'État et les ambassadeurs étrangers assistèrent, en témoins discrets, à la naissance du prince, qui venait sceller l'alliance de l'Espagne avec son jeune monarque. Des réjouissances publiques, d'un bout de la péninsule à l'autre, célébrèrent cette fête nationale. Enfin, une amnistie, accordée par Philippe à tous les nobles condamnés à la prison et à l'exil, vint à propos pour apaiser les haines, et réunir tous les partis autour du nouveau roi.

Après l'œuvre de la guerre restait celle de la politique: dans les villes et les provinces, domptées par la force ou par la peur, fallait-il pardonner ou punir? L'affaire fut débattue en Conseil, et plus d'un ministre espagnol éleva

la voix pour plaider la cause de compatriotes égarés. Livré à lui-même, à sa douce et faible nature, Philippe eût pardonné, sans aucun doute; mais même sous un prince français, la monarchie se sentait castillane encore plus qu'espagnole. « Il faut, dit-on au roi, profiter de l'occasion, et en finir une bonne fois avec ces maudits *fueros*, constante incitation à la révolte pour les provinces privilégiées. » Par un décret royal, toutes les franchises de l'Aragon et de Valence furent supprimées d'un trait de plume; Philippe fit grâce aux individus, mais fut sans pitié pour les institutions : les deux provinces rebelles, à leur grand désespoir, furent soumises aux mêmes lois que les autres, et leur châtiment, ce fut de rentrer sous le droit commun, pas décisif fait, pour la première fois depuis bien des siècles, vers l'unité de la monarchie !

Chose remarquable ! les historiens de l'Espagne ne se récrient pas, comme on pourrait s'y attendre, contre cette suppression des *fueros* de l'Aragon et de Valence, et plus tard de la Catalogne. Et la chose, en effet, est facile à comprendre : pour bien juger un fait historique, il faut, avant tout, se reporter à sa date, et le juger à la lumière des idées de son temps, et non au reflet des idées du nôtre. Or, de bonne foi, pouvait-on s'attendre à ce que le petit fils de Louis XIV, élevé par son aïeul dans la religion du pouvoir absolu, apportât dans sa nouvelle patrie une grande tendresse pour ces franchises qui n'existaient plus guère que dans les provinces insurgées, et qui avaient été l'âme de leur rébellion contre le roi légitime, accepté par le reste du pays ? Certes, en comparant le petit-fils à l'aïeul, nous trouvons chez Philippe un sentiment du droit plus délicat, un amour plus vrai de ses peuples, et même un sincère désir de se

vouer à la régénération du pays où Dieu l'a appelé à régner; mais était-ce une raison pour doter ce pays d'institutions vieillies qui avaient fait leur temps en Espagne, et dont la France même, éblouie par l'éclat du *Grand Règne*, avait cessé de regretter l'absence?

Si l'Aragon et Valence s'étaient franchement ralliés à lui, sans doute Philippe aurait épargné leurs *fueros*, quelque pénible que fût pour lui le contraste de cette obéissance, définie et bornée par la loi, avec l'obéissance sans conditions du reste du pays. Mais, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la suppression des *fueros* d'Aragon, avant d'être une mesure politique, était un châtiment, mérité par des sujets révoltés; c'est que les autres provinces, jalouses de ces *fueros*, sans oser les réclamer pour elles, devaient applaudir à leur suppression, après les avoir enviés si longtemps; c'est qu'enfin, depuis des siècles déjà, l'Espagne tout entière, sauf les provinces privilégiées, était faite à ce joug du pouvoir absolu que la France n'avait accepté sans murmure que de la main du *Grand Roi*.

Nous en dirons plus : Philippe, vainqueur de la rébellion, était maître de pardonner aux Aragonais et aux Catalans vaincus; mais il ne l'était pas de leur laisser leurs franchises, car c'eût été une insulte pour la Castille et pour toutes ces provinces fidèles qui, dès le début de la lutte, s'étaient groupées autour de leur roi. Celles-ci n'avaient pas de *fueros;* il fallait donc leur en donner, si l'on voulait épargner ceux des provinces insurgées, sous peine de mieux traiter la révolte vaincue que la fidélité triomphante. Or qu'a fait Philippe V? Au lieu de répandre à flots le sang des rebelles, tout en faisant main basse sur leurs libertés, comme Philippe II en Aragon, il a épargné le sang de ses sujets révoltés, pour

ne toucher qu'à leurs institutions. Il y a plus : par une délicatesse bien rare, il n'a pas voulu mettre ceux-là mêmes qu'il frappait dans une position inférieure à celle de ses autres sujets. Lisez le décret d'abolition des *fueros :* « C'est notre royale volonté que ces priviléges soient remis au niveau des lois de la Castille, et aux formes et usages qui règnent dans ses tribunaux, *sans qu'il y ait différence en rien.* » Ainsi, même en punissant, Philippe V a encore l'air de pardonner, et les faveurs se mêlent aux châtiments. Les provinces fidèles sont assez payées par le sentiment même de leur fidélité; quant aux rebelles, leur seule punition, c'est d'être ramenés au niveau général, et l'unité se consolide ainsi par cette secousse même qui semblait devoir la détruire.

En somme, Philippe V, malgré ses faiblesses, ses torts, que certes nous n'avons pas voilés, et ses lacunes qui les excusent, a fait à l'Espagne un don précieux : ce don, c'est l'unité, qu'à l'inverse de la France, elle répugne à accepter. Avant lui la monarchie espagnole n'existe pas, dans le vrai sens du mot; il n'y a que l'association forcée de ci-devant royaumes, qui ne veulent pas s'appeler des provinces, et sont toujours prêts à se séparer dès qu'un danger commun a cessé de les unir. Après lui, il y a une unité, il y a une monarchie espagnole! Et si la liberté en est absente, c'est que sa place n'était pas faite dans les esprits avant de l'être dans les lois. Il faut bien le dire: Philippe, abolissant les *fueros* d'Aragon et de Valence, est plus dans le courant des idées espagnoles qu'il ne l'eût été en dotant ses sujets de franchises dont ils ne sentaient pas le besoin. Et quand l'heure viendra pour l'Espagne de combler cette lacune, qui n'existe pour un peuple que quand il l'a sentie, l'unité nationale, qui n'est pas encore bien fon-

dée à l'heure où nous écrivons ces lignes, et l'égalité de droits qu'elle entraîne à sa suite, seront les bases les plus solides pour asseoir ses libertés.

Le duc d'Orléans, nature généreuse, que la débauche n'avait pas encore flétrie, avait pris goût à la victoire, qui le traitait en enfant gâté. Après la conquête de Lérida, il avait voulu faire celle de Tortosa, et ouvrir la campagne prochaine en attaquant la Catalogne; mais l'armée, affaiblie par ses victoires mêmes, avait besoin de réparer ses pertes. Berwick, plus de sang-froid que le prince, insista à Madrid sur la nécessité d'attendre le printemps avant de rien entreprendre. L'armée prit en Aragon et dans le pays de Valence ses quartiers d'hiver. Mais d'Orléans, enivré de ses premiers succès, ne pardonna pas à Berwick de l'avoir arrêté dans sa carrière : en revenant à Madrid, le duc unit son influence à celle de la favorite, avec qui il n'était pas encore brouillé, pour faire rappeler en France le vainqueur d'Almanza, que remplaça le maréchal de Bezons.

La première impression des alliés, après leur défaite, avait été l'abattement; mais trop d'intérêts, trop d'amours-propres étaient en jeu dans ce grave conflit pour que la *Grande Alliance* songeât à se dissoudre avant d'avoir atteint son but : contenir l'ambition de Louis XIV, et empêcher l'Espagne de devenir une annexe de la France. D'ailleurs, si le sort des armes, au sud des Pyrénées, était du côté de Philippe, les succès avaient été partagés sur les autres points du continent. La France, en évacuant le Milanais, avait laissé les coudées franches à l'Autriche qui, battue en Allemagne, voulut s'en dédommager au sud de l'Italie. L'Empereur, jaloux des lauriers moissonnés, deux siècles auparavant, par le roi de France Charles VIII, lança huit mille hommes à

travers les États du pape, en se passant de son consentement, ou en feignant de l'avoir obtenu. Le 2 juillet l'armée d'invasion entrait à Capoue, et le 7 à Naples, sans avoir rencontré de résistance dans ce pays qui, depuis Annibal jusqu'à Napoléon, a toujours appartenu au premier occupant. Hâtons-nous d'ajouter, pour expliquer ce facile succès, que Naples était las du joug de l'Espagne, qui y avait tout le monde contre elle, jusqu'aux moines; les troupes napolitaines, parfois même les espagnoles, y passèrent à l'ennemi. La mort était au cœur, et la décomposition aux extrémités, qui se détachaient d'elles-mêmes de cette monarchie vermoulue.

Ce que voulait Naples, impatient de n'être plus qu'une province de la Castille, c'était de redevenir un état indépendant. Vaincu dans l'autre péninsule, le prétendant n'en était pas moins populaire dans celle-ci. Ses agents étaient venus, avant ses armées, promettre aux Napolitains que les étrangers seraient exclus de tous les emplois, et Naples reconstitué en royaume, et c'en était assez pour lui gagner tous les cœurs; car les peuples sont comme les rois : en les flattant il est toujours facile de les tromper. Les Calabres, les provinces du sud, après un instant d'hésitation, suivirent l'exemple de la capitale. Le vice-roi espagnol, bloqué dans Gaëte, essaya de se défendre, et fut trahi par son armée. Un régiment catalan donna le signal de la révolte, et le vice-roi fut contraint de se rendre (30 septembre). Les Autrichiens s'emparèrent encore d'Orbitello et des Présides de Toscane, et sauf les États du pape et ceux des Médicis, race usée, qui devait s'éteindre trente ans plus tard, l'Italie presque entière reconnut la loi de l'Autriche.

Mise à la porte de la péninsule italique, la France avait pris sa revanche en Allemagne, et la fortune y

était revenue sous les drapeaux de Louis XIV. Il est vrai que Villars y commandait, sans être enchaîné, comme Berwick, par la présence d'un prince du sang. L'empereur Joseph, succombant sous le poids d'une triple guerre, en Hongrie, à Naples et sur le Rhin, laissait son armée, sans solde et sans vivres, sur la rive droite du Rhin, près de Philipsbourg. Le 22 mai, l'armée française passe le fleuve, et attaque les Autrichiens sur trois points différents. En même temps Villars, franchissant le Rhin à Kehl, prend à revers les lignes de l'ennemi qui, déconcerté par cette brusque attaque, s'enfuit en désordre jusqu'au delà du Neckar, en laissant derrière lui son artillerie et ses bagages. Dès lors tout le pays, du Rhin au Danube, fut en proie à l'invasion. La France, battue partout, sauf en Espagne, avait, grâce à Villars, repris pied en Allemagne; jamais guerre n'avait offert des changements aussi rapides, et des chances aussi partagées. Aussi, après six ans d'une lutte sans trêve et sans repos, était-il encore impossible d'en prévoir le dénoûment.

Louis XIV avait surtout porté son effort sur les Pays-Bas, où commandaient Vendôme et l'électeur de Bavière; mais Ramillies pesait comme un cauchemar sur l'esprit du *Grand Roi*. Vendôme, enchaîné par des ordres trop précis, ne put rien tenter de sérieux; seulement il contraignit Marlborough à reculer jusqu'à Louvain. Puis, l'armée française ayant été affaiblie par des renforts envoyés en Provence, Marlborough, reprenant à son tour l'offensive, força l'ennemi à se replier sur l'Escaut, et la campagne finit ainsi sans résultat.

Mais c'était en France même que les alliés voulaient transporter la guerre, pour lui faire subir à son tour les maux qu'elle leur avait infligés si longtemps. Maîtres

du Piémont, le sud-est de la France leur était ouvert par tous les cols qui débouchent des Alpes vers Nice et la Méditerranée. Tessé, qui commandait de ce côté, avait à couvrir à la fois le Dauphiné, la Provence et Suse, clé des Alpes de l'Italie. D'autres, en voyant la misère des populations, avec une armée sans solde et sans pain, auraient tenu la partie pour perdue ; mais Tessé dut à sa confiance en lui-même, cette vertu toute française, de ne pas se décourager, et d'attendre l'ennemi de pied ferme, sans se cacher que tout l'effort des alliés allait se porter de ce côté.

Dans les derniers jours de juin, toutes les forces dont l'Empire disposait en Italie se dirigèrent vers Nice, sous les ordres du prince Eugène. La garnison française, trop faible pour défendre Nice, se replia sur Toulon, où Tessé, sûr maintenant de la direction que prenait l'attaque, dirigea toutes ses forces. Imprenable par mer, la ville était à peine défendue du côté de la terre. Les forces de l'ennemi se montaient à quarante mille hommes, appuyés par quarante-huit vaisseaux de ligne anglais et hollandais, et par une masse de bâtiments de transport. Un corps français, après avoir en vain essayé de défendre la ligne du Var, puis le défilé de l'Estérel, avait regagné Toulon. Le 17 juillet, Eugène et le duc de Savoie étaient déjà à Fréjus, et la flotte aux îles d'Hyères. Les troupes françaises accouraient de tous les points de la frontière, et la lutte qu'on évitait ailleurs, allait se concentrer sur Toulon.

Seul en face d'un adversaire comme Tessé, Eugène eût été sûr de vaincre; mais le duc de Savoie, quoique brouillé avec le *Grand Roi*, se chargea de combattre pour lui en entravant tous les mouvements de ses associés, le prince Eugène et l'amiral Showell. Grâce à l'intrai-

table humeur du duc, et à la division qui se mit parmi les alliés, le 26 seulement, ceux-ci vinrent camper devant Toulon. Or, dans cette guerre où les victoires se gagnaient à la course, le prix devait rester au plus agile. Dès le 22, trois divisions françaises étaient arrivées au secours de Toulon. Douze mille hommes occupaient un camp retranché sous les murs de la cité. Cinq mille soldats et autant de marins gardaient la ville et le port; cinquante-deux vaisseaux de ligne, vides et désarmés, avaient été coulés dans le port, et mis ainsi à l'abri des bombes, sauf à être ensuite retirés de l'eau, ce qui eut lieu en effet. Enfin une flottille de bâtiments légers gardait l'entrée de la rade, tandis que toutes les galères disponibles croisaient le long de la côte pour empêcher un débarquement.

Le prince Eugène, avec son sûr et rapide coup d'œil, jugea bien vite des difficultés de l'entreprise, et voulut renoncer au siége; mais Victor-Amédée s'acharna à le poursuivre. Cent vingt canons furent débarqués avec bon nombre de mortiers, et les alliés établirent leurs batteries sur les collines qui environnent Toulon. Bientôt même ils s'emparèrent des hauteurs de Lamalgue qui dominent les deux rades. Mais Tessé, arrivant d'Aubagne avec de nouveaux renforts, sépara les ennemis de la place qu'ils assiégeaient, et leur reprit plusieurs des points occupés par eux. Un essai de bombardement, tenté par les alliés, produisit peu d'effet, et leur artillerie fut réduite au silence par le terrible feu de la ville et du port. Enfin les alliés, craignant de voir leurs communications coupées avec Nice, et de manquer de munitions et de vivres, informés que les populations, inertes au début, se soulevaient partout contre l'étranger; enfin que des renforts se dirigeaient sur Toulon de tous

les points de l'Europe où la France avait des armées, se décidèrent prudemment à la retraite. Le 22 août, ils levèrent le siége, et se consolèrent de leur échec en s'emparant de Suse; mais le sol français fut ainsi purgé de la présence de l'étranger.

Le plan des alliés avait été habilement conçu : la vieille insurrection protestante des Cévennes était prête à relever la tête; Cavalier accourait du fond de l'Espagne pour en reprendre le commandement; si Toulon avait succombé, la marine française était anéantie; le Midi, miné par les haines religieuses, était en feu encore une fois. Vingt mille fusils étaient sur la flotte, pour être distribués aux insurgés des Cévennes... Mais tout avorta, grâce aux divisions des alliés, et la France fut sauvée, moins encore par l'habileté de Tessé et les sages mesures prises pour défendre Toulon, que par cette force de vitalité qui fait que, dans ses chutes les plus profondes, elle se relève plus vite encore qu'elle n'était tombée.

Ainsi la campagne de 1707, pas plus que celle de 1706, n'avait réussi à trancher la question ; la fortune, partageant ses faveurs entre les deux partis, n'épargnait Philippe V que pour se prononcer contre Louis. La solution finale, au lieu de se rapprocher, semblait reculer encore. L'Espagne, refoulée au delà des Pyrénées, se ralliait presque entière autour d'un prince étranger, plus populaire que ses rois nationaux. Appuyée sur la France, elle tenait tête à l'Europe, et marchait d'un pas plus ferme vers l'unité, depuis que la question se vidait sur son propre sol. La Flandre et l'Italie une fois aux mains des alliés, l'Espagne devenait la seule arène où la querelle pût se vider; la Catalogne, toujours au pouvoir de Charles III, restait le point en litige qu'on allait se disputer. Les alliés, croyant changer de fortune en

changeant de général, mirent à la retraite Las Minas, coupable de s'être laissé battre, et renvoyèrent l'armée portugaise, sous Galloway, défendre son sol natal, menacé par l'invasion espagnole. Stanhope fut mis à la tête des troupes anglaises dans la Péninsule; mais après avoir renforcé les garnisons de toutes les places fortes, les alliés ne purent mettre en campagne plus de dix mille hommes, force insuffisante pour faire face à un ennemi victorieux.

Louis, dont il faut admirer la persévérance, voulait à tout prix achever la conquête de la Catalogne, sans laquelle Philippe ne serait jamais roi d'Espagne. Le duc d'Orléans, encouragé par son heureux début devant Lérida, brûlait d'avoir aussi sa journée d'Almanza. A tout prix, il fallait expulser le prétendant de son dernier refuge; déjà vingt-six mille hommes se rassemblaient sur l'Ebre pour assiéger Tortose, et occuper le sud de la Catalogne, à l'aide des troupes que d'Asfeldt devait ramener de Valence. Du côté du nord, Noailles, avec sept mille hommes, allait venir, par le Roussillon et la vallée d'Urgel, donner la main aux vainqueurs de Tortose.

Une seule chose manquait, hélas! à ce plan si bien conçu, c'était l'argent pour l'exécuter. Des deux misères, celle de l'Espagne et celle de la France, nous ne saurions dire quelle était la plus criante, et des deux peuples le plus ruiné et le plus affamé. La seule différence, toute en faveur de l'Espagne, c'est que, avec cet héroïsme naïf et ce dévouement désinteressé qui fait le fond du caractère national, elle était prête à donner pour son roi son dernier homme et son dernier écu, tandis que la France, lasse de sacrifices sans mesure et sans fin, pour des intérêts qui ne le touchaient pas, s'abattait sous le faix, comme un mulet trop chargé. Dans les deux pays,

les finances étaient la plaie vive, et elle empirait chaque année. La France, au bout de sept ans de guerre, avait dépensé 1,346 millions, et les revenus ordinaires, pendant ce temps, n'en avaient rendu que 387, moins du tiers de la somme dépensée. Quant à l'Espagne, sa situation financière était pire encore, si possible. Coxe fixe à 60 millions de réaux (15 millions de francs) le revenu effectif de l'État, et la dernière campagne dans la Péninsule avait, à elle seule, coûté le double. L'évaluation est trop faible, quant au revenu, on n'en peut pas douter; mais nous admettrons encore moins les calculs d'Orry quand il prétend, par ses réformes financières, avoir élevé à 365 millions de réaux (environ 92 millions de francs) les revenus de la couronne. La vérité est entre ces deux extrêmes, mais plus près du chiffre de Coxe, si réduit qu'il paraisse. Pour combler l'abîme, on avait demandé au clergé, dont l'opulence formait un pénible contraste avec la misère du pays, un mince subside de 20 millions de réaux (5 millions de francs). Mais le clergé se défendit, comme si l'on avait voulu toucher à l'arche sainte; le pape appuya sa résistance, et lui interdit d'accorder au roi, sans l'ordre du saint-siége, aucun secours pécuniaire. C'est ainsi que se gouvernaient les finances de cette monarchie qui avait à son service les trésors du Mexique et du Pérou, quand la Hollande et l'Angleterre voulaient bien les laisser arriver jusqu'à elle. En effet, cette année même, une flotte de dix-sept galions, chargée de l'or du nouveau monde, fut attaquée par l'escadre anglaise qui lui prit trois vaisseaux, et le reste fut dispersé.

Et pourtant, dans une situation aussi critique, le duc d'Orléans ne désespéra pas de la fortune de Philippe V. Au milieu de toutes ces incapacités qui se succèdent en

Espagne, dans les camps comme dans les ministères, on est frappé des inépuisables ressources de cette France qui, toute ruinée qu'elle soit, prête tour à tour à l'Espagne des administrateurs comme Orry, des hommes d'État comme Amelot et la princesse des Ursins, des généraux comme Vendôme, Orléans et Berwick. « Vous direz au Roi, écrit le duc à Chamillard, que je fais ici le métier d'intendant; car en ce pays, il faut que le général soit tout, munitionnaire, artilleur, trésorier, tous métiers auxquels je n'entends pas grand'chose. Cependant, je m'y mets jusqu'au cou pour assurer la couronne sur la tête du roi d'Espagne. » (*Mém. de Noailles*, III, 385.) Hélas ! pourquoi faut-il que tant de ressort, d'intelligence et de dons si variés aient abouti aux saturnales de la Régence, et qu'un prince aussi richement doué ait livré la France à un Dubois, en attendant un Louis XV !

La campagne venait de s'ouvrir avec le printemps, et c'était encore le duc d'Orléans qui commandait l'armée française en Espagne. Sous la désinvolture de mœurs et de langage qui commençait à remplacer, vers la fin du règne, le rigorisme hypocrite de la cour du *Grand Roi*, le futur régent cachait une force de volonté peu commune. Impatient de tout frein, né pour commander, et non pour obéir, surtout à une femme, il s'était éloigné de Versailles pour échapper au despotisme bigot de M[me] de Maintenon. Partageant sa vie entre l'étude et le plaisir, il avait attendu l'heure, enfin venue, de montrer que, sous cette légère et brillante écorce, se cachait un fond plus solide. Sa campagne en Italie n'avait pas été heureuse, enchaîné qu'il était sous la tutelle de l'incapable Marsin ; mais, même ainsi muselée, sa rare capacité pour la guerre s'était trahie en plus d'une occasion,

au point d'éveiller les susceptibilités du monarque, jaloux de toute gloire qui n'était pas la sienne. Après sa campagne d'Italie, le roi, pour l'éloigner de la cour, l'envoya en Espagnè en lui donnant pour tuteurs Berwick au camp, et M[me] des Ursins à Madrid. Parti de Paris, presque au début de l'année, le duc, après une courte apparition à la cour d'Espagne, revint à Saragosse se mettre à la tête de l'armée. Le 18 avril, laissant trois mille hommes à Balaguer, pour entretenir ses communications avec la France, il vint camper sous les murs de Tortosa, où d'Asfeldt, quittant Valence avec une division de l'armée, accourut le rejoindre. Le 22 juin, la tranchée fut ouverte : une sortie énergique, tentée par la garnison, fut repoussée avec vigueur. L'escadre anglaise croisait à l'entrée de l'Èbre, où elle intercepta un convoi de vivres et de munitions destiné aux assiégeants; mais les alliés avaient trop peu de forces sur pied pour tenter même de faire lever le siége. La garnison, faible en nombre et découragée, n'avait plus que deux jours de vivres, et vers la mi-juillet, elle finit par se rendre. Sur trois mille hommes dont elle se composait, près de deux mille passèrent sous les drapeaux de Philippe.

Ce fut là le seul succès de la campagne. Après Tortosa, d'Orléans aspirait à une conquête plus importante, celle de Barcelone, le dernier rempart du prétendant en Espagne ; mais une invasion du duc de Savoie en Dauphiné força Noailles, qui gardait la frontière, à détourner de ce côté une partie de ses forces. Pendant que l'armée française s'affaiblissait, celle des alliés grossissait tous les jours. Tout ce que put faire le duc, avec des forces insuffisantes, ce fut de tenir la campagne jusqu'à l'entrée de l'hiver. De son côté, Asfeldt, après avoir pris Denia, investit Alicante. Tous les ouvrages

avancés furent bientôt en son pouvoir; la garnison, enfermée dans la citadelle, se défendit avec le courage du désespoir. L'explosion d'une mine ayant fait périr le gouverneur, avec tout son état-major, la garnison, animée du même esprit, continua sa résistance, et ne se rendit qu'après deux mois de siége, avec tous les honneurs de la guerre.

Revenons maintenant, avec le duc d'Orléans, à Madrid où il allait trouver des ennemis plus dangereux que sur les champs de bataille. Ses débuts à la cour, à son premier passage, avaient été heureux : la franchise, la grâce de ses manières avaient d'abord prévenu en sa faveur tout le monde, jusqu'à la princesse des Ursins; mais l'un était trop avide de pouvoir et l'autre d'indépendance pour s'entendre longtemps. En ne se mêlant pas des affaires d'État, le duc avait espéré être libre d'agir à sa guise sur les champs de bataille; mais ceci ne faisait pas le compte de la princesse, qui, comme Louis XIV, voulait avoir l'œil et la main partout. Dans le duc, avec sa nature indépendante et ses rares facultés, Mme des Ursins avait bientôt deviné un rival, sinon un ennemi. D'Orléans, qui n'avait pu supporter le majestueux ennui de la cour de Versailles, ni plier ses libres allures sous le joug guindé de Mme de Maintenon, n'était pas homme à supporter celui de la princesse. Habituée à tout diriger, jusqu'aux opérations de la guerre, du fond de son cabinet, la favorite exigea que le duc lui communiquât tous ses plans. Celui-ci s'y refusa hautement; de là des luttes, des froissements qui ne furent pas sans influence sur les résultats de la campagne. Philippe V, comme on devait s'y attendre, prit parti pour la favorite contre l'étranger qui voulait, sous prétexte de services rendus, dicter la loi dans son

royaume. Entre la *camarera mayor* et le sauveur que la France envoyait à l'Espagne, les cartes se brouillèrent de plus en plus. Une guerre de sarcasmes et de railleries, publiques ou privées, préluda aux hostilités. Enfin, la princesse s'adressa à Mme de Maintenon, par qui tout passait pour arriver au roi. Celle-ci, qui n'avait pas pardonné au duc de rester seul debout, dans cette cour où tout le monde s'inclinait devant elle, s'empressa de venger son injure avec celle de Mme des Ursins, qu'on appelait à Versailles *son lieutenant*. Le *Grand Roi*, habilement circonvenu, céda, suivant son usage, en ayant l'air de commander, et le duc, coupable d'avoir trop bien réussi en Espagne, et d'avoir éclipsé la gloire de l'héritier du trône, dont nous verrons tout à l'heure les hauts faits, reçut l'ordre de rentrer en France. Le duc, de son côté, se plaignit à Versailles, et accusa la princesse et Amelot d'avoir contrarié tous ses plans, et compromis le succès de la campagne en le laissant manquer de vivres. Il demanda même leur rappel, au moment où il allait recevoir le sien; inutile d'ajouter que ses plaintes ne furent pas écoutées.

Sur la frontière de Portugal, rien d'important ne s'était passé cette année; la guerre se bornait, de part et d'autre, à de stériles dévastations, dont l'unique résultat était d'éterniser la haine dans le cœur de ces deux peuples qui auraient dû s'unir sur le sein de leur commune mère. En somme, dans la Péninsule, la fortune se prononçait de plus en plus en faveur de Philippe : le peuple s'habituait à son roi, et avait cessé de le considérer comme un étranger; mais dans le reste de l'Europe, et sur les mers qui baignent la Péninsule, il n'en était pas de même : là, les chances de la guerre se tournaient décidément contre l'orgueilleux despote qui avait fait de

la France son Moi ! Sur mer, les flottes des alliés avaient été plus heureuses que leurs armées sur le continent. Chassée de l'Italie et des Pays-Bas, dépouillée de toutes ses possessions en terre ferme, l'Espagne n'avait plus à perdre que ses îles. L'amiral Leake s'empara de la Sardaigne, grâce aux haines que les vice-rois espagnols y semaient comme à plaisir. Puis ce fut le tour de Port-Mahon, capitale de l'île de Minorque, que l'Espagne et la France, déchues de leur puissance maritime, n'essayèrent pas même de défendre. Les Anglais l'avaient conquis comme Gibraltar, pour le compte du prétendant autrichien; mais ils le gardèrent pour eux, à titre d'indemnité, en attendant Malte, les îles Ioniennes, et cette série de positions qu'ils aspirent à prendre partout, mais surtout dans la Méditerranée.

Passons maintenant à la guerre extérieure, de plus en plus éparse sur tout le continent, et cherchons à deviner le plan de Louis XIV pour faire face à ce flot montant d'ennemis qui l'entourait de tous côtés. Mentionnons d'abord un projet suggéré à Louis par la petite cour de Saint-Germain, habituée à se bercer de rêves, comme tous les émigrés : c'était une expédition du nouveau prétendant, Jacques III, en Écosse, où on lui promettait l'adhésion d'Édimbourg et l'appui des montagnards, dévoués à sa cause. Si la diversion avait été sérieuse, elle pouvait changer la face de la guerre, et détourner l'Angleterre du conflit européen en la forçant à défendre son propre territoire; mais la liberté légale et le gouvernement parlementaire avaient déjà jeté sur le sol anglais des racines trop profondes pour que les destinées de ce noble pays fussent à la merci d'une invasion de ses rois légitimes, appuyée et soldée par l'étranger.

Quant aux Pays-Bas, la France, après les avoir perdus

pour le compte de l'Espagne, songeait à les reconquérir pour le sien. Elle comptait à la fois sur l'expédition d'Écosse et sur l'adhésion des grandes villes, déjà lasses du joug des alliés et de leurs exactions. Mais pour cette conquête de la Flandre, il fallait deux choses : le prestige d'un prince du sang pour entraîner les populations, et un général capable de tenir tête à Marlborough. Le prince du sang, ce fut le duc de Bourgogne, le général, ce fut Vendôme; association malheureuse, où la scrupuleuse dévotion et la vertu un peu farouche de l'élève de Fénelon se heurtaient contre les habitudes cyniques et le laisser-aller de vie et de langage qu'affectait Vendôme, digne pendant du futur régent. Villars, le plus grand nom de la seconde série des généraux du *Grand Siècle*, allait passer du Rhin aux Alpes, théâtre plus étroit, plus difficile et moins digne de son génie, qui avait besoin d'espace et de liberté. Enfin, l'Électeur de Bavière, toujours dépossédé de ses États, et déchu au rang de simple général au service de Louis XIV, devait remplacer Villars sur le Rhin, avec Berwick pour le diriger.

Arrivons maintenant à l'Italie, autrichienne malgré elle, et qui portait la guerre en France pour la mettre hors de son territoire. Avant d'entamer le récit de cette campagne, si fatale aux armes françaises, rendons hommage aux ressources d'intelligence et de courage déployées par le *Grand Roi*, et au dévouement, à l'esprit de sacrifice qu'allait montrer la France, épuisée par tant d'efforts. Mais la fortune, qui semblait sourire à Philippe V, était décidément brouillée avec son aïeul. De cette série d'insuccès dont se compose la campagne de 1708, le premier en date, ce fut l'expédition d'Écosse. Le prétendant, tombé malade à Dunkerque, retarda d'un mois le départ de la flotte, et donna le temps à

l'escadre anglaise de se montrer dans le détroit. Un coup de vent l'ayant dispersée, l'escadre française fit voile le 19 mars, et put gagner l'embouchure du Forth, à quelques lieues d'Edimbourg. Mais là, les signaux qu'on attendait de la part des Jacobistes firent défaut, comme l'insurrection promise. La flotte anglaise, deux fois aussi forte que l'ennemi, le rejoignit bientôt sur la côte d'Écosse, et l'escadre française, échappant avec peine à sa poursuite, ramena en France le prétendant désappointé, sans avoir tiré en son honneur un seul coup de canon.

Nous ne parlerons que pour mémoire de l'Italie, où Villars, en l'absence du prince Eugène, appelé sur le Rhin, n'avait plus en face de lui que le duc de Savoie. Chez les deux adversaires, l'inégalité des forces compensait celle du talent. Victor-Amédée, avec une armée double de celle de Villars, envahit la Savoie, qu'il voulait reprendre à la France. Arrêté près de Chambéry par l'armée française, qui l'attendait de pied ferme, il n'osa pas l'attaquer, et se rejeta sur le Dauphiné, qu'il trouva aussi bien gardé. Il se retira alors dans les hautes vallées du Piémont, et presque sous les yeux de Villars, qui le suivait de près, il s'empara d'Exilles, de Fénestrelle et de Pérouse, et parvint ainsi à fermer aux Français l'entrée de l'Italie.

Mais ce n'étaient là que des escarmouches; la guerre sérieuse, la grande guerre allait se poursuivre dans les Pays-Bas, éternelle arène où se vident depuis tant de siècles les querelles de la France avec le continent. Là, Bourgogne et Vendôme avaient sous leurs ordres près de cent mille hommes, effort gigantesque pour la France épuisée, et qui prouve l'importance que Louis attachait à cette conquête. On avait compté sur l'expédition d'Écosse

comme sur une diversion utile, et son avortement laissait la mer au pouvoir des Anglais, libres désormais de jeter du secours sur tous les points menacés. Pour résister à des forces bien supérieures aux siennes, Marlborough eut recours à la combinaison qui l'avait fait vaincre à Höchstædt : sur son appel, le prince Eugène, laissant sur le Rhin la moitié de son armée pour tenir tête à Berwick, se dirigea, avec vingt-quatre mille hommes, vers la Flandre, suivi de près par Berwick, qui s'acheminait comme lui vers ce rendez-vous général des forces des deux partis.

Mais, dans l'intervalle, les événements avaient marché : le 4 juillet, l'armée française s'était emparée par surprise de Gand, vaste cité peu habituée à se défendre. Deux jours après, Bruges suivit l'exemple de Gand. Oudenarde seule osa résister, et donna ainsi aux alliés le temps d'accourir à son secours. Les deux armées étaient en présence. Eugène avait rejoint Marlborough, en laissant derrière lui son armée, qui arrivait à marches forcées. L'accord qui existait entre les deux généraux alliés était un gage de succès ; la discorde, au contraire, régnait dans le camp français ; le duc de Bourgogne avait pour lui les généraux, Vendôme les soldats, et dans le Conseil, la prudence un peu timide du duc l'emporta sur la sage témérité de Vendôme. Dans un engagement entre les deux avant-gardes, l'avantage demeura aux alliés, supérieurs en forces sur ce point. Rien n'était perdu cependant, et Vendôme voulait recommencer le combat ; mais le duc s'y refusa obstinément, et donna l'ordre de se replier sur Gand, au désespoir de l'ardent Vendôme, qui osa tout haut révoquer en doute le courage du duc devant son état-major. L'élève de Fénelon, avec une patience toute chrétienne, se résigna à l'injure, fort peu

méritée, du reste, car son courage personnel était hors de question. L'armée se replia à regret sur Gand, et dans cette retraite un peu confuse, elle perdit quelques milliers de prisonniers. Un corps de neuf mille hommes fut séparé du gros de l'armée, et forcé de se réfugier dans Lille et dans Tournay. Marlborough, ardent à profiter de ses avantages, franchit la frontière française, que l'armée avait cessé de couvrir, et lança ses éclaireurs jusque dans l'Artois.

Eugène, de son côté, concentrant toutes ses forces près de Bruxelles, se préparait à attaquer Lille, le boulevard de la France du côté des Pays-Bas. La situation était grave pour l'armée française, coupée de sa frontière, dont l'ennemi la séparait. Berwick, il est vrai, était à Douai, avec vingt mille hommes seulement, et Eugène, à qui personne n'essaya de fermer le passage, vint paisiblement s'établir devant Lille avec trente-quatre mille soldats, cent vingt canons et quatre-vingts mortiers, pendant que Marlborough, agissant toujours d'accord avec lui, le couvrait avec soixante mille hommes adossés à l'Escaut.

Dix mille soldats défendaient Lille, appuyés sur une bourgeoisie dévouée de cœur à la France. Dans la ville commandait le brave Boufflers, gouverneur de la Flandre, bien décidé à tenir jusqu'à la dernière extrémité. La position des alliés était grave et périlleuse : ils se trouvaient coupés de toutes leurs communications par deux armées et deux villes conquises par la France, Ypres et Tournai, et séparés à la fois de la mer et de la Hollande, leurs deux points d'appui. Après bien des hésitations, Bourgogne et Vendôme se réunirent à Berwick, et le 4 septembre, les deux ennemis se trouvèrent encore en présence sous les murs de Lille ; mais là, au moment où

l'union eût été plus nécessaire que jamais, Berwick, ne voulant pas se soumettre à la suprématie accordée à Vendôme sur tous les maréchaux, se démit de son commandement; la discorde s'envenima entre les généraux français, et tous leurs efforts furent frappés d'impuissance.

Le siége marchait, dans l'intervalle, poussé par Eugène, et soutenu par Boufflers avec une rare vigueur. Plusieurs assauts furent repoussés avec des pertes énormes. Les vivres manquaient dans le camp des assaillants encore plus que dans la ville; mais un immense convoi de munitions et de vivres, envoyé d'Angleterre à Ostende par les soins de Marlborough, parvint à entrer dans le camp des alliés, au moment où ils allaient lever le siége. Dès lors la chute de Lille était inévitable, malgré tous les efforts de Vendôme pour la secourir. Enfin Boufflers, voulant épargner à la ville les horreurs d'une prise d'assaut, se retira dans la citadelle avec la garnison, réduite de moitié, et obtint pour la ville la capitulation la plus honorable, hommage rendu par l'ennemi à son héroïque défense. (22 octobre.)

Marlborough qui, jusque-là, n'avait pas voulu entendre parler de paix, voyant la fortune se tourner ainsi contre Louis XIV, crut qu'il aurait meilleur marché de cet orgueil humilié par les revers. Il fit insinuer sous main aux généraux français que, s'ils adressaient aux états généraux des propositions de paix, il était disposé à les appuyer. Mais l'inepte Chamillard, qui avait été envoyé à l'armée pour juger de la situation, écrivit au roi que « les dispositions pacifiques de Marlborough ne venaient que de la mauvaise situation des alliés ». Louis, qui ne voyait plus que par les yeux de Chamillard, dicta lui-même à Berwick une réponse si hautaine, si déplacée dans la

bouche d'un vaincu, que Marlborough, se redressant de toute sa hauteur, redevint ce qu'il avait toujours été, le plus implacable ennemi de la France et de son roi. Ainsi, grâce au stupide orgueil d'un ministre incapable, cinq années de plus allaient être gratuitement ajoutées à la durée de cette terrible guerre, qui mit l'Europe en feu et l'Espagne et la France à deux doigts de leur perte.

Le sort de la campagne s'était décidé dans les Pays-Bas, et la France, entamée par le nord, avait perdu avec Lille son plus solide boulevard. Que lui servaient dès lors Gand et Bruges, inutiles conquêtes, qu'elle ne pouvait plus ni garder, ni défendre? Un coup de main sans espoir sur Bruxelles par l'Électeur de Bavière ne servit qu'à appeler de ce côté Marlborough qui força bien vite l'Électeur à lever le siége. Louis, découragé, envoya à Boufflers l'ordre de rendre la citadelle de Lille, qui tenait encore, et à Vendôme celui de prendre en Artois ses quartiers d'hiver. Vainement Vendôme supplia le roi de lui permettre de s'établir derrière le canal de Gand à Bruges, pour conserver ces deux villes, si aisément conquises, et mettre ainsi l'ennemi entre la France et son armée, Louis, peu habitué au rôle de vaincu, était aussi pressé d'évacuer la Flandre qu'il l'avait été de la conquérir. Vendôme, frémissant de rage, fut contraint d'obéir, et l'armée se dispersa pour prendre ses quartiers d'hiver. Boufflers, le seul qui sortit de cette désastreuse campagne avec son honneur tout entier, rendit enfin la citadelle, après une défense de quatre mois qui n'avait été qu'un combat continu. Mais la clé de la France du nord était aux mains de l'ennemi; Louis, pour faire de l'Espagne sa vassale, avait déchaîné sur elle l'invasion étrangère, juste châtiment de l'orgueilleux

monarque, qui avait voulu asseoir sur le trône d'Angleterre comme sur celui d'Espagne un roi de son choix, et qui commençait à vaciller sur le sien !

Gand, avec quinze mille hommes de garnison, pouvait tenir quelque temps, en attendant un retour offensif, que Boufflers demandait à genoux la permission d'effectuer ; mais Lamothe, qui y commandait, se hâta de se rendre sans avoir tiré un seul coup de canon. Bruges n'essaya pas même une résistance inutile. Ainsi la France, et l'Espagne avec elle, étaient mises à la porte des Pays-Bas comme de l'Italie, sanglante et inutile leçon donnée aux deux peuples et aux deux rois sur le danger des conquêtes lointaines. La réputation de l'héritier du trône sortait gravement compromise de cette déplorable campagne. L'épuisement de la France ne pouvait se comparer qu'à celui de l'Espagne, plus habituée qu'elle à cet état d'impuissance, passager chez l'une et chronique chez l'autre, où le malade s'était fait à son mal à force de vivre avec lui. Le terrible hiver de 1709 vint encore ajouter les fléaux de la nature à ceux que l'ambition de Louis avait déchaînés sur la France ; les blés gelèrent dans le sein de la terre, et la récolte fut perdue, même avant d'avoir germé. La France se vit un moment presque condamnée à mourir de faim. Saint-Simon, l'âpre censeur du *Grand Règne*, la seule voix dissonante au milieu de ce concert d'éloges, va jusqu'à accuser, sinon le roi, au moins son gouvernement d'avoir fait acheter, dans toute la France, le peu de blé qui y restait encore, pour le revendre à des prix fabuleux, préludant ainsi à ce *pacte de famine* qui devait souiller plus tard les annales de cette monarchie en déclin. Les paysans, écrasés d'impôts, réduits à disputer à leurs bestiaux l'herbe des champs, mouraient en silence,

comme la bête de somme qui s'abat sous son fardeau. Les villes murmuraient, et du murmure à la révolte, il n'y avait plus qu'un pas, qui allait être franchi. Des placards menaçants étaient affichés partout, jusque sur les statues du *Grand Roi*, à qui la conscience publique imputait tous ces maux.

Bientôt, à la cour même, se forma un « parti de la paix ». A sa tête étaient le duc de Bourgogne, Beauvilliers, Pontchartrain et Mme de Maintenon ; d'accord avec le pays tout entier, ce parti demandait la fin d'une guerre sans but et sans issue, qui épuisait le plus pur sang de la France, pour le stérile honneur d'asseoir un de ses princes sur un trône étranger. Mais l'obstination du monarque s'appuyait sur celle de son fils et de son héritier, le Dauphin qui, condamné à végéter toute sa vie sur les marches d'un trône, avait reporté toute son ambition sur ses fils, et ne pouvait se faire à l'idée de voir l'un d'eux descendre du trône où son aïeul l'avait fait monter.

Et pourtant, la nécessité était là, pressante, inexorable ! La France pliait sous le faix de cette guerre insensée qui, après avoir dévasté toute l'Europe, revenait menacer le territoire du roi qui l'avait allumée. La France, hors d'haleine, se refusait à la continuer. Il fallait traiter à tout prix, comme traitent les vaincus, c'est-à-dire en cédant ; Louis se résigna, non sans peine, à entamer les négociations avec la Hollande qu'il croyait plus facile à désarmer que l'Angleterre, car un parti puissant y réclamait la paix, dont un peuple commerçant ne peut pas longtemps se passer. Dès le mois de mars, le président Rouillé fut envoyé secrètement à La Haye pour essayer de détacher les Hollandais de la *Grande Alliance*, en leur offrant de partager avec eux le

monopole du commerce avec l'Espagne, plus une *barrière* de places fortes au nord de la France.

Seule, la Hollande eût accepté peut-être, mais l'Angleterre pesait sur elle, et elle refusa, en exigeant de Philippe V la cession de l'Espagne et des Indes comme base de toute négociation. Louis, dont l'orgueil était brisé par l'adversité, était disposé à céder, comme en 1706 (V. t. XI, p. 544), mais il voulut sonder d'abord les dispositions de son petit-fils. La nature généreuse de Philippe se révolta à cette seule pensée : « Tant que j'aurai une goutte de sang dans les veines, répondit-il, cela ne sera pas ! le sang qui y coule n'est point capable de soutenir une pareille honte. Je ferai tous mes efforts pour me maintenir sur le trône où Dieu m'a placé, et vous après lui ; rien ne pourra m'en arracher que la mort ! »

Après le roi, Louis consulta son ambassadeur à Madrid, pour savoir si, comme le prétendaient les partisans de l'Autriche, l'Espagne était lasse d'obéir à un prince français, et si l'Andalousie et la Castille même chancelaient dans leur obéissance. Voici ce que répondit Amelot : « On n'a rien à craindre des provinces, ni à soupçonner leur fidélité. La guerre, les impôts, la disette les font beaucoup souffrir, mais on n'aperçoit aucun signe de désobéissance. La source de ces bruits fâcheux est le mécontentement de quelques seigneurs, indignés de ne pas être les maîtres, criant qu'on ne ménage ni les Grands, ni la noblesse, qu'on renverse les usages et les lois, et que tout va périr si on ne suit pas une autre voie.

« Ces plaintes sont faciles à réfuter ; le roi, équitable jusqu'au scrupule, décide toujours contre lui dans les cas douteux. Il soulage les peuples, décharge d'impôts

tous ceux qui ont souffert. Il assiste ses sujets, restés fidèles au milieu de la révolte, et n'a point de favori qui s'enrichisse au dépens de l'État. La reine, gracieuse et bienfaisante, n'a jamais voulu recevoir un présent, même du roi, ni acheter un bijou. L'un et l'autre ne dépensent pas 500 piastres au delà du strict nécessaire. La princesse des Ursins est si éloignée de tout ce qui s'appelle intérêt, que souvent elle n'est pas payée de ses appointements, parce qu'elle ne songe pas à les demander. Elle fait du bien, même à ses ennemis.

« Si les Grands et les tribunaux ont peu d'autorité, c'est que Philippe ne peut autrement se maintenir. Ce prince, il y a quatre ans, n'avait ni troupes, ni armée, ni artillerie; ses domestiques n'étaient pas payés; ses gardes du corps, mourant de faim, allaient manger la soupe à la porte des couvents. Les ministres pourtant gouvernaient alors les Conseils, réglaient tout..... Qui pourrait conseiller de se remettre à la discrétion de gens qui, en temps de paix, ne laissaient pas à Charles II de quoi s'aller promener à Aranjuez ou à l'Escurial?..... Enfin, si le roi de France retirait ses troupes de l'Espagne, les Espagnols les plus fidèles croiraient qu'on déserte la cause de leur roi, et pourraient se détacher de lui en le voyant hors d'état de se maintenir. »

De ces deux réponses, si nettes et si fermes, sait-on la conclusion que tira Louis XIV? Certain désormais que, s'il abandonnait son petit-fils, celui-ci ne s'abandonnerait pas lui-même, il se décida à négocier, c'est-à-dire à céder, en apparence toutefois plus qu'en réalité; car, si sévère qu'on doive être pour l'égoïsme de Louis, il faut bien en convenir, les lâches et timides conseils répugnaient à cette hautaine nature, et nous avons peine à croire qu'il songeât sérieusement à trahir la cause de

son petit-fils, alors même qu'il se résignait à faire la paix à ses dépens. Sa décision une fois prise, et certes, elle dut bien lui coûter, les bases de la négociation furent changées : Louis, cédant aux exigences de ses ennemis, renonçait pour Philippe au trône d'Espagne, et ne réclamait plus pour lui que Naples et la Sicile, en laissant le Milanais à l'Autriche. En revanche, il demandait qu'on lui restituât Lille, et qu'on rétablît les deux Électeurs de Cologne et de Bavière.

Mais la Hollande avait à faire payer à Louis XIV son arriéré d'affronts et de souffrances. Les vaincus de 1672 forcèrent le représentant de la France à venir traiter dans un de leurs villages les plus maltraités par la guerre. Ils exigèrent pour *barrière* Ypres, Furne, Tournay, Condé et Maubeuge, et se refusèrent à rendre Menin et Lille, confisquant ainsi d'un trait de plume toute la Flandre espagnole, et ramenant la limite des Pays-Bas jusqu'aux portes de la France, déjà entamée. Sur Naples et la Sicile et sur les deux Électeurs, Eugène et Marlborough furent inexorables : ils se refusèrent à toute concession, et exigèrent de Louis une renonciation complète, au nom de son petit-fils, au trône d'Espagne et à ses dépendances. On alla plus loin : on osa lui demander de s'engager à persuader, *et même à contraindre* au besoin Philippe V à descendre du trône dans un délai donné; il devait livrer un certain nombre de places fortes pour garantir l'exécution de cette clause déshonorante. En cas de refus, la guerre devait recommencer sur-le-champ.

L'heure des rétributions était venue, et la Providence prenait enfin sa revanche. Le 28 avril, Louis assembla son Conseil pour délibérer sur ces dures conditions qui condamnaient la France à immoler l'Espagne, et à se

suicider elle-même par la main de son roi. Dans ce Conseil, habitué à deviner la volonté du maître pour s'incliner devant elle, la vérité se fit jour pour la première fois. L'honnête et pieux Beauvilliers, et Chamillard lui-même, montrèrent enfin à Louis XIV la France telle qu'elle était, épuisée de sacrifices, n'ayant plus ni or ni sang à donner, et pourtant debout encore, comme un chêne foudroyé, dont il fallait, pour sauver le tronc, sacrifier les branches. Pour la première fois aussi, tout le monde se trouva d'accord, et des larmes coulèrent de tous les yeux, même de ceux de l'orgueilleux monarque, quand on se décida à céder à la Hollande Lille et toutes les places fortes qu'elle exigeait, et à rendre à l'Empire Strasbourg, cet autre boulevard de la France. Quant à Philippe, la seule indemnité qu'on osa réclamer pour lui, ce fut Naples, sans la Sicile.

Mais pour faire accepter à ses vainqueurs cet abaissement de la France qui venait se mettre à leur merci, il fallait un homme à la hauteur de cette douloureuse mission, qui sût relever son pays en l'abaissant, et porter fièrement le deuil de la France. Torcy se dévoua, et le 1er mai, il partit déguisé, car la guerre était là, à la porte; les alliés campaient sur le sol français, à 50 lieues de Versailles, et le plénipotentiaire de Louis pouvait être enlevé en route par un parti ennemi. Le 6 mai au soir, il était à la Haye, chez le *Grand Pensionnaire* Heinsius, tout étonné d'apprendre que le ministre des affaires étrangères de France faisait antichambre chez lui. Or, ce même Heinsius, envoyé en France lors du traité de Nimègue, en 1678, avait été menacé de la Bastille par le brutal Louvois, qui exagérait tous les défauts de son maître, et semait comme à plaisir des haines contre lui. Cette menace, qui était un crime contre le droit des gens,

Heinsius, après trente et un ans, ne l'avait pas oubliée. La Hollande aussi se souvenait de son injure, et tous les affronts que Louis avait alors infligés aux vaincus furent rendus avec usure à son représentant : la Hollande, dépassant les exigences des alliés, proposa même d'indemniser Philippe du trône qu'il allait perdre, en détachant la Franche-Comté de la France, afin d'en faire pour lui un diminutif de royaume.

Repoussé par la Hollande, Louis se tourna vers l'Angleterre, et essaya d'acheter l'ennemi qu'il ne pouvait pas vaincre; il fit offrir par Torcy à Marlborough quatre millions de livres s'il voulait plaider sa cause dans le Conseil des alliés, et adoucir leurs exigences. Louis savait à qui il s'adressait; le vainqueur de Hœchstædt n'était pas homme à se blesser d'une pareille offre, et le désintéressement n'était pas au nombre de ses vertus. Seulement, en homme avisé, il aima mieux se laisser enrichir par son pays que par un ennemi vaincu. Rebuté par lui, Torcy se retourna vers Eugène. Là il ne s'agissait plus d'acheter, mais de convaincre, et il rencontra dans cette âme hautaine des rancunes implacables contre le *Grand Roi,* qui n'avait pas su deviner chez le noble aventurier l'avenir d'un grand général. L'Empereur était d'ailleurs, de tous les alliés, le seul qui ne pût, dans aucun cas, consentir à la paix; car il s'agissait pour lui de détrôner son fils si Louis ne détrônait pas le sien. Devant les concessions toujours croissantes de Louis, qui laissait Terre-Neuve aux Anglais, et se résignait même à voir enlever à son petit-fils Naples, son dernier refuge, l'Angleterre et la Hollande n étaient pas loin de céder; mais l'Empereur fut inflexible, et voici l'ultimatum qu'il fit dicter à Torcy par les alliés :

« Le *roi très-chrétien* s'engage à reconnaître Charles III

comme roi d'Espagne, et à faire en sorte que, dans deux mois, le *duç d'Anjou* ait quitté l'Espagne, et évacué la Sicile. Si le *duc* n'y consent pas, le *roi très-chrétien prendra, de concert avec les alliés, les mesures nécessaires pour assurer l'effet du traité.* Tout prince de la maison de France est à jamais exclu de la succession à la monarchie espagnole, et tout navire français est banni des Indes espagnoles. Strasbourg et Kehl seront rendus à l'Empereur, et les forts français sur les deux rives du Rhin seront rasés. Dunkerque doit être démoli et comblé. Terre-Neuve est cédé à l'Angleterre. La Hollande enfin aura sa *barrière* contre la France, et Louis rendra à Victor-Amédée Nice et la Savoie, et lui laissera Exilles et Fénestrelle. » Ainsi, chacun des alliés, grands ou petits, emportait dans cette curée son lambeau de la France. Au fond, c'était surtout contre elle que la guerre était dirigée, et l'Espagne ici n'était qu'un prétexte. Une suspension d'armes de deux mois devait être signée, pour se changer ensuite en une paix durable, dans le cas où le trône serait rendu à Charles III dans le délai fixé.

Ainsi encore une fois Louis avait échoué dans ses sincères efforts pour obtenir la paix au prix des plus durs sacrifices, en immolant, pour la première fois, l'intérêt de son petit-fils à celui de la France; mais, en exigeant qu'il détrônât lui-même le roi qu'il avait fait, on lui demandait de se déshonorer, et Louis refusa sans hésiter : « J'aime mieux, dit-il, faire la guerre à mes ennemis qu'à mes enfants. » De la dure sentence des alliés, il en appela à la France dans une circulaire royale, adressée à ce peuple, auquel il pensait pour la première fois. « Quoique ma tendresse pour *mes peuples,* dit-il, ne soit pas moins vive que pour mes propres enfants; quoique je partage tous les maux que la guerre fait souffrir

à des sujets aussi fidèles, et que j'aie fait voir à l'Europe que je désire sincèrement la paix, je suis sûr qu'eux-mêmes s'opposeraient à la recevoir, à des conditions aussi contraires à la justice et à l'honneur » (12 juin).

Cet appel au pays devait être entendu. Il ne restait plus à la France et à son roi qu'à prendre conseil du désespoir, et à se cramponner à la guerre comme à leur dernière planche de salut. C'est ce que va faire désormais Louis XIV, avec une énergie que l'adversité, loin de l'abattre, semble développer en lui; car il est des âmes que la prospérité corrompt, et qui ont besoin du malheur pour les relever.

Avant de reprendre le récit des événements militaires, jetons un coup d'œil sur l'Espagne où le contre-coup de cette paix avortée allait se faire sentir. Louis avait eu beau laisser son petit-fils en dehors de ces négociations, où les alliés, d'ailleurs, n'avaient pas voulu l'admettre, Philippe et l'Espagne se sentaient sacrifiés, et n'étaient nullement résignés à accepter le rôle tout passif qu'on voulait leur donner. Aux pressantes instances du jeune roi à son aïeul pour savoir s'il voulait lui retirer son appui, Louis répond, le 15 avril: « La France n'est plus en état de supporter les charges de la guerre. Il faut conclure la paix à tout prix; plus on différera, plus la condition de Philippe deviendra précaire. Il est des conjonctures où le courage doit céder à la prudence. Il vaut mieux *se résigner à régner en quelque endroit* que de perdre tous ses États. » Amelot, à Madrid, fut chargé de parler et d'agir dans le même sens, et de préparer Philippe à ce sacrifice, d'autant plus pénible que l'Espagne était le seul point de l'Europe où le sort des armes se fût prononcé pour lui.

L'effet de cet abandon apparent de Philippe V par

son aïeul fut désastreux dans la Péninsule : les plus dévoués se sentirent chanceler dans leur foi. Beaucoup songeaient déjà à se tourner vers l'Autriche; mais le prétendant, toujours enfermé dans Barcelone, y faisait trop triste figure pour recruter à sa cause des adhérents nouveaux. Le parti de la Grandesse, dirigé par Montellano, pensa un instant, malgré ses préventions contre la France, à appuyer les secrètes prétentions du duc d'Orléans, qui avait aussi à faire valoir sur l'Espagne des droits héréditaires; mais la princesse des Ursins, déjà prévenue contre le duc, et qui, de ses regards perçants, voyait clair dans son jeu, pesa si bien sur la reine, et par elle sur le faible monarque, que Philippe dénonça à son aïeul les projets du duc et les intrigues de son secrétaire Renaut, resté en Espagne après lui. Le duc, pressé de questions par Louis XIV, finit par lui avouer que, dans le cas seulement où Philippe renoncerait au trône, il aspirerait à l'y remplacer. Louis eut la faiblesse de ne pas condamner tout haut, c'est-à-dire d'approuver tout bas les velléités d'ambition de son neveu. Il lui défendit, il est vrai, de retourner en Espagne pour y poursuivre sa candidature éventuelle au trône, mais il l'autorisa à y envoyer un nouvel agent, La Flotte, mieux qualifié que l'autre.

Notre seul garant pour tous ces commérages, un peu hasardés, c'est Saint-Simon, l'ami du futur régent, et l'ennemi intime du *Grand Roi*, qu'il ne perd pas une occasion de décrier. Et pourtant, ce qui ferait croire à leur vérité, c'est la haine toujours croissante de la princesse pour le duc, haine mêlée de peur; car Philippe n'avait pas encore rencontré un ennemi aussi dangereux. Mais prompte à agir autant que résolue, et prenant tous les chemins pour arriver à son but, elle fit arrêter les

deux agents du duc en Espagne. Le dernier, La Flotte, rentrait en France par la Catalogne, après avoir noué des intelligences à Lérida avec le général anglais Stanhope. Tous ses papiers furent saisis, et la princesse accusa hautement d'Orléans à Versailles de correspondre avec les alliés pour les aider à détrôner Philippe V. Le duc, suivant elle, était prêt à leur livrer l'Espagne, et pour prix de sa trahison, on devait lui constituer, aux dépens de la monarchie espagnole, une sorte de royauté indépendante avec Valence, Murcie et la Navarre. Pour couronner cette fable absurde, qui se réfute d'elle-même, on lui prêta le dessein de divorcer avec sa femme pour épouser la reine douairière d'Espagne, qui lui apporterait en dot l'appui du parti autrichien. Philippe, saisi de crainte et de colère à la fois, redoubla d'instances près de son aïeul, pour qu'on le délivrât d'une concurrence aussi dangereuse, au sein de sa propre famille. Louis comprit alors le tort qu'il avait eu d'encourager les rêves d'ambition du duc. Entre son petit-fils et son neveu, il fallait choisir, et c'est pour le premier qu'il se décida. Le Dauphin fut chargé de rassurer son fils, et de lui dire que toutes les concessions faites par Louis aux alliés n'étaient qu'une feinte, qu'il n'avait rien à craindre du duc d'Orléans, et que son aïeul ne l'abandonnerait jamais.

Philippe, rassuré, convoqua le 7 avril les Cortès de Castille et d'Aragon, réunies ensemble pour la première fois après des siècles de séparation. La Castille, toutefois, eut la préséance, grâce à sa richesse, à son étendue et à sa longue fidélité. Le roi fit reconnaître par les Cortès son fils don Louis comme prince des Asturies et héritier de la monarchie, et ces assemblées, qui n'étaient plus qu'une vaine parade, eurent cette fois un

sens politique qu'elles avaient perdu depuis longtemps. Ainsi cette royauté exotique, qu'on voulait arracher du sol où elle avait pris racine, s'y enfonçait de plus en plus, grâce à l'affection qu'elle avait su inspirer au pays.

Mais si l'Espagne lui demeurait fidèle, au dehors tout était défection, sinon hostilité ouverte : ainsi le saint-siége, depuis des siècles, était uni aux *rois catholiques* par des liens étroits; et cependant le saint-père, Clément XI, condamné par sa position de souverain temporel à descendre de cette sphère supérieure où il devrait planer au-dessus de tous les intérêts humains, s'avisa d'un étrange moyen de se concilier à la fois les deux prétendants qui sollicitaient son appui : tout en refusant de reconnaître Charles III pour roi d'Espagne, il consentit à le saluer du titre de *roi catholique*, attribué de tout temps aux souverains espagnols, comme celui de *roi très-chrétien* aux monarques français. Les deux concurrents se sentirent également blessés de ce compromis, sans dignité comme sans franchise. Philippe montra dans toute cette affaire une fermeté inattendue : il envoya ses passe-ports au nonce, et le fit reconduire jusqu'à la frontière. Il retira de Rome son ambassadeur, supprima dans ses États le tribunal de la Nonciature, autorité rivale de la sienne, et arrêta tout court le flot d'or que l'Espagne, par mille canaux, faisait couler vers le saint-siége. Il ferma l'entrée du royaume aux brefs pontificaux. Enfin, par une ironie de bon goût, il fit célébrer partout des prières publiques pour demander à Dieu d'affranchir le saint-père du joug de ses ennemis, qui seuls avaient pu lui dicter une pareille mesure. Le pape, poussé à bout par l'énergique attitude de Philippe V, reconnut hautement l'archiduc pour roi d'Espagne, reçut son ambassadeur, et envoya un nonce résider à Barcelone.

Philippe, de son côté, continua à suspendre toute communication avec le saint-siége, et à nommer des évêques aux siéges vacants, quoique le pape refusât de les confirmer.

En attendant, le cabinet de Madrid était de plus en plus un théâtre de confusion et de discorde. Amelot, poussé à bout par la sourde résistance des ministres espagnols, finit par les mettre tous à la porte du cabinet, ne gardant que ceux qui étaient dévoués à la France. Montellano, plus populaire que jamais après sa disgrâce, devint le chef d'une opposition formidable, dont le mot d'ordre était cette devise, toujours nationale en Espagne: « Haine à l'étranger! » Sans doute le roi, appuyé sur une popularité réelle et méritée, planait au-dessus de tous ces orages; mais l'irritation devint extrême des deux parts. Le duc de Medina-Celi osa même proposer à la Grandesse de s'unir avec les alliés pour mettre les Français à la porte de l'Espagne, en n'y laissant que le roi, Espagnol de cœur, et qui supportait impatiemment le joug de Versailles. Si l'on pouvait même en croire San Felipe, peu digne de foi, Médina aurait osé proposer à Philippe de tourner ses armes contre la France, qu'il ne ferait peut-être que prévenir, lui promettant à ce prix la paix avec les alliés. Mais le roi repoussa cette offre avec indignation, « bien sûr, disait-il, que son aïeul ne l'abandonnerait pas, mais décidé, en tous cas, à ne jamais tirer l'épée contre une nation qui, après Dieu, l'avait assis sur le trône ». De Madrid, cette sourde propagande de haine et d'envie contre la France se répandit dans les provinces, et jusque dans l'armée: les soldats étaient moins disposés à se battre contre les alliés que contre les Français, et la vie même de ceux qui résidaient à Madrid fut un instant menacée.

Mais les meneurs du parti furent bientôt détrompés en voyant à quel prix les alliés leur vendaient leur appui, et combien, dans leurs négociations avec Louis, ils faisaient bon marché de l'unité de l'Espagne. Ainsi, pour payer les services du roi de Portugal, ils lui avaient promis une partie de la Galice et de l'Estrémadure; la *barrière* accordée à la Hollande devait être prise aux dépens de la Flandre espagnole; enfin Philippe, s'il se résignait à abdiquer, devait être indemnisé par une royauté quelconque au sud de l'Italie. Les Grands, dont la fibre nationale était moins susceptible, auraient cédé peut-être; mais le peuple, intraitable sur ces points, se révolta contre la pensée même d'une atteinte portée à l'unité ibérique, si cruellement entamée déjà par le Portugal, et le résultat final, c'est que l'Espagne se serra, plus unie que jamais, autour de son roi.

Inerte et effacée en apparence, la princesse des Ursins était au fond de toutes ces intrigues. Toujours maîtresse de l'esprit de la reine, et par elle de celui du roi, elle laissait Amelot se compromettre, et endosser sur lui toutes les haines. Mais après s'être servie de lui pour se défaire de Montellano, elle eut l'art de rejeter sur lui tout l'odieux de ces mesures de rigueur, et demanda sous main à Versailles son rappel. Toujours habile à jouer le désintéressement, elle feignit de s'indigner des exigences des alliés et des concessions de la France, et demanda son propre rappel avec d'autant plus d'instances qu'elle était plus sûre de ne pas l'obtenir. Enfin, par une démarche hardie, qui était un désaveu public de la politique d'Amelot, Philippe, à l'instigation de la princesse, convoqua ses ministres et l'élite de la Grandesse; il leur exposa, avec une franchise courageuse, ses craintes sur la défection probable de son aïeul, sa ferme résolution de mourir

plutôt que de renoncer à la couronne qu'il tenait du vœu de la nation, et se déclara prêt à ne plus gouverner que par leurs conseils. L'assemblée, stimulée par l'exemple de Porto-Carrero qui, malgré son âge avancé, était accouru du fond de sa retraite, répondit à l'appel de Philippe par un élan de sincère enthousiasme. On résolut, si la France abandonnait l'Espagne, de se passer d'elle, d'en appeler au pays par une levée en masse, et de créer un gouvernement purement espagnol, en renvoyant tous les employés français.

La première victime, ce fut Amelot; la princesse, naguère sa protectrice, se chargea de lui notifier son renvoi, sans attendre même l'agrément de Versailles. Quant à elle, malgré son offre toute spontanée de résigner ses fonctions, elle eut l'art de se faire excepter seule de cet ostracisme impitoyable qui faisait main basse sur tous les Français. Le duc de Medina-Celi fut nommé premier ministre, et le cabinet peuplé de ministres espagnols; Amelot fut remplacé par Blecourt, qui avait déjà représenté la France à Madrid. Le duc d'Albe et le comte de Bergueik furent députés à la Haye, si toutefois on voulait bien les y recevoir. Leurs instructions étaient de ne rien céder, sauf Naples à l'archiduc, s'il le fallait absolument, ainsi que la Jamaïque aux Anglais, en échange de Majorque et de Minorque. Remarquons en passant qu'on n'osa pas parler de Gibraltar, cette plaie profonde de l'orgueil espagnol; l'Angleterre en connaissait trop le prix pour consentir jamais à le rendre.

Philippe avait tenu sa promesse, et secoué le joug des Français, sinon celui de leur roi; c'était maintenant à l'Espagne à tenir les siennes, et l'Espagne fut fidèle. Ce pays ruiné, non pas temporairement, comme la France, mais d'une ruine permanente, chronique, qui datait déjà

de plus d'un siècle, trouva encore pour défendre son roi des hommes et de l'argent. Le peuple donna son sang, les riches leur argenterie et leurs joyaux. Le clergé, chez qui la patrie spirituelle tue si souvent l'autre, ouvrit les trésors de ses églises, toujours fermés aux appels du pays, et prêcha la croisade contre un prince étranger qui, tout catholique qu'il fût, ne s'appuyait que sur des hérétiques.

Ainsi la France et l'Espagne, par des voies diverses, étaient arrivées à la même conclusion : rejeter une paix déshonorante, et continuer la guerre avec l'énergie du désespoir. Mais l'Espagne était impuissante à se défendre toute seule, et ne pouvait entrer en lice qu'appuyée sur son alliée. Aussi, quand Louis insista pour reprendre à son petit-fils les troupes dont la France avait besoin, Philippe lutta en vain contre cette triste nécessité dont Louis était le premier à gémir. Après lui, la reine essaya son pouvoir : elle était alors dans un état de grossesse avancée; sa santé était altérée par tous ces assauts que l'homme le plus robuste aurait eu peine à supporter. Mais sa faiblesse même faisait sa force auprès de son aïeul, dont le cœur ne fut jamais fermé aux affections de la famille. Louis, cédant aux instances de la jeune reine, qui fit à sa tendresse l'appel le plus touchant, consentit à laisser à son petit-fils, pour quelques semaines seulement, trente-cinq bataillons, en attendant que l'Espagne suffît à se défendre.

La guerre était donc inévitable et elle reprit avec le printemps. Les alliés, résolus à frapper un coup décisif, avaient réuni toutes leurs forces dans les Pays-Bas, se disant avec raison que Louis XIV importait plus à vaincre que son petit-fils. Quant à Louis, il faut lui savoir gré d'avoir compris que la présence des princes de sa famille

à l'armée était un embarras, quand ce n'était pas un danger, comme le duc d'Orléans en Espagne; aussi s'abstint-il cette année de les y envoyer. La guerre continua donc, en Portugal d'abord, où les Espagnols battirent les Anglo-Portugais, près de Campomayor, et la frontière de l'Espagne fut ainsi couverte du côté de l'est. En Catalogne, le seul point de la Péninsule où les alliés eussent encore prise, l'armée franco-espagnole était bien plus forte que celle de l'ennemi; mais les Français, en perdant pied dans le gouvernement, l'avaient aussi perdu dans l'armée. Tout en versant leur sang pour conserver à l'Espagne son roi, ils y étaient impopulaires, et l'animosité entre ces deux frères ennemis se traduisait en querelles entre les soldats et en discordes entre les généraux, Bezons et Aguilar. Le résultat, facile à prévoir, fut le succès de l'ennemi. Stahremberg, enhardi par l'inaction des Français, qui avaient ordre de garder la défensive, passe la Sègre sous leurs yeux, et investit Balaguer. Les Espagnols voulaient attaquer, mais Bezons s'y refusa, alléguant ses ordres et taisant sa vraie raison, la crainte que les deux alliés ne laissassent là l'ennemi pour en venir aux mains. La ville fut prise, en face de deux armées chargées de la défendre. Il en coûta aux Français trois bataillons, qui furent faits prisonniers sans avoir combattu, et la France eut ainsi le dommage sans la gloire.

Mais Philippe avait pris au sérieux la guerre et ses devoirs de roi. Après une lettre de reproches à l'incapable Bezons, le roi se dirigea vers le théâtre de la guerre. Il emmenait avec lui l'infortuné Amelot, qui courut même quelques dangers en sortant de Madrid, tant le peuple était irrité contre les Français. En arrivant à l'armée, Philippe la trouva dans un état plus déplorable.

que jamais: vivres, munitions, artillerie, discipline, tout manquait à la fois. Il y resta trois semaines à lutter sans succès contre cette inertie, vice national de l'Espagne, qui du gouvernement est passé à la nation, et des généraux aux soldats. Après avoir remplacé Aguilar par Tzerclaes, il s'en retourna à Madrid, édifié sur ce qu'il avait à attendre d'une guerre ainsi conduite. Ajoutons, pour l'honneur de la France, que Noailles se montra plus actif vers l'est des Pyrénées : par un coup de main heureux, il surprit et dispersa, près de Gérone, une petite armée autrichienne, et fit son général prisonnier. Tels furent les seuls événements de cette courte et stérile campagne. La vie était ailleurs, et la question devait se débattre sur un autre théâtre.

Disons encore, avant d'en finir avec la Péninsule, que Philippe, tout en se faisant Espagnol, n'avait pas rompu avec son ancienne patrie, et que Versailles régnait toujours à Madrid, même après l'exil des employés français. En dépit de sa disgrâce officielle, la France avait toujours la haute main dans le ministère. Le duc de Medina n'avait d'un premier ministre que le nom ; le vrai ministre, c'était toujours la princesse! Les deux royaumes et les deux rois n'avaient jamais été plus unis que depuis qu'ils faisaient mine d'être séparés. Les ministres, las de n'avoir du pouvoir que la responsabilité, offrirent leur démission; la princesse, de son côté, demanda son rappel; mais, dans cette comédie, personne ne jouait franc jeu, ni d'un côté ni de l'autre, sauf le jeune roi qui, seul, obéissait au sentiment du devoir, tout en apportant, dans ces Conseils, qu'il croyait diriger, plus de dévouement que d'intelligence ou de volonté. Aussi, en voyant son impuissance à empêcher le mal et à faire le bien; en voyant paralysés par l'inertie espagnole tous les efforts tentés par Orry et

Amelot pour rétablir l'ordre dans l'administration, Philippe retomba-t-il bientôt dans sa torpeur habituelle. Ainsi se trouvèrent annulés tous les dons de cette généreuse nature d'un roi fait pour quelque chose de mieux que pour passer ses matinées à la chasse et ses soirées au théâtre.

CHAPITRE III.

GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE.— PAIX D'UTRECHT.

1709-1713

Imitons Louis XIV, quittons comme lui les négociations pour en revenir à la guerre, puisque c'est elle, en fin de compte, qui tranche toutes les grandes questions, en attendant que la diplomatie vienne enregistrer ses décrets. Les plans des alliés, cette année, ne manquaient ni d'audace, ni de grandeur, et ne devaient pécher que par l'exécution. Encouragés par le succès, fiers d'avoir vu Louis mendier la paix sans pouvoir l'obtenir, ils avaient compris que le seul moyen de le réduire à leur merci, c'était de transporter la lutte dans ses États. Trois armées devaient envahir la France : la première prête, la plus nombreuse, campait aux Pays-Bas, où devait se porter tout l'effort du conflit; la seconde en Alsace, la troisième en Savoie. Les deux dernières tentatives d'invasion ayant échoué, et n'ayant jamais été bien sérieuses, nous les résumerons en peu de mots, pour nous arrêter aux Pays-Bas, où vont se porter les coups décisifs.

En Alsace, d'Harcourt, avec vingt mille hommes, s'était posté à l'extrême frontière, entre Wissembourg et Lauterbourg. Les Impériaux, plus nombreux, franchirent le Rhin sur deux points, se firent battre le

26 août, et l'armée impériale fut rejetée de l'autre côté du fleuve.

Sur les Alpes, Berwick avait à lutter, comme tous les généraux français, contre le manque d'argent, de munitions et de vivres autant que contre l'ennemi. En attendant l'heure de combattre, il occupa, en les fortifiant, tous les défilés des Alpes, d'Antibes à Genève. Heureusement, il avait en face de lui un adversaire aussi peu pressé d'agir que lui : c'était le duc de Savoie qui, mécontent de l'empereur comme il l'avait été de Louis, ne se pressait nullement d'ouvrir les hostilités. En juillet pourtant, le duc se décida à agir, et envahit la Savoie, que Berwick n'essaya pas de lui disputer. Mais l'armée austro-piémontaise, en attaquant la France au sud-est, avait compté sur une diversion au nord ; les mauvaises nouvelles d'Alsace arrêtèrent tout court l'élan de Victor-Amédée, heureux d'avoir un prétexte pour ne rien faire. Évacuant à regret ses États héréditaires, qu'il fallait laisser aux mains des Français, il se replia sur le Piémont, et la guerre finit sur ce point avant d'avoir commencé.

Passons maintenant aux Pays-Bas, où le chiffre seul des deux armées atteste l'importance de la lutte qui allait s'engager. Les alliés avaient cent vingt mille hommes, la France quatre-vingt-dix, et la guerre commença avec le mois de juillet. Eugène et Marlborough commandaient d'un côté, Villars de l'autre, et jamais plus dignes adversaires ne s'étaient rencontrés sur le terrain. Les soldats français n'étaient ni nourris, ni vêtus, ni payés, mais ils aimaient leur général, avaient foi en lui et en sa fortune, et Villars les aidait à supporter leurs privations en les partageant avec eux. Pour peindre en un mot la situation de l'armée dans cette riche Flandre,

ruinée par le fléau de la guerre permanente, « le soldat, nous dit Villars dans ses Mémoires, n'eut jamais, durant toute la campagne, du pain pour plus de vingt-quatre heures ».

Il ne s'agissait plus de rendre la Flandre à l'Espagne, mais de sauver la France de l'invasion. Bien que Tournay et Mons fussent encore à Louis, une fois Lille perdue, il fallait abandonner ces deux villes, et les laisser se défendre comme elles le pourraient; Villars se posta donc de manière à couvrir Béthune et Douai, en s'abritant derrière le canal qui va de Douai à Lille. L'ennemi, plus nombreux, mieux approvisionné, avait songé d'abord à passer sur le ventre à l'armée française, pour aller donner la main à sa flotte, prendre Boulogne en passant, et entrer en France par la vallée de la Somme; mais trouvant la position de Villars trop forte, les alliés se replièrent sur Tournay qu'ils voulaient d'abord laisser derrière eux. Six mille Français occupaient cette ville; mais ils avaient contre eux les habitants, aussi flamands de cœur que ceux de Lille étaient français. Villars n'osa pas s'aventurer si loin sur une terre ennemie, avec Lille conquise derrière lui. Il comptait sur la garnison; mais en voyant les dispositions des habitants, le gouverneur découragé rendit la ville le 28 juillet, sans essayer de se défendre.

Après Tournay, les alliés assiégèrent Mons, capitale du Hainaut. Villars cette fois voulut tenter un effort désespéré pour sauver cette ville, l'un des derniers points d'appui de la France dans les Pays-Bas. L'ennemi, de trente mille hommes plus nombreux, rencontra les Français à Malplaquet, village peu éloigné de Mons, et le 11 septembre, au matin, la bataille s'engagea.

Villars avait rangé ses troupes dans une position des

plus fortes : les deux ailes, composées d'infanterie, s'appuyaient sur deux bois, et se recourbaient comme les deux cornes d'un croissant, pour protéger le centre, occupé par le reste de l'infanterie. Le champ de bataille était dans une prairie en pente, dont la cavalerie garnissait le sommet. Tout le front de bataille était protégé par des abatis d'arbres et par un rempart en terre avec son fossé. Pour attaquer le centre, il fallait donc s'engouffrer dans une sorte de « gueule infernale » qui, de trois côtés, vomirait la mort sur les imprudents qui oseraient s'y engager. Les Anglais, sous Marlborough et Eugène, assaillirent l'aile gauche que commandait Villars, et les Hollandais la droite, sous le prince de Nassau, qui aspirait à faire rétablir en sa faveur le stathoudérat, aboli en 1702. Trois retranchements de terre, garnis de canons, protégeaient la droite française, commandée par Boufflers qui, avec sa loyauté chevaleresque, était venu se mettre à la disposition de Villars pour servir sous ses ordres. La bataille s'engage : les Hollandais, avec un irrésistible élan, enlèvent les deux premières lignes, mais se brisent devant la troisième, sous un feu plongeant qui enlève des files entières. Une charge à la baïonnette achève leur défaite, et les repousse hors des lignes françaises. Nassau, avec un courage que l'ambition stimulait encore, les ramène à la charge, et plante de sa main le drapeau de la Hollande sur le retranchement envahi. Mais tout le courage de ses soldats se brise contre des obstacles insurmontables, et il se retire enfin, en laissant onze mille hommes sur le carreau, et son artillerie au pouvoir de l'ennemi.

A l'aile gauche, les Anglais, d'abord repoussés, finissent par tourner l'obstacle, ne pouvant le franchir, et forcent les Français à quitter le bois qui les abritait pour

s'avancer à découvert dans la plaine. Villars, voyant le danger, se hâte de dégarnir son centre pour protéger son aile gauche, et charge lui-même, à la tête de trente bataillons qu'il lance sur l'ennemi. Mais un général en chef, responsable du sort d'une armée entière, ne doit pas faire le métier de simple soldat : Villars, atteint par une balle qui lui fracasse le genou, est emporté sans connaissance, et le sort de la bataille est remis en des mains subalternes. L'infanterie française, poursuivant son élan victorieux, refoule les Anglais dans le bois. La bataille était gagnée si Villars eût été là pour décider la victoire!... Mais Eugène et Marlborough, voyant le centre dégarni, dirigèrent de ce côté tout leur effort, et lancèrent leurs masses d'infanterie au milieu de la « gueule infernale ». Boufflers, quittant l'aile où il commandait, chargea l'ennemi à la tête de sa cavalerie qui, immobile sur son plateau, avait essuyé, quelques heures durant, le feu de l'artillerie des alliés. Plusieurs fois les assaillants furent enfoncés, mais toujours ils revenaient à la charge, et les deux adversaires, dans cette lutte acharnée, déployèrent un égal courage. Si Villars n'eût pas été blessé, il eût ordonné à sa droite de quitter sa position pour prendre l'ennemi en flanc; mais ni Boufflers, ni personne n'osa prendre sur lui de donner cet ordre qui assurait la victoire. Les alliés, massant toutes leurs forces pour les jeter sur le centre, finirent par séparer les deux ailes, et forcer l'ennemi à reculer.

La retraite de l'armée française s'opéra en bon ordre; les deux ailes, en se retirant, tinrent l'ennemi en respect par des retours offensifs où le sang coula encore à flots. Séparées toute la nuit, elles se rejoignirent le lendemain, et purent enfin prendre un peu de repos après cette terrible journée. De toutes les batailles de cette

guerre, aucune n'avait été aussi meurtrière : les alliés eux-mêmes évaluèrent leurs pertes à plus de vingt mille hommes, et ce chiffre est plutôt diminué que grossi ; quant aux Français, le chiffre varie, suivant les auteurs, de huit à quatorze mille. Chez les Hollandais seulement, cinq généraux étaient restés sur le champ de bataille.

Le résultat, inévitable et prévu, de cette défaite presque aussi glorieuse qu'une victoire, ce fut la perte de Mons, qui livra le Hainaut aux Hollandais. L'Angleterre leur garantit pour *barrière* les places fortes reprises aux Espagnols, et celles qu'on pourrait leur enlever encore. Ainsi, chaque année, la situation devenait plus grave pour la France. Sans doute, il en coûtait cher aux alliés, en sang, en or, en vaisseaux; mais chaque année aussi, ils approchaient plus près de ce but, auquel ils avaient tout sacrifié : contraindre Louis XIV à céder. Quant à la France, ruinée comme elle l'était, exister était déjà pour elle un prodige; et dans cet état, il lui fallait lutter contre l'Europe entière, et prendre l'Espagne à son compte pour la faire vivre. Aussi, de chaque année, Louis devait-il faire deux parts : combattre, tant que durait la saison, qu'il abrégeait autant que possible; puis, l'hiver venu, négocier sur des bases toujours plus mauvaises, les concessions augmentant sans cesse d'un côté, et les exigences de l'autre.

Outre son glorieux échec de Malplaquet, Louis avait un motif de plus pour désirer la paix : son unique allié, l'Électeur de Bavière, qui avait perdu pour lui tous ses États, désespérant de la fortune de la France, s'était mis, pour son compte, à traiter avec les alliés, en offrant de leur restituer toutes les places fortes qu'il occupait, pourvu qu'on lui rendît ses États héréditaires. Enfin l'épuisement de la France suffisait pour forcer Louis à négocier.

« Être ou ne pas être », telle était pour elle la question ! Déjà les alliés se partageaient ses dépouilles, et l'Espagne, avant d'être mise à bas, était déjà dépecée ! Ainsi, sans parler de la *barrière*, concédée aux Hollandais par un récent traité avec l'Angleterre, on voyait poindre dès à présent les prétentions de l'Empire sur les Trois-Évêchés, et celles du duc de Lorraine sur l'Alsace. Déjà même, il était question de morceler la France, rêve que l'Europe aime à caresser, chaque fois qu'elle l'a vaincue, pour faire à Philippe V, avec la Franche-Comté, un semblant de royauté, en échange du trône qu'on allait lui ravir.

Une question se présente ici, question difficile qui a divisé tous les historiens : Louis était-il de bonne foi? Voulait-il sincèrement la paix, même aux dépens de son petit-fils? Ou bien ses menaces de l'abandonner, le rappel même de ses troupes, tout cela n'était-il qu'une comédie destinée à tromper les alliés? Coxe et San Felipe n'hésitent pas à suspecter la sincérité de Louis XIV; ils nous le montrent d'accord avec son petit-fils pour faire durer cette comédie pendant les dernières années de la guerre, retirant ses troupes de l'Espagne, pressant Philippe de renoncer au trône, et lui faisant dire sous main « de tenir bon, qu'il ne l'abandonnera jamais ».

Mais à qui veut se rendre un compte exact de la situation de Louis XIV et de celle de la France, il semble impossible de douter que son désir de la paix ait été sincère, plus peut-être que ses menaces d'abandonner son petit-fils. Nous le croyons surtout de bonne foi quand, forcé par ses revers à s'humilier devant ces Hollandais qu'il avait si longtemps écrasés de ses mépris, il se montre prêt à tout accepter, pourvu qu'on laisse à Philippe un lambeau de cette royauté qui sauve

aux yeux de l'Europe son honneur et celui de son aïeul.

Maintenant, reprenons l'histoire de ce troisième essai de négociations, d'où la paix n'est pas encore prête à sortir. Avant de traiter, Louis avait un premier pas à faire dans la voie des concessions, c'était de retirer ses troupes de la Péninsule et des places fortes des Pyrénées qui, occupées par elles, liaient l'Espagne à la France. Il s'exécuta de bonne grâce, et Bezons reçut l'ordre de se replier avec son armée sur le Roussillon. Hâtons-nous d'ajouter qu'on permit aux soldats de s'enrôler au service de l'Espagne, et que cinq mille usèrent de la permission. Les troupes wallonnes, qui n'avaient plus rien à faire dans les Pays-Bas depuis la conquête hollandaise, furent renvoyées dans la Péninsule, et se rangèrent sous les drapeaux de Philippe. Enfin Bezons unit ses troupes à celles de Noailles, et Louis eut ainsi sur la frontière des forces puissantes, prêtes à rentrer en Espagne, si les armes remplaçaient les négociations.

Depuis ses dernières tentatives, Louis n'avait pas cessé de traiter sous main avec les Hollandais, chez qui le parti de la paix était plus puissant qu'en Angleterre. Depuis longtemps il travaillait sans bruit à détacher les Hollandais du faisceau de l'alliance; mais les efforts de sa diplomatie n'avaient pas échappé aux soupçons des alliés. C'est ce qui avait donné naissance au traité des *Barrières*, dont le but était de resserrer les liens entre l'Angleterre et la Hollande, et de les unir toutes deux contre la France. Aussi les exigences des alliés croissaient sans cesse avec les concessions de Louis : ainsi ils voulaient qu'on leur cédât *toutes* les places que Philippe possédait dans les Pays-Bas, plus Bayonne et Perpignan, pour isoler l'Espagne de la France, et la livrer aux alliés pieds et poings liés. Mais Louis avait appris

par ses intelligences en Hollande qu'on consentirait peut-être à laisser à son petit-fils une portion de la monarchie espagnole, comme indemnité de tout ce qu'on voulait lui ôter. En Angleterre même, le parti de la paix gagnait tous les jours du terrain : Marlborough, maître de la reine par sa femme, et de l'État par ses talents et par ses services, pouvait voir d'un jour à l'autre son empire lui échapper. Enfin l'Empereur, le plus intraitable des alliés, avait sur les bras de grandes difficultés, et commençait à craindre pour l'Autriche le contre-coup de la terrible guerre qui sévissait entre la Suède et la Russie. Les circonstances étaient donc propices, et Louis se hâta d'en profiter.

Le 4 mars, deux plénipotentiaires, d'Uxelles et l'abbé de Polignac, partirent pour la Hollande; mais le congrès officiel, qu'ils espéraient voir s'ouvrir à la Haye, fut remplacé par des conférences secrètes à Gertruydenberg entre les délégués du roi et ceux des états généraux. Louis voulait cette fois pousser les concessions aussi loin que possible : il fit déclarer par ses envoyés que si Philippe ne se contentait pas d'*un médiocre partage* (comme l'Aragon, ou la Navarre, ou les Deux-Siciles), il n'hésiterait pas à l'abandonner, et romprait même avec lui, s'il engageait des Français à son service. Mais les alliés furent inexorables, et réclamèrent l'abandon complet par Philippe de la monarchie espagnole. C'est tout au plus si l'on consentait à lui laisser la Sardaigne et la Sicile sans Naples. Remarquons toutefois que, en cédant ainsi sur le terrain politique, Louis restait intraitable sur le terrain religieux: il persistait à refuser aux bannis de la *Révocation* la liberté d'entrer en France pour y commercer, même à titre de sujets hollandais.

Pendant ces amers débats, où la France jouait un rôle

si humiliant et si nouveau pour elle, ses envoyés étaient parqués dans un fort isolé, sevrés de toute communication avec le pays, où l'on redoutait leur influence. La France et son hautain monarque expiaient cruellement la vieille injure infligée à la Hollande en 1672, plaie toujours saignante qu'irritaient encore les triomphes des alliés. Mais le plus dur à supporter, c'était leur insistance pour que Louis unît ses forces aux leurs afin de contraindre son petit-fils à renoncer au trône. Or, le roi pouvait bien abandonner Philippe, et laisser l'Espagne vider seule sa querelle les armes à la main; mais un sentiment plus noble que l'orgueil, sa tendresse, sa dignité d'aïeul ne lui permettaient pas de s'unir aux ennemis de la France pour détrôner son petit-fils de la même main qui l'avait couronné. Enfin, on montrait en perspective aux envoyés français des *demandes ultérieures*, réservées pour le dernier moment : c'étaient Valenciennes, Douai, Cassel que la France devait céder, pour indemniser les alliés des dépenses des siéges de Mons et de Tournay, et le roi aurait ainsi fait les frais de la guerre dirigée contre lui. Franchement, quand on voit les alliés imposer à Louis XIV, même vaincu, de pareilles conditions, ce n'est plus lui, c'est eux qu'il faut accuser de ne pas vouloir sincèrement la paix ; mais le *Grand Roi* n'était pas encore tombé assez bas pour l'acheter à ce prix !

Et cependant, la France, haletante, épuisée, soupirait si ardemment après la paix que Louis, avant de rompre, crut devoir faire un dernier pas dans la voie des concessions : il offrit aux alliés un million par mois, pour faire la guerre à son petit-fils, s'ils voulaient lui laisser, pour fiche de consolation, dans le cas où il renoncerait au trône, la Sicile et la Sardaigne. Si Philippe s'y refusait, Louis consentait à céder Valenciennes et l'Alsace, mais à

condition que la paix fût signée deux mois après, et les deux Électeurs rétablis dans leurs États. Inutile d'ajouter que ces propositions, dernière limite des concessions du *Grand Roi*, dernier degré d'abaissement où il pût descendre sans se déshonorer, furent repoussées par les alliés. La guerre, d'ailleurs, avait repris avec le printemps, et l'on négociait encore au 23 juillet, jour où les représentants de Louis XIV, abreuvés d'affronts pendant près de cinq mois, se décidèrent enfin à rompre et à quitter la Hollande.

Ainsi donc, prête ou non pour la lutte, la France n'a plus qu'à rentrer dans la lice, seule, sans un allié sur le continent. Dans cette sanglante loterie où toutes les chances sont contre elle, elle est condamnée à vaincre, sous peine de voir son nom effacé de la carte de l'Europe. Louis, éprouvé par l'âge et par le malheur, est obligé de reprendre à nouveau chaque année cette lutte sans fin, où s'usent ses forces et celles de la France, juste châtiment que Dieu réservait à cette ambition sans mesure, pour qui les liens même du sang ne sont qu'un prétexte ; car, en faisant de son petit-fils un roi, l'orgueilleux monarque n'a songé qu'à régner lui-même sur un peuple de plus !

En racontant l'histoire de cette guerre vagabonde, qui change sans cesse de théâtre, c'est encore par l'Espagne que nous commencerons notre tour d'Europe. Là, pour la première fois depuis le début de la lutte, nous allons voir les deux prétendants aux prises, et la Péninsule, privée de l'appui de la France, son unique alliée, débattre elle-même sa cause, en se serrant autour de son roi. Le 15 mai, Philippe était allé en Catalogne se mettre à la tête de ses troupes, qui montaient à vingt-trois mille hommes. Une petite armée française, que Noailles

commandait sur la frontière, pouvait au besoin leur servir de point d'appui. Du reste, l'absence des Français, loin de décourager les soldats espagnols, avait ranimé leur ardeur. Chez ce peuple étrange, primitif, qui vit d'instinct, jamais de réflexion, et qui sent plus qu'il ne raisonne, la cause de Philippe s'était fondue avec celle de la nation qu'il personnifiait. Du moment où l'Espagne avait senti qu'elle ne pouvait plus compter que sur elle-même, un élan admirable avait entraîné tout le pays : la noblesse, la bourgeoisie, le clergé, le peuple des villes, celui des campagnes avaient rivalisé de dévouement. Des volontaires accouraient de toutes parts, et demandaient à mourir pour leur pays et pour leur roi. Mais à cette armée de recrues, ce qui manquait, ce n'était pas le courage, c'était la discipline et l'expérience de la guerre, et Philippe allait bientôt s'en apercevoir à ses dépens.

Le roi, partageant l'ardeur de ses troupes, et oubliant leur inexpérience, avait passé la Sègre à Lérida, et était venu se poster en face de Stahrenberg qui, avec des forces un peu supérieures, défendait l'entrée de la Catalogne. Deux mois s'écoulèrent en marches et contremarches, aucun des deux adversaires n'étant pressé d'engager le combat. Mais Noailles et son corps d'armée ayant dû s'éloigner pour faire face à une expédition maritime des alliés, dans le sud de la France, quatre ou cinq mille hommes, devenus disponibles, vinrent renforcer l'armée autrichienne, et Charles III, jugeant enfin l'heure venue de payer de sa personne, se décida à en prendre le commandement. Le 27 juillet, un premier engagement eut lieu près d'Almenara, sur la rive droite de la Sègre, car le manque de vivres avait forcé Philippe à évacuer la Catalogne, et à se replier sur l'Aragon.

Malgré le courage impétueux des Espagnols, les vieilles bandes de Stahrenberg finirent par triompher de soldats novices, réduits à apprendre la guerre en la faisant. Leur cavalerie, écrasée par le feu de l'ennemi, laissa quinze cents hommes sur le terrain, et n'échappa qu'à la faveur de la nuit. Le combat n'avait duré que deux heures, et Philippe y aurait laissé sa liberté, et peut-être la vie, si un régiment de dragons ne s'était sacrifié pour le sauver.

C'était là un fâcheux début pour une guerre d'enthousiasme, où il faut agir sur les imaginations, et entraîner les masses par un premier succès. Mais le fond du caractère espagnol, c'est la persistance, et Philippe vaincu, non sans honneur, n'en fut que plus cher à ses sujets, dont la cause était devenue la sienne. L'armée, déjà réduite de vingt-trois à quatorze mille hommes, se dirigea sur Saragosse, avec le peu d'entrain d'une armée qui recule. Mais l'ennemi victorieux l'avait déjà devancée, et s'empara de Barbastro et de Huesca, pendant que les Espagnols campaient auprès de Saragosse.

Avant de commencer la campagne, Philippe et sa femme n'avaient rien épargné pour décider Louis XIV à leur donner, à défaut de soldats, Vendôme, dont la réputation était faite en Espagne, et qui, à lui seul, valait une armée. Louis avait promis, mais il hésitait encore, craignant de faire échouer les négociations. De Bay, le digne successeur de Valladarias et Tzerklaes, n'était pas homme à suppléer Vendôme, et à tenir tête à Stahrenberg, tacticien exercé qui n'avait qu'un tort, celui de trop mépriser l'ennemi auquel il avait affaire. L'armée, à Almenara, s'était bien vite aperçue qu'elle n'était pas commandée, et pourtant il fallait combattre encore, sous le coup d'un premier échec. Les Espagnols se sentaient

vaincus d'avance, et désertaient par centaines. Comme c'est l'usage en pareil cas, ils criaient à la trahison, et accusaient de Bay d'être vendu à Louis XIV, et de vouloir se faire battre pour lui donner un prétexte d'abandonner son petit-fils. L'insouciance, l'incapacité du général en chef prêtaient, du reste, à ces accusations; car, avec le flegme espagnol, qui suffit à tout expliquer, il avait laissé les alliés passer tranquillement l'Èbre à Pina, et attendu pour ranger son armée en bataille qu'elle eût l'ennemi devant elle.

Les Espagnols étaient campés entre l'Èbre et le Gallego, sur une des hauteurs qui avoisinent Saragosse. Leur cavalerie, chargeant la première avec un irrésistible élan, enfonce tout ce qui se trouve en face d'elle; elle perce à travers l'armée ennemie jusqu'à un couvent où Charles III était allé prudemment attendre l'issue de la bataille. Mais dans son ardeur imprudente, la cavalerie s'était laissé entraîner trop loin, et pendant qu'elle croyait avoir tout emporté d'assaut, la fortune se prononçait pour les alliés. Une charge à fond sur le centre de Philippe n'eut pas de peine à jeter le désordre dans une armée de recrues. L'infanterie n'imita pas l'élan de sa cavalerie, et la bataille, si glorieusement engagée, fut encore perdue, faute, non de soldats pour se battre, mais de généraux pour les conduire. Une grande partie de l'armée dut se replier sans avoir combattu; comme à Almenara, l'engagement n'avait pas duré plus de deux heures.

Pour un homme moins résolu que Philippe, c'était plus qu'une bataille, c'était une couronne perdue. Mais il ne se tint pas pour battu, car il sentait l'Espagne derrière lui! Après la Catalogne, l'Aragon lui échappait, car chaque défaite lui coûtait une province. Son armée était

dispersée ; de Bay, avec huit mille hommes, s'était retiré vers le haut Èbre et les monts de Soria. Philippe, après être resté sur le champ de bataille jusqu'à la fin du combat, comme pour mieux faire ressortir le contraste entre le prétendant et lui, se mit en route pour Madrid, pendant que l'archiduc se faisait de nouveau proclamer roi à Saragosse. Une grande question restait à décider pour les alliés : fallait-il s'enfoncer, à la suite de l'armée vaincue, dans la Castille vieille, toute dévouée à Philippe, ou poursuivre jusque dans Madrid le monarque fugitif, pour lui enlever son dernier prestige, la possession de la capitale? Stahrenberg ouvrit un troisième avis, ce fut de couper aux débris de l'armée espagnole toute communication avec la France, en s'emparant de la Navarre et de la Biscaye, pour pénétrer ensuite dans les deux Castilles.

Une étude attentive de la situation prouve que les alliés n'auraient rien gagné à un coup de main sur la Navarre. Bien que dégarnie de troupes, cette province rivalisait avec la Castille d'attachement à la cause de Philippe. D'ailleurs, Louis, jaloux d'assurer ses communications avec son petit-fils, se hâta d'envoyer à Pampelune des troupes, des munitions et des armes. De Bay, avec les débris de son armée, se tenait à Soria, dans une forte position, tout prêt à se porter sur la Navarre, si on faisait mine de l'attaquer. Tous les jours, il voyait de nouveaux soldats accourir sous ses drapeaux. Les prisonniers espagnols s'échappaient par bandes de l'Aragon, et venaient grossir l'armée de leur roi légitime. Nulle part, si ce n'est en Catalogne, la royauté autrichiene n'avait pu prendre racine, ni dans le pays, ni dans les cœurs. Philippe V, au contraire, ce monarque incomplet, mais qui a de si beaux côtés, s'était tellement fait Espa-

gnol de cœur que l'Espagne lui pardonnait presque d'être né Français.

En rentrant à Madrid, Philippe savait bien qu'il n'y resterait pas longtemps. Sa place, d'ailleurs, était à la tête de son armée; mais il voulait, avant de quitter sa fidèle capitale, lui montrer qu'il ne désespérait ni d'elle ni de sa fortune. Aussi y fut-il accueilli, non pas en vaincu, mais en triomphateur. Le 7 septembre, par un décret royal, il transféra à Valladolid la cour et les tribunaux. Puis il réunit les grands et les dignitaires du royaume pour leur dire qu'il les laissait libres de rester à Madrid ou de l'accompagner à Valladolid. Il y eut un moment d'hésitation, car l'Autriche comptait des partisans, même à la cour de Philippe; mais, sous l'impulsion du parti espagnol, dont Montellano était l'âme, la Grandesse tout entière se déclara prête à partager l'exil de son roi. Les amis même de l'Autriche furent entraînés dans le courant. Avant de quitter Madrid, tous les nobles envoyèrent à Louis XIV une adresse qui attestait leur inébranlable fidélité à leur roi, et suppliaient l'aïeul de ne pas abandonner son petit-fils dans les jours d'épreuves. Louis fut si touché de cette démarche qu'il promit un secours de quatorze mille hommes, avec Vendôme pour le commander.

La noblesse avait donné l'exemple, et le peuple suivit. Le 9 septembre, Philippe dit adieu à sa capitale, qui n'avait jamais été autant à lui que le jour où il la quitta. On eût dit qu'il emportait avec lui Madrid tout entier. Tout ce qui pouvait marcher le suivit à pied jusqu'à Valladolid. Il ne resta dans la ville dépeuplée que ceux qu'y retenaient l'âge ou les infirmités. Dès le 28 septembre, Charles III vint remplacer à Madrid le roi fugitif, dans cette royale hôtellerie où les prétendants se succédaient

sans pouvoir y rester. Il y entra avec une pompe toute militaire, plus faite pour inspirer la terreur que l'amour. Dans les rues dépeuplées régnait un morne silence, troublé seulement par les cris de quelques enfants, à qui l'on jetait de l'argent, et qui cessaient de crier quand la bourse était vide. L'archiduc fut tellement froissé de cette triste réception que, sans pousser plus loin son triomphe, entré par une porte, il ressortit par l'autre, en s'écriant : « Madrid n'est qu'un désert ! »

Irrités de l'accueil qu'avait fait la capitale au monarque autrichien, les alliés punirent les Castillans de leur fidélité en rançonnant sans pitié tout le pays. Plus d'une fois même, les soldats anglais, en pillant les églises, irritèrent encore la haine des Castillans contre le prétendant qui, tout catholique qu'il fût, se servait d'hérétiques pour défendre ses droits. La religion et la politique se liguèrent ainsi contre l'infortuné Charles III, et la cause du roi légitime se confondit avec celle de Dieu. L'archiduc, retiré dans une maison de campagne près de la ville, essaya vainement de constituer un semblant de ministère. De tous les Grands d'Espagne, un seul se rallia à lui, et les premières dignités de l'État, offertes à qui daignait les accepter, eurent bien de la peine à trouver des titulaires. Le marquis de Mancera, âgé de plus de cent ans, ne pouvant émigrer avec son roi, s'était enfermé dans un couvent. Les promesses, puis les menaces du prétendant, vinrent l'y chercher pour le rallier à sa cause. « Je vais descendre dans ma tombe, répondit le noble vieillard ; je n'ai qu'un Dieu dans le ciel et qu'un roi sur la terre, et j'ai promis de lui rester fidèle ; je ne manquerai pas à l'honneur, pour le peu de temps qui me reste à vivre. »

Philippe, cependant, s'était retiré à Valladolid, pour

être au sein de ses provinces fidèles, à portée des secours de la France. Mais Louis, avant de tenir sa promesse, avait envoyé Noailles s'assurer si l'Espagne était vraiment capable de tenir, à elle seule, tête à l'invasion étrangère, pendant que la France combattrait pour elle sur le Rhin, les Alpes et dans les Pays-Bas. Si Philippe reculait devant une pareille tâche, son aïeul l'engageait à échanger son trône contre une royauté plus modeste, qui lui permettrait de faire encore quelque figure en Europe. Noailles devait ensuite aller à Madrid s'entendre avec la princesse des Ursins, et obtenir d'elle, soit par promesses, soit par menaces, qu'elle agît sur le roi dans le même sens que son aïeul. Enfin, à compte sur une armée, Louis, cédant aux instances du roi et de la reine, leur envoya Vendôme et la victoire avec lui!

Mais avant de compter sur l'étranger, l'Espagne avait compté sur elle-même. Une *junte de guerre* se forma pour donner aux divers corps d'armée l'unité qui leur manquait; Noailles fut même invité à assister à ses séances, car les préventions contre la France diminuaient à mesure que croissait le danger. Quant à Philippe, forcé de choisir entre deux partis, vaincre avec les ressources de l'Espagne toute seule, ou renoncer à sa couronne s'il ne pouvait pas la défendre, il n'hésita pas un instant, et se montra plus décidé que jamais à s'ensevelir sous les débris de son trône plutôt que de quitter le poste où Dieu l'avait placé. Sans doute la reine et Mme des Ursins étaient pour moitié au moins dans cette grande résolution; mais il est des caractères, dénués d'initiative, qui ont besoin d'être portés par la situation et trempés par le danger, et Philippe était de ce nombre. Tant que durera la guerre, il saura se tenir à la hauteur des périlleux devoirs que la royauté lui impose, en

puisant ses inspirations dans son cœur plutôt que dans les conseils de Versailles. Mais, la crise une fois passée, nous le verrons plier sous le fardeau d'une couronne, du moment où il ne s'agira plus de la gagner à la pointe de l'épée. Le même monarque, qui n'a pas voulu céder son trône aux menaces de l'Europe conjurée, en descendra, nouveau Charles-Quint, sous le poids d'une noire mélancolie, née d'un effort trop puissant pour cette âme bientôt fatiguée de vouloir et d'agir.

Quant à la jeune reine, qui ne pensait et ne voulait que par la princesse des Ursins, comme son époux, elle repoussa avec dédain l'idée de régner sur la Sicile et la Sardaigne après avoir régné sur l'Espagne, se déclarant prête, s'il le fallait, à émigrer au delà des mers, pour transporter au Mexique ou au Pérou le siége de leur empire. Qu'on se figure l'effet de ces résolutions, dignes d'un héros de Plutarque, sur un peuple chevaleresque, obstiné dans ses affections comme dans ses haines, et qui, même en méprisant ses rois, n'avait pu se déshabituer de les aimer. Hélas ! pourquoi faut-il que de si nobles instincts, que des élans aussi généreux aient abouti, chez le monarque, à cette sénilité précoce qui semble passée de la maison d'Autriche dans celle des Bourbons, et chez le peuple à cette léthargie dont il ne se réveille que par des accès de frénésie, tantôt furieuse, tantôt sublime !

Cependant, le prétendant était toujours maître de sa capitale, à condition de ne pas l'habiter. Ses éclaireurs s'étant montrés jusqu'aux portes de Valladolid, la cour et les tribunaux du roi légitime furent transportés à Victoria, non loin de la frontière de France. Mais une forte portion de l'armée des alliés resta cantonnée dans la capitale et autour d'elle. Là elle se livra à l'intempé-

rance et à la débauche, compagnes inséparables de l'oisiveté chez le soldat, et comme en 1706, les maladies firent dans ses rangs plus de ravages que le fer de l'ennemi. Dans l'intervalle, Vendôme, moins pressé de combattre que de se refaire une armée, mettait à profit le temps qu'on lui laissait pour façonner ses recrues et à la discipline et aux exercices militaires. Au bout de cinquante jours, il se trouva à la tête de vingt-cinq mille soldats prêts à entrer en campagne, et impatients d'essayer leur fortune sous un chef qu'ils aimaient presque autant que leur roi. Outre ces vingt-cinq mille hommes, il en restait encore treize mille de l'armée d'Aragon, sans compter quatre mille Wallons. Sur la frontière du Portugal campaient encore deux petites armées. Enfin des volontaires accouraient de toutes parts sous les drapeaux du roi. Des *guerrillas* improvisées battaient la campagne jusqu'aux portes de Madrid, et harcelaient sans relâche l'ennemi, toujours aux expédients pour vivre dans un pays hostile et dépeuplé.

La grande question pour les alliés, privés de toute communication avec la Catalogne, c'était de pouvoir donner la main aux Portugais, toujours campés sur la frontière, mais peu disposés à s'enfoncer dans cette Espagne fatale aux invasions, par quelque porte qu'elles y entrent. L'intérêt des Espagnols, c'était d'empêcher à tout prix cette jonction ; aussi Vendôme, encouragé par l'entrain de son armée, forte de son unité et de son dévouement à ce roi qui partageait tous ses dangers, marcha sans hésiter au-devant de l'ennemi. Le plus pressé, c'était de fermer aux Portugais la vallée du Tage, leur route naturelle vers Madrid, toujours au pouvoir de l'archiduc. Occupant à la fois par Placencia et par Salamanque les deux routes qui lient le Portugal au centre

de l'Espagne, il s'empara de la forte position d'Almaraz, située sur la rive droite du Tage, dont elle commande le cours, se réservant au besoin d'appeler à lui les deux petites armées qui gardaient l'Estrémadure.

La veine avait décidément tourné, et même avant que la campagne fût ouverte, la fortune se prononçait en faveur de Philippe. Le coup de main maritime des alliés sur le midi de la France ayant échoué, faute de forces suffisantes; Noailles, à la tête de vingt mille hommes, se trouva libre de repasser les Pyrénées, et de mettre le siége devant Gérone, heureuse diversion qui assurait le succès de l'entreprise de Philippe sur la frontière du Portugal. En attendant, l'armée de Charles III, toujours oisive autour de Madrid, fondait comme neige sous l'action du climat et des maladies. Les Portugais, malgré toutes les instances des alliés, ne purent se décider à passer la frontière. Ce fut là un coup fatal porté à la cause du prétendant, isolé, au cœur de l'Espagne, dans cet aride désert qui commence aux portes de Madrid, et s'étend de tous côtés sur d'immenses espaces. Privés de tout rapport avec la Catalogne, centre de leur puissance, manquant de vivres, sans cesse harcelés par un ennemi invisible, qui semblait sortir de terre, et disparaissait dès qu'on voulait le poursuivre, les alliés ne pouvaient plus rester à Madrid, où leur armée diminuait à vue d'œil, tandis que celle de Philippe augmentait chaque jour. L'invasion de Noailles en Catalogne vint trancher toute hésitation : il fallait à tout prix quitter une position qui n'était plus tenable, pour se rapprocher de la Catalogne, leur unique point d'appui, et de la mer, leur unique refuge ! Le prétendant, avec deux mille chevaux d'escorte, parvint, à travers mille dangers, à regagner Barcelone. Un décret royal ordonna en

même temps la translation de la cour de Charles III à Tolède, pour tromper l'ennemi, et lui faire croire que l'armée en retraite se dirigeait vers l'Andalousie.

A peine les alliés avaient-ils quitté Madrid qu'une explosion délirante de haine et de bonheur salua leur départ. En s'éloignant, ils purent entendre les cris de joie et le son des cloches qui célébraient le triomphe de Philippe. Pour se venger des Castillans, et leur laisser un souvenir d'adieu, ils incendièrent en partant le magnifique alcazar de Tolède, et se dirigèrent vers l'Aragon, à travers la chaîne sinueuse de monts qui le sépare de la Castille (20 novembre).

Mais ils avaient compté sans Vendôme, qui n'était pas homme à leur laisser opérer tranquillement leur retraite, et l'armée castillane marcha à leur rencontre. Philippe, de son côté, sentant le besoin de resserrer ses liens avec sa fidèle capitale, affranchie de l'occupation étrangère, s'empressa d'aller se montrer au peuple de Madrid, affamé de revoir son roi (3 décembre). Il y fut reçu avec des transports d'enthousiasme, et malgré la fortune toujours changeante de cette guerre, Philippe, sacré par l'amour de ses sujets, se sentit plus roi qu'il ne l'avait jamais été.

Vendôme, dans l'intervalle, n'avait pas perdu son temps; se dirigeant à marches forcées vers l'Aragon par Guadalajara, il atteignit bientôt l'avant-garde des alliés, commandée par Stanhope. Attaqué à l'improviste, celui-ci se retrancha dans Brihuega, et y attendit l'ennemi de pied ferme. Dans ce siége improvisé, la résistance fut aussi furieuse que l'attaque. Le sang coula à flots des deux parts; mais dans les rangs des Espagnols la haine redoublait les courages, et après des pertes énormes, le corps d'armée de Stanhope, réduit à quatre mille cinq

cents hommes, fut forcé de se rendre prisonnier avec son général.

C'était là un glorieux début, et Vendôme n'était pas homme à s'arrêter en si beau chemin. Les Anglais battus, restait encore à faire face aux Impériaux, commandés par Stahrenberg ; mais celui-ci évita à Vendôme la peine de courir après lui. Il n'était guère qu'à deux milles de distance, et inquiet sur le sort de son collègue, il revint sur ses pas, et accourut à son secours, mais trop tard pour le sauver ; il était déjà prisonnier avec son armée. En voyant devant lui l'armée espagnole, Stahrenberg rangea la sienne en bataille dans une forte position, au pied d'une hauteur, à Villaviciosa, près de Guadalajara, dans la Nouvelle-Castille. Le nom de cet obscur village est devenu célèbre dans l'histoire, car c'est là que Vendôme, avec vingt mille hommes au plus, a sauvé la monarchie espagnole. Malgré les instances des courtisans qui voulaient ménager une vie si précieuse, Philippe insista pour prendre une part personnelle à cette bataille où allait se décider son sort. Chargé du commandement de l'aile droite, il eut l'honneur d'attaquer le premier l'ennemi, en le chargeant avec tant de furie, à la tête de sa cavalerie, qu'il enfonça d'abord la première ligne, et ensuite la seconde ; mais emporté par son ardeur, il oublie de couvrir son infanterie, restée seule au centre, et privée de point d'appui. Un des généraux ennemis, un Espagnol, Villaroel, avec la haine d'un transfuge pour la cause qu'il a trahie, charge aussitôt le centre dégarni, et le met en déroute. L'armée royale se trouve ainsi dispersée sur une vaste étendue de terrain, la victoire, presque gagnée, échappe aux mains de Philippe, et l'ordre est donné de se replier en arrière sur Torrija (9 décembre).

Mais Valdecañas, le meilleur des généraux espagnols, veut encore, avant d'obéir, tenter un dernier effort : à la tête des Wallons et de la réserve, impatiente de prendre sa part de cette sanglante journée, il tombe sur l'ennemi en désordre, embarrassé de sa victoire qui va bientôt se changer en défaite. Ce coup hardi, inspiration personnelle de Valdecañas, décide le sort du combat. La nuit mit fin à cette lutte sanglante, où le succès était resté indécis jusqu'au dernier moment. Stahrenberg, maître du champ de bataille, ne se sentit plus assez fort pour continuer la lutte; après avoir fait enclouer ses canons et ceux de l'ennemi, il s'avoua vaincu en quittant la place, harcelé dans sa retraite par les paysans en armes, qui se chargeaient de la petite guerre, après la grande. Sur vingt-trois mille hommes, il en avait laissé quatre mille sur le terrain, plus de six mille prisonniers, vingt canons et cinquante-sept drapeaux. Il perdit encore trois mille hommes dans sa retraite, et atteignit à grand'-peine Barcelone avec quelques milliers de soldats, derniers débris de cette armée de vétérans à qui les héroïques recrues de Philippe venaient d'arracher la couronne d'Espagne, pour la donner à leur roi bien-aimé.

Les Espagnols, et nous comptons parmi eux Philippe, peuvent donc réclamer pour eux seuls l'honneur de cette journée, dont on attribue d'ordinaire toute la gloire à Vendôme. Telle est l'histoire de cette bataille indécise où Stahrenberg, comme on l'entrevoit clairement dans une lettre fort modeste de Philippe à son aïeul, aurait fini par triompher s'il avait eu assez de forces pour recommencer le combat. Mais les alliés, depuis leur retraite de Madrid, se sentaient vaincus, car ils avaient la conscience que l'Espagne était contre eux. Philippe avait su faire vibrer dans les cœurs espagnols la fibre

nationale; et si son aïeul lui avait mis la couronne sur la tête, après Villaviciosa, elle ne pouvait plus en tomber.

L'ennemi une fois en marche vers la Catalogne, le plus pressé, c'était de l'y suivre, et de l'acculer dans ses deux dernières positions, Barcelone et Tarragone, en occupant tout le reste du pays. Vendôme n'y manqua pas, et sans laisser un instant de repos aux vaincus de Villaviciosa, il se rendit maître de tout l'ouest de la province, tandis que Noailles s'emparait de Gérone, et poussait jusqu'à Urgel pour donner la main à l'armée victorieuse. L'archiduc, hier maître de Madrid et de la moitié de l'Espagne, n'osait plus sortir de Barcelone. Philippe, laissant son armée à Vendôme, était allé se faire reconnaître pour roi par Saragosse, naguère témoin de sa défaite, et transférait de nouveau dans sa fidèle capitale la cour et les tribunaux. Déjà, il se préparait à assiéger Barcelone, dernier refuge de cette royauté nomade, dont le siége changeait à chaque bataille; mais ses troupes fatiguées avaient besoin de repos, et Vendôme, vu la saison avancée, crut devoir leur accorder quelques mois de répit. Ce fut une faute, car l'archiduc en profita pour se refaire une armée.

Du reste, chacun, à cette journée décisive de Villaviciosa, avait eu sa part de gloire, et même les vaincus, si vaincus il y a, pouvaient en réclamer leur part. Les sages dispositions de Vendôme avaient préparé la victoire que d'autres eurent l'honneur de remporter. Philippe, s'il ne fit pas office de général, paya vaillamment de sa personne. Valdecañas rétablit la fortune de la journée, gravement compromise. Stahrenberg se montra digne de lutter avec Vendôme, et fut vainqueur partout où il combattit. Enfin sa retraite à travers un pays

de montagnes, semé de *guerrillas* et d'obstacles, mérite d'être admirée par tous les juges dans l'art militaire. Aussi, moins modeste que Philippe, s'attribua-t-il auprès de l'Empereur la victoire, que le petit nombre de ses troupes ne lui aurait pas permis de pousser plus loin; mais, en revanche, l'Angleterre, sur qui retombait tout le fardeau de la guerre, se promit, à dater de ce moment, de ne plus envoyer de troupes en Espagne.

Voilà ce que fut, en 1710, la campagne dans la Péninsule; il nous reste maintenant à passer rapidement en revue les faits principaux de la guerre continentale qui marche aussi, quoique d'un pas moins rapide, vers un dénoûment facile à prévoir. En dépit des négociations, qui se poursuivaient sans aboutir, la guerre avait repris avec le printemps. La France, réduite aux expédients pour exister, devait encore combattre par-dessus le marché. Les revenus des villes étaient confisqués par l'État dix ans à l'avance; on était toujours entre la ruine et la banqueroute, et l'une ne sauvait pas de l'autre. Par la misère publique on peut juger des misères privées, surtout dans les campagnes où les bras manquaient à la charrue, et le pain aux mères et aux veuves désolées. Nous n'esquissons ici qu'un coin du tableau qu'il faut étudier, non dans les historiens, car il n'y en a pas sous le *Grand Règne*, il n'y a que des panégyristes; mais dans les Mémoires du temps, où la vérité se fait jour. L'armée, qu'on ne pouvait plus ni payer ni nourrir, vivait aux dépens de l'ennemi ou de la France, quand la guerre se faisait sur son territoire. Les prisonniers, les blessés, en Hollande, mouraient faute de nourriture et de médecins; les Hollandais refusaient de les nourrir, et Louis n'avait pas d'argent à envoyer à l'étranger, puisqu'il n'en avait pas chez lui pour nour-

rir ses soldats. Voilà ce qu'a coûté à la France l'ambition de celui qu'elle appelle encore le plus grand de ses rois!

Pour comble de malheur, l'homme de la situation, le digne émule de Marlborough et du prince Eugène, Villars, retenu par sa blessure, n'était pas en état de reprendre le commandement; et cependant, dès le 15 avril, ses deux redoutables adversaires étaient déjà en campagne avec soixante mille hommes. Villars avait demandé Berwick pour le remplacer, on lui donna une médiocrité titrée, le maréchal de Montesquiou. La France s'en aperçut bientôt à ses dépens : les lignes de l'Artois, que l'ennemi n'avait pas osé attaquer quand Villars les défendait, furent franchies malgré Montesquiou, qui se laissa surprendre, et les alliés vinrent mettre le siége devant Douai. Mais enfin, au bout d'un mois, Villars, guéri, reprit son commandement, et vint, à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes, secourir la place assiégée. L'ennemi, par un gigantesque effort, avait mis sur pied cent trente mille hommes, chiffre prodigieux pour l'époque; mais cette masse était éparse sur la ligne du canal de Douai à Lille, qu'il fallait garder. Villars et Berwick, malgré l'inégalité des forces, vinrent offrir la bataille aux alliés, mais ceux-ci la refusèrent, et restèrent dans leurs retranchements. Villars, désespérant de les y forcer, se replia sur Arras, et Douai capitula le 25 juin. Ainsi la frontière avait reculé, et la guerre était passée des Pays-Bas sur le territoire français. Pendant que Villars couvrait Arras et les villes de l'Escaut, l'ennemi s'emparait encore de Béthune, d'Aire et de Saint-Venant, et se trouva bientôt maître de tout le cours de la Lys, sans que rien eût été tenté pour le lui disputer. Telle fut l'issue de cette campagne où Villars, encore

sous le coup de sa blessure, resta au-dessous de lui-même. C'était là, des deux parts, de bien minces résultats pour un si grand effort!

Sur le Rhin, par un accord tacite, les deux ennemis s'observaient sans agir. Sur les Alpes, nous avons déjà dit un mot du coup de main tenté par les Impériaux sur le Dauphiné, pour soulever les protestants de ce pays, tandis qu'une flotte anglaise débarquait près de Cette et d'Agde, dont elle s'empara presque sans coup férir. Déjà les Anglais s'apprêtaient à donner la main aux *camisards* des Cévennes. Mais, pendant que Berwick, sur les Alpes, coupait court aux progrès des Impériaux, et les forçait à repasser la frontière, Noailles, avec la rapidité de la foudre, accourut de la frontière des Pyrénées, et força les Anglais à se rembarquer, avant que les protestants des Cévennes eussent eu le temps de remuer. Ainsi avorta, grâce à l'activité des deux généraux français, cette double expédition, aussi bien conçue que bien exécutée.

Tels sont les minces résultats de la campagne de 1710 sur le continent, et ils s'effacent complétement devant ceux de la guerre dans la Péninsule. Mais les triomphes de l'Espagne ne soulageaient en rien la misère de la France, misère si profonde, si désespérée que, loin de se réjouir des succès de Philippe, on n'était pas loin de s'en affliger toute entière à ses souffrances, la France n'avait plus de joie pour des victoires qui lui coûtaient si cher! Et en effet, la situation était devenue plus grave que jamais : la *chaîne de fer*, comme on appelait la barrière de places fortes qui protégeaient la frontière, avait été brisée; toutes ces places, réputées imprenables, étaient au pouvoir de l'ennemi. Encore une ou deux années pareilles à celle-ci, et Louis allait être amené à conclure

avec les alliés une paix honteuse, sous les murs même de sa capitale!

Mais, dans l'intervalle, les événements avaient marché, et Louis allait regagner, sur le terrain de la diplomatie, tout ce que la guerre lui avait fait perdre. Une révolution de palais, en Angleterre, allait faire plus pour le relèvement de la France que toutes les victoires de Philippe dans la Péninsule. La duchesse de Marlborough régnait sur le cœur de sa souveraine, comme son mari sur l'État. Mais Anne, fatiguée des caprices et des hauteurs de sa favorite, finit par rompre un joug devenu trop pesant. Le gendre de Marlborough, Sunderland, secrétaire d'État, son parent Godolphin, grand trésorier, furent destitués, et leur chute prépara la sienne. On lui laissa, il est vrai, le commandement des armées, mais on lui retira le droit de conférer les grades et la direction de la politique étrangère. Enfin le parlement whig, docile instrument de ses volontés, fut dissous, et les tories remplacèrent les whigs au pouvoir.

Anne, si longtemps dominée par les Marlborough, et héritière malgré elle des plans de Guillaume III, inclinait au fond du cœur pour son frère Jacques III, l'infortuné prétendant qui, né sur les marches du trône, était destiné à n'y jamais monter. Les tories avaient aussi un faible pour le parti jacobite, ne fût-ce que pour faire pièce aux whigs. Tout était donc mûr pour un rapprochement entre la France et l'Angleterre, si longtemps ennemies, et la famille exilée semblait retrouver quelque chance de se frayer un chemin vers le trône.

C'était là pour Louis XIV une victoire indirecte qui valait celle de Villaviciosa. Le parti de la paix triomphait à Londres, et allait bientôt triompher en Hollande. On s'en aperçut bien vite aux offres indirectes que le nou-

veau ministère anglais fit faire à Torcy, en lui proposant de rouvrir les conférences à la Haye. Louis refusa net d'avoir rien à faire avec les Hollandais, en rappelant les indignes traitements subis par ses représentants; mais il offrit de traiter avec l'Angleterre seule, et elle accepta, ce qui était déjà une grave atteinte aux conditions vitales de la *Grande Alliance.* Les négociations s'ouvrirent à Londres; les Hollandais ne furent admis à y prendre part que par l'intermédiaire des Anglais; la France s'abstint de traiter directement avec eux, juste punition de leurs hauteurs maladroites envers l'orgueilleux monarque que le sort des armes avait forcé de s'humilier devant eux.

Louis avait retrouvé sa veine de bonheur, et bientôt, la mort de l'empereur Joseph Ier, l'adversaire le plus acharné de la France et de son roi, vint porter à la *Grande Alliance* un coup plus sensible encore. Après avoir réussi dans tous ses desseins, apaisé la révolte hongroise, mis les Espagnols à la porte de l'Italie, et assis, pour quelques jours au moins, son frère sur le trône de l'Espagne; après avoir tenu, comme dit l'historien de la France, M. Henri Martin, « l'Allemagne dans sa main et l'Italie sous ses pieds », Joseph venait de mourir à trente-deux ans, en laissant le trône à son frère Charles III, le prétendant au trône d'Espagne. Le futur empereur avait à choisir maintenant entre deux couronnes, à moins qu'il n'essayât de les réunir toutes deux sur son front. Louis XIV allait avoir un pendant dans Charles III, empereur et roi en même temps, qui pèserait à la fois sur le continent par l'Espagne, l'Italie et l'Autriche. L'ennemi le plus dangereux de la paix publique n'était donc plus à Versailles, mais à Vienne. L'équilibre européen était menacé par un autre côté, il fallait courir au

point le plus faible pour le fortifier, et ce point, aujourd'hui, c'était la France! Charles ayant ses visées à part et ses intérêts distincts, la *Grande Alliance* était dissoute de fait, et la guerre virtuellement finie. Louis était vieux, la France à bout de sacrifices, et la paix, si on parvenait à la conclure, assurée pour bien des années. Ainsi s'expliquent les ouvertures du nouveau ministère anglais, et ses efforts pour obtenir la paix de ce même Louis XIV qui la mendiait au printemps dernier, et n'était pas bien loin de la dicter aujourd'hui.

Et d'abord, dans les propositions anglaises, il n'était plus question d'ôter la couronne à Philippe. C'était le premier pas vers la paix et le plus difficile à franchir. En retour de cette immense concession, voici ce qu'exigeait l'Angleterre : 1° deux barrières de places fortes, l'une pour la Hollande, l'autre pour l'Empereur, avec qui on n'avait pas rompu encore; 2° la restitution des États du duc de Savoie; 3° des sûretés contre la réunion possible des deux couronnes d'Espagne et de France sur une seule tête; car ni à Londres ni à la Haye, on ne se souciait de refaire un autre Charles-Quint, pas plus au profit de la France qu'à celui de l'Autriche. Pour elle-même, l'Angleterre réclamait le renvoi du prétendant et l'abandon de sa cause par le roi de France, qui reconnaîtrait la reine Anne, et la succession protestante sur la tête de la princesse Sophie de Hanovre. De plus, Dunkerque devait être démantelé, et son port détruit; un traité de commerce conclu avec la France mettrait l'Angleterre sur le pied de la nation la plus favorisée. Quant à l'Espagne, on ne lui demandait que de céder de bonne grâce ce qu'on lui avait pris, Port-Mahon et Gibraltar, plus des avantages commerciaux de toute sorte, et l'*asiento* ou privilége de la traite des nègres aux colonies espagnoles,

concédé aux Français en 1701, et que réclamait alors avec ardeur la future patrie de Wilberforce! Louis céda, presque sans réserve, pour tout ce qui regardait l'Angleterre et ses intérêts commerciaux, et l'on ajourna à un prochain congrès toutes les réclamations des alliés. Les préliminaires furent signés à Londres le 8 octobre, et l'Angleterre promit sous main son appui à la France dans le sein du congrès.

Pendant qu'on travaillait ainsi à l'œuvre de la paix, avec plus de sérieux cette fois et un désir plus sincère de s'entendre, la guerre avait repris son œuvre de dévastation, et le sang coulait de nouveau sur les champs de bataille. Eugène, Marlborough et Heinsius, ce redoutable *triumvirat* contre lequel s'était brisée la puissance du *Grand Roi*, sentant la fortune leur échapper, et la paix se lever à l'horizon de l'Europe, auraient bien voulu, avant de désarmer, porter à la France un dernier coup. Mais partout, même en Espagne, dans cette campagne de 1711, on sent que l'Europe fatiguée en a assez de la guerre, et n'y croit plus, même en la faisant. Il règne, des deux parts, dans les entreprises militaires, une sorte de mollesse et de découragement, comme si chacun sentait que l'heure est venue d'en appeler à un autre tribunal qu'à celui de la force.

Aux Pays-Bas, Eugène et Marlborough, prêts de bonne heure, espéraient surprendre la France. Leur plan, c'était de prendre Arras en passant, et d'aller de là dicter la paix au roi sous les murs de sa capitale. Mais Villars et la France étaient prêts à leur tenir tête, et Louis, en affamant son royaume, était parvenu à se refaire une armée. Vers la fin d'avril, les deux adversaires étaient en campagne. L'objectif des alliés, c'était de s'emparer d'Arras; celui de Villars, de reprendre

Douai, brèche humiliante faite à la frontière de la France. Les deux villes se touchaient presque, et avant les deux siéges, une rencontre entre les deux armées semblait inévitable. Villars, en d'autres temps, eût attaqué le premier; mais il était enchaîné par les ordres du roi, qui ne voulait pas risquer de bataille avant de savoir l'issue des négociations. D'un autre côté, Marlbourough, ayant contre lui la reine, les ministres et le parlement, était condamné à ne rien risquer, et à ne pas combattre sans être sûr de vaincre. De part et d'autre, on s'observait sans agir, mais les alliés se consolèrent de leur inaction en assiégeant Bouchain, que Villars eut le crève-cœur de voir prendre sous ses yeux, sans oser le secourir.

Sur le Rhin, où Eugène était revenu se mettre à la tête de l'armée, la guerre était encore moins sérieuse. Une seule affaire occupait alors l'Allemagne, c'était l'élection d'un nouvel empereur. Louis n'avait nul intérêt à y mettre obstacle, car Charles, en occupant le trône impérial, perdait le reste de ses chances, déjà bien faibles, de monter sur le trône d'Espagne. Le 12 octobre, il fut élu sans conteste, et, pressé de se montrer à ses nouveaux sujets, il quitta Barcelone, en laissant son épouse à la Catalogne, comme un gage de son retour.

Sur les Alpes, la guerre était suspendue comme d'un commun accord. Chacun pressentait la paix, et soupirait après elle, tout en faisant semblant de continuer la guerre. Comme en 1709, Victor-Amédée envahit la Savoie; mais il y trouva Berwick dans une position si forte que, renonçant à l'attaquer, il se replia sur le Piémont, avec son armée plus intacte que sa gloire.

Vendôme, en Espagne, n'était pas plus pressé d'agir que Berwick en Savoie et Villars dans les Pays-Bas.

Toute action, d'un côté comme de l'autre, était paralysée : l'Espagne était rentrée dans son inertie, et se reposait sur ses lauriers. Philippe, n'ayant plus à lutter pour sa couronne, était retombé dans son indolence, et négociait au lieu de combattre. L'armée espagnole manquant de tout, comme d'habitude, n'eût pas mieux demandé que de se battre, et Vendôme était de son avis.

Sur mer, la France avait retrouvé un reflet de son ancienne gloire : un coup de main heureux rendait à sa marine déchue un moment de prestige. En 1710, Louis, qui en voulait au Portugal d'avoir embrassé la cause des alliés, avait expédié une flottille au Brésil; mais une attaque, tentée sur Rio-Janeiro, avait échoué, et la France y avait perdu une partie de ses troupes de débarquement. En 1711, Duguay-Trouin qui, seul, osait encore disputer aux Anglais le sceptre des mers, partit de Brest avec quinze vaisseaux et deux mille cinq cents soldats de marine. Le 12 septembre, il débarquait à Rio, après avoir forcé l'entrée de la baie; dès le 21, les forts étaient pris et la ville rendue. On la trouva déserte, mais pleine de marchandises que l'ennemi n'avait eu le temps ni de brûler, ni de prendre avec lui. Les Brésiliens rachetèrent deux millions leur ville que le vainqueur voulait détruire, et l'escadre triomphante rentra en France avec un immense butin, mais après avoir perdu deux vaisseaux, coulés par la tempête.

Nous avons résumé en peu de mots cette insignifiante campagne, prélude assuré d'une paix que tout le monde appelait de ses vœux. La vraie guerre maintenant se livrait dans les chancelleries, progrès évident sur les années précédentes! Mais avant de reprendre l'histoire des laborieuses négociations de la paix d'Utrecht,

il nous faut jeter encore un coup d'œil sur la cour de Madrid, où se poursuit une guerre d'intrigues non moins animée que celle des champs de bataille. Nous avons parlé de l'inertie de Philippe; mais bien qu'elle fût dans sa nature, elle avait une autre cause : son épouse, cette jeune et charmante reine, à laquelle il tenait plus qu'à sa couronne, avait vu sa santé détruite par des épreuves trop grandes, non pas pour son courage, mais pour ses forces. Un principe scrofuleux minait dès l'enfance sa frêle constitution; cette âme si ardente habitait dans un corps trop faible pour elle. Dès lors, Philippe n'eut plus qu'une pensée : la guerre, les affaires, la paix même, tout fut oublié pour cet être chéri par qui et pour qui il vivait. Marie-Louise, dans tout l'éclat de sa jeunesse et de sa santé, n'avait jamais eu sur son docile époux plus d'empire que sur son lit de mort.

Dire qu'elle régnait sur Philippe, c'est dire assez que Mme des Ursins était de fait reine de Castille; mais sa tâche, depuis la maladie de la souveraine, n'en était pas devenue plus facile. L'Espagne, depuis qu'elle voyait luire l'espoir d'une paix prochaine, n'en était que plus impatiente du joug de l'étranger. Nous n'appliquons pas ce nom à Philippe qui, pour elle, avait cessé d'être un Français; son sang, en se mêlant sur les champs de bataille à celui de ses sujets, l'avait baptisé Espagnol; mais Vendôme, Français par ses défauts autant que par ses qualités, faisait payer cher à la Péninsule les services qu'il lui avait rendus, et la reconnaissance pesait à ce peuple rebelle à tous les jougs, même à celui des bienfaits. Les généraux espagnols étaient jaloux de cet enfant gâté de la fortune qui était venu ravir aux fils de l'Espagne la gloire de sauver leur mère. Mais les Espagnols n'étaient pas seuls froissés du cynisme effronté des ma-

nières de Vendôme; son rival en gloire, Noailles, le vainqueur de Gérone, se trouvait alors avec lui à la cour de Saragosse, ayant d'un ambassadeur de France le pouvoir sans le titre. Confident de Louis, que blessait l'altière indépendance de Vendôme, Noailles avait pour mot d'ordre d'assouplir Philippe, et de le faire consentir aux durs sacrifices qu'on exigeait de lui; car, pour obtenir la paix, il fallait que Louis fût maître de l'Espagne comme il l'était de la France, et pût traiter pour les deux pays à la fois, sans crainte d'être désavoué. Parent de M[me] de Maintenon, favori de la duchesse de Bourgogne, lié par une vieille amitié à M[me] des Ursins, il venait d'être fait Grand d'Espagne et membre de la Toison d'or; il pouvait donc lutter d'égal à égal avec Vendôme qui, voulant tout emporter de haute lutte, perdait sur le terrain glissant des cours celui qu'il avait gagné sur les champs de bataille.

Noailles a tracé pour Louis XIV un tableau de l'Espagne en 1711, où l'on trouve quelques traits bons à méditer : « Il faut faire la paix, dit-il, et l'on y parviendra en continuant à secourir Philippe V. Pourvu qu'il conserve l'Espagne et les Indes, quelques cessions que l'on accorde, il doit s'estimer bien heureux; c'est un assez bel apanage pour une branche cadette... *L'intérêt de la France, comme celui des alliés, est que l'Espagne perde quelque chose;* car on ne doit compter sur la cour de Madrid que tant qu'elle aura besoin de nous.

« Quant à la politique, la reine et la princesse gouvernent le roi et toutes les affaires. Elles n'ont confiance dans aucun ministre... La reine, fière et courageuse, s'indigne des sacrifices qu'il faut faire pour acheter la paix, et la princesse entre dans ses sentiments... Les Espagnols sont plus ulcérés que jamais; ils murmurent

du peu de cas que l'on fait d'eux. Un fantôme de Conseil de guerre est sans pouvoir. Rien ne s'exécute : on ne sait à qui s'adresser pour les moindres choses. Une confiance aveugle, fondée sur les derniers succès, est la cause de cette étrange léthargie, et les impressions, que le roi reçoit si aisément, le rendraient moins traitable sur les conditions de la paix, s'il était moins pressé par la nécessité. »

Voilà de la vérité peu fardée, mais qui, pour être dure, n'en est pas moins la vérité : Noailles, en tenant ce langage à son roi, avait rempli le devoir d'un ambassadeur; mais il le dépassa en s'associant à Aguilar dans une trame secrète, peu digne de sa position et de son caractère. La jeune reine allait dépérissant chaque jour, sans rien perdre de son empire sur le tendre et faible monarque. Les deux alliés, par haine de la princesse, essayèrent d'éloigner le roi de la femme qu'il idolâtrait, en désignant à ses attentions une des dames de la cour; mais ils se trompaient de date, et croyaient avoir affaire à un Philippe IV. L'irréprochable pureté de mœurs du jeune roi était fondée à la fois sur son amour pour sa femme, et sur un saint respect du lit conjugal. Il rejeta avec horreur cette ignoble suggestion, et son premier soin fut d'aller tout raconter à sa femme et à M[me] des Ursins. La reine, indignée à son tour, en écrivit à sa sœur, et la princesse à M[me] de Maintenon. La cour de Versailles, avec son austérité de fraîche date, se révolta contre le laisser-aller des mœurs de la cour de Madrid. Noailles fut rappelé, Aguilar exilé de la cour et privé de tous ses emplois. Saint-Simon, friand de tout scandale, en France comme à l'étranger, nous a révélé cette intrigue, qui fait plus d'honneur à Philippe V qu'au protégé de M[me] de Maintenon.

Bonnac, qui remplaça Noailles, profita des leçons de prudence que lui donnait la faute de son devancier. Voici quelques passages des instructions qu'il reçut de Torcy : « Le roi n'a jamais fait de traité avec son petit-fils; il l'a toujours secouru gratuitement et sans conditions. Il n'a fait qu'acquiescer aux vœux des Espagnols en acceptant le testament de Charles II. Il était libre de continuer ou de retirer son secours, et peut-être l'aurait-il fait déjà s'il avait eu moins de tendresse pour son petit-fils, et moins d'estime pour les Espagnols...

« Une étroite union entre la France et l'Espagne est nécessaire; mais elle ne doit avoir aucun caractère de dépendance de la part de cette dernière. Que les intérêts des deux royaumes soient unis, et que chacun se gouverne suivant ses usages... Il est à craindre que le roi d'Espagne ne soit le premier trompé sur la situation de son royaume. L'excès de confiance lui paraît une vertu, et s'il prend un mauvais parti, on ne l'en fera pas aisément revenir. Si la reine emploie bien ses talents, le roi sera heureux d'être conduit par elle, puisque, du caractère dont il est, quelqu'un doit nécessairement le gouverner...

« Le démembrement *inévitable* de la monarchie aura encore augmenté les préventions des Espagnols contre la France; mais les conseillers du monarque ne peuvent trop lui persuader que le moment le plus heureux pour lui sera celui où il signera la paix. Il est trop juste pour ne pas sacrifier son intérêt à celui de ses peuples...

« Il (Bonnac) paraîtra n'avoir en vue que la splendeur de la monarchie espagnole et le recouvrement des provinces perdues; *mais il ne regardera pas cette perte comme un mal*... Il faut renouer les négociations avec le Portugal, et terminer sans bassesse les différends avec

le pape, car *c'est travailler pour ses ennemis que de se brouiller avec la cour de Rome.* »

Tout ce que Bonnac put obtenir de Philippe, ce fut de céder aux Anglais tout ce qu'on ne pouvait pas leur reprendre ou leur refuser, comme Gibraltar, Minorque et l'*asiento*, avec un port en Amérique pour assurer leur trafic. Mais Louis ayant proposé, sous la pression du cabinet de Londres, de faire occuper Cadix par une garnison suisse, Philippe se révolta contre cette proposition, déshonorante pour l'Espagne, et l'Angleterre accepta comme équivalent un établissement sur les rives de la Plata. Louis s'était engagé, au nom de son petit-fils, à céder les Pays-Bas à l'Électeur de Bavière, en attendant qu'ils passassent aux mains de l'Autriche; mais le roi se refusa à ratifier cette clause et celle des deux *barrières*, tant que ses représentants ne seraient pas admis dans le congrès. En dépit des prières comme des menaces, Philippe se montra inflexible, poussé sous main par la reine qui, enivrée des succès de son époux dans la dernière campagne, était moins sensible à la couronne qu'il venait de gagner qu'à la perte des provinces qu'on voulait en détacher.

Quant à la princesse, au milieu de tous ces sérieux débats qui remettaient sans cesse en question le repos du continent et les destinées de l'Espagne, sait-on la grave préoccupation qui absorbait toutes ses pensées? C'était d'échanger son titre de princesse contre celui d'*Altesse*, en se faisant adjuger, par ce congrès qui allait remanier la carte de l'Europe, une petite souveraineté de 30,000 écus de rente, ayant nom le comté de Limbourg. C'est là que devaient aboutir en fin de compte de si hautes ambitions et de si habiles manœuvres! Philippe pouvait se consoler de perdre les Pays-Bas,

s'il en léguait un lambeau à la camériste de son épouse. Cette prétention, chaudement soutenue par le jeune roi, fait plus d'honneur à son cœur qu'au bon sens ou au désintéressement de la princesse. Le *Grand Roi*, au milieu de soucis plus sérieux, descendit jusqu'à se mêler de cette grave négociation : « Ne craignez rien, écrit la jeune reine à Mme de Maintenon, Mme des Ursins n'abusera point de son pouvoir ; on ne doit pas craindre que la nouvelle souveraine entretienne de grandes armées qui puissent faire peur à ses voisins. » En attendant la future souveraineté, le titre d'*Altesse* fut décerné à Mme des Ursins, par décret royal. Mais il fallait payer ce service, et ce fut aux dépens de l'Espagne qu'elle s'acquitta : elle obtint de Philippe, non sans peine, qu'il ratifiât toutes les concessions consenties en son nom par son aïeul, et qu'il n'insistât plus pour faire admettre ses représentants au congrès.

Tout inclinait donc vers la paix, au moins entre la France et l'Angleterre ; l'Espagne, bien malgré elle, il est vrai, gravitait dans l'orbite de sa puissante voisine. Mais le cabinet de Londres n'était pas à lui seul toute la *Grande Alliance*, et il ne pouvait rien décider que d'accord avec ses alliés. Le parti de la guerre en Hollande, quoique vaincu, n'avait pas encore abdiqué, et Heinsius, l'âme de ce parti, y entretenait les vieilles rancunes contre la France. Charles d'Autriche, qui venait de recevoir à Francfort la couronne impériale, et avait pris le titre de *roi d'Espagne* avec celui d'*Empereur*, n'était pas moins opposé à la paix, car il espérait bientôt consacrer les forces de l'Empire à poursuivre sa candidature au trône de Castille. Mais il fallait d'abord renverser le ministère tory, et rendre aux whigs et à Marlborough leur ancien pouvoir. Pour y parvenir,

l'ambassadeur impérial à Londres joignit ses efforts à ceux de l'envoyé hollandais. Tous deux se plaignirent bien haut de la défection de l'Angleterre; mais on les fit taire en leur prouvant que le cabinet de Londres avait tenu ses engagements mieux que l'Autriche, mieux que la Hollande même, qui ne fournissait plus que la moitié de son contingent, sur terre comme sur mer. La reine, de son côté, peu flattée de l'idée de voir passer le sceptre des Stuarts, dans une maison allemande, résista obstinément aux instances de son futur héritier, l'Électeur Georges de Hanovre, arrière-petit-fils de Jacques Ier par les femmes. Bien loin de consentir à poursuivre la guerre, Anne insista auprès des états généraux pour que des conférences s'ouvrissent sur-le-champ en Hollande entre l'Angleterre, la France et l'Autriche. Bientôt même, elle bannit de sa cour l'envoyé de l'Empereur, complice des intrigues des whigs pour ressaisir le pouvoir, et tout le monde, dès lors, put pressentir une rupture, inévitable et prochaine, entre l'Angleterre et l'Autriche.

Du moment où l'Empire avait perdu tout crédit à la cour de Londres, la Hollande n'avait autre chose à faire que de céder. Les plénipotentiaires français de Gertruydenberg, d'Uxelles et Polignac, reçurent leurs passe-ports pour Utrecht, résidence assignée au futur congrès. Mais cette fois, au lieu de venir y chercher des affronts, ce fut pour y débattre, sur un pied de parfaite égalité, la grande question de la guerre ou de la paix. La reine Anne fit demander sous main à Louis son ultimatum, et Louis se hâta de le lui envoyer, comme à une alliée; car, condamné à trahir, bien malgré lui, la cause du prétendant, il savait qu'au fond du cœur, Anne ne demandait qu'à la servir.

Voici cet ultimatum : le roi était prêt à céder Furne et Ypres, situées en dehors de la frontière, si on lui rendait Béthune, Aire, Saint-Venant, Douai et Bouchain. Il consentait à démanteler Dunkerque, la terreur de l'Angleterre, et qui, depuis 1702, avait vomi sur elle plus de sept cents corsaires; mais il exigeait en retour la restitution de Lille, nécessaire à la sûreté de sa frontière. Sur les questions commerciales, il était de facile composition, avec la Hollande comme avec l'Angleterre, pourvu qu'on garantît à l'Électeur de Bavière, dépossédé de ses États, la Flandre que Philippe V, au dire de son aïeul, était prêt à céder. Pour payer les loyaux services du duc de Savoie, qui faisait à la fois la guerre à Louis et à ses deux filles, l'une reine d'Espagne et l'autre héritière du trône de France, Louis suggérait au congrès l'idée d'en faire un roi de Lombardie, convaincu, non sans raison, que tout valait mieux pour l'Italie, et même pour la France, que la domination de l'Autriche dans la Péninsule. Enfin, si les deux Electeurs de Cologne et de Bavière étaient rétablis dans leurs États, il consentait à rendre Kehl, à échanger Brisach contre Landau, et à raser tous les forts de la rive droite du Rhin.

Malgré la triple opposition du parti de la guerre en Hollande, de l'Empire et des whigs, ce congrès solennel, attendu avec tant d'impatience par l'Europe, s'ouvrit enfin à Utrecht le 29 janvier 1712. La Hollande confia ses intérêts aux mains de l'Angleterre, et, sur son propre territoire, elle se dispensa d'avoir des plénipotentiaires. La Prusse et la Savoie en firent autant. Les représentants de l'Espagne et des deux Électeurs ne furent pas admis à l'ouverture du congrès, et la France se chargea de plaider leur cause. L'Empire, avant de se

lécider à se faire représenter à Utrecht, avait envoyé à
Londres le prince Eugène, pour fléchir l'opposition de
a reine Anne, et faire remonter sur l'horizon l'astre
pâli de Marlborough. Mais la reine tint bon; le parti
whig, vainqueur, à la majorité d'une voix, dans la
chambre des Lords, fut battu dans les Communès, et
Marlborough destitué, l'armée n'ayant plus besoin de
général, puisqu'on ne voulait plus faire la guerre.

Malgré la divergence de vues et d'intérêts qui séparait
même les alliés, les négociations semblaient devoir
bientôt aboutir, grâce aux efforts de l'Angleterre qui
tenait la haute main dans le congrès, et poussait résolû-
ment à la paix. Mais ce congrès, si bien entamé, fut
suspendu de fait pendant plusieurs mois par les graves
événements qui allaient survenir dans la famille royale
de France. Déjà l'an dernier, quelques jours avant
l'empereur Joseph, le Dauphin, seul fils légitime de
Louis XIV, était mort à cinquante ans, sans avoir ni
régné, ni vécu, systématiquement annulé par son père,
et n'ayant jamais connu de la grandeur que ses ennuis.
Après une vie inutile, partagée entre l'oisiveté et le
plaisir, il s'était éteint sans laisser après lui un regret.
Le peuple avait reporté toutes ses espérances sur son
fils, le duc de Bourgogne, l'élève de Fénelon, plus popu-
laire en France qu'à la cour, et tenu à l'écart par son
aïeul qu'impatientaient la précoce sagesse et la piété un
peu étroite de son petit-fils. La femme du nouveau
Dauphin avait seule trouvé grâce auprès du *Grand Roi,*
qu'amusait sa gaieté enfantine, et que désarmaient ses
séductions naïves. Ces deux jeunes époux, couple char-
mant en qui le pays voyait tout un avenir, furent enle-
vés, l'un après l'autre, en quelques jours, par une maladie
mystérieuse où l'on ne manqua pas de voir l'œuvre du

poison. L'opinion accusa le duc d'Orléans qui, après avoir voulu enlever le trône d'Espagne à Philippe V, cherchait maintenant à se frayer par le crime un chemin au trône de France. Un des fils du nouveau Dauphin le suivit de près dans le tombeau; l'autre, le duc d'Anjou, qui fut depuis Louis XV, alors âgé de deux ans, était si faible, si maladif qu'il semblait destiné à suivre bientôt toute sa famille dans la tombe. Restaient pour héritiers du trône, en cas de mort de cet enfant, le roi d'Espagne, qui avait formellement renoncé à la succession de son aïeul, et le troisième frère, le duc de Berry, dont la nullité ne pouvait se comparer qu'à celle de son père le Dauphin.

On se demandera comment toutes ces morts subites, si fatales à l'avenir de la France, pouvaient entraver les négociations d'Utrecht. Mais Philippe, en se voyant, par ces morts mystérieuses, rapproché tout d'un coup du trône de France, dont le séparait seule la vie d'un enfant de deux ans, oublia qu'il y avait renoncé en montant sur le trône d'Espagne, et se flatta, comme Charles d'Autriche, d'unir les deux couronnes sur sa tête. Un instant même, dit-on, il songea à se rendre à Versailles pour y faire reconnaître ses droits à la succession royale, et il fallut l'ordre formel de son aïeul pour le retenir.

Louis XIV lui-même semble avoir partagé les regrets de son petit-fils, et maudit cette renonciation qui élevait une barrière entre lui et le trône de France. Pressé par le cabinet de Londres de faire renouveler à Philippe sa renonciation, afin que, ratifiée par les Cortès, elle devînt la base du nouveau traité, Louis fit entendre très-nettement aux alliés que, « d'après les lois fondamentales du royaume, un futur roi de France ne pouvait pas abdiquer ses droits à la couronne; que, quand même la

renonciation aurait lieu, elle serait sans valeur, le prince le plus rapproché de la couronne en étant héritier *de toute nécessité*, héritage qu'il ne reçoit ni du roi son prédécesseur, ni du peuple, mais de la loi; le roi nouveau succédant au roi mort, non comme l'héritier, mais comme le *maître* du royaume dont la seigneurie lui appartient, non par choix, mais par droit de naissance. »

Avec un prince nourri de pareilles maximes, et qui les avait inculquées à son petit-fils, il n'y avait pas de traité possible; car l'acte même qu'on exigeait de Philippe, l'eût-il signé, eût été sans valeur à ses yeux comme à ceux de son aïeul. Il faut louer Louis XIV de sa franchise, même en blâmant chez lui cette superstition du droit divin qui fait de la royauté une servitude à laquelle les rois sont soumis, un héritage inaliénable par qui ils sont possédés, même avant qu'ils ne le possèdent; mais il faut blâmer aussi l'aveuglement des tories qui persistaient à exiger de Philippe une renonciation déclarée d'avance sans valeur. Car enfin, comme l'observe très-bien Coxe, « si Philippe ne pouvait pas, même quand il l'eût voulu, aliéner ses droits à la couronne de France, il avait une chose bien simple à faire, c'était de renoncer à la couronne d'Espagne, s'il voulait hériter de celle de France, puisque l'Europe était fermement décidée à ne pas les lui laisser toutes deux à la fois. Aussi le ministère tory, quoique bien décidé à la paix, sentit que, pour l'obtenir, il ne fallait pas la mendier. Aux hésitations de Louis, il se mit à opposer une fermeté toute nouvelle, et exigea la renonciation, en menaçant de tout rompre si elle n'était pas accordée. Jusque-là, on s'abstint de toute communication avec les plénipotentiaires français; on rappela à Londres un des plénipotentiaires anglais, et on envoya même quelques troupes dans les

Pays-Bas, en faisant mine de reprendre les hostilités.

Devant cette pression menaçante, Louis finit par céder, peu soucieux de tenter encore le sort des batailles, qui lui avait si mal réussi. Il engagea « sa parole de roi » d'obtenir de son petit-fils une nouvelle renonciation, et, s'il s'y refusait, de prendre, d'accord avec la reine d'Angleterre, les mesures convenables pour assurer, *même par la force*, le consentement du *roi catholique* et la paix de l'Europe. Louis fut payé de cette concession, qui dut lui coûter, par une suspension d'armes, tacite au moins, avec l'Angleterre ; il en profita pour remettre sur le pied de guerre son armée, qui n'était pas prête à entrer en campagne. Cette suspension d'armes, au dire de Bolingbroke, sauva l'armée française qui en avait grand besoin, pendant que Louis, pour activer les négociations, dirigeait contre les colonies anglaises, dans les Indes de l'ouest, une flotte qui y fit de grands ravages.

Avec son petit-fils, Louis s'exécuta de bonne grâce : il le pressa vivement de ne pas lâcher la proie pour l'ombre, et, pour conserver la possession actuelle de l'Espagne et des Indes, de renoncer à l'héritage si incertain de la couronne de France. Philippe céda, suivant son habitude, quand son aïeul le prenait de haut avec lui. Remarquons en passant que, depuis cette phase nouvelle des négociations, qui date de la mort du Grand Dauphin, tout passe par-dessus la tête des plénipotentiaires assemblés à Utrecht, pour se traiter directement entre les têtes couronnées. La reine d'Angleterre et le cabinet tory ne furent pas longtemps à s'apercevoir que, avec la théorie du droit inaliénable de sa race au trône de France, Louis ne s'engageait à rien par la nouvelle renonciation de son petit-fils. Persuadés

ue Philippe, en cas de mort de son neveu, préférerait oujours le trône de ses pères à un trône étranger, ils roposèrent à Louis une combinaison nouvelle : il 'agissait pour Philippe d'échanger la couronne d'Es-agne, réservée à Victor-Amédée, contre celle de Naples t de Sicile, avec les duchés de Savoie, de Piémont et le Montferrat, qui seraient réunis à la France dans le as où Philippe viendrait à succéder à son aïeul; dans e cas seulement, les deux Siciles devaient passer à la maison d'Autriche.

Louis comprit bien vite ce que cette nouvelle proposition avait d'avantageux pour la France, à qui elle rendait à l'est sa frontière naturelle, en la dépassant, il est vrai; il insista vivement auprès de son petit-fils, non plus avec l'autorité, mais avec la tendresse d'un aïeul, pour la lui faire accepter. Philippe, forcé de choisir entre ces deux couronnes, eut à livrer avec lui-même de pénibles combats. Ses souvenirs, ses affections de famille, tout le portait vers la France ; mais entre ce trône et lui il y avait un enfant, une vie bien fragile, il est vrai, mais qui, tant qu'elle durerait, mettrait entre la couronne et lui une barrière infranchissable. Enfin, s'il renonçait à l'Espagne, et que la France lui échappât, s'en consolerait-il avec ces possessions lointaines que personne alors ne saurait lui garantir ? Philippe était pieux, sincèrement pieux, comme son frère, et ce fut à Dieu qu'il demanda conseil, en s'approchant de sa sainte table. Puis, faisant venir l'ambassadeur de France : « Mon choix est fait, lui dit-il, rien ne me fera abandonner la couronne que Dieu m'a donnée. »

« Il me semble, écrit avec beaucoup de sens Philippe à son aïeul, qu'il est bien plus avantageux qu'une branche de notre famille règne en Espagne que de mettre

cette couronne sur la tête d'un prince de l'amitié duquel on ne peut s'assurer (Victor-Amédée) ; cela vaut mieux que de réunir un jour à la France la Savoie, le Piémont et le Montferrat. Je crois donc vous marquer mieux ainsi ma tendresse, et à mes sujets aussi. » (Torcy, III, page 312.)

Pour rendre plus solennelle la renonciation de Philippe, l'Angleterre voulut la faire ratifier par les états généraux de France et par les Cortès espagnoles ; mais parler à Louis d'états généraux, c'était lui proposer d'abdiquer. Il répondit que « l'autorité que les étrangers attribuaient aux états généraux étant inconnue en France, il s'offrait à les remplacer par le parlement, et à révoquer les lettres patentes de 1700, qui réservaient à Philippe, nommé roi d'Espagne, ses droits éventuels sur la couronne de France ». Les Anglais acceptèrent la proposition, sans se faire, semble-t-il, illusion sur la valeur d'un acte pareil. Dès lors l'Angleterre, désintéressée dans le débat, accorda une suspension d'armes de deux mois que Louis fit reporter à quatre. En échange, il consentit à remettre Dunkerque aux mains des Anglais, comme gage de sa bonne foi, du jour où s'ouvrirait l'armistice. Le 17 juin, le parlement ratifia ce commencement de traité, et la Grande-Bretagne se trouva ainsi séparée de fait de la *Grande Alliance.*

Les opérations militaires, fort retardées par ces négociations, ne reprirent que vers la fin de mai. Le duc d'Ormond, qui commandait l'armée britannique, avait ordre de se tenir sur la défensive. Eugène, à la tête d'une armée austro-batave, était venu offrir la bataille à Villars, très-disposé à l'accepter ; mais Ormond lui refusa son concours. Eugène et les Hollandais, irrités de ce refus, crièrent à la défection, et furent réduits à

vestir le Quesnoy, qui se rendit le 4 juillet sans que Villars ntât de le secourir. Hollandais et Impériaux furent accord pour refuser la trêve de quatre mois qui venait ı leur être notifiée. Alors le duc d'Ormond, quittant sa ›sition près de Douai, abandonna définitivement les liés pour se replier sur la Flandre, à portée de la flotte ıglaise, en emmenant avec lui toute son armée. Chemin ıisant, il s'empara de Gand, Bruges et du canal de ruges à Ostende, s'assurant ainsi des communications vec la mer et une ligne de retraite. En même temps, inq mille Anglais débarquaient à Dunkerque, et y metıient garnison, conformément au pacte conclu avec le oi de France.

Eugène ne se découragea pas : il venait de recevoir l'Autriche un renfort de vingt-trois mille hommes, de-venus inutiles à l'Empereur depuis la pacification de la Hongrie. Malgré l'abandon de son plus puissant allié, l se décida à poursuivre seul la guerre. Persuadé que Villars avait, comme d'Ormond, des ordres qui l'empêchaient d'agir, il dissémina ses troupes sur un espace de 15 lieues, faute grave en face d'un ennemi aussi actif que Villars ! Il divisa son armée en trois corps, dont le premier assiégea Landrecies. Le second, sous ses ordres, se tint à portée d'appuyer le siége, et de donner la main au troisième qui, commandé par le duc d'Albermarle, général anglais au service de la Hollande, occupait un camp retranché à Denain, entre Valenciennes et Bouchain. Villars, après avoir fait mine de secourir la place assiégée, prit brusquement son parti : pendant qu'une division de son armée tentait une attaque simulée contre le prince Eugène, il se dirigea vers Denain, en se faisant appuyer par la garnison de Valenciennes, chargée de prendre les Impériaux par derrière. Eugène,

sentant sa faute, accourut sur-le-champ au secours d'Albermarle, mais avec quelques bataillons seulement, pour l'aider à tenir jusqu'à l'arrivée du gros de son armée. Albermarle, pour suppléer au nombre par la position, s'était enfermé dans ses lignes retranchées. Eugène s'était posté sur une hauteur, de l'autre côté de l'Escaut, pour voir venir ses troupes, et les diriger là où elles seraient le plus utiles. Mais déjà les premiers bataillons ennemis se montraient à l'horizon ; la victoire était assurée, non pas au plus fort, mais au plus agile.

Les renforts attendus étaient encore bien loin, quand Villars, à la tête de ses colonnes, était déjà en face des retranchements de l'ennemi. Il y avait à franchir un fossé, peu profond heureusement, puis à gravir un talus à pic, en gazon, d'où une puissante artillerie vomissait la mitraille. « Peu importe, s'écria Villars, les corps de nos soldats nous tiendront lieu de fascines. » On fit la prière, car on la faisait alors avant l'action, usage emprunté à ces huguenots si cruellement persécutés par Louis. Puis les Français, qu'avait gagnés l'entrain de leurs chefs, s'élancèrent sur le talus et dans les embrasures des canons, et furent bientôt dans le retranchement, luttant corps à corps avec ceux qui le défendaient. La cavalerie, en faisant un détour, parvint à franchir les lignes retranchées. Dès lors toute résistance fut inutile : l'ennemi, après avoir essayé en vain de se rallier derrière le village de Denain, s'enfuit vers l'Escaut en laissant Albermarle avec son état-major aux mains des Français.

Le pont de bateaux jeté par les alliés sur l'Escaut se rompit sous le poids de cette foule en désordre, et alors ce ne fut plus un combat, mais une boucherie. L'artillerie française, plongeant sur cette masse confuse, y faisait

affreux ravages. Tout ce qui ne fut pas tué fut noyé. uatre généraux et dix-sept bataillons y périrent presque ı entier. Eugène, désespéré, accourut enfin à la tête ›s renforts si longtemps attendus, pour essayer de chan- ›r la face du combat; mais l'Escaut le séparait de ennemi, et un autre pont, sur lequel il avait compté, ait déjà au pouvoir des Français. Après avoir encore erdu un millier d'hommes à essayer de le franchir, il ut assister, la mort dans l'âme, à la défaite d'une par- e de son armée, défaite qu'il ne pouvait imputer qu'à ıi-même. Sur les instances des députés des états géné- aux, il finit par se retirer dans son camp, pour ne pas nsevelir dans cette plaine fatale son armée tout entière. l y laissait huit mille hommes, plus soixante dra- ›eaux et douze canons, trophées de cette sanglante ictoire, une des plus vite gagnées et des moins cher ıchetées de toute la guerre.

La journée de Denain fut plus importante encore par ses onséquences que par ses effets immédiats. Villars, avec on activité ordinaire, s'empara de toutes les villes occu- pées par l'ennemi, le long de la Scarpe, jusqu'au point où elle se jette dans l'Escaut. Dans Marchiennes seule, où les alliés avaient leurs magasins, il leur prit quatre mille soldats, mille cinq cents marins, plus de cent ca- nons et une masse de chevaux, de munitions et de vivres. Eugène, à la tête de forces insuffisantes, dut tout laisser faire sans pouvoir rien empêcher. Le 31 juillet, Villars, partout victorieux, vint mettre le siége devant Douai, dont la perte était, après celle de Lille, la plus sensible à la France. Eugène, pendant ce temps, assiégeait Lan- drecies, pour avoir l'air de faire quelque chose; mais le manque de subsistances le força à lever le siége. Par un coup de tête désespéré, Eugène vint camper en face du

camp français, assis dans une forte position devant Douai; mais la vue de ces lignes redoutables le rappela à la prudence, et il opéra sa retraite. Villars, sûr de voir bientôt tomber Douai, alla investir le Quesnoy, qu'Eugène essaya vainement de défendre. Le 8 septembre, en effet, Douai s'était rendu, et le Quesnoy capitula le 4 octobre. C'était le magasin général des alliés; Villars y prit cent seize canons de siége et presque autant de campagne, ainsi qu'un immense attirail de guerre. Tous les efforts des alliés dans les Pays-Bas furent dès lors frappés d'impuissance. Bouchain se rendit le 19, et ainsi se termina cette campagne d'où Eugène était sorti diminué, et où la France, si longtemps perdue, s'était enfin retrouvée.

L'effet de ces succès, auxquels la France n'était plus habituée, fut d'abord l'étonnement : on ne pouvait croire à ce retour de fortune qui contrastait avec les revers opiniâtres des dernières années. On douta, on contesta même les succès de Villars qu'on crut enflés par sa vanité, trop grande en effet pour un mérite aussi réel; mais il fallut se rendre à l'évidence quand on vit l'abattement des alliés et le tour nouveau que, depuis Denain, prirent les négociations. Les Anglais, chose inouïe, se réjouirent plus que les Français eux-mêmes du triomphe de la France. Leurs vrais ennemis, en ce moment, étaient tous ceux qui ne voulaient pas la paix, c'est-à-dire les Impériaux et le parti de Heinsius en Hollande!

Nous n'avons parlé que pour mémoire de la guerre européenne, nulle ou peu s'en faut sur tout autre point que dans les Pays-Bas. En Espagne, Vendôme venait d'être brusquement emporté, non par un boulet de canon, mais par une indigestion, fin peu digne de sa vie! Sa mort et le complet épuisement des finances espagnoles empêchèrent Philippe V de recueillir les fruits de la vic-

toire de Villars. Du reste, dans la Péninsule comme sur le Rhin et les Alpes, chacun ne songeait qu'à la paix, et les opérations militaires étaient frappées de langueur. A Denain, la guerre avait rendu en faveur de Louis un de ces arrêts dont on n'appelle pas; le *Grand Roi*, au lieu de mendier la paix, était maintenant autorisé à traiter d'égal à égal avec les alliés.

S'il faut en croire Coxe, dont le tort est de s'en rapporter trop souvent à San Felipe, historien peu sérieux, le ministère tory, tout en trahissant ses alliés pour se rapprocher de son ennemi de la veille, ne s'aveuglait pas sur l'ambition de Louis, qui pourrait bien un jour faire repentir l'Angleterre de ses concessions. Aussi résolut-il de créer un contre-poids à l'influence française en Europe et dans la Péninsule, en suscitant à Louis un rival dans la maison de Savoie. Pour payer à Victor-Amédée les services assez suspects rendus par lui aux alliés, le cabinet anglais réclama pour lui la Sicile, une *barrière* du côté des Alpes, c'est-à-dire une porte ouverte sur le Dauphiné, et enfin le droit éventuel de succession au trône d'Espagne, si la race des Bourbons espagnols venait à s'éteindre.

Dans l'intervalle, Philippe avait signé le 8 juillet la renonciation qu'on exigeait de lui, scellant ainsi son pacte d'union avec le peuple généreux qui s'était serré autour de lui à l'heure du danger. On y remarquait ces paroles : « Non-seulement je préfère l'Espagne à toutes les monarchies du monde, mais je me contenterai de la plus petite partie de ce royaume, plutôt que d'abandonner un peuple aussi fidèle. » Le 5 novembre, cet acte solennel fut sanctionné par les Cortès, avec un enthousiasme impossible à décrire. C'est alors que le roi, voyant, par son exemple même, les fatales consé-

quences de l'hérédité féminine, fit proclamer en Espagne la *loi salique*, à l'instar de la France, pour assurer aux mâles la succession de la couronne, à l'exclusion des femmes, tant qu'il existerait un seul héritier masculin. Il y eut bien, à ce propos, quelque émotion dans l'opinion; mais les Cortès, qui n'avaient rien à refuser au roi, finirent par sanctionner cette loi, en contradiction avec tout le passé de la monarchie, et, pour quelque temps du moins, elle devint loi du royaume.

Le chef du cabinet de Londres, Bolingbroke, était venu à la cour de France s'entendre avec Torcy. Il y fut reçu, disent les mémoires du temps, « comme un ange libérateur ». Louis, fort perspicace lorsque la passion ne l'aveuglait pas, s'était bien vite aperçu du refroidissement passager de l'Angleterre. Mais Anne était âgée, maladive; on était sûr de voir, le jour où finirait la triste héritière de Guillaume III, le pouvoir échapper aux tories pour passer aux whigs, en même temps que le trône à l'Électeur de Hanovre. Louis, qui sentait lui-même l'âge venir et la mort approcher, devait donc se hâter de mettre à profit les bonnes dispositions de l'Angleterre, qui pouvaient changer d'un jour à l'autre. Aussi voulait-il conclure sur-le-champ la paix; mais Bolingbroke n'était pas à lui seul tout le ministère, et son collègue, le comte d'Oxford, tout tory qu'il fût, était secrètement gagné à la cause de l'Électeur de Hanovre, et hostile à celle du prétendant, si chaudement soutenu par Louis XIV. On se contenta donc de prolonger la trêve jusqu'à la fin de l'année. Les négociations, qui eussent aisément abouti entre Bolingbroke et Torcy, se poursuivirent péniblement entre la France, l'Angleterre et le reste des membres de la *Grande Alliance*, l'Empereur excepté.

Les Hollandais, depuis Denain, avaient un peu rabattu de leur fierté, et sollicitaient la reprise des conférences d'Utrecht. Louis fit acheter son consentement en exigeant la restitution de Lille d'abord, puis de toutes les places fortes enlevées à sa frontière depuis 1709. Après de pénibles débats, et grâce à la médiation de l'Angleterre, on finit par s'entendre : Louis céda sur Tournay, les Hollandais sur Lille, et ceux-ci obtinrent pour *barrière* Furnes, Ypres, Menin, Tournay, Mons, Charleroi, Namur, avec la citadelle de Gand. En sus de Lille, on rendit aux Français Béthune, Aire et Saint-Venant. La France, l'Angleterre et la Hollande, étant tombées d'accord, auraient pu signer une paix séparée; mais on voulut faire signer à la fois toutes les parties belligérantes, et plus le cercle s'élargissait, plus la paix devenait difficile à conclure.

Cependant le 14 mars, les Impériaux, qui jusque-là s'étaient tenus en dehors des négociations, se résignèrent à conclure, toujours par la médiation de l'Angleterre, un traité spécial avec la France pour l'évacution de la Catalogne et des îles Baléares, et une trêve en Italie et en Sicile. On se souvient que le prétendant autrichien, en allant recevoir la couronne impériale, avait laissé sa femme en gage à ses fidèles Catalans qui, dans la cause du prétendant, défendaient surtout celle de leurs *fueros*. Or la nouvelle impératrice et sa petite armée, enfermées dans Barcelone, s'y trouvaient prises comme dans un piége; l'Empereur ne pouvait ni les délivrer de leur captivité, ni leur faire passer des secours. Louis, cédant aux instances de la reine Anne, permit à l'auguste prisonnière et à ses troupes de sortir de la Catalogne. Il se flattait de ramener ainsi l'Empereur à des sentiments plus pacifiques; mais Charles, aveuglé par la passion,

ne sut pas comprendre que jamais l'Europe ne lui permettrait de régner à la fois sur l'Autriche et sur l'Espagne, et de recommencer Charles-Quint; et le service que Louis venait de lui rendre, il le paya en se montrant plus que jamais opposé à un rapprochement.

Mais la pente des choses et celle des esprits était du côté de la paix, et les plus hostiles devaient finir par glisser de ce côté. Bientôt ce fut le tour du duc de Savoie de traiter avec la France. Elle approchait enfin, cette heure solennelle après laquelle soupirait l'Europe, l'heure où les haines seraient suspendues, sinon éteintes, où les épées rentreraient dans le fourreau, et où chacun ne songerait plus qu'à panser ses blessures. L'Angleterre qui, en somme, a joué dans ces négociations un rôle honorable, car, en ne songeant qu'à son intérêt, elle a servi celui de tous, en dénonçant au monde le crime et la folie de cette guerre qui, depuis douze ans, désolait tout le continent, l'Angleterre voulut enfin en finir; et, appuyée sur la France, elle déclara que le 11 avril serait le dernier terme laissé aux alliés pour accepter les offres de Louis XIV. Tous, sauf l'Empereur, obéirent à cette sommation, derrière laquelle se cachait une menace; car, passé ce terme, la France ne cédait plus rien, l'Angleterre ne garantissait plus rien. Le jour même où expirait le délai, la paix fut enfin signée. Là encore, l'Espagne n'étant pas admise au congrès, la France se trouva seule pour faire face à l'Europe, sur le terrain de la paix : les signataires du traité furent, avec elle, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, le Portugal et la Savoie.

Pour exposer les stipulations de cet acte fameux, nous commencerons par l'Espagne, qui, bien qu'absente, était représentée par la France. Philippe y fut reconnu roi

de l'Espagne et des Indes, et ses plénipotentiaires furent admis à signer le traité. En revanche, il accepta Victor-Amédée pour successeur à la couronne d'Espagne, à défaut d'héritier de sa propre famille. Il reconnut les droits de la reine Anne au trône, et la succession protestante, à l'exclusion du descendant des Stuarts. Il abandonna à l'Angleterre Gibraltar et Minorque, avec l'*asiento*, ou le monopole du commerce des noirs, dans les Indes de l'ouest, pour trente ans. Par un sacrifice plus pénible encore, il céda à la maison impériale d'Autriche les Pays-Bas, Milan, Naples et la Sardaigne, et au duc de Savoie la Sicile, avec le titre de roi; mais si sa lignée venait à s'éteindre, la Sicile devait faire retour à l'Espagne. De plus, Philippe s'engageait à ne jamais céder ou vendre à la France aucune des possessions de l'Espagne dans les deux Amériques, ce qui n'empêcha pas Louis d'autoriser peu après un négociant français à coloniser la Louisiane, alors déserte, et à y planter pour l'avenir une semence de discorde entre l'Angleterre et l'Espagne.

Quant à la France, quoique son rôle dans le congrès fût fort changé depuis Denain, elle eut encore à faire bien des concessions humiliantes. Pour les arracher à Louis, il fallut lui rappeler tout ce qu'il avait offert précédemment, sans qu'on daignât l'accepter, et les dures conditions qu'on lui avait alors posées. La plus dure était Dunkerque, mais celle-là, il fallait la subir, sous peine de rompre avec l'Angleterre. Dans l'Amérique du Nord, il fallut céder Terre-Neuve et l'Acadie, qui bloquaient le Saint-Laurent, et pouvaient anéantir le commerce du Canada, et en Flandre, Tournay, Ypres et Furnes, perte plus vivement sentie parce qu'elle était plus rapprochée. La restitution de Lille et de Maubeuge

ne compensa qu'imparfaitement la suppression du port de Dunkerque et la ruine de son commerce, humiliation plus grande que ne l'eût été même la conquête. Un traité de commerce fut en outre conclu entre la France, l'Angleterre et la Hollande.

Si le Portugal n'avait consulté que son penchant, son honneur et son intérêt, il aurait rompu ses liens avec l'Angleterre, dont il était devenu le vassal, sous le nom d'allié, depuis le traité dicté en 1703 par l'ambassadeur anglais Methwen, et il se serait rapproché de la France, plus voisine de lui par les mœurs, la langue et la religion. Mais, ainsi que le remarque M. Henri Martin, comme les mines du Mexique et du Pérou avaient été la ruine de l'Espagne, les mines du Brésil ont été la ruine du Portugal; car elles y ont frappé de mort le travail et l'industrie, dont les Anglais se sont emparés, en attirant à eux l'or, qui va toujours là où sont le travail et l'intelligence. Mais la France n'avait pas envie de troubler son union de fraîche date avec l'Angleterre; l'or du Brésil continua à traverser le Portugal, comme celui du Mexique traversait l'Espagne, sans s'y arrêter et sans l'enrichir. Le Portugal devait demeurer jusqu'à nos jours dans un double vasselage, commercial et politique, laissant les Anglais exploiter ce riche sol que leur livre la paresse de ses habitants. L'Angleterre dicta donc, au point de vue de son intérêt, le traité de commerce que la France conclut avec le Portugal, et la força à reconnaître la souveraineté de *S. M. Très-Fidèle* sur une partie de la Guyane et sur les deux rives du fleuve des Amazones, qu'elle réservait à son commerce. Le monarque portugais renonça à tout projet d'agrandissement du côté de l'Espagne, et obtint à ce prix la colonie du Sacramento, à l'embouchure de la Plata, vis-à-vis

Buenos-Ayres, éternel sujet de discorde entre l'Espagne et le Portugal!

Le prince qui gagna le plus à la paix d'Utrecht fut celui qui avait le moins contribué à ce dénoûment, désiré de tous, Victor-Amédée : Louis lui paya sa trahison en lui rendant Nice et la Savoie. Il eut de plus pour *barrière,* sur la frontière du Dauphiné, Exilles, Fénestrelle et Château-Dauphin; et on lui garantit la Sicile avec le titre de roi, plus la succession éventuelle au trône d'Espagne.

La monarchie prussienne ne date que du début du XVIIIe siècle, et déjà le nouveau roi, Frédéric-Guillaume Ier, revendique son indépendance, en se détachant de l'Empereur, son suzerain, pour traiter directement avec Louis qui lui cède la Gueldre espagnole. Philippe ayant renoncé aux Pays-Bas, le sacrifice était pour la Hollande, qui déjà pouvait entrevoir un danger dans cette royauté naissante, redoutable à tous ses voisins, mais surtout à l'Autriche, qui lui avait donné son brevet. Louis reconnut, en outre, la souveraineté de la Prusse sur Neuchâtel, sacrifiant ainsi un vieil et fidèle allié, la Suisse, à un ennemi qu'il croyait acheter, et amenant, par une haute imprudence, un état du Nord au cœur de l'Europe et aux portes de la France.

Le dernier des États qui signa la paix, le 15 juillet, ce fut l'Espagne, longtemps bannie du congrès, où ses intérêts furent assez représentés par Louis. Quant à l'Empire, qui dans toutes ces négociations ne brilla que par son absence, rien n'est plus étrange que la conduite de l'ex-prétendant au trône d'Espagne. Poussé par le prince Eugène, qui craignait de voir, la paix une fois conclue, finir son influence, Charles VI refusa obstinément de signer cette paix dont tout le monde avait soif. Jeune

encore, il spéculait sur la fin prochaine d'Anne et de Louis, se figurant que leur mort ouvrirait de nouvelles chances. Mais tout affaiblie que fût la France, il lui restait encore assez de forces pour se venger de l'Empereur quand elle n'aurait plus l'Europe sur les bras. Louis, qui avait cru la guerre finie, n'était pas prêt à la recommencer; mais pour en finir avec l'Empire, il retrouva toute son activité. Le sauveur de la France, Villars, fut mis à la tête d'une armée qu'on improvisa sur le Rhin, avec les garnisons d'Italie et les forces éparses sur tous les points du territoire. Nous nous dispenserons de raconter cette guerre qui n'appartient plus, même de loin, à l'histoire d'Espagne. Par une série de succès qui mit le comble à sa gloire, Villars s'empara tour à tour de Spire, de Worms, de Fribourg en Brisgau et de Landau, que Louis comptait céder à l'Empereur, qui les perdit par cette guerre insensée. Le prestige du prince Eugène, rival si longtemps heureux du vainqueur de Denain, s'éclipsa dans cette compagne où il fut constamment battu, et un dernier rayon de gloire éclaira encore le soir de la vie du Grand Roi.

Les deux adversaires, Eugène et Villars, furent chargés de négocier la paix, et le traité de Radstadt scella la fin de cette longue et terrible guerre où l'Europe payait les fautes de la France, ou plutôt de son roi. Disons, à l'honneur de Louis, que, par ce traité, il fit rétablir dans leurs États les Électeurs de Cologne et de Bavière, punis de leur fidélité à la France. L'Allemagne, après s'être compromise pour l'Empire, comptait peu sur sa reconnaissance, et se hâta de séparer sa cause de la sienne. La France garda Landau et Strasbourg; en revanche, elle reconnut les nouvelles acquisitions de l'Autriche en Flandre et en Italie, Naples, Milan,

Mantoue et la Sardaigne, riche indemnité, bien faite pour la consoler du trône qui lui échappait en Espagne. L'Empereur ayant refusé de traiter directement avec Philippe V, son heureux concurrent, l'aïeul, cette fois encore, représenta son petit-fils. Charles VI, froissé de sa défaite, soutint énergiquement la cause de la Catalogne, la seule province d'Espagne qui lui fût demeurée fidèle. Mais Louis, retrouvant toute sa hauteur en face d'un ennemi vaincu, refusa de rien céder sur ce point, sachant d'ailleurs Philippe V bien décidé, une fois assis sur son trône, à en finir avec la Catalogne et avec ses franchises. L'Empereur avait sa revanche toute prête : il refusa à son tour de céder aux instances de Louis, soutenu par l'Angleterre, et de consentir à la création de la petite souveraineté de Limbourg, destinée à faire une reine au petit pied de la princesse des Ursins.

En dehors de la paix universelle, il ne restait plus en Espagne qu'une province rebelle, c'était la Catalogne, république de fait qui s'obstinait à trancher du royaume. Philippe, encouragé par les derniers succès de son aïeul, résolut d'avoir raison de son dernier adversaire. La guerre avait cessé partout, et l'Europe respirait ; le roi d'Espagne, reconnu maintenant par toutes les puissances du continent, pouvait-il souffrir qu'une province de son empire levât seule l'étendard de la révolte dans l'Espagne pacifiée? Mais voyons d'abord où en était Barcelone, centre de la rébellion, circonscrite dans ce dernier foyer. Quand, par suite de l'armistice entre la France et l'Angleterre, les troupes anglaises avaient quitté cette ville, l'indignation des Catalans avait hautement éclaté contre la défection de leurs alliés. Stahrenberg, en revenant les visiter de la part de l'Empereur, les avait trouvés décidés à s'ensevelir sous les ruines de leur ville plutôt

que de renoncer à leurs franchises et au roi de leur choix.

Mais Charles VI, tout entier à sa dernière lutte avec la France, pouvait-il songer à secourir ce petit coin de l'Espagne qui s'obstinait à lui demeurer fidèle, en dépit de la fortune qui l'abandonnait? Malgré sa fausse position dans ce congrès, où seul il se refusait à la paix, il n'épargna rien pour obtenir de l'Angleterre, et même de la France, la promesse d'intervenir auprès de Philippe pour conserver à la Catalogne ses priviléges. Charles, de son côté, s'était engagé à retirer ses troupes de la province rebelle; mais quand le peuple les vit s'embarquer, lorsque surtout il vit partir l'impératrice, que son époux lui avait laissée comme un gage de son prochain retour, il fallut toute l'affection que la Catalogne portait à sa souveraine d'un jour pour contenir l'explosion de sa colère et de ses regrets.

Enfin, quand les habitants de Barcelone et les montagnards, qui faisaient cause commune avec eux, se virent abandonnés par leurs alliés, bien loin de s'abattre, ils puisèrent dans le sentiment même de leur abandon ce courage désespéré qui fait les héros et les martyrs. Ajoutons que l'Empereur, en trahissant malgré lui ses fidèles Catalans, avait autorisé ses soldats à déserter leurs drapeaux. Quatre mille d'entre eux restèrent pour partager le sort des défenseurs de Barcelone. On comptait en outre dans la garnison six mille hommes de troupes régulières, sans parler des nombreuses *guerrillas* qui occupaient les défilés des monts, pour protéger la Catalogne contre toute attaque du côté de la France. Aux termes du traité, Stahrenberg devait remettre, à son choix, Barcelone ou Tarragone aux troupes de Philippe V. Il évacua Tarragone en juillet, mais sans avertir les Espa-

gnols de son départ; les miquelets, toujours aux aguets, allaient s'emparer de la ville, si les habitants n'avaient d'eux-mêmes ouvert leurs portes aux soldats de Philippe V. Enfin, avant de s'embarquer sur l'escadre anglaise, Stahrenberg livra aux insurgés la citadelle de Montjuich et les plus fortes positions de la ville. L'évêque de Barcelone, Autrichien de cœur encore plus qu'Espagnol, convoqua dans son palais les Cortès de la Catalogne. Il leur fit savoir, de la part de l'Empereur, que, sitôt que Charles VI, alors aux prises avec les Français, aurait chassé l'ennemi de son territoire, il viendrait au secours de sa fidèle cité de Barcelone. Jusque-là, il l'engageait à tenir bon, lui promettant, quand il en aurait fini avec la France, de l'ériger en république sous le protectorat de l'Empire.

Électrisée par ces promesses, la *députation provinciale* n'hésita pas, avec une armée espagnole à ses portes, à déclarer la guerre à la France, en traitant avec elle de puissance à puissance. Hâtons-nous d'ajouter que la Catalogne, que Barcelone même furent loin d'être unanimes dans cet acte de généreuse folie. La plus grande partie de la noblesse, la plus saine portion du clergé s'y opposèrent en vain; la populace, sous la pression des moines démagogues qui régnaient sur elle, comme en France au temps de la Ligue, dicta le vote de la *députation*, vote insensé que Barcelone devait payer bien cher. Populaire partout ailleurs en Espagne, Philippe ne pouvait pas l'être en Catalogne; car, dans un décret d'amnistie, il avait offert aux Catalans la constitution de la Castille, ce qui impliquait l'abolition de leurs *fueros*, auxquels ils tenaient plus qu'à leur vie. Et puis, on ne parlait à la cour de Madrid que de pendre ou d'emprisonner les rebelles, et chaque jour

l'abîme se creusait entre le roi et ses sujets révoltés.

Barcelone ayant repoussé la sommation d'ouvrir ses portes à son roi légitime, l'Espagne, libre maintenant de réunir toutes ses forces contre la cité rebelle, mit sur pied trente mille hommes, suprême effort pour un pays aux abois! La garnison, en y comptant les quatre mille déserteurs autrichiens, ne montait pas à moins de treize mille hommes, sans parler d'un camp retranché, des forts occupés par les insurgés et des bandes de miquelets qui infestaient tout le pays. La partie était donc moins inégale qu'elle ne le semblait d'abord; mais ce qui manquait à la Catalogne, plus fidèle à elle-même et à ses *fueros* qu'au prétendant autrichien, c'étaient des alliés. L'Empereur, obligé de subir la loi du vainqueur, n'avait à lui offrir qu'une bonne volonté impuissante. Les Catalans avaient compté sur l'Angleterre, et sur la promesse écrite de la reine Anne d'obtenir le maintien de leurs *fueros*, promesse que Barcelone gardait pieusement dans un de ses sanctuaires; mais le cabinet anglais était décidé à acheter la paix, même au prix de l'abandon de tous ses alliés. L'ambassadeur anglais à Madrid ayant hasardé quelques timides représentations, « Vous avez besoin de la paix autant que nous, dit froidement Philippe; vous ne voudriez pas rompre avec nous pour une bagatelle! » Et Barcelone fut la dernière victime immolée sur l'autel de la paix.

Le cabinet de Londres, passant d'un parti à l'autre avec une versatilité qui lui fait peu d'honneur, envoya une flotte aider Philippe à bloquer Barcelone, en attendant que Louis y envoyât une armée. La défection ne pouvait pas être plus complète; mais l'Angleterre, disons-le à son honneur, n'était pas de l'avis de son gouvernement. Elle tenait trop à ses libertés pour faire aussi

bon marché que lui des libertés d'un allié. Anne, entraînée elle-même par le courant de l'opinion, dans ce pays où elle règne en souveraine, renouvela encore, à la face de la nation, sa promesse solennelle de défendre les *fueros* de la Catalogne.

Voyant qu'ils ne pouvaient plus compter sur l'Angleterre, les Catalans finirent par ne compter que sur eux-mêmes, et ne prendre conseil que de leur désespoir. On décréta peine de mort contre quiconque prononcerait le mot de capitulation. Le commandement des troupes était confié à un transfuge, Villaroel, passé général au service de l'Autriche. En attendant le blocus, la ville était ravitaillée par des bâtiments que lui envoyait d'Italie l'Autriche, tout étonnée d'être devenue une puissance maritime. Majorque et Iviça, complices de la rébellion, lui faisaient aussi passer des secours. Jusqu'à la signature du traité, les Catalans avaient compté sur les dissensions qui régnaient entre les alliés. Mais le blocus, commencé dès juillet 1713, ne devint réel qu'en mai 1714, après la défaite de l'Autriche. Philippe, ayant une fois de plus senti l'impuissance de l'Espagne, recourut encore à son aïeul, et Louis promit vingt mille hommes, commandés par Berwick.

Dans cette extrémité, l'énergique population de Barcelone se prépara à une résistance désespérée. Les fortifications de la ville et celles de Montjuich, âme de toute la défense, furent augmentées, et les murs des maisons crénelés, afin que chacune d'elles devînt une forteresse en état d'arrêter l'ennemi. Les bouches inutiles, enfants, vieillards, malades, furent envoyées à Majorque; il ne resta dans la ville que des hommes décidés à vendre chèrement leur vie. Les prêtres, les moines, l'évêque et son clergé attisaient l'enthousiasme

populaire, par leurs paroles comme par leur exemple; on a droit d'en conclure que le mot d'ordre était parti de Rome, et que le saint-père, au fond, était pour le prétendant, et non pour le roi légitime.

En attendant, un impôt, imprudemment exigé par Philippe V, avait réveillé dans toute la province la rébellion prête à s'éteindre. La guerre de montagnes, poussée avec vigueur par le duc de Popoli, à la tête de troupes espagnoles, était devenue une guerre d'extermination; la révolte était partout noyée dans le sang. Les habitants de Barcelone, se voyant trahis par tous leurs alliés, même par l'Empereur, qui ne s'était pas souvenu d'eux dans le traité de Radstadt, offrirent de reconnaître Philippe V, et de payer trois millions de livres pour les frais de la guerre; ils n'y mettaient qu'une condition, c'est qu'on leur conservât leurs *fueros;* mais Philippe fut inflexible: il exigea qu'ils se rendissent à discrétion, et tout se prépara des deux parts pour une lutte acharnée.

Dans l'intervalle, un événement, bien grave par l'influence qu'il devait exercer sur le caractère et sur la vie privée de Philippe, venait de s'accomplir : la jeune et vaillante reine Marie-Louise, dont la santé était minée depuis longtemps, était morte le 24 février, à l'âge de vingt-cinq ans; nous reparlerons ailleurs de cette mort et de ses résultats. La princesse des Ursins, devenue plus puissante que jamais, usa de son empire sur le monarque pour réveiller la question de la principauté de Limbourg, indemnité qu'elle réclamait du congrès, pour la part prise par elle à l'œuvre de la pacification. Philippe appuya les prétentions de la vice-reine avec l'ardeur qu'il mettait à soutenir les volontés des autres, à défaut de la sienne. L'obstination de la princesse entrava pendant plusieurs mois la signature de la paix entre l'Espagne

la Hollande. Philippe voulait absolument que ce der-
er pays garantît la principauté, prise, aux dépens de
utriche, sur les Pays-Bas catholiques. Louis XIV, irrité
la ténacité de son petit-fils qui, en soutenant cette
licule prétention, retardait la paix du monde, déclara
ie ni Berwick, ni ses soldats ne partiraient pour l'Es-
igne tant que le traité avec la Hollande ne serait pas
gné. M[me] des Ursins essaya vainement de résister; elle
ait affaire à trop forte partie. Il fallut céder : le traité
ec la Hollande fut signé, Louis se décida à faire partir
erwick et son armée, et les forces de l'Espagne et de
France se trouvèrent enfin réunies devant Barcelone
7 juillet, au nombre de trente-cinq mille hommes;
uit mille furent laissés à Gérone pour entretenir les
ommunications avec la France, et huit mille autres
ispersés en Catalogne pour y contenir les populations
isposées à la révolte. Enfin une petite escadre espagnole,
éunie à grand'peine, vint compléter le blocus, en atten-
ant la flotte anglaise, que les hésitations de son gou-
ernement retenaient à Cadix. Philippe, à force d'in-
tances, parvint à décider l'amiral anglais à intercepter
es continuels envois de vivres et de munitions qui
affluaient par mer à Barcelone.

Jusqu'à la venue de Berwick et de son armée le siége
n'avait été qu'un blocus. Mollement poussé, le bombar-
lement n'avait fait que peu de ravages; mais, à dater
du 12 juillet, la tranchée fut ouverte du côté opposé au
Montjuich, et quatre-vingt-sept gros canons et trente-
trois mortiers vomirent bientôt sur la ville le fer et la
flamme. Mais le courage des assiégés n'en fut point
abattu, et deux assauts furent repoussés, avec des pertes
énormes pour les assaillants. Les assiégés, pour attester
eur résolution de vaincre ou de mourir, avaient arboré

un drapeau noir avec une tête de mort, et ils restèrent fidèles à cette fière devise. La mort de la reine Anne et l'avénement d'un roi protestant revinrent encore ranimer leurs espérances. Le nouveau roi, Georges de Hanovre, essaya en effet d'intervenir en leur faveur, et protesta contre la présence d'une armée française devant Barcelone, placée, comme les libertés de la Catalogne, sous la protection de l'Angleterre. Pour toute réponse, Louis envoya à Berwick de nouveaux renforts, en se plaignant à Londres de l'obstination des Catalans, qui avaient rejeté les offres d'amnistie de son petit-fils. Georges Ier, ne pouvant faire davantage, ordonna à l'amiral anglais de ne plus intercepter l'arrivée des secours, et de ne prendre aucune part au blocus.

Nous ne prendrons pas au sérieux l'étrange assertion de Coxe qui raconte que les Catalans, se voyant trahis par tous les princes et les États de la chrétienté, se seraient adressés au sultan pour lui demander du secours. Ils auraient même offert de reconnaître sa suzeraineté, pourvu qu'il leur garantît le maintien de leur religion et de leurs priviléges; mais le sultan aurait décliné l'offre, ne se souciant pas de s'embarquer dans une affaire aussi grave, et surtout de se brouiller avec la France.

En attendant, le siége continuait ; l'assaillant gagnait chaque jour du terrain, et des brèches étaient déjà ouvertes dans les remparts. Berwick, avant de livrer un dernier assaut, fit encore une tentative pour vaincre l'obstination des assiégés : il leur offrit, s'ils voulaient se rendre, des conditions honorables, mais sans leur garantir leurs priviléges, que Philippe était bien décidé à ne pas leur laisser. Son offre fut repoussée avec dédain, et, le 11 septembre, un assaut, qui devait être le dernier, fut livré à l'indomptable cité. Le bastion de Saint-Pierre,

ı les insurgés avaient concentré leurs principaux oyens de résistance, fut pris et repris onze fois. Enfin s assaillants, revenant toujours à la charge avec des oupes fraîches, finirent par pénétrer dans la ville de lusieurs côtés. Là le combat recommença de rue en rue, e maison en maison, plus acharné que jamais. Les vaincus e voulaient pas de quartier, et ne savaient pas plus en emander qu'en faire ; mais leur courage, si désespéré u'il fût, ne pouvait rien contre un ennemi qui se re-ouvelait sans cesse. Personne ne se rendit, personne ne hercha à fuir ; tout tomba sous l'épée des soldats, rendus ırieux par cette lutte obstinée. Ce qui restait encore es assiégés ayant été refoulé vers la grande place, les ssaillants se crurent les maîtres de la ville et se mirent ı piller. Les insurgés, reprenant courage, revinrent à a charge, et le sang coula de nouveau par torrents. Enfin les vainqueurs, maîtres de toutes les issues, tour-ıèrent contre les rebelles leur propre artillerie. Une ıouvelle attaque, tentée par ceux-ci, fut encore repoussée, t leur chef, Villaroel, toujours au premier rang, tomba grièvement blessé.

La lutte durait depuis douze heures, l'ennemi était maître de toutes les places et de toutes les rues impor-tantes, et la nouvelle Numance ne songeait pas encore à se rendre. Berwick, avec une humanité qui l'honore, finit par arrêter le massacre, et imposer la clémence à ses soldats furieux. Mais la nuit même ne fit pas cesser le combat; sur plusieurs points, la lutte continua, ou recommença avec le jour. Des députés, envoyés au ma-réchal pour traiter de la capitulation, insistèrent sur un pardon général et le maintien de leurs privilèges. Ber-wick s'y refusa, et menaça de faire tout passer au fil de l'épée, et de brûler toute la ville, s'ils ne se rendaient pas

à discrétion. Cette menace ranima leur furie, et le combat se ralluma encore une fois. Berwick, pour dompter leur obstination, fit mettre le feu dans plusieurs quartiers de la ville; alors seulement la lutte cessa : le corps municipal se rendit sans conditions, en livrant Montjuich et les forts qui entouraient la cité, et Berwick se hâta de faire éteindre l'incendie qu'il avait allumé. Depuis l'antique Sagonte jusqu'à la moderne Saragosse, c'est ainsi que l'Espagne se défend quand elle combat pour son indépendance et pour ses libertés !

Le vainqueur usa avec clémence de sa victoire, et ne sévit que contre les chefs, qui furent jetés en prison. Le sang avait assez coulé pendant l'assaut, on l'épargna après la victoire. Les assaillants, depuis le début du siége, avaient perdu dix mille hommes, dont quatre mille dans cette terrible journée. Les assiégés avaient eu plus de trois mille tués et blessés, dont cinq cents prêtres ou moines. On ne peut que déplorer, tout en l'admirant, un semblable fanatisme, et se demander ce qu'on ne ferait pas d'un peuple capable d'un pareil dévouement, s'il était mis au service d'une meilleure cause.

Restait à soumettre Majorque, qui semblait disposé à résister; mais la chute de Barcelone et l'arrivée de six mille Français suffirent pour dompter les courages les plus rebelles. La ville se rendit à des conditions honorables, et prêta serment de fidélité à Philippe; le reste de l'île imita son exemple. Ainsi se termina cette insurrection de Catalogne, une des plus graves dont l'histoire ait conservé le souvenir. Les libertés catalanes périrent dans le naufrage, comme avaient péri celles d'Aragon et de Valence; elles ne pouvaient pas vivre plus longtemps sans compromettre l'unité espagnole, si nécessaire à reconstruire, du moment où l'Espagne, per-

ant toutes ses possessions sur le continent, ne pouvait lus s'appuyer que sur elle-même. L'Empereur sentit ivement la perte de son dernier lambeau de souveraieté sur le sol ibérique. Impuissant à empêcher la chute e Barcelone, il plaignit du fond du cœur ceux qu'il ne ouvait secourir. Quant au gouvernement anglais, en 'associant, même dans une faible mesure, aux efforts le la France et de l'Espagne pour dompter la rébellion u'il avait lui-même provoquée, il blessa le sentiment ational du pays et ses chaudes sympathies pour les ibertés de la Catalogne, sœurs de celles de l'Angleterre.

Nous sommes arrivés à la fin de cette redoutable guerre le la succession d'Espagne, guerre continentale encore plus qu'espagnole, une des plus longues, des plus étendues, des plus sanglantes dont l'Europe ait eu à gémir! Depuis Charles-Quint, on n'avait pas vu tous les États du continent aux prises ainsi l'un avec l'autre, du sud de l'Espagne et de l'Italie jusqu'au nord de l'Allemagne. La guerre même de Trente ans, plus longue et plus opiniâtre, n'offre pas d'exemple d'une pareille mêlée de toutes les nationalités. En revanche, les passions religieuses sont absentes de celle-ci; aussi elle est moins acharnée que les grandes luttes qui se livraient, un siècle plus tôt, autour de la Réforme. Qu'on y ajoute les sanglants démêlés de Charles XII, de Suède, avec les Polonais et avec la Russie, et l'on verra que, treize ans de suite, le continent tout entier a été ravagé par une guerre continue, promenée sur toute sa surface, sans autre cause que l'ambition de deux ou trois de ses rois. Si impitoyables que soient les guerres religieuses, elles ont cependant au fond une certaine grandeur, car elles luttent pour le plus incontestable et le plus saint de tous les droits, la liberté de conscience! Mais en voyant l'Europe mise à

feu et à sang pendant treize ans, pour assouvir la soif de conquêtes d'un Louis XIV et d'un Charles XII, on ne sait ce qui l'emporte ici du crime ou de la folie; et quoique les peuples ne soient jamais complétement innocents des fautes de leurs rois, on oublie de les accuser pour ne songer qu'à les plaindre.

Voyons maintenant la situation faite par la paix d'Utrecht à chacun des États de l'Europe, et commençons par l'Espagne. A-t-elle gagné, a-t-elle perdu à se voir dépouillée de toutes ses possessions sur le continent, Milan, Naples, la Sicile et les Pays-Bas? L'arbre, ainsi ébranché, va-t-il mourir, ou va-t-il, réduit au tronc, concentrer en lui sa vie, et puiser dans son appauvrissement même une vigueur nouvelle? Oui, nous n'hésitons pas à le dire: l'avenir, sinon le présent de ce noble pays, a gagné à ces pertes fécondes! son orgueil seul y a perdu, et a peine à s'en consoler, même aujourd'hui... Mais l'avenir de la Péninsule n'est pas dans des conquêtes; par sa position excentrique, elle n'est, pas plus que l'Italie, faite pour régner sur le continent qui, plus ou moins, gravitera toujours vers un de ces deux centres, l'Allemagne et la France. L'avenir de l'Espagne! il n'est pas en dehors de sa péninsule, mais au dedans: il est dans cette vie intérieure qu'il faut créer, dans ce commerce, dans cette industrie qu'il faut disputer aux étrangers; dans ce sol fertile, en jachère depuis la conquête arabe, et auquel il faut ravir toutes ses richesses, depuis ces métaux précieux qu'il cache dans son sein, jusqu'à ces moissons qu'il ne demande qu'à donner!

Que manque-t-il à l'Espagne, après la paix d'Utrecht, pour réaliser ces destinées nouvelles? Un roi capable de marcher résolûment à sa tête dans cette voie de résurrection et de progrès. Charles III l'essayera plus tard, mais,

hélas! sans pouvoir la réveiller de cette longue léthargie qui date de la dynastie autrichienne, et qui n'a pas fini avec elle. Et puis ce ne sont pas seulement des hommes qu'il lui faudrait, ce sont des institutions. Improgressive par système comme par tempérament, l'Espagne porte dans son sein bien des germes de mort; mais tous peuvent se résumer en deux mots : l'inquisition et le pouvoir absolu. Or le petit-fils du roi qui a signé la *Révocation* ne peut apporter aux Espagnols ni la liberté politique, ni la liberté religieuse. Au moment où l'Angleterre vient de conquérir ces deux libertés à la fois par la plus pacifique et la plus féconde de toutes les révolutions, l'Espagne n'échappe à l'influence de l'Autriche que pour passer sous celle de la France. La mort, il est vrai, va bientôt délivrer Philippe de l'impérieuse tutelle de son aïeul; mais épuisé par l'effort qu'il a fait pour se tenir à la hauteur de son rôle, capable d'une excitation passagère, mais dénué du ressort qui fait les monarques sérieux, il lui manquera toujours, pour être un roi, pour être un homme, ces deux choses sans lesquelles on n'est rien, le don de vouloir et celui de persévérer.

Quant à la France, les destinées des deux peuples, rapprochées un moment, vont bientôt se séparer, en attendant qu'elles se heurtent de nouveau par la guerre, en dépit de la loi de nature qui les condamne à rester unies. Louis a réussi dans son plan favori : il est parvenu à asseoir son petit-fils sur le trône de Castille, mais on sait ce qu'il en a coûté à la France! Épuisée par un effort trop prolongé, elle paye bien cher le stérile honneur d'avoir donné un roi à la Péninsule, sans pouvoir même se dire qu'elle s'est, à ce prix, assuré un allié. Elle y perd un morceau de sa frontière du nord, mais ce qu'elle y a surtout perdu, c'est son pres-

tige! Le principe monarchique, poussé à bout par elle, ne retrouvera plus désormais ni sa force, ni son éclat, ni sa foi en lui-même. Le *Grand Règne*, d'ailleurs, touche à son terme; une année ne se passera pas sans que Louis ait été rejoindre ses ancêtres dans la tombe, et la France passera, sans transition, du joug austère de la Maintenon et de Louis XIV vieilli sous la cynique autorité du régent.

Passons maintenant à l'Autriche. Dans cette curée où chacun cherche à arracher son lambeau de l'Espagne, c'est elle qui a eu la meilleure part; car, sauf quelques villes détachées pour faire une *barrière* à la Hollande, c'est à elle qu'échoit la Flandre espagnole; c'est elle aussi qui hérite de toutes les possessions de l'Espagne en Italie, moins la Sicile, jetée en aumône au duc de Savoie; mais ces précaires possessions, trop excentriques pour apporter quelque force à l'Autriche, ne doivent pas lui rester bien longtemps; le siècle ne finira pas sans les lui voir enlevées. Ce qu'elle a gagné à la guerre, c'est d'atteindre le but qu'elle visait depuis si longtemps, l'hégémonie de l'Allemagne, où Louis semble avoir pris à tâche de faire détester le nom français, de l'Allemagne qu'elle a lancée sur la France, naguère sa protectrice et son alliée. L'Autriche a vu, depuis le changement de dynastie, la monarchie espagnole échapper à sa tutelle. Cette vieille alliance, qui avait duré des siècles, entre les deux branches de la maison de Habsbourg, est rompue pour jamais, et la France a remplacé l'Autriche dans ce protectorat de l'Espagne qui, d'une part comme de l'autre, n'a jamais été bien désintéressé.

De tous les États coalisés, l'Angleterre, après le roi de Sardaigne, est celui qui gagne le plus à la paix d'Utrecht. Au dedans comme au dehors, elle a atteint

tous ses buts : elle a assuré chez elle la succession de la ligne protestante, et n'a plus rien à redouter des impuissantes prétentions des Stuarts. Elle est devenue l'arbitre du continent; le sceptre des mers, qu'elle partageait autrefois avec la France et la Hollande, est passé presque tout entier dans ses mains. Elle a resserré les limites de la France, abreuvé d'humiliation la vieillesse de son roi, et dépouillé l'Espagne, son antique ennemie, de ses possessions du continent, en la réduisant au rang de puissance du second ordre. Mais ses ambitions, on le sait, ne sont pas continentales, elles sont surtout insulaires et maritimes : dans la Méditerranée, elle a déjà pris, en attendant Malte et Corfou, deux positions importantes, Gibraltar qui lui assure le détroit, et Minorque, d'où elle tient en respect Barcelone et Toulon. Mais ce qui la tente surtout, dans les dépouilles de l'Espagne, c'est cet immense espace qui s'étend du 42e degré de latitude nord au 47e de latitude sud, presque la longueur des deux Amériques; ce sont ces splendides colonies du Mexique et du Pérou, que les Espagnols n'ont possédées que pour les laisser en friche. Or, ce que la guerre ne peut pas lui donner, elle le demandera au commerce : son trafic de chair noir, autorisé par l'*asiento*, va lui ouvrir ce vaste continent avec toutes ses îles. Là, sans bruit et sans rivaux, l'industrie anglaise, exploitant ce qu'elle ne peut pas conquérir, se liguera avec la paresse native des habitants, indigènes ou Espagnols, pour les tenir jusqu'à nos jours dans une dépendance et une minorité perpétuelles.

La Hollande seule n'a rien gagné à la paix d'Utrecht, sauf quelques villes fortes, qui lui coûtent et ne lui rapportent rien, car il faut y mettre des garnisons, et un peuple commerçant a besoin de marins, et non de sol-

dats. Elle a voulu se venger de Louis, et son but est atteint; mais elle a oublié son intérêt, chose rare chez un peuple commerçant, pour ne songer qu'à son amour-propre froissé; elle n'a gagné à cette guerre, qui lui a coûté si cher, ni un port, ni une colonie, ni un privilége de commerce. Par haine de la France, elle est restée fidèle jusqu'à la fin à cette *Grande Alliance* que l'Angleterre a su quitter si à propos; elle en est punie en demeurant seule et sans alliés, avec sa dette accrue, son commerce diminué, en face de l'Angleterre sa rivale, déjà lasse de partager avec elle cet empire des mers qu'elle entend se réserver tout entier.

Nous avons passé en revue tous les grands États qui ont pris part à la guerre, en laissant de côté les petits, comme le Portugal, la Savoie et les princes allemands, plus ou moins forcés de graviter vers l'orbite de l'Empire. Ces États, c'est l'Europe entière, moins la Suède et la Russie, qui ont leur histoire à part; et après cette terrible lutte, l'une se retire de la scène politique, au moment où l'autre y fait son apparition. Mais nous avons à étudier encore la *Grande Alliance* sous un autre aspect, dans son influence plus lointaine sur la paix du continent, qu'elle n'a troublée que pour la raffermir.

Nous avons vu, avant 1610, pendant que Henri IV organisait contre l'Autriche cette vaste ligue, si bien nommée le *grand dessein* (voir t. X, p. 440), son ministre et son ami, Sully, caresser un rêve plus hardi, et d'une exécution plus difficile encore. Ce rêve, Sully l'avait baptisé du beau nom de *République chrétienne*. L'avenir des sociétés modernes était tout entier dans ces deux noms, ou plutôt dans ces deux principes, dont l'un, le Christianisme, peut seul assurer à l'autre, la République, la force et la durée qui lui manquent.

Mais l'heure n'était pas venue alors (hélas! l'est-elle même aujourd'hui?) de réaliser ce rêve pieux, qui suppose, chez les peuples comme chez les gouvernements, une raison, une possession de soi-même dont la France, il faut bien le reconnaître, n'a pas fait preuve jusqu'ici. Évidemment Sully, quand il montrait en perspective à l'Europe du XVIIe siècle, encore soulevée par l'âpre ferment des guerres de religion, cette paix perpétuelle qui ne peut naître que d'une sage pondération des forces et des pouvoirs, était trop en avant de son siècle et de son pays. Henri IV lui-même, en consacrant les dernières années de sa laborieuse vie à fonder cet équilibre, menacé tantôt par l'Espagne, tantôt par l'Autriche, n'avait osé tendre à la paix que par la guerre, sans rêver pour l'Europe des garanties plus durables que celles que la force peut donner. Sa mort, si regrettable, laisse l'œuvre à continuer à son successeur, nous voulons dire à Richelieu. Ce ferme et sobre génie poursuit avec une rare vigueur le plan de Henri IV, et Mazarin, après lui, a l'honneur de le continuer. Tous deux garderont aux yeux de l'histoire cette gloire singulière d'avoir rendu à la France presque toutes ses limites naturelles, et de ne les avoir pas dépassées.

Nous voudrions pouvoir en dire autant de Louis XIV. Pendant les premières années de son règne personnel, il reste fidèle aux sages traditions de l'école de Richelieu. Mais du moment où cette ambition, qui s'ignorait encore, a pris conscience d'elle-même, du moment où la possession du pouvoir absolu a exalté en lui le sentiment de sa force, les conseils de la prudence, les leçons de l'histoire sont bien vite oubliés : tout ce qui excite ses appétits de conquête est envahi sans scrupule; tout ce qui heurte ses prétentions, ou se rencontre dans son chemin, doit

plier devant l'altier conquérant à qui toute résistance semble une révolte. Avec Condé et Turenne pour généraux, Louvois et Colbert pour ministres, Louis, en prenant ses ennemis un à un, est toujours sûr d'en avoir raison. Mais peu à peu, à force d'être vaincus, ceux-ci apprennent à s'unir pour vaincre à leur tour. Le malheur leur enseigne cette solidarité des peuples dont la faiblesse, en s'associant, finit par devenir de la force, solidarité sainte où l'on croit voir un reflet de la justice divine, égaré sur la terre.

Depuis lors, les alliances deviennent toujours plus larges, plus solides, plus conscientes de leur force, et aussi de leur droit d'imposer la paix à cette ambition inquiète qui ne se lasse pas de troubler le repos du monde. La *Grande Alliance*, dont nous venons de raconter l'histoire, est la forme la plus haute qu'ait revêtue cette sainte conspiration des peuples et des rois contre l'infatigable ennemi de la paix publique. Ce n'est plus le rêve pacifique de Sully, mettant la force au service du droit, pour y recourir le moins souvent possible, et apprenant à l'opinion à faire respecter ses arrêts. Non! ce sont des intérêts purement humains, associés dans un but, légitime sans doute, mais où l'égoïsme tient une large place, où chaque État pense à lui avant de penser à ses alliés. Et cependant, la *Grande Alliance* est et restera un progrès dans l'histoire moderne, où l'idée de justice, si confuse au moyen âge, se dégage et s'affirme peu à peu, au milieu de tous ces intérêts opposés, étonnés de se trouver un instant unis.

CHAPITRE IV.

DISGRÂCE DE LA PRINCESSE DES URSINS.

1714 A 1715

Nous avons conduit à sa fin ce long et sanglant drame de la guerre de la succession. Nous avons raconté en détail les pénibles négociations qui finirent par doter l'Europe de la paix d'Utrecht, retardée si longtemps par les puériles prétentions de la princesse au rang de souveraine. Revenons maintenant à la cour de Madrid, où va s'ouvrir un autre drame, moins tragique sans doute, mais non moins fertile en sérieuses conséquences. Quand les hommes ne savent ni gouverner ni vouloir, il faut bien que les femmes s'en chargent pour eux, et Mme des Ursins a virilement rempli l'*intérim*. Du vivant de la reine, l'irrésistible séduction de ses manières, l'affection passionnée de son mari pour elle, rendait tout facile. La domination de la princesse n'arrivait jusqu'à Philippe qu'à travers la femme qu'il aimait, dépouillée par conséquent de tout ce qu'elle avait de blessant pour son amour-propre, et, même en obéissant, il croyait encore commander.

La mort de Marie-Louise, sans détruire l'empire de Mme des Ursins sur le docile monarque, va changer toutes ces relations. Il en est de l'Espagne comme de

Philippe V : en perdant sa jeune reine, qu'elle aimait presque aussi passionnément que son époux, elle va sentir le joug de l'étranger peser plus lourdement sur elle, du moment où il ne lui sera plus allégé par cette reine adorée, trop tôt enlevée à son amour. Un écrivain espagnol, Florez, a consacré un ouvrage spécial aux reines de Castille, et il a eu raison ; car, depuis la grande Ysabel, le type le plus accompli de la femme et de la souveraine, on est frappé du nombre de princesses, françaises pour la plupart, qui, montées sur le trône, ont su gagner le cœur des Espagnols, si fermé aux étrangers. C'est d'abord la femme de Philippe II, fille de Henri II, Élisabeth de France ; puis la fille aînée de Henri IV, Élisabeth de Bourbon, mariée à Philippe IV en 1615 ; puis la nièce de Louis XIV, immolée à la raison d'État, et condamnée à épouser l'inepte Charles II ; et enfin, la femme de Philippe V, enfant par l'âge, femme par le cœur et par la raison, et à qui il n'a manqué qu'une plus longue vie pour laisser dans l'histoire une trace plus durable.

Le 14 février, Marie-Louise venait de s'éteindre, à l'âge de vingt-cinq ans. Peu de reines, étrangères surtout, dans un pays enivré de sa propre nationalité, étaient mortes aussi regrettées, et avaient autant mérité de l'être. Aussi aimable peut-être, la femme de Charles II n'avait pas occupé sur la scène politique une pareille place, ni laissé après elle un pareil vide. Marie-Louise était tombée, comme un soldat sur le champ de bataille, usée par dix ans d'émotions et de luttes, trop fortes et trop continues pour son sexe et pour son âge. Montée enfant sur le trône, cette âme fortement trempée s'était mûrie au feu des épreuves, dans cette vie agitée, toujours aussi près de l'exil que du trône. Elle avait tout supporté avec

le courage d'un héros et la patience d'un martyr. Mais si l'âme était à la hauteur d'une pareille vie, le corps ne l'était pas, et la santé de cette frêle créature déclinait sans cesse depuis quelques années. Enfin, les dernières angoisses de la lutte et les émotions de la paix, presque aussi agitée que la guerre, étaient venues lui porter le dernier coup.

Laissons parler ici le récent historien de la princesse des Ursins[1] : « Durant dix années de tribulations et de combats, à un âge peu fait pour les grandes épreuves de la vie, elle avait dû se raidir si souvent contre les coups du sort, supporter les fatigues de fuites précipitées, l'intempérie des saisons, les misères de la vie errante, reposer son corps délicat sur le dur grabat du montagnard ; elle avait eu, en outre, tant d'amertumes, de soucis, de hontes à dévorer, en voyant son père, le duc de Savoie, combattre contre ses deux filles, que cette vie d'émotions, de peines physiques et de surexcitations morales avait fini par user la frêle enveloppe de son âme... »

Les paroles manquent pour peindre la douleur du roi, après cette perte, dès longtemps prévue, mais à laquelle il ne voulut croire que lorsqu'elle fut accomplie. Mme des Ursins était là pour comprendre sa douleur et pour la partager. Au point de vue de l'ambition, qui chez elle dominait tous les autres, elle perdait presque autant que Philippe à la mort de Marie-Louise. L'empire que l'ardente affection de la feue reine lui avait donné sur elle était plus sûr et plus durable que celui qu'elle pos-

1. *La Princesse des Ursins*, par M. F. Combes. Un vol. in-8°; travail très-complet et très-sérieux. Nous citerons aussi la remarquable introduction aux *Lettres inédites de la princesse*, par M. Geffroy, membre de l'Institut. Enfin W. Coxe (*l'Espagne et les Bourbons*) contient sur le même sujet de curieux et intéressants détails, empruntés souvent aux *Archives de la diplomatie anglaise*.

sédait sur un roi jeune encore, dans l'âge des passions, et qui n'était pas homme à rester longtemps fidèle au souvenir de celle qu'il venait de perdre. Dans les premiers moments de son deuil, Philippe fut réellement au désespoir, et leur douleur commune fut un lien de plus entre la princesse et lui. Avec un dévouement sincère, elle essaya de remplacer auprès de ses enfants la mère que Dieu leur avait ôtée. Libérée de ses fonctions de *camarera mayor*, dont elle voulut garder le titre, elle y joignit celui de gouvernante des infants, espérant ainsi, dans son insatiable soif de pouvoir, préparer son empire sur une autre génération.

Philippe, toujours extrême en tout, ne parlait que de renoncer aux affaires publiques, et d'abdiquer en faveur de son fils âgé de sept ans. Mme des Ursins n'épargna rien pour rappeler le faible monarque au sentiment de ses devoirs. Livrer dans un pareil moment l'Espagne aux dangers d'une régence, déchaîner les partis qu'il fallait calmer, raviver les plaies qu'il fallait fermer, c'était pire qu'une abdication, c'était un suicide! C'était rouvrir aux alliés le chemin de cette Espagne d'où l'on venait de les chasser. Ce ne fut pas sans peine que la princesse parvint à détourner le roi de ce projet insensé. Elle lui cita son illustre aïeul qui, à l'âge où on ne compte plus les années que par ce qu'elles vous ôtent, avait vu tomber une à une de sa souche royale les branches les plus vivaces, en supportant toutes ces épreuves avec une fermeté plus qu'humaine. Philippe, faible roseau, toujours docile au vent qui le courbait, se releva un peu de son abattement, et se remit, autant que le permettait sa faiblesse, à régner et à vivre.

La reine était morte au Buen-Retiro; Philippe, ne pouvant supporter le séjour de ce palais, où tout lui

rappelait sa perte, alla s'établir, dès le soir même, chez le duc de Medina-Celi. La princesse, qui s'occupait des infants avec un dévouement tout maternel, l'y suivit naturellement. Mais l'hôtel des Medina suffisait à peine à loger le roi et sa suite; la princesse, avec les infants, s'établit dans un couvent contigu à l'hôtel. Des portes de communication furent ouvertes, des murs abattus, et les moines transplantés dans un autre couvent; l'hôtel et le cloître ne firent plus qu'un, et le monarque en deuil et son ange consolateur purent se voir librement. Madrid, qui partageait la douleur de son roi, ne paraît pas s'être étonné de cette retraite austère, qu'une amie aussi dévouée avait seule le droit de partager; mais les chroniqueurs français, Saint-Simon, Duclos et autres, plus friands de scandale, se sont égayés au sujet de cette porte de communication qui permettait aux deux affligés de pleurer ensemble, loin des regards indiscrets. Ils ont même prêté à la princesse le plan bien arrêté de se faire épouser par le roi, en poussant ainsi sa mission consolatrice aussi loin qu'elle pouvait aller.

Du reste, tous les mémoires du temps sont d'accord sur un fait : le scrupuleux respect pour la sainteté du nœud conjugal dont Philippe donna constamment l'exemple à cette cour corrompue. Que la princesse ait mis à profit ce court interrègne pour assurer son empire sur le faible monarque, personne n'en peut douter; mais ici, toute autre relation que celle de la confiance et de l'amitié est impossible à supposer. Nous ne sommes même pas bien certain que, dans le secret de son cœur, Mme des Ursins ait pensé à se faire épouser. Si ambitieuse qu'elle ait pu être, si enivrée de l'irrésistible empire qu'elle exerçait sur Philippe, nous avons peine à croire de sa part à un pareil aveuglement. L'histoire ne cite

pas d'exemple d'une fiancée royale de soixante-treize ans, et quelque puissantes que soient les séductions de l'esprit, elles ne pouvaient pas entraîner jusqu'au mariage un roi de trente-deux ans, veuf d'une femme comme Louise de Savoie.

Une seule chose est certaine : c'est que, à peine cette épouse tant aimée était-elle descendue au tombeau, que déjà tout le monde, autour du roi, ne songeait qu'à le remarier, et Philippe n'était pas homme à résister bien longtemps. Mme des Ursins, ne pouvant empêcher le mariage, n'avait plus qu'une chose à faire : c'était de se charger elle-même du choix de la fiancée. En attendant, elle exploita avec art cette courte vacance du cœur et de la main du roi pour affermir son autorité, qui ne fut jamais aussi grande qu'au moment où elle touchait à sa fin.

Pendant les premiers jours du deuil, Philippe, ne voulant pas entendre parler d'affaires, avait confié tous ses pouvoirs au grand inquisiteur, cardinal del Giudice, prélat napolitain. Mais l'interrègne n'avait duré que trois jours. Le roi, cédant aux instances de son Mentor féminin, avait repris dans ses débiles mains les rênes du gouvernement, et la princesse était, de fait, devenue reine d'Espagne. Sa volonté, dès lors, n'avait plus besoin d'intermédiaire pour se changer en loi du royaume. Tous les pouvoirs du cardinal furent attribués à Orry, l'homme de confiance de la princesse, qui venait de le rappeler de France. Appuyée sur cet esprit actif et entreprenant, bras droit du pouvoir dont elle était la tête, elle songea à réaliser enfin les importantes réformes qu'elle méditait depuis longtemps.

Le conseil de Castille et son président Ronquillo faisaient ombrage à cette nature jalouse de toute autorité

qui ne pliait pas devant elle. Le conseil fut divisé en cinq branches, dont chacune eut son président, et Ronquillo vit ainsi son autorité réduite des quatre cinquièmes. Le secrétaire d'État Grimaldo ne garda plus que la guerre et les Indes. Orry, nommé ministre des finances, resta la cheville ouvrière de l'administration, et eut d'un premier ministre le pouvoir, sans le nom. L'opinion, du reste, se montra peu favorable à tous ces changements qui dérangeaient les vieilles routines espagnoles. Et cependant, tout homme de bonne foi reconnaîtra que la division du conseil de Castille en cinq branches était plus conforme à la raison et plus propre à faciliter l'expédition des affaires. Mais l'Espagne est ainsi faite, qu'elle ne veut rien accepter des étrangers, pas même le bien, et lui préfère le mal qu'elle se fait à elle-même.

Aussi la princesse, malgré tous les services rendus par elle au pays, n'y fut-elle jamais réellement populaire. Alors même qu'elle excluait les Français du gouvernement, en bannissant les personnes, elle gardait les idées, et c'est là ce que tout bon Castillan ne pouvait lui pardonner. Cette tyrannique centralisation, imprimée par Colbert à l'administration de la France, et qui, en dépit de toutes les révolutions, y règne encore aujourd'hui, répugnait à un pays fédéraliste par tous ses instincts, monarchique de nom, mais républicain de fait, où la vie locale a toujours tué la vie nationale, et où les provinces s'appellent encore des royaumes!

Les plans d'Orry, empreints de ces tendances unitaires que la France, depuis Louis XIV, a poussées jusqu'à l'excès, contrariaient le génie de l'Espagne, toujours séparatiste, comme on dirait aujourd'hui. Or, il est difficile de gouverner longtemps un pays contre son

gré, et c'est ce que la princesse faisait depuis treize ans; aussi serait-elle tôt ou tard tombée devant l'opinion, si elle n'était pas tombée devant une intrigue.

Nous essayerons de donner une idée du plan d'Orry, réforme salutaire qui avait le double tort de ressembler à une révolution, et de se faire par la main d'un Français. A son premier séjour dans la Péninsule, Orry, en face des nécessités de la guerre, avait vécu, comme on vivait en France, d'expédients, pour faire de l'argent à tout prix. Mais dès lors, cette tête féconde avait conçu un plan destiné à rendre à la monarchie de Charles-Quint la puissance et les revenus qu'elle avait perdus. Il s'agissait de faire retourner à la couronne les nombreux fiefs royaux des deux Castilles, engagés ou vendus pendant les troubles civils qui avaient désolé le royaume sous les derniers princes de la maison d'Autriche. Le courage avait manqué aux rois pour opérer cette réversion, qui avait contre elle les intérêts et les amours-propres engagés dans la question. Plusieurs ministres, dans leur testament, avaient recommandé à leurs successeurs cette réforme, qu'ils jugeaient indispensable, et qu'ils n'osaient pas faire. En 1704, Orry, appuyé sur la virile volonté de la princesse, avait osé engager le combat : il avait créé une junte, chargée d'examiner les titres qu'on opposait à ceux de la couronne. Mais disgracié et rappelé en France, il avait vu tous ses efforts frappés d'impuissance, et les finances espagnoles étaient bien vite retombées dans leur ancien chaos.

Enfin, revenu en Espagne, sous les auspices de la princesse triomphante, Orry put se croire, comme elle, maître de la situation. Sentant alors son audace lui revenir avec sa puissance, il fit rendre au roi, le 26 décembre 1713, un décret qui divisait l'administration financière de la

Péninsule en vingt et une provinces. Les impôts de chacune devaient être affermés à un seul fermier, vingt et un en tout, au lieu des quatre-vingts qui se partageaient les revenus du royaume, avec une nuée d'agents du fisc pour les recueillir. Les frais de perception étaient donc diminués, ainsi que les charges des contribuables. D'autres réformes, dont nous parlerons plus loin, furent effectuées dans les douanes, source de vexations et d'abus, dans un pays où la contrebande a toujours été endémique. Des droits furent établis sur les produits de l'étranger, et l'industrie nationale protégée par une surveillance plus sévère.

Dans toutes ces réformes purement financières, Orry avait agi de son propre mouvement; mais bientôt, poussé sous main par la princesse, il osa entreprendre une réforme bien autrement hardie, qui, si elle eût réussi, eût pu s'appeler une révolution. On se rappelle le long démêlé qui séparait Rome de Madrid, depuis la reconnaissance du prétendant autrichien, comme roi d'Espagne, par le pape Clément XI; le nonce, renvoyé par Philippe V, et toute communication suspendue entre les deux cours, au grand détriment du saint-siége qui avait vu tarir une de ses sources de revenus les plus fécondes. Les cartes étaient donc déjà brouillées quand Orry osa s'attaquer, non plus à Rome seulement, mais à l'inquisition, son alliée séculaire, lutte imprudente, pour laquelle l'Espagne n'était pas mûre, et où Philippe montra plus d'emportement que d'esprit de conduite.

Il fallait l'audace et la présomption d'un Français, habitué à ne douter et à ne s'effrayer de rien, pour entreprendre une réforme aussi contraire au génie de l'Espagne, et s'attaquer, dans l'institution si crainte et si vénérée du saint office, à la toute-puissance du clergé.

Mais on se tromperait en croyant voir ici un coup de tête, dû à l'initiative personnelle d'Orry; derrière lui se cachait la princesse qui, Française par les bons comme par les mauvais côtés, ne pouvait accepter cette impérieuse tutelle pour la royauté qu'elle patronnait. Mais, hâtons-nous de le dire, dans cette agression téméraire, il y avait une pensée plus haute que celle de l'intérêt personnel : elle voulait extirper le ver rongeur qui minait à leur racine toutes les institutions de l'Espagne, l'autorité royale, les Cortès, la vie parlementaire, plus vieille dans la Péninsule que sur tout le reste du continent, et enfin la liberté de conscience, la plus précieuse et la moins regrettée de toutes les libertés que l'Espagne a perdues.

Orry, du reste, et la princesse n'étaient pas seuls à tenter leur croisade; ils comptaient avec eux quelques alliés : d'abord un jésuite français, le père Robinet, car les jésuites qui régnaient en France avec Louis XIV vieilli, et y donnaient le branle à la persécution, étaient forcés de se montrer plus tolérants en Espagne, où le pouvoir était aux Dominicains, de compte à demi avec l'inquisition, fondée par eux et incarnée en eux. Un autre allié d'Orry était un Espagnol, Macañaz, *fiscal* (procureur genéral) du Conseil de Castille. Chose rare dans la Péninsule, où, soit peur, soit conviction, tout fléchit le genou devant le saint office, Macañaz avait, pour la domination du clergé, l'aversion héréditaire des vieux parlementaires français. D'accord avec la princesse, qui était au fond le ressort moteur de l'entreprise, il osa présenter au roi un mémoire sur la question des immunités ecclésiastiques, dont l'inquisition s'était constituée la gardienne. Nourri dans les idées gallicanes, excommunié par le saint office dont il avait

osé braver les foudres, Macañaz, en revanche, était sûr d'être soutenu par le roi, dont il caressait les secrets instincts, et cherchait à augmenter le pouvoir. San Félipe (t. III, p. 122) résume ainsi en peu de lignes la substance de ce mémoire, que Macañaz développa tout au long dans un entretien avec Philippe V : « Les abus qui se sont introduits dans le clergé ont affaibli l'autorité royale. Les immunités ecclésiastiques favorisent ces usurpations et ces désordres. Les églises sont le refuge des scélérats, et leur droit d'asile s'étend jusqu'aux maisons voisines, aux boutiques et aux places. Les couvents s'approprient les droits de la couronne, en acquérant des biens séculiers qui cessent de payer impôt. Le clergé a dans le royaume plus de vassaux que le roi, et le tribunal du nonce lui en donne chaque jour de nouveaux, et exerce un despotisme intolérable. »

Pour frapper ce coup hardi, le moment était bien choisi : le cardinal grand inquisiteur avait été chargé d'aller à Versailles signer le traité d'Utrecht par la princesse, qui voulait l'éloigner à tout prix. Mais dans cette campagne contre l'inquisition, la position du roi n'était pas franche, car le saint office avait, en 1707, pris parti pour lui, en ordonnant à tout sujet espagnol de dénoncer ceux qui auraient violé leur serment envers lui, et aux confesseurs de leur refuser l'absolution. En mettant ainsi ses foudres au service du roi légitime, le pieux tribunal avait son but : c'était d'empiéter sur le terrain politique, et de faire de la religion un engin de guerre et de gouvernement.

Le mémoire était destiné au conseil de Castille, entièrement renouvelé par la princesse. Le ministère, également expurgé, avait été peuplé de créatures d'Orry, sorties comme lui de la bourgeoisie, imbues des maximes gal-

licanes et de la haine des nobles et du clergé. « Je donnerais ma vie pour la foi catholique, avait dit Macañaz au roi ; mais pour tout ce qui ne touche pas aux points fondamentaux de la foi, le devoir de ma charge est de soutenir les droits de Votre Majesté. »

Mais l'affaire fut mal engagée : le mémoire fut remis au Conseil avant que le grand inquisiteur fût parti pour la France, et c'était là une faute grave. Le cardinal, avant son départ, eut le temps d'organiser la résistance et de préparer le combat. Chose étrange ! malgré tout le mal qu'elle a fait à la Péninsule, l'inquisition y a toujours été populaire; elle a créé l'Espagne à son image; comment s'étonner que celle-ci lui soit demeurée fidèle? Même au XVIII[e] siècle, époque de relâchement dans les croyances et de tolérance dans les mœurs, le zèle du saint office ne s'est pas ralenti un instant : pendant les quarante années qu'a régné Philippe V, l'inquisition n'a pas fait périr sur ses bûchers moins de mille cinq cent soixante-quatorze victimes, sans compter sept cent quatre-vingt-deux brûlées en effigie. Son mérite suprême, aux yeux de l'Espagne, c'est d'être le dernier mot du catholicisme, et la forme la plus aiguë de son principe. Seule elle répond aux sombres ardeurs du génie espagnol et aux emportements de sa foi, exaltée par sept siècles de guerre sainte.

Le saint office, se sentant soutenu par l'opinion, ne craignit pas d'accepter la lutte. Macañaz, en déclarant la guerre à des abus qu'il fallait détruire, n'avait pas assez ménagé les scrupules d'une piété timorée, toujours portée à confondre ces abus avec les bases mêmes de la foi. Le mémoire présenté au Conseil y froissa plus d'une conscience, et parvint bientôt aux mains du grand inquisiteur. Dans ce pays qui tremble encore au seul

nom du saint office, un demi-siècle après qu'il a disparu, l'opinion se souleva contre cette audacieuse levée de boucliers, dont l'initiative appartenait à la France. Mais pour mieux assurer son coup, l'inquisition ne se pressa pas d'agir; le Conseil, de son côté, traîna les choses en longueur. Enfin, après mûr examen, le saint office rendit son arrêt contre le mémoire, sans en nommer l'auteur, par égard pour la personne royale. Anathème était prononcé contre les doctrines du mémoire et les maximes gallicanes qui les avaient inspirées, avec excommunication majeure contre ceux qui liraient ces livres proscrits. Le décret fut lu dans toutes les chaires, affiché sur toutes les places, aux portes de toutes les églises, et jusqu'à Marly même, sous les yeux de Louis XIV, comme si la puissance du grand inquisiteur avait franchi les Pyrénées avec lui!

On peut se figurer l'impression produite par cet éclat inattendu sur le Conseil, plus timide encore en religion qu'en politique. Le peuple, en voyant attaquer l'inquisition, crut qu'on s'attaquait à sa foi, et il y eut dans Madrid un commencement d'émeute. Le Conseil, intimidé, donna enfin son avis. Il blâma hautement la témérité des propositions du mémoire, et le peu de réserve de son langage. Tout en reconnaissant qu'il existait en matière d'immunités un grand nombre d'abus, le Conseil déclara que « l'inquisition avait procédé avec justice contre ce mémoire; qu'il fallait supplier le saint-père de réformer ces abus, mais que la couronne n'avait rien à voir dans toute cette affaire, et qu'on devait s'en tenir aux canons de l'Église et au concile de Trente ».

Philippe était un prince pieux jusqu'au scrupule, mais il était aussi le petit-fils du *Grand Roi*. Une autre religion, celle de la majesté royale, luttait dans son âme

avec la foi catholique et le respect des droits de l'Église. La princesse, Orry, Macañaz n'eurent pas de peine à lui persuader que l'édit du pieux tribunal était une attentat aux droits de la couronne. Dans le premier emportement de sa colère, le roi réprimanda les inquisiteurs d'avoir osé rendre un pareil édit sans l'en avoir prévenu, et fit enlever toutes les affiches des places et des églises. Irrité de la lâcheté de son Conseil au moins autant que de l'audace de l'inquisition, il frappa à droite comme à gauche, sans ménager personne, avec une fermeté qu'on admirerait plus si elle avait duré plus longtemps. Déjà plus d'une voix s'élevait pour conseiller au roi de ne pas s'arrêter en si beau chemin, et de supprimer l'inquisition; mais ni l'Espagne ni le siècle n'étaient mûrs pour une pareille audace. Les scrupules du monarque se réveillèrent, et, n'osant s'attaquer à l'institution, il se contenta de frapper les personnes. Il somma le pieux tribunal de révoquer son décret, et le cardinal, qui l'avait signé, eut l'ordre de donner sa démission et de quitter Paris, en même temps qu'un décret royal lui fermait la Péninsule. Le confesseur du roi fut nommé grand inquisiteur à la place du cardinal. Enfin Philippe convoqua une junte de théologiens, chargée de fixer les limites des deux pouvoirs rivaux, et de trancher le litige.

Mais ces théologiens étaient des prêtres avant d'être des juges; ils n'étaient donc pas désintéressés dans le débat. Ils décidèrent que « la puissance royale ne s'étendait ni si haut, ni si loin; que là où la foi était intéressée, le saint office avait juridiction sur tout le monde, sans exception; qu'on avait eu raison de condamner un mémoire téméraire et plein d'erreurs; que le décret était valide, puisqu'il était signé par quatre inquisiteurs; qu'il

fallait enfin que Macañaz se rétractât, et que Sa Majesté ne pouvait s'y opposer sans violer les statuts fondamentaux du saint office.

Toute la colère du roi tomba devant cette décision de la junte, et du moment où le pouvoir royal reculait, tout recula avec lui. Les nouveaux inquisiteurs n'osèrent pas accepter leurs fonctions. Le cardinal obéit pour la forme, et fit semblant de donner sa démission, que le pape refusa d'accepter. Le père Robinet fut censuré par le nonce. Enfin l'inquisition refusa de recevoir au nombre de ses membres, en dépit de l'institution royale, le frère de Macañaz, dominicain pourtant, alléguant que, « suivant les statuts de l'ordre, le pape et l'inquisiteur général avaient seuls droit de nommer les inquisiteurs, et que le roi était maître de supprimer le saint tribunal, mais non d'en altérer l'institution ».

Philippe n'était pas homme à lutter longtemps contre un pareil ennemi. Il accepta les excuses du cardinal, qui voulait bien donner sa démission, mais non révoquer son décret. Le roi avait donné l'exemple, et autour de lui tout plia, excepté la princesse. C'était elle en définitive qui, sous le nom de Macañaz, avait engagé le combat, et c'est elle qui était vaincue avec lui. L'inquisition, du reste, ne s'y trompa pas : elle vit, dès le début, d'où partait ce coup hardi, et pour elle, la France et ses maximes impies se personnifièrent désormais dans Mme des Ursins. Dans les rangs de cette pieuse milice, qui ne fait qu'un sous tous les noms, et n'a qu'un drapeau pour se rallier, la princesse avait soulevé contre elle une de ces rancunes qui ne pardonnent pas, et elle allait bientôt en sentir les effets.

Cette première passe d'armes entre le pouvoir royal et l'inquisition était un événement grave, et qui en pré-

sageait d'autres. La glace était rompue, la lutte entamée; si la royauté n'était pas encore émancipée, elle avait du moins conscience du joug qui pesait sur elle. Un souffle de tolérance avait passé sur cette Péninsule fermée jusqu'ici à tout progrès, à tout essor de la pensée. A défaut de la France qui, sous Louis XIV, pouvait bien donner le ton à l'Europe en fait de modes et de littérature, mais non de libertés, l'Angleterre se trouvait là pour protéger en Espagne ses nationaux, et revendiquer pour eux les droits dont ils jouissaient sur le sol natal. Grâce à la princesse, le gouvernement anglais obtint, pour son ambassade à Madrid, droit d'asile pour tous ceux de ses sujets qui viendraient y chercher un refuge contre les poursuites de l'inquisition. Tout vaisseau anglais, dans un port espagnol, fut admis à jouir des mêmes priviléges. Ainsi une femme, une Française eut l'honneur de porter dans la Péninsule le premier coup à ce formidable pouvoir qui pesait sur l'Espagne depuis tant de siècles; mais cet honneur devait, il est vrai, lui coûter bien cher.

Au milieu de ces graves préoccupations, la médisance allait toujours son train sur les relations, de plus en plus intimes, du roi et de la princesse. Par malheur ici, dès qu'il s'agit de détails de mœurs, il faut nous en rapporter, non plus aux Espagnols, chez qui l'histoire est trop collet-monté pour descendre à de pareilles misères, mais aux Français, avides de scandale, et toujours prêts à l'inventer au besoin. Ainsi nous lisons dans Saint-Simon que, au moment où Madrid était le plus occupé de cet impossible mariage entre une fiancée septuagénaire et un roi de trente-deux ans, Philippe, un soir, frappé de l'air embarrassé de son confesseur, l'attira dans une embrasure de fenêtre pour lui demander ce qui le préoccu-

pait : « Puisque Votre Majesté m'y force, répondit le père Robinet, je lui dirai que personne, en France comme en Espagne, ne doute que Votre Majesté ne fasse à la princesse des Ursins l'honneur de l'épouser. — Moi, l'épouser! s'écria vivement le roi, oh! pour cela non! »

Voici maintenant les *on dit* d'un chroniqueur anglais[1], encore plus suspects que ceux de Saint-Simon, parce qu'ils sont démentis par toute la vie de Philippe et par la rigidité bien connue de ses principes. Suivant lui, Mme des Ursins, réduite, entre deux maux, à choisir le moindre, aurait elle-même introduit à la cour, et désigné à l'attention du monarque une jeune femme, remarquable par sa beauté, et fermé les yeux sur une liaison qui l'alarmait moins qu'un mariage, parce qu'elle devait moins durer. En attendant, d'un bout de la Péninsule à l'autre, on ne s'occupait plus que du veuvage du monarque, et de savoir quand il finirait; mais de tous ces bruits, celui qui blessait le plus Philippe, c'était son prétendu projet de mariage avec la princesse des Ursins, bruit qu'il traitait, avec raison, de calomnie et presque d'insulte. Enfin, las du rôle ridicule qu'on lui faisait jouer dans ce projet d'union, où tous les sacrifices étaient de son côté, il aurait, s'il faut en croire Duclos, fini par dire à la princesse, d'un ton fort peu galant : « Cherchez-moi une femme, nos tête-à-tête scandalisent le peuple. »

Nous ne savons jusqu'à quel point Mme des Ursins avait pu croire elle-même à son mariage avec un prince qui aurait pu être son petit-fils, et oublier le double abîme, d'âge et de position, qui les séparait. Mais toute illusion dut se dissiper devant un pareil mot. Il fallait décidément « chercher une femme » à ce roi qui, si

1. *Mémoires sur l'Espagne,* imprimés à la suite de Fitz Morris.

flexible sur tout autre point, n'entendait pas raison sur celui-là. Dès lors l'intérêt évident de la princesse, c'était de choisir elle-même sa future souveraine, afin de la faire d'avance son obligée, et de la choisir, si possible, faite pour porter le joug, et non pour l'imposer. Mais où retrouver une reine comme celle que l'Espagne venait de perdre, bonne, aimable, spirituelle, le cœur au niveau de l'esprit, et, pour comble de mérite, résignée à se laisser mener pour mieux mener son mari? Une femme, une reine comme celle-là, ne se rencontrent pas tous les jours, et le duc de Savoie, hélas! n'avait plus de filles à marier!

Il fallait se hâter, car le roi était pressé, et le veuvage lui pesait. Un second mariage était dans l'air, et toutes les cours de l'Europe commençaient à s'en occuper. Louis XIV, que la chose touchait de plus près que personne, avait déjà pris les devants en invitant son petit-fils à choisir entre trois princesses, celles de Bavière, de Parme et de Portugal. Trois mois à peine s'étaient écoulés depuis la mort de la reine, et son inconsolable époux n'avait plus qu'une pensée, celle de se remarier. Entre les trois unions proposées, si l'on eût consulté l'Espagne, elle n'eût pas hésité et eût choisi le Portugal, alliance toujours populaire dans ce pays qui ne rêve qu'à reconquérir l'unité qu'il a perdue; mais les peuples, à cette date, n'avaient pas voix au chapitre, et partout, sauf en terre protestante, on se passait de leur avis. Le Portugal, d'ailleurs, était un ennemi, et la Bavière un allié... L'Électeur, qui s'était si fort compromis au service de Louis XIV, n'avait jamais pesé dans la balance de l'Europe. Le duc de Parme, il est vrai, pesait encore un peu moins, et l'on va voir comment Saint-Simon traite la nièce du duc, la future reine d'Espagne, Élisabeth de

Parme : « Outre qu'elle était issue de double bâtardise, d'un pape par son père, et d'une fille naturelle de Charles-Quint par sa mère, elle était ambitieuse, altière, et avait été élevée à Parme avec une liberté toute française. De plus, elle était fille d'une mère autrichienne, sœur de la reine douairière d'Espagne, dont on était si mécontent, et de la reine de Portugal, qui avait décidé son mari à faire la guerre d'Espagne. » Mais en revanche, par deux de ses oncles, vieux et sans enfants, elle avait la perspective d'hériter un jour de la Toscane et du duché de Parme et de Plaisance, qu'elle pouvait porter en dot à son époux et à la Castille. Par elle peut-être l'Espagne pourrait reprendre en Italie le pied qu'elle y avait perdu, et annuler une des clauses les plus humiliantes du traité d'Utrecht. Ces considérations politiques frappèrent vivement la princesse, uniquement occupée, depuis l'étrange commission que le roi lui avait donnée, de peser les mérites respectifs de toutes les princesses disponibles sur le continent; mais quant au caractère, à l'éducation, aux goûts de la future reine, Mme des Ursins, sur ces questions, capitales pour elle, avait besoin d'être renseignée de plus près.

En Espagne, nous l'avons vu, ce sont des laquais ou des pages qui deviennent premiers ministres ; en Italie, ce sont des prêtres. Il y avait alors à la cour de Madrid un abbé parmesan, Albéroni, fils d'un jardinier, intelligent, subtil, dévoré de l'envie d'arriver, et décidé à le faire par tous les moyens. Vendôme, qu'amusait cet esprit, cynique comme le sien, où la finesse italienne s'unissait à la verve française, l'avait pris pour son aumônier et introduit à la cour de Madrid; il y était resté sous le patronage du ministre de Parme, qu'il remplaçait alors, pendant une absence. Personne n'était donc

mieux placé pour donner à la princesse les renseignements qu'elle désirait. Mais tout en faisant sa cour à la favorite, dont l'astre n'avait pas encore pâli, Albéroni s'était secrètement lié avec le grand inquisiteur, ennemi mortel de Mme des Ursins. « Sans l'inquisition, s'était-il dit, on n'arrive à rien en Espagne, car elle dure, tandis que les rois et les ministres passent ! »

La favorite ayant un jour abordé avec lui la question d'un second mariage de Sa Majesté : « Je sais ce qu'il vous faut, madame, lui dit-il ; une personne d'humeur douce et soumise, qui n'aime pas à se mêler des affaires d'État ; » et, passant en revue toutes les princesses disponibles en Europe, il tomba, comme par hasard, sur Élisabeth de Parme : « Une bonne fille, dit-il, grasse, robuste, casanière, empâtée de beurre et de fromage, et qui n'a jamais entendu parler que de tapisserie à l'aiguille ; c'est justement là votre affaire[1] ! » Rien ne vous sera plus facile, ajouta le perfide abbé, que de la façonner à la gravité espagnole, et de prendre ascendant sur elle, comme sa *camarera mayor*, pour l'éloigner des intrigues et des dissipations de la cour[2]. »

Ces paroles s'accordaient si bien avec les secrets désirs de la princesse qu'elle n'hésita pas à y croire, elle, si méfiante d'ordinaire. Pendant trois mois encore, elle étudia le terrain, contenant de son mieux l'amoureuse impatience du monarque, à qui le choix importait assez peu, pourvu qu'il eût « une femme ». Puis enfin, sur la foi d'Albéroni, elle finit par se décider pour la princesse de Parme. Préparant, avec son adresse accoutumée, cette union qui devait entraîner sa perte, elle pesa sur l'esprit toujours hésitant de Philippe, prêt

1. San Felipe, t. III, p. 117.
2. Poggiali, *Memorie Istoriche di Piacenza.*

à tout accepter de sa main, puisqu'il lui avait donné ses pleins pouvoirs. Mais, chose plus difficile, il fallait obtenir le consentement de Louis XIV. La princesse expédia à Versailles son neveu, officier des gardes du roi d'Espagne, pour remplir cette délicate mission. Louis, irrité du secret qu'on avait gardé avec lui, blessé de voir qu'on ne lui demandait son consentement que quand l'affaire était déjà décidée, le donna à regret, en disant : « Fort *bien* ! puisqu'il veut se marier, qu'il se marie. » (Saint-Simon, t. XII, p. 282.)

Alberoni avait été chargé de négocier le mariage avec la cour de Parme, peu habituée à donner des reines à l'Espagne, et qui ne devait pas être difficile à gagner à cette union; mais, dans l'intervalle, la princesse, toujours aux aguets, avait saisi quelques paroles imprudentes, échappées à ses ennemis; c'en fut assez pour l'éclairer sur le piége qu'on lui tendait, sur l'intelligence et la précoce ambition de la future reine, fort peu disposée à se laisser gouverner comme l'autre. Le mariage, par procuration, devait être célébré à Parme le 16 août, et l'on était au 8. La princesse dépêcha en toute hâte à Parme un homme de confiance, chargé de faire tout suspendre, en attendant qu'on pût tout empêcher. L'envoyé arriva à temps; mais le vieux duc, averti, le retint en charte privée jusqu'au mariage consommé, et acheta son silence sur l'objet de sa mission. La cérémonie eut lieu le 16 septembre, et la nouvelle reine se mit à correspondre avec son nouvel époux; voici comment se terminait sa première lettre : « Je ne vous demande qu'une chose, le renvoi de Mme. des Ursins. Donnez-moi pleins pouvoirs là-dessus, car de là dépend le bonheur de notre intérieur. » (Duclos, p. 105; Saint-Simon, t. XXI, p. 106.)

Philippe, on le sait, n'avait point de volonté à lui; il

suffisait qu'on commandât pour qu'il obéît. Avant d'être entrée en Espagne, la reine était déjà maîtresse du cœur et des volontés de son mari. Avec une faiblesse, tranchons le mot, avec une lâcheté qui soulève, Philippe, à la première sommation, livra la favorite de sa femme défunte, celle à qui il devait le trône, aux rancunes de sa nouvelle épouse. En répondant à celle-ci, il ne lui recommanda qu'une chose, de ne pas se laisser séduire par l'irrésistible sirène qui essayerait de faire sa conquête, et y réussirait peut-être. Il terminait sa lettre par cette phrase qui les peint au vif tous les deux, Philippe et Mme des Ursins : « Au moins ne manquez pas votre coup, car si vous la voyez seulement deux heures, elle vous enchantera, et nous empêchera de faire bon ménage. »

Dans l'intervalle, Élisabeth s'acheminait, trop lentement au gré de son époux, vers sa nouvelle patrie. La princesse des Ursins, pour l'empêcher de s'entendre avec le cardinal et la reine douairière, qui l'attendaient tous deux aux portes des Pyrénées, aurait voulu qu'elle vînt par mer jusqu'à Barcelone avec l'escadre espagnole qui l'avait amenée à Gênes ; mais la jeune reine, jalouse de ces entrevues dont on voulait la sevrer, allégua sa santé et sa crainte de la mer pour voyager par terre jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port, où la reine douairière, sa tante, vint lui faire visite. Là, dans un entretien de deux heures, furent arrêtées, d'accord avec le cardinal qui n'avait pas osé venir, des résolutions dont on verra bientôt l'effet. Alberoni, qui vit Élisabeth à Pampelune, la trouva, dit Saint-Simon, « remplie, transportée, irritée de toutes ces idées, agitée au possible, se promenant dans sa chambre, prononçant des mots entrecoupés, puis s'échauffant, laissant échapper le nom de Mme de

Ursins, et tout de suite, avec rage : « Je la chasserai « d'abord ! »

Cependant la princesse, tourmentée de sombres pressentiments, marchait au-devant de cette entrevue d'où allait dépendre sa destinée. Deux fois elle avait écrit à la reine sans que celle-ci daignât lui répondre. De Madrid à Alcalá, elle avait voyagé avec le roi ; elle continua seule jusqu'à Guadalajara, où le mariage devait être célébré, pour aller occuper auprès de sa nouvelle souveraine son poste de *camarera mayor*. Chargée d'organiser la maison de la reine, elle songeait déjà, dit Saint-Simon, « à la peupler de ses créatures ». Au dire de Duclos, quelqu'un aurait prévenu Mme des Ursins des intentions de la reine à son égard, ajoutant qu'elle avait obtenu du roi la permission de la renvoyer : « Bah, aurait répondu la princesse, ne pouvant croire à tant de perfidie de la part de Philippe, c'est faux, on n'oserait ! »

Mais laissons encore parler Saint-Simon : « Le 23 décembre elle partit, avec une très-légère suite, pour aller coucher à Jadraque, où la reine devait aussi coucher le soir. Elle trouva Élisabeth arrivée, et mit pied à terre en un logis préparé pour elle, près de celui de la reine. Elle était venue en grand habit de cour et parée. Elle ne fit que se rajuster un peu, et alla chez la reine. La froideur et la sécheresse de sa réception la surprirent d'abord ; mais elle les attribua à l'embarras, et tâcha de réchauffer cette glace. Le monde s'écoula par respect, pour les laisser seules. »

Au dire de San Felipe, Mme des Ursins, habituée avec la feue reine à une grande liberté de langage, aurait eu l'imprudence de dire à la nouvelle « qu'elle arrivait bien tard, par une nuit aussi froide, et qu'elle n'était

pas mise à la mode de l'Espagne »; fait peu probable, soit dit en passant, pour une femme douée d'autant de tact que M[me] des Ursins. Mais reprenons le récit de Saint-Simon qui n'admet pas que la princesse ait rien dit qui pût attirer sur elle la disgrâce de sa souveraine : « La conversation commença donc, mais la reine ne laissa pas continuer M[me] des Ursins ; elle prétendit que celle-ci lui avait manqué de respect par son habillement et par ses manières. La princesse, dont l'habit était régulier, et qui, par ses manières respectueuses, se croyait bien loin de mériter cette sortie, fut étrangement surprise, et voulut s'excuser ; mais voilà tout aussitôt la reine à en venir aux paroles offensantes, à s'écrier, à appeler ses officiers des gardes, et à commander avec injures à la princesse de sortir de sa présence. Elle voulait parler et se défendre ; mais la reine, redoublant de menaces et de furie, se mit à crier « qu'on fît sortir cette folle de sa présence et de son logis », et l'en fit mettre dehors par les épaules. Elle appela le lieutenant de ses gardes du corps, et lui ordonna d'arrêter M[me] des Ursins, de la mettre dans un carrosse à six chevaux, de la faire partir sur l'heure pour Burgos et Bayonne, et de ne se point arrêter. Le lieutenant voulut représenter qu'il n'y avait que le roi d'Espagne qui eût le pouvoir qu'elle voulait prendre ; elle lui demanda fièrement s'il n'avait pas un ordre du roi de lui obéir en tout. Il était vrai qu'il l'avait, et qui que ce fût n'en savait rien. Et comme l'officier insistait, en demandant un ordre par écrit, la reine fit apporter de l'encre et du papier, et écrivit l'ordre sur son genou. »

Nous reprenons le récit de Saint-Simon, car qui saurait peindre comme lui, ou après lui, cette scène étrange qui tient à la fois du roman et de l'histoire, même l[a]

plus haute, par l'importance des personnages et la grandeur de l'événement? « Il n'est pas aisé de se représenter l'état de Mme des Ursins dans ce carrosse; l'excès de l'étonnement suspendit d'abord tout autre sentiment; mais bientôt la douleur, le dépit, la rage et le désespoir se firent place. Puis succédèrent les tristes réflexions sur une démarche aussi inouïe, aussi peu fondée en raison, en prétextes, même les plus légers... La longue nuit d'hiver se passa ainsi tout entière, avec un froid terrible, rien pour s'en garantir, et tel que le cocher en perdit une main. Le matin s'avançait, il fallut s'arrêter pour faire reposer les chevaux ; mais pour les gens, il n'y avait alors quoi que ce soit dans les hôtelleries d'Espagne; comme au temps du chevalier de la Manche, il fallait tout porter avec soi, et Mme des Ursins, ni tout ce qui était avec elle, n'avait chose quelconque. Les œufs, où elle put en trouver, furent leur unique ressource pendant la route.

« Jusqu'à cette repue des chevaux, le silence avait été profond. Pendant cette longue nuit, la princesse avait eu le loisir de penser aux propos qu'elle tiendrait, et à composer son visage. Elle parla de son extrême surprise, et de ce qui s'était passé entre la reine et elle. Les deux officiers, accoutumés, comme toute l'Espagne, à la respecter et à la craindre, plus que le roi, répondirent ce qu'ils purent, du fond de cet abîme d'étonnement dont ils n'étaient pas encore revenus. Bientôt il fallut atteler et partir. »

Il faut connaître l'Espagne, ce qu'elle était il y a un siècle et demi, et ce qu'elle est, hélas! encore aujourd'hui, en dehors des grandes villes, pour comprendre ce qu'une grande dame, habituée à toutes les recherches du luxe, eut à souffrir dans un pareil voyage. Partie le

23 décembre, le 10 janvier seulement, elle trouva ce qu'il lui fallait pour écrire, et put écrire à tout le monde, à Louis XIV, à Torcy, à Mme de Maintenon. Ne pouvant croire à la trahison du monarque qu'elle avait si fidèlement servi, elle comptait encore sur lui, « espérant, dit Saint-Simon, qu'avant d'arriver à la frontière, elle recevrait de lui quelque secours. Mais rien ne parut, ni repos, ni vivres, ni de quoi se déshabiller jusqu'à Saint-Jean-de-Luz. A mesure que le temps coulait, et qu'il ne lui venait pas de nouvelles, elle comprit qu'elle n'avait plus rien à espérer. On peut juger quelle rage succéda, chez une femme aussi accoutumée à régner, aussi rapidement précipitée du faîte de la toute-puissance par la main qu'elle avait elle-même choisie pour être son plus solide appui !

« Ses neveux Lanti et Châlais, qui eurent permission du roi de l'aller joindre, achevèrent de l'accabler. Philippe lui écrivait qu'il était très-fâché de ce qui était arrivé, mais qu'on n'avait pu résister à la volonté de la reine. Sa disgrâce n'était donc que trop réelle, et il n'y avait plus à en appeler. Elle parut s'y résigner ; elle fut fidèle à elle-même, du moins devant ses neveux et ses gardiens. Il ne lui échappa ni larmes, ni regrets, ni reproches, pas une plainte, même du froid, du dénûment, des fatigues d'un semblable voyage. Les deux officiers n'en revenaient point d'admiration. Enfin elle vit la fin de ses maux corporels et de sa garde à vue à Saint-Jean-de-Luz, où, arrivée le 14 janvier, elle trouva un lit, et, d'emprunt, de quoi se déshabiller, se coucher et manger. Là seulement, elle recouvra sa liberté. »

Voici quelques lignes d'elle à Mme de Maintenon, que l'on peut regarder comme son testament politique, car le reste de sa vie, promené de cour en cour et d'exil en

exil, n'appartient plus à l'histoire. « Oui, je me plains d'être traitée, à la face de l'Europe, avec plus de mépris par la reine que si j'étais la dernière des misérables, moi, honorée pourtant de la confiance des deux plus grands monarques du monde. (Louis XIV et Philippe V, étrange accouplement!) Et l'on veut me persuader que le roi a agi de concert avec une princesse qui m'a traitée avec tant de cruauté... J'attends la volonté du roi (Louis XIV), à Saint-Jean-de-Luz, dans une petite maison sur le bord de la mer. Je la vois, souvent agitée, quelquefois calme... voilà la cour! »

Ajoutons, pour en finir avec la princesse des Ursins, que, froidement reçue à Versailles par Louis XIV et Mme de Maintenon, bannie de la cour par les rancunes du duc d'Orléans, à qui la livra Philippe V, qui ménageait en lui le futur régent de la France, elle fut forcée de quitter ce pays après la mort de Louis, pour demander un asile à la Hollande. Mais cet asile lui fut refusé par le gouvernement qui redoutait son esprit tracassier, et elle trouva un refuge à Gênes où elle passa plusieurs années. « A la fin, dit Saint-Simon, l'ennui la gagna, et peut-être aussi le dépit de n'être pas assez comptée. Elle ne pouvait vivre sans *se mêler*, et de quoi *se mêler* à Gênes, quand on est femme et surannée? Elle tourna donc toutes ses pensées vers Rome. » Dans l'intervalle, Philippe V s'était brouillé avec le régent, et n'avait plus d'intérêt à lui sacrifier Mme des Ursins; il ménagea donc à celle-ci un accueil favorable à la cour de Rome; mais la princesse, à qui ses malheurs avaient enseigné la prudence, n'alla l'y chercher qu'après la chute d'Alberoni. Là elle ne tarda pas à s'attacher à la fortune des Stuarts, proscrits et tombés comme elle, mais de plus haut encore. Elle y retrouva, pour finir avec Saint-Simon, « ce qu'elle

aimait par-dessus tout, ce qui avait rempli sa vie, une *idée* de cour, un petit *fumet d'affaires*, pour qui ne pouvait plus s'en passer. Elle acheva ainsi sa vie dans une grande santé de corps et d'esprit, et dans une prodigieuse opulence, qui n'était pas inutile à cette déplorable cour; du reste, considérée à Rome, mais nullement comptée, désertée de tout ce qui sentait l'Espagne, médiocrement visitée de tout ce qui était français, mais sans rien essuyer de la part du régent; toujours occupée du monde, de ce qu'elle avait été, de ce qu'elle n'était plus, mais sans bassesse, avec courage et grandeur. Fraîche encore, droite, de la grâce et des agréments, elle conserva toute sa santé, sa force, son esprit jusqu'à sa mort, et fut emportée, à plus de quatre-vingts ans, par une courte maladie, le 5 décembre 1722. Elle eut la joie de voir l'un après l'autre à Rome ses deux ennemis disgraciés comme elle, les cardinaux del Giudice et Alberoni. Cette mort qui, quelques années plus tôt, eût retenti par toute l'Europe, ne fit pas la plus légère sensation. La petite cour d'Angleterre la regretta, et quelques amis, dont je fus du nombre; du reste, personne ne sembla s'apercevoir qu'elle était disparue. »

Une brusque réaction s'opéra dans la Péninsule, après le départ de Mme des Ursins. Dès le 10 février, l'inquisition, fortifiée par cette imprudente attaque, fut rétablie dans tous ses priviléges, et son joug pesa de nouveau sur l'Espagne, plus lourd et plus accepté que jamais. Le cardinal fut réintégré dans ses fonctions de grand inquisiteur. On rendit l'unité au conseil de Castille, où il n'y eut plus qu'un seul président. Les différents Conseils furent invités par Philippe à dénoncer tous les maux causés à la religion et à l'État par le gouvernement de la princesse, qui n'était autre que celui du

roi lui-même. Macañaz dut se réfugier à Pau pour échapper aux vengeances de l'inquisition. Orry eut quatre heures pour quitter Madrid. Le jésuite Daubenton, ancien précepteur de Philippe, vint reprendre son poste de confesseur du roi, pendant qu'Alberoni, encore caché dans l'ombre, ourdissait la trame subtile qui devait lui assurer la succession de Mme des Ursins. Quant à l'Espagne, elle n'eut plus qu'une pensée, la joie d'échapper à la tutelle de la France; elle oublia qu'une reine italienne allait régner à la place d'une Française, en attendant qu'un abbé parmesan vînt remplacer une autre Française dans le gouvernement d'un pays aussi incapable que son roi de se diriger lui-même.

Après avoir raconté la princesse des Ursins, il nous reste à la juger. Étrangère, sous un roi étranger comme elle, elle a tenu treize ans dans ses mains les rênes du gouvernement de l'Espagne. Nous ne voulons faire d'elle ni un Richelieu, ni même un Mazarin en jupons ; mais si l'on veut tenir compte de la fausseté de sa position, des rivalités et des haines qui ont deux fois amené sa disgrâce, on la mettra sans hésiter au-dessus des Lerme, des Olivarès, et de toutes les médiocrités titrées qui, depuis un siècle, ont gouverné la Castille. Mme des Ursins a commis des fautes ; quel homme d'État n'en a pas commis? mais la plus grave peut-être, c'est d'avoir voulu imposer à la Péninsule des réformes qu'elle repoussait par tous ses instincts. Elle a péri sous cette faute-là ; mais sa chute même n'a pas été sans grandeur ! Elle a osé s'attaquer à l'inquisition, c'est-à-dire au fond le plus tenace du génie espagnol, et c'est dans cette lutte qu'elle a succombé [1]. Son crime c'est d'avoir voulu rattacher

1. «L'orage contre Mme des Ursins, dit San Felipe, se forma à Saint-Jean-

l'Espagne au mouvement européen, et y faire entrer l'esprit de progrès et de liberté qui commençait à se glisser même à la cour de Louis XIV. Or, pour une pareille réforme, l'Espagne n'était pas mûre, et l'eût-elle été, ce n'est pas de la main d'une étrangère qu'elle pouvait la recevoir.

Mais enfin, Mme des Ursins a l'honneur d'avoir devancé Charles III dans cette voie : quarante ans avant lui, elle a essayé de conclure le *pacte de famille* entre la France et la Péninsule. Elle a échoué dans cette œuvre trop hardie, et qui dépassait les forces d'une femme; mais une pareille tentative, même prématurée, honore le viril esprit qui en a conçu la pensée. Il est des entreprises où il est beau même d'échouer, et, au service d'une grande cause, on n'est pas tenu de réussir.

Il est encore un autre côté de Mme des Ursins qui la relève aux yeux de l'histoire, et demande grâce pour tous ses torts ; c'est son attitude héroïque pendant cette longue guerre qui mit la Péninsule à deux doigts de sa perte, et chassa deux fois Philippe de sa capitale. Nous avons rendu justice au courage personnel du jeune roi; mais nous savons ce qu'il était dans les Conseils, et s'il n'avait eu, pour le soutenir, la princesse derrière lui, même ce facile courage des champs de bataille lui eût peut-être manqué. Les grandes inspirations viennent du cœur, et c'est dans celui de sa femme et dans les énergiques conseils de Mme des Ursins que Philippe a puisé les siennes ; on n'en peut pas douter quand on voit ce qu'il est, abandonné à lui-même. Chaque fois qu'il veut, chaque fois qu'il agit, c'est à la princesse qu'il faut en

Pied-de-Port, entre le grand inquisiteur et la reine douairière. » C'est aussi l'avis de M. Geffroy, dans son excellente introduction aux *Lettres inédites de Mme la princesse des Ursins*.

faire honneur ; et certes, il fallait, dans cette âme de femme, une trempe bien virile pour résister treize ans à de pareilles épreuves, pour forcer à l'action un prince aussi incapable de vouloir que d'agir, contenir et diriger une reine aussi ardente, et gouverner enfin l'Espagne malgré elle, après l'avoir conquise deux fois, sur l'étranger et sur elle-même! Voilà, en quelques lignes, l'œuvre de Mme des Ursins, et si elle est imparfaite, comme toute œuvre humaine, elle restera pourtant grande encore devant l'histoire.

En jugeant l'homme d'État, nous avons laissé à dessein la femme de côté. Ici, nous serons plus sévère, car les dons de l'esprit, si éminents qu'ils soient, ne remplacent pas ceux du cœur, qui ne brillent chez elle que par leur absence. A son âge, dans sa haute position, avec les regards de l'Europe attachés sur elle, elle se devait à elle-même, elle devait à l'amitié passionnée de sa noble reine, de ne pas salir par des intrigues d'antichambre un nom justement honoré. Mais, la part faite à une juste sévérité, du moins, il faut le reconnaître, elle est restée fidèle jusqu'à la fin à ses affections, qui étaient aussi ses intérêts ; elle est restée fidèle à sa souveraine défunte, tout en songeant peut-être à lui succéder, car elle l'a aimée dans ses enfants dont le regret la poursuivait dans son exil [1]. Elle a été fidèle enfin à Philippe V, et si elle a oublié un instant son âge et celui de ce veuf, sitôt consolé, que dirons-nous de ce roi qui, libre de se remarier, ne l'était pas de sacrifier au caprice

1. « Mes trois princes, écrit-elle à Orry après sa disgrâce, me tiennent bien au cœur, et je m'aperçois que les bons Français s'intéressent à leur conservation. Je ne suis pas surprise de la quantité d'ingrats que j'ai faits; cela retourne à leur honte, et non à la mienne, et je les méprise trop pour souhaiter de m'en venger. »

d'une femme qu'il n'aimait pas encore celle qui s'était si constamment dévouée à lui?

Quant à Mme des Ursins, son tort dans toute cette affaire, c'est de n'avoir pas compris que, Marie-Louise une fois morte, son rôle, à elle, était fini; que, ne pouvant ni faire oublier son âge à Philippe, ni régner indirectement sur lui, puisqu'il acceptait d'avance un maître dans la femme qu'il venait d'épouser, elle n'avait plus rien à faire qu'à se retirer. Voilà ce que la princesse aurait dû comprendre; et, en se retirant à temps, en cédant Philippe tout entier à la femme qu'elle lui donnait, elle se fût épargné les cruels déboires qui empoisonnèrent la fin de sa vie. Elle n'eût pas perdu la faveur de Louis XIV et l'amitié de Mme de Maintenon, irrités qu'on osât se marier à Madrid sans leur permission, et elle eût donné l'exemple si rare d'un homme d'État qui sait quitter le pouvoir avant que le pouvoir ne le quitte.

Avant de dire adieu à Mme des Ursins, remarquons encore avec M. Combes, le consciencieux écrivain qui vient de réaliser le vœu de Saint-Simon en écrivant l'histoire de cette curieuse vie, que son ministère, son règne, si l'on veut, se divise en deux parties, fort inégales en durée et en éclat. La première, de beaucoup la plus longue, s'étend de son arrivée en Espagne, en 1701, jusqu'à la fin de la guerre de la succession, en 1712. Nous avons rendu pleine justice à cette brillante période de son administration où, à côté de quelques faiblesses féminines, elle a fait preuve d'une persistance, d'un talent, d'une énergie que bien des hommes pourraient lui envier. Mais, à dater des négociations pour la paix d'Utrecht, l'homme d'État disparaît pour faire place à la femme, avec ses petitesses et ses misères. L'importanc

risible attachée par elle à cette principauté, invisible sur la carte, qui doit faire d'elle une souveraine ; le rôle mesquin et puéril qu'elle fait jouer à Philippe V, forcé d'épouser ses ridicules prétentions ; la paix du monde et la réconciliation de l'Espagne avec l'Europe ajournées de plusieurs mois, pour faire de la camériste de Marie-Louise une reine au petit pied, tel est le jour misérable sous lequel apparaît tout d'un coup cette grande figure historique, réduite aux proportions de la caricature. Puis, à compter de la mort de cette jeune reine, si aimée, si vite oubliée de son volage époux, le rôle de M[me] des Ursins devient, s'il se peut, plus mesquin et plus ridicule encore; si haut qu'elle soit montée, elle aspire à monter davantage, et après avoir songé peut-être un instant à détrôner M[me] de Maintenon à Versailles, elle essaye de la recommencer à Madrid, avec un roi de trente-deux ans au lieu d'un roi de soixante-cinq !

Mais pour fournir un pendant à M[me] de Maintenon, il eût fallu à la princesse le tact délicat, l'art discret de s'effacer qui ont assuré la fortune de la veuve de Scarron, et fondé son durable ascendant sur le moins maniable de tous les rois. Ce qui a perdu M[me] des Ursins, c'est la mort de la reine, la suppression de cette utile médiatrice entre elle et le pouvoir qu'elle ne pouvait exercer que sous un prête-nom. En se voyant seule à seule avec Philippe, devant ce trône que Marie-Louise a laissé vacant, la tête lui tourne. Sa domination, jalouse, tracassière, personnelle, et qui ne prend plus la peine de se voiler, fatigue bientôt un monarque aussi jaloux de son pouvoir qu'incapable de l'exercer. Une fois las de son impérieuse conseillère, Philippe, qui subit d'avance l'ascendant de sa nouvelle épouse, saisit la première occasion de se débarrasser d'un joug qui commençait à

lui peser… et Élisabeth Farnèse se charge de faire le reste.

Une dernière citation de Saint-Simon résumera notre pensée sur Mme des Ursins : « Elle mourut obscure, mais ce fut une personne extraordinaire dans tout le cours de sa vie, et qui a partout si grandement figuré, dont l'esprit, le cœur, les ressources ont été si rares, le règne enfin si absolu en Espagne, et si à découvert, le caractère politique si soutenu et si unique que sa vie mériterait d'être écrite, et tiendrait place parmi les plus curieux morceaux d'histoire des temps où elle a vécu. » (T. XXXVIII, p. 5.)

LIVRE XLII

CHAPITRE PREMIER

PHILIPPE V, ÉLISABETH DE PARME, ALBERONI.

1715 A 1720

Un siècle se résume presque toujours dans une idée, et tend vers un but, quand même il ne doit pas l'atteindre. Ainsi tout l'effort du XVIe siècle est dirigé vers la liberté religieuse, car l'Europe, et la France surtout, ne sont pas mûres pour elle, et son jour, qui viendra, n'est pas venu encore. Le XVIIe, c'est l'ère monarchique par excellence; le principe de la royauté de droit divin, incarné dans un seul homme, son dernier représentant, vit en Louis XIV, et mourra avec lui. Mais Louis, malgré sa valeur personnelle, que nous ne contestons pas, n'est point à lui seul la monarchie tout entière. Avant lui, Richelieu, continué par Mazarin, a posé les bases de la vraie grandeur de la France, et ces bases les voici : rentrer dans ses limites naturelles, pour ne jamais les dépasser, car en deçà, il n'y a que faiblesse, et au delà, imprudence et folie!

Des mains de ces deux grands ministres, Louis a reçu la France, comme un instrument souple et puissant, qu'il ne faut pas forcer, de peur d'en briser le ressort. Tant qu'il est resté fidèle à la sage politique de ses deux devanciers, tout lui a réussi; mais du jour où, quittant cette forte position qu'occupe la France au centre du continent, il a aspiré à franchir ses limites éternelles, le Rhin d'abord, puis les Pyrénées, il a soulevé l'Europe contre lui, en portant atteinte à cet équilibre auquel elle tient surtout quand il est menacé. Alors les fautes se suivent et s'enchaînent l'une à l'autre, au dedans comme au dehors, dans une progression toujours croissante. C'est d'abord l'invasion de la Hollande, point de départ fatal, d'où tout procède; ce sont les odieuses dévastations du Palatinat; puis la révocation de l'édit de Nantes, tardif désaveu de la paix de Munster, dictée à l'Allemagne par Mazarin, la révocation qui a mis, pour un siècle, la France en dehors du grand courant de la liberté religieuse; puis la croisade avortée en faveur de Jacques II d'Angleterre; puis enfin, de toutes ces fautes, la dernière, et non la moindre! la guerre de la succession d'Espagne, et les désastres mérités qu'elle amène à sa suite.

Le *Grand Roi* termine enfin son long règne, en laissant à la France épuisée une leçon, dont elle ne profitera guère, sur le danger des conquêtes. Le lien de dépendance qui inféodait la Péninsule à Versailles est brisé pour jamais. Louis avait cru fondre ces deux peuples l'un dans l'autre par une alliance de famille, et régner à la fois sur les deux revers des Pyrénées; mais à peine est-il mort que Philippe, tout incapable qu'il est de gouverner par lui-même, se sent affranchi, comme l'Espagne, de l'impérieux protectorat de la France. Les deux pays, après cette union passagère, vont se trouver

plus séparés qu'ils ne l'ont jamais été, aux jours où, pour retourner le mot altier de Louis XIV, « il y avait encore des Pyrénées! »

Du reste, même avant la fin du *Grand Règne*, l'influence française, atteinte au cœur par la mort de la reine Marie-Louise, a déjà quitté la Péninsule avec Orry et la princesse des Ursins. L'Espagne va-t-elle, après leur départ, reprendre sa vie nationale, et exister par elle-même? Hélas! non. Le jour même où la France cesse de régner à Madrid, l'Italie vient la remplacer, avec Élisabeth de Parme et Alberoni. Quant à Philippe, à peine délivré de la rigide tutelle de son aïeul, il est tout à sa joie de se sentir émancipé, et ne se doute pas qu'un joug nouveau a déjà succédé à celui qui vient de se briser; car il est de ces natures faites pour obéir, même sur un trône, comme d'autres pour régner, même dans la vie privée.

Cette rupture de l'Espagne avec les idées et l'influence de la France correspondait avec le changement, bien autrement profond, qui venait de s'opérer dans ce dernier pays. Au sud des Pyrénées, on allait tout simplement rentrer dans les vieilles ornières, et essayer de gouverner et de vivre comme on avait gouverné et vécu jusque-là, sans un écu, sans un homme et sans une idée. Mais en France, c'était plus qu'un changement de personnes, c'était un changement de système. C'était la protestation de la libre-pensée contre la longue hypocrisie du *Grand Règne*, la révolte d'un peuple asservi contre tous ses jougs en même temps, celui de la décence comme celui de la foi, et le seul qu'il n'eût pas brisé encore était celui du pouvoir absolu.

Louis XIV venait de mourir, après soixante-douze ans d'un règne commencé dans la gloire et fini dans

les revers. Il laissait la France plus pauvre et moins influente en Europe qu'il ne l'avait reçue des mains de Mazarin. Dans les dernières années de son règne, Louis s'était, on peut le dire, survécu à lui-même; aussi, en rédigeant ses dernières volontés, avait-il la conscience qu'elles ne seraient pas exécutées. Tiraillé, jusque sur son lit de mort, entre ses affections de famille et l'intérêt du pays, il avait laissé, malgré lui, la régence au duc d'Orléans, devenu, par la renonciation de Philippe et la mort du duc de Berry, l'héritier présomptif de la couronne, en cas de mort du jeune roi. Mais en même temps, reprenant au régent une partie du pouvoir qu'il lui donnait, il avait confié la tutelle du roi mineur et le commandement de sa maison militaire au duc du Maine, le plus chéri de tous ses bâtards. Mais si du Maine avait pour lui le testament du feu roi, d'Orléans avait l'opinion, enchaînée si longtemps et ivre de sa liberté nouvelle. Grâce à elle, il eut pour lui le parlement et la pairie, les deux seuls vestiges du passé qui fussent encore debout. Gagné par ses déférences habiles, le parlement confirma le testament en ce qui touchait la régence, mais le cassa en retirant au duc du Maine le commandement de la maison du roi, sous le prétexte, très-bien fondé d'ailleurs, que le pouvoir militaire ne se sépare pas du gouvernement civil.

Dès lors l'Espagne n'avait plus qu'une chose à faire, c'était de se séparer de la France. Les deux pays, si étroitement unis depuis quinze ans, vont désormais marcher chacun dans sa voie. Ils n'auront plus rien de commun dans leurs destinées, aussi diverses que leurs natures, si ce n'est d'être tous les deux gouvernés par un prêtre. La morale publique y aura-t-elle gagné quelque chose ? Il est au moins permis d'en douter.

Certes nous ne prétendons pas mettre Alberoni et Dubois sur la même ligne, bien que Rome les ait tous deux revêtus de sa pourpre. Il y a dans les erreurs mêmes du ministre italien un cachet de grandeur qui tranche avec la cynique bassesse empreinte sur les actes, le langage et la figure du ministre français. Quant à Alberoni, nous allons le voir à l'œuvre, et essayer impartialement de faire la part du mal comme du bien. Avec lui, l'heure des grands desseins, passée pour la France, ne l'est pas encore pour l'Espagne. Mais ce n'est pas le tout de les concevoir, il faut encore avoir la fortune de moitié avec soi pour les exécuter, et Alberoni, malgré ses hautes qualités, a eu le pire de tous les torts pour un ministre, celui de n'être point heureux.

Rentrons maintenant dans la Péninsule pour n'en sortir qu'avec les événements qui la rattacheront au mouvement européen, sans profit pour sa gloire ou pour ses intérêts. Depuis la mort de son aïeul, Philippe n'avait plus qu'une pensée, c'est qu'il était enfin sorti de tutelle ! Mais quel usage le roi et le pays, aussi heureux que lui de se sentir émancipé, allaient-ils faire de leur liberté ? Là était la question, et Philippe n'était homme ni à se la poser, ni surtout à la résoudre. Las de plier sous l'altière volonté de son aïeul, mais incapable de vouloir par lui-même, l'indépendance pour lui, c'était de changer de tuteur. Déjà Élisabeth avait succédé à Marie-Louise dans la tâche pénible de faire vouloir un esprit sans ressort, et Alberoni allait bientôt remplacer Mme des Ursins dans la tâche plus pénible encore de gouverner un pays usé et sans ressort comme son roi.

On aura la mesure de la portée d'esprit de Philippe en voyant le premier usage qu'il va faire de sa liberté.

On sait combien il lui en avait coûté, même en régnant sur l'Espagne, de renoncer pour jamais à régner sur la France. En dépit de cette renonciation que la force des choses et la volonté de son aïeul avaient pu seules lui arracher, il s'était, en toute circonstance, montré résolu à faire valoir ses droits, si, par la mort du débile enfant qui avait succédé à Louis XIV, la couronne venait encore à vaquer. Aussi, en apprenant la mort de son aïeul, sa première pensée fut-elle de réclamer pour lui ce titre de régent qui pouvait lui ouvrir le chemin du trône. Au besoin même, il était prêt à renoncer à celui d'Espagne, et à s'en faire un marchepied pour monter sur celui de France. Cependant, avant de prendre cette résolution extrême, il crut devoir consulter ses conseils. Ceux-ci n'eurent pas de peine à lui en démontrer l'imprudence et la folie. Sur leur avis unanime, il se décida, non sans regret, à abandonner son rêve favori. Aucune entreprise ne pouvait être plus dénuée de chances de succès ; car personne en France ne se faisait illusion sur la valeur politique de Philippe V, gouverné par tous ceux qui l'approchaient, et tout le monde, au contraire, s'exagérait celle du duc d'Orléans, seul rejeton encore vivace d'une race usée et près de s'éteindre.

Quant à l'Espagne, qui s'était donnée si franchement à lui, Philippe ne paraît pas avoir songé un instant à ce qu'avait d'odieux son ingratitude envers sa patrie adoptive ! Une seule considération put le détourner de son projet, la crainte de soulever l'Europe, et de voir se reformer contre lui le *Grande Alliance*. Mais les dépêches de l'ambassadeur anglais en font foi : à la cour, tout le monde était convaincu qu'à la mort de Louis XIV, Philippe partirait pour Paris, afin d'y mettre

la main sur la régence. Alberoni, dans son *Apologie*, se fait même un titre d'honneur d'avoir détourné le roi de ce projet insensé.

Et cependant le trône d'Espagne était, après tout, pour Philippe, un assez beau pis-aller, et la situation était loin d'être mauvaise; après treize ans de guerre, civile et étrangère, la Péninsule était enfin dotée de la paix. Comme la France, elle soupirait après le repos, et l'ambition de ses rois pouvait seule troubler cette *Trêve de Dieu* qui venait enfin de mettre un terme à ses longues discordes. Comme la France, elle était à bout de forces, d'argent et de courage; mais à défaut d'un roi, il suffisait qu'un homme d'État, vraiment digne de ce nom, la fît entrer dans la carrière des réformes, et une ère nouvelle pouvait encore commencer pour elle.

Philippe avait entrevu cet avenir de résurrection matérielle et morale qui semblait s'ouvrir pour sa seconde patrie; mais chez lui, le rêve se mêlait toujours à la réalité. Au lieu de fonder l'Espagne de l'avenir, c'était celle du passé qu'il voulait ressusciter. La perte des Pays-Bas et de l'Italie, humiliante rançon dont il avait payé sa couronne, l'obsédait sans relâche. A la porte de la Péninsule, et jusque sur son sol même, il voyait l'Angleterre camper à Port-Mahon et à Gibraltar; et il n'eût pas hésité un instant à jeter l'Espagne dans les aventures pour recouvrer ces deux fleurons arrachés à sa couronne. Sentant d'autant plus vivement qu'il était moins capable d'agir, les hontes de sa patrie d'adoption pesaient lourdement sur lui. Les priviléges commerciaux, assurés à l'Angleterre par le traité d'Utrecht, blessaient à la fois les instincts du pays et l'orgueil de son roi. Par une série d'*articles explicatifs*, Philippe avait repris d'une main aux Anglais ce qu'il leur concédait de

l'autre. Incapable de comprendre les lois de l'équilibre européen, il ne se doutait même pas que, pour rompre avec le Régent, et rester, malgré la paix, en lutte ouverte avec l'Empereur, il fallait avoir l'Angleterre pour alliée, sous peine de voir la *Grande Alliance*, avec la France de plus, se reformer contre lui. Esprit incomplet, dépourvu de volonté plus que d'intelligence, il voyait le mal, et ne savait pas voir le remède : il gémissait de la profonde décadence du commerce et de la marine espagnols ; il s'indignait de voir des étrangers exploiter ce sol fertile, que l'homme se lasse de cultiver avant qu'il se lasse de produire, et l'Espagne vouée, en fait d'industrie, à une perpétuelle minorité.

Deux plaies vives rongeaient depuis des siècles ce malheureux pays : l'inquisition et le pouvoir absolu. Une femme, la princesse des Ursins, autorisée par Philippe, avait osé déclarer la guerre à l'inquisition ; mais à la première résistance, le lâche monarque s'était hâté de désavouer sa complice, et de la livrer aux rancunes coalisées du grand inquisiteur, des jésuites et d'Élisabeth de Parme. Quant au pouvoir absolu, n'était-ce pas là le *Credo* politique du petit-fils de Louis XIV? A Madrid comme à Versailles, de qui se composait la nation? De ceux qui avaient leurs entrées à la cour ; quant au reste, bourgeois et manants, ce n'était qu'une *gent taillable et corvéable à merci*. L'Espagne même, sous ce rapport, n'était pas aussi arriérée que la France, car elle avait encore quelques pâles images de ces Cortès qui, avant Charles-Quint, disputaient aux rois leur pouvoir, et leur marchandaient leurs revenus. Or, aux yeux de Philippe comme à ceux de son aïeul, toute trace, même effacée, d'une représentation nationale était un attentat aux droits qu'il tenait de Dieu même ;

et pour lui comme pour tout bon Espagnol, les deux croyances, au saint-office et au droit divin des rois, s'appuyaient l'une sur l'autre.

Après le monarque, voyons maintenant les influences qui l'entouraient. La première et la plus puissante, c'était la reine. Élisabeth n'était point une femme ordinaire; élevée dans la retraite par une mère capable et impérieuse, c'est en obéissant qu'elle s'était préparée à commander plus tard. En vraie Italienne, ce qu'elle avait appris avant tout, c'était à se contraindre et à dissimuler. Son éducation, toute virile, avait été à la hauteur de ce pays, où l'intelligence est plus souvent cultivée que le cœur. L'histoire, la politique, la poésie, rien ne lui était étranger; toutes les langues du Midi lui étaient familières, elle les parlait et les écrivait avec facilité. Comme tous ses compatriotes, elle avait pour les arts ce goût naturel et exquis qu'on semble respirer avec l'air de ce pays privilégié.

Voilà pour les dons de l'esprit; quant à ceux du corps, sans être belle, elle plaisait parce qu'elle voulait plaire, et cette science, qu'elle possédait au plus haut degré, lui soumit à jamais le cœur de son mari. Nul n'était plus habile à voiler sous des dehors gracieux le besoin de dominer qui faisait le fond de son caractère. Maîtresse d'elle-même, afin de l'être plus sûrement des autres, elle avait l'art suprême, en régnant, de cacher son empire. Ce fut là le secret de sa longue influence sur un époux qui, tout en étant conduit, voulait avoir l'air de conduire. Marie-Louise elle-même, si maîtresse du cœur de Philippe, de ses sens et de sa volonté, n'exerça jamais sur lui un ascendant aussi complet. Plus aimée peut-être, et plus sûre de l'amour de son mari, elle prenait moins de peine pour le gagner, et c'est

pour cela sans doute qu'elle fut si vite effacée de ce cœur où tout passait sans laisser une trace.

C'est ainsi, nous dit Coxe (t. II, p. 241), qu'elle parvint à gouverner en despote le plus débonnaire des époux. Elle avait l'art d'obtenir tout de lui sans qu'il se doutât de son manége; elle flattait son amour-propre en vantant les agréments de sa personne, elle lui accordait ou lui refusait ses faveurs, selon ses petites vues politiques, s'intéressait à sa gloire, et lui faisait remarquer cet intérêt. Elle était avec lui aux petits soins, ne le contredisait jamais, et l'amenait insensiblement, et comme par magie, à accomplir ses volontés, fussent-elles contraires à la sienne. Pour ne pas le quitter d'un instant, elle partageait son amusement favori, la chasse. Forcée de passer tous les jours de sa vie avec un mari mélancolique et peu communicatif, elle ne laissait jamais voir ni dégoût ni fatigue de cet éternel et fastidieux tête-à-tête, tenant toujours en réserve, pour combattre l'ennui de la solitude, un fond inépuisable de gaieté, de saillies et de bonne humeur.

Nous connaissons Élisabeth maintenant, nous avons le secret de ce durable empire, exercé par elle sur son époux, et qui ne finit qu'avec la vie de Philippe V. Élisabeth régnait donc, de nom et de fait, sur la Péninsule; mais on sait que, quand ce sont les femmes qui règnent, il y a toujours derrière elles un homme qui gouverne, et l'homme, c'était Alberoni. On a vu commencer sa faveur avec l'arrivée de la reine à Madrid. Avant d'imposer sa volonté à Philippe V, Élisabeth avait déjà trouvé son maître, et ne s'en doutait pas.

Nous résumerons en peu de lignes la vie d'Alberoni. Cette vie est celle de tous les hommes de génie qui, de si bas qu'ils soient partis, se sentent faits pour monter,

et montent jusqu'à ce qu'ils tombent ou qu'ils atteignent le faîte. Seulement, dans d'autres pays, le génie se suffit à lui-même; mais en Italie, il faut y joindre l'intrigue. Là, quand on n'est pas noble, il faut être prêtre pour arriver aux premières dignités de l'État. Fils d'un pauvre jardinier de Parme, Alberoni, à douze ans, ne savait pas lire; quinze ans plus tard, nous le voyons lancé dans les premiers salons de Rome, et faisant oublier, par les grâces de son esprit, la bassesse de son origine et la vulgarité de ses traits. Précepteur d'un jeune noble, dont il fait l'éducation en même temps que la sienne, saisissant au vol tout ce qu'il apprend, surtout le français, auquel il devra sa fortune; plus tard, amusant de ses *lazzi* le cynique Vendôme, précurseur de la Régence sous le règne gourmé du *Grand Roi*, Vendôme, à qui il sert tour à tour, suivant le besoin, d'aumônier, de bouffon, d'interprète et même de cuisinier; car, à tout prix il faut arriver, et tous les chemins sont bons pour y parvenir. Voici, du reste, son portrait tracé par un contemporain : « Sa personne n'est pas moins burlesque que sa conversation. Il a la tête large et monstrueuse, le teint basané, le nez petit, de larges épaules et une taille au-dessous de la moyenne. C'est un pygmée, dont la fortune s'est plu à faire un colosse. »

La patrie d'Alberoni, c'est le pays où il fera fortune. Après la campagne d'Italie, il passe en France avec Vendôme, et par lui il arrive à la source même des grâces, à Louis XIV. Là, dans cette cour majestueuse où la bouffonnerie n'est plus de mise, Alberoni a bientôt pris le sérieux de l'emploi. Par ses rares aptitudes, il appelle sur lui l'attention de Louis, qui le gratifie d'une pension. Puis il part pour l'Espagne avec Vendôme son patron, et va étudier le terrain où il fournira plus tard

sa brillante et courte carrière. Là il entre en rapport avec la princesse des Ursins, qu'il séduit tout d'abord, sauf à la trahir plus tard. Par elle il gagne le cœur de Philippe, qui le pensionne à son tour, et cherche à le fixer à sa cour, sans prévoir le rôle qu'il est destiné à y jouer.

Vendôme est donc le véritable auteur de la fortune d'Alberoni, et le subtil abbé reste jusqu'à la fin fidèle à Vendôme, c'est-à-dire à son intérêt. Il l'assiste comme son chapelain, et l'amuse de ses bouffonneries jusque sur son lit de mort, reçoit son dernier soupir, et revient à Versailles, raconter l'Espagne à Louis XIV, toujours avide de détails sur ce pays, la dernière et la plus disputée de toutes ses conquêtes. Puis il retourne à Madrid, entouré du prestige que lui prête la confiance du *Grand Roi*. Le bouffon de Vendôme y devient le représentant accrédité du duc de Parme, et paye sa dette à son souverain en faisant sa fille reine d'Espagne.

A dater de cette époque, la vie d'Alberoni appartient à l'histoire, et l'on oublie d'où il est parti en voyant où il est arrivé. Le second auteur de sa fortune, après le petit-fils de Henri IV, ce fut Élisabeth de Parme. Il l'avait faite reine de Castille, c'était bien le moins qu'elle fît de lui son confident et son favori. La place était libre d'ailleurs; la reine, à la frontière, avait dû congédier toute sa suite, et l'abbé était le seul Italien qu'elle eût près d'elle en arrivant à Madrid. Madame des Ursins avait cédé à Alberoni la place vacante sur les marches du trône, à côté de Philippe et de sa nouvelle épouse: il pouvait maintenant travailler pour lui-même, au lieu de se dévouer à la fortune d'autrui.

Mais ce qu'on ne saurait trop admirer, c'est la sage lenteur que le futur ministre va mettre dans son éléva-

tion. Sachant qu'on pardonne moins aux parvenus l'apparence que la réalité du pouvoir, et exposé aux regards d'une cour méfiante et jalouse, il se garde bien d'ambitionner un titre dont il n'aurait que la responsabilité. Aux yeux du public, il n'est encore que le résident du duc de Parme; mais de fait, il est le seul conseiller écouté de la reine, et par elle il gouverne, dans l'ombre et à petit bruit, l'Espagne et son roi. Il assiste à tous les conseils de cabinet, est initié à tous les secrets d'État, et se fait pardonner sa nationalité en l'abritant derrière celle de sa reine. Sa main est dans toutes les affaires, et on ne l'aperçoit nulle part. En faisant rappeler, comme confesseur du roi, le père Daubenton, il a l'art d'en faire son obligé, pour le tenir dans sa dépendance. Il entoure la reine de ses créatures : il lui donne pour grand écuyer le prince de Cellamare, et pour confesseur un abbé italien, trop peu doué pour qu'il lui fasse l'honneur de le craindre.

M[me] des Ursins était tombée pour avoir osé s'attaquer à l'inquisition; il y a là pour son successeur une leçon dont il saura profiter. Le saint-office, un instant ébranlé par le complot de Macañaz et d'Orry, a été rétabli dans tous ses priviléges. L'Espagne, avec un empressement servile, se courbe de nouveau sous le joug dont on a voulu la délivrer. Le grand inquisiteur était rentré triomphant à Madrid le jour même où la princesse en sortait; il fallait choisir de l'avoir pour ami ou pour ennemi. Alberoni n'hésite pas : il essaye de le gagner, en attendant l'heure de se débarrasser de lui. Sur l'avis d'Alberoni, qui ne le lui laisse pas ignorer, le cardinal est nommé ministre des affaires étrangères et précepteur du prince des Asturies. Le moyen, après cela, de se méfier d'un homme aussi désintéressé, qui ne demande

rien, si ce n'est de tout savoir et de tout conduire, abrité derrière sa reine, aussi habile à s'effacer que lui!

Mais, de peur qu'on ne nous accuse ici de nous complaire dans un portrait de fantaisie, laissons parler le biographe espagnol d'Alberoni (Juan Rossel), chez qui nous retrouverons toutes les préventions de ses compatriotes contre l'homme dont chacun subit l'ascendant, et pressent la future grandeur. Après avoir vanté ses talents, sa souplesse et sa rare intelligence, voici ce qu'il ajoute : « Alberoni occupe le poste où la fortune l'a élevé avec la gravité d'un grand d'Espagne, assaisonnée de cette astuce italienne qui tempère chez lui ce qu'a de blessant la raideur de nos grands. Il maintient toutes les prérogatives de sa charge avec une hauteur inflexible qui tient moins à l'homme qu'à la place. Laborieux à l'excès, on l'a vu souvent travailler dix-huit heures sans interruption. De cette puissance inouïe de travail naît sa répugnance pour toute espèce de distraction. Aussi affable avec les petits que hautain avec les grands, il est toujours sûr de gagner l'affection de ceux dont il a besoin. Dissimulé comme il convient à un bon politique, il dit rarement ce qu'il pense, et ne fait presque jamais ce qu'il dit. Italien, et sensible par conséquent au cruel plaisir de se venger, il ne sait pas ce que c'est que pardonner quand on l'a offensé; s'il est forcé de différer sa vengeance, ce n'est que pour la laisser mûrir, et la savourer, quand l'heure en sera venue, plus cruelle et plus raffinée. » Enfin Macañaz, d'abord l'allié, plus tard l'ennemi d'Alberoni, résume ainsi son portrait dans quelques lignes vigoureuses et serrées : « Cet abbé est vif, intelligent, effronté, flatteur, envieux, avare, fourbe; en un mot, c'est un Italien qui peut être tout, excepté ce qu'il paraît. »

La naissance d'un infant, don Carlos, qui régna depuis sur Naples et sur la Péninsule, vint encore fortifier la position d'Élisabeth, et l'armer de droits rivaux de ceux de la reine défunte. Alberoni, dont le crédit grandissait chaque jour, fut le parrain du nouveau-né, au nom du duc de Parme. La succession du trône d'Espagne était acquise aux enfants de Marie-Louise ; mais Élisabeth avait maintenant un fils à pourvoir, et couchait déjà en joue, pour ce fils à peine né, la succession de ses oncles, les ducs de Parme et de Toscane, privés d'héritiers directs. Alberoni avait désormais une prise nouvelle sur l'esprit de la reine, en caressant son rêve favori, et une porte ouverte pour faire rentrer l'influence de l'Espagne en Italie.

Nous connaissons le théâtre et les acteurs du drame qui va s'ouvrir ; jetons maintenant un coup d'œil sur la situation de l'Europe, telle que l'ont faite deux grands événements : l'élévation de George de Hanovre au trône d'Angleterre et la régence de Philippe d'Orléans. Alberoni ne se faisait pas d'illusions sur l'épuisement de l'Espagne, sur ses misères et son impuissance à se suffire à elle-même; mais il avait aussi, avec l'œil du génie, sondé ses ressources, son patriotisme, grand encore, même dans ses égarements. Si déchu que fût le peuple espagnol, il croyait assez en lui pour essayer de le relever. Une seule chose l'alarmait, c'était le penchant de Philippe pour la guerre, qu'il aimait, parce qu'elle le relevait à ses propres yeux. En homme d'État sérieux, Alberoni ne voyait dans la guerre qu'un moyen, et Philippe y voyait un but. Là était le danger, surtout à cette époque de transition, où l'Europe, à peine remise de cette longue secousse, n'avait pas encore foi à la paix dont elle jouissait depuis trois ans. Aussi, pour contenir

les martiales ardeurs du jeune roi, Alberoni lui répétait-il sans cesse cette phrase, qui résume tout son programme: « Si Votre Majesté consent à maintenir l'Espagne en paix pendant cinq ans seulement, je me charge d'en faire la monarchie la plus puissante du continent. » Philippe, facile à passionner pour toutes les grandes idées, et plus capable de les comprendre que de les réaliser, finit par s'enthousiasmer pour ce plan grandiose, qui ne tendait à rien moins qu'à ressusciter ce noble pays, mort avant d'être arrivé à son complet développement.

Le peuple qui, à cette date, pèse le plus dans la balance du continent, ce n'est plus la France, c'est l'Angleterre. Depuis sa grande et pure révolution de 1688, elle est entrée dans une voie nouvelle, où la France aurait mieux fait de la suivre. Là, comme chez tous les peuples vraiment libres, les noms propres s'effacent, la monarchie, plus nominale que réelle, s'absorbe dans cette vie parlementaire qui est devenue la vie normale du pays. Que sont, en effet, des rois qui passent à côté de ces deux grands partis qui ne meurent pas, les tories et les whigs, l'ordre et la liberté, le passé et l'avenir, le *statu quo* et le progrès, tandis que la politique du pays oscille entre ces deux points opposés sans les dépasser jamais? Un historien anglais, Hallam, a comparé, non sans grandeur, ces deux partis séculaires aux deux forces opposées qui, en se combattant l'une l'autre, retiennent les astres dans leurs orbites. Heureux pays, où les leçons de l'expérience ne sont jamais perdues, où le peuple s'instruit par les fautes de ses gouvernants, et où les révolutions même ne le détournent pas de sa voie, qu'il poursuit avec une persistance indomptée, à égale distance des révolutions et de l'immobilité!

En effet, « depuis que Guillaume III, comme dit M. de Bonnechose (*Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 142), a assis la loi sur le trône, ruiné les maximes du droit divin des rois, consolidé la religion établie, tout en reconnaissant les droits des dissidents au libre exercice de leur culte; depuis qu'il a rendu à l'Angleterre sa place en Europe, et fondé son crédit, source de sa grandeur future, l'Angleterre est entrée dans une voie de prospérité et de progrès continus; et dans cette voie, elle ne s'arrêtera que le jour où, devenue infidèle à sa vieille religion parlementaire, elle demandera aux whigs de changer le progrès en révolution, sans permettre aux tories d'enrayer le char de l'État, lancé sur une pente trop rapide. » Et ce que nous avançons, l'histoire est là pour le prouver. Ainsi, au fondateur de la grandeur et de la liberté britanniques, succède une femme étroite et bornée, qui passe quinze ans sur le trône sans y laisser une trace. Après Anne, c'est George I[er] de Hanovre, esprit paresseux et timide, resté Allemand même sur un trône anglais. Et cependant, l'impulsion donnée par Guillaume, ce grand et ferme esprit qui, sans être Anglais, résume en lui toutes les qualités et tous les défauts de l'Angleterre, se continue et dure encore plus d'un siècle et demi après lui : tant il importe aux peuples de ne pas vivre uniquement de la vie de leurs rois, afin de ne pas mourir avec eux, comme la France avec Louis XIV et l'Espagne avec Philippe II !

Toutefois, à cette heure même, l'Angleterre allait passer par une épreuve à laquelle n'eût pas résisté un peuple moins fortement trempé. L'invasion du prétendant, longtemps suspendue sur elle comme une menace, venait enfin de se réaliser. En septembre 1715, l'Écosse avait levé l'étendard de la révolte ; les Jacobites, encore

nombreux, s'étaient soulevés dans tout le nord du royaume. Mais la mort de Louis XIV vient porter le coup de mort aux espérances du dernier des Stuarts. Le prétendant attardé n'arrive sur le terrain qu'en janvier 1716, quand sa cause était déjà perdue, et il est bientôt forcé de renoncer à une entreprise sans espoir. Le régent de France, dont le mot d'ordre était de contredire en tout la politique du dernier règne, venait de se rapprocher du cabinet de Londres; il refusa tout appui à la croisade avortée du prétendant. Le vieil antagonisme de la France et de l'Angleterre, dans la guerre de succession, était déjà oublié; il eût suffi d'un même ennemi à combattre pour rapprocher ces deux peuples, naguère séparés par tant de haines.

Quant à la Hollande, elle a atteint son apogée avec la paix d'Utrecht; après avoir figuré un instant parmi les premiers États du continent, dicté la loi à la France, et partagé les coûteux succès de la *Grande Alliance*, elle entre, à l'inverse de l'Angleterre, dans sa période de déclin. Sa marine, après avoir disputé à celle de la Grande-Bretagne le sceptre des mers, est retombée au second rang, en même temps que s'éclipsait celle de la France. Depuis que l'*asiento* a livré aux Anglais les colonies espagnoles, une sourde rivalité sépare les deux ci-devant alliés, tout prêts à se changer en ennemis.

Quant à l'Empereur, blessé dans son amour-propre, déçu dans ses espérances, le trône impérial ne le console pas de celui qu'il a perdu dans la Péninsule. Il fait à son heureux rival, Philippe V, une misérable guerre de chancellerie, et se cramponne à ce titre de roi d'Espagne qui n'est plus qu'une vaine parade; il confère l'ordre de la Toison d'or, et persécute sans pitié, en Italie et dans les Pays-Bas, tous ceux qui ont em-

brassé le parti de Philippe. Ses relations avec ses anciens alliés ne sont pas beaucoup meilleures; la paix d'Utrecht, qu'il a signée le dernier, s'est, en partie, conclue à ses dépens. Il y a gagné la Flandre, mais il y a perdu la Sicile, dont on a fait une façon de royaume pour Victor-Amédée; et Naples, travaillé sous main par des agents espagnols, tend à lui échapper. Cependant, la part de Charles VI, avec Milan, Naples et les Pays-Bas, reste encore assez belle; mais avec l'Espagne, il lui semble avoir perdu le plus riche fleuron de sa triple couronne. Victor-Amédée en Sicile, les Hollandais dans la Flandre, dont ils occupent les places fortes, sont pour lui un fâcheux voisinage, et les prétentions d'Élisabeth sur Parme et la Toscane ne laissent pas de l'inquiéter. Enfin, pour mettre le comble à ses embarras, son éternelle guerre avec les Turcs vient de se rallumer, et le force à livrer aux entreprises du cabinet de Madrid ses nouveaux États d'Italie.

Dans ce dernier pays, depuis que l'Autriche y a remis le pied, tout est méfiance et anxiété. Les petites républiques et les petits princes italiens, toujours prêts à se donner à un maître éloigné, pour échapper à un plus rapproché, appellent déjà la France et l'Espagne à leur secours, pour les défendre contre leur redoutable voisin, qui pèse sur la Péninsule par ses deux extrémités. Le duc de Savoie, déporté dans son petit royaume insulaire, loin de ses États héréditaires, rêve déjà d'obtenir le Milanais, bien mieux à sa portée, en échange de la Sicile, appendice naturel du royaume de Naples, auquel elle a donné son nom. Enfin le pape, jeté par son lambeau de souveraineté temporelle dans tous les hasards de la politique, voit avec une inquiétude trop fondée l'Autriche

prendre pied en Italie, et la papauté prête à devenir vassale de l'Empire.

Revenons maintenant à l'Espagne, et cherchons où pouvait être son point d'appui, au milieu de ce brusque déplacement de toutes les alliances du continent. Du moment où la France lui échappait, son alliée nécessaire, c'était l'Angleterre, et toutes les visées d'Alberoni se tournaient déjà de ce côté ; mais l'écueil, c'étaient les rancunes opiniâtres de Philippe contre son ancienne ennemie, et les velléités belliqueuses de ce prince, qui ne s'était jamais senti homme et roi que sur un champ de bataille. L'alliance de la Hollande, quoique moins précieuse, n'était pas à dédaigner non plus. Mais il fallait réconcilier d'abord le roi avec l'humiliante nécessité de rechercher l'alliance de ces deux peuples que, depuis son enfance, il avait appris à haïr. En attendant, les représentants de ces deux pays devinrent l'objet de toutes les prévenances d'Alberoni. Il alla même jusqu'à proposer aux Hollandais de prendre douze de leurs vaisseaux de guerre à la solde de l'Espagne. Il atteignait ainsi un double but : ressusciter la marine espagnole, et soulager les finances de la Hollande, fort endettée depuis la guerre. Enfin, avec Doddington, le ministre anglais à Madrid, Alberoni se montrait prêt à révoquer les *articles explicatifs*, et à tout faire pour se concilier l'amitié de l'Angleterre.

Dès lors, il fallait en finir avec les vieilles querelles et les litiges pendants entre les deux cours de Londres et de Madrid. Dans tout le cours de cette négociation, Alberoni se montra constamment bienveillant et facile avec l'Angleterre. Mais il eut fort à faire pour vaincre les préventions passionnées du monarque contre le cabinet anglais. Le cardinal del Giudice, ministre titulaire et

représentant du vieux parti espagnol, avec ses étroitesses et ses rancunes, lutta obstinément contre l'ascendant caché du ministre *in partibus*. Souvent, ce qu'Alberoni et l'ambassadeur anglais avaient concerté le matin avec le roi était défait le soir par l'influence du cardinal. Mais Alberoni l'emporta à la fin ; un traité de commerce fut conclu entre les deux cours, et l'on remit l'Angleterre en possession de tous les avantages qu'elle possédait sous les rois espagnols de la maison d'Autriche. Le soir même, le cardinal, que son rival avait gagné de vitesse, témoigna au roi sa surprise de le voir s'allier à un prince dont le trône, miné par les complots jacobites, pouvait d'un jour à l'autre s'effondrer sous lui : « Je regarde le roi d'Angleterre comme mon frère, répondit Philippe, à qui Alberoni avait fait sa leçon, et je suis décidé à vivre en amitié avec lui. Que je n'entende plus parler de cette affaire. » Enfin, le roi s'engagea par écrit à ne jamais aider les efforts du prétendant pour remonter sur le trône d'Angleterre, et cet acte décisif porta le dernier coup aux espérances des Stuarts, qui, à défaut de la France, s'étaient flattés d'avoir l'Espagne pour appui.

A dater de ce jour, l'ambassadeur anglais n'épargna rien pour persuader à sa cour que le seul moyen d'empêcher l'Autriche de confisquer l'Italie, et la France de reprendre pied en Espagne, c'était de conclure avec le cabinet de Madrid une alliance politique, après l'alliance commerciale, et d'envoyer quelques vaisseaux croiser dans la Méditerranée pour y appuyer l'escadre espagnole. Il conseilla même au roi d'Angleterre de garantir la succession des duchés de Parme et de Toscane aux fils, nés ou à naître, de la reine Élisabeth, sûr moyen de gagner le cœur de leur mère. Ces dépêches, citées tout

au long par Coxe, jettent un jour curieux sur la position intérieure de l'Espagne. « Délivrée du coûteux fardeau de ses possessions d'Italie et des Pays-Bas, elle est libre maintenant, écrit Doddington, de porter partout ses armes et son influence, sans être condamnée nulle part à se défendre. Les deux Castilles payent plus d'impôts que jamais, et le roi tire des ressources considérables de la Catalogne et de l'Aragon, qui ne lui payaient rien autrefois. Les revenus de Philippe V, après treize ans d'une guerre où le sort de la monarchie était chaque jour remis en question, excèdent déjà d'un tiers ceux de ses prédécesseurs, et les dépenses ne vont pas à la moitié. Avec un peu d'ordre dans ses finances, l'Espagne deviendrait bientôt pour nous une alliée utile. »

L'alliance proposée, bien que conforme aux vrais intérêts de la Péninsule, avait contre elle les vieilles préventions du cardinal et de la Grandesse. Les priviléges concédés au commerce anglais dans la Péninsule et ses colonies blessaient l'orgueil autant que les intérêts du pays. L'Angleterre connaissait trop la jalouse susceptibilité du peuple espagnol pour se laisser entraîner à une alliance qui devait aboutir tôt ou tard à la guerre avec l'Empire, son ancien allié, et peut-être même avec la France. Le cabinet de Londres éluda donc poliment les avances d'Alberoni; il insista sur la nécessité de ménager ses anciens alliés, tout en protestant de ses bonnes dispositions pour le cabinet de Madrid; enfin il appuya sur le danger de déchaîner de nouveau la guerre, si l'on touchait à cette délicate question de la neutralité de l'Italie.

Mais s'il échouait du côté de l'Angleterre, l'astucieux abbé gagnait du terrain d'un autre côté. Son but secret, c'était de rétablir la domination de l'Espagne en Italie.

Or, la dureté du joug autrichien à Naples et à Milan servait merveilleusement ses projets. Le moment était favorable : l'Empereur, obligé de combattre les Turcs du côté de l'est, pesait sur la Péninsule d'un poids moins lourd que de coutume. Déjà Venise avait perdu la Morée, sans que l'Empereur eût fait mine de la secourir. Enfin le pape ayant adressé un appel à tous les princes chrétiens pour les conjurer d'arrêter les progrès de l'Islam, et de délivrer Corfou, la clef de l'Adriatique, menacée par les flottes du sultan, Alberoni, trop heureux d'acheter à ce prix l'appui du saint-père, décida sans peine Philippe V à envoyer une flotte dans les mers de la Grèce. Les Turcs, effrayés, levèrent le siége de Corfou ; l'Europe respira, et le pape demeura l'obligé de l'Espagne et de celui qui la gouvernait (août 1716).

Pour mener d'aussi grandes affaires, il fallait au fils du jardinier de Parme deux choses qui lui manquaient encore : être seul au gouvernail, et voiler sa roture sous la pourpre romaine. Le cardinal était à la cour le seul adversaire qui osât s'opposer à ses vastes desseins. Mais au fond, le vrai roi d'Espagne c'était la reine, et ce fut auprès d'elle qu'Alberoni essaya de miner le crédit de son rival. Il eut l'art de persuader à Élisabeth que le précepteur s'étudiait à inspirer à l'infant des préventions contre sa belle-mère, et même contre le roi son père. Élisabeth une fois gagnée, Philippe se rendit bientôt, et la charge de précepteur fut retirée au cardinal, sous prétexte que les devoirs du préceptorat ne pouvaient se concilier avec ceux du grand inquisiteur. Le cardinal, dans un mouvement de dépit, donna sa démission de cette haute dignité qui faisait toute sa force, car elle n'était pas révocable comme les deux autres, au gré d'un caprice du roi. La démission donnée, le repentir

vint après; mais il était trop tard : Philippe d'abord, puis le pape, l'avaient acceptée. Molinès, ambassadeur d'Espagne à Rome, fut nommé grand inquisiteur à la place du cardinal, et celui-ci, renonçant aussi à son titre de ministre, qui n'était plus qu'une sinécure, céda à Alberoni ce pouvoir dont l'ombre seule lui restait, et se retira à Rome, asile de toutes les royautés déchues.

Quant à cette pourpre romaine, seconde condition de sa grandeur, Alberoni se servit pour l'obtenir d'un moyen bien simple. Rome négociait toujours avec l'Espagne pour régler l'affaire de la *nonciature*, et rendre au saint-siége cette source de revenus qui s'était fermée pour lui. Alberoni se fit de ces négociations une arme pour stimuler la lenteur calculée de la cour de Rome, prêt à céder sur la *nonciature*, si on lui concédait ce chapeau objet de toute son ambition.

Dans l'intervalle, les affaires de l'Europe avaient pris un tour menaçant pour l'Espagne. L'Empereur, alarmé, comme l'Europe entière, des projets mal dissimulés de l'Espagne sur l'Italie et des armements d'Alberoni, résolut de se rapprocher de l'Angleterre. Le 25 mai, il conclut avec George Ier une alliance offensive et défensive, avec garantie mutuelle des conquêtes que les deux alliés pourraient faire. En même temps, l'armée impériale ayant obtenu sur les Turcs des avantages signalés, Charles VI fit entrer ses troupes sur le territoire de Gênes, et y leva des contributions de guerre comme en pays conquis. Il soumit à une stricte surveillance les ducs de Parme et de Toscane, coupables d'être parents de la reine d'Espagne. Enfin, il négocia sous main avec le duc de Savoie pour se faire céder par lui la Sicile, contre un équivalent en argent et en territoires dans le duché de Milan.

Philippe et Alberoni se flattaient encore de conclure un traité d'alliance avec l'Angleterre, quand ils apprirent, avec autant d'étonnement que de dépit, celui qu'elle venait de signer avec l'Empire. Sans l'Angleterre, en effet, l'Espagne ne pouvait rien en Europe, rien en Italie, rien surtout contre l'Empereur, depuis qu'elle n'avait plus la France avec elle. Philippe, dans le premier emportement de sa colère, reprocha durement à Alberoni son imprudente confiance aux promesses du ministre anglais; mais l'Espagne n'en continua pas moins ses préparatifs militaires. Pour répondre à la levée de boucliers de l'Autriche, l'historien San Felipe, ministre espagnol à Gênes, reçut l'ordre d'insinuer à la République que, si elle voulait tenir tête aux Impériaux, on lui enverrait des forces suffisantes pour la soutenir.

Cette tentative mal déguisée de l'Espagne pour remettre le pied dans la Péninsule acheva de creuser l'abîme qui la séparait des puissances du continent. Le régent, las de se heurter contre les opiniâtres préventions de Philippe, renonça à l'idée de rétablir à Madrid l'influence française, et se retourna du côté du cabinet de Londres. Du moment où celui-ci faisait la sourde oreille aux avances de l'Espagne, son intérêt était de se rapprocher de la France, pour ôter au prétendant le redoutable appui qui seul avait fait sa force. D'un autre côté, le régent, en cas de mort de ce débile enfant qu'on appelait Louis XV, allait avoir à défendre la couronne de France contre les entreprises de Philippe V, tout prêt à faire valoir des droits auxquels il n'avait renoncé que malgré lui. L'intérêt des deux pays et de leurs deux chefs les rapprochait donc l'un de l'autre. Le résultat final des intrigues de Dubois, et de la terreur qu'inspiraient à l'Europe les projets d'Alberoni, fut un traité entre les trois

puissances les plus intéressées à maintenir l'équilibre du continent, et à s'opposer aux entreprises de l'Espagne. Une triple alliance, longtemps retardée par les hésitations de la Hollande, fut signée à la Haye, le 4 janvier 1717, entre la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. Quant à l'Empire, son traité antérieur avec l'Angleterre assurait sa participation, au moins indirecte, à cette seconde *Grande Alliance*.

Philippe, toujours extrême en tout, aurait voulu déclarer sur-le-champ la guerre à l'Empire; mais Alberoni, qui voyait de plus près les difficultés de l'entreprise, s'opposa prudemment aux velléités guerrières de son roi, et se refusa à envahir l'Italie avant que l'Espagne fût prête pour la lutte, et pût au moins compter un allié. Aussi froissé au fond du cœur, aussi irrité que Philippe contre l'Angleterre, mais plus habile à cacher son dépit, Alberoni, dans ses épanchements avec *son ami*, l'ambassadeur anglais, ne montrait que sa douleur de voir l'Angleterre s'allier ainsi au plus mortel ennemi de l'Espagne, à l'Empereur, allié peu fidèle sur qui l'on ne pouvait compter. Avec cette dissimulation profonde qui caractérise à la fois l'homme et le pays, il travaillait sans relâche à détacher l'Angleterre de la France, en mêlant les avances et les flatteries à des vexations indirectes et à des délais sans fin dans l'exécution du traité de commerce. L'*asiento*, promis depuis si longtemps, reculait devant l'Angleterre comme un mirage trompeur. Les négociants anglais établis dans la Péninsule étaient en butte à des tracasseries continuelles : douanes, impôts, logements de troupes, rien ne leur était épargné. On leur retirait un à un tous leurs priviléges, et quand le ministre anglais se plaignait à Alberoni, l'invariable réponse de celui-ci était de tout attribuer au ressentiment

de Philippe et des ministres espagnols; quant à lui, n'ayant ni le titre, ni la réalité du pouvoir, il ne pourrait y prétendre que quand il serait revêtu de la pourpre romaine.

Le résultat fut celui qu'avait prévu le subtil Italien; ce fut d'abord de calmer l'irritation de Philippe, en lui montrant l'alliance anglaise au bout de ces habiles manœuvres. Le cabinet de Londres, touché du zèle de cet *ami* dévoué, qui risquait sa fortune pour éviter une rupture, appuya de tout son crédit sa demande d'un chapeau, condition *sine quâ non* du pouvoir pour tous les abbés qui aspirent à gouverner des empires. Quant à la reine, soumise sans en avoir conscience à l'ascendant d'Alberoni, elle penchait décidément comme lui du côté de l'alliance anglaise, et y ramenait sans cesse son époux toujours indécis. Quelques lignes du résident anglais résument la situation : « Sans la reine, nous n'aurions avancé à rien ici. Le jour où elle cessera de défendre nos intérêts, nous pourrons prendre congé de l'Espagne. Je la crois tout à fait dévouée à nos intérêts et ennemie jurée des Français. En un mot, la puissance qui aura le plus de crédit en Espagne, ce sera celle qui fera les offres les plus avantageuses pour les fils de la reine. C'est sa grande et seule maxime, et elle n'en a jamais dévié. »

Avec un tact et une discrétion qui manquaient à la princesse des Ursins, Alberoni, tout en gardant pour lui la direction réelle des affaires, avait laissé l'apparence du pouvoir à un certain Grimaldo, secrétaire du roi. Il avait fait de lui une façon de secrétaire d'État; mais le ministère en titre était resté vacant, et les résidents étrangers ne savaient à qui s'adresser, Grimaldo n'ayant pas autorité pour les recevoir, et n'étant qu'un prête-

nom derrière lequel se cachait Alberoni. Dans l'intervalle, le pape, pénétré de reconnaissance pour la délivrance de Corfou, concéda à ses instances la *cruzada*, tribut qu'il permettait de temps en temps aux rois d'Espagne de lever sur leur clergé, pour faire la guerre aux infidèles. Il y joignit la promesse formelle de ce chapeau, point de mire de toutes les ambitions de l'abbé.

Le régent, qui n'ignorait pas les mauvaises dispositions d'Alberoni pour la France et pour lui, effrayé des progrès de ce pouvoir anonyme, aussi jaloux de se cacher que celui de la princesse l'était de se montrer, envoya à Madrid un second ambassadeur, Louville, chargé d'une mission secrète auprès du roi, dont il avait jadis dirigé la maison. Alberoni flaira bien vite un piége, tendu par le régent au monarque dont le faible esprit n'était que trop disposé à subir l'ascendant de son ancien favori ; car il suffisait d'approcher Philippe pour prendre autorité sur lui. Grimaldo fit notifier à Louville, à peine arrivé, que le roi s'étonnait fort de le voir reparaître à sa cour, d'où une sentence d'exil l'avait éloigné, et il y joignit l'ordre de quitter Madrid sans délai. Louville s'étant plaint à Alberoni, celui-ci protesta de ses regrets et de son impuissance, et Louville dut repartir sans avoir pu même obtenir du roi une audience.

Plus de trois ans s'étaient écoulés depuis la signature du traité d'Utrecht, et déjà l'Europe avait changé de face. La France, contre qui la *Grande Alliance* s'était naguère formée, se trouvait enrôlée dans une nouvelle croisade contre l'Espagne, son ancienne alliée. L'irritation de Philippe s'était encore accrue en voyant, après le traité de l'Empereur avec l'Angleterre, le régent s'allier à son tour avec la cour de Londres. Ce rapprochement coupait court à toutes ses espérances de succéder

un jour à Louis XIV, et à côté du trône de France, celui d'Espagne n'était pour lui qu'un pis-aller. Enfin livrer la Sicile à l'Empereur pour l'inviter à entrer dans la ligue, c'était lui livrer l'Italie tout entière, et avec elle la papauté, serrée entre Naples et Milan comme la médaille entre deux coins.

Chose étrange ! La *Triple Alliance* était à peine formée, et déjà les puissances qui la composaient ne cherchaient qu'à éviter une rupture en rapprochant l'un de l'autre les deux seuls ennemis réels, l'Espagne et l'Autriche. L'appât tendu à l'Empereur, c'était la Sicile, qu'on faisait miroiter à ses yeux comme le complément nécessaire de sa nouvelle royauté de Naples. Quant à Philippe, on espérait gagner la reine et lui en promettant à leurs enfants la succession de Parme et de Toscane, au risque des complications que pourrait faire naître en Italie le voisinage des deux puissances rivales. On jeta même quelques mots en l'air sur une restitution possible de Gibraltar; mais Alberoni comprit bien vite que le mauvais lot dans le marché était pour l'Espagne qui, au prix du douteux héritage des deux duchés, renoncerait de fait au reste de l'Italie, du jour où elle céderait la Sicile à l'Empire.

Se refuser à ce compromis, sollicité par l'Europe en armes, c'était lui dénoncer la guerre dans un temps donné. En voyant les armements redoubler d'un bout de la Péninsule à l'autre, chacun savait d'avance que l'Espagne ne céderait pas. Mais pour suffire à un effort aussi gigantesque, dans un pays épuisé par treize ans de guerre, il fallait des ressources nouvelles, et Alberoni les trouva, là où pas un de ses prédécesseurs n'avait osé les chercher, dans la réforme des abus qui viciaient toutes les branches de l'administration, et par-dessus

tout, la maison du roi. Ces réformes, si urgentes qu'elles fussent, ne manquèrent pas de faire à Alberoni une foule d'ennemis, d'autant plus dangereux qu'ils se cachaient sous le masque du patriotisme, en déclamant contre le joug de l'étranger. Bientôt les mécontents gagnèrent du terrain dans cette ardente capitale, aussi prompte à se soulever contre ses rois qu'à se passionner pour eux. Les choses en vinrent au point qu'Alberoni dut demander à l'Angleterre un corps de trois mille Irlandais pour remplacer la garde wallonne que le peuple de Madrid, en l'abreuvant de dégoûts, avait fini par chasser de sa ville. Mais le cabinet de Londres repoussa sa demande, et ne permit pas à l'Irlande de faire concurrence à la Suisse, en vendant à l'étranger le sang de ses enfants.

Alberoni, se sentant hors d'état d'engager les hostilités, ne demandait qu'à gagner du temps; mais les événements allaient le gagner de vitesse. Le nouveau grand inquisiteur, Molinès, ci-devant ambassadeur à Rome, s'était mis en route pour l'Espagne ; redoutant les dangers d'un voyage par mer, il s'aventura à traverser le Milanais avec un passe-port du saint-père, puissance neutre, s'il en fut jamais. Mais arrivé en terre d'Empire, il fut arrêté sans plus de façon, et emprisonné dans la citadelle de Milan. Philippe, tout entier à l'impression du moment, voulut demander raison de cette injure les armes à la main. Alberoni essaya en vain de le retenir en lui montrant l'Europe prête à se coaliser encore contre lui, et la France à l'attaquer au lieu de le défendre. Rien ne put vaincre l'obstination du monarque irrité qui, comme tous les caractères faibles, prenait son entêtement pour de la force. La reine, emportée dans le même courant, résista pour la première fois à son conseiller toujours écouté, et la guerre fut décidée *ab irato*,

ans que personne fût prêt à la faire, pas même celui
ui allait la déclarer.

San Felipe, adversaire décidé d'Alberoni, prétend que
oute cette opposition du rusé Italien n'était qu'une
omédie ; qu'au fond, il voulait la guerre comme son
aaître, bien qu'aux yeux de l'Europe il reculât devant
a responsabilité de l'engager le premier. Mais une lettre
l'Alberoni au duc de Popoli ne laisse aucun doute à ce
sujet. Il y expose, avec une vigueur de raisonnement
qui porte au plus haut degré le cachet de la sincérité,
toutes les raisons qui commandaient d'ajourner la reprise
des hostilités. Il montre l'Empire prêt à faire à tout prix
la paix avec les Turcs, pour reporter toutes ses forces
vers l'Italie, et occuper Parme et la Toscane. « Que
diraient les Hollandais, ajoute-t-il, à la vue d'une pareille
agression, au moment où ils sont prêts à s'unir à l'Espagne, et travaillent à réconcilier le roi avec l'Empereur?
Que diraient la France et l'Angleterre qui cherchent à
assurer à l'infant don Carlos, Parme, Plaisance et la
Toscane? Ne serait-ce pas donner au monde lieu de croire
que quelques *écervelés d'Italiens*, par attachement pour
leur pays, ont poussé le roi à consommer la ruine de
l'Espagne? »

Nous le demandons à tout homme de bonne foi :
plaide-t-on avec cet accent de conviction une cause que
l'on veut perdre? S'accuse-t-on ainsi soi-même d'incapacité et de folie, en discréditant d'avance le parti que
l'on veut prendre? Non! Alberoni sentait aussi vivement que Philippe l'injure faite à son roi et à son pays.
Vindicatif comme on le connaît, il aspirait à la punir, on
n'en peut pas douter; mais en vrai Italien, il aurait
voulu différer sa vengeance pour la rendre plus sûre, et
il fallait que Philippe fût bien aveuglé par la passion

pour ne pas reconnaître que le bon sens et la vérité étaient du côté d'Alberoni.

La position de ce dernier était cruelle : aux yeux de toutes les puissances du continent, il ne pouvait expliquer les prodigieux armements de l'Espagne que comme une réponse à l'appel désespéré du saint-père en faveur de la chrétienté d'Orient, menacée par les Turcs. Armer contre les infidèles, ou en avoir l'air du moins, était pour lui le plus sûr moyen d'obtenir ce chapeau, objet de tous ses désirs. Mais si, au lieu d'une guerre sainte, ce n'était plus qu'une guerre de conquête, il fallait rompre avec le saint-père, et perdre toute chance d'obtenir cette pourpre si désirée. Giudice, d'ailleurs, son mortel ennemi, était à Rome pour envenimer tous ses actes, et soulever contre lui le sacré collége. Mais c'est ici que nous allons connaître Alberoni. Il n'y avait pas de temps à perdre : il fallait en finir avec Rome avant de s'attaquer à l'Empire, et enlever d'assaut ce chapeau, sans lequel l'Europe ne croirait jamais à son influence. Déjà le nouveau nonce était à Perpignan, prêt à rentrer en Espagne, et à y rouvrir son commerce de dispenses. Alberoni fit interdire au nonce l'accès de la Péninsule. Puis, mettant au saint-siége le marché à la main, il lui fit porter par un courrier cet *ultimatum,* seul capable de le décider : « Pas de chapeau, pas de *nonciature!* » Il y ajouta, il est vrai, l'assurance que les armements dont on s'effrayait n'étaient pas dirigés contre l'Empire, mais contre les Turcs, assurance dont personne ne fut dupe, à Rome surtout, mais qui lui servit à gagner du temps et à sauver les apparences.

Le subtil abbé savait à qui il avait affaire : il avait trouvé le sûr moyen de triompher de Rome et de ses

lenteurs. Le pape s'exécuta de bonne grâce : il accorda enfin le chapeau tant promis et tant différé, et vanta en plein Consistoire les talents et le dévouement du nouveau cardinal. Le nonce, aussitôt, fut autorisé à franchir la frontière et à rouvrir son tribunal, et l'Espagne continua ses armements, au grand émoi de tout le continent. Déjà chacun se demandait, en face de cette nouvelle *Armada*, sur qui allait fondre l'orage, car l'Angleterre elle-même pouvait craindre, sous le drapeau espagnol, une nouvelle croisade du prétendant. L'Empereur sentait déjà vaciller sous lui son trône de Naples, et Victor-Amédée son trône de Sicile. Patiño, le confident et le bras droit du ministre, fut envoyé à Barcelone pour hâter le départ de l'escadre, et jusqu'au dernier moment, Alberoni, sourd aux instances de tous les cabinets de l'Europe, se refusa à dire le vrai but de l'expédition, caché sous le drapeau d'une guerre sainte à laquelle personne ne voulait croire.

En attendant, le nouveau cardinal amusait les puissances en faisant luire aux yeux de chacune d'elles quelque perspective propre à les séduire. A l'Angleterre, il promettait de nouveaux priviléges pour son commerce ; à la France, il montrait l'Espagne prête à accepter sa médiation pour se réconcilier avec l'Empire, pourvu qu'on lui garantît la neutralité de l'Italie et la succession des deux duchés. Jusqu'au dernier moment, Alberoni joua son rôle avec une rare puissance de dissimulation. Enfin, pressé par l'ambassadeur anglais, il finit par avouer que son expédition était dirigée contre l'Empire, mais sans vouloir préciser le point où elle se porterait : « Je n'ai aucune part, dit-il, à cette expédition. J'ai fait au roi les plus vives remontrances, de vive voix et par écrit, sur les inconvénients qui peuvent en résul-

ter ; mais le roi le veut ainsi, et tous mes raisonnements n'ont pu l'en détourner. »

L'heure d'agir était venue, et cette expédition, qui préoccupait toutes les puissances, mit enfin à la voile. Elle se composait de douze vaisseaux de guerre avec une centaine de transports, sous les ordres du marquis de Mari, et de neuf mille hommes de troupes, commandées par le marquis de Lede. Alberoni avait eu grand'-peine à obtenir de Philippe qu'on n'attaquât pas Naples ou la Sicile avec des forces aussi insuffisantes, et le roi n'avait accepté la Sardaigne que comme un pis-aller. Le conseil d'État, consulté pour la forme, avait donné son consentement à l'expédition. La première division de la flotte jeta l'ancre devant Cagliari, le 22 août. Mais la seconde, retardée par les calmes, ne la rejoignit que vingt jours plus tard, et le gouverneur autrichien eut le temps d'organiser sa résistance. La saison était mal choisie; sous ce climat meurtrier, les fièvres d'automne étaient le plus sûr auxiliaire de la défense. Mais l'Autriche n'avait pas su y faire aimer son joug, et tout le pays ouvert se prononça en faveur de Philippe. Les Autrichiens se réfugièrent dans les montagnes, et Cagliari, l'une des deux capitales de l'île, ouvrit ses portes aux assaillants. Bientôt toute la Sardaigne fut soumise, sauf quelques places fortes qui ne devaient pas tarder à se rendre; le climat y resta le seul ennemi que les Espagnols eussent encore à combattre. En trois mois, tout était terminé, et l'expédition remit à la voile, laissant dans l'île une garnison de cinq mille hommes.

Victor-Amédée, en voyant les Espagnols en Sardaigne, avait tremblé pour sa Sicile comme l'Empereur pour son royaume de Naples. Tous deux, cette fois, en furent quittes pour la peur. Philippe, ravi de ce premier suc-

cès si peu contesté, se crut entré dans la carrière des conquêtes. Madrid fut illuminé, et l'Espagne, trop portée à s'enivrer du rêve de ses grandeurs passées, partagea l'enthousiasme de son roi, redevenu plus populaire que jamais. Alberoni, sans partager les illusions du triomphe, n'en avait que les embarras. Il lui fallait justifier, aux yeux des puissances, cette agression inattendue où le résultat était sans proportion avec l'effort, et qui devait faire redouter de sa part quelque entreprise nouvelle. A qui persuader, en effet, que l'Espagne n'avait rassemblé toutes ses forces que pour enlever à l'Autriche une île à demi sauvage, et que l'on ne peut garder que si on a l'Italie avec elle? Une circulaire fut envoyée à toutes les cours : par un procédé inouï en diplomatie, Alberoni se justifiait de cette agression sans prétexte en rejetant tout le blâme sur le roi qui l'avait ordonnée, sans que son ministre en fût instruit, assertion qui dut paraître bien étrange à toutes les chancelleries. L'arrestation du grand inquisiteur était donnée pour motif à cette levée de boucliers, et dénoncée comme une violation de la neutralité de l'Italie. Le seul coupable, c'était l'Autriche qui avait foulé aux pieds tous les engagements pris par elle dans le traité d'Utrecht; l'Autriche, restée seule en dehors de la paix générale qu'elle avait violée bien avant l'Espagne. « L'Europe entière en aura été surprise; *je l'ai été moi-même*, disait en terminant Alberoni, oubliant que ce n'était pas lui, mais le secrétaire d'État Grimaldo qui avait signé la circulaire.

De toutes les puissances, les deux le plus directement atteintes, c'étaient l'Empereur et le saint-siége. Charles VI, alors occupé de sa guerre contre les infidèles, eut beau jeu pour dénoncer à la *Triple Alliance* l'odieuse agression du *Roi Catholique*, et demander aux

alliés leur appui. Il alla même plus loin : soupçonnant le saint-père d'être le complice de Philippe V, il le somma de rompre toute relation avec l'Espagne, et de reprendre à Alberoni ce chapeau de cardinal qui légitimait toutes ses audaces.

La situation du pape était bien difficile : exposé plus que personne aux attaques de l'Empereur, tout ce qui pouvait diminuer l'influence de l'Autriche en Italie était profit direct pour lui. Mais d'un autre côté, Philippe, en s'engageant à consacrer au service de l'Eglise ces forces qu'il employait à servir ses buts politiques, s'était joué du saint-père avec une audace que celui-ci ne pouvait pardonner. Un bref pontifical, adressé à la cour de Madrid, trahit les profonds ressentiments du vicaire de Jésus-Christ. Sortant de sa mansuétude habituelle, il accusa hautement le monarque de mauvaise foi, et lui retira les concessions faites aux dépens des biens du clergé. Mais Philippe, depuis qu'il avait un cardinal pour ministre, avait appris à braver les foudres du saint-siége. Il ne répondit au bref que par ces quelques mots, empreints d'une hauteur méprisante : « J'ai vu une lettre, soi-disant écrite par le pape ; elle est visiblement controuvée, car il est impossible que Sa Sainteté puisse employer un pareil langage, si peu digne du père des fidèles. »

Quant à Alberoni, l'obstination de Philippe avait dérangé tous ses plans : condamné à faire la guerre sans y être préparé, il n'avait pas même pu choisir son champ de bataille, et avait attaqué la Sardaigne, quand c'est à la Sicile qu'il en voulait. Après cette conquête inutile, plus facile à faire qu'à garder, tout était à recommencer ; mais l'Empire et l'Europe étaient maintenant sur leurs gardes, prêts à attaquer pour mieux se défendre.

Ensuite, pour faire la guerre, il fallait deux choses, des hommes et de l'argent, et en Espagne, l'un est plus facile à trouver que l'autre; non que les métaux précieux manquent chez le peuple qui a conquis le Mexique et le Potosi; mais ce qui manque, c'est la confiance, et quiconque possède de l'or s'empresse de le cacher. Il fallait à Alberoni de l'argent à tout prix; et pour en trouver, lui, cardinal, bravant les foudres du saint-siége, il continua à lever les contributions sur le clergé. Ses réformes intérieures, si légitimes qu'elles fussent, soulevèrent contre lui des inimitiés nouvelles. La reine elle-même, sa constante protectrice, ne fut pas à l'abri de ces réformes qui ne respectaient rien; et comme, en vraie Italienne, éprise de l'art et de ses coûteuses folies, elle lui demandait un jour de l'argent pour bâtir à Saint-Ildefonse, aux portes de Madrid, un diminutif de Versailles, appelé *la Granja :* « Votre Majesté, lui dit-il, aime donc mieux être comtesse de Saint-Ildefonse que reine d'Espagne? » et il eut le difficile courage de refuser de l'argent à celle à qui il devait sa fortune. Enfin, suivant à regret l'exemple de ses devanciers qui n'avaient pas eu les mêmes excuses que lui, il battit monnaie en vendant, à beaux deniers comptants, les emplois et les dignités de l'État.

Un trait achèvera de peindre l'Espagne : Alberoni, par sa malencontreuse expédition de Sardaigne, jouait un jeu à faire recommencer à Philippe la guerre de la succession; mais il avait réussi, et le succès, aux yeux du vulgaire, a toujours raison. Il n'avait pas douté de l'Espagne, il avait accru le patrimoine de la gloire natio nale, assez mince sous les derniers règnes, et le peuple enivré se passionnait pour ces folles expéditions qui lui rappelaient les grands jours de son histoire. Les volon-

taires accouraient en foule sous les drapeaux, et chose plus rare, l'argent affluait en même temps que les hommes. Tous les ateliers de l'État étaient occupés à forger des armes et à fondre des canons. On achetait à l'étranger les vaisseaux qu'on n'avait pas le temps de construire, et la Hollande, suivant son usage, vendait des armes et des vaisseaux à l'Espagne qui allait bientôt les tourner contre elle. L'Aragon, la Catalogne même furent gagnés à cette guerre qui flattait l'orgueil du pays : ces mêmes montagnards, qui avaient si longtemps tenu tête à leur roi, se rendirent à son appel, fiers de servir dans ses armées. Mais si la guerre était populaire, Alberoni ne l'était pas autant qu'elle, et le règne des Italiens n'était guère moins maudit que celui des Français.

La *Triple Alliance*, beaucoup moins belliqueuse que le peuple espagnol, s'était formée pour empêcher la guerre plutôt que pour la faire. Les trois États s'épuisaient en efforts inutiles pour réconcilier l'Espagne avec l'Empire. Un parent du premier ministre anglais, Stanhope, fut envoyé tout exprès à Madrid, mais ce fut peine perdue; Philippe, aussi enivré de sa volonté que s'il en avait eu une à lui, rejeta toute pensée d'accommodement. Alberoni lui-même le prit de plus haut qu'il ne l'avait encore pris avec les alliés. « Croit-on, dit-il un jour, que le roi se soucie le moins du monde de Parme, de Plaisance et même de la Toscane? De pareilles *bicoques* ne méritent pas l'attention du *Roi Catholique*. Ce qu'il demande, c'est une transaction qui puisse fonder l'équilibre de l'Europe, incompatible avec le pouvoir de l'Empereur en Italie. Vous avez fait la guerre pour rétablir cet équilibre, mais en signant le traité d'Utrecht, vous avez laissé l'Empereur libre de troubler la paix du

continent », et il refusa de traiter sur toute autre base que la garantie par les trois puissances de la neutralité de l'Italie.

Grâce à l'obstination d'Alberoni et de son roi, les négociations traînèrent en longueur; mais un incident grave vint tout entraver, et mettre en question, avec la vie du monarque, le pouvoir et la faveur du ministre. Philippe fut atteint de nouveau d'une maladie nerveuse à laquelle il était sujet depuis son enfance. Des syncopes fréquentes alarmèrent toute sa maison; le confesseur, appelé au milieu de la nuit, dut lui administrer les sacrements, et le roi, se croyant près de sa fin, dicta au notaire de la cour ses dernières volontés. S'il ne mourait pas, pour longtemps du moins, le roi semblait incapable de s'occuper d'affaires, et le bruit se répandit qu'il avait, dans son testament, confié la régence à la reine, c'est-à-dire à Alberoni. L'impopularité de l'un augmenta encore celle de l'autre. Le vieux parti espagnol, irréconciliable avec l'étranger, répandit le bruit que la reine voulait empoisonner les enfants du premier lit de Sa Majesté, afin d'ouvrir aux siens le chemin du trône. On alla même jusqu'à conjurer le régent de les protéger contre la haine de l'Italienne, et celui-ci ne se fit pas prier pour promettre son appui.

Mais tous ces bruits tombèrent bientôt, toute cette excitation se calma, grâce au rétablissement de la santé de Philippe V. La reine, qui se sentait solidaire de l'impopularité de son favori, brava l'opinion en décernant à celui-ci, pour prix de ses services, le titre de Grand d'Espagne et l'évêché de Malaga, avec une pension de 20,000 ducats. Une anecdote, racontée par Saint-Simon, achèvera de peindre la cour de Philippe V, et le contraste entre l'incorrigible hauteur de la Gran-

desse et les tuteurs étrangers qu'il lui fallait subir.

« Pendant la maladie du roi, personne n'était admis dans sa chambre à coucher sans la permission d'Alberoni et de la reine. Or, la médecine du roi est sous l'inspection du *mayordomo mayor*, et celui-ci devait assister aux consultations du médecin, et voir administrer les remèdes. Le duc d'Escalona, qui remplissait ce poste important, était un Grand, respectable par son âge, ses talents et ses vertus, mais connu pour son austérité et son caractère susceptible. Ayant déclaré son intention de remplir les fonctions de sa charge, on lui fit savoir, de la part d'Alberoni, qu'il ferait mieux de ne pas entrer dans la chambre du roi, et de se contenter de surveiller tout ce qui y entrait.

« Un jour le duc se présente, et demande en vain qu'on le laisse entrer; un des valets lui répond que cela est défendu. « Vous êtes un insolent, dit le duc, cela ne peut pas être! » Il pousse la porte sur le valet, et il entre. Le voilà en face de la reine, assise au chevet du roi, le cardinal est debout devant elle, et quelques élus se tiennent éloignés du lit. Le duc, chargé de gloire, mais fort mal sur ses jambes, s'avance à petits pas, appuyé sur sa canne; la reine et le cardinal le voient et se regardent. Le roi était trop mal pour rien apercevoir, ses rideaux étaient fermés, excepté du côté de la reine. Le cardinal fait signe avec impatience à un valet de lui dire de sortir, mais voyant que le duc s'avance toujours, il va à lui, lui dit que le roi veut être seul, et le prie de s'en aller. « Ce n'est pas vrai, répond le duc, vous ne vous êtes pas approché du lit, et le roi ne vous a pas parlé. » Le cardinal résiste, mais ne réussissant pas, il le prend par le bras pour le faire retourner sur ses pas.

« Le duc lui répond qu'il est bien insolent de vouloir

l'empêcher de remplir les devoirs de sa charge. Le cardinal veut absolument lui faire enfiler la porte, en l'apostrophant avec mesure, tandis que le duc ne l'épargne pas.

« Las d'être traité de la sorte, le duc se débat, lui dit « qu'il n'est qu'un petit faquin, auquel il faudrait apprendre le respect qu'il lui doit. » Dans cette chaleur et cette poussière, le duc, qui était faible, tombe, fort heureusement dans un fauteuil qui se trouvait là. Enflammé de colère, il lève sa canne, et en frappe de toutes ses forces les oreilles et les épaules du cardinal, l'appelant « petit faquin, petit impudent qui ne mérite que les étrivières ». Le cardinal, qu'il tenait d'une main, se débarrasse comme il peut, et s'éloigne. Le duc continue ses injures, le menaçant de son bâton. La reine et tous les témoins de la scène observent tout de sang-froid et sans dire mot.

« Le cardinal, furieux, mais saisi de surprise, ne se défend pas, et ne cherche qu'à se débarrasser du duc qui lui crie de loin que, sans le respect du roi et de la reine, il lui donnerait cent coups de pied dans le ventre, et le mettrait dehors par les oreilles. Le roi était si mal qu'il ne s'aperçut de rien. Un quart d'heure après que le duc fut rentré chez lui, il reçut l'ordre de se retirer dans une de ses terres, à trente lieues de Madrid. Au bout de six mois, le cardinal lui envoya l'ordre de revenir, sans qu'il eût fait la plus légère démarche. Ce qu'il y a de plus incroyable, c'est que l'aventure, l'exil et le retour ont été ignorés du roi, jusqu'à la disgrâce du cardinal. »

Ce n'était pas la première fois que l'infortuné ministre expiait par un pareil traitement l'insolente fortune qui lui avait fait tant d'ennemis. Le cardinal del Giudice, son

compatriote et son mortel ennemi, en passant à Lérida, se fit montrer l'endroit où un certain Magnani avait fait donner des coups de bâton à Alberoni, et prononça à ce propos un discours emphatique sur l'instabilité des choses humaines. Mais en dépit du cardinal et de son opposition, Alberoni, quoique bâtonné, n'en fut pas moins élu par le sacré collége. »

Après la chronique, revenons à l'histoire. Dans la situation complexe où les avait placées le coup de tête de Philippe V, chacune des puissances avait un intérêt différent : la Hollande, pliant sous le poids de ses dépenses, et voyant le sceptre des mers lui échapper pour passer à l'Angleterre, n'était entrée qu'à regret dans la *Triple Alliance*. Elle s'épuisait en efforts inutiles pour garantir la paix du monde, et empêcher les hostilités d'éclater. Le régent de France, courtisant à la fois l'Espagne et l'Angleterre, offrait à tout le monde son alliance ou sa médiation, et jouait à la fois tous les rôles, en se réservant de choisir à la fin le plus conforme à ses intérêts. Quant à l'Angleterre, lasse des emportements de Philippe et des tergiversations du régent, avec la franchise hautaine de la force, elle marchait seule vers une solution, bien décidée à contraindre l'Espagne à accepter ses propositions, si la guerre était le seul moyen qui lui restât d'arriver à la paix.

Tandis que le régent avait à Madrid deux ambassadeurs, dont l'un s'entendait avec Alberoni, et dont l'autre intriguait sous main contre lui, l'Angleterre glissait tout doucement du côté de l'Empire, entraînée par son roi, resté au fond du cœur Électeur de Hanovre et Allemand, même sur le trône d'Angleterre. George Ier, qui ne savait pas même la langue du pays où il régnait, obtint du parlement les subsides nécessaires pour équi-

per une flotte, destinée à protéger la neutralité de l'Italie. Alberoni, aussi irrité que Philippe de voir l'Angleterre prendre parti contre lui dans cette querelle, où il espérait au moins la voir neutre, insista avec énergie auprès du cabinet de Londres sur son constant dévouement aux intérêts de la Grande-Bretagne, et sur le danger de livrer la papauté et l'Italie centrale aux entreprises de l'Autriche.

En attendant, la brèche devenait chaque jour plus profonde entre l'Empereur et le cabinet de Madrid. L'ambassadeur impérial à Rome accusait Alberoni près du saint-siége d'être secrètement allié aux Turcs qu'il avait promis de combattre, et de leur fournir des armes et des munitions pour faire la guerre à l'Empire. Et le fait était vrai, car Alberoni, dans sa réplique, n'essaya pas de le nier. Mais le pape, aigri contre cet Italien passé Espagnol, qu'il avait fait cardinal malgré lui, accepta sa démission de l'évêché de Malaga, et refusa de le reconnaître comme archevêque de Séville, dignité nouvelle que le roi lui avait conférée.

En voyant un seul homme tenir ainsi tête à l'Europe conjurée, se raidir contre les obstacles, les affronts, contre l'opinion qui le désavoue, dans le pays où il règne, du droit de la volonté et du génie, on peut blâmer les moyens qu'il emploie, mais on ne peut méconnaître dans tous ses actes un cachet de hardiesse, une puissance de combinaisons bien rares dans les affaires humaines. Ce qui manque au fond à Alberoni, c'est la droiture, sans laquelle il n'existe pas de véritable grandeur. Par moments même, il échappe, à cet homme si dissimulé, des aveux d'une cynique franchise. « On parle, dit-il, d'engagements contractés par les alliés; mais s'il est un principe avoué en politique, c'est que

ni princes, ni États, ne sont tenus à observer des traités contraires à leurs intérêts. Ce principe est admis par les catholiques comme par les protestants. » Pour nous, si c'est ainsi qu'il faut entendre l'art de gouverner, nous protestons de toutes nos forces contre de pareilles maximes, dignes d'un compatriote de Machiavel. Nous soupirons après le jour ou prévaudra, en politique, le règne de la franchise, compagne obligée de la force, et où les Guillaume I[er] d'Orange et les Lincoln rejetteront dans l'ombre les Mazarin et les Alberoni.

Mais, cette part faite aux éternels principes sur lesquels reposent les sociétés humaines, on peut refuser sa sympathie, mais non son admiration, à ce ferme et souple génie qui, en voyant la *Grande Alliance* se reformer contre lui, va chercher des alliés jusque sous les glaces du pôle, en Suède, en Russie; qui va quêter des ennemis à l'Autriche jusqu'au fond de la Turquie, et soudoyer cette rébellion hongroise qui paralyse les forces de l'Empire. En France, il a bien vite démêlé le double jeu du régent, et sachant qu'il a en lui un ennemi personnel, irréconciliable, il correspond avec tous les mécontents du royaume, et essaye de réveiller dans les Cévennes la vieille insurrection protestante. A l'Angleterre, il maintient ou retire, suivant les circonstances, les priviléges commerciaux concédés ou promis, et les montre pour appât à la Hollande, qu'il cherche à brouiller avec son alliée, qui est en même temps sa rivale. Reprenant avec l'Angleterre le rôle de Louis XIV, il s'efforce de ressusciter les vieux complots des Jacobites, et de ranimer leurs espérances défaillies. Enfin, il ose conseiller à son roi, tour à tour timide jusqu'à la nullité, ou hardi jusqu'à l'imprudence, de diriger contre la Grande-Bretagne la flotte dont il menace la Sicile. Certes, nous sommes

loin de croire qu'une pareille entreprise ait jamais eu la moindre chance de succès; mais Philippe II n'en a pas moins trouvé son pendant dans ce petit abbé qui veut recommencer l'*Armada* sur une plus faible échelle; et bien en prend à l'Espagne que son roi ait été plus prudent que son ministre.

Quant au pape, Alberoni, malgré le chapeau qu'il lui doit, se sent assez fort maintenant pour n'avoir plus ni à le ménager, ni à le craindre. Pour répondre aux attaques du saint-père, il fait sortir de Rome son ambassadeur, avec quatre mille Espagnols qui y étaient établis, et met à la porte de l'Espagne le nonce et son tribunal, tant de fois suspendu, puis rouvert. Enfin, il continue à lever sur le clergé l'impôt de la *cruzada*, en dépit du bref qui annule ce don, accordé pour six ans.

Restait le duc de Savoie, toujours habile à louvoyer entre tous les partis, et cherchant à vendre le plus cher possible son abandon de la Sicile. Alberoni lui fait offrir en échange le duché de Modène et une partie du Milanais, dont il dispose d'avance, comme si l'Autriche en était déjà chassée. Le duc accepte le marché d'aussi bonne foi qu'on le lui offre; il retire même de Sicile une partie de ses troupes, pour les envoyer sur la frontière du Milanais. Enfin, il fait offrir à Philippe son alliance, toujours à vendre, au prix d'un million d'écus une fois payés, et de trente mille par mois tant que durerait la guerre, plus un corps de quinze mille Espagnols en Lombardie qui, de concert avec l'armée piémontaise, chassera les Impériaux du Milanais, tandis que l'Espagne se chargera de les mettre à la porte de Naples.

Pendant qu'Alberoni, dans ces hasardeuses négociations, s'efforçait de remanier encore la carte de l'Italie,

l'Espagne, avec une fiévreuse activité, se préparait à sa lutte avec l'Empire, dont l'expédition de Sardaigne n'était que le prélude. Enfin le 18 juin, une flotte gigantesque, telle qu'on n'en avait pas vu depuis l'*Armada,* mit à la voile de Barcelone. Elle se composait de trente-trois vaisseaux de guerre et trois cents bâtiments de transport, portant trente mille soldats, quarante mortiers et cent pièces d'artillerie de siége. Tout avait été prévu, tout se trouvait à bord, même les fascines et les piquets, avec quatre mois de vivres pour toutes ces bouches qu'il fallait nourrir. La flotte se dirigea d'abord sur Cagliari pour y prendre une partie de la garnison, et le 10 juillet, elle débarquait à quatre lieues de Palerme, toujours sous les ordres du marquis de Lede, destiné à la vice-royauté de l'île, aussitôt qu'elle serait conquise.

L'inquiétude en Europe fut égale à la surprise. Mais le contre-coup de cette entreprise trop hardie ne se fit pas attendre. Ce n'était plus à l'Espagne de Charles II, c'était à celle de Philippe II qu'on avait affaire. A tout prix, il fallait mettre une digue à cette ambition qui débordait, et défendre non pas l'Empire, mais l'équilibre du continent, si péniblement restauré à Utrecht. Les dernières hésitations du régent cessèrent, et Dubois triompha bien vite d'un reste de pudeur qui empêchait son maître de s'unir à l'ennemi héréditaire de la France, pour écraser l'Espagne son alliée.

Le 18 juillet, les bases d'un nouveau traité furent arrêtées à Paris, au nom de la *Triple Alliance,* qui allait devenir la *Quadruple,* grâce à l'accession de l'Empire. Dans ce traité, où l'Angleterre dictait la loi à ses alliés, l'Empereur dut s'engager à renoncer à toute prétention sur l'Espagne et sur les Indes, pour lui et ses successeurs, et accepter la médiation du monarque anglais dans

sa querelle avec Philippe V. Celui-ci, en revanche, devait renoncer à recouvrer, les armes à la main, les anciennes possessions de l'Espagne sur le continent. La Sicile était attribuée à l'Empereur, et la Sardaigne au duc de Savoie, compensation dérisoire et juste châtiment de toutes ses défections. L'Italie, de fait sinon de droit, passait tout entière sous le joug de l'Empereur qui, de son côté, promettait l'investiture éventuelle de Parme et de Toscane aux fils d'Élisabeth. Les places fortes des deux duchés devaient être gardées par six mille Suisses, à la solde des puissances médiatrices. Trois mois étaient accordés aux rois d'Espagne et de Sicile pour accepter ces conditions, et, ce terme écoulé, on les y contraindrait par la force.

Ainsi toutes les vieilles alliances étaient changées, toutes les affinités naturelles foulées aux pieds. Le régent travaillait à défaire l'œuvre de Louis XIV, Dubois avait vendu la France et son maître à l'Angleterre pour une pension de 50,000 écus (Saint-Simon dit d'un million de livres). Les Pyrénées, supprimées par le *Grand Roi,* se redressaient pour séparer la France de l'Espagne. Le traité définitif fut signé à Londres, le 2 août, par l'Empire, la France et l'Angleterre, en attendant la Hollande qui devait signer plus tard. La Turquie, écrasée par le prince Eugène dans deux grandes batailles qui avaient pour jamais détruit son prestige, venait d'acheter la paix au prix des plus dures concessions. L'Empereur, en se sentant libre de reporter toutes ses forces sur l'Italie, fut un instant sur le point de retirer cette renonciation au trône d'Espagne qui coûtait tant à son orgueil; la *Quadruple Alliance,* à peine formée, chancela sur ses bases. Mais, si Charles VI la trahissait, elle pouvait se reformer contre lui, et lâcher la bride à

l'ambition de Philippe, toujours aux aguets pour rentrer en Italie. Voilà ce que se dit l'Empereur, qui céda à la pression menaçante de la France et de l'Angleterre, et consentit, non sans regret, à quitter ce vain titre de roi d'Espagne qui ne rappelait que ses revers.

Mais en face de ce brusque réveil du lion castillan, négocier n'était point assez, il fallait agir. Tout en mettant sa griffe sur la Sicile, l'Espagne, on l'a vu, cherchait des alliés jusqu'aux extrémités de l'Europe. Alberoni ne s'était-il pas mis en tête de réunir contre l'Angleterre ces deux irréconciliables ennemis, Charles XII et Pierre le Grand? Ne voulait-il pas leur faire appuyer en Écosse une nouvelle insurrection jacobite, au profit du prétendant? Mais Alberoni, décidément, n'avait pas la fortune pour alliée; toutes ses profondes combinaisons échouèrent l'une après l'autre. La Russie tenait trop à hériter de la Suède et à garder ses dépouilles pour accepter son alliance. La Turquie, épuisée, ne trouvait pas trop payée, au prix des plus durs sacrifices, une trêve de vingt-quatre ans dont elle avait besoin pour se refaire. L'Espagne se retrouva donc encore une fois seule en Europe, et entourée d'ennemis comme elle l'était depuis la mort de Louis XIV. Dans une position aussi désespérée, aller mendier si loin des alliances impossibles ne prouvait que son impuissance. Les temps étaient passés où elle pouvait se suffire à elle-même, et pour trouver des alliés, il faut n'en avoir pas besoin.

L'Angleterre qui, comme tous les peuples libres, ne fait jamais la guerre qu'à regret, voulut essayer encore les voies de la conciliation : elle envoya à Madrid le premier ministre, lord Stanhope, proposer à Philippe la médiation du cabinet de Londres et l'accession de l'Espagne à la *Quadruple Alliance*. Pour faire accepter une

pareille offre à l'orgueil révolté de Philippe, il fallait quelques concessions ; Stanhope offrit de restituer Gibraltar. L'offre était-elle faite de bonne foi ? il est permis d'en douter, car l'orgueil anglais se fût révolté à son tour, et eût trouvé l'alliance de l'Espagne trop cher achetée à ce prix. Mais Alberoni et ses souverains étaient ivres de leur future conquête, et renoncer à la Sicile, c'était renoncer à l'Italie ! Le roi, la reine, le ministre furent d'accord pour refuser toute médiation, et se soulever contre l'*ultimatum* qui leur donnait trois mois pour se soumettre, sous peine d'y être contraints par la force. Le cardinal déclara, au nom de son roi, qu'il ne désarmerait pas avant d'avoir obtenu de l'Empereur la cession de la Sicile et de la Sardaigne, avec une indemnité pour le duc de Savoie, et l'engagement de ne pas dépasser le nombre de troupes strictement nécessaire pour garder ses États d'Italie.

Imposer de pareilles conditions, c'était se refuser à traiter. Dans l'intervalle, d'ailleurs, les Espagnols étaient entrés dans Palerme, qui se laissa prendre plutôt qu'elle ne fut prise. Alberoni, grisé par ce facile succès, se voyait déjà maître de l'île entière, et franchissant le détroit pour marcher à la conquête de l'Italie. Mais pour cela, il fallait l'appui du duc de Savoie, sur le dos duquel il avait battu l'Empereur, et qui regrettait amèrement la Sicile qu'il allait perdre. Il essaya de le regagner en promettant de la lui restituer quand il aurait mis les Autrichiens à la porte de la Péninsule. Mais le duc, pour qui l'ennemi présent était toujours le plus à craindre, se retourna brusquement du côté de la France et de l'Angleterre, en réclamant d'elles le maintien d'une des clauses vitales du traité d'Utrecht, la neutralité de l'Italie. En attendant, les Piémontais, qui n'avaient pas eu

l'art de se rendre populaires en Sicile, durent se concentrer dans Messine. Le peuple, durement traité par ses nouveaux maîtres, tendait les bras aux anciens, naguère si détestés. L'armée d'expédition se concentra à son tour devant Messine, où les habitants soulevés bloquaient les Piémontais enfermés dans la citadelle. En un mot, la Sicile allait redevenir espagnole, quand un événement imprévu vint changer la face des affaires.

Stanhope arriva brusquement à Madrid, chargé par le cabinet de Londres d'informer celui de Madrid de l'entrée dans la Méditerranée d'une escadre, sous les ordres de l'amiral Byng. Sa mission était de maintenir à tout prix, même par la force, la neutralité de l'Italie, dont le roi d'Angleterre était garant, et de défendre les possessions de l'Empereur, son allié. Dans une entrevue avec l'envoyé anglais, l'irascible nature d'Alberoni l'emporta sur sa dissimulation; rappelant tous les sacrifices faits pour acheter l'amitié de l'Angleterre: « Mon auguste maître, dit-il, courra toutes les chances, y comprise celle d'être chassé de l'Espagne, plutôt que de consentir au rappel de ses troupes, ou même à une suspension d'armes. Les Espagnols ne s'effrayent pas pour si peu, et j'ai tant de confiance dans la bravoure de notre escadre que, si votre amiral se décide à l'attaquer, je ne suis pas en peine du résultat. »

Pour toute réponse, l'envoyé anglais montra froidement la liste des vaisseaux anglais et de leurs forces, en hommes et en canons, et il engagea Alberoni à la comparer à celle de la flotte espagnole. Alors le cardinal, hors de lui, arracha la liste des mains de Stanhope, la déchira, et la foula aux pieds. Une telle insulte était la guerre déclarée : Alberoni avait perdu le sang-froid sans lequel il n'y a pas d'homme d'État digne de ce

nom. Tout l'avantage fut pour Stanhope qui, avec le flegme britannique, demanda une réponse; Alberoni la promit dans deux jours, et au bout de neuf seulement, il envoya la note suivante : « Sa Majesté m'a fait l'honneur de me dire que l'amiral Byng peut exécuter les ordres qu'il a reçus du roi son maître. »

Dans l'intervalle, l'escadre anglaise arrivait dans les eaux de la Sicile, et s'arrêtait quelques jours à Naples. L'échange des deux îles entre le duc de Savoie et l'Empereur ayant été arrêté par les alliés, l'amiral fit passer le détroit à trois mille Allemands pour renforcer la garnison de Messine. Ce grave prélude aux hostilités, ce parti pris hautement par l'Angleterre en faveur de l'Empire, arrêta tout court l'élan de l'armée espagnole qui leva le siége, et se replia sur le midi de l'île. Quant à la flotte, l'amiral espagnol Gastañeta, pénétré du sentiment de son infériorité, se demandait s'il devait éviter ou accepter le combat; il ne savait pas même si c'était un ennemi qu'il avait devant lui, la guerre n'ayant pas été déclarée, et l'Espagne, depuis Alberoni, étant habituée à regarder l'Angleterre comme une alliée. D'ailleurs, une division de sa flotte se trouvait à Malte, et il aurait voulu se réunir à elle avant d'engager le combat. Cependant, en voyant s'approcher l'escadre britannique, il prit son parti, et essaya de ranger la sienne en bataille, près de Messine, sous l'abri des batteries de la côte; mais les courants s'y opposèrent. Les vaisseaux espagnols, séparés les uns des autres, attaqués un à un, sans ordre, sans ensemble dans leurs manœuvres, furent contraints à se rendre, après une héroïque résistance, qui demande grâce pour les torts du chef, en faveur du dévouement des marins. Gastañeta, atteint de deux blessures, combattit jusqu'à ce qu'il fût à bout de for-

ces, et fut pris avec son vaisseau. Les galères, grâce à leurs rames, purent se retirer à Palerme. De toute l'escadre, il n'échappa que quatre vaisseaux et six frégates.

L'opinion, en Angleterre, était tellement opposée à une rupture avec l'Espagne que l'amiral, embarrassé de sa victoire, envoya au marquis de Lede une lettre où il rejetait sur l'amiral espagnol le tort d'avoir engagé le combat, en ajoutant que cet engagement, involontaire de sa part, ne devait pas troubler les bonnes relations entre les deux pays. Au fond, l'Angleterre et son roi désiraient sincèrement la paix, n'ayant rien à gagner à la guerre, et ils étaient tout prêts à s'excuser de cette victoire remportée à regret; mais elle portait le dernier coup à la puissance maritime de l'Espagne, et l'Angleterre, au fond, ne pouvait pas s'affliger beaucoup de ce résultat.

La nouvelle du désastre maritime du 11 août fut un coup de foudre pour Alberoni et pour ses souverains, aussi enivrés que lui de leur précaire conquête. L'orgueil national en fut atteint au cœur, non sans raison, car la marine espagnole ne s'est jamais relevée de ce coup. Alberoni éclata en vaines récriminations contre un pays dont il avait cultivé l'amitié avec tant de persévérance. Mais tout en protestant d'un côté, il intriguait de l'autre. Ses agents parcouraient l'Europe pour y mendier des alliés. Repoussé par tout ce qui tenait de près ou de loin à la *Quadruple Alliance*, il reprit ses négociations avec les puissances du nord, au risque d'ouvrir à l'ambition du czar et à l'esprit d'aventures du roi de Suède la porte qu'ils cherchaient pour entrer en Europe. S'il faut même en croire Belando (*Historia civil*), écrivain peu sérieux, il est vrai, la Russie et la Suède devaient armer à frais

communs cinquante vaisseaux de ligne avec trente mille hommes de troupes de débarquement. Charles XII, à la tête de cette expédition, devait débarquer en Écosse, où une flotte espagnole l'aiderait à provoquer un soulèvement général des Jacobites du nord. Le czar Pierre, de son côté, devait entrer en Allemagne, à la tête de cent cinquante mille hommes, tandis que l'Espagne, envahissant l'Angleterre par le midi, se chargerait de rasseoir le prétendant sur le trône de ses pères.

On croit rêver soi-même, en vérité, quand on entend raconter de sang-froid de pareils rêves! On ne sait à qui il faut en faire honneur, ou aux fumées de l'orgueil castillan, ou à cet esprit de vertige qui s'empare des hommes d'État, quand, portés par un caprice du sort à la tête d'un empire, ils ont à faire face aux amers mécomptes de la défaite. Nous avons vu Alberoni passer, en quelques années à peine, par toutes les extrémités des choses humaines. Lui, le fils du jardinier de Parme, il tient dans ses mains les destinées de l'Espagne et celles de l'Europe. Il noue, il rompt, au gré de son caprice, les alliances les plus solennelles. Mais à mesure qu'il monte, son pied est moins ferme, et son coup d'œil moins sûr. On dirait qu'il est entré dans le pays des chimères, et cesse de marcher sur le terrain des réalités. Ainsi en est-il de tous ces génies aventureux, rois, conquérants ou ministres, qui, emportés par leurs succès même au delà des limites du possible, en viennent à s'enivrer de leurs propres conceptions, et terminent une carrière de gloire par des revers, presque toujours mérités.

Mais ce n'était pas de l'Angleterre seulement, c'était de la France aussi qu'il fallait se venger, et Alberoni était l'ennemi personnel du régent. L'alliance de celui-

ci avec le cabinet de Londres avait soulevé contre lui les instincts du peuple, d'accord cette fois avec l'opinion des esprits éclairés. Villars, avec l'autorité de son nom et de ses services, prêtait une voix à l'opposition populaire. Le duc du Maine, le bâtard favori de Louis XIV, s'était hautement prononcé contre cette alliance dans le conseil d'État. Enfin le cynisme effronté du régent et de son favori Dubois, publiquement vendu à l'Angleterre, ajoutait encore à leur impopularité. Dans cette réaction effrénée contre le rigorisme hypocrite de la cour du *Grand Roi*, la mesure avait été dépassée; la femme même du régent avait pris parti contre lui. Saint-Simon, son ami personnel, reconnaissait la supériorité des droits de Philippe V sur ceux du duc d'Orléans au gouvernement de la France. A l'opposition il ne manquait qu'un chef pour organiser une Fronde nouvelle; Alberoni résolut de le lui donner. Il confia la direction de cette campagne d'intrigues au prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne en France, et celui-ci unit ses efforts à une vraie héroïne de la Fronde, la duchesse du Maine, digne petite-fille du grand Condé. Le parlement, déchu depuis Louis XIV, se rangea dans le parti des mécontents, espérant retrouver, dans les troubles civils, son ancienne autorité. La France, deux fois ruinée, par les folles dépenses du *Grand Roi* et par le système de Law, n'avait plus rien à ménager ni à perdre; et là où il n'eût fallu qu'une réforme, elle était, suivant sa coutume, prête à faire une révolution.

Philippe V, en dépit de toutes ses renonciations, en était bien vite revenu à son rêve favori : remplacer le duc d'Orléans comme régent, avec la chance éventuelle de monter sur le trône de France, si l'enfant couronné venait à mourir. Que, pour une chance aussi incertaine,

Philippe fût prêt à renoncer à une couronne qu'il portait depuis dix-huit ans, voilà ce qu'on a peine à comprendre. Mais dans cette nature incomplète, où la passion remplaçait la volonté, la raison n'avait jamais rien à faire avec ces emportements irréfléchis qui gouvernaient sa vie. De la cour, la conspiration passa bientôt dans l'armée : officiers et soldats s'enrôlèrent publiquement au service de l'Espagne. Le mot d'ordre fut celui de Louis XIV : Plus de Pyrénées, et l'alliance espagnole à la place de l'alliance anglaise ! On fit appel à toutes les rancunes, à tous les intérêts froissés, à la Bretagne, dérangée dans ses vieilles routines et lésée dans ses vieux priviléges, aux jansénistes, aux jésuites, persécuteurs et persécutés tour à tour. On évoqua le souvenir des états généraux, oubliés sous le règne du *Grand Roi*, et qui semblaient prêts à sortir de leur tombe. Le cardinal de Polignac se mit à la tête de ce mouvement politique d'où, avec des chefs plus sérieux, eût pu sortir, un demi-siècle plus tôt, cette révolution qui n'était mûre ni dans les mœurs, ni dans les idées.

Déjà tout était prêt pour s'emparer de la personne du régent, et convoquer les états généraux. Alberoni, du fond de l'Espagne, était l'âme de cette conspiration, à qui il ne manquait, pour réussir, que de savoir au juste ce qu'elle voulait. Pour conspirer, il faut savoir se taire ; aussi la France n'a-t-elle jamais été la patrie des conspirations. Celle-ci transpira partout, même à Madrid et à Londres, d'où on en avertit le régent. Une fois prévenu, le duc laissa les conspirateurs s'enferrer dans leurs complots qu'il avait l'air d'ignorer. Enfin la mine fut éventée : on saisit à Poitiers un des agents de la conspiration chargé de dépêches pour l'Espagne. Cellamare, averti à temps, put se sauver ; mais le duc et la

duchesse du Maine, Polignac et tous les nobles conspirateurs furent arrêtés, et leurs papiers, saisis avec ceux de l'ambassadeur, prouvèrent la réalité, sinon le sérieux du complot. Une adresse à Philippe V, *héritier présomptif* du trône de France, attesta la complicité de la cour de Madrid. Une circulaire à ce sujet fut adressée à tous les États du continent qui, depuis Louis XIV, avaient appris à sentir leur communauté d'intérêts, menacée par ce rêve de fusion entre les deux peuples et les deux couronnes.

Le complot une fois avorté, ce n'était plus l'Empire seulement, c'était l'Europe que Philippe allait avoir sur les bras. Dans une seule rencontre avec l'Angleterre, l'Espagne avait perdu sa marine; dans une lutte avec la France, elle risquait de perdre son armée, inférieure en nombre, en forces, en discipline, aux nécessités du moment. Déjà l'ambassadeur français, arrêté un instant, avait été expulsé du territoire espagnol. Philippe, dans un manifeste adressé surtout à la France, avouait hautement ses projets contre le régent, et armait pour les soutenir, en faisant appel au dévouement des Français à la vieille race des Bourbons. Le régent y répondit, le 9 janvier, par une déclaration de guerre en forme, moins dirigée contre Philippe V que contre son ministre.

Dans cette France si impressible, toujours prête pour toutes les révolutions, les esprits avaient été profondément remués, et un ébranlement dangereux survivait au complot. Villars, le plus illustre des généraux du *Grand Règne*, refusa de servir contre un prince de la maison de Bourbon. Il en appela à l'opinion, déjà plus puissante en France que la royauté même, et lui dénonça cette guerre fratricide qui allait séparer deux pays unis par le sang versé en commun sur les champs de bataille,

comme par le sang de leurs rois. Le régent ayant rappelé d'Espagne tous les Français qui y étaient établis, Philippe V les invita à rester dans la Péninsule, en leur promettant sûreté et protection. Il offrit même un asile à ceux qui voudraient quitter leur pays, et beaucoup de mécontents répondirent à cet appel. Le 26 avril, le roi, toujours prêt à payer de sa personne, quitta Madrid à la tête de ses troupes. Alberoni, jaloux de la gloire militaire de ces évêques et de ces papes batailleurs qui marchaient à la tête de leurs armées, prit le commandement d'une division. Philippe, enivré des plus folles espérances, s'imaginait déjà que tous les soldats, en voyant le petit-fils du *Grand Roi*, déserteraient la cause du régent pour passer sous ses drapeaux. Telle était son infatuation que, si Alberoni ne l'avait retenu, il voulait marcher avec une faible escorte au-devant des lignes ennemies, en faisant appel à la loyauté des Français.

Mais ces illusions allaient bien vite se dissiper. A défaut de Villars, Berwick accepta le commandement, et ce nom était aussi synonyme de victoire. L'armée resta sourde à tous les appels, et le pays l'imita. Même dans les provinces les plus mécontentes, personne ne bougea, et les ordres du gouvernement furent partout obéis. Dès le début d'avril, une division française passa la Bidassoa, et alla détruire l'arsenal le plus important de l'Espagne sur l'Océan, le port du Passage, avec six vaisseaux de ligne sur le chantier et des matériaux pour en construire vingt autres. Berwick de son côté, à la tête de trente mille hommes, vint mettre le siége devant Fontarabie. Pour résister à une aussi brusque attaque, l'Espagne n'avait pu mettre sur pied que quinze mille soldats. Philippe, à la tête de cette poignée d'hommes, voulait aller faire lever le siége, mais Alberoni parvint,

non sans peine, à le rappeler au sentiment de son impuissance, contre une armée trois fois aussi forte que la sienne, et commandée par le général auquel il devait sa couronne. L'armée espagnole fut réduite à voir prendre sous ses yeux la place qu'elle venait secourir.

Le régent et son ministre avaient fait violence à tous les penchants de la France en l'unissant à l'Angleterre, sa vieille ennemie, contre l'Espagne son alliée naturelle. Mais la guerre en France est rarement impopulaire; le soldat sous les armes ne connaît que sa consigne, et tout en murmurant, l'armée obéit. Maître de Fontarabie, Berwick, sans songer même qu'il travaillait à jeter Philippe à bas du trône où il l'avait assis, alla assiéger San Sebastian. Au même moment, Santona se rendait à une flotte anglaise, qui y brûla sans pitié tous les vaisseaux en construction. Un trait achèvera de peindre Berwick : il prêta aux Anglais une division de son armée pour aider à cette œuvre de destruction, et, dans une lettre au régent, il se vante d'avoir prouvé au parlement anglais que la France n'a rien négligé pour anéantir la marine espagnole. Ainsi le régent n'était plus seulement l'allié de l'Angleterre, mais son commis, Dubois son valet à gages, et Berwick son exécuteur des hautes œuvres.

San Sebastian, écrasé sous une pluie de bombes, finit par se rendre, toujours en face de l'armée espagnole, vouée à l'inaction par sa faiblesse. Enfin, pour achever l'histoire de toutes ces hontes que Philippe eut à dévorer, les trois provinces basques, Alava, Guipuscoa et la Biscaye, offrirent au régent de se donner à la France, si on voulait leur garantir leurs priviléges; car, aujourd'hui encore, il en est de ces trois provinces comme de l'Aragon et la Catalogne : leur vraie patrie, ce sont leurs *fueros*.

Mais le régent, par un reste d'égards pour Philippe V, ne voulut pas accepter leur offre.

Berwick, craignant de s'enfoncer trop avant dans cette Espagne, où l'on entre, mais d'où l'on ne sort plus, se dirigea vers la Catalogne par le revers nord des Pyrénées. Puis franchissant les monts, il s'empara d'Urgel et mit le siége devant Rosas; mais des pluies continues et le voisinage de l'armée ennemie mirent obstacle à ses progrès, et l'hiver approchant, l'armée d'invasion alla prendre ses quartiers dans le Roussillon.

Ainsi la France avait dépensé quatre-vingts millions et le sang de ses enfants pour détruire l'œuvre laborieuse du *Grand Roi*, et miner le trône sur lequel il avait fait asseoir son petit-fils. Louis, tout en absorbant la France dans son égoïsme, avait cherché du moins à la placer haut dans l'estime des nations; mais le régent et Dubois semblent avoir pris à tâche de la faire descendre à leur niveau, et tous deux n'y réussissent que trop bien.

Sur le terrain de la diplomatie, Alberoni n'était pas plus heureux que sur celui de la guerre. Cette impossible alliance entre le czar et le roi de Suède venait d'avorter, par la mort de Charles XII, et il avait suffi qu'une escadre anglaise se montrât dans la Baltique pour contraindre le czar à la neutralité. Ainsi la fortune, après avoir souri un instant aux rêves de Philippe V et aux audacieuses visées de son ministre, se tournait décidément contre eux. L'Europe, en soupirant après la paix, était incessamment condamnée à la guerre, et l'opinion, si écoutée quand elle la demandait, était, alors comme aujourd'hui, impuissante à l'empêcher.

Faut-il blâmer, faut-il plaindre Alberoni quand on le voit, après avoir échoué partout, recommencer la lutte, avec une persistance qui serait héroïque si elle n'était

pas insensée, et courir sans cesse, comme Charles XII, après de nouveaux mécomptes? Certes, les vains efforts de Louis XIV pour relever la fortune des Stuarts auraient dû lui servir de leçon, et cependant il va user encore les dernières forces de l'Espagne défaillante à tenter de remettre à flot ce vieux navire désemparé. Ministre absolu d'un despote sans volonté, dans un pays où la voix du peuple, si puissante autrefois, a cessé d'être écoutée, peut-il rien comprendre à ces nobles institutions de l'Angleterre où toutes les classes, séparées par leurs intérêts, se rencontrent sur un terrain commun, l'intérêt du pays; où le peuple sait toujours ce qu'il veut, et où l'on n'impose jamais à cette volonté, consciente d'elle-même, ni une guerre, ni une dynastie, ni une religion dont elle ne veut pas?

Alberoni croyait encore aux Stuarts quand l'Angleterre, quand l'Europe même avaient cessé d'y croire. Il ne savait pas que les dynasties s'usent comme les hommes, et qu'on a beau les rasseoir sur le trône, rien ne peut les ressusciter quand elles sont mortes. Or la vie d'une dynastie, c'est son accord avec la volonté et les institutions du pays, surtout quand ces institutions plongent leur racine dans le ferme terrain des croyances. Les Stuarts avaient froissé l'Angleterre dans sa foi politique comme dans sa foi religieuse, et ce sont là de ces offenses qu'un peuple ne pardonne pas. Une petite armée de six mille hommes se rassembla à Cadix, avec une flotte de six vaisseaux de guerre, et ces chiffres nous font mesurer tout le chemin que l'Espagne avait fait vers sa ruine. Le prétendant, alors à Rome, fut invité à s'associer à cette dernière tentative pour mettre une couronne sur un front qui n'était pas destiné à la porter. Le duc d'Ormond fut placé à la tête de l'expédition, et la flotte,

dernier enjeu de la fortune des Stuarts et de celle de l'Espagne, mit à la voile le 10 mars.

Pour vaincre ce diminutif d'*Armada*, il n'y eut pas même besoin d'ennemis : la tempête s'en chargea. Un coup de vent vint l'assaillir près du cap Finistère, et coula ou dispersa presque tous les vaisseaux. Deux frégates seulement atteignirent les côtes de l'Écosse, avec quelques centaines d'hommes. Ainsi la lutte était finie avant d'être entamée! Contre une dynastie deux fois déchue, qui lui revenait avec le catholicisme et le pouvoir absolu pour dot, et l'étranger pour cortége, l'Angleterre s'était levée comme un seul homme. Les Jacobites, écrasés sous le sentiment de leur impopularité, désespérèrent enfin de leur cause. L'Europe même prit parti contre eux : la Hollande et l'Empire, sentant leur solidarité avec la Grande-Bretagne, lui firent passer des soldats. La France offrit dix mille hommes, mais le régent n'eut pas la peine de les envoyer : une flotte anglaise était déjà sur les côtes de l'Écosse, une armée improvisée occupait les comtés du nord de l'Angleterre; la rébellion était étouffée avant d'avoir éclaté, et ses débris impuissants furent écrasés ou se dispersèrent sur le continent.

Une pareille injure ne pouvait pas rester impunie : l'Angleterre envoya une escadre sur les côtes de la Biscaye et de la Galice, pour détruire tous les ports ou les arsenaux qui faisaient ombrage à sa marine ou à son commerce. Déjà même elle préparait une expédition contre les colonies espagnoles, livrées sans défense à ses attaques; mais Alberoni n'était pas homme à se décourager : battu en Écosse, il choisit pour point d'attaque la Bretagne, presque aussi séparée de la France que l'Écosse l'est de l'Angleterre. Il comptait sur les mécontents,

nombreux dans cette province à part, à qui il ne manque, pour ressembler à celles du nord de l'Espagne, que de posséder des *fueros*, et d'avoir été un royaume. Mais à l'approche d'une flotte étrangère, le patriotisme se réveilla dans cette vieille Bretagne, française par le cœur, pourvu qu'on lui permette de rester bretonne en même temps. A l'approche d'une armée de vingt mille hommes, envoyée par le régent, les mécontents ne bougèrent pas, et une dernière chance fut perdue pour l'Espagne.

Restait la Sicile, terrain de bataille de prédilection pour Alberoni, qui y avait mis toutes ses espérances. Mais le courage passif des Espagnols est fait pour la défense, et non pour l'attaque. L'élan de l'invasion, une fois arrêté, ne devait plus renaître. A l'ivresse des premiers succès avait succédé le découragement. Tant d'échecs successifs avaient dégrisé peu à peu l'orgueil espagnol. Alberoni, dans sa patrie d'adoption, n'avait jamais été populaire. Le succès eût peut-être réconcilié l'Espagne avec lui, mais la diplomatie ne lui avait pas mieux réussi que la guerre : la moins sûre de ses conquêtes, le duc de Savoie, venait de lui échapper; Victor-Amédée avait fait comme la fortune, il était passé dans le camp des alliés, et s'était enfin résigné à céder à l'Empire l'opulente Sicile, en échange de la triste Sardaigne. Charles VI, enfin délivré de sa guerre avec les Turcs et de la rébellion hongroise, toujours appuyées l'une sur l'autre, venait d'envoyer une armée en Italie. Une escadre anglaise faisait passer en Sicile des troupes impériales, et bloquait dans Messine et Palerme les garnisons espagnoles qui disputaient pied à pied le terrain à l'ennemi, avec ce génie de la résistance qu'aucun peuple n'a possédé au même degré; mais le pays ouvert leur avait échappé, et les quelques places fortes qui leur

servaient de refuge ne pouvaient pas leur rester longtemps.

Ce que le vulgaire pardonne le moins aux hommes d'État, c'est de ne pas réussir; avec eux, il est indulgent sur les moyens, pourvu que le succès les justifie. Alberoni, supérieur à la princesse des Ursins par l'élévation des vues et l'audace des entreprises, avait décidément le tort de n'être pas heureux. Sans se décourager, car c'eût été mentir à sa nature, il laissa percer pour la première fois, tout en continuant à lutter, l'envie de négocier. La Hollande, ralliée la dernière à la *Quadruple Alliance,* avait conservé avec le cabinet de Madrid plus de liens que les autres États; elle y avait gagné le monopole des relations commerciales avec l'Espagne, après la rupture de celle-ci avec l'Angleterre. Enfin, même en accédant à l'alliance, elle avait fait réserver à Philippe un délai de trois mois pour accepter l'*ultimatum* proposé. Quand Alberoni se résigna enfin à traiter, il prit naturellement la Hollande pour médiatrice; mais cet esprit altier ne savait, même en cédant, céder qu'à demi. Vaincu, c'est encore lui qui dictait la loi; voici ce qu'il exigeait des alliés : la restitution de Gibraltar et de Minorque par l'Angleterre ; par la France, celle des places qu'elle venait de conquérir dans la Péninsule; la succession, pour l'infant don Carlos, des duchés de Parme et de Toscane, avec indépendance absolue de l'Empire; enfin la liberté des mers et du commerce de l'Espagne avec les Indes de l'ouest, sur les bases posées par la paix d'Utrecht. En échange, la seule concession que faisait Philippe V, c'était l'abandon de la Sicile à la maison d'Autriche, mais avec droit de réversion aux Bourbons d'Espagne. En d'autres termes, l'Italie était livrée pieds et poings liés à l'Empire, avec

la consolante perspective de rentrer un jour sous le joug de l'Espagne.

Mais il était trop tard : les alliés avaient senti leur force, et étaient bien décidés à pousser jusqu'au bout leur victoire. Au fond, ce n'était ni à Philippe, ni à l'Espagne qu'ils en voulaient; c'était à Alberoni! Convaincus que l'Europe n'aurait jamais un instant de repos tant que l'Espagne serait gouvernée par lui, ils résolurent de transporter la lutte sur le terrain de la diplomatie. Mais pour perdre le subtil Italien, il fallait avant tout miner son crédit dans l'esprit de ses souverains. Avec Philippe, toujours de l'avis de celui qui lui parlait le dernier, la tâche n'était pas difficile : Alberoni avait froissé son maître, d'abord en ne réalisant pas les splendides espérances dont il l'avait bercé; puis en s'opposant à son projet, d'aller en personne, à la tête de forces insuffisantes, faire lever le siége de Fontarabie. Auprès de Philippe, d'ailleurs, Alberoni avait un rival, c'était le père Daubenton, confesseur du dévot monarque, dont il tenait la conscience dans ses mains, comme Alberoni la volonté. Ces deux influences opposées devaient en venir tôt ou tard à se heurter. Le cardinal, effrayé des progrès que faisait le confesseur, avait voulu le remplacer, et n'avait réussi qu'à s'en faire un irréconciliable ennemi. Le régent, passé maître dans l'art de l'intrigue, n'eut pas de peine à enrôler au service de la *Quadruple Alliance* les rancunes du père Daubenton. Dès lors ce fut un assaut sans relâche de perfides insinuations ou d'accusations ouvertes contre Alberoni : on peignait à Philippe sous les plus noires couleurs les désordres de l'administration, la ruine des finances, les Conseils annulés par le ministre, ou peuplés de ses créatures. Tous les malheurs de la guerre ne devaient être imputés qu'à

lui, à son système de dissimulation et de mensonge, à son parti pris de laisser tout ignorer au roi, quand il aurait dû tout savoir.

Il est une cause qu'on plaide toujours avec succès auprès d'un monarque, c'est celle de son pouvoir. Si incapable que fût Philippe de faire usage du sien; il n'en était pas moins jaloux. Ce concert d'accusations contre l'homme qui régnait sous son nom, et qui ne pouvait se grandir qu'en diminuant son maître, ne pouvait manquer d'agir à la longue sur cet esprit méfiant, comme l'est toujours la faiblesse. Philippe se retourna bientôt, avec la fortune, contre celui dont la grandeur l'offusquait, bien qu'elle fût son ouvrage. Restait la reine, l'artisan de la fortune d'Alberoni et son plus ferme soutien, car, Italiens et impopulaires tous les deux, leur cause était devenue solidaire. Ici, il fallait s'y prendre avec plus de précaution. Élisabeth n'avait qu'une pensée, c'était l'avenir de ses fils. Elle voulait un trône pour chacun d'eux, et appartenait d'avance à celui qui le leur donnerait. Lord Petersborough fut envoyé à Parme pour négocier avec le vieux duc, dont la position devenait chaque jour plus fausse, entre sa nièce et l'Empereur, tous deux impatients de recueillir sa succession. Nature méfiante et jalouse, le duc appartenait d'avance à la croisade contre Alberoni, dont l'orgueil de parvenu l'avait blessé plus d'une fois. Il ne pouvait pardonner au fils du jardinier de Parme d'être devenu l'arbitre de sa destinée, après avoir été son sujet. Il travailla donc, non sans succès, à perdre Alberoni dans l'esprit de la reine, ouvert, même sur le trône d'Espagne, aux influences de la patrie et de la famille.

Mais l'action la plus puissante sur Élisabeth fut celle de sa nourrice, devenue sa femme de chambre, influen-

ces subalternes dont les grands de la terre ne se méfient pas assez, et qui ont souvent agi sur la destinée des empires. Née à l'ombre du même clocher qu'Alberoni, jamais cette femme n'avait pu lui pardonner d'être monté plus haut qu'elle. Aussi n'épargna-t-elle rien pour le perdre dans l'esprit de la reine, à qui elle venait chanter chaque matin les couplets satiriques éclos dans la journée contre le ministre. Enfin un envoyé anglais, dans un entretien secret avec la reine, vint consommer l'œuvre en lui promettant pour ses fils tous les avantages qu'Alberoni travaillait à leur faire perdre. Ainsi furent minés peu à peu les derniers restes de son crédit chancelant auprès de sa royale protectrice. Une fois la reine gagnée, le reste était facile, car Philippe appartenait de cœur à la coalition. La *Quadruple Alliance,* en concentrant toutes ses attaques contre le ministre, avait mis le roi et la reine hors de cause. L'ennemi commun, leur disait-on, c'était Alberoni ; il suffisait de le sacrifier, et la paix du monde était assurée à ce prix!

Le 4 décembre au soir, le roi, après avoir travaillé avec son ministre, auquel il se garda bien de faire pressentir sa disgrâce, partit pour un de ses châteaux ; et sans daigner même lui écrire, il lui fit intimer l'ordre de sortir du ministère le soir même, de Madrid dans huit jours, et d'Espagne dans trois semaines. L'intrigue avait été si bien menée, qu'Alberoni, le plus méfiant des hommes, n'en avait rien soupçonné. La foudre, éclatant dans un ciel serein, ne l'aurait pas plus étonné. Croyant encore à son empire sur le docile monarque, il demanda à le voir; mais tout accès lui fut refusé, et une lettre, qu'on lui permit d'écrire, resta sans réponse. Il ne fut pas plus heureux auprès de la reine, qui l'immolait sans

un regret à ses intérêts de famille. Mais à ces augustes lâchetés, qui nous reportent aux jours de la chute des Lerme et des Olivarez, nous sommes heureux d'opposer ici un noble côté du caractère espagnol.

Aux yeux du pays comme à ceux du roi, Alberoni avait le tort grave de n'être pas heureux; mais ce n'était pas l'opinion qui avait amené sa chute, c'était l'intrigue. En le voyant ainsi sacrifié au caprice de ses souverains, aux rancunes des courtisans et aux exigences de l'étranger, l'Espagne, avec ses instincts généreux, qu'elle retrouve toujours à ses heures de crise, se souleva d'indignation et de dégoût. L'homme d'État, trop hardi sans doute, mais dont la hardiesse n'était pas sans grandeur, le ministre coupable d'avoir voulu relever l'Espagne, et lui rendre en Europe la place qu'elle y avait perdue, redevint tout d'un coup plus populaire que jamais. On oublia tout, son titre d'étranger, ses abus de pouvoir, ses fautes et jusqu'à ses insuccès, pour ne se souvenir que de ses services et des vieilles gloires de l'Espagne qu'il cherchait à ressusciter. La cour, la ville, la nation revinrent à lui d'un même élan. Madrid tout entier afflua dans l'hôtel qu'il allait quitter, et le dernier jour de son ministère en fut le plus glorieux. Si quelque chose pouvait consoler de sa chute un ministre qui tombe, cette protestation de l'Espagne indignée eût consolé Alberoni; elle le vengea du moins de l'ingratitude de ses souverains. Le roi le sentit, et eut la petitesse de se montrer jaloux de ce dernier retour de la faveur publique vers un ministre à qui il retirait la sienne; mesquin et étroit jusqu'au bout, il abrégea d'un jour le séjour d'Alberoni à Madrid, pour diminuer d'autant son triomphe.

Le 12 janvier, le ministre disgracié partit pour l'Ita-

lie par la Catalogne. A son arrivée à Lerida, un officier, dépêché après lui, vint examiner tous ses papiers, dernier affront que la haine de ses ennemis lui avait réservé. Mais il n'était pas encore au bout de ses épreuves. A peine sorti de Barcelone, des paysans armés, soldés peut-être par ses ennemis, vinrent piller ses bagages et massacrer une partie de son escorte. Le malheureux dut s'enfuir à pied et déguisé jusqu'à Gérone. Hors de l'Espagne, il respira enfin; un sauf-conduit du régent lui permit de traverser en paix le Languedoc et la Provence, pour s'embarquer à Antibes sur une frégate envoyée par le gouvernement de Gênes. Il voulait se rendre à Rome, refuge naturel d'un prince de l'Église, mais une lettre du cardinal secrétaire d'État lui défendit d'y rentrer, sous peine de prison. Gênes, craignant de compromettre son reste d'indépendance, lui refusa un asile. Proscrit et chassé de partout, cet homme qui avait régné sur des rois, remué l'Europe et gouverné l'Espagne en maître absolu, ne trouva pas dans son pays natal un toit où reposer sa tête, et dut aller, dans une obscure bourgade des Apennins, se dérober à la haine de ses persécuteurs.

Mais de tous ses adversaires, le plus acharné contre lui, le croirait-on, ce fut Philippe V. Sans doute, il voulait expier, en poursuivant Alberoni de ses implacables rancunes, le tort de n'avoir si longtemps agi et pensé que par lui. Par égard pour son titre de prince de l'Église, il l'avait laissé librement sortir de l'Espagne, mais sa haine ingénieuse sut l'atteindre au fond de son exil. Il le dénonça auprès de l'Angleterre comme l'unique cause de la rupture entre les deux pays et de tous les malheurs qu'elle allait déchaîner sur l'Europe. Le roi, la reine même, lui firent un crime de l'ascendant

qu'il avait pris sur eux; ils l'accusèrent de les avoir trompés par de faux rapports, et jeté l'Espagne dans des difficultés dont elle aurait peine à sortir. Ils conclurent enfin en priant George Ier de s'unir à ses alliés pour obtenir du pape qu'Alberoni fût déclaré déchu du cardinalat, et enfermé pour sa vie dans une forteresse.

Un trait pareil suffit à peindre un homme, et Philippe est jugé. Alberoni avait régné sur lui du droit de la force sur la faiblesse, et du génie sur l'incapacité; même dans sa disgrâce, après ses fautes si chèrement expiées, il se sentait encore plus grand que ses maîtres, et ne répondit que par le mépris à leurs injustes attaques. Mais la haine de Philippe n'était pas encore assouvie : il pesa de tout son poids sur le Saint-Père pour obtenir la dégradation de son ancien ministre, sans voir qu'en l'accusant c'était lui-même qu'il flétrissait. Le pape sollicita du sénat de Gênes un mandat d'arrêt contre Alberoni, comme coupable d'avoir employé à d'autres guerres qu'à la guerre sainte les fonds levés sur le clergé, et d'avoir attaqué l'Empereur au moment où il combattait les infidèles. Après de longs débats, le sénat, avec une fermeté qui l'honore, déclara que « les griefs contre le cardinal ne lui paraissaient ni assez graves, ni assez établis pour l'autoriser à violer le droit des gens et les saintes lois de l'hospitalité. » Alberoni, retenu un instant prisonnier à Sestri, fut mis en liberté; mais la République, craignant le ressentiment des alliés, l'invita à quitter son territoire. L'ex-ministre, pendant son séjour dans l'État de Gênes, avait publié son apologie, mais il ne réussit qu'à irriter la haine de ses ennemis et surtout celle de ses deux souverains. En revanche, il trouva des défenseurs dans le sacré-collége qui, habitué à donner à

l'Europe des premiers ministres, se sentait solidaire du ministre tombé, et craignait d'établir, en le laissant poursuivre, un fâcheux précédent.

Exilé du territoire génois, il voulut aller demander un asile à son propre pays : il écrivit à son souverain, le duc de Parme, dont il avait fait la nièce reine d'Espagne; mais là encore la haine d'Élisabeth le poursuivit, et le duc ne daigna pas l'honorer d'une réponse. Repoussé de tous les petits États de l'Italie par les haines coalisées de Philippe et de l'Empereur réunis pour la première fois contre lui, il trouva enfin un asile à Lugano, sur le sol hospitalier de la Suisse. Mais la haine de ses ennemis ne devait pas lui laisser de repos; une tentative fut faite pour s'emparer de sa personne. La confédération helvétique, fidèle à ses nobles traditions, le protégea contre toute attaque, et lui donna pour retraite un château fort aux pieds des Alpes, à l'abri de toute surprise. Là, pendant que l'Europe retentissait des indignes calomnies que ses souverains répandaient contre lui, Alberoni, dans sa retraite ignorée du monde, chercha et trouva dans l'étude et dans la religion les consolations dont il avait besoin.

Un an plus tard, la mort de Clément XIII lui permit de revenir à Rome, sa patrie officielle comme prince de l'Église. Vainement Philippe, toujours implacable, voulut le faire exiler du conclave; il y fut convoqué comme membre du sacré-collége, et, quittant secrètement sa retraite, il apparut tout d'un coup dans Rome, où son arrivée fut un événement. Huit jours de suite, toute l population se pressa aux portes de la ville pour le voir arriver. Quand il parut enfin, malgré sa petite taille et la vulgarité de ses traits, la foule ravie l'accompagna de ses acclamations jusqu'à son hôtel.

Le conclave eut lieu enfin, et le nouveau pape Innocent XIII, pour qui il avait voté, crut devoir céder aux instances de Philippe et du régent, acharnés à sa perte. Une commission de cardinaux fut chargée d'instruire son procès ; mais Alberoni était là maintenant pour faire face à ses accusateurs, et avait pour se défendre sa plume, aussi acérée que sa langue. Il publia un pamphlet intitulé : *Lettre d'un gentilhomme romain*, et s'il ne convainquit pas ses juges, il gagna en sa faveur l'opinion publique, qui déjà inclinait de son côté. La commission, assez mal disposée pour lui, le condamna pourtant à trois ans de retraite dans un couvent, mais le pape commua les trois ans en un. Enfin le régent étant venu à mourir, et la haine de Philippe et de sa digne compagne s'étant apaisée avec le temps, le pape leva la sentence, et lui conféra ce chapeau qu'il n'avait pas encore solennellement reçu. Plus tard même, sous le pape Benoist XIII, il fut réintégré dans son évêché de Malaga, dont on l'avait dépouillé lors de sa disgrâce.

En revanche, le cardinal de Polignac, le seul ami qui lui fût demeuré fidèle, lui obtint une pension de vingt mille livres du gouvernement français. Ce fut une réponse aux calomnies de ses ennemis qui l'accusaient d'avoir dépouillé l'Espagne pour s'enrichir. Cette modeste aisance contraste, honorablement pour lui, avec les scandaleuses fortunes que les Lerme et les Olivarez en Espagne, les Mazarin et les Richelieu en France, ont laissées après eux. Polignac essaya de le faire nommer au poste vacant d'ambassadeur d'Espagne à Rome, mais il échoua contre l'opposition persévérante de l'Angleterre, qui n'avait pas encore pardonné à Alberoni les services qu'il lui avait rendus. La reine Élisabeth, dont il avait blessé l'amour-propre, répondit aux instances

que l'on faisait en sa faveur : « Je me garderai bien de relever un ministre qui ne me juge pas même capable de gouverner mon ménage. » Enfin, en 1732 seulement, l'injuste sentence de proscription, qui pesait sur la tête d'un des plus grands ministres qu'ait jamais eus l'Espagne, fut levée, grâce à l'infant don Carlos, depuis Charles III, qui venait d'hériter du duché de Parme. C'est à lui qu'Alberoni dut de rentrer enfin dans sa ville natale, à laquelle il fit don d'un vaste séminaire.

Bientôt las de son oisiveté, cet esprit actif et remuant sollicita et obtint les fonctions de vice-légat de la Romagne. La seule trace qu'il y ait laissée, ce sont ses efforts pour confisquer au profit du saint-siége la petite république de San Marino. Il eut la double honte de ne pas réussir, et d'être désavoué par le Saint-Père, qui dit de lui, non sans justesse : « Alberoni ressemble à un gourmand qui, après un dîner succulent, aurait envie d'un morceau de pain bis. »

Ce ministre disgrâcié qui, pendant son règne si court, avait attiré sur lui les regards de l'Europe, survécut trente-deux ans à sa chute, sans savoir ni s'en consoler, ni en mourir. Il s'éteignit enfin à Rome, en 1752, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, laissant après lui une des mémoires les plus controversées qui aient jamais embarrassé le jugement de l'histoire. Quant à son administration intérieure, il est difficile de l'apprécier, car toutes ses réformes ont existé en projet plus qu'en réalité ; mais n'oublions jamais, pour être juste, que l'élément le plus essentiel du succès, le temps, leur a manqué pour les mûrir et les consolider.

Un esprit aussi éminent dut être frappé tout d'abord des vices inhérents à la constitution même de la monar-

chie espagnole. Un double absolutisme, religieux et politique, pesait sur ce pays qui, pour comble de malheur, avait accepté ces deux jougs, et ne songeait nullement à s'en affranchir. La princesse des Ursins avait voulu briser celui de l'Inquisition, elle avait péri à la peine. Alberoni, dans son court passage aux affaires, ne pouvait donc songer à remonter à la source du mal pour le guérir. Tout ce qu'il pouvait faire, et ce qu'il fit, ce furent des réformes de détail, dont il faut encore lui savoir gré quand, pour faire face aux nécessités de la guerre et à l'épuisement du trésor, il était forcé de recourir aux expédients les plus désastreux.

A cette époque, où les principes les plus élémentaires de l'économie politique étaient encore ignorés, le hardi réformateur entreprit de reconstituer, au moins dans le domaine financier, l'unité de l'Espagne, en abattant les barrières qui se dressaient entre ses provinces, et en faisant un seul État de tous ces ci-devant royaumes qu'isolait l'un de l'autre un vieil instinct de séparation. Ce principe fécond une fois posé, les conséquences découlèrent d'elles-mêmes : la libre exportation des vins ouvrit au pays une source nouvelle d'échanges et de richesse. La Péninsule, si longtemps fermée, s'ouvrit aux denrées de l'étranger, et lui envoya les siennes en retour. La contrebande, plante parasite qui a toujours fleuri en Espagne, fut réprimée, autant du moins qu'elle peut l'être sur cette vaste étendue de côtes, où il faudrait employer une moitié de la population à surveiller l'autre. Des droits de douanes, sagement répartis, protégèrent l'industrie nationale. Alberoni essaya aussi d'encourager l'échange des produits indigènes avec ceux des colonies espagnoles, tributaires de l'industrie anglaise : ainsi les tabacs de la Havane s'échangèrent pour la première fois

avec les fruits et les vins exquis dont Dieu a doté cette terre privilégiée.

Un mot résume l'administration d'Alberoni : il fut, il essaya d'être, du moins, le Colbert espagnol, et cet essai suffit à sa gloire. Mais Colbert avait un Louis XIV pour le comprendre et pour le seconder, et Alberoni n'avait qu'un Philippe V. On peut deviner tout ce qu'il rencontra d'obstacles, soit dans l'inertie et l'incapacité du monarque, soit dans les intérêts privés, partout conjurés contre lui. Sur toute la face de la Péninsule, l'industrie encore dans l'enfance fut sollicitée, provoquée là où elle n'existait pas, et protégée là où elle commençait à naître, par des mesures intelligentes et libérales. Des manufactures furent fondées avec l'aide de l'État ou à ses dépens. Nombre de familles hollandaises furent invitées à venir s'établir en Espagne, pour y transporter avec elles la fabrication de leurs toiles sans rivales. Les troupes ne furent plus habillées qu'avec des draps indigènes, ni armées avec d'autres armes que celles qui sortaient des fabriques du pays. L'Espagne, tributaire si longtemps de l'étranger, commença pour la première fois à soupçonner qu'elle pourrait bien se suffire à elle-même, science qu'elle n'a pas encore, hélas ! apprise de nos jours !

Mais, pour avoir un commerce national, il faut avoir une marine marchande, et pour protéger celle-ci, il faut une marine militaire, c'est-à-dire la guerre pour défendre la paix ! Alberoni, nous l'avons vu, porta tout son effort du côté de la marine militaire, qu'il fallait ressusciter, en attendant l'autre, encore à naître. Le seul commerce de l'Espagne jusque-là, c'étaient les métaux précieux que ses galions allaient chercher au Mexique et au Pérou, en laissant à l'Angleterre et à la Hollande le vrai com-

merce, le seul qui enrichisse, l'échange des denrées. Un des projets favoris d'Alberoni, c'était de faire de Cadix, grâce à son admirable position à portée des deux mers et des trois continents, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique, un des premiers ports de l'univers. Le Ferrol, en Galice, à l'autre extrémité de la péninsule, devint aussi, grâce à lui, un arsenal maritime de premier ordre. Pendant les quatre ans que dura son ministère, on ne lança pas moins de quatorze vaisseaux de ligne, chiffre énorme pour un pays qui avait donné sa démission de la mer, et dont les colonies tendent dès lors à lui échapper et à passer sous le joug du commerce anglais. Un collége maritime fut fondé à Cadix, cinq cents jeunes gens devaient y être formés à cette science difficile qui unit les dangers et les renoncements de la vie du soldat à la lutte persistante et à l'esprit d'entreprise du commerçant et du marin. Nous essayerons, dans un chapitre spécial, d'apprécier tout ce qui s'est fait sous le règne de Philippe V pour réparer les erreurs du passé, combler ses lacunes, et encourager dans toutes ses branches le développement de la vie nationale; mais, il faut le dire bien haut, la plus large part de ce mouvement fécond appartient à Alberoni, qui en fut au moins l'initiateur, s'il n'eut pas l'honneur de l'exécuter.

Nos lecteurs en savent assez maintenant pour juger par eux-mêmes. Un homme qui, placé quatre ans à peine à la tête d'un grand pays, étranger, entouré de rivaux et d'ennemis, avec un roi incapable et une reine intrigante et jalouse, entre la révolte au dedans et la guerre au dehors, a pu, non pas même accomplir, mais tenter d'aussi grandes choses, cet homme-là ne peut pas être un homme ordinaire. Ajoutons-y la bassesse de

son extraction, l'incorrigible vulgarité de ses manières et de ses traits, pénible contraste avec la hauteur native d'un génie qui se sent et a besoin de s'affirmer, en présence de ceux qui le nient; et l'on comprendra toutes les difficultés de ce rôle multiple, joué par lui devant l'Europe coalisée et l'Espagne tour à tour enthousiaste ou ennemie. En racontant sa vie politique, nous avons signalé ses fautes, et elles sont nombreuses; mais jugé d'ensemble comme homme d'État, comme administrateur, comme promoteur de l'industrie nationale, le petit abbé parmesan qui, sans éducation première, sans autre appui que son génie, a pu suffire à tant de rôles divers, grandit à mesure qu'on l'étudie. La fortune seule lui a manqué pour être mis au rang des Mazarin, sinon des Richelieu.

« Malheur est toujours synonyme d'imprudence, » a dit ce dernier; mot bien dur aux malheureux, et qu'un enfant gâté de la fortune pouvait seul prononcer. Eh bien, oui, convenons-en, Alberoni a trop souvent été imprudent; mais ses fautes ne sont pas toutes à lui, elles sont à ses souverains, devant qui il a dû ramper pour les gouverner, au peuple à qui il faut trop souvent obéir pour le conduire; elles sont l'œuvre de sa position, de son entourage, de sa naissance qui a toujours pesé sur lui; mais ses talents sont bien à lui, son dévouement à sa patrie adoptive est ardent et sincère, et l'Espagne ne s'y est pas trompée! Tout pesé donc, Alberoni est à nos yeux un véritable homme d'État à qui le temps a manqué, encore plus que la fortune, pour nous révéler tout ce qu'il y avait en lui de grandeur incomprise et de vastes desseins, traités de chimères parce qu'ils n'ont pas réussi. Soyons donc indulgents envers lui, ne fût-ce que pour l'indemniser des rigueurs de la fortune; et en le

plaçant, pour le génie politique, bien au-dessus de Mme des Ursins, souhaitons à l'Espagne, même de nos jours, un ministre aussi réellement épris de sa grandeur, aussi dévoué à ses intérêts, et moins prêt à s'enivrer du rêve de ses gloires passées que le fils du jardinier de Parme !

CHAPITRE II.

ABDICATION DE PHILIPPE V.

1720 A 1724

Une fois Alberoni tombé, Philippe et l'Espagne ont cessé de compter en Europe; on dirait que le ministre, en se retirant, a emporté le gouvernement avec lui. Ce fantôme de monarque, demeuré sur le trône, n'est plus qu'un jouet dans les mains d'une femme artificieuse qui a voué sa vie à la pénible tâche de faire penser, vouloir et agir un être incapable de faire tout cela par lui-même. En voyant l'inertie de Philippe et ces emportements de passion qui alternent chez lui avec l'apathie, on se demande quelle étrange destinée est celle d'un pays voué pour jamais à des princes incapables, hébétés par ce pouvoir même dont ils ne savent pas faire usage. En vain Louis XIV a voulu greffer sur ce tronc vieilli le rejeton d'une souche plus vivace; Philippe V semble avoir pris pour tâche de recommencer Charles II; le descendant des Bourbons lutte d'insignifiance avec l'héritier des monarques autrichiens. Ce n'est donc pas seulement la race qui était usée, puisqu'un changement de dynastie n'a pas suffi à ressusciter cette royauté caduque qui se survit à elle-même; non ! c'est l'Espagne qui a fait son temps, et qui, avec le sentiment de son impuis-

sance. s'isole dans sa Pénin...
au mouvement des idées ...

Sous les pâles successe...
assister aux impuissants ef...
reprendre en Europe la p...
sous cette agitation factice. ...
du terrain. La vie n'est ...
hommes que dans les évén...
devant ces grandes figures ...
jalons à travers les siècles ; ...
franchir à grands pas les la...
s'en rencontre trop souven...
depuis que l'Espagne conqu...
cendue au tombeau avec P...

La disgrâce d'Alberoni ...
rope la paix, si souvent tro... ...ais
et cependant Philippe, lis... ...dus
guère plus porté vers la ... ...vers
cié. On eût dit même qu'... la
fier, en fatiguant les allié... ... sur
pour leur faire acheter ... ...espagnole
Alliance. Mais le temps ... Péninsule
dicter la loi, et c'était ... la côte
sion exercée sur la ...
qui lui montraient la ... ...s sécu-
et ses enfants frustr... Phi-
eux, Philippe se ... ...esence
annonça à l'Eu...
...it ses inté...
...adruple A...
...les pr...
... peu
... brouillan.

publique : le roi d'Espagne devait renoncer une fois pour toutes à la couronne de France, ainsi qu'aux Pays-Bas, à la Sardaigne, à la Sicile et à ses anciens États d'Italie. L'Empereur, de son côté, devait reconnaître les droits de Philippe et de ses descendants au trône d'Espagne et des Indes. A défaut d'héritiers mâles pour les duchés de Parme et de Toscane, les fils de la reine d'Espagne seraient appelés à la succession. Enfin les deux souverains s'engageaient à remplir ces conditions dans un délai de trois mois.

Le 22 juin, Philippe signa enfin, bien à contre-cœur, l'acte de renonciation à toutes les anciennes possessions de la couronne d'Espagne. Depuis le congrès d'Utrecht, l'Europe n'avait pas fait un pas aussi décisif vers la paix. La guerre qui, pendant les négociations, avait continué en Catalogne, cessa comme par enchantement : les Français repassèrent les Pyrénées, pendant que les Espagnols remettaient la Sardaigne au duc de Savoie, et la Sicile à l'Empereur, qui était loin de perdre au change.

L'Europe était à peine délivrée de ce grave souci, quand de nouveaux armements de Philippe vinrent ébranler sa foi à cette paix replâtrée entre les deux irréconciliables ennemis qui troublaient depuis vingt ans son repos. Philippe, dans un de ses accès de fiévreuse activité, avait résolu de tenir enfin, en vrai *Roi catholique*, ses promesses au Saint-Siége, et de tourner tout son effort du côté de la Guerre Sainte; car dans ce pauvre cœur, toujours en désaccord avec lui-même, l'esprit religieux luttait avec l'esprit de conquête, et Philippe, pour la première fois, allait les mettre d'accord.

L'Espagne, on le sait, n'a jamais pardonné à l'Afrique de l'avoir conquise, et, depuis son affranchissement, elle a sans cesse tendu à reporter sur la rive musulmane

l'effort de ses armes. Ceuta, le Gibraltar africain, la seconde clé du détroit, était depuis longtemps aux mains de l'Espagne, et les Maures, depuis vingt-six ans, assiégeaient sans succès cette place, menace permanente pour leur domination. Philippe, en voyant les flottes et ses armées redevenues disponibles, résolut de mettre à l'abri de toute attaque ce poste avancé de la chrétienté de l'autre côté du détroit. Un administrateur actif et dévoué, Patiño, dirigea toute la partie matérielle de l'expédition. L'Europe alarmée, se souvenant des deux coups de main de Philippe sur la Sardaigne et sur la Sicile, lui fit demander le but de ces immenses préparatifs; mais le petit-fils de Louis IV, jouissant des inquiétudes qu'il causait, resta muet jusqu'au dernier moment. Puis enfin, quand tout fut prêt (fin d'octobre), une flotte, portant seize mille soldats, sous les ordres du marquis de Lède, mit à la voile de Cadix. Les infidèles, battus dans trois rencontres successives, furent repoussés vers Alger. L'armée victorieuse, après avoir renforcé la garnison et les remparts de Ceuta, se dirigea sur Tetuan, dans le but d'étendre la domination espagnole sur l'Algérie entière, et de mettre ainsi la Péninsule à l'abri de toute attaque sur tout l'ouest de la côte d'Afrique.

A ces triomphes sur les Musulmans, ses ennemis séculaires, l'Espagne tressaillit de joie et d'orgueil, et Philippe y redevint plus populaire que jamais. Sa présence à un auto-da-fé, où il assista pour la première fois, scella sa réconciliation avec le saint-office et avec les deux instincts les plus profonds du pays, l'inquisition et la guerre sainte. Mais après cet heureux début dans la carrière des croisades, il lui fallut s'arrêter, sous peine de troubler la paix, à peine conclue, en se brouillant

avec l'Angleterre, qui voyait la reprise de Gibraltar au bout de toutes ces conquêtes africaines.

Pendant que Philippe exécutait, avec une bonne foi exemplaire, les clauses les plus humiliantes du traité, l'Empereur faisait naître chaque jour des difficultés nouvelles pour se dispenser de tenir ses engagements. A force de tracasseries et de duplicité, il finit par aliéner de lui tous ses alliés, surtout le roi d'Angleterre qui, par son électorat de Hanovre, se trouvait sans cesse en contact avec l'Empire. Les Pays-Bas, devenus province autrichienne, faisaient au commerce anglais une concurrence dangereuse; Philippe profita de ce refroidissement entre les deux alliés pour se rapprocher de l'Angleterre et se réconcilier avec le régent. Le 13 juin, il signa avec le cabinet de Londres une convention séparée où le long démêlé de *Vasiento* était enfin terminé, à la satisfaction du cabinet de Londres, qui lui rendit en échange les vaisseaux pris par l'amiral Byng. Le même jour, il conclut une alliance offensive et défensive avec le régent, son ancien ennemi, et Saint-Sébastien et Fontarabie furent évacués par les Français.

Mais entre les cours de Londres et de Madrid, la pierre d'achoppement, c'était toujours l'interminable question de Minorque et de Gibraltar. Avec un prince aussi enivré que Philippe du sentiment de son droit, avec un peuple aussi sensible que les Espagnols à l'honneur national, on comprend ce que tous deux devaient souffrir de voir l'étranger établi ainsi à demeure au seuil de la Péninsule, et jusque sur son territoire. Deux fois, du temps d'Alberoni, George Ier avait bercé Philippe de la promesse de lui rendre Gibraltar. La *Quadruple Alliance*, en se formant, n'avait ni résolu, ni même posé la question; toutefois, le régent s'était tou-

jours porté garant avec Philippe des bonnes intentions du roi d'Angleterre. Mais, George eût-il été de bonne foi, le parlement, c'est-à-dire la nation, pensait et sentait autrement que lui sur ce point, qui remuait si vivement la fibre nationale. La question était venue une fois devant les chambres, et le roi et ses ministres avaient pu voir alors que, avec une nation fière et susceptible, il est des sujets qu'il n'est pas permis de toucher. Tout ce qu'on pouvait essayer, c'était d'obtenir pour Gibraltar et Minorque un équivalent. Mais, même avec une indemnité, l'orgueil anglais se révoltait à l'idée de rendre Gibraltar, et la question fut ajournée jusqu'au congrès de Cambrai, toujours convoqué et toujours ajourné. L'on essaya d'apprivoiser le parlement en lui montrant en perspective la cession de la Floride ou de la partie espagnole de Saint-Domingue, avec une foule d'avantages commerciaux ; mais Philippe rejeta la proposition comme une insulte, et George s'en tira par une vague promesse de soumettre de nouveau l'affaire à son parlement.

Les alliances politiques, fondées sur des intérêts qui changent, sont variables comme eux ; les princes qui les concluent se fient si peu à elles qu'ils cherchent d'ordinaire à les fortifier par des alliances de famille. Ainsi en fut-il du régent ; vendu comme son ministre à l'Angleterre, il crut avoir besoin, pour tenir tête à l'opposition que rencontrait en France son alliance avec le cabinet de Londres, de se rapprocher de l'Espagne, et de s'appuyer sur un triple mariage entre les deux familles des Bourbons. Le premier fut celui du jeune roi Louis XV, alors âgé de onze ans, avec l'infante Marie-Anne, fille d'Élisabeth. Jusque-là, tout allait bien ; mais le prince des Asturies, fils du premier lit de Philippe, devait épou-

ser M[lle] de Montpensier, troisième fille du régent et d'une fille naturelle de Louis XIV. Enfin, l'infant don Carlos, fils d'Élisabeth, âgé de sept ans, devait être fiancé à M[lle] de Beaujolais, quatrième fille du duc d'Orléans, alors âgée de neuf ans. Le régent comptait sur le bon accueil que ferait l'opinion à cette fusion des deux branches de la maison de Bourbon, assises sur deux trônes différents; mais si cette triple union fut populaire en France, ce que nous n'affirmons pas, il n'en fut pas de même au sud des Pyrénées. L'Espagne, tout en acceptant de grand cœur le premier mariage, se révolta contre les deux autres, à la seule idée qu'un sang vicié de bâtardise pût se mêler au pur sang de ses rois.

Quant à Philippe, sans doute il se réjouit pour sa fille de la perspective d'une union aussi brillante; mais on peut, en dépit de toutes ses renonciations, lui prêter la même arrière-pensée qu'au régent : monter, en cas de mort de l'enfant couronné, sur le trône qu'il laisserait vacant. En effet, la future reine de France n'ayant que cinq ans, et son époux onze, on ne pouvait pas s'attendre, avant douze ans au plus tôt, à voir un fils naître de cette union, et les deux Philippe, que cette union allait réconcilier, pouvaient, chacun de son côté, se bercer des mêmes espérances, sauf à se brouiller de nouveau, si le trône qu'ils convoitaient venait à vaquer. Quant à la reine Élisabeth, l'idée de voir sa fille reine de France souriait à son ambition, en attendant qu'elle vît son fils monter sur le trône qu'elle lui ménageait en Italie. Les trois mariages se décidèrent à Madrid, sans que les Cortès eussent été convoquées. Ce rapprochement entre les deux branches d'une même race fut dû surtout au père Daubenton qui, non content de régner, grâce au confes-

sionnal, sur le monarque espagnol, venait d'imposer au roi de France un confesseur jésuite.

Le duc de Saint-Simon, l'ami de cœur du régent, était allé à Madrid négocier ce triple mariage. Philippe et sa femme voulurent conduire eux-mêmes à Burgos la future reine de France, pour y recevoir en échange la princesse des Asturies (9 janvier). Mais, malgré ce rapprochement des trois puissances qui tenaient dans leurs mains l'avenir de la paix du continent, les prétentions arrogantes de Philippe, la mauvaise foi et les intrigues de l'Empereur, secrètement soutenu par le cabinet de Londres, remettaient sans cesse cette paix en question. Le congrès de Cambrai, convoqué pour cette année 1722, ne put parvenir à s'ouvrir, et bientôt force fut de le reculer jusqu'en 1724, grâce à un événement inattendu qui vint frapper de stupeur toute l'Europe, l'abdication de Philippe V.

Sur ces deux années qui vont s'écouler, de 1722 à 1724, nous n'avons rien à dire, rien à raconter. C'est un vide, un désert à traverser, où rien ne commande l'attention ni n'appelle le regard. Qu'y voyons-nous? de misérables intrigues d'antichambre pour remplacer une nullité par une autre : c'est d'abord un Grimaldo, commis sous Orry, puis secrétaire d'État et, comme Alberoni, premier ministre de fait sans en avoir le titre; faisant participer aux affaires le prince des Asturies, alors âgé de quinze ans, afin de partager avec lui une responsabilité qui l'effraye; c'est le jeune prince appelé dans le Conseil par un caprice du roi, et bientôt éloigné par un autre; c'est enfin le père Daubenton, gouvernant à la fois l'Espagne et son royal pénitent à travers la grille du confessionnal, révélant au régent le projet d'abdication qui n'est encore connu que de la reine et de lui, et

mourant foudroyé sous l'explosion de la colère du roi qui lui reproche « d'avoir trahi Dieu et son maître! » Voilà toute l'histoire d'Espagne pendant ces deux stériles années où elle reste comme en suspens; voilà les mémorables événements qui succèdent aux phases agitées de la guerre de la succession et aux grands desseins d'Alberoni, toujours avortés et toujours renaissants!

Saint-Simon, ambassadeur intime à la cour de Madrid, nous a laissé sur la vie privée de Philippe et de la reine, qui ne le quittait jamais, un de ces longs récits qu'il affectionne; nous ferons grâce au lecteur de ces commérages qui ne touchent à l'histoire que par un seul point: on s'explique en les lisant comment, avec une pareille vie, où jusqu'aux plus minutieux détails de la toilette des deux époux, jusqu'aux prières qu'ils devaient dire, tout était réglé d'avance par une inflexible étiquette, l'ennui seul aurait suffi pour porter Philippe à abdiquer; un trône même, à ce prix, devait lui sembler trop cher acheté!

Mais avant de raconter l'étrange fantaisie de renoncement de l'ascète couronné, résumons rapidement les principaux événements accomplis dans l'intervalle chez les divers États du continent. Le duc d'Orléans, en voyant l'incapacité de Philippe s'affirmer chaque jour davantage, l'avait fait inviter à se décharger du poids des affaires sur son fils aîné. Mais la reine, toujours avide de régner, avait fait la sourde oreille. Dans l'intervalle, Louis XV avait atteint l'âge où les rois sont censés capables de régner par eux-mêmes : le 15 février 1723, il avait eu quatorze ans. Le duc d'Orléans avait fait semblant de remettre dans ces mains enfantines les rênes du gouvernement. Dubois était devenu le premier ministre du roi majeur; les noms seuls avaient changé, mais les choses étaient démeurées comme devant.

Le régent, à dater de cette époque, se plongea encore plus avant dans l'abîme de voluptés où il allait bientôt disparaître. Le cardinal-ministre, voulant resserrer les liens de l'Espagne avec la France, chercha à activer les délibérations du congrès de Cambrai; mais là encore, il se heurta contre les intrigues et la mauvaise foi de l'Empereur qui ne pouvait pas se résigner à voir l'infant don Carlos succéder aux duchés de Parme et de Toscane. Sur les instances, sur les menaces même de Dubois, l'Empereur céda enfin, mais en exigeant que l'infant, à son avénement, allât à Vienne recevoir de ses mains l'investiture, condition dégradante que Philippe refusa d'accepter. Les cabinets de Paris et de Londres protestèrent énergiquement contre cette infraction flagrante au traité; mais l'Empereur se déclara impuissant à rien conclure sans l'assentiment de la diète de Ratisbonne, espérant ainsi gagner du temps et se soustraire à ses obligations, et en attendant, il se mit à fortifier toutes les places qu'il possédait en Italie.

Les événements, qui font défaut en Espagne, vont se presser au dehors : la mort soudaine de Dubois (10 août), usé comme son maître par le travail en même temps que par les plaisirs, n'empêcha pas le duc d'Orléans de peser de tout le poids de la France sur le congrès de Cambrai, qui était censé siéger, depuis des années déjà, pour concilier les intérêts de l'Espagne avec ceux de l'Empire. Mais la mort subite du régent, frappé d'apoplexie dans les bras d'une de ses maîtresses, vint encore une fois changer en France la face des affaires. Louis XV resta roi de nom, et le duc de Bourbon remplaça Dubois comme premier ministre.

Avec l'attitude prise par l'Empereur, la paix du monde était toujours en suspens; le nouveau gouverne-

ment de la France, voulant en finir avec les tergiversations de Charles VI, pesa tellement sur ses représentants au congrès qu'il finit par céder, et reconnaître les droits de l'infant don Carlos à la succession de Parme et de la Toscane. Mais il tint bon sur la question de l'investiture. Les puissances, craignant de soulever de nouveaux ferments de discordes, cédèrent à leur tour, et reconnurent la suzeraineté de l'Empereur sur les duchés, au grand déplaisir de Philippe et de son orgueilleuse moitié.

C'est alors, juste au moment où la paix de l'Europe semblait pour longtemps assurée, qu'éclata comme la foudre la nouvelle inattendue de l'abdication de Philippe V. Ainsi un roi dans la force de l'âge, à trente-neuf ans, sans autre motif que son caprice, car sa santé n'était pas sérieusement altérée, se déclarait, après vingt-trois ans de règne, incapable de régner, et transmettait le sceptre à un prince de dix-sept ans. C'était une leçon de plus, perdue, hélas! comme tant d'autres, sur le danger et l'absurdité de ces fictions monarchiques qui lèguent les peuples, comme de vils troupeaux, à des chefs incapables de les conduire. Mais commençons d'abord, à propos de cet acte étrange, par rapporter les faits accomplis, et nous chercherons ensuite les secrets motifs qui peuvent avoir agi sur l'âme de Philippe.

Le 10 janvier, le roi envoya au Conseil de Castille le message suivant : « Après avoir mûrement réfléchi pendant ces quatre dernières années sur les misères de la vie, sur les infirmités, les guerres et les troubles par lesquels il a plu à Dieu de se révéler à moi pendant les vingt-deux ans qu'a duré mon règne; considérant que mon fils don Luis se trouve déjà en âge compétent, marié et doué du jugement et des talents nécessaires pour gouverner avec sagesse et justice, j'ai pris le parti

de me retirer entièrement du gouvernement, et d'abdiquer en faveur du dit don Luis, pour mener à Saint-Ildefonse une vie privée avec la reine, qui s'est offerte de son plein gré à m'y accompagner, afin de pouvoir, débarrassé de tout autre soin, me consacrer au service de mon Dieu, méditer sur l'autre vie, et travailler à l'œuvre importante de mon salut. »

Le même jour, l'acte d'abdication fut envoyé au Conseil, avec un décret contenant la cession de la couronne par le roi à son fils aîné, don Luis, prince des Asturies. Si le nouveau roi venait à mourir, la couronne devait passer à ses frères dans l'ordre de succession. Un Conseil de régence était institué d'avance, pour le cas où un roi mineur serait appelé à monter sur le trône. Le jeune roi était alors à l'Escurial, et là, le 14 janvier, il accepta solennellement la couronne qui venait ainsi le surprendre, en s'engageant à respecter la reine Élisabeth comme sa mère, et à voir des frères dans les infants du second lit. Le décret, répandu dans toute la Péninsule, apprit à l'Espagne étonnée qu'un roi de dix-sept ans, mineur par le droit naturel, mais majeur par le droit divin, allait remplacer celui qui régnait sur elle depuis un quart de siècle.

Une lettre de Philippe à son fils nous a été conservée par San Felipe, chez qui le mystique s'unit volontiers à l'amateur de scandale. « Un anachorète, dit-il, courbé sous le poids de ses péchés, ne l'écrirait pas plus pénétrée des principes évangéliques. » On en jugera par les extraits suivants : « Évitez, autant que faire se peut, les offenses envers Dieu dans votre royaume, et employez tout votre pouvoir à le faire honorer et servir par vos sujets. Ayez toujours grande dévotion à la très-sainte Vierge, et mettez-vous sous sa protection, vous et vos

États. Soyez toujours obéissant envers le saint-siége et le pape, comme vicaire de Jésus-Christ. Soutenez et protégez toujours le saint tribunal de l'Inquisition, le boulevard de notre foi, etc. » On voit le chemin qu'avait fait Philippe, depuis le jour où il refusait d'assister à un auto-da-fé, et permettait à la princesse des Ursins de déclarer en son nom la guerre à l'Inquisition, en opposant les foudres de la royauté à celles du saint-office.

Le Conseil de Castille, pâle et dernier reflet de la volonté nationale, avait timidement proposé de soumettre aux Cortès l'abdication du monarque et la transmission de la couronne à son fils. Mais le digne descendant de Louis XIV se révolta à l'idée de recourir, pour exercer son droit divin, à la représentation du pays, hérésie politique presque aussi damnable à ses yeux que celle de Luther. Et cependant, quand il s'était agi de faire reconnaître les droits de ses fils à lui succéder et de changer la loi de succession à la couronne, il n'avait pas craint de s'adresser aux Cortès. Prêt à se dessaisir volontairement du pouvoir, peut-être craignait-il, en s'en laissant dépouiller par d'autres, de ne plus pouvoir le reprendre. Tout ce qu'on obtint de lui, ce fut de demander le consentement des villes qui avaient le droit d'envoyer des députés en Cortès. Ces villes, consultées isolément, ne songèrent qu'à s'incliner devant la volonté du monarque, que leurs députés, réunis en Cortès, eussent peut-être combattue. Le vote des autres villes fut considéré comme exprimé par l'adhésion des Grands et des évêques qui les représentaient à la cour. Voilà à quel degré d'abaissement était descendue, dans cette Espagne jadis libre, la représentation nationale. Le peuple espagnol se courba sous la toute-puissance du fait accompli; il se laissa transmettre du père au fils

comme un héritage de mainmorte, sans qu'on lui demandât son avis, pas plus qu'on ne le lui avait demandé lors du changement de dynastie. On le voit, la doctrine du droit divin des rois avait, depuis Louis XIV, gagné bien du terrain, et l'Angleterre se souvenait seule en Europe du droit des peuples, que la France devait retrouver plus tard.

Le 9 février, le nouveau roi fut proclamé en grande pompe dans sa capitale et salué des acclamations de ce peuple mobile qui, las du joug capricieux de Philippe, n'hésitait pas à préférer un roi jeune et plein d'avenir à un monarque usé avant l'âge, vieilli sans avoir vécu, hystérique et vaporeux comme une femme, et qui ne se retrouvait un homme que sur les champs de bataille. En abdiquant, Philippe s'était engagé à ne jamais reprendre la couronne qu'il venait de quitter, et, son fils à peine installé, il se hâta d'aller s'établir dans cette solitude de Saint-Ildefonse qu'il préférait à un trône. Grimaldo, son secrétaire privé et son grand chambellan, fut le seul homme politique qui l'y suivit. La maison de l'ancien roi passa tout entière au service du nouveau; soixante domestiques à peine suivirent Philippe, chiffre bien modeste dans un pays où tout Grand d'Espagne en compte au moins autant dans un de ses châteaux. L'ex-roi se réserva une pension annuelle de 480 mille piastres (2,544,000 francs), réversible sur la reine, en cas de décès, plus 80,000 pour chacun des infants et 40,000 pour chacune des infantes. La royauté nouvelle devait en outre payer les dettes de l'ancienne, montant à trois millions de piastres (plus de quinze millions de francs). On voit que Philippe, en abdiquant, ne s'était pas tout à fait réduit à la mendicité, car il se réserva en outre une somme assez ronde pour achever les somp-

tueuses constructions de Saint-Ildefonse; mais en revanche, il renonça à la chasse, son exercice favori, trop actif désormais pour l'indolent monarque.

On a attribué à des motifs très-divers cette étrange détermination. Coxe prête à Philippe une arrière-pensée qui explique tout, selon lui : en renonçant au trône d'Espagne, il ne songeait qu'à monter sur le trône de France, et sacrifiait ainsi le certain à l'incertain, et le présent à l'avenir. Regardant comme nuls et illégaux les deux actes auxquels il devait sa couronne, le testament de Charles II et sa propre renonciation au trône de France, il voulait se tenir disponible pour succéder, en cas de mort, à son futur gendre, le jeune roi Louis XV, sujet à de graves et fréquentes maladies. Il aurait même mis de côté, dans ce but, une somme de 400,000 piastres (plus de deux millions). La mort du régent serait encore venue raviver ses espérances, en écartant le seul rival qui pût lui disputer la couronne. S'il faut même en croire Coxe, Philippe, aussitôt après son abdication, se disposait à partir pour la France, où il comptait sur l'appui du duc de Bourbon, le successeur de Dubois. Enfin il n'aurait pas fallu moins que l'opposition personnelle de Louis XV pour faire avorter ce projet de voyage, fort peu goûté du jeune roi, qui voyait ainsi exploiter sa succession avant qu'elle fût ouverte.

Mais nous le demandons : un monarque de trente-neuf ans ira-t-il, pour peu qu'il soit doué du sens commun le plus vulgaire, renoncer à un trône où il est assis depuis plus de vingt ans, dans le douteux espoir de succéder, sur un autre trône, à un roi de quatorze? Risquera-t-il une pareille folie, en présence de l'Europe en armes, prête à recommencer la guerre s'il aspire à régner sur la France, après des renonciations si solen-

melles et si répétées? Un prince dont on connaît l'aversion pour le travail ira-t-il s'imposer le fardeau d'une royauté nouvelle, dans un pays déchiré par les factions, et où sa longue absence a fait de lui un étranger? Enfin un pareil calcul peut-il se concilier avec cette piété pleine de scrupules, avec cette tristesse maladive qui le faisait soupirer après une retraite où il pût mettre d'accord les délicatesses de sa conscience et son dégoût du monde et des affaires?

Et Élisabeth, avec l'empire que nous lui connaissons sur son docile époux, avec son ambition sans bornes pour elle et pour ses fils, peut-on la supposer complice d'un acte aussi dénué de raison? Pour qu'elle consentît à descendre elle-même du trône, au risque de compromettre l'avenir de ses enfants, pour aller vivre, avec un mari hypocondriaque, dans une retraite qui, certes, n'était pas de son goût, ne fallait-il pas une conviction bien profonde, bien amère, de l'incapacité de Philippe, en face des devoirs de cette royauté qui n'était plus pour lui qu'un fardeau? S'étonnera-t-on maintenant, étant donné ce caractère étrange, composé d'emportement et de faiblesse, d'indécision et d'entêtement, de haine des affaires et de jalousie de son autorité, qu'après un règne traversé par tant d'épreuves, il se soit lassé à la fin de cette vie de luttes et de combats, et ait pris, avec sa nature toujours extrême, une résolution aussi soudaine, sauf à s'en repentir quand il serait trop tard pour en changer?

Citons encore un passage de Macañaz, qui jette quelque jour sur cette difficile question : « Le roi renonça à la couronne parce que, connaissant à fond la situation, il voyait le mal sans pouvoir y appliquer le remède. Il s'apercevait clairement que son confesseur, et par lui le

duc d'Orléans, le trompait comme il trompait la reine, le duc de Parme et les Italiens; que la coterie qui l'entourait tenait en main le gouvernement de la monarchie; qu'on lui cachait bien des choses, et que, même dans celles qu'on laissait arriver jusqu'à lui, on lui tenait tête dès qu'il se permettait d'être d'un avis opposé. Ce n'était pas l'intelligence qui manquait à Philippe, c'était la volonté. Aussi ses scrupules augmentaient-ils de jour en jour, avec son désir de renoncer à la couronne; mais dès qu'il en disait un mot, on le traitait d'insensé; et c'est ainsi que, pendant quinze ans, sa vie fut un continuel martyre. » (*MS* cité par Lafuente, t. XVIII, p. 480.)

Quant à l'Espagne, passive dans le marché qui venait de se conclure à ses dépens, elle ne paraît pas, en somme, avoir vu ce changement de mauvais œil. « Les légistes, dit San Felipe, et même le Conseil royal, savaient fort bien que la renonciation était nulle, parce qu'elle n'avait pas été faite de concert avec la nation, qui a toujours droit d'exiger d'être gouvernée par le prince à qui elle a prêté serment; mais personne ne protesta : la Grandesse et le peuple même paraissent s'être franchement réjouis de n'avoir plus à obéir à un étranger, mais à un prince né et élevé en Espagne, Espagnol jusqu'au fanatisme, et digne en tout point d'un pays où la première condition du patriotisme, c'est de haïr et de mépriser tout ce qui n'est pas espagnol. »

Mais les cris de joie qui saluèrent le jeune roi à son entrée dans sa capitale, le surnom de *bien-aimé* qu'on se hâta de lui décerner, comme à notre Louis XV, sans savoir s'il devait le mériter, ne prouvent qu'une chose : c'est que l'Espagne était lasse du roi que la France lui avait donné, et croyait n'avoir qu'à gagner au change.

Il y a quelque chose de triste et de touchant à la fois à voir renaître, à chaque règne nouveau, ces espérances toujours déçues, et cette foi à la monarchie que tant de déceptions n'ont pas pu lasser. Certes, la nation espagnole avait fait preuve de dévouement à Philippe ; mais depuis un quart de siècle bientôt, il régnait sur elle, et l'Espagne avait pu voir sous son vrai jour ce roi, éternellement mineur, que la guerre avait surfait à ses yeux, mais que la paix lui montrait enfin dans sa nullité incurable et sa présomptueuse incapacité. Charles II était mort à trente-neuf ans, sans être jamais arrivé à âge d'homme; mais Philippe, vieil enfant comme lui, n'était homme que par l'opiniâtreté. Le dernier acte de cette volonté défaillante avait été de renoncer, sans motif, à cette couronne dont il n'avait jamais rempli les devoirs, pour la faire passer sur le front d'un enfant que l'Espagne abusée prenait pour un homme et pour un roi. Jamais la fiction monarchique n'avait apparu ainsi aux yeux du monde dans sa triste nudité.

Avant d'abdiquer comme Charles-Quint, Philippe avait pris soin de s'assurer une retraite. Mais un couvent n'était pas son affaire, et jaloux de la gloire de son aïeul, à son Versailles de Saint-Ildefonse, il avait dépensé 24 millions de piastres (127 millions de francs), qu'il ne rougit pas de demander à l'Espagne épuisée. Déjà même, sa passion pour le somptueux ermitage où il allait s'enfermer, seul avec sa femme, sans même y emmener ses fils, avait fait répandre le bruit que sa tête était dérangée; et sans l'affirmer, on ne peut pas non plus le nier; car, dans ces natures incomplètes, où l'harmonie n'a jamais existé, qui pourrait dire où le désordre commence ? On en jugera, du reste, par la manière dont était gouverné ce pays, où tous les pou-

voirs rivaux de la royauté avaient peu à peu disparu; où les Cortès étaient muettes depuis près de deux siècles, où les Conseils même avaient perdu leur action, où le pouvoir enfin, tombé de chute en chute aux mains d'un Grimaldo, était partout, et la responsabilité nulle part. L'opiniâtre mélancolie de Philippe et son inertie toujours croissante confirmaient encore l'idée d'un dérangement de ses facultés. Quant à la reine, malgré la rare vigueur de son intelligence, elle devait s'interdire toute action visible sur les affaires de l'État, sous peine d'accroître les préventions du pays contre une reine italienne, mariée à un époux français.

Et maintenant, qu'était-ce, au vrai, que ce roi de dix-sept ans, que l'Espagne saluait de ses espérances enthousiastes, avec la servilité passionnée de ces races latines qui ont toujours besoin d'une idole? Louis Ier, fils de Marie-Louise de Savoie, n'était pas sans avoir hérité quelque chose de la riche nature de sa mère. Chez lui, ce n'était pas le fond qui manquait, c'était la culture, comme chez tous les infants. Élevé par des prêtres, et changeant de précepteur chaque fois qu'un caprice du roi venait à changer le ministère, il avait appris à tout voir, les hommes et les choses, sous le jour étroit et faux de la sacristie. Le grand inquisiteur, qui avait présidé le dernier à son éducation, n'avait rien épargné pour fausser ses heureuses dispositions, et préparer en lui un monarque docile à l'Église, et tremblant devant le saint-office, idéal en Espagne de tout gouvernement. Doué d'une vive intelligence, avec un goût prononcé pour les sciences et pour les arts, Espagnol par sa naissance et par ses penchants, il avait de la France la grâce avenante, l'air ouvert et sympathique qui manquaient à son

père, et qui, chez un roi, gagne si aisément les cœurs.

Dix-sept ans, pour un roi surtout, c'est l'âge des plaisirs et non pas des affaires; les débuts de Louis, sous ce rapport, ne furent point heureux : monté trop jeune sur le trône, il ne comprit d'abord de la royauté que le droit qu'elle lui donnait de tout faire. Après avoir fait semblant de travailler pendant le jour, son bonheur, c'était d'aller la nuit rôder dans les rues de Madrid ou dans les jardins royaux, que lui et ses compagnons de plaisir dépouillaient de leurs fruits, pour faire croire à une expédition de maraudeurs. Ces promenades nocturnes scandalisèrent bientôt le peuple madrilègne, presque aussi gourmé que ses rois. Philippe V, Espagnol par la gravité, fut sans pitié pour les légèretés de son fils, qui lui épargnaient peut-être des désordres plus graves. Il tança vertement le monarque étourdi, qui eut le bon esprit de déférer aux remontrances paternelles, et essaya, autant qu'on le peut à dix-sept ans, de prendre au sérieux son métier de roi.

En voyant ces espiègleries, pardonnables à cet âge, chez tout autre que chez un roi, peut-être a-t-on oublié que, avant d'être majeur, Louis était déjà marié. Mais ici apparaît un côté plus triste encore de ces fictions d'où dépend le sort des peuples, et qu'on appelle des mariages princiers. Louis, on s'en souvient, avait épousé la troisième fille du régent. Or, dans cette cour dissolue du Palais-Royal, où le vice était dans l'air que l'on respirait et dans le sang même de cette race quasi-royale, les deux sœurs de la nouvelle reine d'Espagne, la duchesse de Berry et Mlle de Valois, avaient donné à leur jeune sœur des exemples de désordre qu'elle n'était que trop disposée à suivre. Peu favorisée de la nature, contrefaite et chétive, elle n'avait su gagner ni l'affection, ni

l'estime de son mari. Douée, en revanche, du côté de l'esprit, la culture avait manqué à cette riche nature ; les seules leçons dont elle avait profité, c'étaient celles de l'école d'immoralité où elle avait été élevée.

De toutes les vocations, celle qui lui convenait le moins, c'était d'être reine d'Espagne ! Incapable de fléchir sous le joug de l'étiquette, qui régnait à cette cour guindée, elle s'aliéna bien vite ses nouveaux sujets par son dédain pour les convenances, et son parti pris de braver en toutes choses le *qu'en dira-t-on*. Ainsi, elle refusa de se montrer au bal donné pour son mariage, et affecta de traiter sa belle-mère avec une insouciance voisine du mépris. Quant à son jeune époux, elle afficha pour lui une indifférence qui contrastait avec le dévouement passionné des deux femmes de Philippe V. Louis, à son tour, lui rendit froideur pour froideur, et jamais mariage royal ne fut contracté sous de plus fâcheux auspices. Les sévères admonestations de son beau-père, inflexible sur l'article des convenances, et digne d'être Castillan par son respect pour l'étiquette, la ramenèrent à sauver au moins les apparences, et à ne pas braver l'opinion qui commençait à se soulever. Mais, Philippe une fois descendu du trône, la jeune reine renonça à tout ménagement, et fut bientôt en scandale à cette cour qui, depuis les deux derniers règnes, avait appris à cacher le vice sous des dehors spécieux.

Enfin les choses allèrent si loin que Louis, à l'instigation de son père, infligea à la reine une marque publique de disgrâce en la mettant aux arrêts dans un de ses châteaux. Cette ardente nature se révolta d'abord, mais sur les représentations de Tessé, elle finit par reconnaître ses torts, et demander pardon à son mari, qui

mit aussitôt fin à sa reclusion. Mais les dehors seuls furent sauvés; au fond, les deux époux demeurèrent séparés l'un de l'autre, comme ils l'avaient été depuis le premier jour de leur union, consommée seulement devant l'autel. La mésintelligence, au lieu de disparaître avec le temps, s'accrut de jour en jour, et Philippe, d'accord avec son fils, songea sérieusement à faire rompre une union aussi mal assortie. Il sonda même à cet égard les intentions du saint-père, à qui ces mariages précoces entre enfants couronnés ont toujours donné fort à faire; mais la fin prématurée du jeune roi devait bientôt trancher le nœud qu'on ne pouvait pas dénouer, et mettre un terme à une union qui ne pouvait amener que des scandales.

Quant au règne de Louis Ier, règne si court, si effacé qu'il n'a pas laissé de trace dans l'histoire, nous n'avons rien à en dire, car c'est à peine s'il a existé. Louis, malgré ses dons naturels, n'est qu'une nullité de plus, greffée sur la nullité paternelle. En réalité, si le fils a l'air de régner, c'est le père qui gouverne, ou en fait semblant, et le siége du gouvernement, si tant est qu'il y en ait un, ne réside pas à Madrid, mais à Saint-Ildefonse. Philippe, tout en reprochant à son fils de se dérober aux devoirs de la royauté, fait tout pour l'en éloigner en attirant à lui toutes les affaires. Le roi de Madrid est censé tout diriger, à l'aide d'un Conseil de cabinet composé de sept membres, tous choisis par la reine. Le seul mérite qu'on leur demande, c'est la docilité. Nous nous garderons bien de citer tous ces noms voués à l'oubli, dont nous ne voulons pas les tirer. Le premier, le seul ministre en réalité, c'est Grimaldo, qui règne sur l'ancien roi par la reine, et sur le nouveau par son ministre des affaires étrangères, Orendayn, ci-devant

page de Grimaldo, car à la cour de Madrid, avant de commander, il faut avoir servi.

La première question à résoudre, ce fut l'établissement de don Carlos, question toujours à l'ordre du jour pour son ambitieuse mère. Poussée à bout par la mauvaise foi de l'Empereur et les lenteurs du congrès, elle se disposait à faire partir l'infant pour l'Italie, afin d'y figurer comme héritier présomptif de Parme, en attendant que la succession fût ouverte. La France, l'Angleterre et la Hollande, presque aussi dégoûtées que l'Espagne de la conduite de l'Empereur, prêtaient les mains à ce projet que firent bientôt ajourner d'autres préoccupations plus pressantes. En attendant, le jeune roi n'avait pas pris goût aux affaires qui passaient par-dessus la tête de ses ministres, car la cour de Saint-Ildefonse attirait tout à elle. Les ambassadeurs étrangers, embarrassés de ce gouvernement en partie double, étaient forcés de communiquer avec les deux cours à la fois. Dans cette lutte sourde, cependant, le passé, c'est-à-dire Philippe, perdait peu à peu du terrain, et l'avenir était à son fils. Bientôt les ministres du nouveau roi osèrent lui proposer de réduire la pension de l'ex-roi, sous prétexte que, avant son abdication, il s'était approprié des sommes importantes. Mais le bon naturel de Louis se révolta à la seule idée de prendre son père par famine, et il fit part à Philippe de la proposition et de ce refus qui l'honore.

Un événement bien imprévu allait changer la face des affaires, et simplifier les rouages de ce gouvernement, si compliqué et si nul à la fois. Le 19 août, le jeune roi fut atteint d'une petite vérole de la plus maligne espèce. Les médecins ne surent ni combattre le mal, ni le guérir, et deux jours plus tard, Louis descendait dans la tombe,

à dix-huit ans, après huit mois d'un règne dont il ne fut que le titulaire. La jeune reine répara ses torts envers son époux en le soignant avec un dévouement qui ramena à elle les cœurs que sa conduite lui avait aliénés. Sans songer au danger, elle ne quitta le malade ni jour ni nuit, en l'entourant des soins les plus affectueux ; atteinte à son tour de la contagion, elle n'échappa à la mort que par miracle.

Au moment où allait expirer le jeune roi, Philippe révéla par un trait bien frappant toutes les contradictions de sa nature. Ce pouvoir, auquel il avait renoncé, lui revenait par un étrange retour, et le père allait cette fois hériter de son fils. Mais il voulut tenir de la main de Louis cette couronne que lui-même avait, de sa propre main, déposée sur son front. Il fit rédiger en toute hâte un acte par lequel le jeune roi transmettait à son père la couronne qu'il tenait de lui. Louis signa l'acte de sa main mourante, et expira peu de temps après, laissant après lui plus de regrets que peut-être il n'en méritait. A peine était-il mort que Philippe, plus occupé du trône où il allait remonter que du fils qu'il venait de perdre, se hâta de rentrer dans sa capitale, et de se montrer à ses nouveaux sujets.

Mais la chose n'était pas aussi simple que le roi l'avait pensé ; car, en Espagne, la forme l'a toujours emporté sur le fond. Après une abdication aussi solennelle, il fallait qu'un acte non moins solennel, un décret du Conseil de Castille, à défaut des Cortès, exprimât le vœu national qui était censé rappeler Philippe sur le trône. Philippe, qui avait toujours besoin qu'un autre pensât et décidât pour lui, consulta le Conseil pour savoir s'il avait le droit de ressaisir la couronne, et son confesseur, pour savoir si c'était un péché. Le Conseil opina

pour l'affirmative; mais une forte minorité vota dans le sens opposé, en rappelant l'acte qui, en cas de mort du roi Louis, transmettait la couronne à ses frères dans l'ordre de succession. Quant au confesseur Bermudez, il conclut au péché, et fit un cas de conscience au monarque de remonter sur le trône, après en être volontairement descendu. Philippe, plus perplexe que jamais, consulta une junte de théologiens qui fut de l'avis du confesseur, mais suggéra au roi l'idée de gouverner comme régent, au nom de son fils Ferdinand. Philippe, contrarié dans son secret désir de régner, troublé dans sa conscience, repartit pour Saint-Ildefonse.

Mais là il retrouva une autre influence, à laquelle il ne savait pas résister : c'était celle de la reine. L'essai qu'Élisabeth avait fait de la vie privée n'avait été nullement de son goût. Sans cesse elle craignait de voir échapper aux mains de son époux, c'est-à-dire aux siennes, le pouvoir qu'il avait gardé, même en y renonçant. Et puis, si la couronne passait au second fils du premier lit, Élisabeth tremblait pour ses propres fils dont personne ne défendrait plus les droits à la succession des duchés. Décidée à refaire à tout prix de son époux un roi, et d'elle une reine, elle n'épargna rien pour arriver à son but : en présence de Philippe, elle accabla le confesseur des plus sanglants reproches, en déclarant que, « sur son lit de mort, elle aimerait mieux mourir sans sacrements que de les recevoir de la main d'un pareil *misérable!* » Sa femme de chambre favorite, dont la fille avait épousé le fils d'un des ministres, accabla le roi lui-même de reproches non moins sanglants, en l'accusant « de se livrer pieds et poings liés à un confesseur hypocrite et à une junte de théologiens qui abusaient de sa bonne foi. » Philippe resta muet devant cette scène

étrange, qui peint au vif les mœurs espagnoles et ce mélange d'étiquette inflexible et de bourgeoise familiarité qui confond tous les rangs, jusque dans le palais des rois.

Mais ce n'était point assez encore : contre l'avis du confesseur et de la junte, la reine ameuta d'abord le Conseil de Castille, qui censura amèrement l'avis opposé; puis l'ambassadeur de France qui déclara que son gouvernement ne traiterait plus avec Philippe, s'il persistait dans sa funeste résolution. Enfin elle lança contre le malheureux roi, de plus en plus perplexe, le nonce qui, au nom du saint-père, et appuyé sur l'avis d'autres théologiens, dégagea Philippe de tout scrupule, et proclama son droit, son devoir même de reprendre la couronne. Cette voix suprême de l'Église, personnifiée dans son chef visible, apaisa les derniers scrupules du monarque. Qu'était la voix d'un homme à côté de celle du vicaire de Jésus-Christ? Enfin décidé, Philippe notifia par un décret au Conseil de Castille que, comme *seigneur naturel et propriétaire de la couronne*, il reprenait les rênes du gouvernement, et sacrifiait son bien-être et son repos au bonheur de ses sujets. Seulement il se réservait le droit d'abdiquer en faveur de son second fils Ferdinand, à l'âge de sa majorité, *pourvu que la chose n'eût pas d'inconvénients graves pour l'État.* Philippe reprit donc le sceptre, et la reine, au comble de ses vœux, se remit à régner sous son nom. L'Espagne, qui n'avait plus voix au chapitre, se résigna à reprendre son roi comme elle s'était résignée à le perdre, et les hommes, ainsi que les choses, reprirent leur cours accoutumé.

Deux mots encore sur la veuve du jeune roi, à qui la mort de son mari avait épargné la flétrissure d'un divorce. Tessé, qui tenait à rapprocher les deux peuples

et les deux races, proposait de la remarier, après son deuil, à l'infant Ferdinand; mais cette nature rebelle se révolta contre le joug de l'étiquette qu'elle avait déjà porté une fois. Elle repartit pour la France, et alla s'établir au palais du Luxembourg où, avec son douaire de veuve, elle put encore faire figure de reine, et se livrer sans contrainte à son goût pour le plaisir. A Paris, sous le régent, la chose parut toute simple, et nul n'y trouva à redire; mais bientôt le scandale de sa vie devint tel que la cour de Madrid, lasse de voir ses représentations dédaignées, lui retira sa pension. Le monde lui manquait, mais le cloître était là pour la recevoir; nouvelle La Vallière, la veuve de Louis Ier remplaça la cour par le couvent, et le scandale par la pénitence. Elle vécut dix-huit ans encore, des aumônes que lui faisait passer son beau-père, et mourut carmélite en 1742, dans l'appartement où était morte à vingt-quatre ans sa sœur la duchesse de Berry, dégoûtée comme elle du monde, pour en avoir trop joui.

CHAPITRE III.

SUITE DU RÈGNE DE PHILIPPE V.

1725 A 1732

Philippe n'avait pas daigné recourir aux Cortès, ni pour déposer sa couronne, ni pour la reprendre; mais à peine son fils mort, il n'eut rien de plus pressé que de les convoquer pour faire reconnaître son second fils Ferdinand comme héritier présomptif et prince des Asturies. Vouées avec l'Espagne à la docilité, les Cortès exécutèrent fidèlement leur consigne. Philippe, après ce vain simulacre de représentation nationale, se hâta de les congédier, sans leur permettre, comme elles l'avaient espéré, de traiter aucune affaire plus sérieuse, puis il reprit paisiblement ses allures de souverain absolu. Le roi défunt était mort de la petite vérole, et sa veuve étant atteinte de la même maladie, Philippe qui tenait à la vie, malgré le triste usage qu'il en faisait, s'empressa de quitter Madrid, comme si l'air en eût été empesté; pour mieux se préparer à régner, il passa quarante jours au sein de sa retraite favorite, dans une complète solitude. Le premier usage qu'il fit de son pouvoir ce fut de se venger de tous ceux qui n'avaient pas voulu le lui laisser reprendre. Ministres ou membres du Conseil, tous furent destitués sans pitié, car Philippe n'entendait

pas raillerie sur ce chapitre-là. Grimaldo, malgré son âge avancé, fut nommé ministre des affaires étrangères. Autour de lui se groupèrent quelques autres ministres, plus titulaires que réels; et derrière eux se cachait l'influence toute-puissante de la reine Élisabeth. Voilà comment était gouvernée l'Espagne au dedans; nous allons voir maintenant ce qu'était son action au dehors.

L'Europe, depuis cette paix boiteuse qu'elle avait signée à Utrecht, était sur le qui-vive, et s'attendait chaque jour à la voir troubler. Les rancunes et la méfiance étaient partout : Philippe et l'Empereur étaient toujours à couteaux tirés; Gibraltar avait creusé un abîme entre l'Espagne et l'Angleterre. Le congrès, dont la mission était d'assurer la paix du continent, ne s'occupait que de questions d'étiquette. Quant à la succession des duchés, unique préoccupation de la reine, la question n'avait pas fait un pas : l'Angleterre et la Hollande étaient d'accord pour refuser de forcer l'Empereur à laisser l'Espagne reprendre pied en Italie. Philippe, poussé par sa femme, pressait le congrès d'exiger que l'Angleterre rendît Gibraltar, et que l'Empereur se dessaisît de Mantoue, et accordât aux infants l'investiture de Parme et de Toscane; mais le duc de Bourbon, nullité digne de la cour de Madrid, régnait alors en France sous le nom de Louis XV; vendu à l'Angleterre comme son prédécesseur Dubois, il refusa de soutenir les prétentions de la cour de Madrid. Il fit plus encore : Philippe n'ayant pas consenti à faire Grand d'Espagne, à sa prière, le mari de sa maîtresse, Mme de Prie, qui gouvernait alors la France, de moitié avec lui, l'irascible Bourbon trouva bientôt un moyen de se venger.

Louis XV, on s'en souvient, avait été fiancé avec la fille de Philippe V, et la future reine, âgée de six ans,

était élevée à la cour de France. La santé du jeune roi, alors âgé de quinze ans, s'était fortifiée; mais un violent accès de fièvre (20 janvier) vint mettre en danger cette vie toujours menacée. Bourbon, pour perpétuer son règne, voulait à toute force, en cas d'accident, un héritier du trône, afin d'en écarter Philippe V, et une fiancée de six ans devait le lui faire attendre longtemps. Au mal, il n'y avait qu'un remède : rompre le mariage avant qu'il ne fût conclu, congédier l'infante, au risque de se brouiller avec l'Espagne, et chercher en Europe une princesse prête à doter la France de l'héritier qu'il lui fallait. Bourbon n'hésita pas : la princesse fut renvoyée à ses parents, sans avis préalable, la veille du jour où la cérémonie des fiançailles allait être célébrée. (17 mai.)

En apprenant la fatale nouvelle, Philippe et Élisabeth dépassèrent en emportements tout ce qu'on pouvait attendre d'eux. La reine arracha de son bras un portrait de son futur gendre, et le foula aux pieds en s'écriant : « *les Bourbons sont une race de diables !* » Puis, se souvenant qu'elle avait emprunté un mari à cette race maudite, « *excepté Votre Majesté,* » dit-elle en se retournant vers lui. Quant à Philippe, sa colère se traduisit, non en paroles, mais en actions : l'ambassadeur et tous les consuls français furent expulsés sur-le-champ, et le roi déclara tout haut qu'il ne se réconcilierait jamais avec la France, tant que le duc ne serait pas venu à Madrid lui demander pardon à genoux. La nation, qui se sentait de moitié dans l'injure, voulait se charger de la venger : la vie de tous les Français établis dans la Péninsule fut un instant menacée; il fallut tous les efforts du gouvernement pour empêcher un massacre. Excité par son épouse, Philippe fut sur le point de rendre un décret qui bannissait du royaume tous les Français sans

distinction; mais il se rappela à temps qu'il était Français lui-même, et pour apaiser la reine, il feignit de faire préparer ses malles pour un long voyage. Élisabeth, arrivant, lui en demanda le motif : « Je suis Français aussi, répondit-il, et je me prépare à partir. » Il n'en fallut pas moins pour calmer la colère de la reine, qui comprit la leçon, et se résigna à laisser son époux et ses compatriotes demeurer avec lui dans la Péninsule.

L'infante une fois renvoyée, Louis XV, avec l'insouciance d'un enfant, se laissa marier à la fille de Stanislas Leckzinsky, roi détrôné de Pologne, qui vivait à Wissembourg des aumônes de la France; étrange union, où la fiancée, de sept ans plus vieille que son époux, ne lui apportait en dot ni jeunesse, ni argent, ni alliés! Ce mariage, qui étonna l'Europe, et qui devait être si fécond en scandales, fut célébré à Fontainebleau le 4 septembre. Tous les rapports cessèrent entre les deux cours de Madrid et de Versailles, et Mlle de Beaujolais, la fiancée de don Carlos, fut renvoyée en France.

Mais Élisabeth, exaspérée par ce dernier affront, préparait à l'Europe un autre sujet d'étonnement. On sait la longue inimitié qui, depuis un quart de siècle, séparait l'Espagne et l'Autriche, naguère si unies. Élisabeth, oubliant tous ses griefs, ne se rappela plus que d'une chose, c'est qu'elle était issue elle-même de cette famille de Habsbourg qui avait tout fait pour jeter son époux à bas du trône. Lasse de toutes ces alliances menteuses qui échappaient à l'Espagne au moment où elle en avait besoin, c'est au prétendant, rival de Philippe V, à l'ennemi héréditaire des Bourbons, qu'elle résolut de demander un allié.

Ici va apparaître sur la scène un nouvel acteur : c'est

Encore un aventurier étranger, espèce de contrefaçon bâtarde d'Alberoni, c'est le baron de Riperda, descendant d'une famille espagnole, établie en Hollande du temps de Philippe II. Employé par Alberoni qui avait reconnu sa valeur, Riperda, avec l'esprit pratique qu'on puise en Hollande dans l'air qu'on y respire, avait étudié les plus hautes questions de l'Économie Politique, et devancé cette science encore à naître. Recevant de toutes mains, et prêt à servir toutes les causes, pourvu qu'il y trouvât son profit, il était à la fois à Madrid le représentant de la Hollande, et l'espion de l'Autriche et de l'Angleterre, en attendant qu'il devînt le chargé d'affaires secret de la cour d'Espagne à Vienne, et plus tard, son premier ministre. Tel est l'homme à qui Élisabeth confia cette délicate mission auprès de la cour impériale. On s'étonne, en vérité, en lisant les annales de la Péninsule, du nombre et de la bassesse des aventuriers qui arrivent l'un après l'autre, comme par le cours naturel des choses, à gouverner ce grand pays, où l'esprit politique est devenu si rare, et où l'intrigue finit par le remplacer.

Né dans la religion catholique, Riperda n'avait pas hésité à l'abjurer pour faire plus vite son chemin dans un pays protestant; il n'hésita pas davantage à retourner au catholicisme pour se faire bien venir à la cour d'Espagne. A l'en croire, c'étaient les vertus du roi et sa piété profonde qui l'avaient décidé à cette abjuration. Ses connaissances en Économie Politique lui valurent le titre de surintendant des fabriques du royaume. Entré peu à peu dans l'intimité du couple royal, il en profita pour recommander à la reine l'alliance de l'Empereur, comme le seul moyen d'assurer l'avenir de ses fils en Italie. Avec un pareil appât, on était sûr de prendre Élisabeth; on ne s'étonnera donc pas de le voir chargé

par elle de négocier une alliance avec Charles VI, sur la base d'un double mariage entre sa fille cadette et le prince des Asturies, avec les Pays-Bas pour dot; puis entre sa fille aînée et l'infant don Carlos, avec les duchés de Parme et de Toscane.

Arrivé à Vienne, Riperda s'y heurta d'abord contre l'opposition de l'impératrice et des ministres, nourris des vieilles rancunes autrichiennes; mais l'envoyé secret d'Élisabeth, qui connaissait le terrain, avait apporté avec lui des arguments irrésistibles. Si l'on en croit l'ambassadeur anglais Stanhope, il aurait dépensé dans ce but près de six millions de livres. Aussi finit-il par aplanir toutes les résistances, et vaincre tous les scrupules. Tout le monde, sans en excepter l'Empereur, dans cette cour famélique, tendit la main à l'aumône, et le 30 avril, un traité fut signé entre les deux ennemis, étonnés de se voir changés en alliés. Chacun d'eux renonça à toute prétention sur les États de l'autre, tout en conservant, sa vie durant, les titres de ces couronnes perdues. Charles VI accorda aux infants l'investiture éventuelle des duchés, et s'engagea de plus à aider de tous ses efforts l'Espagne à recouvrer Minorque et Gibraltar. Philippe, en revanche, consentit à échanger ses droits à la réversion de la Sicile contre celle de la Sardaigne, et à approuver la *compagnie d'Ostende*, objet de l'inquiétude jalouse du commerce anglais et hollandais. Les deux mariages n'étaient pas inscrits dans le traité, et l'Empereur, tout en parlant d'eux comme d'une chose arrêtée, ne paraît pas les avoir pris au sérieux. Une alliance offensive fut en outre conclue entre les deux souverains : son but secret était de reprendre, au besoin, Gibraltar par la force, et d'essayer une fois de plus de réaliser le rêve de la restauration des Stuarts, dans le

cas où l'Angleterre se refuserait aux exigences des deux alliés.

L'Espagne, dont l'orgueil national blessé ne songeait qu'à son injure, applaudit avec transport à une alliance qui avait pour but de chasser l'étranger de son territoire. Une dépêche hautaine somma l'Angleterre de restituer Gibraltar et Minorque, sous peine de voir fermer les Indes de l'ouest à son commerce. A cette arrogante requête, le cabinet de Londres répondit par un traité d'alliance offensive et défensive, signé le 5 septembre à Hanovre, entre l'Angleterre, la France et le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, gendre de George Ier, royauté naissante qui commençait à compter en Europe. Le but secret de cette nouvelle *Triple Alliance* était de supprimer la compagnie d'Ostende, et de conserver Gibraltar à l'Angleterre, en opposant à la ligue catholique, qui menaçait de reconstituer l'empire de Charles-Quint, une ligue protestante, grossie, comme sous François Ier, de l'accession de la France.

Voici donc l'Europe encore une fois scindée en deux camps, prêts à en venir aux mains. Des rivalités, commerciales ou politiques, séparent tous ses États, sans qu'aucune grande pensée, aucune cause sainte, comme celle des libertés ou des croyances foulées aux pieds, mette les armes à la main aux peuples opprimés. Depuis la guerre de Trente ans, dernière protestation armée de la liberté de conscience, tout s'est rapetissé, les hommes comme les événements ; des Richelieu, des Mazarin, la France est descendue aux Dubois, et aux ducs de Bourbon, et de Louis XIV au régent ; Mme des Ursins et Alberoni sont remplacés en Espagne par un Riperda ! On dirait que les siècles ont leur niveau moral qui monte ou qui baisse, suivant les tendances

qui les dominent. Partout, même en Angleterre sous Walpole, le XVIII[e] siècle est une époque de corruption et d'abaissement. En France, il a fait table rase de toutes les croyances généreuses qui, en religion comme en politique, sont le patrimoine commun de l'humanité, et à la place des croyances, il n'a su mettre que des intérêts. Sous prétexte d'émanciper l'esprit humain, il a brisé le lien qui le rattachait au ciel, il l'a confiné dans l'étroit domaine de cette vie, et jusqu'ici nous ne voyons pas ce que la France y a gagné; car, pour avoir mis son but plus bas, elle n'en est pas plus près de l'atteindre!

L'heureux aventurier, qui venait de bouleverser ainsi toutes les alliances du continent, se hâta de retourner à Madrid pour y recueillir les éloges auxquels il avait droit. Philippe, enthousiasmé, n'hésita pas à ôter à son ancien favori Grimaldo le ministère des affaires étrangères pour le donner à Riperda; car dans cette cour servile, la faveur et la disgrâce alternaient si rapidement, l'idole du jour était si vite remplacée par celle du lendemain, qu'on en était venu à tout accepter, et à ne s'étonner de rien. Enivré d'une fortune aussi rapide, notre aventurier, en se voyant monté si haut, acheva de perdre le peu de raison qui lui restait. Gonflé de présomption, il se garda bien d'imiter la rare discrétion d'Alberoni, qui gardait pour lui le secret de tous ses desseins, et qui, même en ayant l'air de s'oublier, ne disait jamais que ce qu'il voulait dire. Riperda, au contraire, ne parlait plus que de donner la loi à l'Europe, de ressusciter l'Espagne de Charles-Quint, en la greffant sur cette alliance autrichienne qui avait fait sa force et sa grandeur. Au dedans, son vaste génie, nourri de profondes études sur les sources de la richesse des

nations, allait ouvrir des voies nouvelles à l'industrie, à la marine et au commerce, opérer à la fois toutes les réformes dans tous les domaines, politique, économique et social. Sous cette féconde impulsion, l'Espagne allait renaître à une vie nouvelle; ses colonies n'échangeraient plus leurs produits qu'avec la mère patrie, et échapperaient avec elle à l'insolente tutelle de l'Angleterre, etc.

Mais Philippe, à force de changer de ministres, avait appris à se défier d'eux et de ces magnifiques promesses, toujours démenties par l'événement, même sous Alberoni. Soupçonneux et dissimulé par caractère, ce triste roi, mené par tout ce qui l'entourait, sentait encore le besoin d'avoir près de lui quelques conseillers anonymes, chargés de lui dire ce qu'il devait penser, même de ceux qui le menaient. Deux abbés siciliens, Platania et Caraccioli, secrètement liés avec Fleury, remplissaient ce rôle étrange, qui devait tôt ou tard attirer sur eux la malveillance de la reine, habituée à ce que tout passât par elle pour arriver à son époux. Chargés de ce contrôle secret, qui faisait d'eux les dispensateurs de la faveur royale, ils inclinaient naturellement vers la censure plutôt que vers l'éloge. Les plans de Riperda, disséqués par eux, ne résistèrent pas à un examen un peu sérieux; la confiance du monarque une fois entamée, il ne fut pas difficile de lui démontrer l'inanité des plans de son ministre, et de toutes ces pompeuses théories, bulles d'air qu'une piqûre d'épingle suffisait pour crever. Une fois le soupçon entré, rien ne pouvait plus l'arracher de cet esprit malade, tourmenté à la fois par la conscience que tout le monde le trompait, et par l'impossibilité de rien juger, de rien décider par lui-même. Le roi, du moment où il cessa de croire au programme de son ministre, lui refusa les moyens de l'exécuter, et le con-

damna à l'impuissance, en se réservant plus tard de lui en faire un crime.

Ce qui acheva de perdre Riperda, ce fut le refroidissement de l'Empereur, quand il s'agit pour lui de s'exécuter sur l'article des mariages espagnols. L'ambassadeur d'Autriche, comte de Kœnigsegg, recula quand il fallait avancer, et se retrancha derrière l'opposition des princes allemands à une union trop intime entre les deux pays. En semant l'or à pleines mains, Riperda se flattait d'avoir au moins acheté à l'Autriche ses armées qui, unies à celles de l'Espagne, assureraient la réussite de ses projets; mais l'Empereur, tout en recevant d'une main, voulait ne rien donner de l'autre; les préparatifs militaires, annoncés avec tant de fracas, étaient à peine commencés. En attendant, à Madrid, le trésor était à sec; l'armée, portée à quatre-vingt mille hommes, n'était ni nourrie, ni vêtue, ni soldée. Le commerce, l'industrie se mouraient; les taxes seules étaient en progrès, et pesaient sur un peuple affamé. Mais ici, l'on aura la mesure de Riperda et de sa valeur comme homme d'État, en voyant les déplorables expédients qu'il employa pour subvenir à tant de misères. Après les sévères leçons du passé, il eut encore le courage d'élever la valeur des monnaies d'or et d'argent, sans comprendre que cette valeur factice n'était qu'un mensonge qui retombait à la fois sur le trésor et sur le consommateur. Enfin par une spoliation plus franche, mais plus inique encore, il suspendit toutes les pensions et tous les payements de la couronne, et c'est par la banqueroute qu'il préluda à la guerre.

Sa politique extérieure fut à la hauteur de sa politique intérieure. Dans l'espoir d'intimider la Hollande et l'Angleterre, il leur montra Charles VI prêt à mettre

toutes les forces de l'Empire à la disposition de l'Espagne, pour reprendre Gibraltar, soutenir la compagnie d'Ostende, et faire pencher encore une fois la balance de l'Europe du côté du plateau catholique. Il fit plus encore : il affecta de préparer une flotte, destinée à rasseoir les Stuarts sur le trône d'Angleterre ; et, comme s'il eût redouté une invasion anglaise, il rassembla douze mille hommes en Galice, et arma six vaisseaux de guerre à Cadix, pour se tenir prêt à attaquer ou à se défendre. Quant à la France, il n'épargna rien pour la détacher de la *Triple Alliance*, et entra en correspondance avec Fleury, gouverneur du jeune roi, qui venait de remplacer au timon des affaires l'incapable Bourbon.

Mais pour réussir, il faut savoir se taire, et Riperda, par ses indiscrétions, se chargea lui-même de faire avorter tous ses plans. Les événements semblaient prendre un malin plaisir à démentir toutes ses prédictions : la France demeura fidèle à son alliance avec le cabinet de Londres; l'Angleterre se serra autour du trône de son roi, vivante personnification de la volonté nationale, et se montra prête à défendre son trône et ses États allemands aussi bien que Gibraltar. Riperda, mollement soutenu par l'Empereur qui, dans son alliance avec l'Espagne, n'avait vu qu'une mine à exploiter, fut obligé de changer de ton, et devint aussi humble qu'il s'était montré arrogant. Philippe, éclairé par ses conseillers intimes, d'autant plus écoutés que leurs avis étaient donnés dans l'ombre, se détacha peu à peu d'un ministre qui ne savait rien tenir de tout ce qu'il promettait.

Ainsi l'Europe se trouvait encore une fois conjurée, comme au début du siècle, non plus contre la France et l'Espagne, mais contre l'Espagne et l'Autriche réunies;

la différence, toutefois, c'est que personne au fond ne voulait la guerre, sauf peut-être Philippe V, qui ne s'occupait jamais des voies et des moyens. Riperda, tout en menacant d'attaquer, commençait à sentir son impuissance. Walpole, qui régnait à Londres sous le nom de George Ier, avait besoin de la paix pour réaliser son système de corruption et de vénalité, passé de France en Angleterre. La paix du continent était attachée à l'union des deux pays, et Fleury, qui en avait conscience, tendait, comme Bourbon, à se rapprocher du cabinet de Londres. Ce rapprochement fut le signal de la chute de Riperda qui, abandonné par le roi, et sentant le terrain miné sous ses pieds par les abbés siciliens, s'efforçait de se cramponner à la reine. Appuyé sur elle, il essaya de payer d'audace, et de braver les haines soulevées par son titre d'étranger et l'insuccès de toutes ses mesures.

Élisabeth, par entêtement plus que par conviction, soutenait encore son ancien protégé, mais sans avoir foi en lui. Les remplaçants ne manquaient pas dans cette cour, où l'intrigue et la faveur ont trop souvent tenu lieu de mérite. Le Catalan Patiño, habile administrateur, et le confesseur de la reine, étaient les chefs de la cabale contre le ministre. Tout était prêt, et l'on n'attendait plus qu'une secousse du dehors pour décider sa chute. L'heure vint enfin : pour répondre aux impuissantes menaces de l'Espagne, l'Angleterre arma trois escadres à la fois; une pour croiser sur les côtes de la Péninsule, une autre dans la Baltique pour tenir en respect l'Empereur, et une troisième pour bloquer les ports de l'Amérique espagnole. Le cabinet de Londres avait agi sans menacer, à l'inverse de Riperda, qui menaçait sans agir. Chacun s'en prit à lui avec justice, et le rendit responsable des dangers d'une situation qui était son ouvrage.

L'Empereur, dont il ne pouvait satisfaire les insatiables appétits, se tourna contre lui, et la reine elle-même finit par l'abandonner. Une lettre, reçue au moment où il sortait du cabinet du roi, lui annonça que sa démission était acceptée sans avoir été donnée, selon l'usage de la cour d'Espagne; une pension de 3,000 pistoles lui était assurée, en récompense de ses services passés. Riperda, étourdi par ce coup de foudre, se réfugia dans l'hôtel du ministre anglais Stanhope, à qui il confia, pour lui payer son hospitalité, tous les secrets d'État qu'il avait emportés avec lui. Philippe, irrité, envoya un détachement de troupes pour s'emparer de sa personne, sans égard pour le droit d'asile des ambassades, et le fit enfermer dans la tour de Ségovie, d'où, quinze mois plus tard, il finit par s'évader.

Ainsi se termina brusquement le règne de cet aventurier, misérable caricature d'Alberoni, dont il eut les défauts sans les dons éminents. Nous ne lui contestons pas le talent, mais nous ne trouvons pas en lui une seule des qualités de l'homme d'État, ni surtout la première de toutes, la discrétion. Voici le jugement que Coxe porte sur lui : « Alberoni, dit-il, frappait avant de menacer, et voilait ses projets et ses ressources sous un secret impénétrable qui en doublait l'effet. Vaincu, il se relevait de sa défaite plus fort qu'auparavant, et savait tenir en échec les plus puissants États de l'Europe par les ressources de son génie. Riperda, aussi prodigue de promesses qu'incapable de les tenir, insolent et rampant tour à tour, appelait sur lui le mépris par ses menaces impuissantes et ses vaines forfanteries, déshonorant sa haute dignité par les plus pitoyables subterfuges. L'un ne laissait jamais percer ni ses craintes ni ses espérances; l'autre, tout en mentant sans cesse, était inca-

pable de cacher sa pensée. Enfin, l'un fut craint et respecté, même dans sa retraite; l'autre méprisé, même au faîte du pouvoir. »

Avant d'en finir avec cet homme, qu'un caprice de la fortune avait porté si haut, et qui tomba sous le mépris public plus que sous la haine de ses ennemis, deux mots encore sur la fin de cette étrange vie, plus romanesque encore que son début. Sauvé de sa prison par le dévouement d'une jeune fille à qui il avait inspiré la plus folle passion, Riperda se réfugia en Angleterre. Mécontent de l'accueil qu'il reçut à la cour de Londres, il eut la singulière idée d'aller tenter fortune à la cour de Maroc. Là il réussit à se concilier les bonnes grâces de l'Empereur et de la sultane mère, dont il devint l'amant. La religion n'était pour lui qu'un costume de théâtre, qu'il changeait suivant les circonstances : après avoir, à Madrid, quitté la réforme pour le catholicisme, à Maroc il abjura le christianisme pour embrasser l'islam. Nommé pacha, il n'hésita pas à combattre une armée espagnole, envoyée en Afrique pour reprendre Oran. Il espérait ainsi venger sa propre injure avec celle de Mahomet; mais Oran fut repris, et les musulmans battus. Toutefois, le renégat sut se maintenir dans la faveur du sultan et de son successeur, et mourut riche et puissant en 1737, après une des vies les plus romanesques dont l'histoire fasse mention.

Riperda écarté, Grimaldo, dans cette cour habituée aux changements à vue, reprit son poste aux affaires étrangères, et l'influence allemande, que son représentant aurait dû entraîner avec lui dans sa chute, régna à Madrid plus puissante que jamais. Mais un astre nouveau venait de s'élever : c'était celui de Patiño, élève d'Alberoni, que l'on nomma ministre de la marine. Par

ses services réels, par son influence toujours croissante, il préparait un successeur à Grimaldo pour le jour de la disgrâce, qui ne se faisait jamais attendre avec un esprit aussi mobile que celui de Philippe. Les relations avec les cabinets de Londres et de Versailles devinrent plus froides et plus distantes que jamais; l'or du Mexique et du Pérou ne fit plus que traverser l'Espagne pour aller acheter en Allemagne des alliés. Outre un premier envoi de 300,000 piastres, un emprunt de 2 millions de piastres (plus de 10 millions de francs) prit presque tout entier le même chemin; et l'Empereur continua à payer en promesses les subsides que l'Espagne lui envoyait. Grimaldo, brouillé avec l'ambassadeur d'Autriche, tout-puissant à la cour de Madrid, fut puni par une nouvelle disgrâce, définitive cette fois, de son penchant pour l'Angleterre et de son opposition aux folles prodigalités de Philippe envers la cour de Vienne. Enfin le confesseur du roi, Bermudez, tout dévoué à la France, fut remplacé par un jésuite irlandais, fanatique partisan des Stuarts.

Mais dans cette cour, vaste champ d'intrigues, à côté du ministère régnant, une influence opposée cherchait sans cesse à prendre date, dans l'esprit du monarque, pour un prochain changement qui ne tardait jamais à venir. Ainsi les abbés siciliens avaient plus que personne contribué à la chute de Riperda. On peut même attribuer à leur action, cachée mais puissante, la répugnance secrète de Philippe pour l'alliance autrichienne, au moment même où il semblait dévoué de cœur à cette alliance. Mais l'influence d'Élisabeth, la seule durable, finit par triompher : les deux abbés, sous le premier prétexte venu, furent traduits devant le saint-office et bannis de la Péninsule, sans que Philippe en fût même

informé; et quand il le sut, il n'osa pas réclamer.

On le voit, ce n'est pas de l'histoire que nous écrivons, ce sont des commérages indignes de ce nom, nous n'en ferions pas même mention si les destinées d'un grand peuple n'y étaient attachées. Mais nous marchons vers les événements, devenus si rares dans cette histoire où les hommes font défaut comme les idées. La cour de Madrid, nous l'avons dit, vivait d'illusions; une nouvelle maladie de Louis XV vint encore ranimer les espérances défaillantes de Philippe V. La reine se hâta d'envoyer en France un espion en soutane, chargé de préparer les voies, en cas de mort du jeune roi, pour faire nommer don Carlos roi de France, pendant que son frère aîné, Ferdinand, règnerait sur l'Espagne.

Mais en attendant cette succession un peu aventurée, Philippe, dans sa rancune persistante contre l'Angleterre, commença les hostilités. L'Empereur, oubliant ses promesses et les subsides envoyés de Madrid, ne fit pas même mine de soutenir son allié. Le roi d'Espagne, chez qui les décisions les plus graves étaient toujours l'œuvre du caprice ou de la passion, fit saisir à la Vera-Cruz le *Prince-Frédéric*, le navire privilégié de la compagnie anglaise des mers du Sud, menaça la Grande-Bretagne d'une invasion du prétendant, et envoya vingt-cinq mille hommes assiéger Gibraltar. L'entreprise fit bondir de joie tous les cœurs espagnols, mais elle n'en était pas moins dénuée de toute chance de succès; pour n'en pas douter, il suffit d'avoir vu cette montagne hérissée de canons, de la base au sommet, cette imprenable forteresse qui ne touche au continent que par un isthme étroit, et peut toujours être secourue et ravitaillée par mer. Le général en chef Valladarias, après avoir essayé en vain de faire comprendre au roi l'inutilité de l'entre-

prise, finit par donner sa démission. Mais, à défaut d'un général, Philippe eut bientôt trouvé un courtisan : le marquis de las Torres, nommé commandant de l'armée, se fit fort de prendre la place en six semaines, et ouvrit le siége le 10 février. Mais l'obstination que l'Espagne mettait à vouloir reprendre Gibraltar, l'Angleterre la mit à le garder : le parlement accorda plus qu'on ne lui demandait, en hommes, en vaisseaux, en argent, et décréta la levée d'une armée de mercenaires en Suède, en Hesse et en Danemark. Une escadre fut envoyée croiser devant Gibraltar. Enfin des mesures rigoureuses furent prises contre les partisans des Stuarts.

L'émotion de l'Angleterre fut contagieuse, et gagna bientôt le continent. La Hollande, la Suède, le Danemark, inquiets des menées de l'Empereur et de l'esprit d'aventures de l'Espagne, se rallièrent l'une après l'autre à l'alliance de Hanovre. Une armée française fut chargée de surveiller les frontières de l'Allemagne. La mort de Catherine Ire de Russie ôta à l'Empereur son plus ferme appui dans le Nord. Le roi de Prusse, qui s'était mis à la solde de l'Empereur, se refroidit pour sa cause quand les subsides de l'Espagne cessèrent d'arriver à Vienne. L'Empereur, voyant tous ses alliés lui manquer l'un après l'autre, et ne voulant pas courir les aventures avec l'Espagne, commença à trembler pour ses possessions d'Italie et des Pays-Bas. Son parti fut bientôt pris, et pour sauver le navire qui portait l'Empire et sa fortune, il n'hésita pas à jeter l'Espagne par-dessus bord. Le 21 mai, une trêve de sept ans fut conclue à Paris entre l'Empereur et les alliés. La compagnie d'Ostende était suspendue pour le même temps. Les vaisseaux capturés devaient être rendus, et les deux puissances maritimes réintégrées dans leurs priviléges commerciaux. L'Em-

pereur s'engageait, promesse un peu téméraire, à faire lever aux Espagnols le siége de Gibraltar. Enfin un congrès devait se réunir à Aix-la-Chapelle, pour rétablir sur des bases solides la paix qui, depuis le début du siècle, n'avait pas réellement existé en Europe.

Trahi par son unique allié, avec ses ports de l'Amérique bloqués, et Gibraltar qui ouvrait à l'Angleterre une porte sur la Péninsule, Philippe n'avait plus rien à faire qu'à céder. Le 13 juin, son ambassadeur à Vienne imita l'exemple de l'Empereur, et signa, de fort mauvaise grâce, les préliminaires. Mais la mort de George Ier, survenue peu de jours après, vint ranimer les espérances de Philippe, aussi prompt à se relever qu'à s'abattre. Le siége de Gibraltar traînait en longueur, et ne pouvait amener aucun résultat tant que l'Angleterre serait maîtresse de la mer. Mais avec la mort du roi, Philippe, qui vivait plus dans les rêves que dans la réalité, crut voir une porte s'ouvrir devant lui pour rendre à l'Angleterre, sur son territoire, la guerre qu'elle était venue porter sur le sien. Aussitôt sa diplomatie se mit à l'œuvre, et remua par ses intrigues l'Europe tout entière. Les Jacobites anglais furent invités à reprendre les armes, et l'infortuné prétendant se décida à venir, sur la côte des Pays-Bas, regarder encore une fois ce détroit qu'il ne devait plus franchir. L'Empereur, toujours prêt à promettre, jamais à tenir, s'engagea à envahir la Hollande et l'Électorat de Hanovre. L'Allemagne presque entière se rangea du côté de l'Empire, et le continent se trouva encore une fois scindé en deux camps presque égaux, à la grande joie de Philippe, qui voyait déjà la France brouillée avec l'Angleterre, et les Stuarts remontés sur le trône.

Mais l'orage se dissipa presque aussi vite qu'il s'était

formé. Les Jacobites ne bougèrent pas, la couronne passa sans conteste du front de George I[er] sur celui de George II, son fils. La France, loin de se détacher de l'Angleterre, resserra ses liens avec elle, et l'Allemagne, gagnée par les subsides anglais, moins prompts à tarir que ceux de l'Espagne, échappa à l'Empereur comme la France à Philippe. Jamais changement à vue ne fut aussi soudain : seul, sans un allié en Europe, Philippe fut forcé de se soumettre, et de ratifier le traité dont il avait signé les préliminaires. Alors, en voyant le peu de fond qu'on pouvait faire sur l'Allemagne, toujours à vendre, et toujours se reprenant après s'être vendue, il se retourna du côté de la France, sans rompre toutefois avec Charles VI. L'idée d'une triple alliance entre l'Empereur et les deux branches de la maison de Bourbon souriait à cet esprit chimérique, toujours facile à séduire. Louis XV écrivit, sur le ton de l'amitié, à son oncle le roi d'Espagne, qui lui répondit de même, et en août une réconciliation officielle réunit les deux maisons royales, en attendant que leurs intérêts vinssent les séparer encore une fois.

Mais à peine Philippe avait-il cédé que, suivant son usage, il s'en repentit, et s'efforça de reprendre toutes ses concessions. Son seul but, en ratifiant le traité, avait été d'empêcher le débarquement de la flotte anglaise qui croisait sur les côtes de la Péninsule, et rendait illusoire le siége de Gibraltar. Toujours tourmenté par ses vapeurs noires, le roi était plus incapable que jamais de s'occuper d'affaires. Le gouvernement était donc entre les mains de la reine, pour qui il n'y avait au monde qu'une question, celle des trônes à assurer à ses fils. La France, de son côté, n'aurait pas été éloignée de se rapprocher de l'Espagne, mais à condition de ne pas

rompre avec l'Angleterre; et là était la difficulté, car la reine, à aucun prix, ne voulait tendre la main au cabinet de Londres qui, depuis tant d'années, était l'âme de la croisade contre Philippe V.

Sautons à pieds joints par-dessus toutes ces intrigues, dénuées de tout intérêt historique, et dont le résultat seul nous importe. Rien n'aurait pu triompher de l'opiniâtreté de la reine et de ses emportements qui rendaient toute négociation impossible. Tout marchait vers une rupture, quand une nouvelle maladie du roi vint rappeler à Élisabeth que son avenir et celui de ses enfants dépendaient de cette vie si fragile. Philippe, forcé de renoncer à toute occupation, dut s'exiler au Pardo. Le prince des Asturies fut appelé dans le Conseil, où il n'apporta que son inexpérience. L'état du malade s'aggravant tous les jours, les importunités de la reine lui arrachèrent enfin un décret qui la nommait régente. Alors elle dut se demander ce qui adviendrait d'elle et de ses enfants le lendemain de la mort du roi, quand sa veuve ne serait plus qu'un fardeau pour l'Espagne, et que ses enfants auraient perdu toute chance de régner, en Italie ou ailleurs. Ces réflexions l'amenèrent enfin à céder ; et Philippe, dans l'intervalle, s'étant remis à vivre, sinon à régner, signa, avec l'*acte du Pardo*, le 5 mars 1728, son adhésion définitive au traité imposé par la persistante volonté de l'Angleterre, appuyée sur la Hollande et sur la France. L'Empereur, abandonné par l'Allemagne, se soumit également, et s'en consola en accusant de trahison Philippe, qui ne faisait que lui rendre ce qu'il en avait reçu. Le cabinet de Londres obtint satisfaction pour toutes ses exigences : l'Espagne s'engagea à lever sur-le-champ le siége de Gibraltar, continué sans aucune chance de succès, à restituer le

Prince-Frédéric, et à rendre aux Anglais les priviléges commerciaux qu'on leur avait ôtés. Enfin, le congrès d'Aix-la-Chapelle fut transféré à Soissons, afin que le cardinal Fleury pût venir y prendre part.

Ce congrès, comme ceux de Cambrai et d'Utrecht, n'avait qu'un but, toujours poursuivi en vain : asseoir enfin la paix du continent sur des bases durables. Mais comment y parvenir avec deux natures aussi inquiètes, aussi obstinées que celles de Charles VI et de Philippe V? L'Espagne avec Gibraltar et les duchés italiens, l'Empereur avec sa compagnie d'Ostende, jetaient sans cesse dans les débats de nouveaux éléments de discordes. L'Angleterre, impatiente d'exploiter de nouveau cette riche mine des colonies espagnoles, désirait sincèrement une réconciliation. Elle n'eût même pas mieux demandé que de renouer sa vieille alliance avec l'Autriche, mais à une seule condition : la suppression de la compagnie d'Ostende, rivale dangereuse pour le commerce anglais, qui ne savait pas encore, à cette date, braver toute concurrence, et se passer de priviléges. Or, l'Empereur eût donné sa couronne avant de sacrifier sa création favorite, la compagnie d'Ostende, qui devait ressusciter le commerce des Pays-Bas. De son côté, Philippe, au nom de l'Espagne, aussi entichée que lui de ses droits, ne voulait pas renoncer à Gibraltar, et les séances du congrès se succédaient sans amener un résultat.

La petite vérole, qui avait enlevé à l'Espagne son jeune roi, vint encore atteindre le prince des Asturies, et tout fut de nouveau remis en question. Si Ferdinand venait à mourir, son frère du second lit, don Carlos, lui succédait comme héritier présomptif, et la politique de la reine changeait à l'instant, du moment où elle n'avait plus à trouver pour son fils aîné une couronne en Italie.

En même temps, la santé du roi donnait des inquiétudes chaque jour plus vives : sa maladie de vapeurs se changeait tout doucement en aliénation mentale. Il faisait maintenant du jour la nuit, et de la nuit le jour. Quand la fièvre du travail s'emparait de lui, il donnait à minuit ses audiences aux ambassadeurs, et travaillait ensuite jusqu'au jour avec ses ministres. Puis, l'accès une fois passé, pendant des semaines, il ne fallait plus lui parler d'affaires. Si les nécessités de l'État venaient à troubler son repos, il s'y dérobait par la fuite. Il essaya même plus d'une fois de s'échapper du palais, et il fallut mettre des sentinelles à sa porte pour le garder à vue. Enfin, poussé à bout par cette reclusion forcée, il signa de nouveau un acte d'abdication, qu'il envoya au Conseil de Castille, avec ordre de le publier, et de proclamer roi son fils Ferdinand, guéri de la maladie qui avait emporté son frère. La reine, saisie de terreur à la seule idée de rentrer encore dans la vie privée, envoya sur-le-champ retirer du Conseil le fatal décret, resté aux mains du président, qui lui était dévoué. L'Espagne fut dispensée de choisir encore une fois entre un maniaque et un enfant pour la gouverner, et Élisabeth arracha à son époux le serment de rester à l'avenir fidèle à ses devoirs de roi, et de ne plus chercher à leur échapper.

A dater de ce jour, le seul roi d'Espagne, ce fut la reine. Une estampille qui portait la signature de Philippe le remplaça dans le gouvernement, et permit de s'y passer de lui. L'encre et les plumes lui furent interdites, de peur qu'il ne lui prît encore fantaisie d'abdiquer. Nous ne répéterons pas ici les rebutants détails, donnés par Duclos, sur les moyens dont la reine se servait pour raviver son empire sur le cœur et les sens de son mari ; si bas que l'histoire soit descendue dans ce siècle, l'histo-

rien lui doit de la respecter, alors même qu'elle ne se respecte plus. Qu'il suffise de savoir que le digne successeur de Charles II se révolta plus d'une fois contre la dure tutelle que sa femme faisait peser sur lui, et se vengea de sa soumission forcée par des injures, et même par des coups.

Les progrès toujours croissants de la maladie du roi, son entière impuissance à s'occuper d'affaires, concentraient de plus en plus le pouvoir dans les mains d'Élisabeth, et à ce prix elle pouvait tout supporter. A côté du monarque muet, quand on jugeait à propos de le montrer, c'est elle qui recevait les ambassadeurs, et traitait les affaires avec eux. Bientôt même ce fut elle seule qui donna les audiences, et signa les décrets en son propre nom. Ce qui manquait à Philippe, c'était un intérêt et un but dans sa vie. Désabusé de tout, même du pouvoir qu'il avait tant aimé, il avait concentré sa faculté de penser sur deux idées, qui seules avaient la puissance de le tirer de sa torpeur : l'une, c'était la guerre sainte, et l'autre la succession au trône de son aïeul ; car cette couronne qu'il détestait en Espagne, et dont il ne voyait que les épines, il la convoitait en France avec une ardeur maladive.

Le 26 octobre, le jeune roi Louis XV fut atteint à son tour de la petite vérole. En l'apprenant, Philippe, qui n'était malade que des nerfs, fut guéri à l'instant, car il avait maintenant un but dans sa vie : il voyait déjà Louis XV à Saint-Denis, auprès de ses aïeux, et lui, Philippe, assis à sa place sur le trône de France. Les communications avec Versailles furent un instant interrompues. On en conclut aussitôt à Madrid que le jeune roi était mort, et déjà Philippe se préparait à partir avec toute sa famille, laissant son fils don Carlos régner à sa

place dans la Péninsule, tandis que Ferdinand, de prince des Asturies en Espagne, passerait Dauphin de France. Enfin un courrier arriva : le jeune roi était sauvé, et cette nouvelle, venue à temps, épargna à Philippe et à la reine, aussi affolée que lui, quelque démarche imprudente dont il aurait eu à se repentir. Mais grâce à cette secousse, le roi était guéri, jusqu'à nouvel ordre du moins. Il quitta le lit pour la première fois depuis huit mois, se laissa raser, et se remit, non pas à régner, mais à chasser, exercice auquel il avait renoncé depuis la mort de son fils.

Le premier résultat du retour de Philippe à la santé, ce fut de resserrer son alliance avec l'Empire, prélude obligé pour lui de quelque folle aventure. Puis il se mit à armer, sans savoir encore contre qui se dirigerait son effort. Une flotte de vingt-quatre vaisseaux de ligne croisait déjà dans les mers de l'Amérique du Sud pour protéger l'arrivée des galions, nerf de toute entreprise qui, sans eux, était frappée de mort. Un nombre pareil de vaisseaux allaient être prêts à sortir des ports. On se demande, en voyant ressusciter ainsi la marine de l'Espagne, morte depuis si longtemps, si ses finances étaient aussi ressuscitées, et où Philippe trouvait des fonds pour armer une escadre, et prendre l'Autriche à sa solde. Nous en conclurons qu'il y avait dès lors, comme il y a aujourd'hui, dans ce malheureux pays, voué à une minorité éternelle, des ressources qu'on n'y a jamais soupçonnées. Ce ne sont pas les peuples qui manquent à leur destinée, ce sont ceux qui les gouvernent.

Les mariages autrichiens ayant fait long feu, une double union fut résolue avec le Portugal, puissance limitrophe dont il importait de s'assurer l'alliance, ne fût-ce que pour l'enlever à l'Angleterre. Or une pareille

union était toujours populaire en Espagne, sinon en Portugal, car l'Espagne seule avait à y gagner. L'infant Ferdinand devait épouser une infante portugaise, et le prince du Brésil une infante espagnole. L'échange des fiancées eut lieu sur la frontière, et les deux cours y firent assaut de luxe et de dépenses. Dans ce duel insensé, l'Espagne eut le dessous : Philippe, avec une fermeté qui l'honore, ne voulut pas suspendre, même pour un jour, les lois somptuaires contre le luxe des habits et des voitures. De Badajoz le roi se rendit à Cadix pour y voir entrer les galions, dont l'arrivée était toujours une fête nationale; car l'Espagne ne se doutait pas que cet or, si facile à gagner, était la ruine de son activité et de son industrie, ruine morale à côté de la richesse matérielle! Ce voyage, en dehors de toutes les habitudes des monarques espagnols, avait pour but, dans la pensée de la reine, de distraire son époux de toute pensée d'abdication. Pour l'éloigner du Conseil de Castille, et le soustraire à toute autre influence que la sienne, elle le décida, par une innovation sans précédents, à fixer à Séville le siége du gouvernement, au grand désespoir de Madrid, blessé dans ses intérêts comme dans son orgueil de capitale.

En attendant, les alliés de Hanovre et les deux cours de Madrid et de Vienne étaient toujours à s'observer, et l'Europe restait en suspens, dans un état qui n'était ni la paix ni la guerre. Philippe, en dépit des traités, se gardait bien de tenir ses engagements, et infligeait au commerce des deux puissances maritimes toutes les vexations en son pouvoir. Le congrès, de guerre lasse, avait abandonné la partie, et s'était dissous faute de pouvoir arriver à un résultat. Enfin la Hollande et l'Angleterre, poussées à bout, s'unirent à la France pour sommer

l'Espagne d'accomplir les traités. La reine n'avait nulle envie de les exécuter, et elle aurait différé longtemps encore si l'Empereur ne s'était pas chargé de la dégoûter de son alliance en blessant son cœur de mère dans sa fibre la plus sensible, l'intérêt de ses enfants. Charles VI, après avoir accordé à regret à un infant d'Espagne l'investiture du duché de Parme, avant qu'il ne fût vacant, s'épuisait en intrigues pour la lui reprendre. Élisabeth finit par se lasser de la mauvaise foi de l'Empereur. Les alliés de Hanovre saisirent le moment favorable : ils firent entendre à la cour de Madrid que, ce que l'Empereur se refusait à faire pour les infants, ils étaient prêts à le faire, et à admettre dans les deux duchés des garnisons espagnoles. Ils n'y mettaient qu'une condition, c'est que l'Espagne de son côté exécutât fidèlement les clauses du traité.

Parler ainsi, c'était prendre la reine par son côté faible. Elle adressa à l'Empereur une dernière sommation : mis en demeure de tenir ses engagements, Charles chercha encore une fois à en éluder l'exécution. C'en fut assez pour décider la reine à rompre avec lui ; mais, si lasse qu'elle fût de l'alliance autrichienne, elle n'était pas encore prête à se jeter dans les bras des alliés. Elle essaya encore, sans y réussir, de séparer la France de l'Angleterre, et de brouiller l'Empire avec les puissances maritimes. Mais la naissance d'un Dauphin, le 9 septembre 1729, vint couper court à toutes ses hésitations, et ôter à son époux toute chance de monter, même en rêve, sur le trône de France. Le contre-coup ne se fit pas attendre : le 9 novembre, par un traité daté de Séville, le roi d'Espagne conclut avec la France et l'Angleterre une alliance offensive et défensive, à laquelle la Hollande accéda plus tard. Le grand, presque l'unique

obstacle qui avait jusqu'ici séparé l'Espagne de l'Angleterre, c'était Gibraltar; mais Philippe avait enfin pris son parti : ce nom, si fécond en discordes, ne fut pas même prononcé dans le traité. Le roi, se résignant à ne plus voir dans Gibraltar qu'une possession anglaise, établit sur l'isthme qui le réunit à la terre ferme les fortes lignes de Saint-Roch, destinées à isoler de la Péninsule l'imprenable cité, et à force de priviléges concédés à *Algéziras* sa voisine, il chercha à y attirer les habitants de Gibraltar.

Le traité de Séville annulait tous les priviléges commerciaux accordés par l'Empereur, en attendant l'abolition de la compagnie d'Ostende, et rendait aux Anglais ceux dont ils jouissaient autrefois dans l'Amérique du Sud. Tous les navires capturés devaient être restitués. Enfin la succession des infants aux duchés italiens était mise sous la garantie des alliés, et l'Espagne avait droit d'y mettre garnison dans les places fortes.

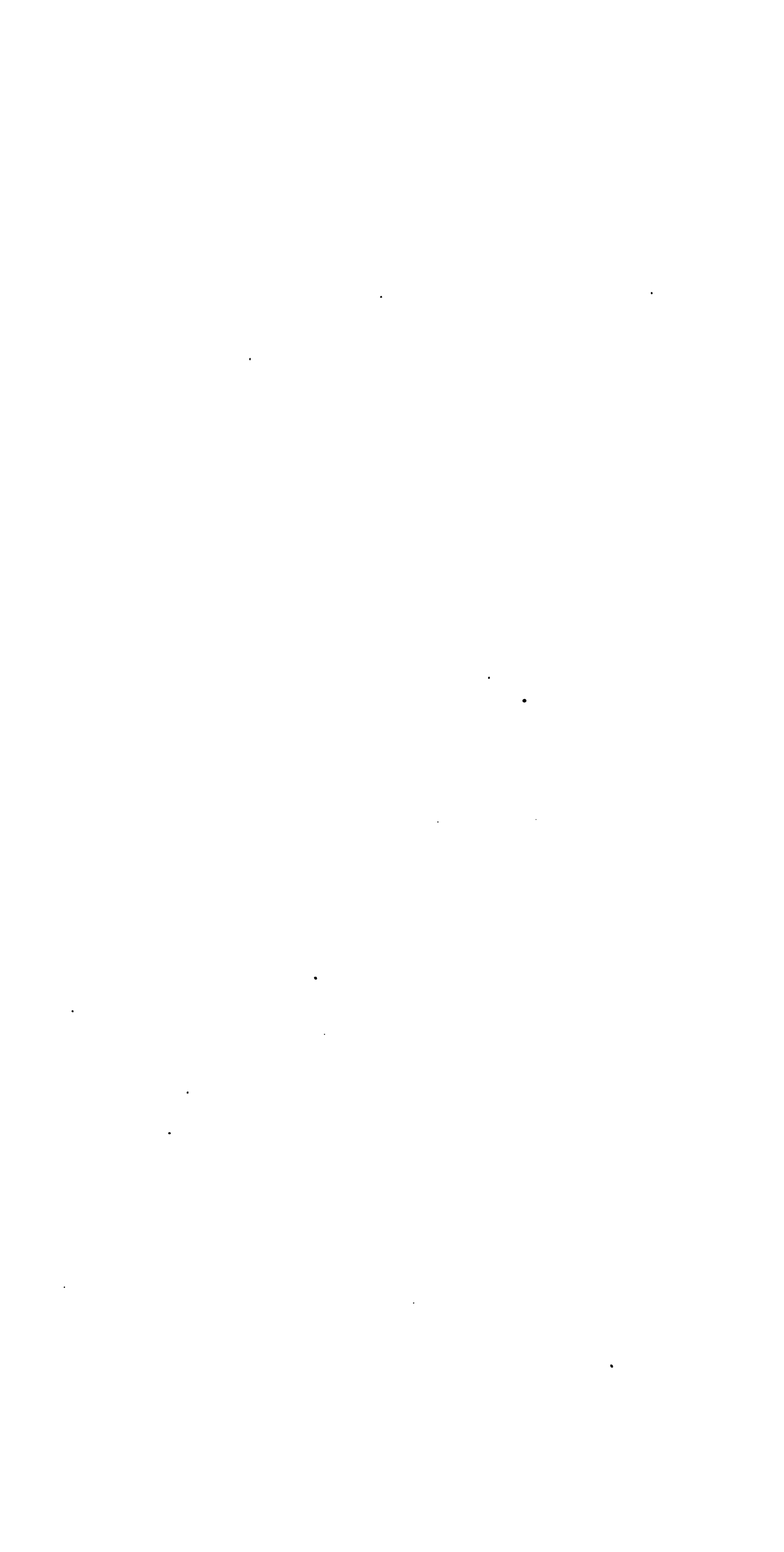
En rompant aussi brusquement avec son ancien allié, pour se jeter dans les bras de ses ennemis, la reine avait cru intimider l'Empereur; mais, en fait d'obstination, Charles était un adversaire digne d'Élisabeth, et il fit face à cette situation difficile avec une fermeté d'esprit, une variété d'expédients à laquelle il faut rendre justice. Acceptant la rupture avec l'Espagne, il rappela son ambassadeur, et fit entrer des troupes dans le Milanais, pour se tenir prêt à tout événement. Il n'épargna rien pour soulever l'Allemagne, et attirer dans son parti les puissances du Nord. Ni instances ni menaces ne purent le faire consentir à la suppression de sa création favorite, la compagnie d'Ostende. Enfin, le duc Antoine de Parme étant venu à mourir, le 10 janvier, il n'hésita pas à faire entrer ses troupes dans le duché pour empê-

cher l'Espagne de l'occuper, sous prétexte que la veuve du dernier duc était restée enceinte.

Les cours de Londres et de Versailles prirent une attitude expectante, et essayèrent de rester neutres; mais la reine coupa court à leurs hésitations, en leur déclarant que, si elles manquaient à leurs engagements, Philippe tiendrait pour nul et non avenu le traité de *Séville*. L'effet fut prompt et décisif : l'Angleterre, qui tenait avant tout à ses priviléges commerciaux, montra les dents à l'Empereur, et, par une seule menace, gagna plus que par toutes ses concessions. Charles dut se résigner, le 16 mars 1731, à accéder au traité de Séville. Il consentit, en pleurant, à la suppression de sa chère compagnie d'Ostende, et obtint en retour la garantie de sa *Pragmatique sanction* qui, à défaut d'héritiers mâles, assurait la couronne impériale à sa fille Marie-Thérèse. Il fut dispensé, en outre, de tenir sa promesse à l'endroit des mariages espagnols, et promit de ne plus s'opposer à la prise de possession par l'infant des duchés italiens.

L'Empereur ayant cédé, l'Espagne, qui obtenait ainsi satisfaction sur tous les points, sauf celui du mariage, se réconcilia avec lui par un nouveau traité conclu à Vienne le 6 juin, et mit un terme à cette querelle, qui avait failli de nouveau mettre l'Europe en feu. Le grand duc de Toscane, Jean Gaston de Médicis, qui, appuyé sur l'Empire, s'était toujours refusé à reconnaître l'infant pour son successeur, se résigna, par un pacte de famille conclu avec les souverains espagnols, à assurer à leur fils l'héritage qu'il comptait bien leur faire attendre le plus longtemps possible. Quant au duché de Parme, la comédie de la grossesse de la duchesse douairière ayant cessé à la fin, la succession vacante demeura acquise à l'infant espagnol. Une escadre anglaise débarqua à

Livourne six mille soldats pour occuper, en attendant l'arrivée de don Carlos, les deux duchés de Toscane et de Parme, et l'Empereur, malgré son dépit, n'osa pas protester. L'Espagne remit encore une fois le pied dans cette péninsule d'où elle avait été bannie, après y avoir dominé si longtemps, et l'Italie resta ainsi, entre l'Autriche et l'Espagne, la pomme de discorde qui allait bientôt leur remettre les armes à la main.



LIVRE XLIII

CHAPITRE PREMIER

CONQUÊTE DE NAPLES PAR DON CARLOS. CAMPAGNES D'ITALIE. — MORT DE PHILIPPE V.

1732 A 1746

Pour tirer Philippe de sa torpeur, il fallait ou la guerre sainte, ou le trône de France en perspective. Or tout rêve de succession ayant dû s'évanouir pour lui depuis la naissance d'un Dauphin, il ne restait plus pour l'occuper que la guerre contre les Maures. Dans sa dernière croisade, en 1720, l'Espagne, en délivrant Ceuta de leurs attaques, avait affermi sa domination sur la côte d'Afrique; restait à leur reprendre Oran, l'ancienne conquête de Charles-Quint, retombée depuis 1708 aux mains des infidèles. En voyant les vastes préparatifs de Philippe, l'Europe, qui en ignorait le but, s'émut encore une fois; mais Philippe la rassura en proclamant tout haut le but de son expédition, et en obtenant du pape, par une bulle de *Cruzada*, le droit de lever une large contribution sur les biens du clergé.

Le 15 juin 1732, une flotte de seize vaisseaux de

guerre et de quatre cent six transports, portant trente mille marins ou soldats, avec cent dix canons et soixante mortiers, mit à la voile d'Alicante; mais, contrariée par le mauvais temps, le 28 seulement elle jeta l'ancre devant Oran. Les Maures, commandés par le pacha-duc Riperda, se firent battre dans plusieurs rencontres, et dès le 1er juillet Oran ouvrit ses portes à l'ennemi. Pour soixante ans encore elle allait rester sous la domination espagnole, jusqu'au jour où la France, par la plus imprévue de toutes les conquêtes, viendrait l'ajouter à son empire. Cette victoire, assez disputée pour être glorieuse, ouvrait aux Espagnols le chemin d'Alger; mais Philippe n'était pas homme à suivre une pensée jusqu'au bout, et l'ère des conquêtes était passée pour l'Espagne. Le siége de Mostaganem, à 15 lieues est d'Oran, échoua, faute de concert entre la flotte et l'armée. Le général en chef, Montemar, voyant la saison des chaleurs venue, crut avoir assez fait pour l'honneur de son pays, et rentra à Séville au milieu des transports de l'Espagne enivrée, qui croyait voir revenus les jours de Charles-Quint. Le roi, ivre d'une joie orgueilleuse, s'empressa d'accorder la Grandesse à Patiño, qui avait organisé la victoire, et à Montemar, qui l'avait remportée.

Mais les guerres de race et de religion n'ont pas coutume de finir si vite. Après le départ des Espagnols, le pacha-duc, ne se tenant pas pour battu, attaqua deux fois Ceuta sans parvenir à le prendre. Le 7 septembre, Philippe expédia à Oran une flotte chargée de munitions et de vivres. Le gouverneur Santa-Cruz, encouragé par ce renfort, sortit avec huit mille hommes pour attaquer les Maures, cinq fois plus nombreux. Dans cette héroïque sortie, le général laissa la vie avec huit cents morts, sans compter les blessés; mais les Maures, repoussés avec

des pertes énormes, n'osèrent plus se présenter devant Ceuta.

Au moment de commencer sa croisade, Philippe avait cru pouvoir profiter de l'inquiétude répandue en Europe par ses vastes armements pour envoyer son fils don Carlos prendre possession des duchés italiens que lui garantissaient les traités. L'infant se rendit droit à Florence, sans attendre l'investiture impériale pour la Toscane, ni celle du saint-siége pour Parme qui, tout en dépendant de l'Empereur, était un fief de l'Église. Le sénat florentin, heureux d'échapper à la tutelle de l'Empire, se hâta de reconnaître don Carlos pour héritier du grand-duc encore régnant, Jean-Gaston de Médicis, et de lui prêter serment (24 juin). L'infant, il est vrai, essaya de faire légitimer sa prise de possession en envoyant solliciter de l'Empereur la dispense d'âge nécessaire pour prendre en main l'administration de ces deux États, reconnaissant ainsi le droit de suzeraineté de l'Empire au moment même où il le foulait aux pieds. L'Empereur, justement offensé, ordonna au sénat d'annuler son décret, et à la duchesse douairière de Parme d'attendre, pour remettre son duché à l'infant, qu'il eût obtenu l'investiture. Mais l'infant, plus docile aux instructions de la cour de Madrid qu'aux prohibitions de celle de Vienne, prit possession du duché de Parme sans attendre le diplôme impérial.

L'adhésion forcée de l'Espagne au traité de Vienne n'a pas, comme on le voit, réconcilié Philippe avec son infidèle allié. L'Espagne, d'ailleurs, n'est plus sous les Bourbons ce qu'elle était sous les monarques autrichiens : sa politique est devenue plus remuante, plus agressive, et ce pays si longtemps oublié de l'Europe recommence à faire parler de lui. « L'Espagne, avait dit Alberoni, est

un cadavre que j'avais ressuscité; mais après moi il s'est recouché dans sa tombe. » Mais le mot n'était vrai qu'à demi, car le cadavre s'agitait encore au fond de son sépulcre. Depuis que Philippe avait renoncé, bien malgré lui, à succéder à Louis XV sur le trône de France, toutes ses pensées, toutes celles de la reine, s'étaient reportées sur l'Italie. Mais là, si l'on tentait quelque chose, on était sûr d'avoir l'Empire sur les bras, car l'Autriche a eu de tout temps un faible pour l'Italie, faible qu'on ne peut comparer qu'à l'aversion de l'Italie pour elle. Or pour tenir tête à l'Empereur, secrètement soutenu par l'Angleterre, il fallait avoir un allié. L'allié naturel, nécessaire de l'Espagne, c'était la France; mais la politique ultra-pacifique de Fleury n'était pas de nature à encourager les velléités belliqueuses du monarque espagnol, grisé, comme son peuple, par son récent triomphe sur les Maures. En attendant, l'Espagne, lasse de cette paix menteuse qu'elle avait signée à regret, entretenait l'irritation de l'Angleterre par sa mauvaise foi persistante dans l'exécution des traités, et par les vexations qu'elle infligeait au commerce anglais dans ses colonies. La résurrection de sa marine sous Patiño entretenait encore l'humeur guerrière du monarque. Enfin après le traité de Vienne comme après celui d'Utrecht, la guerre était encore une fois dans l'air, sans que personne pût dire où et quand elle éclaterait.

La mort d'Auguste II, roi de Pologne et Électeur de Saxe (1er février), fut le prétexte qu'attendait la reine pour assouvir sur l'Italie ses longues convoitises. Deux concurrents se disputaient ce trône électif, toujours fertile en orages : l'un était le fils du roi défunt, l'autre Stanislas Leckzinsky, beau-père du roi de France. Soutenu par son gendre, il avait contre lui la Russie, la

Prusse, et l'Empire, peu soucieux d'avoir pour voisin un prince qui eût amené au cœur de l'Allemagne l'influence et les intrigues de la France. Un instant, le croirait-on? Élisabeth, aveuglée par l'amour maternel, songea à placer cette couronne sur la tête de son bien-aimé don Carlos. Il ne fallut pas moins que les conseils du sage Patiño pour lui faire sentir le danger, la folie d'un pareil rêve; et ce n'est qu'en lui montrant en perspective le trône des Deux-Siciles qu'il put la faire renoncer à ce projet insensé.

L'occasion était donc favorable pour entraîner le pacifique prélat qui gouvernait la France à une rupture avec l'Empire, et dès lors tout un avenir de conquêtes et d'établissements pour leurs enfants en Italie s'ouvrait devant le couple remuant qui régnait sur l'Espagne. En apprenant cette mort, qui allait bouleverser encore une fois toutes les alliances du continent, Philippe, transporté de joie, saute à bas de son lit, et, de maniaque qu'il était, redevient pour quelques moments un roi. De tous les dangers, le pire pour la reine, c'était l'abdication de son époux, car elle y eût perdu ce pouvoir auquel elle tenait plus qu'à la vie. Vainement les puissances, lasses de ce règne agité qui ne laissait pas à l'Europe une heure de repos, insinuèrent à la reine que Philippe, vu son état de santé, ferait mieux d'abdiquer. Le roi de Portugal, dont la fille avait épousé le prince des Asturies, insistait dans le même sens. Mais ceci ne faisait point le compte de la reine, qui avait encore bien moins envie d'abdiquer que son mari. Pour montrer à l'Espagne èt au monde que Philippe était ressuscité, elle résolut de le tirer de Séville, et de le ramener à Madrid que depuis cinq ans il avait quitté, mais en y laissant, comme gages de son retour, les tribunaux et les Conseils.

Philippe, pour qui tout changement était toujours le bienvenu, accepta celui-ci avec empressement. Madrid, flatté dans son orgueil, accueillit avec transport le monarque qu'il regardait comme perdu. Remarquons en passant que, de toutes les capitales de l'Europe. Madrid, la mieux située, puisqu'elle occupe le point le plus central de la Péninsule, lutte en vain depuis des siècles contre le désavantage de sa position. Élevée à près de 1,000 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur ce plateau central, tour à tour torride ou glacé, privée d'eau pendant plusieurs mois de l'année, et destituée d'un fleuve navigable, elle n'a jamais pu prendre le développement auquel elle était appelée, comme le centre vital d'un grand pays. A 15 lieues de Madrid, dans une position presque aussi centrale, Tolède, sur le Tage, Tolède, l'ancienne capitale de l'Espagne sous les Goths, et même un instant sous Charles-Quint; Tolède, qui comptait sous les Maures deux cent mille habitans, et qui n'en compte pas quinze mille aujourd'hui, possède tous les avantages qui manquent à Madrid, pour qui Philippe II l'a déshéritée. Nous ne réclamerons pas en faveur de Tolède, l'histoire a prononcé, et ce sont là de ces arrêts dont on n'appelle pas. Mais ce fut une funeste pensée de Philippe II que d'établir le siége de son Empire au sein d'un désert aride, où jamais ni commerce ni industrie n'ont pu prendre racine. Sa population de deux cent mille âmes, toujours stationnaire, est au-dessous de celle de toutes les capitales de l'Europe, et les trésors du nouveau monde, employés à la bâtir, n'ont pas pu la vivifier.

De retour à Madrid, Philippe, se croyant de bonne foi la terreur de l'Europe, reprit au sérieux les devoirs de la royauté, si longtemps négligés. Une activité fié-

vreuse remplaça sa torpeur habituelle; son humeur même changea avec sa santé : « Je ne l'ai jamais vu si gai et si communicatif », écrit le résident anglais. La situation, du reste, était grosse de difficultés et de dangers. Le nœud de la question, c'était de décider la France à déclarer la guerre à l'Angleterre et à l'Autriche; or, la France n'eût pas demandé mieux, mais Fleury, qui la gouvernait, ne le voulait pas, et la politique de la peur régnait à Versailles, en dépit des instincts belliqueux du pays.

Le parti de la guerre, dirigé par le ministre Chauvelin, ne pouvant décider Fleury à la faire en Pologne, finit par obtenir qu'on la fît du moins pour affranchir l'Italie du joug des *Tedeschi*, sauf à *italianiser* les princes espagnols qui y régnaient, en leur interdisant de rien posséder dans l'autre péninsule. Ce plan était trop élevé et trop grand pour être apprécié par l'étroit génie du cardinal, qui le subit sans l'accepter franchement. Les deux cours de Madrid et de Versailles, une fois d'accord, amusèrent l'Angleterre par des protestations de neutralité; puis, au moment donné, éclata comme la foudre la nouvelle d'une triple alliance, conclue le 25 octobre entre la France, l'Espagne et le roi de Sardaigne, trop intéressé dans la question pour ne pas prendre un parti. Le but avoué de la ligue, c'était de chasser les Autrichiens de l'Italie, et les alliés se la partageaient d'avance comme si elle était déjà conquise.

Charles-Emmanuel III, le nouveau roi de Sardaigne, régnait depuis 1730, grâce à l'abdication de son père, Victor-Amédée. Condamné à la ruse par sa faiblesse, le vieux roi s'était lassé à la fin de cette longue comédie où il avait joué tour à tour tous les souverains de l'Europe. Dégoûté du trône depuis le jour où il avait vu la

Sicile lui échapper, il était retombé sur sa triste Sardaigne; il avait abdiqué comme Philippe V, pour s'en repentir ensuite comme lui. Descendu volontairement du trône, il avait voulu le reprendre avant qu'il fût vacant. Son fils, après d'inutiles efforts pour l'en dissuader, avait dû, appuyé sur le vœu unanime des grands du pays, et pour échapper à une guerre civile imminente, confiner son père dans une retraite qui ressemblait fort à une prison, et le nouveau Charles-Quint y avait fini ses jours en 1732.

Aux termes de la nouvelle alliance, le Milanais, réuni au Piémont, devait constituer pour Charles-Emmanuel un royaume de Lombardie. Naples et la Sicile étaient réservés à l'infant don Carlos, qui cédait Parme et la Toscane à son jeune frère don Philippe. Quant à la France, en 1733 comme en 1859, elle devait être assez payée par l'honneur de rendre à l'Italie son indépendance, et de l'affranchir du joug allemand, qui répugne à sa vive et poétique nature. Toutefois, il faut bien le dire, le droit de réversibilité, réservé à l'Espagne sur Naples et la Sicile, en cas d'extinction des héritiers mâles d'Élisabeth de Parme, annulait de fait pour l'Italie toute vraie indépendance. Quant à l'unité, à cette date, il n'en était pas même question.

Quand on songe que cette même Italie, aux jours de l'ancienne Rome, a imposé au monde l'unité la plus vaste et la plus tyrannique qui ait jamais pesé sur lui; quand on la voit devenue, depuis la chute de l'empire des Césars, le plus morcelé de tous les États européens, on est amené à se demander la cause de ce démenti donné à toutes les lois de la nature, qui a dessiné en traits si marqués l'unité de la péninsule. Cette cause, un seul mot la résume : c'est la papauté! L'État ponti-

ical, en scindant l'Italie en deux moitiés qu'il sépare l'une de l'autre, a tué pour elle toute perspective, toute pensée même d'unité. Ce n'est que le jour où a disparu le pouvoir temporel des papes, anomalie politique et religieuse tout ensemble, que l'Italie a repris possession d'elle-même, sans que le vicaire de Jésus-Christ ait encore accepté cette parole du maître : « Mon royaume n'est pas de ce monde. »

Mais pour remanier ainsi la carte de l'Italie, et en bannir les armées et l'influence de l'Empire, il fallait le consentement ou tout au moins la neutralité de la Hollande et de l'Angleterre. On la leur acheta par la promesse de respecter la *barrière* de la Néerlande et les Pays-Bas autrichiens, qu'elles aimaient mieux voir aux mains d'une puissance territoriale que d'une puissance *maritime*. Il n'y avait pas de temps à perdre : en octobre, deux armées françaises franchirent à la fois, l'une le Rhin, sous les ordres de Berwick, l'autre les Alpes, sous Villars, octogénaire, mais toujours confiant dans son étoile, et laissant au roi pour adieux, devant toute sa cour, ce mot qui le peint : « Votre Majesté peut disposer de l'Italie, je vais la lui conquérir ! » De ces deux armées, la première n'avait pour but que d'occuper l'Empereur, et de détourner de la péninsule une partie de ses forces; aussi n'avons-nous pas à nous en occuper. Quant à la seconde, les quarante mille Français dont elle se composait se rallièrent près de Verceil à douze mille Piémontais, tandis qu'une flotte espagnole débarquait à Livourne vingt mille soldats.

L'ennemi était là, et l'Autriche n'était pas prête : sur mer, pas de flotte; sur terre, pas d'armée. En dépit des sages conseils du prince Eugène, l'entêtement de l'Empereur avait égalé son imprévoyance. Il avait compté,

pour défendre les Alpes, sur la Sardaigne dont il ignorait la défection. Croyant l'Italie gardée, il avait concentré ses troupes sur la frontière polonaise, ne sachant pas encore si la guerre éclaterait au nord ou au midi. Charles-Emmanuel, nommé généralissime de la *Triple Alliance*, n'attendit pas même, pour attaquer l'Autriche, l'arrivée de ses alliés. Entré en campagne le 24 octobre, le 31 il était maître de Pavie, et le 3 novembre de Milan, ville ouverte qui n'a jamais su se défendre. Deux mois plus tard, tout le Milanais était en son pouvoir, sauf Mantoue, le boulevard de l'Autriche en Italie. Villars, qui comprenait seul la grande guerre, aurait voulu que les trois alliés réunissent toutes leurs forces pour garder les défilés du Tyrol, la seule porte par où pût rentrer l'armée autrichienne qui se massait sur la frontière; mais Charles-Emmanuel, en mettant la main sur le Milanais, avait retiré son enjeu de la partie, et ne songeait guère à l'intérêt de ses alliés. Quant à Élisabeth, son point de mire n'était plus la Toscane, mais Naples et la Sicile, plus à portée de l'Espagne et plus isolés de l'Europe que le nord de l'Italie. Aussi, dès le 24 février, don Carlos, alors âgé de dix-huit ans, et depuis trois ans déjà en possession des deux duchés de Parme et de Toscane, tourna le dos à sa royauté provisoire et à ses alliés, et se mit en route avec l'armée espagnole vers les destinées plus hautes qui l'attendaient au midi.

Irrité de cette défection, qu'il avait prévue, Charles-Emmanuel fit payer à la France la trahison de l'Espagne en refusant de marcher, comme le voulait l'impétueux Villars, contre l'armée impériale, qui avait enfin passé les Alpes, et occupé le Mantouan, où elle avait son point d'appui. La *Triple Alliance*, dépourvue de l'entente qui seule pouvait faire sa force, n'était plus qu'un vain nom:

Villars, découragé, demanda son rappel, et s'en alla mourir de fatigue et de dégoût à Turin à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Revenons maintenant à l'armée espagnole, pour ne la plus quitter jusqu'à la fin de son audacieuse campagne. On sait combien le joug des Allemands, la rudesse de leurs mœurs et de leur langage, ont de tout temps répugné à l'Italie. Or, si l'Autriche n'a jamais pu prendre racine en Lombardie et à Venise, elle le peut bien moins encore dans le midi de la péninsule, où le caractère italien, avec ses qualités comme avec ses défauts, est plus fortement accusé. Le court essai que Naples venait de faire de la domination autrichienne ne l'avait pas réconconcilié avec ses rudes conquérants. L'Espagne, malgré les tristes souvenirs qu'elle avait laissés dans ce pays, pouvait donc se flatter d'y être mieux accueillie, grâce à l'analogie de mœurs et de langage, et surtout à la comparaison avec l'Allemagne. Le parti espagnol, qu'on aurait pu croire enterré depuis longtemps, avait ressuscité tout d'un coup. Chose incroyable! la patrie de Masaniello avait supplié l'Espagne de la délivrer du joug allemand, et don Carlos, en marchant à sa conquête, pouvait dire avec vérité qu'il répondait au vœu populaire.

Pour se rendre à Naples, il fallait traverser les États romains. Le saint-siége, dont les relations avec l'Espagne étaient depuis quelque temps assez tendues, s'inclina devant la force, comme il est habitué à le faire, et reçut le jeune conquérant avec beaucoup d'égards; mais il attendit l'événement pour lui rendre les honneurs dus aux têtes couronnées. Arrivé sur la frontière de son futur royaume, don Carlos se fit précéder d'une proclamation où il promettait aux Napolitains

de leur rendre leurs priviléges, et de les affranchir des lourds impôts établis par les *Tedeschi*. Il s'engageait en outre à n'établir à Naples aucune juridiction nouvelle, ni civile ni ecclésiastique, allusion transparente à l'inquisition espagnole, presque aussi redoutée en Italie que les Allemands. Mais ce qui lui gagna surtout les cœurs, c'est qu'au lieu d'un vice-roi, les Napolitains allaient avoir un roi à eux, jeune, d'humeur douce et facile, et de race italienne, au moins par sa mère. C'étaient là des titres qui manquaient au monarque allemand, et même avant que le sort des armes eût rendu son arrêt, la cause de don Carlos était déjà gagnée auprès de ses sujets.

Pendant que le futur roi de Naples concentrait ses forces autour de Capoue, une escadre espagnole portant huit mille soldats longeait la côte, et s'emparait des îles d'Ischia et de Procida, qui ne demandaient qu'à se rendre. Le vice-roi impérial, tenant sa cause pour perdue, se retira à Rome, et les deux généraux de l'Empereur, qui avaient à peine onze mille hommes à opposer aux quarante mille de l'Espagne, se bornèrent à occuper Gaëte, Capoue et les forts qui commandaient la capitale. Les Espagnols étaient encore à Aversa quand une députation, partie de Naples, vint offrir à don Carlos la couronne. Bientôt l'infant y fit une entrée triomphale au milieu des transports de ce peuple mobile, acclamant ces mêmes Espagnols qu'il avait chassés un siècle auparavant. C'est ainsi que l'Espagne, personnifiée dans le plus aimable représentant de la race nouvelle de ses rois, reprit possession de cette même cité qui, depuis vingt-sept ans, avait échappé à son joug.

Mais il n'est pas de conquête durable sans une victoire pour la sceller; car un peuple, même quand il se donne, a besoin de sentir derrière lui une force capable

de le protéger. Les troupes allemandes, en se retirant vers le littoral de l'est, avaient pris possession de Bitonto, à quelques lieues de Bari. Les Impériaux, ayant reçu de l'Allemagne quelques renforts, avaient peu à peu repris courage. Le général espagnol, résolu à en finir, se porta rapidement vers l'ennemi, en laissant derrière lui Gaëte et Capoue qu'il se réservait d'attaquer plus tard. Il n'avait pas plus de douze mille hommes, et l'ennemi n'en comptait guère que neuf; mais les Espagnols se sentaient soutenus par le vœu du pays, inerte, mais non pas neutre dans cette grande querelle. Les Impériaux attendaient l'ennemi de pied ferme, dans une position très-forte, où, décidés à tenir, ils eussent été invincibles; mais le courage impétueux des Espagnols surmonta tous les obstacles. Les retranchements furent forcés, les Autrichiens mis en fuite; le général en chef fut fait prisonnier, et, sauf quatre cents hommes qui parvinrent à s'échapper, l'armée tout entière fut prise ou détruite (25 mai).

Le sort de Naples était décidé, et la couronne affermie sur le front du jeune roi. Gaëte et Capoue ouvrirent leurs portes, et le royaume entier s'empressa de reconnaître la loi du vainqueur. La Sicile, non moins lasse du joug impérial, fut encore plus facile à soumettre. Montemar y avait débarqué en août avec treize mille hommes; les populations, se soulevant partout en faveur des Espagnols, leur épargnèrent la peine de les conquérir. Les Impériaux essayèrent de résister dans quelques places fortes; mais bientôt, perdant tout espoir d'être secourus, ils finirent par se rendre, et en juillet 1735, l'île entière avait reconnu don Carlos. Le nouveau roi vint en grande pompe se faire couronner à Palerme, le 5 juillet, et les mêmes transports qui l'avaient accueilli à Naples le suivirent en Sicile.

Le pape, suzerain nominal du royaume des Deux-Siciles, se trouva alors dans un grave embarras : le nouveau roi de Naples lui fit offrir le tribut accoutumé de la haquenée blanche et de la bourse de 7,000 écus, que le vassal devait chaque année, le jour de Saint-Pierre, présenter à son suzerain. Mais l'Empereur, se tenant pour le seul monarque légitime, offrit au saint-père le même tribut, qu'il lui avait régulièrement payé pendant son règne éphémère. Le pape, fort perplexe, après avoir consulté une junte de cardinaux, refusa au nouveau roi l'investiture qu'il sollicitait; mais il n'osa pas protester, et garda entre les deux rivaux une prudente neutralité, sans vouloir accepter l'hommage d'aucun des deux. Alors ce fut le tour de l'Espagne de protester, et l'on craignit un instant à Rome que toute espèce d'hommage ne fût supprimé, et que Naples ne rompît tout lien de vasselage avec le saint-siége.

Les longues ambitions de Philippe et d'Élisabeth étaient enfin satisfaites : leur fils était paisiblement assis sur ce trône que sa mère même n'avait pas osé convoiter pour lui. Don Carlos régnait sur Naples, en attendant qu'il régnât sur l'Espagne, et que son fils lui succédât sur le trône des Deux-Siciles. Alberoni, retiré depuis quinze ans de la scène des affaires, dut se consoler de sa disgrâce en voyant ses plans les plus hardis réalisés après lui, et les Autrichiens chassés à la fois du nord et du midi de la Péninsule. Ainsi, par une série d'usurpations heureuses, la France, en 1701, avait doté l'Espagne d'un roi, et l'Espagne à son tour en dotait Naples et la Sicile. La maison des Bourbons de France, régnant par ses deux branches sur tout le midi de l'Europe, semblait appelée à ressusciter les deux autres races latines... Qui eût pu soupçonner alors qu'un siècle ne s'écoulerait pas

sans la voir disparaître dans les trois pays, au milieu du sang et des ruines?

Il y a pour les grands desseins une saison de maturité où tout réussit, parce que tout a été préparé de longue main; mais cette saison il faut savoir l'attendre, et c'est là ce que n'avait pas su faire Alberoni qui, dans ses vastes projets, ne comptait jamais avec le temps. L'heure de l'Espagne était revenue, et celle de l'Autriche était passée. Au nord de l'Italie, la fortune n'était pas moins favorable aux alliés que dans le midi. Le général autrichien Merci, en voulant forcer près de Parme le passage du Pô, y trouva la mort après une sanglante défaite; Kœnigsegg, qui lui succéda, ne fut pas plus heureux, et l'Autriche, impuissante à franchir la barrière du Pô, resta réduite à son imprenable forteresse de Mantoue. Orbitello en Toscane lui fut enlevé au printemps par le vainqueur de Bitonto, Montemar, qui, voyant Naples et la Sicile pacifiés, allait avec vingt-cinq mille hommes rejoindre en Lombardie l'armée franco-piémontaise. Les Autrichiens, incapables de tenir la campagne contre des forces supérieures, furent rejetés hors de l'Italie jusque dans le pays de Trente. Mantoue, leur dernier refuge, se trouva assiégé par les forces réunies du Piémont et de la France. Si, pour quelques semaines seulement, les alliés eussent voulu agir en commun, les Autrichiens étaient mis à la porte de la Péninsule, et un nouveau royaume de Lombardie, germe et noyau de la future unité italienne, se serait élevé au nord pour faire pendant à la royauté espagnole du midi.

Les alliés, sur le Rhin, n'étaient pas moins heureux que sur les autres points du continent, et surtout en Italie. L'astre de l'Autriche était sur son déclin; la Lorraine,

lambeau détaché de la France par les hasards de la conquête, fut occupée sans résistance, et Berwick, à la tête de cent mille Français, pénétra en Allemagne par Kehl. Eugène commandait les Impériaux, et les deux adversaires étaient dignes l'un de l'autre; mais l'armée autrichienne, composée de recrues, n'était pas en état de tenir la campagne. Elle dut assister, l'arme au bras, à la conquête de Trèves et de Philipsbourg. Ce dernier siége coûta la vie à Berwick, mort à cinq jours de distance de Villars; ainsi disparurent en même temps les deux derniers représentants de cette école de grands hommes de guerre formés sous Louis XIV.

Élisabeth triomphait en voyant les Autrichiens mis à la porte de l'Italie, où Mantoue seul leur restait. Les forces réunies des trois alliés s'élevaient à cent trente mille hommes, et les Impériaux n'en avaient pas la moitié. Un dernier effort restait à faire : il fallait à tout prix conquérir Mantoue, et délivrer la Péninsule du joug des *Tedeschi* pour y substituer celui de l'Espagne. Mais seuls entre tous les alliés, les Espagnols, dans cette triple campagne, avaient pris la guerre au sérieux, et étaient arrivés à un résultat. Au nord de l'Italie la guerre avait été conduite mollement : Charles-Emmanuel, fidèle à la politique à double face de la maison de Savoie, ménageait dans l'Empereur un allié possible à la place d'un ennemi. Aussi se garda-t-il bien d'envoyer devant Mantoue l'artillerie de siége dont lui seul était pourvu. La France ne se montra pas plus empressée, et les Espagnols, qui avaient rejoint les Franco-Piémontais sous les murs de Mantoue, furent réduits à changer en blocus ce siége qui menaçait de s'éterniser. Ainsi fut perdue cette occasion unique de balayer le dernier soldat autrichien du sol de l'Italie, et d'enlever à l'Empire sa dernière

place d'armes. C'était une faute, et les alliés allaient bientôt la payer cher.

Belliqueuse malgré elle en Italie, la France était toujours pacifique à Versailles; le timide Fleury ne songeait qu'à couper court par un traité à cette guerre qu'il faisait malgré lui. Dès juin 1734, l'Angleterre et la Hollande avaient offert leur médiation, tandis que le roi de Sardaigne négociait sous main avec l'Empereur, aimant mieux avoir en Italie deux voisins qu'un seul. En 1735, un plan de transaction fut proposé par les deux médiateurs; en voici les bases : l'Empereur cédait à don Carlos Naples et la Sicile, et au roi de Sardaigne Novare et Tortone; don Carlos, à son tour, cédait à l'Empereur ses droits sur Parme et sur la Toscane; la France et le Piémont restituaient tous les territoires occupés par eux pendant la guerre. Charles-Emmanuel voyait lui échapper cette couronne de Lombardie, que sa main touchait déjà, pour retomber sur son humble royauté de Sardaigne. Enfin les trois alliés garantissaient à l'Empereur la *Pragmatique Sanction*, c'est-à-dire le droit de conférer, à défaut de mâles, le droit de succession au trône impérial à Marie-Thérèse, sa fille.

Ainsi la diplomatie protestait contre le seul droit qu'elle reconnaisse, celui de la force, et contre le verdict rendu par le sort des armes. L'Empereur, tout vaincu qu'il fût, avait dans ce traité la part du lion, et c'étaient les neutres qui la lui faisaient! L'Espagne, évidemment sacrifiée malgré ses lauriers de Bitonto, se récria contre la cession de Parme et de Toscane imposée au vainqueur, comme s'il eût été le vaincu. Enfin l'Empereur, trouvant sans doute que les médiateurs ne lui faisaient pas la part assez large, aima mieux traiter directement avec la France, toujours sûr de s'entendre

avec Fleury quand il s'agissait de faire la paix. Le 3 octobre, des *préliminaires* furent signés à Vienne entre la France et l'Autriche : l'Espagne y était encore plus sacrifiée que dans le premier projet. Le roi de Pologne Stanislas, beau-père de Louis XV, ayant perdu toutes ses chances depuis la prise de Dantzick, le jeune duc de Lorraine, fiancé à la fille de l'Empereur, échangeait son duché contre Parme et Toscane, enlevés aux fils d'Élisabeth. Stanislas, comme indemnité de son trône perdu, jouirait, sa vie durant, du duché de Lorraine qui, après sa mort, ferait retour à la couronne de France. Naples et la Sicile restaient à don Carlos, mais l'Espagne était expulsée du nord de l'Italie. Le roi de Sardaigne, presque aussi maltraité, recevait, en échange de la couronne qu'il avait rêvée en Lombardie, Tortone, Novare et Vigevano; enfin le duché de Parme et de Plaisance restait, avec le Milanais, à l'Empereur, qui recouvrait ainsi un pied solide dans le bassin du Pô, tandis que son gendre et sa fille allaient régner sur la Toscane.

Dans ce honteux traité où la France détruisait elle-même son œuvre, et vendait son adhésion au prix de la Lorraine, le plan primitif des alliés, mettre l'Autriche à la porte de la Péninsule, était complétement laissé de côté. L'Italie changeait de maîtres, seule diversion que, pendant des siècles, elle ait trouvée à sa servitude. L'Autriche s'établissait de nouveau dans le nord, et l'Espagne dans le midi, semence de guerre pour l'avenir entre les deux rivaux, trop rapprochés pour ne pas se heurter. Entre les deux allait se trouver, pour amortir le choc, le pape, de plus en plus resserré dans ce diminutif de royaume qui, pendant tant de siècles, a entravé l'avenir de l'Italie, et empêché son unité. Pressée entre les deux redoutables voisins, la papauté, pour se conso-

ler de l'étroitesse de son domaine temporel, restait libre d'étendre sur le monde entier son domaine spirituel, celui auquel elle devrait le plus tenir. Quant à la France, elle n'avait perdu cette fois ni son or ni son sang, car elle y gagnait la Lorraine, complément nécessaire de son unité si bien dessinée, sauf au nord, sur cette frontière indécise qui, n'ayant pour la tracer ni fleuve ni montagnes, garde à l'invasion une porte toujours ouverte.

Mais, de tous les États intéressés dans ce remaniement de la carte européenne, nul n'était plus maltraité que l'Espagne. Le trône même de Naples, acquis au fils aîné d'Élisabeth, ne la consolait pas de ses deux duchés perdus. Aussi rien ne peut rendre l'indignation de Philippe et de son ardente moitié en apprenant ce nouveau partage de l'Italie, où ils n'avaient pas même été consultés, et où toute chance de régner était ôtée à leur second fils Philippe. Ils ne tarissaient pas en plaintes et en malédictions contre la France, « cette soi-disant alliée », qui avait fait la guerre à leurs frais, avec leurs subsides, pour se tourner contre eux après la victoire, et se vendre à leur mortel ennemi. Philippe fut pourtant assez maître de lui pour ne pas en venir à une rupture ouverte avec la France; mais il ne cacha pas à l'ambassadeur, et même à son neveu Louis XV, ce qu'il pensait de la conduite du cardinal, que sa *décrépitude* pouvait seule excuser. Montemar, qui commandait l'armée espagnole en Italie, refusa d'accepter l'armistice, et se trouva un instant dans une situation des plus périlleuses. L'armée impériale, comme un torrent qui a rompu ses digues, se répandait maintenant sur tout le nord de l'Italie. Montemar, forcé de repasser le Pô, se replia sur Bologne, où il faillit être fait prisonnier. Enfin,

sur les instances du duc de Noailles, qui commandait l'armée française, il se décida à grand'peine à accepter un armistice de deux mois. Quant à Philippe, ce ne fut qu'en voyant une flotte anglaise menacer ses côtes qu'il se résigna à signer les préliminaires de Vienne, et le nouveau roi de Naples finit par imiter son exemple.

En dépit du double mariage qui les avait rapprochées, les deux cours de Lisbonne et de Madrid n'en étaient pas plus unies. Une querelle, née de ce droit d'asile des ambassades, source féconde d'abus et de litiges, aboutit à une rupture ouverte. Les deux résidents quittèrent leur poste, et des deux côtés on se prépara à la guerre. Philippe, excité par la reine, ouvrit le premier les hostilités en attaquant la colonie portugaise du Sacramento, éternel sujet de guerre entre les deux pays, et chassa les Portugais des territoires usurpés par eux. Cette mince satisfaction une fois obtenue, le roi, incapable de poursuivre longtemps le même objet, accepta la médiation de la France et des puissances maritimes. Ainsi fut étouffée dès son début une querelle qui, avec deux natures comme celles de Philippe V et de Jean I[er], ennemi personnel des Bourbons, et marié à une princesse autrichienne, aurait pu rallumer la guerre à peine éteinte.

Lasse de ces luttes stériles qui duraient déjà depuis un tiers de siècle, l'Europe soupirait après la paix, et il fallait changer en traité définitif les *Préliminaires de Vienne*. Le plus grand obstacle, c'était l'animosité de ces deux éternels ennemis, l'Empereur et le roi d'Espagne, décidés à ne jamais prendre au sérieux les traités qu'ils avaient signés. Philippe n'avait pris qu'à contre-cœur son parti de la perte de la Toscane; mais il ne pouvait se résigner à perdre aussi Parme et Plaisance,

et renoncer à faire de son second fils, comme du premier, un candidat pour tous les trônes qui viendraient à vaquer en Italie. Les troupes impériales venaient de quitter la Péninsule, rappelées sur les bords du Danube par la guerre qui venait d'éclater entre les Turcs et la Russie. Philippe, tenté par l'occasion, se préparait déjà à recommencer les hostilités: mais la mort de son premier ministre, Patiño, vint l'arrêter tout court au moment où il allait rentrer dans la carrière des aventures.

Arrêtons-nous un instant devant cet homme éminent, à qui l'histoire n'a pas assez rendu justice, et qu'on peut surnommer à bon droit le *Colbert espagnol*. Cette espèce de vie factice que l'Espagne a retrouvée depuis quelque temps, ses armées, ses flottes régénérées, ses finances sorties de leur chaos; le plus obéré de tous les États du continent prenant à sa solde tour à tour l'Autriche et la France, et payant à ses alliés la guerre qu'il leur commande; enfin cette résurrection de la Péninsule, dont on ne peut certes pas faire honneur à Philippe V, tout cela est l'ouvrage d'un seul homme, et cet homme, c'est Patiño! L'œuvre, ébauchée sous Alberoni, se poursuit sous son successeur, et, plus heureux que son devancier, celui-ci a eu le temps de moissonner ce qu'il avait semé.

Mais quand la vie et la prospérité d'un État tiennent à un seul homme, nées avec lui, elles risquent aussi de mourir avec lui. Accablé de travaux et de soucis, ayant à peine le temps de manger et de dormir, obligé de perdre tous les jours quatre de ses précieuses heures à faire adopter ses plans à la reine et à son époux, ou à apaiser leurs querelles de ménage, Patiño finit par succomber sous un fardeau qui dépassait les forces d'un

homme. Il mourut le 3 novembre, à l'âge de soixante-dix ans. Philippe, qui ne l'aimait pas, peut-être parce qu'il se sentait écrasé sous le poids de sa supériorité, apprit la mort de ce grand ministre avec son apathie accoutumée, sans en paraître ni étonné ni ému. Quant à la reine, elle sentit vivement la grandeur de sa perte; mais elle cacha ses regrets sous un masque d'indifférence, et s'appropria la gloire de Patiño en faisant de lui son élève. Voici l'oraison funèbre prononcée par elle devant l'ambassadeur d'Angleterre : « Le roi et moi, dit-elle, nous l'avions formé à la science des affaires, et nous en formerons d'autres après lui. »

L'Espagne fut plus équitable, et ne marchanda ni ses regrets, ni ses éloges au ministre qu'elle pleurait. Philippe lui avait, sur son lit de mort, octroyé la Grandesse au moment où il n'en avait plus que faire; il dota d'une riche pension sa nièce et sa seule héritière, et fit dire dix mille messes pour l'âme de celui à qui il n'avait pas accordé un regret. La pompe de ses obsèques égala presque celle d'un prince du sang. Le plus bel éloge qu'on puisse faire de Patiño, c'est que né d'une famille noble, mais sans fortune, il resta toujours d'une simplicité parfaite dans sa manière de vivre, d'une probité qu'aucun soupçon n'effleura jamais, et qu'il mourut pauvre dans une cour où les plus hautes dignités se vendaient à l'encan, et où tout ministre regardait comme un droit de s'enrichir aux dépens de l'État. Confident d'Alberoni, dont il eut l'honneur de comprendre et de servir les grands desseins, c'est à cette haute école qu'il apprit la politique, et l'élève, moins brillant que le maître, en livrant moins à la fortune, réussit mieux à l'enchaîner à ses desseins.

La carrière de Patiño, moins rapide que celle de

Riperda, fut l'œuvre du travail, et non de l'intrigue. Il monta par degrés l'échelle du pouvoir, et arriva pas à pas au faîte, avec une tête à l'abri du vertige. Pendant ses dernières années, faute d'aides capables, il dut diriger à la fois quatre ministères, les finances, la justice, la marine et la guerre, les quatre roues du char de l'État! Sa vie, au pouvoir, fut une lutte perpétuelle contre Fleury, Kœnigsegg, Walpole, et surtout contre ses deux souverains, Philippe et Élisabeth. On doit regretter, dans l'intérêt de l'Espagne, que ce ne soit pas lui qui ait succédé à Alberoni; son esprit pratique, sa fermeté mêlée de prudence eussent réparé les témérités rarement heureuses de l'homme d'État italien. Il eût retiré son pays de la carrière des aventures pour le lancer dans le sentier du progrès et des sages réformes. L'audace même ne lui aurait pas manqué, mais elle serait venue à son heure, comme la conquête d'Oran, comme celle de Naples et de la Sicile, essayée et manquée par Alberoni.

Avant Patiño, les admirables colonies que le génie des Colomb et des Pizarro légua aux successeurs de Charles-Quint n'avaient servi qu'à appauvrir l'Espagne, sous prétexte de l'enrichir. Avec le travail et l'industrie au dedans avait péri son commerce au dehors. Du moment où ces colonies avaient payé leur tribut annuel de métaux précieux à la mère patrie, on eût dit qu'elles n'avaient plus rien ni à attendre d'elle, ni à lui envoyer. Le commerce anglais en les exploitant, avec privilége des monarques espagnols, y avait trouvé une mine bien autrement précieuse que toutes celles du Potose; mais Patiño, éclairé par les erreurs même d'Alberoni, chez qui l'aventurier politique avait tué le réformateur, concentra peu à peu sur Cadix tout le commerce des Indes

espagnoles de l'ouest. Son effort, vraiment patriotique, ce fut d'exclure les étrangers du trafic de ces colonies, et d'ouvrir à celles-ci avec la Péninsule un système d'échanges, également profitable aux deux parties.

Grâce encore à Patiño, la marine espagnole, militaire aussi bien que marchande, se releva tout d'un coup de sa longue déchéance. Que, dans cette œuvre de relèvement, il n'ait fait que continuer l'impulsion donnée par Alberoni, nous ne prétendons pas le nier; mais il faut lui savoir gré d'avoir compris la destinée de l'Espagne qui, à cheval sur ses deux mers, et gardienne de l'étroit canal qui les unit, est tenue d'être une puissance maritime, et a, presque de tout temps, manqué à sa destinée. Pour tromper la surveillance jalouse des puissances maritimes, Patiño faisait construire et équiper ses vaisseaux de guerre dans des ports différents, et les faisait partir isolément, pour ne pas éveiller l'attention. Quelques-uns même furent construits à grands frais dans les Indes où, sauf le bois, il fallait envoyer tous les matériaux de construction.

Au point de vue du commerce, une de ces deux « mamelles de l'État », que l'Espagne avait laissé tarir, la trop courte administration de Patiño ne fut pas moins féconde. Après d'inutiles efforts pour faire profiter son pays des voies nouvelles ouvertes au commerce par la Compagnie d'Ostende, cette compagnie ayant été supprimée, il y suppléa par la création d'une compagnie espagnole dite du Guipuzcoa. Celle-ci avait surtout pour but le commerce du cacao, et l'échange des produits de la Péninsule avec ceux de ses colonies. Bientôt, de ce cerveau fécond sortit encore une autre compagnie, conçue sur un plan plus vaste; elle avait pour objet le trafic des Indes de l'est, et atteignait, par les îles Phi-

lippines, aux dernières limites de l'orient. Ces deux compagnies, qui ouvraient à l'activité du peuple espagnol une carrière nouvelle, furent encouragées par de larges priviléges ; mais elles étaient condamnées à périr, comme sa marine et son industrie, du jour où elles n'auraient plus une force navale suffisante pour les protéger. Habituées à vivre sous la tutelle de l'État, comme chez tous les peuples dont le pouvoir absolu a brisé le ressort, elles étaient incapables de lutter contre les efforts de l'industrie privée, chez des peuples libres comme la Hollande et l'Angleterre. Soyons juste toutefois avec Patiño : ces belles créations, sœurs ou filles de celles de Colbert, ont beau n'avoir pas duré, elles n'en honorent pas moins l'homme d'État qui en a doté l'Espagne. Son seul tort, c'est d'avoir oublié que la tâche de tout créateur, à l'image de celui qui a fait le monde, c'est d'abord de créer, et ensuite de faire durer son œuvre.

Avant d'en finir avec Patiño, notons encore un contraste bizarre, qui nous révèle bien des choses sur l'homme et sur le pays. Les premières aspirations de sa jeunesse, loin d'annoncer l'homme d'État à venir, s'étaient tournées du côté de la vie contemplative. Aîné d'une famille noble de la Galice, établie à Milan lors de la domination espagnole, il céda tous ses droits à son frère, et entra dans la société de Jésus. Il y demeura onze ans ; mais divisé d'opinions sur beaucoup de points avec les directeurs de l'ordre, il finit par rentrer dans le monde auquel il avait renoncé, mais sans vouloir reprendre à son frère la fortune qu'il lui avait cédée. De sa consécration première au service de Dieu, il ne garda que sa foi, toujours entière, et le célibat dans lequel il persévéra jusqu'à la fin de sa vie. Il ne resta guère que dix ans au pouvoir, et si c'est assez pour sa gloire, c'est trop

peu pour l'Espagne, qu'il eût relevée peut-être de sa longue déchéance si, avec le pouvoir d'un Richelieu, il en avait eu la durée. La résurrection de l'Espagne fut le rêve de sa vie, la seule passion de ce noble cœur. Il est des âmes à qui le dévouement tient lieu de tout autre bonheur, et Loyola fondant l'ordre des Jésuites nous paraît moins grand que Patiño, le quittant pour se consacrer tout entier au service de sa patrie, sans renoncer à celui de Dieu, et demeurant fidèle à ses vœux, même après les avoir rompus!

Un ancien page de Grimaldo, la Quadra, remplaça le ministre défunt, à la grande joie du monarque qui se figurait qu'il allait désormais régner par lui-même. Le seul mérite du nouveau ministre, et celui qu'appréciait le plus le couple royal, c'était la docilité. Quant aux autres ministres, nous ne leur ferons pas l'honneur de les nommer. Après la mort de Patiño, nous nous arrêterons aux événements seuls, là où les hommes font défaut. Faisons exception toutefois pour le vainqueur de Bitonto, Montemar, appelé au ministère de la guerre, où sa place était marquée d'avance. Dans ce cabinet purement espagnol, il fut le seul ministre dont la valeur réelle tranchât sur ce fond de médiocrités dociles dont s'arrangeait si bien la nullité du monarque.

A cette époque agitée, on dirait que l'Europe est devenue incapable de goûter les bienfaits de la paix. A peine une contestation est-elle apaisée qu'il s'en élève une autre; à peine un traité de paix est-il signé que la guerre, comprimée sur un point, éclate de nouveau sur un autre. Depuis que l'Empereur Charles VI est descendu dans la tombe, c'est à l'inquiet et irascible génie de Philippe V qu'il faut attribuer cette surexcitation de l'Espagne, plus calme autrefois quand elle était plus

forte! Depuis que, incapable de se conduire elle-même, elle s'est soumise à un prince étranger, le plus excentrique de tous les États de l'Europe en est devenu le boute-feu. A défaut de questions politiques, ce sont maintenant les questions commerciales qui ont le triste privilége de troubler la paix du monde, et en fin de compte, c'est toujours à la guerre que l'on a recours pour trancher ces litiges, nés de l'industrie et des arts de la paix.

Nous ne parlerons que pour mémoire d'une nouvelle contestation, survenue entre les deux cours de Madrid et de Rome, unies au fond par le lien d'une même foi. La papauté, forcée, depuis le début du siècle, de louvoyer entre les deux grandes influences qui se partageaient l'Italie, n'avait pas vu sans effroi l'Espagne reprendre possession à Naples de cette couronne qu'elle avait perdue. C'était bien assez d'avoir l'Empire au nord sans avoir encore l'Espagne au midi. Ce triste pouvoir temporel, qui n'a jamais fait à la papauté que du mal, en la détournant de son domaine naturel, qui est celui des âmes, la rendait solidaire de toutes les convulsions politiques auxquelles l'Europe était en proie. Le rôle de médiateur désintéressé, pour lequel elle est faite, lui échappait du moment où le saint-père, comme souverain temporel, était forcé de prendre parti dans toutes les querelles qui s'élevaient entre les rois.

Les troupes espagnoles, semées dans toute l'Italie, depuis Parme et la Toscane jusqu'à l'extrémité sud de la Péninsule, infligeaient les plus dures exactions aux populations indigènes, surtout dans l'État romain, trop faible pour se faire respecter. Des bureaux de recrutement avaient été établis, sans le consentement du saint-père, dans plusieurs villes de ses États, pour combler

les vides faits par la guerre dans les rangs de l'armée espagnole. De cruelles vexations avaient été infligées à leurs habitants sans défense, et ceux-ci s'en étaient vengés avec l'arme du peuple en Italie, c'est-à-dire le couteau. Quelques villes, comme Villetri, avaient osé résister, les armes à la main ; mais les chefs de la résistance avaient été mis à mort sans pitié, et les habitants avaient dû se racheter du pillage par de lourdes contributions.

Mais ici, comme dans la fable du Loup et de l'Agneau, ce ne fut pas l'offensé qui se plaignit, ce fut l'offenseur. Les rois d'Espagne et de Naples demandèrent satisfaction à la cour de Rome pour les mauvais traitements infligés à leurs soldats; les sujets de ces deux couronnes, établis dans la ville de Rome reçurent l'ordre de la quitter. Le nonce du pape à Naples ne fut plus reçu à la cour; à Madrid on ferma le tribunal de la nonciature, et le nonce, en route pour l'Espagne, dut s'arrêter à Bayonne. La cour de Rome était habituée à ces alternatives de rigueur et de faiblesse de la part de la cour de Madrid ; toutefois le pape actuel, Clément XII, aurait dû s'attendre à plus d'indulgence de la part de Philippe; car, à la honte du pontificat, il venait de nommer cardinal et archevêque de Tolède le dernier des fils d'Elisabeth, âgé de huit ans; mais Philippe, heureux de trouver plus faible que lui, fut sans pitié pour le saint-père, et l'on redouta même un instant à Rome une occupation espagnole. Le pape, intimidé, finit par céder; ceux des notables de Velletri qui n'avaient pas été pendus demandèrent pardon à genoux, devant les deux cardinaux *protecteurs* d'Espagne et de Naples auprès de la cour de Rome. Les deux monarques daignèrent pardonner au pontife le mal qu'ils avaient fait à ses sujets; la *noncia-*

ture fut rouverte, et l'Espagne et le saint-siége redevinrent amis... jusqu'à la prochaine querelle.

La mort du grand-duc de Toscane, Jean Gaston, vint enfin permettre aux puissances médiatrices, qui craignaient sans cesse de voir crouler leur fragile construction, de réaliser une des clauses importantes des *Préliminaires de Vienne :* le duc François de Lorraine fut appelé à prendre possession de la Toscane ; la France réunit de fait à son territoire, en dépit de la souveraineté viagère du beau-père de son roi, cette province, si longtemps convoitée, sans laquelle la France n'existe pas; car, pour que sa frontière du Rhin ait un sens, il faut qu'en lui donnant l'Alsace, elle lui donne aussi la Lorraine ! Ce grave changement s'opéra sans secousse : les garnisons espagnoles évacuèrent la Toscane, et les troupes du nouveau duc en prirent paisiblement possession.

Mais un débat plus sérieux allait s'élever entre les deux cabinets de Londres et de Madrid : née sur le terrain des rivalités commerciales, la querelle allait bientôt gagner le domaine politique. L'Espagne, sous Philippe V, n'avait pas renoncé à une seule de ses prétentions, même les plus excessives et les moins fondées en droit et en raison. Comme aux jours de Ferdinand *le Catholique*, elle revendiquait encore, en vertu de la fameuse bulle d'Alexandre VI, le droit de possession exclusive de ce nouveau monde découvert par elle, à une époque où la découverte c'était encore la conquête. Vainement le Portugal avait protesté contre ce prétendu droit, qui mettait tous les peuples civilisés à la porte de l'Amérique, en fondant, au cœur même des possessions espagnoles, son immense empire du Brésil; vainement l'Angleterre s'était emparée de la Jamaïque et de la baie de Campêche; vainement les Hollandais et les Fran-

çais avaient peuplé de leurs établissements le continent et les îles du nouveau monde; l'Espagne pouvait bien perdre du territoire, mais non pas abandonner une seule de ses prétentions. Philippe n'était qu'un étranger, un Français; mais nul monarque indigène ne les avait épousées avec plus d'ardeur, et soutenues avec plus d'acharnement.

De tous les rivaux de l'Espagne, sur ce vaste continent de l'Amérique, celui qu'elle redoutait le plus, c'était l'Angleterre, décidée à marcher à travers tous les obstacles, vers son grand but : attirer à elle tout le commerce des colonies espagnoles, tandis que l'effort de la Hollande, sa pacifique rivale, se dirigeait plutôt du côté des Indes orientales. A la mort de Philippe IV, en 1665, l'Espagne, sous un roi de quatre ans, resté mineur toute sa vie, dut acheter à force de concessions l'appui de l'Angleterre contre l'ambition de Louis XIV. Elle lui reconnut, bien à contre-cœur, le droit de fonder des colonies sur les îles et le continent américains. La liberté de navigation et de commerce lui fut aussi concédée; seulement le droit de visite fut réservé à l'Espagne sur tous les navires marchands, dans les ports et les mers du monde nouveau qu'elle regardait comme son domaine. Ce droit de visiter et de saisir les objets de contrebande devint la source de querelles sans fin qui durèrent jusqu'à la mort de Charles II. Enfin l'avénement des Bourbons et de Philippe vint ouvrir une ère nouvelle dans les relations commerciales des deux pays, et aggraver encore une situation déjà si tendue. L'Angleterre, ayant pris parti dans la guerre de la succession contre Philippe V, n'avait plus de ménagements à garder avec l'Espagne. La *Compagnie anglaise de la mer du Sud* fut créée en 1711 pour exploiter, au point de

vue commercial, les colonies espagnoles, alors sans communications avec la mère patrie, et celles-ci s'habituèrent bien vite à tout recevoir de l'étranger. Puis enfin, la paix d'Utrecht essaya de régulariser une position fausse des deux côtés. Le monopole de ce hideux trafic qu'on appelle *la traite des noirs*, concédé d'abord aux Hollandais, puis aux Français, fut transféré à la *Compagnie anglaise de la mer du Sud* par le contrat de l'*Asiento*, source de querelles non moins féconde; car, des deux parts, on était également décidé à ne renoncer à aucune prétention, à ne respecter aucun droit, et à ne supporter aucune contrainte. Aux termes du contrat, l'Angleterre avait le droit d'importer quatre mille nègres par an dans les colonies espagnoles, et d'envoyer tous les ans un vaisseau, le *Prince-Frédéric*, avec un chargement d'avance déterminé, à la foire de la Vera-Cruz. En retour de ces concessions, l'Espagne avait droit au quart du profit net sur la vente des noirs et de la cargaison du navire privilégié, plus un droit fixe sur tout autre commerce.

Mais Philippe, une fois reconnu par l'Europe, n'eut plus qu'une pensée, celle d'éluder les engagements qu'il avait signés. Les vexations exercées par le fisc espagnol sur les navires anglais en Amérique annulèrent pour eux tous les avantages que leur assurait la paix d'Utrecht. Partout les deux nations, avec leurs prétentions opposées, se rencontraient et se heurtaient, à toutes les extrémités de cet immense continent, depuis la Caroline et la Floride jusqu'à la pointe sud du Chili. Aucun outrage, aucune persécution, directe ou indirecte, n'étaient épargnés aux bâtiments anglais par les agents du fisc, jaloux de servir à la fois les rancunes de leurs rois et les intérêts du commerce national. Enfin, depuis Patiño,

l'Espagne, qui de tout temps avait supporté impatiemment le monopole du commerce anglais dans les colonies, tendait à en exclure complétement les étrangers, et surtout les Anglais.

Reconnaissant tout bas son infériorité sur mer, Philippe n'avait nulle envie de recommencer la lutte, pas plus sur un élément que sur l'autre ; mais il s'en dédommageait par une guerre de tracasseries qui durait depuis la paix d'Utrecht, c'est-à-dire depuis vingt-quatre ans. Walpole, le chef du cabinet de Londres, avait besoin de la paix pour faire prévaloir son système de corruption ; il supportait donc, non sans impatience, des vexations qu'il ne pouvait empêcher, et son ministre à Madrid, M. Keene, avait de lui pour toute instruction d'éviter à tout prix une rupture.

Mais la nation anglaise, si fière, si susceptible quand il s'agit de son honneur et surtout de ses intérêts, n'était nullement d'accord sur ce point avec son premier ministre. Un parti puissant demandait à grands cris, dans le parlement et dans la presse, satisfaction pour les outrages reçus, et exécution, par l'Espagne, des engagements contractés. Pour finir cette interminable querelle, un arrangement fut conclu à Londres avec le représentant de l'Espagne ; l'Angleterre réclamait 140,000 livres sterling (3 millions et demi de francs), comme indemnité des outrages soufferts. L'opinion, de plus en plus excitée, exigeait en outre que l'Espagne renonçât au droit de visite. Mais Philippe se révolta contre ces exigences toujours croissantes d'un pays qu'il tenait pour son obligé. Sans l'heureuse influence du ministre anglais, la querelle, envenimée des deux côtés par l'orgueil national, aurait abouti à la guerre; mais des concessions mutuelles parvinrent à détourner le dan-

ger ; un traité de commerce, fondé sur des bases équitables, que les deux parties pouvaient accepter, fut signé au Pardo, le 14 janvier 1739.

Aux termes du traité, que devaient ratifier six semaines plus tard les plénipotentiaires des deux pays, réunis à Madrid, l'Espagne devait payer aux Anglais 90,000 livres sterling, déduction faite des sommes réclamées par elle. Mais ces sommes, que le nouveau chef du cabinet de Madrid, la Quadra, réclama avec une hauteur insultante, s'élevaient à 68,000 livres sterling. La satisfaction devenait donc à peu près nulle, d'un côté comme de l'autre. De plus, tous les navires indûment saisis par les croiseurs espagnols devaient être restitués. Mais l'orgueil national s'en mêla des deux parts, car l'Espagne, sur ce point, ne le cède en rien à l'Angleterre. La faible majorité que Walpole s'était achetée à prix d'or dans le parlement fut désavouée par l'opinion, unanime à réclamer de l'Espagne satisfaction pour les outrages reçus, et abolition du droit de visite, injure permanente à l'honneur de l'Angleterre ! La même chambre des communes, qui venait de ratifier le traité, vota spontanément un large subside pour faire face aux préparatifs de la guerre, devenue inévitable. La médiation de la France avait été refusée ; Fleury n'en continua pas moins ses efforts en faveur de la paix, et parvint à intéresser dans la question la Hollande, plus habituée que l'Angleterre à préférer son intérêt à son orgueil national. Mais dans l'intervalle, un pas décisif fut fait vers la guerre par l'envoi d'une flotte anglaise à Gibraltar, sous les ordres de l'amiral Haddock, pour appuyer les négociations qui se poursuivaient à Madrid. Enfin M. Keene reçut l'ordre d'insister sur l'abolition complète du droit de visite et la reconnaissance du droit de l'Angleterre

sur la Caroline et la Géorgie, et de quitter l'Espagne s'il ne l'obtenait pas.

De son côté, le cabinet de Madrid ne se montra pas moins intraitable. La Quadra, créé marquis de Villarias, car en Espagne, quand un ministre est insuffisant, on y supplée en lui donnant un titre, déclara bien haut que, tant qu'une escadre anglaise croiserait devant *Gibraltar*, l'Espagne se refuserait à toute concession. Philippe, dans une audience publique, affirma au ministre anglais qu'il considérait la présence de la flotte sur ses côtes comme une insulte, et qu'il était décidé à révoquer l'*asiento*, et à saisir les propriétés de la *Compagnie des mers du Sud*, si on ne lui donnait pas satisfaction. Suivant Lafuente (t. XVIII, p. 73), il aurait même donné l'ordre de saisir tous les navires anglais qui se trouvaient dans les ports espagnols. Ces exigences réciproques, qui s'excluaient l'une l'autre, équivalaient à une rupture; la guerre existait de fait avant d'avoir été déclarée. Enfin, en décembre 1739, Philippe, appuyé sur le sentiment national, plus vif chez le peuple espagnol sur le terrain de l'honneur que sur celui de l'intérêt, publia un manifeste où il rappelait, en les exagérant, les torts des marins anglais, et leur renvoyait tous les reproches adressés aux gardes-côtes espagnols. Il défendait le droit de visite, comme s'appuyant à la fois sur la coutume et sur les traités, et protestait avec force contre la présence permanente d'une escadre anglaise sur les côtes de la Péninsule.

La seule excuse de Philippe, en provoquant ainsi ce redoutable ennemi, c'est qu'il avait l'Espagne derrière lui ! Elle avait pris au sérieux tous ces rêves du passé qu'on exhumait sans cesse devant elle, et aspirait de toute son énergie de nation à reprendre en Europe le

rang qu'elle y avait perdu. Mais le nerf de toute guerre c'est l'argent, et l'Angleterre, dans son immense commerce, déjà répandu sur tous les coins du globe, avait trouvé une mine plus riche que toutes celles du Potose. Le trésor espagnol, grevé d'engagements onéreux, et habitué, comme les fils de famille, à escompter l'avenir, vivait chaque année d'expédients jusqu'à l'arrivée des galions, quand l'Angleterre voulait bien les laisser passer.

Pour faire face à un ennemi qui pouvait atteindre l'Espagne jusqu'aux extrémités du monde, il fallait avant tout combler les vides du trésor, et aviser à des expédients nouveaux. Philippe n'hésita pas plus que son illustre aïeul ne l'eût fait en pareil cas : il trouva de l'argent à tout prix, en manquant à ses engagements les plus sacrés. Il diminua l'intérêt de la dette publique, et suspendit pour un an tous les payements de l'État, organisant ainsi une banqueroute temporaire, en attendant la banqueroute définitive. Enfin il diminua les dépenses de sa maison, abaissa tous les traitements trop élevés, et corrigea quelques-uns de ces abus qui croissent d'eux-mêmes à l'ombre du pouvoir absolu. Toutes ces réformes, bonnes ou mauvaises, arrivèrent à produire 6,000,000 de piastres (plus de 30,000,000 de francs) ; mais cette somme eût été insuffisante sans l'arrivée de la flotte d'Amérique qui, heureusement échappée aux croiseurs, vint encore surexciter l'orgueil national, ivre d'avance de ses triomphes à venir.

Quelque porté que fût Philippe à se bercer d'illusions, ce n'était pas sur un point donné, d'escadre à escadre, qu'il comptait attaquer l'Angleterre ; la lutte ainsi engagée eût été trop inégale. Mais sûr de la rencontrer partout, d'un bout du globe à l'autre, ce fut contre ses navires

isolés qu'il engagea l'Espagne à porter son effort. Ce qui fait la force de l'Angleterre fait aussi sa faiblesse : partout empressée de montrer son pavillon, et d'établir sa suprématie commerciale, elle est aussi vulnérable partout, et ne peut pas avoir, à tous les coins de l'univers, des navires de guerre pour faire respecter ses droits. Aussi, les corsaires espagnols, à qui elle n'avait pas fait d'abord l'honneur de les craindre, commencèrent-ils contre ses navires marchands une guerre d'autant plus heureuse qu'elle était plus imprévue. L'entreprise était si inouïe, dans ce pays qui n'a jamais eu de *guerrillas* que sur terre, que, les matelots manquant en Espagne, on fut obligé d'en emprunter à la France. On s'explique difficilement le prodigieux succès qu'obtint l'Espagne dans une carrière si nouvelle pour elle. Un an après la déclaration de guerre de l'Angleterre (30 octobre 1739), on comptait déjà plus de quatre cents navires anglais pris par des corsaires espagnols, et évalués, corps et biens, à 25,000,000 de francs. Or, malgré toute sa supériorité sur mer, l'Angleterre ne pouvait pas se venger, par la raison bien simple que l'Espagne n'avait presque pas de navires marchands, et que sa flotte de corsaires était éparse dans les deux Océans. Ajoutons que sa marine militaire, improvisée comme ses corsaires, comptait en Europe et en Amérique vingt-quatre vaisseaux de ligne prêts à prendre la mer, et autant en construction, sans parler des frégates, des galères et des bâtiments de transport. Tous ces navires portaient près de deux mille canons, et étaient montés par treize mille marins.

Dans son audacieuse croisade contre l'Angleterre, l'Espagne n'était pas seule, car elle avait la France derrière elle, sans pouvoir toutefois compter sur son appui.

Louis n'aurait pas mieux demandé que de prendre à la guerre une part active, et de resserrer sur les champs de bataille les liens qui unissaient naguère les deux branches des Bourbons. Mais le pacifique Fleury au rôle d'auxiliaire préférait de beaucoup celui de médiateur. Toutefois, en attendant qu'il pût faire accepter sa médiation, il fallait au moins faire semblant de se battre. Or, depuis un quart de siècle, la marine française ne faisait que déchoir, et il n'y avait plus de Colbert pour la ressusciter; aussi la lutte s'ouvrit-elle avant que la France fût prête à y prendre part.

Quant à l'Angleterre, la guerre n'y était pas moins populaire que dans la Péninsule, et l'Espagne, sur mer, lui paraissait à peine un ennemi digne d'elle. Aux cinquante vaisseaux de Philippe, dont la moitié seulement était prête à agir, elle pouvait opposer quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne et cinquante-deux grosses frégates. Les colonies espagnoles lui semblaient une proie facile, qui souriait à son ambition. Le parti de la paix avait été vaincu, avec Walpole, dans le parlement. Aussi chez ce peuple, accoutumé à agir avant de parler, l'amiral Vernon, avec six vaisseaux de ligne et de nombreux transports chargés de troupes, se présenta le 5 novembre devant Porto-Bello sur l'isthme de Panama, point de départ des galions mexicains; attaquée à la fois par terre et par mer, la place se rendit dès le 22. Les galions étaient partis depuis longtemps, les arsenaux et les caisses étaient à peu près vides, mais l'Angleterre y gagna un point d'appui, un port de refuge. Aussi l'opinion salua-t-elle avec transport ce succès qui semblait en présager d'autres.

Mais l'Espagne réagit contre ce premier revers avec une énergie qu'on retrouve chez elle dans la mauvaise

fortune, et qui manque trop souvent à la France. Tous les sujets anglais reçurent l'ordre de sortir de la Péninsule, et tout commerce avec l'Angleterre fut interdit *sous peine de mort*. Le gouverneur de Porto-Bello fut mis en jugement pour n'avoir pas su se défendre contre un ennemi inférieur en forces. Une forte escadre se disposa à partir pour les Indes de l'ouest, sous les ordres d'un amiral Pizarro, descendu du conquérant du Pérou, et ce nom d'heureux augure enivra d'espérance tous les cœurs espagnols.

On forma dans la Péninsule trois camps, l'un devant Gibraltar, sous les ordres du vainqueur de Bitonto, un autre en Catalogne pour menacer Minorque, et le dernier en Galice, sous le duc d'Ormond, émigré anglais, pour tenter un débarquement en Irlande. L'Angleterre, prenant au sérieux tous ces projets d'attaque, trop nombreux pour être bien réels, se hâta d'envoyer sur les côtes de Galice une flotte, avec mission de brûler tous les navires que contenait le port du Ferrol. Mais les vents contraires firent manquer l'expédition; l'escadre de Pizarro put ainsi réunir toutes ses forces, et se diriger vers Carthagène, entrepôt général de tout le commerce des colonies espagnoles, où l'on savait que devait se porter l'effort de l'Angleterre. Fleury, après avoir demandé pardon à Walpole d'être obligé de lui faire la guerre, se décida à regret, le 7 octobre, à expédier en Espagne une flotte de vingt-deux vaisseaux; mais son seul acte d'hostilité fut de convoyer jusqu'à Carthagène les navires espagnols qui, retenus au Ferrol, n'avaient pu partir avec Pizarro.

L'escadre anglaise, ayant manqué son expédition en Galice, ne se sentit pas assez forte pour tenir tête aux deux flottes réunies, espagnole et française; aussi atten-

dit-elle, avant de traverser l'Atlantique, le retour de cette dernière en France. Ce ne fut guère qu'au début de l'année suivante que vingt-deux vaisseaux de ligne vinrent renforcer la faible escadre de l'amiral Vernon. Le général Wentworth prit le commandement des troupes de terre. Enfin le commodore Anson, à la tête de quelques vaisseaux, fut chargé de doubler le cap Horn pour occuper par l'ouest l'isthme de Panama, et bloquer ainsi par ses deux rives le vaste hémisphère que l'Espagne retenait sous son empire. Le projet était grand et hardi, mais d'une exécution difficile; les tempêtes du cap Horn et le manque d'entente entre les deux amiraux le firent avorter. Le commodore n'arriva pas à Panama, et l'amiral Vernon, renonçant à combiner une attaque par les deux mers, se dirigea seul avec sa flotte vers Carthagène, le port de l'Amérique du Sud le plus rapproché de Panama.

Mais la ville, hérissée de fortifications, était armée de deux cents canons, sans parler de trois batteries flottantes qui commandaient l'entrée du port. Pour surmonter de pareils obstacles il fallait quarante mille hommes, et les Anglais n'en avaient pas le quart. Le courage suppléa au nombre : les Espagnols furent chassés des forts avancés, les batteries flottantes prises ou détruites par les assiégés eux-mêmes, et les Anglais entrèrent dans le port après avoir éteint le feu des batteries.

Ces premiers avantages enivrèrent les Anglais; l'amiral se hâta d'annoncer à Londres que la place serait bientôt en son pouvoir. On frappa des médailles pour célébrer une victoire qui n'était pas gagnée encore. Mais le plus difficile restait à faire : c'était de prendre le fort Saint-Lazare qui dominait la ville, et écrasait tout de ses

feux. Bientôt un ennemi plus redoutable vint à se montrer, ce furent les maladies, le plus sûr auxiliaire des Espagnols, mieux trempés que les Anglais pour ces climats brûlants. Un assaut, tenté avec une imprévoyance sans excuse, échoua : les assaillants furent repoussés avec des pertes énormes. L'amiral et le général, au lieu de réunir leurs efforts, ne songeaient qu'à se contrarier. Les assiégés, encouragés par ce premier succès, reprirent l'offensive, et ne laissèrent plus de repos à l'ennemi. Assaillants et assaillis semblaient avoir changé de rôle. Au bout de quelques jours, les Anglais, ayant perdu par la maladie, le fer et le feu la moitié de leurs forces, se décidèrent à la retraite, et mirent à la voile pour la Jamaïque, après une expédition aussi mal finie que glorieusement commencée.

La guerre se promenait maintenant sur les deux rives de ce vaste continent, mais elle était moins heureuse pour les Espagnols sur la côte ouest de l'Amérique du Sud. Si faible qu'elle fût, l'escadrille du commodore Anson avait sur la flotte de Pizarro une avance considérable. Les tempêtes qui avaient assailli les Anglais au cap Horn y attendaient l'escadre espagnole ; plus nombreuse, elle y souffrit davantage. Pendant ce temps, les Anglais purent dévaster impunément le littoral du Pérou et du Chili, vierge encore de toute attaque, dans cet océan Pacifique que la guerre vient rarement visiter. Le plus beau trophée de cette expédition de pirates fut un galion chargé d'or, la plus riche prise qui fût jamais entrée dans les ports de la Grande-Bretagne.

Mais le profit, même chez un peuple de marchands, ne tient pas lieu de gloire. Sur le terrain de la lutte, l'Angleterre avait échoué dans tout ce qu'elle avait entrepris. Elle ne fut pas plus heureuse dans un coup de

main sur Cuba, qui termina la campagne, et lui coûta mille huit cents hommes. L'amiral Vernon s'en retourna à la Jamaïque avec sa flotte, sans avoir osé rien tenter contre Panama, qu'il avait un instant songé à attaquer par terre, en faisant traverser l'isthme à ses troupes. Ainsi cette Espagne, que l'Angleterre affectait de compter pour rien, s'était défendue sur ces rives lointaines avec une énergie qui rappelait les plus beaux jours de son histoire. En somme, cette expédition, bien conçue et mal exécutée, coûtait aux Anglais vingt mille hommes et des sommes fabuleuses; et, chose plus grave, elle avait ébranlé dans les cœurs anglais cette confiance qui, sur mer du moins, les rendait invincibles.

Pendant que la guerre sévissait ainsi sur les deux rives de l'Amérique espagnole, des événements plus graves encore se passaient au sein de cette Europe qui, depuis le début du siècle, n'avait pas joui d'un instant de véritable paix. Mais pour remonter au point de départ, il nous faut reculer de quelques années en arrière. La guerre même avec l'Angleterre, le nouveau monde mis en conflagration par les rivalités de l'ancien, rien n'avait pu détourner Élisabeth de la pensée qui chez elle dominait toutes les autres : assurer à ses fils des couronnes en Italie. Don Carlos, l'aîné, était pourvu maintenant, mais il fallait songer à Philippe, son frère cadet. Le nouveau roi de Naples, à peine assis sur son trône, avait, en 1738, épousé Marie-Amélie de Saxe, fille de l'Électeur Auguste III, roi de Pologne et neveu de l'Empereur. La même année, le pape, sur les instances de Philippe V, s'était enfin décidé à accorder l'investiture au nouveau roi de Naples. Il avait reçu solennellement l'hommage de la haquenée blanche et de la bourse d'or, dernier vestige du droit féodal, dans ce siècle qui affec-

tait de rompre en visière avec le passé. La nouvelle reine était entrée en triomphe dans sa capitale, au milieu des transports de joie d'un peuple déjà gagné par les vertus et l'affabilité de son jeune monarque.

Tout allait bien de ce côté ; mais Élisabeth avait encore un fils à pourvoir, et fût-ce au prix d'une guerre, il fallait que ce fils eût au moins un duché, à défaut d'un royaume ! Aussi la reine mit-elle en jeu tous les ressorts de sa politique, pour négocier le mariage de l'infant don Philippe avec la fille aînée de Louis XV, Louise-Isabelle de France. Les mariages français, on s'en souvient, étaient populaires en Espagne, où les deux dernières reines avaient laissé de si purs et si doux souvenirs. Le mariage fut célébré à Paris le 26 août 1739, et, deux mois après, la princesse était rendue à Madrid. Sans doute il était d'une sage politique de resserrer les liens, un peu relâchés, qui unissaient les deux races royales et les deux pays ; mais les alliances, pour être durables, doivent reposer sur des intérêts communs, et non sur des affections de famille, et les peuples, par malheur, ne se marient pas toujours en même temps que leurs rois.

Malgré l'adhésion tardive et forcée de Philippe aux *Préliminaires de Vienne*, Élisabeth était loin d'avoir renoncé à ses projets sur l'Italie. Mais un événement imprévu vint changer la face des affaires, et ouvrir un horizon nouveau aux ambitions de la reine. Cet événement, ce fut la mort de l'empereur Charles VI, nature ardente et vive que conduisit au tombeau le chagrin de ses derniers revers. Avec lui s'éteignit, après quatre siècles et demi de durée, la maison d'Autriche-Habsbourg qui, sous Charles-Quint, avait un instant régné sur une moitié de l'Europe, et aspiré à la conquête de

l'autre. Sa dernière ambition avait été d'assurer, à défaut d'héritiers mâles, le trône à sa fille Marie-Thérèse, en vertu de la *Pragmatique sanction*, qu'il avait fait reconnaître par tous les souverains de l'Europe, la Bavière exceptée. Avec Marie-Thérèse et son époux François Ier, devait commencer, en 1745, la nouvelle maison d'Autriche-Lorraine, appelée à des destinées moins brillantes; car au début du siècle suivant, ses souverains devaient échanger le titre d'Empereur d'Allemagne contre le titre plus modeste d'Empereur d'Autriche.

Charles VI, en mourant, croyait son héritage assuré à sa fille et à son gendre; mais il avait compté sans les ambitions que devait réveiller, chez ses alliés, la perspective de ce splendide héritage, ouvert à toutes les convoitises. Sourd aux sages conseils du prince Eugène, qui lui répétait sans cesse que deux cent mille soldats et un trésor bien rempli étaient une garantie plus sûre que tous les traités, Charles n'avait laissé après lui qu'une armée et un trésor épuisés par ses longues guerres contre les Turcs, et une fille de vingt-trois ans, pleine de talents et d'énergie, mais sans expérience de la vie et des affaires. Quant à son gendre, l'Empereur n'avait pas même osé le nommer roi des Romains, et lui ouvrir ainsi le chemin du trône. Pour le lui disputer, les concurrents ne manquaient pas : le premier, le plus sérieux, était l'Électeur de Bavière, gendre de l'empereur Joseph Ier, et qui, avec l'appui de la France, devait un instant, en 1742, poser sur son front cette couronne si contestée.

Un autre concurrent, moins dangereux, était Philippe V, candidat obligé, pour lui ou pour ses fils, à tous les trônes vacants en Europe. Sans se laisser arrêter par ses engagements avec l'Autriche, il n'hésita pas à se porter comme prétendant à la couronne impériale, ainsi

qu'à celles de Hongrie et de Bohême, comme naguère à celle de France. Ses titres étaient ceux qu'il avait hérités de son aïeul Louis XIV (voir tome XI, p. 457), et lui donnaient, il faut le dire, plus de droits au trône d'Espagne qu'à celui de l'Empire. Un troisième prétendant aurait pu se mettre sur les rangs, avec des droits mieux fondés : c'était le roi de Pologne, Électeur de Saxe, Auguste III, neveu de l'Empereur défunt, et beau-frère du roi de Naples. Mais, convaincu que l'Europe ne lui laisserait pas réunir tant d'États sur sa tête, Auguste se décida à soutenir, faute d'oser les combattre, les droits de Marie-Thérèse, leçon de sagesse que Philippe V aurait mieux fait de suivre. Celui-ci, du reste, ne se faisait pas illusion sur ses chances de succès ; mais il aimait à inquiéter de ses prétentions toutes les puissances de l'Europe, pour détourner leur attention de ses projets sur l'Italie. Enfin, la preuve que sa candidature n'était pas sérieuse c'est qu'il appuyait en secret, d'accord avec la France, les prétentions plus réelles de l'Électeur de Bavière.

Mais pendant que tous ces prétendants assiégeaient de leurs réclamations la diète germanique, un autre s'apprêtait à arracher, les armes à la main, un lambeau de cet héritage auquel il n'osait pas prétendre. Ce concurrent imprévu, c'était Frédéric II de Prusse. Son père, tyran capricieux et brutal, auquel il venait de succéder, après avoir voulu, nouveau Philippe II, ôter la vie à son fils, lui avait légué les deux éléments de force dont cette royauté naissante avait surtout besoin, une armée et un trésor ! La diète en était encore à peser les titres des divers prétendants, auxquels il faut encore ajouter l'Électeur Palatin, quand le jeune conquérant vint jeter dans la balance le poids de son épée. Comme tous les

souverains, il avait reconnu, avec la *Pragmatique* de Charles VI, les droits de Marie-Thérèse à la succession de l'Empire. Avant de monter sur le trône, Frédéric avait prêché dans ses écrits la foi et le respect des traités; mais à peine couronné, une occasion se présenta d'arrondir aux dépens de l'Autriche son état naissant, et l'auteur de l'*Anti-Machiavel* n'hésita pas un instant à envahir la Silésie.

Mais ce n'est pas l'histoire de l'Europe, c'est celle de l'Espagne que nous avons à raconter. Revenons donc à Philippe V, ou plutôt à Élisabeth qui, dans tous ces graves événements, n'a vu qu'un moyen de poursuivre, sans que rien puisse l'en détourner, ses projets sur l'Italie.

Un nouvel acteur venait de paraître à Madrid sur la scène politique. C'était don José Campillo, élève de Patiño, comme celui-ci l'était d'Alberoni. Parvenu par son talent aux premières dignités de l'État, il réunit bientôt la triple direction des finances, de la marine et de la guerre. Par malheur pour l'Espagne, une vieille rivalité séparait le nouveau chef du cabinet du vainqueur de Bitonto, Montemar, désigné par l'opinion pour chef de l'armée que Philippe se préparait à envoyer en Italie, et l'on verra bientôt les suites fâcheuses de cette rivalité. Tous les ports de l'est de la Péninsule étaient alors occupés à rassembler les éléments de cette expédition, hommes, vaisseaux, armes et munitions. La présence d'une escadre anglaise qui croisait sur ses côtes empêcha, jusqu'à la fin de 1741, la flotte espagnole de se réunir et de mettre à la voile. Montemar, d'accord avec le roi, avait arrêté le plan de la campagne; mais, arrivé à Barcelone, il reçut de Madrid un autre plan directement opposé. Le plan était l'œuvre de Campillo, et toutes

les représentations du général vinrent se briser contre l'entêtement de Philippe qui, dominé par son nouveau ministre, tenait d'autant plus à ses idées qu'elles n'étaient point à lui. Montemar eut beau faire valoir l'autorité de son nom et de ses succès, il fallut obéir. L'escadre, forte de treize vaisseaux, avec quinze mille hommes de débarquement, mit enfin à la voile le 4 novembre. La France, qui avait pris parti contre l'héritière de Charles VI, et envahi l'Autriche de concert avec Frédéric II et l'Électeur de Bavière, était par conséquent en Italie l'alliée naturelle de Philippe V. Le vieil et timide Fleury, condamné à guerroyer malgré lui, envoya à regret une escadre qui, partie de Toulon, rejoignit la flotte espagnole juste au moment où les Anglais se préparaient à l'attaquer. L'amiral Haddock, trop faible pour tenir tête à ce double ennemi, se retira à Port-Mahon, et les Espagnols, sous la protection de l'escadre française, débarquèrent à Gênes leur petite armée.

Montemar, de son côté, prenait terre à Orbitello avec une autre division espagnole, le 3 décembre, et se dirigeait vers les États de l'Église afin d'obtenir, bon gré, mal gré, du saint-père le passage de quinze mille Napolitains sur son territoire. Dans cette curée de la monarchie autrichienne, où chacun voulait en arracher son lambeau, Philippe, qui tenait déjà l'Italie par le sud, voulait encore mettre sa griffe sur le nord, en chasser les Autrichiens, et y fonder pour son second fils un royaume de Lombardie, auquel il joindrait plus tard la Toscane, Parme et Modène. Quant au saint-père, serré comme dans un étau entre ces deux royautés sœurs, annulé comme souverain, toléré comme pontife, il n'aurait plus qu'à légitimer de son adhésion forcée toutes ces conquêtes de l'Espagne, sa tutrice. Le duc de Mo-

dène, gagné par la promesse de la main d'une princesse de France, était prêt à livrer ses places fortes. Les Génois accordaient le passage sur leur territoire aux armées de l'Espagne et de Naples. Le duc de Toscane lui-même, l'époux de Marie-Thérèse, craignant pour son duché, n'avait pas rougi de se déclarer neutre dans cette querelle qui le touchait de si près. Enfin la France promettait l'envoi en Italie d'un corps d'armée prêt à se mettre sous les ordres de l'infant don Philippe, candidat à la future royauté lombarde.

Tout marchait donc au gré de Philippe; mais restait un prince, trop menacé par tous ces changements pour les regarder d'un œil paisible. C'était le roi de Sardaigne, allié des deux branches de la maison de Bourbon, mais habitué, par ses traditions de famille, à compter pour rien les traités quand ils ne s'accordaient pas avec ses intérêts. Avec quelques concessions il n'eût pas été difficile de gagner Charles-Emmanuel, toujours prêt à se vendre, sauf à se reprendre après s'être vendu, et qui avait moins à redouter du voisinage de la France que de celui de l'Autriche. Mais l'aveugle obstination de Philippe, qui ne sut jamais ni céder ni résister à propos, l'empêcha de rien faire pour s'attacher un allié indispensable, geôlier de l'Italie, et qui ne demandait pas mieux que d'en fermer la porte aux Autrichiens. Élisabeth, qui ne voyait dans la Lombardie que le patrimoine de son fils, n'en voulut rien détacher, et Charles-Emmanuel, frustré dans ses prétentions les plus légitimes, se retourna du côté de Marie-Thérèse. L'Angleterre, toujours au service de tous les ennemis de la France, prit à sa solde le roitelet de Sardaigne, en attendant qu'elle pût en faire un roi de Lombardie. Marie-Thérèse, sans renoncer aux prétentions de sa famille sur le Milanais, chercha un

errain commun pour elle et son nouvel allié, et le trouva dans la nécessité de mettre l'Espagne à la porte de la péninsule.

La défection du roi de Sardaigne, cachée jusqu'au dernier moment à ses ci-devant alliés, frappa de stupeur les Espagnols, qui ne s'attendaient pas à trouver en lui un ennemi. Proclamant tout haut ses prétentions sur le Milanais, au risque de s'aliéner l'Autriche, sa nouvelle alliée, il mit ses troupes en marche vers Modène et Plaisance, pour faire face à Montemar et à son armée, en attendant l'arrivée des Autrichiens, que l'invasion franco-prussienne avait forcés à évacuer l'Italie. Fleury, au lieu de diriger vers la péninsule le corps auxiliaire promis à l'Espagne, l'envoya rejoindre en Bohême l'armée française qui avait grand besoin de ce renfort. Mais bientôt, les événements ayant pris dans le nord une tournure plus favorable à l'Autriche, Marie-Thérèse put ramener vers l'Italie une partie de ses forces, et quand les Hispano-Napolitains entrèrent dans le Modénais, ils furent tout surpris d'y trouver une armée austro-sarde qui leur fermait le chemin.

Il semble que, dans cette fatale expédition, tout se réunit contre l'Espagne, condamnée à se défendre au lieu d'attaquer, et à voir l'un après l'autre tous ses alliés l'abandonner, et se changer en ennemis. Suivant le plan tracé par Campillo, l'infant don Philippe devait aller à Antibes se mettre à la tête des vingt mille soldats que la France avait promis; mais le futur général, en y arrivant, se trouva sans armée. Fleury refusa même au jeune prince l'escorte de la flotte française pour le conduire en Italie, et le protéger contre l'escadre anglaise. Le second convoi de troupes, parti de Barcelone le 13 janvier, avec dix-huit vaisseaux, était si mal pourvu

vivres que l'expédition, jetée par les vents sur les îles d'Hyères, puis débarquée à la Spezia, dut y rester un mois sans pouvoir reprendre la mer. Les troupes de Montemar, près de Modène, étaient dans le même dénûment, qu'accrurent encore les renforts envoyés d'Espagne et de Naples. Les deux peuples et les deux armées se corrompaient mutuellement, et la désertion fit dans leurs rangs de tels ravages que, à Bologne seulement, plus de trois mille soldats désertèrent leurs drapeaux, grâce à la complicité des habitants du pays.

Ce n'est pas tout encore : comme si la fortune eût pris à tâche d'enlever à Philippe tous ses alliés, jusque dans sa famille, l'escadre anglaise se présenta à l'improviste devant Naples, et somma le jeune roi de se déclarer neutre, et de retirer ses troupes de l'armée de Montemar, en le menaçant, s'il s'y refusait, de bombarder la ville et le palais royal. Le roi et ses ministres se récrièrent contre une exigence sans précédents; mais l'officier anglais, posant froidement sa montre sur la table, déclara qu'il donnait au roi une heure pour se décider. Sous cette pression brutale de la force, don Carlos céda en frémissant, et s'engagea par écrit à garder la neutralité dans cette lutte qui avait pour but de donner un trône à son frère. Au bout de vingt-quatre heures, l'escadre anglaise avait déjà levé l'ancre, et Naples était délivrée; mais les troupes napolitaines reçurent bientôt l'ordre de quitter l'armée, ordre qu'elles se hâtèrent d'exécuter. Cette honteuse retraite, qui ôtait à Montemar plus d'un tiers de ses forces, porta le coup de mort à tous les plans de Philippe pour la conquête de l'Italie.

Au même moment arrivait de Madrid pour Montemar l'ordre formel de livrer bataille, ordre signé par Campillo qui, pour perdre son rival, n'eût pas hésité à com-

promettre le salut de la monarchie. Le conseil de guerre s'assembla sur-le-champ, et fut unanime pour déclarer, d'accord avec le général en chef, l'impossibilité de livrer bataille dans l'état où se trouvait l'armée. Mais la position n'était plus tenable, et si l'on ne se battait pas, il fallait reculer. Montemar, après avoir occupé un instant Modène, et forcé le duc, qui avait manqué à tous ses engagements, à chercher un asile à Venise, dut à son tour se replier vers le midi, avec l'ennemi sur ses talons jusqu'à Rimini, pour protéger contre une flotte anglaise ou une armée autrichienne la jeune royauté de Naples, sérieusement menacée.

Le ministre ne manqua pas de rejeter sur l'infortuné général tout l'insuccès de la campagne. Montemar fut rappelé en Espagne, et banni de la cour aussi longtemps que vécut son ennemi. Le comte de Gages, son successeur, se hâta, après un faux mouvement en avant sur Modène, de prendre ses quartiers d'hiver dans les États de l'Église. L'armée austro-sarde, se repliant vers le Pô, ne tarda pas à suivre son exemple. Mais Gages avait compté sans Élisabeth, pour qui l'impossible était un mot dénué de sens. Furieuse de voir avorter toutes ses tentatives pour doter son second fils d'une couronne, à peine consentit-elle à accorder à ses troupes fatiguées quelques mois de repos, et, dès le mois de février, elle envoya au général l'ordre de livrer bataille trois jours après la dépêche reçue, ou de donner sa démission. Gages, instruit par l'exemple de son devancier, obéit sans hésiter : par une marche rapide, il essaya de surprendre les Autrichiens, campés sur la rive gauche du Panaro frontière des États de l'Église. Mais il trouva l'ennem prêt à le recevoir. Après une attaque désespérée, où enfonça la cavalerie autrichienne, Traun, supérieur e

forces, reprit bientôt l'avantage ; les Espagnols, malgré tout leur courage, durent se replier sur Bologne, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés. Bientôt l'armée impériale, accrue par des renforts, put reprendre l'offensive, et força les Espagnols à reculer jusqu'à Rimini, réduits à quatre mille hommes seulement, triste et dernier débris de cette armée qui aspirait naguère à la conquête de l'Italie.

Mais ce n'est pas au midi, trop montagneux et trop étroit, c'est au nord, dans les vastes plaines baignées par le Pô, que s'est toujours décidé le destin de la péninsule. Aussi les Autrichiens s'abstinrent-ils de pousser plus loin leur victoire, et, les yeux tournés vers le nord, ils attendirent, pour agir, les événements qui allaient marcher à grands pas du côté du Piémont et de la Savoie.

Mentionnons en passant une tentative manquée de l'infant don Philippe pour pénétrer en Italie par Nice et le col de Tende. L'obstacle principal, de ce côté, ce n'étaient ni les Alpes, ni les Autrichiens, c'était le roi de Sardaigne qu'il fallait ou acheter ou réduire à l'impuissance. Gagner Charles-Emmanuel était plus facile que de le vaincre, car la valeur comme la ruse ont de tout temps été héréditaires dans la maison de Savoie. On essaya de le séduire en lui montrant en perspective le mariage de son fils avec une princesse de France, et Gênes comme une proie facile qui viendrait arrondir son futur royaume de Lombardie, et lui donner un port sur la Méditerranée. Le rusé Savoyard n'avait pas à se louer de Marie-Thérèse qui, voyant la fortune lui revenir, oubliait les promesses faites dans l'adversité. Les cabinets de Versailles et de Madrid exploitèrent le juste mécontentement du roi pour tâcher de l'attirer à leur parti ; mais le

Milanais fut la pierre d'achoppement où vint se briser tout espoir de ramener cet infidèle allié. Élisabeth voulait absolument faire de son second fils, comme du premier, un monarque italien, et sans le Milanais, la précaire royauté de Charles-Emmanuel manquerait toujours d'une base solide en Italie.

Avec des prétentions aussi opposées, il n'y avait pas moyen de s'entendre, et Charles-Emmanuel, qui mettait toujours son alliance aux enchères, finit par renouer, sur des bases nouvelles, avec ses anciens alliés. Le traité de Worms, conclu le 2 septembre avec l'Autriche et l'Angleterre, stipulait pour lui la cession par Marie-Thérèse de Pavie et d'une partie de son duché, et du marquisat de Final. Trente mille Autrichiens devaient s'unir aux quarante mille hommes que Charles avait déjà sur pied en Italie. L'Angleterre, à défaut de soldats, promettait un subside annuel de cinq millions de francs, plus sept millions pour racheter Final, hypothéqué aux Génois par l'empereur Charles VI.

La France et l'Espagne répondirent à ce défi en resserrant leurs liens par une *alliance perpétuelle*, offensive et défensive. Le roi de France s'engageait, promesse bien téméraire, à ne pas faire la paix que Gibraltar et Minorque ne fussent rendus à l'Espagne. Il promettait en outre d'aider l'infant don Philippe à conquérir le Milanais et les duchés de Parme et de Plaisance, réservés à Élisabeth, sa vie durant, et garantissait à don Carlos le trône des Deux-Siciles.

La guerre se ralluma en Italie avec une nouvelle fureur. Les Autrichiens, se sentant appuyés sur un allié décidé à les soutenir, firent reculer les Espagnols jusqu'à la frontière de Naples. Mais les grands coups, nous l'avons dit, se frappaient au nord de l'Europe comme

de l'Italie. L'Espagne avait alors en Dauphiné, sur le revers ouest des Alpes, plus de cinquante mille hommes, et l'infant don Philippe pour les commander. Élisabeth qui, du fond de l'alcôve royale à Madrid, commandait la victoire à ses généraux, envoya à son fils un plan de campagne que l'infant suivit mot pour mot : laissant trente mille hommes en Savoie, il tenta, avec vingt mille seulement, un coup d'audace où cinquante mille n'auraient pas été de trop. Laissant au nord le mont Cenis, hérissé de défenses par les Piémontais, il essaya de franchir les Alpes par la vallée de la haute Durance, au pied du mont Viso; mais la nature du terrain et l'hiver qui approchait opposèrent aux assaillants des obstacles insurmontables. Leur retraite sur le Dauphiné mit un terme aux opérations de cette campagne sans résultat.

Le timide et économe Fleury était mort le 19 janvier, à quatre-vingt-dix ans, et sa mort avait mis un terme à cette politique d'égoïsme et de faiblesse qui caractérisait, depuis dix-sept ans, l'attitude de la France. Déjà la conclusion de l'*alliance perpétuelle*, espèce de *pacte de famille* entre les deux branches de la maison de Bourbon, faisait présager une politique nouvelle; déjà l'Europe se demandait avec anxiété quelle influence allait prévaloir dans les conseils de la France. Mais il n'y avait que Fleury de moins, et Louis XV, par malheur, était toujours là, doublé de l'effronté Tencin, cardinal comme Dubois, dont il avait tous les vices, avec le talent de moins. Dominé par ses maîtresses qui régnaient de moitié avec lui, Louis essaya pendant huit jours de gouverner par lui-même, et y renonça bientôt pour se replonger dans ses immondes voluptés. Et voilà dans quelles mains étaient tombées deux des plus grandes monarchies de

l'Europe : à Madrid, un prince incapable de vouloir et d'agir par lui-même, et un autre en France, au-dessus de Philippe peut-être par les dons de l'esprit, mais mille fois au-dessous par son absence de valeur morale et son mépris de l'humanité que, en la jugeant d'après lui, il ravalait à son niveau!

Mais si bas que fût tombée la France, sous l'indigne successeur de Louis XIV, il y a dans ce peuple un tel ressort, une telle élasticité que, en dépit de l'avilissement du monarque et de l'incapacité du ministre, à peine Fleury eut-il quitté la vie et le pouvoir qu'un élan nouveau parut imprimé à la politique extérieure. A défaut d'un ministre digne de ce nom, l'impulsion fut donnée par l'opinion, seul pouvoir encore debout dans ce siècle d'abaissement des hommes et des choses. Jusqu'ici la France, dans son pacte avec l'Espagne, n'avait guère donné pour sa part que des promesses, plus souvent éludées que tenues; mais l'ardente Élisabeth, en voyant le cabinet de Versailles tourner tout son effort du côté du nord, et abandonner au midi l'Espagne, deux fois son alliée, par la communauté d'intérêts et par le sang de ses rois, pesa sur la France pour lui demander d'unir sa marine à la sienne, et de faire en Italie un effort égal à celui qu'elle avait fait en Allemagne. Seule en effet contre l'Angleterre, la marine espagnole n'était pas en état de tenir tête à cette reine de la mer; une escadre anglaise, en ce moment, bloquait sa flotte dans Toulon, et l'empêchait d'envoyer des renforts à ses armées en Italie.

La France, au fond, ne demandait pas mieux que d'agir; mais il fallait combiner l'action des deux alliés contre l'ennemi commun. Or l'Angleterre, grâce à sa marine, était partout, pour attaquer comme pour se défendre, et si l'on voulait la surprendre, c'était chez

elle qu'il fallait la frapper. Voici ce que l'on arrêta : les forces navales de la Grande-Bretagne étaient ou concentrées devant Toulon, ou éparses sur tous les coins du globe; ses côtes, dégarnies, manquaient de navires pour la protéger. Une double attaque fut résolue; la première à Toulon, contre l'amiral Mathews, par les deux flottes combinées, tandis qu'une expédition, préparée à Brest et à Rochefort, jetterait sur les côtes de la Grande-Bretagne quinze mille hommes sous les ordres du prétendant, Charles-Édouard, et du maréchal de Saxe. Les alliés comptaient sur l'irritation des esprits en Angleterre contre la famille régnante; mais ils avaient compté sans cet énergique patriotisme qui sait au besoin y rallier tous les partis autour de la patrie menacée.

Le plan était hardi, mais péchait par sa base, car jamais chez ce peuple, impatient de toute intervention du dehors, une dynastie, ramenée par l'étranger, ne parviendra à régner, même pour un jour. Le 24 janvier, le prétendant était déjà à Dunkerque, et s'y embarquait en mars, avec dix mille hommes seulement, au lieu de quinze. L'escadre française, après avoir croisé quelque temps dans le canal, tenta un débarquement à Dungenest. Mais l'Angleterre, que le danger ne surprend jamais, improvisa une flotte qui força l'escadre ennemie, inférieure en forces et contrariée par les vents, à se réfugier à Dunkerque, non sans avoir semé sur la côte quelques-uns de ses transports. Telle fut la triste issue de cette *armada* française, entreprise avec de trop faibles ressources pour avoir chance de réussir.

Les alliés devant Toulon ne furent guère plus heureux : leur flotte, forte de vingt-sept vaisseaux, dont quinze français et douze espagnols, vint offrir le combat aux Anglais qui comptaient trente navires, dont onze à

trois ponts, et dix frégates. Le combat eut lieu près d'Hyères, le 23 février, et dura tout le jour, sans aucun résultat; mais ce fut un grand honneur pour les alliés d'avoir pu lutter, sans trop de désavantage, contre la première marine du monde. L'amiral français, Court, grâce à l'habileté de ses manœuvres, perdit beaucoup moins de monde que les Espagnols; ceux-ci eurent un navire coulé bas, et leur vaisseau amiral si maltraité qu'il fallut le retirer du combat. Un coup de vent sépara les deux flottes alliées; les Français cherchèrent un refuge à Alicante, et les Espagnols à Carthagène. De là, leur flotte, en l'absence des Anglais qui étaient allés à Minorque réparer leurs avaries, put aller porter des renforts et des munitions à l'armée d'Italie. Cette bataille indécise fut fêtée à Madrid comme un triomphe; et en effet, ne pas être vaincu sur mer et contre les Anglais, pour l'Espagne, c'était vaincre! Ajoutons que les deux amiraux, séparés par de fâcheuses rivalités, n'osèrent plus réunir leurs forces, et évitèrent tout engagement; aussi les Anglais restèrent-ils, jusqu'à la fin de la guerre, maîtres de la Méditerranée.

Dans cette guerre qui ne veut pas finir, et où tout est à recommencer chaque année, on ne saurait trop admirer le courage et la persévérance dont fait preuve l'Espagne, seule intéressée dans cette querelle où la France risque autant qu'elle, et n'a rien à gagner. Élisabeth voulait à tout prix une couronne pour son fils, et voulait de plus qu'il la gagnât lui-même; aussi, à peine la question était-elle vidée sur mer que la guerre recommença sur terre, et la France cette fois s'exécuta franchement. L'infant don Philippe et le prince de Conti, à la tête de soixante mille hommes, essayèrent de pénétrer par le col de Tende dans cette Italie dont le *geôlier des*

Alpes tenait toujours la porte fermée. Après s'être emparés de Nice et de Villefranche, et avoir enlevé avec un irrésistible élan les premiers postes retranchés de l'ennemi, bientôt arrêtés par le manque de vivres et les difficultés de la route, à ces hauteurs inaccessibles où ne s'était jamais aventurée une armée, ils furent enfin forcés de rebrousser chemin.

Les deux généraux, sans se laisser abattre par ce premier échec, qui leur coûta près de douze mille hommes, tentèrent encore fortune par la vallée de la haute Durance que l'invasion avait déjà essayée une fois. Les assaillants, dans ces gorges sauvages où il fallait vaincre à la fois la nature et l'ennemi, déployèrent le plus héroïque courage. Espagnols et Français luttèrent à l'envi contre les privations, les fatigues, les dangers. Les soldats traînaient eux-mêmes leurs canons, et jetaient des ponts sur les torrents. Deux forts qui dominaient les défilés furent emportés d'assaut, et les alliés, maîtres du passage, débouchèrent dans cette Italie, si longtemps fermée, qui s'ouvrait enfin devant eux. Leur première attaque fut dirigée contre Cuneo (Coni), ville forte, défendue par sept mille hommes. Les progrès du siége furent si rapides que, sans l'approche de l'armée piémontaise commandée par son roi, la place était prise. Après deux engagements meurtriers, le roi parvint à y jeter des renforts. Depuis quarante jours, les assiégeants campaient devant la ville, et leur ennemi le plus dangereux, l'hiver, approchait à grands pas. Une tourmente eût suffi pour combler sous les neiges les défilés qu'ils avaient traversés, et dès lors tout espoir de retour était perdu. Le manque de vivres, les maladies leur avaient enlevé plus de monde que le fer de l'ennemi ; à tout prix il fallait partir ! Enfin, le 24 octobre, ils se décidèrent à

retourner sur leurs pas, laissant derrière eux blessés, malades et bagages. Dans cette difficile retraite, sans cesse harcelés par l'ennemi, ils repassèrent lentement, découragés, mais non vaincus, cette longue route, franchie naguère avec tant d'élan. Enfin, réduits à la moitié de leur nombre, exténués de froid, de faim et de fatigue, ils trouvèrent dans les riches vallées du Dauphiné un repos bien chèrement acheté.

Nous avons laissé une autre armée espagnole en présence des Autrichiens au centre de l'Italie. Lobkowitz, successeur de Traun, ayant reçu d'Allemagne des renforts, chassa les Espagnols de Rimini, et les fit reculer jusqu'à la frontière de Naples. Le jeune roi des Deux-Siciles, voyant l'ennemi sur sa frontière, se crut dégagé de sa promesse de neutralité, et alla rejoindre l'armée espagnole à la tête de dix-sept mille soldats. Lobkowitz, trouvant la route fermée du côté de l'Adriatique, se retourna vers l'ouest qui n'était pas gardé, et traversa Rome en se dirigeant vers la frontière de Naples, suivi par les Hispano-Napolitains qui voulaient lui en fermer l'entrée. Ainsi les États de l'Église n'étaient plus qu'un champ de bataille où des étrangers se disputaient, les armes à la main, quelques lambeaux de la triste Italie; ce pouvoir temporel, si ardemment convoité par les papes, ne servait qu'à déchaîner le fléau de la guerre sur leurs sujets, impuissante à la faire comme à l'éviter.

Les deux armées se rencontrèrent près de Velletri. Le roi de Naples avait établi son quartier général dans la ville, et son armée campait sur les hauteurs voisines. Lobkowitz, par une attaque de nuit, et en mettant le feu à la ville sur plusieurs points, faillit s'emparer du roi et de son état-major. Mais la résistance désespérée des assiégés donna le temps à Gages d'accourir à leur secours avec

le gros de l'armée, et les Autrichiens furent repoussés avec de grandes pertes. Les deux adversaires restèrent ensuite deux mois en présence sans rien tenter de sérieux ; mais bientôt un ennemi plus redoutable, les fièvres de l'automne, vinrent sévir dans les deux camps. Enfin le général autrichien, sentant le pays contre lui, se décida, le 1er novembre, à battre en retraite avec une armée décimée par les maladies.

Cette campagne, stérile en résultats, mais riche en gloire pour les Espagnols, leur avait donné plus d'une leçon utile : la première, c'est que, pour pénétrer en Italie, il fallait être maître des Alpes ou de la mer; or les Alpes appartenaient à Charles-Emmanuel et la mer aux Anglais, et il était difficile de vaincre à la fois sur les deux éléments. La seconde, c'est que, pour lutter avec succès contre l'Autriche, l'Espagne n'avait pas trop de toutes ses forces, unies avec celles de Naples ; il fallait donc les concentrer toutes au nord, et les retirer du midi, où les grandes questions ne pouvaient pas se trancher. En attendant qu'on eût une escadre capable de tenir tête à celle de l'Angleterre, le plus pressé c'était de jeter les Autrichiens à la porte de l'Italie, et de les isoler du roi de Sardaigne en le bloquant dans ses États de Piémont. Le plan des alliés pour la campagne de 1745 fut donc tout différent du dernier. Et d'abord ils avaient gagné dans le nord un humble, mais utile allié : c'était Gênes, mal à l'aise, comme Venise, dans cette ère monarchique, où les républiques tendaient à disparaître du sol de l'Italie, où, depuis la chute de Florence, la liberté n'a jamais pu prendre racine. Un motif grave avait brouillé les Génois avec l'Empire : justement irrités contre Marie-Thérèse, qui avait cédé au roi de Sardaigne le marquisat de Final, acheté par eux à beaux deniers

comptants de l'empereur Charles VI; menacés par l'Angleterre qui voulait leur enlever la Corse, les Génois n'avaient plus qu'une chose à faire, c'était de se jeter dans les bras de l'Espagne et de la France. Leur contingent dans la ligue fut un corps de dix mille soldats que prit à sa solde le cabinet de Madrid, qui avait de l'argent pour ses alliés, et n'en avait pas pour ses propres soldats.

Gages se trouvait alors auprès de Modène, avec ses deux petites armées, quand il reçut l'ordre de se réunir près de Gênes aux forces destinées à conquérir le Milanais. Les Autrichiens, campés entre Parme et les Espagnols, leur fermaient cette route, la plus directe qu'ils pussent prendre pour se rendre à Gênes. Restait celle de Modène à Lucques, plus longue et plus difficile, car elle traversait la portion la plus âpre des Apennins. Ce fut celle-là que Gages choisit, se croyant sûr que les Autrichiens ne viendraient pas l'y poursuivre. L'artillerie et les bagages ne pouvaient pas prendre le même chemin; il les fit partir avant lui par les États de l'Église, et, laissant le printemps dans la plaine pour retrouver l'hiver sur les monts, à travers des périls et des difficultés inouïes, il arriva enfin en juin dans le pays de Lucques, n'échappant que de quelques heures à une tourmente de neige qui eût suffi pour anéantir son armée.

Bien vite reposée de ses souffrances sur cette rive enchantée, l'armée poursuivit sa route jusqu'à Sarzana; mais elle se trouva arrêtée tout court par un torrent, la Magra, grossi par la fonte des neiges qui avait emporté tous ses ponts. Elle était là, sur cette corniche étroite, entre la mer et les Apennins, exposée sur terre aux attaques des Autrichiens, sur mer à celles des Anglais,

et séparée par le torrent de Gênes où l'attendaient ses alliés. Un premier pont, jeté à la hâte, est emporté par les eaux; Gages, sans se décourager, le fait reconstruire, et l'armée peut enfin passer. Les Autrichiens, lancés à sa poursuite, attaquent son arrière-garde; mais ils sont repoussés, et Gages, après avoir fait occuper l'important défilé de la Bocchetta qui ouvre l'Italie supérieure, finit par atteindre Gênes, et rejoindre l'armée franco-espagnole. Ainsi se termina cette héroïque expédition, où l'incertitude du but ajoutait aux difficultés du chemin; car Gages, en arrivant à Gênes, ignorait encore qu'il entrât sur un territoire ami.

Les forces réunies des trois alliés, Français, Espagnols et Napolitains, s'élevaient à soixante-dix mille hommes; les Autrichiens et les Sardes n'en avaient que cinquante mille, et n'avaient même pas osé leur disputer le passage des Apennins. Schulenbourg, qui avait succédé à Lobkowitz, traversant en hâte Parme et Plaisance, prit position près de Novi pour attendre Gages à la sortie de la Bocchetta. L'armée sarde se posta plus à l'ouest pour défendre le Montferrat. Mais les trois alliés, emportés par l'élan du succès, chassèrent l'ennemi de toutes ses positions, et s'emparèrent de Novi et d'Acqui. Les Austro-Sardes, se sentant trop faibles pour combattre séparés, s'étaient retranchés dans l'angle formé par le Pô et par le Tanaro. Les alliés se contentèrent de les y bloquer, et marchèrent résolûment à la conquête du Milanais, le futur apanage de l'infant. Pendant que Maillebois s'emparait de Tortone, les Espagnols occupaient Parme et Plaisance, à la grande joie des habitants, fiers de posséder un souverain à eux, après avoir donné une reine à l'Espagne.

Maîtres de toutes les villes de la rive droite du Pô,

sauf Alexandrie, les trois alliés franchirent enfin, le 22 septembre, ce fleuve près de son confluent avec le Tessin, et s'emparèrent de Pavie, qui leur ouvrait le chemin de Milan. Les Autrichiens se portèrent aussitôt en arrière pour couvrir la Lombardie, en livrant ainsi les Sardes aux attaques d'un ennemi trois fois plus nombreux. Aussitôt les alliés, au lieu de marcher sur Milan, acquis d'avance au vainqueur, quel qu'il fût, se replient sur le Tanaro, le passent de nuit, ayant de l'eau jusqu'au cou, et chargent à l'improviste l'armée sarde qu'ils mettent en déroute, en la rejetant jusque sur Valenza. Le roi n'échappa que par la fuite, suivi de quelques cavaliers, et ce n'est qu'à Casale qu'il put enfin rallier son armée. Les Autrichiens, arrivés trop tard pour le secourir, ne trouvèrent plus sur les deux rives du Pô qu'un ennemi prêt à les recevoir.

Le succès, quand il se soutient, n'est jamais l'œuvre du hasard. Le bon accord, les sages dispositions des généraux alliés avaient assuré d'avance cette série de triomphes. La fortune de l'Espagne et celle de la France, qui ne devraient jamais se séparer, semblaient se relever ensemble. Maîtresse des deux rives du Pô, l'armée des Bourbons s'empara presque sans résistance d'Alexandrie et de Valenza, puis de Casale et d'Asti; l'hiver seul put interrompre son rapide progrès. Mais le Milanais était ouvert, et tandis que les deux armées prenaient leurs quartiers d'hiver, l'infant, recueillant le fruit des victoires que l'on gagnait pour lui, entra en triomphe dans sa capitale, aux cris de joie de ce peuple mobile pour qui un maître nouveau était toujours le bienvenu. Gages, tenant les Autrichiens en échec, ne leur permit pas de franchir le Tessin. La fortune avait rendu son arrêt, et toutes les villes de la Lombardie suivirent l'exemple de

la capitale. Le duc de Modène fut payé de sa fidélité de fraîche date en rentrant en possession de son duché. Dans toute la Lombardie il ne resta plus à l'Autriche que Mantoue et les citadelles de Milan, d'Asti et d'Alexandrie, qu'on pouvait s'attendre à voir bientôt tomber dans les mains du vainqueur.

Résumons la situation au moment où elle va changer : tandis qu'Élisabeth ravie voit déjà la couronne de Lombardie sur la tête de son fils, les alliés se sont partagé le soin de défendre leurs conquêtes. A l'ouest, les Français, maîtres du pays jusqu'à Asti et Casale, sont chargés de maintenir libres les communications avec Gênes, leur seul point de contact avec la France. Une division de leur armée occupe à l'est Plaisance, Parme et Reggio. Les Espagnols tiennent tout le pays entre le Pô et les monts du Tyrol, et le gardent contre l'invasion allemande. Quant aux Sardes et aux Autrichiens, refoulés dans le Piémont, privés de toute communication avec l'Allemagne, ils attendent près de Novare les événements que le printemps doit amener.

Depuis la mort de Henri et l'apparition de Gages à la tête des armées espagnoles, on croit entrevoir dans la guerre un plan, dans les affaires une conduite, et sentir sous les événements une volonté qui les dirige. Mais, hélas ! il n'en est rien, et les choses n'ont pas changé au fond, sur les deux revers des Pyrénées ! Le caprice et l'emportement d'un côté, la corruption et la frivolité de l'autre, décident encore du sort de ces deux grands pays, incapables de se conduire eux-mêmes, et toujours pressés d'échapper à la responsabilité de leur propre destinée.

Dans cette guerre capricieuse qui se promène, depuis un demi-siècle bientôt, sur toute la surface du continent,

nous n'avons raconté que les événements qui touchent à l'Espagne, et où elle prend une part active. Nous avons dû laisser de côté toutes les scènes de ce sanglant drame qui se passent au nord entre la Prusse, la France et l'Autriche. Il suffira de savoir que, en décembre 1745, Marie-Thérèse, ayant acheté, par la cession de la Silésie, la paix avec Frédéric II, la face des affaires changea tout d'un coup ; l'Autriche, délivrée de ce redoutable ennemi, put reporter sur le midi les forces qui lui avaient servi à combattre la Prusse. Dès la fin de février, trente mille Autrichiens se dirigeaient sur Trente pour s'ouvrir un passage vers les bords du Pô, où allait se décider encore une fois le destin de l'Italie.

Louis avait alors pour ministre des affaires étrangères un homme digne de servir un autre maître, c'était Voyer d'Argenson, qui partage avec Chauvelin, son ami, l'ancien ministre de Louis XV en 1733, l'honneur d'avoir conçu ce plan d'affranchissement de l'Italie, que la France ne devait réaliser que de nos jours. Ce plan consistait à chasser les Autrichiens de la péninsule, et à l'affranchir de toute dépendance envers l'Empire ; puis à en faire une confédération, avec diète permanente, comme la Grèce des Amphictyons, l'Allemagne du moyen âge, la Suisse ou les États-Unis. Quant à la France, elle renonçait à la possession de tout territoire au delà des Alpes, sans en excepter même la Savoie, comprise pourtant dans ses frontières naturelles. C'était bien là, on le voit, la vraie politique de la France, qui, tant qu'elle reste enfermée dans ces limites que Dieu lui a tracées, peut se faire, au nom de sa modération même, le champion de l'équilibre européen et le soutien du faible opprimé. C'était la politique des Richelieu et des Mazarin, continuée par un successeur digne d'eux, et qui y

ajoutait, chose inconnue de ces grands hommes d'État, le droit des peuples, devenu la base de celui des rois, qui n'existerait pas sans lui. Mais Richelieu et Mazarin n'avaient été grands que parce qu'ils étaient libres, sous des princes trop jeunes ou trop faibles pour faire obstacle à de si vastes desseins. D'Argenson, au début, eut aussi Louis XV pour complice; mais des intrigues de cour ou de boudoir devaient bientôt troubler cette entente passagère du ministre avec son roi; car, incapable de comprendre tout ce qui était grand, Louis inclinait vers la bassesse par sa pente naturelle, et aspirait à descendre jusque dans la fange.

Pour réaliser ce *grand dessein*, qui rappelait celui de Sully, il fallait deux choses : détacher le roi de Sardaigne de l'Autriche, et constituer pour lui, avec le Milanais, le Piémont et la Savoie, un royaume de Lombardie, germe et noyau de la future unité italienne. Puis, une fois le traité conclu, il fallait le faire accepter à l'Espagne, et là était la difficulté, car, avec ce traité, le plan favori d'Élisabeth, celui de faire du Milanais l'apanage de son second fils, s'écroulait tout entier. Dans cette négociation délicate, la première condition du succès, c'était le secret, car l'Espagne, au premier mot, se serait révoltée, et aurait mis la France en demeure de choisir entre son alliance et celle de la Sardaigne. Puis, avant de faire la loi au cabinet de Madrid, il fallait être bien sûr de l'adhésion de Charles-Emmanuel, avec qui l'on n'était jamais sûr de rien. Le 26 décembre 1745, le lendemain même du jour où Marie-Thérèse avait conclu la paix avec la Prusse, les préliminaires d'un traité furent signés à Turin, tellement à petit bruit que les ministres français n'en surent rien; le secret demeura entre d'Argenson et Louis XV. Dans ce traité,

le Milanais était attribué au nouvel allié de la France, sauf Crémone, Voghera et Tortone, réservés comme appoint au duché de Parme, qui restait à l'infant don Philippe. Gênes, qu'il fallait payer de son dévouement, avait en partage Oneglia et les possessions de l'Empire en Ligurie. Mántoue, le boulevard de l'Autriche, devait grossir la part de Venise, restée neutre, mais qu'on voulait enrôler dans cette ligue italienne. Le grand-duché de Toscane passait de l'époux de Marie-Thérèse, François de Lorraine, à son frère Charles, à condition que celui-ci renoncerait à rien posséder en dehors de la péninsule; car d'Argenson, ainsi que Chauvelin, ne voulait en Italie que des princes *italianisés,* à Florence comme dans les Deux-Siciles.

Le traité, une fois signé à Turin, fut envoyé à Madrid. Philippe et Élisabeth n'y répondirent d'abord que par un torrent d'invectives, en criant à la trahison, et en refusant d'y accéder. Le roi de Sardaigne, de son côté, aveuglé par la méfiance, ne sut pas voir que tous les avantages du traité étaient pour lui, et ne se hâta pas assez de conclure. Un temps précieux fut perdu, au grand désespoir de d'Argenson, qui voyait le péril sans pouvoir l'éviter. L'armistice, signé à Paris le 17 février seulement, n'arriva à Turin que le 3 mars. La reine d'Espagne, après une première explosion de colère, s'était enfin résignée à subir ce qu'elle ne pouvait empêcher, et à partager l'Italie du nord avec le roi de Sardaigne.

Mais dans l'intervalle, la paix conclue entre la Prusse et l'Autriche avait porté ses fruits : les trente mille Autrichiens qu'elle laissait disponibles étaient descendus en Italie. Charles-Emmanuel, qui ne cédait jamais qu'à la peur qu'on lui faisait, vit le danger présent du côté de l'Autriche, et ne vit pas l'avenir du côté de la France.

Ignorant encore l'adhésion de l'Espagne, connaissant la faiblesse et la mobilité de Louis XV, capable de recevoir une bonne impulsion, mais non d'y persévérer; voyant enfin la France trop pauvre en soldats dans la péninsule pour y dicter la loi, et le rempart de sa frêle royauté, Alexandrie, prêt à tomber aux mains des Espagnols, il prit son parti, et rompit son traité, non signé encore, avec la France, pour se rejeter brusquement du côté de l'Autriche. Dès le 5 mars, les hostilités se rouvrirent: les Piémontais, prenant l'offensive, se présentèrent tout d'un coup devant Asti, occupée par les Français. La garnison, déconcertée par cette attaque imprévue, se rendit, au moment où Maillebois accourait à son secours. La perte d'Asti entraîna celle d'Alexandrie, qu'il fallut évacuer le 10, et Milan le 19, sous la menace de l'armée autrichienne, dont Milan fut la première étape à sa descente du Tyrol.

C'est ainsi qu'échoua, par la faute des hommes, et non de la fortune, qu'ils accusent volontiers de leurs torts, un des plus grands desseins qui aient jamais été formés. L'honneur de la conception appartient à Chauvelin et à d'Argenson; les fautes sont à tout le monde, excepté au ministre français. Mais le vrai coupable, c'est le roi de Sardaigne qui n'a pas compris qu'il y allait de l'avenir de sa maison et de celui de l'Italie. Même après la trahison de Charles-Emmanuel, d'Argenson, qui sentait le terrain chanceler sous ses pieds, voulut encore renouer avec lui; mais ce fut le tour de Louis XV de refuser, « aimant mieux, disait-il, avoir à écraser son ennemi qu'à le supplier ». Dans cette nouvelle direction de la politique française, il fallait avant tout se rapprocher de l'Espagne, et Noailles, l'ennemi juré de d'Argenson, fut envoyé à Madrid.

Dans l'intervalle, les événements avaient marché : l'élan de la victoire, naguère du côté des alliés, était passé à leurs adversaires. Le nœud de la guerre était maintenant en Italie, et tout l'effort de la France se portait sur la Belgique. L'armée française, qu'il eût fallu renforcer pour frapper un grand coup sur le Pô, fut abandonnée à elle-même. Quant à l'Espagne, tandis qu'elle prodiguait les subsides à ses alliés, ses troupes manquaient de tout; un général tel qu'elle n'en avait pas eu depuis longues années, Gages, ne pouvait obtenir de Madrid ni hommes, ni munitions, ni argent. Les Espagnols, s'ils avaient perdu Alexandrie et Milan, étaient encore maîtres de Tortone, Valenza et Pavie, et pouvaient, en concentrant leurs forces, couvrir Gênes, leur seul point d'appui, et faire face aux Autrichiens. Mais pour se rapprocher de Gênes, il fallait abandonner Parme. Le commandant espagnol, sachant que sa reine ne lui pardonnerait jamais d'avoir cédé aux Autrichiens sa ville natale, refusa d'obéir à Gages qui lui ordonnait de l'évacuer. L'infant, généralissime des armées alliées, appuya l'officier rebelle qui aimait mieux obéir à la reine qu'à son général.

Les conséquences de toutes ces fautes ne se firent pas attendre : la division espagnole de Parme, chassée de cette ville par les Autrichiens, au lieu de chercher à se rallier aux Français, pour faire masse ensemble contre un ennemi supérieur en forces, s'arrêta à Plaisance, dernier débris de l'héritage de ses princes, et y fut bientôt bloquée par le gros de l'armée impériale. Gages, incapable de résister seul à ce torrent descendu des monts, demanda du secours aux Français, campés entre Casale et Tortone. Maillebois craignait, non sans raison, en s'enfonçant dans l'ouest, de perdre ses communications

avec Gênes et avec la France; mais l'infant, son supérieur, donna l'ordre de marcher, il fallut obéir. Le 14 juin, Maillebois, devançant par une marche rapide les Piémontais qui le suivaient, vint rejoindre les Espagnols à Plaisance. Une fois réunis, les deux alliés tentèrent une attaque de nuit sur le camp autrichien; mais elle fut repoussée avec de grandes pertes. Bientôt arrivèrent les Piémontais, et les alliés, resserrés entre deux armées ennemies, franchirent encore une fois le Pô, pour rentrer dans le Milanais. Aussitôt, Sardes et Autrichiens de se lancer à leur poursuite, heureux de les voir s'enfoncer dans cette Lombardie qui allait se refermer sur eux comme un piége. Mais, par une manœuvre hardie autant qu'habile, Maillebois, dont la fuite n'était qu'une ruse de guerre, repasse le fleuve en les laissant s'égarer à sa poursuite. Sur la rive droite, il rencontre une division autrichienne, lui passe sur le ventre, et se replie vers l'ouest jusqu'à Tortone, en se rapprochant de Gênes et de la France.

Mais un grave événement va mettre un temps d'arrêt à cette guerre sans issue, où les succès se balancent comme les revers : cet événement, c'est la mort de Philippe V, mort dès longtemps prévue, et qui, arrivée plus tôt, eût été un bonheur pour l'Espagne, car elle l'eût délivrée des caprices du monarque et des emportements de la reine. Depuis son départ de Séville, la maladie, qui avait mis le roi aux portes du tombeau, n'avait pas reparu; mais il minait lui-même comme à plaisir sa constitution, d'ailleurs assez robuste, par une manière de vivre dénuée de toute raison. Il passait au lit presque toute la journée, et ne se levait que la nuit, pour prendre ses repas. Noailles l'avait trouvé tellement grossi qu'il pouvait à peine se tenir debout, et si changé,

qu'il aurait eu peine à le reconnaître, s'il l'avait vu ailleurs que dans son palais. L'intelligence, au dire de l'ambassadeur, était restée la même; mais peut-être, sous ce rapport, Philippe n'avait-il pas grand'chose à perdre. Les forces même d'un athlète n'auraient pas résisté à une pareille vie. L'apoplexie était à la porte, elle arriva enfin le 9 juillet. Il mourut presque subitement, à soixante-trois ans, dans les bras de la reine qui ne le quitta pas jusqu'à son dernier soupir, fidèle jusqu'au bout à son rôle de dévouement. La mort du roi fut si prompte qu'il ne put pas même recevoir les derniers secours de la religion.

Le prolifique monarque avait eu onze enfants, quatre de son premier mariage, et sept du second. Il laissa en mourant à son impérieuse moitié qui, de toutes les affections d'ici-bas, n'avait connu que l'amour maternel, un douaire de 70,000 piastres par an (370,000 francs) et son palais bien-aimé de Saint-Ildefonse, où il voulut être enterré. Toutes les dettes d'Élisabeth furent payées, des legs importants vinrent s'ajouter à son douaire, et elle resta tutrice de ses fils mineurs et de ses filles. La seule chose que Philippe ne put laisser à cette femme altière, qui le domina comme l'autre, ce fut le pouvoir. Du moment où le trône passait à un fils du premier lit, le règne d'Élisabeth était fini. Sa seule consolation fut de voir ses deux fils aînés, l'un roi de Naples, et plus tard d'Espagne, et l'autre duc de Parme. Elle vécut encore vingt et un ans, sans prendre aucune part aux affaires, dans sa retraite de Saint-Ildefonse. Infirme et presque aveugle, elle conservait encore à soixante-dix ans toute son intelligence et sa vivacité. Un dernier mot résumera notre pensée sur elle : il a rarement été donné à une femme de faire autant de mal au pays qu'elle a

gouverné. Peut-être, et c'est là son excuse, eût-elle été autre avec un autre époux ; mais obligée de vouloir et d'agir pour deux, elle a trop tendu le ressort, et l'Espagne a payé pour les faiblesses de son roi !

On connaît assez Philippe V pour que nous n'ayons pas besoin de formuler notre jugement sur lui. On rencontre rarement dans l'histoire un pareil mélange d'emportement et de faiblesse, de courage sur les champs de bataille, et de lâcheté dans les conseils. Tout ce qu'on peut louer de lui, ce sont ses bonnes intentions, presque toujours avortées. Nous essayerons plus loin d'apprécier les résultats matériels de son règne; mais, au point de vue politique, jamais les intérêts d'un grand peuple n'ont été plus arbitrairement sacrifiés au caprice et à l'aveugle passion de ses souverains. Pendant les dernières années de sa vie, Philippe, il est vrai, n'est plus responsable : la matière, chez lui, survit à l'esprit, comme l'emportement à la volonté. Mais ce que nous accusons alors, ce n'est plus lui, ce sont ces fictions monarchiques qui condamnent un peuple à obéir à un maniaque couronné, tenu en lisière par une femme qui ne sait pas se gouverner elle-même, et qui veut gouverner un pays.

Avant d'en finir avec Philippe V, une dernière question reste encore à résoudre : l'Espagne a-t-elle gagné, a-t-elle perdu à recevoir un roi de la main de Louis XIV, et à resserrer par un *pacte de famille* le lien naturel et forcé qui la rattache à la France? Cette question délicate, surtout pour un Français, a été traitée avec beaucoup de talent par le plus récent des historiens de l'Espagne, don Modesto Lafuente. Le jugement d'un Espagnol en pareille matière ayant plus de poids que celui d'un étranger, nous résumerons rapidement son opinion, qui

est aussi la nôtre. Peut-être en conclura-t-on, vu les préventions nationales et la différence du point de vue, que, d'une part comme de l'autre, nous nous sommes rencontrés sur le terrain de la vérité.

Sans doute la monarchie castillane, à l'avénement de Philippe V, était déjà bien déchue, grâce à l'ambition démesurée de ses rois du XVI[e] siècle, à l'indolence et au fanatisme de ceux du XVII[e]; et cependant, en 1700, elle possédait encore sur divers points du continent des domaines étendus, restes imposants de sa grandeur passée, trop colossale pour pouvoir durer. A cette date, le Milanais, les Deux-Siciles, la Sardaigne et la Flandre espagnole lui appartenaient encore. Le déclin était commencé, quoiqu'il fût loin encore d'être arrivé à son terme. Mais si, du début du règne de Philippe V, nous passons à sa fin, plus de Flandre, plus de Milanais, plus de Sardaigne! Naples même et les Deux-Siciles ont échappé à l'Espagne, pour lui revenir, il est vrai, mais en vertu de la conquête, et non du droit. Minorque, la clé des Baléares, est occupée par l'Angleterre qui, sur le sol même de la Péninsule, a, dans Gibraltar, sa porte pour y entrer. A première vue donc, il semble que les Bourbons ne soient venus s'asseoir sur le trône de Castille que pour compléter la ruine de cette vaste monarchie qui, sous les premiers princes autrichiens, embrassait le monde dans son étreinte.

Si du domaine de la géographie nous passons à celui de la politique, nous voyons disparaître, sous le despotisme niveleur du petit-fils de Louis XIV, les derniers restes de ces *fueros* séculaires d'Aragon, de Valence, de Catalogne, épargnés, bien à regret, par les princes de la maison d'Autriche; et l'on est tenté de conclure que la race de saint Louis n'est venue ceindre la couronne

de Castille que pour porter le dernier coup aux libertés de l'Espagne en même temps qu'à sa puissance extérieure.

Mais ce n'est là qu'un premier aperçu, pris à la surface des faits, et qui, si l'on creuse plus avant, ne résiste pas à l'examen. Qu'a gagné le peuple espagnol à voir Charles-Quint s'asseoir sur le trône impérial, et dicter des lois à une moitié de l'Europe, à condition d'être toute sa vie en lutte avec l'autre? Qu'a-t-il gagné à voir Philippe II régner sur les deux mondes, et entreprendre contre l'Angleterre cette lutte de géants, où l'*Armada* et la puissance de l'Espagne ont fait naufrage sur le même écueil? Cette grandeur mensongère ne renfermait-elle pas dans son sein le germe de toutes les décadences? Pour un demi-siècle de triomphes, ne préparait-elle pas deux siècles d'humiliations et de revers? Certes nous n'entendons pas décharger les tristes successeurs de Philippe II de leur part de responsabilité dans le déclin de la grandeur nationale; mais le mal qui s'est fait sous eux est leur héritage encore plus que leur œuvre : ils n'ont fait que récolter ce qu'avait semé l'ambition de leurs aïeux, hors de proportion avec leur puissance.

Prenez une carte de l'Europe, et vous serez frappé de voir avec quelle netteté le doigt du Créateur a tracé sur cet étroit continent, réservé, semble-t-il, à de plus hautes destinées que le reste du globe, ces grandes divisions géographiques qui fixent aux nations leur domicile, et assignent à chacune une existence à part, au milieu de la confusion de cette grande ruche humaine. Sans doute l'ambition des conquérants ne respecte pas toujours ces limites providentielles qui parquent les nations en groupes séparés, au lieu d'en faire, comme au temps de l'Empire romain, un troupeau confus sous la verge d'un seul

pasteur. Trop souvent aussi les peuples, complices des folies de leurs rois, se mêlent par l'invasion et par la conquête, en foulant aux pieds les bornes qui les séparent. On prétend même qu'il en doit être ainsi pour le commerce des idées et des races, et pour le progrès de l'humanité. Mais tôt ou tard le torrent débordé finit par rentrer dans son lit, après avoir dévasté le plus souvent, et parfois fécondé, le sol qu'il a envahi. Et alors les peuples, vainqueurs ou vaincus, en pansant leurs blessures, et en comparant leurs gains avec leurs pertes, se disent tristement : « Nous aurions mieux fait de rester en paix. »

Or, de toutes les races qui habitent l'Europe, l'Espagne est celle dont la place sur le globe est la plus nettement définie, et dont le territoire, incapable de se resserrer ni de s'étendre, la protége à la fois contre les dangers de l'invasion et contre les entraînements de la conquête. En effet, s'il est un peuple qui ait sa destinée à part, destinée d'isolement et d'unité tout ensemble, à coup sûr c'est l'Espagne. Et cependant, conquise ou conquérante, elle a toujours été infidèle à cette destinée. Et d'abord combien de fois n'a-t-elle pas été envahie et soumise? par les Romains d'abord, qui, effrayés de l'énergique résistance de cette race indomptée, l'ont amollie sous prétexte de la civiliser, et l'ont livrée, vaincue d'avance, à la conquête gothique; puis enfin, au VIII[e] siècle, par les Arabes qui, la prenant à revers par cette rive de l'Afrique d'où elle n'était pas habituée à voir venir ses maîtres, ont soumis en une seule journée ce peuple qui devait mettre huit siècles à s'affranchir de leur joug.

Retrempée par cette lutte héroïque, sans précédent dans l'histoire, l'Espagne retrouve son énergie native. Mais, après s'être reconquise sur les Arabes, du moment

où elle n'a plus d'ennemis au dedans, il faut qu'elle aille en chercher au dehors. Aussi Fernando *le Catholique*, le conquérant de Grenade, le devient-il bientôt du royaume de Naples. Après lui, Charles-Quint, à la tête d'une nation rajeunie et vivace qui, repliée sur elle-même pendant huit siècles, a accompli, avec une ténacité rare, sa mission de résistance, commence avec elle sa mission de conquête. Le torrent, après avoir repris d'abord possession de son lit, se répand au dehors. Ce rêve de monarchie universelle, qui a perdu tous ceux qui s'y sont livrés, depuis Charles-Quint jusqu'à Napoléon, n'est chez Charles qu'un résultat de sa position : la pente était trop forte, peuple et monarque y ont glissé en même temps.

Sous son fils Philippe II, la situation est déjà changée. L'impulsion conquérante, plus facile à exciter qu'à retenir, se continue encore; mais le mouvement de concentration de l'Espagne sur elle-même a déjà commencé : Philippe II, pendant toute la durée de ce long règne, mêlé de gloire et de désastres, est occupé à se défendre bien plus qu'à attaquer. La couronne impériale, unie un instant à celle de Castille par un caprice de l'hérédité, s'en est à jamais séparée, et la révolte des Pays-Bas signale le premier pas de la Péninsule dans la voie du déclin. Après Philippe II, ses pâles successeurs continuent à l'envi cette œuvre de démolition de la grandeur espagnole. A chaque règne, c'est une branche de plus qui tombe de ce tronc apauvri, le Portugal d'abord, puis Naples, puis la Franche-Comté, puis le Roussillon.

Eh bien, nous le demandons à tout homme de bonne foi : s'il en a été ainsi sous les successeurs directs de Charles-Quint, sous des princes espagnols soudés à la

nation, et ne faisant qu'un avec elle, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, pouvait-il en être autrement sous un prince étranger, mené en laisse par deux reines, étrangères comme lui, et passant tour à tour du joug de la France sous celui de l'Italie, sans jamais s'appartenir à lui-même? Aussi, malgré l'héroïque courage déployé par lui dans la lutte, lui faut-il, à la paix d'Utrecht, acheter la couronne par les plus durs sacrifices : la Flandre espagnole, Milan, Naples, la Sardaigne, la Sicile, lui échappent à la fois; heureuse perte, qu'il eût fallu accepter comme un gain, si l'Espagne avait pu comprendre qu'elle s'enrichissait de tout ce qu'on lui ôtait; que son avenir, c'était de renoncer aux conquêtes, et de se concentrer sur elle-même, dans sa force et dans son unité, retranchée derrière ses Pyrénées, mais rattachée au continent par la France, son alliée nécessaire et sa porte sur le continent, quand elle a besoin d'y rentrer!

Philippe V, il est vrai, a reconquis Naples et la Sicile, après les avoir perdus; mais, ne l'oublions pas, c'est comme princes indépendants, non comme vassaux de la Castille que ses fils règnent à Naples et à Parme; et la preuve, c'est qu'une dynastie, espagnole d'origine, mais italienne de fait, va s'établir à Naples en 1759 pour y durer jusqu'à nos jours, et ne disparaître qu'à l'avénement de l'unité italienne.

Sans doute, sous Philippe V, et après lui, le pied de l'étranger a souvent foulé le sol de la Péninsule. Mais on l'a vu de tout temps, de Sagonte à Saragosse, ni le peuple, ni le territoire ne sont faciles à l'étranger; païenne, musulmane ou chrétienne, l'Espagne n'a jamais porté bonheur à la conquête. Qu'on la laisse donc disposer de sa destinée, qui lui appartient, et où l'Europe

n'a rien à voir. Deux atteintes graves ont été portées, l'une à son indépendance par la présence des Anglais à Gibraltar, l'autre à son unité par l'existence du Portugal comme État séparé. S'il faut à notre tour, sur ce sujet délicat, dire toute notre pensée, qui est aussi celle de l'historien espagnol, nous dirons sans hésiter, à propos de Gibraltar : il n'y a jamais prescription pour une conquête injuste. Dieu a fait l'Espagne (les musulmans ne comptent pas) gardienne de ce détroit dont personne n'a le droit de lui ravir la clé; et la présence d'une garnison anglaise, sur cette roche espagnole, est et reste une insulte à l'honneur de la Péninsule et une menace pour son indépendance.

Quant au Portugal, la question est plus complexe et ne se laisse pas trancher aussi vite. Nul ne respecte plus que nous la volonté d'un peuple, grand ou petit, peu importe, qui veut se séparer de son frère aîné, et avoir sa destinée à part, fût-ce sous le même ciel et dans la même enceinte de mers et de montagnes. Nous reconnaissons donc hautement au Portugal le droit d'exister comme royaume indépendant, ayant, depuis des siècles déjà, sa part de la Péninsule comme du monde nouveau qu'il a partagé avec elle. Nous avons raconté, avec une sympathie qui ne peut être suspecte, la grande lutte du peuple portugais, en 1640, pour son indépendance, ses gloires maritimes et ses conquêtes dans le vaste empire des mers, où il a cherché et trouvé une compensation pour ses limites trop étroites. Mais l'historien de l'Espagne n'est pas celui du Portugal; peut-être a-t-il le droit d'émettre le vœu qu'un jour vienne où les deux peuples, réunis sous les mêmes lois par un acte de leur libre volonté, sans oppression d'une part comme sans dépendance de l'autre, marcheront ensemble

nation, et ne faisant qu'un ave ... ite en les
comme dans la mauvaise for ... s séparent
autrement sous un prince ét ... entre eux [1].
deux reines, étrangères co
du joug de la France s
s'appartenir à lui-mêr
rage déployé par lu
d'Utrecht, acheter
fices : la Flandr
la Sicile, lui
eût fallu ac
compren
ôtait; c
et de
sor
c'

...ando, *Hist. civil de* ... dor de los Rios, *His-*

...*ps diplomatique*; Rousset, ...goin, *Tableau de l'Esp. mod.*; ...*ist. de la maison d'Autriche*; *Mé-* ...e Berwick, de Richelieu, de Duclos, de ...ontgon; Muratori, *Annali d'Italia*; *Memoirs* ...*ers of Stanhope to Walpole*; Voltaire, *Siècle de* ...tin, *Hist. de France*.

CHAPITRE II.

L'ESPAGNE SOUS PHILIPPE V.

ARMÉE ET MARINE. AGRICULTURE, INDUSTRIE ET COMMERCE. FINANCES. AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES.

1701 A 1746

La guerre et la politique remplissent tellement le règne de Philippe V que nous avons dû laisser de côté tout ce qui touche à l'administration et aux intérêts économiques du pays, si négligés au milieu des incessantes préoccupations de la guerre. Un rapide coup d'œil sur ces divers sujets, qui sont comme l'arrière-plan de l'histoire, est indispensable pour compléter notre étude sur ce règne; règne de constrastes qui se divise en deux moitiés bien distinctes; à chacune préside une des femmes de Philippe, et leur nom mériterait plûtôt d'y être attaché que le sien. Est-il besoin de répéter que, dans la première moitié, la plus courte, la plus pleine, toutes les grandes inspirations, tous les héroïques dévouements sont inspirés au monarque par sa digne compagne Marie-Louise de Savoie, et par la princesse des Ursins? Dans la seconde, au contraire, vous ne rencontrerez plus que folles ambitions, caprices et mesquins intérêts de famille, personnifiés dans Élisabeth de Parme.

Mais ce n'est plus Philippe qu'il s'agit de juger, ce sont les résultats de son administration pour le bien-être matériel du pays. Ici ce n'est pas nous qui parlerons; nous laisserons les faits et les chiffres parler à notre place, ainsi que les historiens et les économistes espagnols, qu'on trouvera plus sévères pour leur pays que nous n'oserions l'être nous-même.

Commençons par l'armée de terre et de mer : sous un règne de près d'un demi-siècle qui n'a été qu'une bataille continue, depuis le premier jour jusqu'au dernier, on ne s'étonnera pas de voir l'armée et la marine, si profondément déchues, ressusciter à la voix de leur jeune roi, si bien nommé *le Hardi* (*el Animoso*), tant qu'il s'agit de conquérir son trône, et qui n'est plus que *le paresseux* (*el perezoso*) dès qu'il s'y est assis. Sait-on à combien se montait l'armée que la vieille dynastie autrichienne, morte avec Charles II, avait léguée à Philippe de Bourbon ? à vingt mille hommes au plus, mal équipés, mal nourris, encore plus mal soldés. La guerre de la succession, au contraire, et les trente-trois années de luttes presque sans relâche qui l'ont suivie, sont, peut-être, la période où l'Espagne s'est montrée sur le pied militaire le plus formidable. Au lieu de quatre-vingt mille hommes dont se composait, sous Philippe II, l'ensemble de ses armées, au lieu de ces mercenaires que Charles-Quint allait recruter dans toute l'Allemagne, l'armée en 1713, à la paix d'Utrecht, après tant de sang versé sur tant de champs de batailles, comptait cent vingt bataillons d'infanterie, à sept cents hommes par bataillon. Quant au chiffre total, on peut l'évaluer à près de cent mille hommes, y compris cent un escadrons de cavalerie, avec trois cents canons et quarante mortiers. Le matériel, en armes, en munitions, était immense,

surtout dans l'artillerie, qui avait reçu de la France l'impulsion nécessaire pour la régénérer. Tout était à refaire, et tout fut créé de nouveau; matériel, personnel même, tout fut emprunté à la France; une foule d'officiers, attirés par des offres brillantes, vinrent prendre du service en Espagne. On organisa aussi des compagnies de soldats du train, d'ouvriers, de mineurs, et deux cadets attachés à chaque compagnie créèrent une pépinière d'officiers à venir. Enfin un corps du génie militaire fut fondé en 1711, ainsi que trois écoles d'artillerie, placées, le croirait-on? à Oran et à Ceuta, aussi bien qu'à Barcelone.

L'Italie, sous Philippe V, comme la Flandre sous Philippe II, a constamment été fatale à l'Espagne; toutefois les expéditions de Sardaigne et de Sicile, la conquête de Naples par don Carlos, et surtout cette longue et sanglante guerre d'Italie qui devait survivre à Philippe V, attestent l'élan imprimé sous ce règne à l'armée. Heureuse l'Espagne, si Philippe avait fait pour sa prospérité matérielle (nous ne parlons pas de ses libertés) ce qu'il a fait pour son organisation militaire et pour l'honneur de ses armes!

MARINE.

Ce qui a perdu l'Espagne, ce qui fait encore, à l'heure qu'il est, sa faiblesse et sa dépendance, c'est d'avoir toujours laissé faire par des étrangers ce qu'elle aurait dû faire par elle-même; nous le verrons tout à l'heure, quant il s'agira de commerce et d'industrie comme nous allons le voir pour sa marine. De toutes les

expéditions maritimes qui ont occupé le monde, aucune ne fut et ne sera jamais plus célèbre que l'*invincible Armada*. Eh bien, cette expédition si vantée se composait de cent trente-cinq galères et galions, avec quarante bâtiments de transport qui portaient à peine vingt mille hommes, et la plupart de ces bâtiments étaient italiens ou portugais. L'Espagne, à tous ses âges, depuis les Phéniciens jusqu'aux Français, a toujours été exploitée par les étrangers, et, à l'heure présente, ils ont encore entre leurs mains la meilleure part de son commerce et de son industrie. Aussi les flottes espagnoles, depuis le XVII[e] siècle, avaient-elles peu à peu disparu de la mer ; l'Espagne n'avait plus de vaisseaux à opposer aux flibustiers de l'Amérique et aux corsaires de la Hollande et de l'Angleterre ; sous Philippe IV, on avait cessé d'en construire dans ses ports. Gênes, qui autrefois achetait des navires à la Péninsule, se chargeait maintenant de lui en vendre ; l'Angleterre lui en louait pour combattre les corsaires algériens ; au XVI[e] siècle, un habitant de Malaga mettait au service de Charles-Quint quatre galères dont il faisait seul tous les frais, et au lieu des soixante galères que l'Espagne avait en mer à cette date, Philippe IV ne pouvait pas même tenir à flot quatre galères comme le citoyen de Malaga.

Voilà ce qu'était, un demi-siècle avant l'avénement des Bourbons, la marine espagnole, et sa résurrection, sous Philippe V, n'est pas moins remarquable que celle de l'armée. En 1723, l'Espagne, grâce aux efforts d'Alberoni, avait en mer vingt-deux vaisseaux, et presque autant en construction, outre bon nombre de galères et trois cent quarante bâtiments de transport, pouvant porter trente mille soldats. Des écoles de toute espèce furent fondées pour former des marins ; la plus célèbre

était celle des gardes-marines, établie en 1727, à l'instar de la France, pour les nobles seulement.

Après la marine militaire, il nous reste à dire un mot de la marine marchande, transition naturelle pour arriver au commerce, dont elle est l'âme, en réalisant le besoin d'échanges qui est un des liens de la sociabilité humaine. Nous avons vu comment, grâce à sa répugnance pour toute espèce de travail, l'Espagne, de tout temps, a été exploitée par les étrangers. Les *rois catholiques*, Fernando et Ysabel, après l'avoir affranchie du joug des Maures, voulurent, après l'élan de la conquête, lui imprimer celui du commerce maritime, et la forcer à s'emparer du monde, maintenant ouvert devant elle. Un de leurs décrets, l'*acte de navigation*, défendit de charger, dans tous les ports de la Péninsule, des marchandises sur d'autres navires que ceux du pays, et ne le permit même, dans un port étranger, qu'à défaut de navires espagnols. Inutile d'ajouter que ce décret tomba bientôt en désuétude chez un peuple habitué à voir l'étranger pourvoir à ses besoins, d'ailleurs peu nombreux. Aussi la marine marchande partagea-t-elle le déclin de la marine militaire, deux forces toujours solidaires, car si l'une fait la puissance, l'autre fait la richesse d'un État.

Philippe V, en s'efforçant de réveiller la marine marchande de sa torpeur, ne songea pas à rétablir l'*acte de navigation*, dont on avait sans doute reconnu l'impuissance; car un roi, même absolu, ne peut pas forcer les gens à s'enrichir, ni leur donner, par décret royal, l'énergie qu'ils n'ont pas. Mais, en revanche, on créa à profusion, sous ce règne, des chantiers de construction pour la marine marchande. Le plus beau fut fondé par Patiño, à Cadix. Le chantier du Ferrol, au nord, et celui

de Carthagène, au midi, devinrent aussi deux centres importants, et des écoles de navigation y préparèrent des officiers pour les deux marines.

AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE.

Depuis l'expulsion des Maures, il n'y a plus d'agriculture en Espagne; ils se sont vengés de leurs vainqueurs en l'emportant avec eux, et y ont laissé, en échange, la haine et le mépris du travail. De tout temps, du reste, dans la Péninsule, l'agriculture a été un des intérêts sociaux les plus négligés par l'État; mais l'inertie du pouvoir eût été pour elle un bienfait, car elle lui eût évité les charges accablantes qu'un système désordonné d'impôts a fait peser sur elle.

Or, comme le dit très-bien M. Ferrer del Rio, dans sa belle *Introduction au règne de Charles III*, l'agriculture et l'industrie, en y ajoutant le commerce qui naît de l'échange de leurs produits, forment une association (*enlace*) tellement étroite qu'elles prospèrent ou décroissent ensemble dans une mesure presque pareille. Et voilà pourquoi il est très-difficile, surtout quand il s'agit de l'Espagne, de séparer l'étude de ces deux forces sociales, toujours solidaires; car les fautes commises dans un domaine pèsent bientôt lourdement sur l'autre.

Le premier effet du déluge de métaux précieux, versé par l'Amérique sur l'Espagne, dès le début du XVI[e] siècle, ce fut de faire augmenter la main-d'œuvre, et par suite de diminuer le travail. Les nations sont sujettes, comme les individus, à se laisser griser par une fortune trop rapide. Aussi, à mesure que renchérit la main-d'œuvre,

on voit diminuer les produits des manufactures indigènes. Non-seulement l'ouvrier veut être payé plus cher, mais il a moins d'envie de travailler. Bientôt l'industrie étrangère, toujours aux aguets, achète à vil prix aux Espagnols ces denrées que l'industrie nationale a cessé d'utiliser, pour les leur rapporter, converties en produits manufacturés dont l'art a doublé la valeur. Le commerce de la Péninsule se trouve dès lors réduit, comme celui des peuples au berceau, à la vente des matières premières, et l'industrie, qui se charge de les féconder, échappe à ces mains paresseuses.

Aux plaintes de l'Espagne appauvrie, sait-on ce que répondent les Cortès ? Elles supplient le pouvoir d'interdire l'entrée des produits étrangers, déjà naturalisés dans la Péninsule, et dont elle ne sait plus se passer. Parfois même, on se demande si l'on doit traiter de marchandises étrangères les soieries de Milan, les toiles de Hollande, les draps de Malines, et les tapis de Bruxelles, puisque le pavillon espagnol flotte sur toutes ces villes ; et la paresse nationale s'abrite ainsi derrière l'orgueil, et se pare de son inaction comme d'un privilége de la conquête.

Les lois qui prohibent la sortie des métaux précieux ne sont pas moins impuissantes. La contrebande a toujours été endémique dans ce pays qui, sans être une île, possède une si vaste étendue de côtes, et touche à la fois aux deux mers, rare privilége que la France seule partage avec lui. La proscrire, sur un sol qui y invite, c'est l'encourager, car la tentation de violer la loi s'accroît encore pour cette race courageuse avec le danger qui s'y joint. Les immenses profits de la fraude, surtout en monnaies d'or et d'argent, où tant de valeur se concentrent sous un si petit volume, suggèrent aux fraudeurs

les ruses les plus hardies. Les banquiers qui avancent des fonds à l'État, et dont toutes les affaires se font au dehors, éludent ouvertement la loi, sous prétexte de tenir leurs engagements avec l'étranger. Enfin l'Espagne, restituant par la contrebande tous les métaux qu'elle absorbe, les déverse sur l'Europe, sans y avoir rien gagné que d'y mettre son coin; et ainsi se vérifie ce mot d'Alberoni : « l'or et l'argent du nouveau monde traversent l'Espagne, comme les aliments traversent l'estomac, sans s'y arrêter. »

Autre faute non moins grave : jusqu'en 1720, Séville avait possédé, à l'exclusion de Cadix, le monopole du commerce avec les Indes de l'ouest. Or Séville, emprisonnée (*encallejonada*) dans sa ruelle du Gualdaquivir, qui verse tout droit sur Cadix les denrées du centre de la Péninsule, ne pouvait pas lutter avec l'admirable position de cette ville privilégiée, île et terre ferme à la fois, port et forteresse, à portée des deux mers et des deux mondes, l'ancien et le nouveau !

Mais tous les torts ici ne sont pas au gouvernement : les Cortès veulent aussi en avoir leur part, et s'opposent à ce que l'on ouvre les portes de sortie à certains produits industriels du pays, de peur que, devenus plus rares, ils ne haussent de prix sur les marchés nationaux. Et plus tard, on voit les mêmes Cortès, par une erreur analogue, demander la libre importation dans la Péninsule de la soie étrangère, non pas brute, mais tissue, en tuant ainsi du même coup l'agriculture et l'industrie nationales.

Comment, du reste, même chez un peuple plus laborieux, la production agricole aurait-elle résisté aux charges accablantes qui pesaient sur elle? C'était d'abord la *tasa*, la taxe, *maximum* imposé aux denrées par la police, secours passager pour le pauvre, ruine pour le

laboureur qui, dans les années abondantes, voyait ses grains sans valeur, et dans les années stériles, au-dessous de leur prix réel. C'est ainsi qu'en opposant l'un à l'autre ces deux intérêts vitaux, l'industrie et l'agriculture, on desséchait à la fois ces deux *mamelles de l'État*. C'est ainsi que disparaissaient, devant la concurrence étrangère, les draps de Ségovie, les gants d'Ocaña, les bonnets de Tolède, et tous ces vieux types du costume national qu'abandonne aujourd'hui le peuple des villes, et que le paysan, seul, s'efforce de conserver. Les laboureurs de la Manche et de la Castille laissaient sécher sur pied leurs récoltes de blé et de vignes, faute de trouver à les vendre. On coupait pour les brûler les beaux mûriers de Cordoue et de Grenade, pendant que Burgos, le centre le plus actif du commerce dans le nord, fermait ses magasins et ses ateliers,

Nous pourrions suivre dans tous ses détails ce navrant tableau, que retrace, avec une patriotique douleur, l'auteur de la *Vie de Charles III* (p. 49 de son Introduction); mais nous en avons assez dit pour qu'on puisse faire la part des fautes du pouvoir, des Cortès et du pays, car tout le monde est coupable ici. Cette décadence continue, qui remonte à près de trois siècles, n'a pas de date précise; elle ne doit être imputée ni à tel roi, ni à tel ministre. Elle est le développement progressif et fatal de germes déposés dans le passé, ou plutôt elle naît de la constitution même de la société espagnole, et est la loi de son histoire. On dirait que l'Espagne a perdu le sentiment de son droit, en même temps que ses rois ont perdu celui de leur devoir. Son ressort moral a été brisé par un double despotisme qui ne se retrouve, à ce degré du moins, chez aucun peuple chrétien. Une nation qui a plié sous la loi d'un despote peut encore,

si elle a gardé sa foi en elle-même, réagir contre l'oppression, et se débarrasser de ses chaînes ; mais une nation qui, depuis quatre siècles, a remis ses libertés dans les mains du monarque, et sa conscience dans les mains du prêtre ; qui, génération après génération, reçoit du saint-office sa consigne toute dressée, et ses haines qu'on lui dicte aussi bien que ses amours, une pareille nation a cessé d'être responsable d'elle-même.

Nous n'avons pas à rechercher ici quel sera l'avenir de l'Espagne ; c'est de son passé seul que nous nous occupons. Quant au présent, il est trop triste pour que nous ne nous hâtions pas d'en détourner les yeux. Les deux jougs qui ont pesé sur elle pendant trois siècles ont été brisés ; en est-elle plus vraiment libre, en est-elle plus heureuse? L'anarchie et la guerre civile en permanence seront-elles le dernier mot de son histoire? Non! nous espérons mieux de ce noble et malheureux pays. On a pu parfois nous trouver sévère avec lui ; mais, nous pouvons le dire, après avoir sondé cette plaie de son économie politique, plus douloureuse encore que toutes celles de son histoire, notre sévérité est de l'indulgence à côté de celle des historiens espagnols modernes. Ils aiment leur pays, nous n'en doutons pas, puisqu'ils lui parlent avec cette rude franchise, eux et leurs devanciers, les Feijoo, les Macañaz, les Ustaritz, les Jovellanos, les Canga Arguelles, et toute cette pléiade de courageux écrivains qui ont entrepris de faire l'éducation de leur pays en lui disant ses vérités, ce qui n'est pas toujours le plus sûr moyen de lui plaire.

Et maintenant creusons encore plus avant dans ce triste sujet. Étudions la ruine de l'Espagne en remontant à toutes ses causes, qui peuvent toujours se ramener à une seule : l'éternelle minorité d'un peuple qui

ne s'est jamais appartenu à lui-même, et d'une tutelle est toujours passé sous une autre. Toutes les idées étant une fois faussées, une erreur engendre une erreur nouvelle : ainsi, grâce aux tyranniques priviléges de la *mesta* (voyez n° 1, p. 20), les bergers, cette caste si puissante et si redoutée dans la Péninsule, s'appropriaient les champs destinés à porter du grain, et en faisaient des pâturages. Tout le pays, sauf quelques oasis près des fleuves, n'étant qu'un désert, semé de loin en loin de quelques rares villages, sans ombre et sans eau pour la plupart, les usurpations étaient faciles et rarement punies. Et cependant, malgré cette part si large faite au bétail, aux dépens de l'homme, grâce aux impôts exagérés qui pesaient sur cette industrie comme sur toutes les autres, on ne vendait pas la moitié des produits; les bergers eux-mêmes renonçaient à l'élève des troupeaux, faute d'argent pour en couvrir les frais. L'Italie, non contente d'attirer à elle toutes les affaires financières de la Péninsule, la dépouillait aussi de ses laines, qu'elle lui renvoyait fabriquées. Ainsi l'Espagne, que sa paresse mêlée d'orgueil rendait tributaire de l'Europe entière, l'était même des provinces qu'elle avait conquises, comme la Flandre et le Milanais. Quant au nouveau monde, en attendant qu'il lui échappât, l'industrie anglaise se chargeait de l'exploiter.

Si l'on veut embrasser d'un coup d'œil toutes les causes des misères de l'Espagne, nous les trouverons toutes réunies dans le passage suivant de Caja de Leruela (*Restauracion de la abundancia en España.* Parte I, cap. xv, an. 1632) : « Nos guerres de Flandre, nos emprunts à l'étranger, l'oisiveté des naturels du pays, causée par l'abus des impôts, des substitutions et des majorats, l'affluence des marchandises étrangères, le

nombre infini des monastères, et la multitude improductive de leurs habitants, enfin l'immense quantité de monnaie de billon, telles sont les causes qui ont suffi pour dissoudre la monarchie, et faire rentrer l'Espagne dans ses limites naturelles. Mais toutes ces causes réunies n'auraient pas pu la réduire à l'état de misère où nous la voyons, ni la perdre, en un mot, comme l'a perdue le *manque de troupeaux.* »

« Aussitôt, disent Pellicer y Ossau (*Comercio impedido, parte prima,* 1640), que *notre seigneur et maître* Philippe II a ôté le négoce aux Castillans pour remettre tous ses trésors aux mains des Génois, le mouvement commercial s'est arrêté tout court. Burgos et Medina del Campo se sont dépeuplées; la Vieille-Castille, tombée dans les griffes des usuriers, marche à grands pas vers sa ruine. Mais à mesure que ses murs s'écroulent, et qu'on démolit ses châteaux, on en bâtit à Gênes de nouveaux. »

Nous pourrions multiplier à l'infini ces citations; mais nous en avons assez dit pour prouver que les souffrances de l'Espagne datent de loin, et qu'elle a toujours été l'artisan de sa propre ruine. « Au moment même, dit encore Ferrer del Rio, où ses armées faisaient trembler l'Europe, ses champs restaient sans culture, ses ateliers déserts comme ses chemins. La classe des pauvres laboureurs disparaissait avec celle des artisans et des petits marchands qui, pour lutter contre la détresse toujours croissante, se groupaient en corps de métier, en affermant la vente à quelques particuliers qui recueillaient seuls les fruits de leur travail. C'est ainsi que, peu à peu, endosser le froc sans vocation devint une ressource contre la faim; émigrer en Amérique le seul espoir des familles, la mendicité une industrie, la fainéantise un

cachet de noblesse, le travail, enfin, un sceau d'ignominie...

« Chaque bourgeois un peu aisé aspirait à constituer un majorat dans sa famille, grâce à la facilité du pouvoir à accorder des titres de noblesse, seul abri pour la propriété contre le vorace *alcabala*. Ajoutons enfin à toutes ces causes de ruine la mendicité encouragée par les couvents, le nombre infini de jours de fête, et partant, d'oisiveté, ainsi que le discrédit où était tombé le travail, attesté par le nom de machines (*mecanicos*), note infamante appliquée à ceux qui se dégradaient jusqu'à exercer un métier; enfin la certitude que, au bout du compte, on trouverait toujours une rame sur les galères de Gênes, un mousquet dans les régiments de Flandres, ou une soupe à la porte d'un couvent. »

Maintenant quelle devait être la conséquence fatale de toutes ces fautes, l'inévitable conclusion de pareilles prémisses, sinon la dépopulation du pays, sans cesse croissante avec les fautes du pouvoir et la paresse des habitants?

Ici nous laisserons parler les chiffres : sous Philippe III, Tolède a perdu la moitié de ses citadins. « La dépopulation de la Castille, dit Navarrete, est visible à l'œil nu; à chaque pas, on y rencontre des villages, autrefois florissants, aujourd'hui déserts. » En 1619, les deux Castilles, qui occupent à elles seules les deux tiers de la Péninsule, ne comptaient plus que trois millions d'habitants, et la population totale de l'Espagne à la même date n'était plus que de six millions. Les hommes du peuple, voyant toutes les carrières se fermer devant eux, même la plus vitale de toutes, la culture de la terre, n'osaient plus se marier, de peur de mettre au jour des enfants pour les faire mourir de faim.

Les rois, effrayés de cette décroissance, toujours plus rapide, du nombre de leurs sujets, et craignant de n'avoir bientôt plus de soldats pour leurs armées, s'avisèrent, pour obvier au mal, d'un moyen bien étrange : voulant encourager le mariage, ils offrirent à tous ceux qui se marieraient, même aux plus pauvres, des titres de noblesse, *pour quatre ans*, et viagers pour tous ceux qui auraient quatre enfants mâles, comme si le parchemin qui les anoblissait pouvait garantir aux pères du travail, et aux enfants du pain! Ainsi s'explique le fait, mentionné au début de cette histoire (t. I, p. 23), qu'en 1826 on comptait en Espagne un noble sur neuf habitants, et en tout un million quatre cent quarante mille nobles contre un million cinq cent soixante-dix-neuf bourgeois. Dans de pareilles conditions, on peut se demander ce que le mot « noblesse » signifie.

INDUSTRIE ET COMMERCE.

A travers toutes les imprudences, toutes les folies dont le règne de Philippe V n'est qu'un long tissu depuis la paix d'Utrecht, on ne peut nier que, sous ce prince, une puissante impulsion n'ait été donnée à ces deux forces sociales qui se tiennent de si près. Avant lui, l'histoire de l'industrie en Espagne n'est qu'une longue lacune ou un long avortement. Le point de départ de cette lamentable histoire, la cause première à laquelle il faut toujours revenir, en commerce comme en agriculture, c'est l'incurable mépris du peuple espagnol pour les travaux manuels, abandonnés si longtemps aux Juifs et aux Maures. On conçoit ce mépris chez les Grecs et les

Romains; la guerre et les luttes de l'*agora* ou du *forum* suffisant à remplir leur vie, ils regardaient toute autre occupation comme indigne d'un peuple libre; mais dans l'Espagne moderne, où l'esclavage n'a jamais existé, on comprend moins le mépris étendu à toutes les branches du travail, agricole, industriel ou commercial.

Avec les Arabes, le travail manuel émigre en Afrique, mais le mépris qui s'y est attaché demeure dans la Péninsule. L'idée même d'occuper ses bras à un labeur soldé reste à jamais flétrie chez un peuple à la fois fier et paresseux, qui a mis plus haut ses aspirations, et n'a songé pendant huit siècles qu'à affranchir son territoire, et à purger sa foi de toute hérésie. Mais comme, sans travail, la vie sociale s'arrêterait tout court, le pli de la paresse une fois pris, l'Espagne, à défaut des Maures, a laissé faire les étrangers, qui ne demandaient pas mieux que de la décharger de toute œuvre servile. C'est surtout pendant le XVII[e] siècle, vraie date de sa décadence, que l'exploitation de la Péninsule par les étrangers prend des proportions vraiment inouïes. Après le commerce et l'industrie, ce sont les impôts, que l'orgueil castillan dédaigne de percevoir, et qui font passer dans des mains étrangères la plus forte partie des capitaux du pays; ce sont les emprunts contractés sur des marchés du dehors, à des intérêts exorbitants, que la concurrence indigène, toujours absente, ne peut pas faire baisser.

Mais avec l'avénement d'un Bourbon, tout dans la Péninsule prend une face nouvelle. La guerre de la succession a coûté bien cher à l'Espagne, mais elle lui a révélé toutes les ressources qu'elle possède en elle-même, du jour où elle saura s'affranchir du joug de l'étranger, et vivre de sa propre vie. Grâce à l'initiative féconde d'Alberoni, de Patiño et même de Riperda, l'industrie

nationale commence à s'émanciper, et à tirer parti des richesses que le Créateur lui a prodiguées. Dès 1725, des capitalistes espagnols prêtent à l'État au taux modéré de 5 pour 100. La science économique, ou l'étude des sources de la richesse des nations, science si arriérée dans la Péninsule, s'efforce d'y naître, et un rayon de lumière commence à percer ces ténèbres. A l'ombre de prohibitions exagérées et de droits soi-disant protecteurs, l'industrie indigène s'essaye timidement à lutter contre l'étranger dont elle fut si longtemps tributaire. Le vice, là comme chez tous les peuples restés mineurs, même en vieillissant, c'est que l'État veut tout prévoir, tout organiser, tout conduire; sous prétexte de protéger, il opprime, et impose à ses sujets les produits de ses fabriques, comme un impôt de plus à acquitter. Ainsi les employés de la couronne, depuis le conseiller d'État jusqu'au dernier des juges, sont tenus de se vêtir en noir, avec des draps des fabriques nationales. Celle de Guadalajara habille à elle seule toute l'armée. La soie, cette autre source de la richesse nationale, est aussi exploitée par l'État, et des fabriques officielles s'établissent partout, à Valence, à Tolède, à Saragosse, à Grenade. D'un bout à l'autre de la Péninsule, par décret royal, on ne porte plus que des étoffes fabriquées dans le pays. Ceux qui ont des habits ou des meubles de fabrique étrangère ont six mois pour s'en défaire, et les tissus même de soie de la Chine sont impitoyablement brûlés.

Mais des manufactures ne marchent pas toutes seules, chez un peuple habitué à vivre d'air et de soleil, à se passer de manger quand il n'a pas de pain, et à faire le moins possible œuvre de ses doigts. Il faut donc subir, comme ouvriers et comme contre-maîtres, ces étrangers

dont on ne veut plus comme fabricants privilégiés. Des travailleurs hollandais, flamands, français surtout, sont attirés à grands frais dans la Péninsule pour y implanter leur industrie native. Des industriels même de ces divers pays sont invités à venir s'établir dans la Péninsule, et des exemptions d'impôts leur sont accordées, pour un nombre d'années jugé suffisant pour acclimater ces industries exotiques sur le sol castillan. Comme la laine et la soie, les lins, les toiles, le papier sont tissés ou fabriqués sur une vaste échelle. Tout cela se fait à grands frais, comme tout ce qui est l'œuvre de l'État, et bien des écoles, bien des fautes sont commises dans ces fabriques privilégiées, sans que la libre concurrence soit là pour les redresser. Ainsi celle de Guadalajara dévore à elle seule les revenus de toute la province.

Madrid lui-même rivalise bientôt avec les provinces par le nombre et l'éclat de ses manufactures, où les arts de luxe sont surtout cultivés, comme tapis, glaces, étoffes ouvragées, dans le goût de la France, qui fournit à la fois les modèles et les maîtres pour diriger le travail. Les objets manufacturés sont déclarés exempts de l'*alcabala* et des autres taxes à la sortie des ports et à l'entrée des villes. Mais il est une chose dont l'industrie, pour prospérer, a plus besoin que de protection, c'est de liberté, et, sous la tutelle du pouvoir, la liberté lui manquera toujours. Tout gouvernement, quand il veut se mêler de fabrication, a le double privilége de faire moins bien, et de payer plus cher ; et cela par une raison bien simple, c'est que la concurrence est toujours bannie de toutes ses entreprises. Les leçons fécondes, qu'elle seule peut donner, n'existent jamais pour l'État qui, parce qu'il peut tout empêcher, se croit capable de tout faire.

Mais outre ce vice radical, inhérent à toute manufacture fondée par le pouvoir, d'autres entraves s'opposaient encore aux progrès de cette industrie factice, importée à grands frais de l'étranger, entraves nées des habitudes et du passé de la Péninsule : c'étaient d'abord les douanes, puis le système général des impôts. Dans tous les autres pays, les douanes ont la prétention d'être une protection pour le commerce et l'industrie indigènes contre les denrées et les produits du dehors. Mais l'Espagne a toujours eu le triste privilége d'être en contradiction avec l'expérience des siècles et les maximes les mieux établies de l'économie politique. « Partout en Europe, dit Ustaritz (*Teoria y practica del comercio*), les droits de douanes sont bien plus élevés pour l'étranger que pour l'habitant; chez nous, c'est tout le contraire! Les étrangers payent moitié moins que les Espagnols. » Les idées ont été tellement faussées dans ce malheureux pays, en dehors de l'Europe par ses habitudes autant que par sa position, que les objets manufacturés y acquittaient, pour en sortir, plus de droits que les produits exotiques pour y entrer. La douane de Cadix, une des plus modérées pourtant, prélevait un droit de 8 à 10 pour 100 sur les marchandises venues de l'intérieur du pays, tandis que les étrangers ne payaient que 2 et 1/2 pour les objets les plus imposés.

A ces droits qui eussent suffi pour paralyser toute industrie naissante, ajoutez la cherté inévitable de la main-d'œuvre, dans un pays où l'appât seul du gain peut vaincre la paresse native des habitants. Ajoutez-y l'*alcabala* et les *cientos*, triste héritage des Arabes, qui frappaient la première vente des objets fabriqués, et s'élevaient à 10 pour 100. Ajoutez-y les douanes intérieures qui attendaient ces objets à leur entrée dans

chaque province, et l'on comprendra que l'industrie indigène, malgré toutes les faveurs de l'État, ait été incapable de soutenir la concurrence avec l'étranger, plus favorisé qu'elle. Il est vrai que Philippe, c'est-à-dire Alberoni, par une heureuse inspiration, avait supprimé en 1717 toutes les douanes intérieures, pour les Espagnols comme pour les gens du dehors. Mais, par une de ces contradictions qui ne se voient que dans la Péninsule, une seule province resta en dehors de cette mesure bienfaisante : ce fut l'Andalousie qui, transit obligé de toutes les marchandises destinées aux Indes, aurait dû, avant les autres provinces, être exempte de tout droit intérieur. Eh bien, tandis qu'on abaissait toutes les barrières qui séparaient la Castille, la Catalogne, Valence et l'Aragon, l'Andalousie avait non-seulement une douane de sortie dans chacun de ses ports, chacune de ses villes principales, mais encore deux lignes intérieures, à Xerez et à Lebrija, pour saisir au passage les produits que le fisc attendait encore à leur embarquement. C'est ainsi que, au XVIII[e] siècle, l'Espagne comprenait la liberté du commerce, et travaillait elle-même à s'appauvrir, sous prétexte de se garder.

« L'Andalousie, divisée sous les Arabes en cinq royaumes, dit Ulloa, (*Establecimiento de las manifacturas*), avait naturellement cinq lignes de douanes, pour mieux accuser ses frontières. Et certes, les autres nations doivent bien rire de notre ignorance, en nous voyant conserver soigneusement ces cinq remparts de douanes, quand il eût fallu travailler à l'unité de la Péninsule, et effacer toute séparation entre les membres d'un même corps. Aussi, est-ce chez nous seulement qu'on voit le malheureux fabricant payer deux droits dans une même heure, l'un à la porte de terre où il

arrive, l'autre à la porte de mer d'où sortent ses marchandises. Les douanes sont, sans contredit, moins vexatoires en Turquie, car quand les marchandises ont acquitté leur droit d'entrée à Smyrne, elles sont exemptes de tout droit à Constantinople et ailleurs. »

Mais ce n'est pas tout : outre ces douanes, il y avait encore des gabelles et octrois, pour empêcher la sortie des fruits et des denrées de toute espèce, et des *droits de péage*, levés à la fois sur les denrées de la terre et sur les produits industriels. On dirait que l'idéal du législateur, dans cet étrange pays, placé en dehors des conditions ordinaires de l'humanité, est de tout isoler et de tout immobiliser, en tuant le besoin comme la liberté des échanges, base première de toute vie sociale. Les conséquences de toutes ces folies sautaient aux yeux, et le gouvernement seul ne voulait pas les voir. Ainsi Séville qui, au XVI[e] siècle, comptait plus de seize mille métiers à tisser la soie, et occupait plus de soixante mille ouvriers, Séville, sous le double fardeau de l'*alcabala* et des douanes, était tombée dans une décadence dont elle ne devait plus se relever. La soie y payait à son entrée 14 pour 100, et autant à la première vente, tandis que, dans la Castille et Valence, grâce à la liberté des échanges, le bien-être régnait avec l'abondance.

Des voix courageuses ne manquèrent pas de s'élever, pour éclairer le gouvernement sur le danger et sur la folie de ces impôts, d'autant plus lourds à porter qu'ils ne pesaient pas sur le pays tout entier, et qu'une province était la satire de l'autre. Zavala, Ustaritz, Ulloa, don Jorge Juan, mais surtout le bénédictin Feyjoo, dans son *Teatro critico de Errores* et dans ses *Cartas eruditas*, ont rompu bien des lances contre ces erreurs qui avaient pour elles la triple autorité des siècles, des tradi-

tions officielles et des préjugés populaires. Mais tous ces vaillants athlètes, et surtout le père Feyjoo, dans la guerre courageuse qu'il osa déclarer aux abus et aux erreurs de toute nature, en religion comme en économie politique, étaient les élèves de la France. Ils appartenaient, sans oser s'en vanter, à cette croisade hardie des philosophes du XVIIIe siècle qui, pressés de réagir contre l'orthodoxie despotique du *Grand Règne*, avaient déclaré la guerre aux préjugés d'abord, et ensuite aux croyances. Or l'Espagne n'en était pas là sous Philippe V; le drapeau de la libre pensée, qu'arboraient tous ces novateurs, laïques ou tonsurés, faisait tort à leur cause; et s'il fallait ici résumer l'Espagne en deux mots, nous dirions que, dans ce naufrage du passé, le peuple, plutôt que de perdre sa foi, a mieux aimé garder ses préjugés, mais que les classes éclairées ont trop souvent jeté tout par-dessus bord, préjugés et croyances à la fois.

COMMERCE.

Avec toutes ces entraves mises au développement de l'agriculture et de l'industrie, on comprend que, en dépit de la bonne volonté impuissante de Philippe V, la navigation et le commerce aient été frappés de mort par cette triple barrière d'impôts, de prohibitions et de douanes. Sans doute l'abolition des douanes de province à province avait profité au trafic intérieur; mais quant au commerce extérieur, à peu près borné aux échanges avec les colonies, on sait, hélas! ce qu'il était devenu depuis que l'Angleterre avait obtenu le privilége de

l'*asiento*, et celui d'envoyer, chaque année, dans les colonies espagnoles un navire privilégié, pour déshabituer les colons des produits de la mère patrie, trop inférieurs en qualité et trop supérieurs en prix. L'Espagne, on le sait, a eu moins de peine à conquérir le nouveau monde qu'à le garder. La contrebande, impossible à bannir de cette immense étendue de côtes, répartie sur deux mers, finit par envahir tout le continent et les îles des deux Amériques, pendant ces longues guerres qui retenaient dans les mers de l'Europe les forces maritimes de la Péninsule. Le cabinet de Madrid, désirant remédier à un pareil état de choses, affranchit en 1720 les marchandises, embarquées sur les galions de l'État et sur les navires des particuliers, de tous droits à payer en Espagne et dans les colonies, sauf ceux de la sortie de Cadix.

Mais le moyen, pour un commerce naissant comme celui de l'Espagne, de lutter contre le commerce anglais, partout présent, partout accepté, habile à faire naître le désir et bientôt le besoin, et apportant sur cette terre vierge toutes les convoitises du luxe et de la parure, si puissantes sur des peuples à demi civilisés. L'on raconte même que les frégates anglaises, au blocus de la Vera-Cruz, tout en échangeant des boulets avec les forts du rivage, débarquaient des marchandises dans la petite île de *Sacrificios*, faisant ainsi deux fois la guerre à l'Espagne, à coups de contrebande et à coups de canon.

La lutte avec les navires marchands de la Grande-Bretagne n'était pas plus possible qu'avec ses navires armés, car c'était chose reconnue qu'un bâtiment anglais, de même tonnage, portait autant de cargaison que quatre espagnols. La guerre avec l'Angleterre, qui dura presque autant que le règne de Philippe, ferma trop souvent l'accès des colonies aux flottes marchandes et aux

galions de l'État, qui ne faisaient le voyage qu'à époques fixes et une fois par an. Alors, pendant plusieurs années de suite, les colonies restèrent séparées de la métropole, et la contrebande eut beau jeu pour remplir l'*interim*. Le gouvernement espagnol, pénétré de ce danger, essaya en 1737 de remplacer les flottes régulières par des vaisseaux isolés, partant aussi à époques fixes, et destinés à pourvoir, si l'Angleterre voulait bien le permettre, aux besoins des colonies.

Dès 1706, au milieu des préoccupations de la guerre, avait été créée la compagnie de Guipuscoa, avec privilége pour l'importation du sucre et du cacao. Philippe alla même jusqu'à octroyer des lettres de noblesse aux habitants de la colonie qui prendraient des actions dans cette entreprise royale. Or sait-on combien, en vingt ans, il partit de navires espagnols pour Caraccas? Cinq !... Et la compagnie finit par suspendre ses payements sous Charles III, par suite de la mauvaise gestion et des entraves apportées par la guerre.

Patiño, ce grand ministre dont le seul tort est de n'avoir pas assez vécu pour faire vivre avec lui ses créations, avait fondé à Cadix une autre compagnie pour le commerce des Indes de l'est, avec faculté d'avoir des troupes à sa solde, et d'exercer droit de souveraineté sur les pays qu'elle pourrait conquérir. Ainsi Cadix, non content d'avoir enlevé à Séville le monopole du trafic avec les deux Amériques, serait devenu l'entrepôt du commerce des deux Indes. Il faut bien l'avouer, du reste, l'admirable position de ce port privilégié justifiait ces faveurs sans précédents accordées à une seule cité. Aussi dans un autre pays que l'Espagne, quelles n'eussent pas été les destinées de Cadix, à qui deux grands fleuves, le Guadiana et le Guadalquivir, sont là pour apporter,

sans dépense et sans peine, les denrées de l'intérieur; qui, à travers l'isthme de Suez, pourrait aujourd'hui atteindre par la Méditerranée l'extrême Orient, et à travers l'isthme de Panama embrasser le monde tout entier, et cette fourmilière d'îles qui peuplent ie grand Océan! Mais l'Angleterre avait aussi ses visées sur l'Inde, elle allait bientôt en expulser la France, et ce n'était pas pour laisser l'Espagne y prendre droit de cité. Inutile d'ajouter que cette compagnie, mort-née, n'exista jamais que sur le papier.

Enfin, dans ce malheureux pays, le bien même que son roi, avec les meilleures intentions du monde, cherchait à lui faire, tournait à mal le plus souvent. Ainsi, au début de son règne, Philippe crut faire merveille de défendre l'importation des denrées de la Péninsule chez les peuples qui lui avaient déclaré la guerre. Or c'était là un inconvénient qu'il fallait subir, et non un principe qu'il fallait poser, en allant au-devant du mal qu'on ne pouvait pas éviter. Les Anglais prirent l'Espagne au mot : ces vins, ces fruits parfumés qu'ils lui demandaient naguère, ils allèrent les chercher en Portugal. Des liens durables s'établirent entre les deux pays, et cet immense commerce passa aux Portugais, héritiers de l'Espagne, et bénéficiaires de ses fautes.

Ainsi en est-il de toutes choses quand on creuse dans le passé de la Péninsule, semé de fautes commises de sang-froid et avec réflexion. L'histoire de l'Espagne est bien triste, mais son économie politique, quand on veut en sonder les abîmes, est peut-être plus triste encore. Et comment pourrait-il en être autrement? la base est fausse, l'édifice peut-il être solide? L'individu, écrasé dès l'enfance sous un double despotisme, a cessé de compter, et se perd dans la masse. Au lieu d'une

nation, il n'y a plus qu'un troupeau docile, recevant le mot d'ordre de ses deux pasteurs : le roi se charge de vouloir, et le confesseur de penser pour lui. Telle était encore l'Espagne au milieu du siècle dernier et au début même de celui-ci; et quand en 1808, grâce à ce glorieux réveil de sa nationalité, elle s'est retrouvée elle-même, et a affirmé son indépendance, bien des yeux alors se sont ouverts à la lumière, et bien des jougs ont été brisés avec celui de l'étranger; mais au point de vue moral comme au point de vue politique, y a-t-elle gagné? Le tardif réveil des intelligences n'a profité, en religion qu'à la libre pensée qui règne seule aujourd'hui dans les classes éclairées; en politique qu'à l'anarchie, qui y alterne avec le despotisme, sans que l'Espagne ait encore, pas plus que la France, su trouver le milieu et s'y arrêter.

FINANCES.

Nous arrivons ici à la plaie la plus incurable et la plus profonde du corps social tout entier. On en jugera par le fait suivant : sous Charles II, l'Espagne avait atteint le niveau le plus bas de sa décadence. Elle ne pouvait que se relever, car elle n'avait plus à descendre. Eh bien, sous ce monarque, enfant et vieillard à la fois, qui, dans sa caducité précoce, a fait l'Espagne à son image, le désordre des finances était devenu tel qu'on paraît avoir songé sérieusement à en confier l'administration au clergé. Chose incroyable! on aurait chargé les trois cathédrales de Tolède, de Séville et de Malaga, la première de l'administration de la guerre, la deuxième

de celle de la marine, et la troisième de l'entretien des galères de l'État et des présides africains. Or sait-on le motif allégué en faveur de cette étrange mesure? C'est que le clergé seul pouvait être fidèle dans la gestion des fonds de l'État, et que la confiance renaîtrait aussitôt qu'on les verrait entre ses mains. Certes, il faut toute l'autorité d'un écrivain aussi sérieux que Campomanès, à qui nous empruntons ce curieux détail (*Apendice á la Educacion popular*), pour nous faire croire qu'un pareil projet ait pu entrer dans la cervelle d'un ministre. On jugera de la gravité de la maladie par l'étrange remède que des charlatans politiques ont osé proposer. Il ne manquait plus, en vérité, au peuple espagnol, après avoir abdiqué entre les mains du clergé toute liberté de penser, que de lui remettre encore la direction de ses armées et les clés de son trésor! Ce cléricalisme financier, pour peu qu'on l'eût appliqué à tous les États catholiques, aurait fait d'eux autant de provinces du saint-siége, qui aurait ainsi disposé à son gré de toutes les finances de la chrétienté, et les prétentions les plus hardies d'un Grégoire VII et d'un Innocent III auraient été dépassées.

Nous avons assez parlé d'Orry pour n'avoir plus à y revenir. Avec tous ses défauts, que Saint-Simon n'a pas fardés, si un homme avait pu tirer l'Espagne de son chaos financier, à coup sûr c'était lui. Toutefois Orry, aux yeux des Espagnols, avait un tort irrémissible, celui d'être Français, et, comme M[me] des Ursins, il a péri sous ce tort-là! Mais ses réformes lui ont survécu, et la plus féconde de toutes, la suppression des innombrables fermages pour la perception des impôts, a heureusement préparé les réformes, plus profondes encore, du règne de Ferdinand VI, et l'administration par régie de toutes

les provinces de l'État. Veut-on savoir ce que coûtait, avant Orry, la perception des impôts? Deux économistes espagnols, Moncada et Osorio, fixent à cent mille le chiffre total des percepteurs dans la Péninsule, et en allouant en moyenne à chacun pour ses gains, licites ou illicites, la somme bien modeste de 300 ducats (2,100 francs), nous arrivons au chiffre incroyable de 30 millions de ducats (210 millions de francs).

Orry une fois écarté, les abus ne demandaient qu'à renaître, comme toute mauvaise herbe ne demande qu'à pousser. Mais on avait beau renvoyer à la France ses administrateurs, ses livres et ses doctrines continuaient à franchir les Pyrénées, en dépit de toutes les barrières de douanes. La raison publique faisait chaque jour des progrès, et de nombreux écrivains espagnols, disciples passionnés de cette France, qu'il faut toujours ou combattre ou imiter, se chargeaient, à défaut de Français, de l'éducation de leur pays. Toutefois ce n'est guère qu'en 1742 que le ministre Campillo, esprit sagace et résolu, se mit sérieusement à l'œuvre pour porter la hache de la réforme dans cette forêt d'abus. Mais tout en changeant le mode de perception, on n'osa pas toucher aux impôts eux-mêmes, surtout au plus ancien, au plus sacré de tous, l'*alcabala,* qui frappait à la fois les produits de la terre et ceux de l'industrie, et qui, au dire de Coxe, a fait à lui seul autant de mal à l'Espagne dans l'ordre matériel que l'inquisition dans l'ordre moral.

Voici ce qu'écrit à ce propos un autre Espagnol, Jovellanos : « Un pré, servant à la pâture, paye d'abord l'*alcabala;* puis chaque tête de bétail, nourrie dans ce pré, acquitte encore le même droit, à chaque vente ou revente sur le marché. Enfin la viande de boucherie, vendue au consommateur, doit encore le payer. » Ainsi

ces impôts sans cesse renaissants (l'*alcabala* et les *millones*, impôt spécial sur le vin, l'huile, le vinaigre, la viande, le savon et la chandelle) saisissaient les produits du sol au moment de leur naissance, les suivaient dans leur circulation, sans les perdre un instant de vue, et sans lâcher prise jusqu'à la dernière période de consommation. Exigé dans toute sa rigueur, l'*alcabala* se serait élevé à 14 pour 100; mais l'usage, plus puissant à la longue que l'abus lui-même, finit par le réduire à 4 ou 5 pour 100, et c'en était encore assez pour ruiner toute industrie.

Canga Arguelles, dans son *Diccionario de hacienda*, a donné le tableau des expédients financiers, aussi iniques qu'arbitraires, auxquels Philippe V eut recours pour subvenir aux embarras du trésor. Nous ne citerons que les plus iniques, ceux qui peuvent le mieux nous faire comprendre à quel degré de déloyauté peut en venir un gouvernement qui, une fois sorti du sentier de la droiture, essaye en vain d'y rentrer. La couronne suspendit tour à tour le payement des *mercedes* (donations royales), des *libranzas* (engagements pris par l'État), des *juros* (pension annuelle sur les revenus du roi) et des intérêts des emprunts. On finit même par réduire les intérêts de ces derniers de 5 à 3 pour 100, et par affecter au trésor les fonds destinés à leur amortissement. Ajoutez-y une retenue de 5 à 6 pour 100 sur le traitement des ministres; le prélèvement du revenu d'une année sur les biens, rentes et droits qui avaient jadis appartenu à la couronne; une capitation de 10, 40 et 100 réaux sur tout chef de famille, la vente à l'encan des emplois de l'État, l'élévation des tarifs de douane, le prélèvement de 25 p. 100 sur tous les fonds attendus des Indes par les particuliers; un subside de 2 millions

de piastres (plus de 10 millions de francs) levé sur les colonies; un impôt sur les galères et la flotte des Indes, estimé à 18 millions de piastres (près de 100 millions de francs); la défense d'accorder de nouvelles pensions et de solder les créances arriérées, ou les dettes de la couronne antérieures à 1710; enfin la vente des biens communaux en friche (*baldios*), etc.

On croit rêver, en vérité, quand on voit un gouvernement, qui devrait être le gardien de la foi publique, donner ainsi l'exemple de l'improbité, et manquer à ses engagements les plus sacrés. Et cependant, malgré ces mesures spoliatrices, qu'on excuserait à peine pendant la guerre de la succession, quand l'existence même de la monarchie était sans cesse remise en question, des expéditions imprudentes entretiennent au vif, pendant toute la durée du règne, cette plaie rongeuse des finances. Bien des misères morales de l'Espagne s'expliquent par cette prime d'encouragement que la mauvaise foi de l'État donnait à celle des particuliers. Mais les nations, comme les individus, ne recueillent jamais que ce qu'elles ont semé. Veut-on savoir le résultat final de cès mesures désastreuses, aussi fatales à la moralité qu'aux finances du pays? La dette publique, à la mort de Philippe V, se montait à 45 millions de piastres (environ 240 millions de francs), et l'on s'étonne qu'elle ne montât pas plus haut encore, quand on songe à cette guerre continue qui a duré autant que son règne, et n'a pas même fini avec lui; aux folies de la paix, presque aussi coûteuses que celles de la guerre; enfin aux pompes insensées de Saint-Ildefonse, et à l'immense étendue du palais royal de Madrid, reconstruit après l'incendie du vieux palais.

Nous finirons par quelques chiffres qui en disent plus que toutes les paroles. Les impôts, sous le triste règne

de Charles II, en pleine décadence de la monarchie, quand l'argent manquait souvent au roi pour aller de Madrid à ses résidences royales, les impôts ne rendaient en tout que 32 millions de réaux (plus de 8 millions de francs), somme incroyable par sa faiblesse, et que nous enregistrons sans y croire. Eh bien, les mêmes impôts, dans les premières années de Philippe, montèrent rapidement à 145 millions de réaux (près de 40 millions de francs). Mais les dépenses avaient suivi une progression bien plus rapide encore, car elles s'élevaient, à la même date, à 247 millions de réaux (plus de 62 millions de francs). En 1737, toujours suivant Canga Arguelles, les recettes étaient montées à 212 millions de réaux, et les dépenses à 345, et voilà comment en Espagne on entendait l'équilibre du budget.

Ajoutons que les dépenses de la maison royale s'élevaient à 35 millions et demi de réaux (plus de 9 millions de francs). L'histoire politique de la Péninsule, on le voit, se retrouve tout entière dans l'histoire de ses finances : faste et pauvreté, luxe et misère, orgueil et mauvaise foi ; enfin parti pris de violer tous les engagements qui passent pour sacrés parmi les hommes, voilà les fruits amers qu'a semés l'Espagne au jour de sa grandeur, et qu'elle récolte à l'heure de l'adversité. L'influence de la France n'y peut rien : on ne veut ni d'elle ni de ses leçons, ni surtout de ceux qui les donnent. L'Espagne ressemble à ces fils de famille qui mettent leur grandeur à se ruiner, et leur orgueil à ignorer, plutôt que de s'abaisser à apprendre.

AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES.

Nous avons vu la première passe d'armes de Philippe V avec l'inquisition, et l'audacieuse levée de boucliers entreprise, avec la permission du roi, par Orry et Macañaz pour affranchir la couronne de sa honteuse dépendance; puis, un peu plus tard, devant une résistance qu'il aurait dû prévoir, la lâche reculade du monarque, demandant à genoux pardon au saint-office d'avoir osé contester son pouvoir, et sacrifiant à ses rancunes la conseillère dévouée et les fidèles serviteurs qui s'étaient compromis pour défendre ses droits. Mais, qu'on le remarque bien, Philippe, en s'attaquant à l'inquisition, n'a vu en elle qu'une rivale pour son autorité, et non un fléau pour l'Espagne, dont elle a entravé tout le développement matériel et moral. Louis XIV, qui connaissait l'Espagne, avait engagé son petit-fils à ménager l'inquisition, comme un ami nécessaire et un allié, toujours prêt à se changer en ennemi. Aussi Philippe, tant qu'avait duré la guerre de succession, s'était-il bien gardé de rien entreprendre contre le pieux tribunal; mais à peine établi sur son trône, poussé sous main par la princesse, il avait vu dans l'inquisition, non pas ses implacables rigueurs (où le petit-fils de Louis XIV aurait-il appris à respecter les droits de la conscience?), mais les conflits toujours renaissants avec cette autorité rivale de la sienne; puis, sous l'influence de sa seconde femme, Italienne de naissance et vendue au saint-siége, il s'était courbé, plus soumis que jamais, sous le joug qu'il avait voulu briser.

Or Philippe avec la cour de Rome est le même qu'avec l'inquisition. Tant que l'esprit du cabinet de Versailles a

régné à Madrid avec la princesse des Ursins, Philippe a soutenu contre le saint-siége les droits de sa couronne; mais avec Élisabeth Farnèse, un esprit nouveau semble inspirer le gouvernement. Deux concordats sont successivement conclus, l'un en 1717, sous l'influence d'Alberoni qui voulait, même au prix des droits de la couronne et des libertés de l'Église, obtenir son chapeau de cardinal; l'autre en 1737, sous le ministère incolore de la *Quadra*. Or l'éternelle lutte de Rome avec la cour d'Espagne, c'est qu'elle refusait de reconnaître au roi le droit de conférer les bénéfices vacants dans ses États, et se réservait, même après l'avoir accordé, la faculté de le reprendre. Mais, à défaut du roi, le Conseil de Castille, gardien des vieilles traditions, défendit vaillamment les droits de la couronne, lâchement abandonnés par Philippe, et refusa même d'autoriser la circulation du concordat de 1737 dans la Péninsule. Le saint-siége tint bon, et le règne se termina avant la fin de cette lutte séculaire. Mais, on le voit, les rapports de Philippe V avec le saint-siége sont empreints jusqu'au bout du même caractère de faiblesse qui se retrouve dans tous ses actes. Le plus triste, c'est que, dans ce long règne, qui a fait couler tant de sang sur les champs de bataille, pour de misérables intérêts de famille, on ne trouve pas, pour relever la mémoire du faible monarque, une seule tentative de sa part pour tempérer les rigueurs du saint-office, et arracher aux tortures et aux flammes une seule de ses victimes.

CHAPITRE III.

RÈGNE DE FERDINAND VI.

1746 A 1759

Depuis la mort de Philippe II, l'Espagne a cessé de compter en Europe. Il semble qu'un sort ait été jeté, non plus sur tel ou tel de ses rois, comme Charles II l'*ensorcelé*, mais sur la monarchie tout entière. La race même des Bourbons, du moment où elle vient se greffer sur cette souche vieillie, semble hériter de toutes ses défaillances. Le petit-fils de Louis XIV, si brave, si chevaleresque, tant qu'il s'agit de gagner ses éperons de roi, arrive presque, dans ses dernières années, à l'idiotisme et à la folie. Nous ne parlerons pas de son fils Louis Ier, qui n'a fait que passer sur le trône, sans laisser après lui ni un souvenir, ni un regret; mais le règne décoloré de Ferdinand VI semble recommencer celui de Philippe V, avec une seule différence : le fils a la passion de la paix, comme le père avait celle de la guerre. Du reste, même incapacité physique et morale, même tour mélancolique des idées, même dégoût de toute occupation sérieuse, même mépris enfin du premier de tous les devoirs pour un roi, celui de faire les affaires du pays qui lui a confié ses destinées.

Que conclure de ce fatal héritage de paresse et d'inca-

pacité qui, depuis un siècle et demi, se transmet de génération en génération, et même de race en race, chez les monarques espagnols? Un fait est certain : c'est que le descendant des Bourbons, transplanté en Espagne, a subi l'influence de sa nouvelle patrie au lieu d'y apporter la sienne. Le Philippe V de la guerre de succession n'est plus celui des guerres d'Italie. Évidemment il y a dans l'air que l'on respire à cette cour, saturée d'étiquette et d'ennui, quelque chose qui détend le ressort de la volonté, et rend l'homme incapable de vouloir et d'agir. On dirait que la responsabilité d'un pouvoir sans limites pèse sur ceux qui l'exercent, et qu'ils plient sous le fardeau, plus facile à porter quand le peuple et le souverain le partagent ensemble.

Ferdinand VI, le second fils de Philippe V et de Marie-Louise de Savoie, était né en 1712; il était donc âgé de trente-quatre ans lorsqu'il monta sur ce trône que Philippe ne demandait qu'à lui laisser. Sa taille exiguë, ses traits vulgaires ne prévenaient pas en sa faveur. La seule trace de virilité qu'on remarquât en lui, c'étaient de fréquents accès de colère qui contrastaient étrangement avec cette frêle et chétive nature. Né comme son père pour obéir, et non pour commander, le sentiment de ses devoirs de roi lui manquait complétement. En revanche, jamais homme ne fut plus fidèle à sa parole, plus scrupuleux observateur de la foi promise. Simple dans ses habitudes, modéré dans ses besoins, son bonheur suprême, c'était de répandre à pleines mains ses dons sur ses sujets dans la détresse. Dire qu'il haïssait la guerre, c'est dire aussi qu'il aimait les arts de la paix, et qu'il protégea de son mieux l'agriculture et le commerce, si maltraités par ses devanciers, même quand ils croyaient les servir.

Attaché aux Bourbons sans l'être à la France, ce que Ferdinand redoutait par-dessus tout, c'était la tutelle qui avait si lourdement pesé sur le dernier règne. Il aimait à répéter « qu'il ne consentirait jamais à être sur son trône le vice-roi du monarque français ». Il avait sur son père l'avantage d'être né en Espagne, et d'être Espagnol par le cœur. Bien que, au fond de l'âme, il n'eût, pas plus que Philippe V, renoncé à ses droits éventuels sur la couronne de France, c'était à condition de n'en pas faire usage, et de rester à Madrid, si le trône de Versailles venait à vaquer, en laissant à son frère puîné le soin de faire valoir ses droits.

En somme, sauf ce penchant maladif pour la guerre, qui jurait avec tout l'ensemble du caractère de Philippe, Ferdinand avait hérité de son père toutes ses infirmités physiques avec toutes ses qualités morales. Une seule leur manquait à tous deux pour faire un roi, la virilité! Sujet aux mêmes maladies mentales, à la même noire mélancolie, Ferdinand croyait avoir rempli ses devoirs de roi quand il donnait à chacun des départements du pouvoir un ministre pour y présider. A quelque période du règne de Philippe que vous vous placiez, vous ne pouvez séparer, dans votre pensée, le roi de la reine, ni le mari de la femme, tant ces deux existences sont fondues l'une dans l'autre; eh bien, Ferdinand et Barbe ne sont pas moins étroitement unis, et la mort même ne les a pas séparés!

Barbe ou Barbara, fille de Jean V, roi de Portugal, et de Marie-Anne, fille de l'empereur Léopold 1er, était de deux ans plus âgée que son mari. Condamnée à vivre dix-sept ans sous le joug d'une belle-mère comme Élisabeth de Parme, dans cette position difficile, sa douceur, sa patience lui avaient gagné tous les cœurs, et avant

tout celui de son époux. Seulement, pour compléter Ferdinand, il eût fallu vouloir pour lui, et Barbe avait à peine la force de vouloir pour elle-même. Sans être belle, elle plaisait; mais peu à peu vint l'embonpoint qui alourdit sa marche. Et puis, quand il eût fallu tout faire pour guérir le roi de ses vapeurs, elle prit de lui, à force de vivre à ses côtés, cette sombre mélancolie qui entoure le trône d'Espagne comme d'un crêpe sinistre. La volonté seule avait fait l'empire des deux dernières reines; mais Barbe, avec un mari qui ne demandait qu'à se laisser conduire, n'avait pas l'énergie de le diriger. De toutes les faiblesses de son sexe, deux surtout la dominaient : la crainte de la mort et celle des privations et dela gêne, apanage trop fréquent des reines douairières dans la Péninsule. Aussi finit-elle par compromettre son rang et son caractère en acceptant des présents de ses propres ministres et des ambassadeurs étrangers. Elle tendit la main pour recevoir, elle qui ne devait l'ouvrir que pour donner, et l'Espagne cessa de respecter une reine qui se dégradait ainsi elle-même. Peu à peu un parti se forma à la cour, avec le secret appui du roi de Naples, pour prendre au mot, à la première occasion, les velléités d'abdication de Ferdinand qui, à peine monté sur le trône, n'aspirait plus, comme son père, qu'à en descendre.

Les intérêts opposés des enfants des deux lits n'avaient pas été un des moindres embarras du dernier règne. On sait ce qu'avait coûté à l'Espagne l'amour maladif d'Élisabeth pour ses fils, dont elle voulait à toute force faire des rois; mais l'infortunée compagne de Ferdinand VI n'avait jamais eu d'enfants. Incapable de se gouverner elle-même, et par conséquent de gouverner son mari, toute son influence se bornait à faire nommer

des ministres qu'elle était hors d'état de diriger. Leur seul lien avec elle, c'était sa faveur, qui les avait appelés au pouvoir, et qui pouvait les en faire descendre. Son action était nulle sur les ambassadeurs et sur les cours étrangères : dans cette lutte à armes courtoises entre la France et l'Angleterre pour s'assurer l'alliance de l'Espagne, la reine, trop peu éclairée pour avoir une opinion à elle, et trop faible pour la faire prévaloir, suivait les événements au lieu de les dominer.

Du couple royal passons aux ministres, qui peuvent se réduire à deux, car les autres ne comptent pas. Depuis quelques règnes, tous les départements ministériels se partageaient entre deux ou trois titulaires, et étaient même quelquefois réunis dans une seule main, comme si le pouvoir, ainsi concentré, devait en être plus fort! Au milieu de toutes les nullités titrées qui encombraient la cour de Castille, deux hommes tranchaient seuls, l'un par le talent, l'autre par le caractère. Le premier, dont l'humble origine se cachait sous le titre de marquis de la Ensenada, était arrivé, chose rare en Espagne, par l'étude et le travail, et non par l'intrigue, aux premières dignités de l'État. Patiño d'abord, puis Campillo, tous deux connaisseurs en vrai mérite, lui avaient frayé le chemin. Nommé directeur de l'amirauté, il avait présidé, comme administrateur, à l'expédition d'Oran et à celle qui mit don Carlos sur le trône de Naples. Plus tard, secrétaire de l'infant don Philippe en Italie, il avait fait preuve, dans cette difficile campagne, des facultés les plus diverses. Enfin, après la mort de Campillo, il fut appelé à recueillir l'héritage du ministre défunt, qu'il avait remplacé pendant sa longue maladie, et, le dernier nommé des ministres de Philippe V, il fut peut-être le plus goûté de tous.

Il est rare que les ministres d'un roi mourant héritent de la faveur de celui qui lui succède. Aussi, sans le soin empressé qu'Ensenada mit à acheter par des présents la bienveillance de la reine, sans la cour assidue qu'il fit au favori du monarque, le musicien Farinelli, il aurait certainement partagé la disgrâce des autres ministres de Philippe; car dans une pareille cour, le talent ne suffisait pas, il fallait encore y joindre l'intrigue. Du reste, un seul trait peindra mieux que toutes les paroles la puérile vanité et la bassesse qui s'unissaient chez lui à un mérite réel : il portait sur lui, en décorations et en diamants, une valeur de 2 millions et demi de francs. Un jour, Ferdinand VI, le plus simple de tous les hommes, lui témoignait sa surprise de cet amas de croix, de cordons et de plaques, qui lui donnait l'air d'une victime parée pour le sacrifice : « Sire, répondit Ensenada, c'est à la livrée du serviteur qu'on reconnaît la grandeur du maître! »

Le collègue d'Ensenada offrait avec lui le plus parfait contraste. Don José de Carvajal, descendant de l'illustre race des Lancaster en Angleterre, était le dernier fils du duc de Linarès, l'une des premières familles de la Péninsule. Après avoir fait ses premières armes dans la diplomatie, à quarante-trois ans, il était rentré à Madrid, avec une réputation déjà faite, et avait eu l'honneur de conclure avec M. Keene le traité de commerce entre l'Espagne et l'Angleterre. Aussi modeste, aussi peu occupé de lui-même que son collègue en était rempli, jamais homme ne fut moins fait pour les cours, qu'il habita pourtant toute sa vie. Son extérieur négligé, ses manières un peu rudes étaient peu d'accord avec sa naissance et ses talents. Son respect pour la vérité était si profond que jamais on ne l'entendit adresser à ses

souverains ni un compliment ni une flatterie. Inférieur en facultés à son collègue, il y avait chez lui un sens pratique et une droiture courageuse qui déjouaient les finesses de la diplomatie. La franchise n'appartient qu'à la force, et c'était là le secret des succès de Carvajal, qui finit par donner, dans les négociations les plus délicates, des preuves d'une rare perspicacité. Tandis qu'Ensenada rampait tour à tour devant le confesseur et devant Farinelli, l'austère Carvajal se tenait à distance de ces deux dispensateurs de la faveur royale. Enfin si, dans cette lutte entre les deux influences rivales qui voulaient régner à Madrid, il avait choisi l'Angleterre, c'est qu'il croyait sincèrement cette alliance plus utile à son pays que celle de la France, toujours mobile comme l'esprit de son roi.

Venu au pouvoir après Ensenada, et toléré plutôt que patronné par lui, on le vit peu à peu, par un progrès lent et continu, gagner l'estime, la confiance, et enfin l'affection du roi et de la reine, d'abord prévenus contre lui. C'est lui qui fit nommer le père Rabago, jésuite, à la place si enviée de confesseur du roi, ministère secret qui primait tous les autres, car c'était le seul où le titulaire ne fût pas responsable. Et cependant Carvajal ne s'en fit pas même un titre à la faveur du monarque, ni à celle de l'homme dont il avait fait la fortune, sans attendre de lui aucun retour. Une lettre de l'envoyé anglais nous fera connaître toute l'étendue du pouvoir occulte de ce confesseur, du reste fort peu capable ; mais ici l'homme s'efface devant la toute-puissance de l'ordre dont il est le fondé de pouvoirs : « Ses fonctions, dit M. Keene, lui donnent droit de s'entretenir *seul* avec le roi pendant une heure tous les jours; et comme il ne fait rien sans s'être entendu avec son ami, le

président du Conseil de Castille, ni la reine ni les ministres ne peuvent avoir le moindre soupçon de ce qu'ils ont arrêté ensemble ; le confesseur, ayant à sa disposition un secrétaire d'État pour les affaires intérieures, peut ainsi faire exécuter les décrets qu'il arrache au roi, sans qu'Ensenada ou Carvajal en aient connaissance. »

A cette galerie de portraits des hautes influences de la cour de Ferdinand, il en manque un : c'est le *musico* Farinelli, rare exemple d'une faveur continuée sous deux règnes, et dont celui qui la possédait n'a jamais abusé. Farinelli, né à Naples en 1705, après avoir étonné et ravi par le charme de sa voix l'Italie et la France, avait été appelé à Madrid en 1737 par Élisabeth, qui désirait procurer à son époux une distraction salutaire, et se faire de cette voix sans pareille un remède pour le guérir, et une arme pour le dominer. Le succès dépassa ses espérances : Philippe, suivant sa coutume, était au lit quand il entendit pour la première fois ce chanteur merveilleux, dont tous les contemporains ne parlent qu'avec extase. En l'entendant, il se sentit, non seulement ravi, mais dominé et vaincu, car c'est ainsi que toute sensation se traduisait pour lui. Il fit venir le musicien, et l'accabla d'éloges passionnés, en lui demandant comment il pourrait reconnaître le plaisir, le bien qu'il lui avait fait. Farinelli, à qui la reine avait fait sa leçon, demanda au roi, pour toute récompense, qu'il consentît à se lever, à se laisser habiller et raser, et à assister au Conseil d'État. Philippe n'avait rien à refuser au nouveau favori, et au noble usage qu'il faisait de sa faveur naissante. Il s'exécuta sur-le-champ, se leva, s'habilla, et sa santé depuis lors parut éprouver une amélioration notable.

A dater de ce jour, tous les soirs, tant que dura la vie

de Philippe, le musicien lui répéta les mêmes airs, sans que celui-ci se lassât une seule fois de les entendre. Idolâtré par le couple royal et par l'héritier présomptif de la couronne, Ferdinand, qui, comme son père, avait besoin de la musique pour réveiller ses sens engourdis, Farinelli vit ainsi sa faveur se continuer d'un règne à l'autre. Comblé de présents et de distinctions de toute sorte, décoré malgré lui de l'ordre de Calatrava, sans cesse il avait à éluder, à repousser même les avances et les cajoleries des ambassadeurs étrangers et de leurs souverains, qui savaient qu'un mot de lui était toujours écouté, et qu'une demande appuyée par lui n'était jamais refusée. Eh bien, cet artiste qui voyait s'incliner devant lui des têtes couronnées, ce *musico* qui n'était pas même un homme complet, car il avait rempli à Rome, pour son début, les rôles de première chanteuse, n'abusa jamais de cette faveur dont il jouit sous deux générations de rois. Jamais il ne sortit de son rôle modeste pour prendre celui que tout le monde l'invitait à jouer. Est-il beaucoup de ministres et de courtisans dont on puisse en dire autant?

Résumons en quelques lignes cette cour étrange où le père semble se continuer dans le fils, mais où Barbe n'est que la pâle doublure de Marie-Louise de Savoie. « Le pouvoir ne périt jamais, a dit un historien; il est toujours quelque part, mais rarement là où il devrait être. » Eh bien, on se demande où est le pouvoir, à cette cour de Madrid, et l'on ne sait que répondre, car il passe de l'un à l'autre sans se fixer nulle part, depuis le roi auquel il échappe toujours, jusqu'à la reine à qui le talent manque encore moins que la force et la volonté. Puis viennent les deux ministres, dont un seul, trop pur

pour cette cour dépravée, tranche, par sa rigide vertu, sur ce fond de bassesse et de corruption qui l'entoure; enfin un confesseur, chargé d'arracher, au profit de son ordre, son lambeau de pouvoir à cette royauté défaillante, voilà le spectacle que présente sous Ferdinand VI la cour de Madrid. Aussi nous hâterons-nous, à défaut d'événements, vers la fin de ce règne que l'Espagne a jugé, comme celui de Philippe V, sur les bonnes intentions de son roi plutôt que sur les résultats; et, arrivé à Charles III, nous nous reposerons enfin, devant un monarque sérieux, de tous ces maniaques couronnés, à qui il faut savoir gré pourtant d'avoir voulu le bien, même dans leur impuissance à le faire.

Sur cette scène mouvante de la politique européenne, il y a peu de changements à vue aussi brusques, aussi inattendus que celui que devaient amener, dans la position des parties belligérantes, la mort de Philippe V et l'avénement de son fils. Et d'abord, établissons un fait qui domine la situation : du moment où Élisabeth a cessé de faire reposer la politique de l'Espagne sur une seule idée, trouver pour ses deux fils un trône en Italie, cette guerre sans fin qui désole l'Europe n'a plus sa raison d'être, il faut qu'elle cesse, et le plus tôt sera le mieux!

Nous avons vu, pendant le cours du règne de Philippe, l'Espagne vaciller entre l'alliance de l'Autriche et celle de la France; mais, en résumé, c'est celle-ci qui domine tout son règne; c'est à elle qu'il en revient toujours quand il l'a quittée! Ce n'est pas encore le *pacte de famille*, qui ne sera conclu que sous Charles III; mais c'est une sorte d'entente cordiale qui survit aux brouilles et aux intérêts du moment. Seulement la politique de la France, sous un roi comme Louis XV, avait

ussi ses hésitations et ses caprices. A peine Ferdi-
and VI était-il assis sur le trône, que Louis, se consi-
érant comme délié par la mort de Philippe de ses enga-
gements avec Madrid, se mit à négocier sous main avec
es puissances maritimes. Ferdinand venait d'écrire de
a main à son cousin le roi de France, en se déclarant
prêt à tenir tous les engagements contractés par son
père, pourvu qu'on lui garantît le maintien de son frère
sur le trône de Naples. Mais, en apprenant la défection
du monarque français, le parti de Ferdinand fut bientôt
pris : se tenant pour délié à son tour de tous ses enga-
gements avec la France, il songea d'abord à mettre ses
armées d'Italie aux mains d'un général dont il fût sûr.
Il choisit le marquis de la Mina, tacticien distingué,
que Noailles caractérise ainsi : « Un vrai Espagnol, tou-
jours opposé à la France. » Gages et Castelar, deux
créatures d'Élisabeth, étaient à la tête de l'armée, nomi-
nalement commandée par l'infant don Philippe, cause
innocente de toute cette guerre.

Nous avons laissé l'armée espagnole devant Plai-
sance, luttant contre des difficultés sans nombre pour
maintenir ses précaires conquêtes en Lombardie. La nou-
velle de la mort de Philippe V, éclatant comme une
bombe sur le théâtre de la guerre, vint frapper de décou-
ragement les trois alliés, Français, Espagnols et Génois.
Devant les Sardes et les Autrichiens réunis, ils furent
forcés d'évacuer Plaisance, avec perte de six mille hommes
et de toute leur artillerie. Quand ils atteignirent Tortone,
à peine leur armée montait-elle à vingt mille hommes,
dénués de tout. Mais ce fut bien pire quand on vit arri-
ver le nouveau général en chef, investi de toute la con-
fiance du nouveau roi. Son premier acte fut de destituer
Gages et Castelar, malgré leurs éclatants services, et

le second d'ordonner la retraite sur Nice. Agir ainsi, c'était laisser Gênes exposée à toutes les rancunes de l'Autriche. Sans doute, le fils de Marie-Louise de Savoie, en montant sur le trône, n'avait pas les mêmes intérêts à défendre en Italie que sa belle-mère Élisabeth de Parme; mais, après les vieilles relations d'intérêt et d'amitié qui unissaient l'Espagne à Gênes, la laisser ainsi se compromettre dans la lutte, pour l'abandonner à l'heure du danger, était l'œuvre d'un politique sans scrupules, et non d'un allié généreux et dévoué.

Trahie par l'Espagne, Gênes aurait dû trouver un appui dans la France, à qui elle pouvait au besoin rouvrir la porte de l'Italie; mais la France avait ses visées d'un autre côté, et aimait mieux reporter tout son effort sur la Flandre. L'armée française, commandée par Maillebois, après avoir vainement essayé de tenir tête aux Austro-Sardes, maîtres désormais de toute la haute Italie, se dirigea vers Gênes, où La Mina, à la tête de l'armée espagnole, l'avait déjà précédée. Le plan de Maillebois était d'essayer de fermer aux Autrichiens le redoutable défilé de la Bocchetta qui rattache Gênes à la haute Italie; mais La Mina, se retranchant derrière ses instructions, fit embarquer son artillerie et ses bagages, et se dirigea vers la Provence, en invitant les Français à l'imiter. Ni les prières de l'infant, ni les supplications des Génois ne purent ébranler sa résolution. Maillebois, dont le courage et la loyauté ne peuvent être suspects, fut forcé à son tour de battre en retraite vers la Provence, en abandonnant les Génois à leur malheureux sort, triste exemple de ce qu'il en coûte aux petits de se laisser entraîner dans les querelles des grands! Devant une triple attaque des Austro-Sardes par terre, et des Anglais par mer, la malheureuse cité dut se

rendre à discrétion. La garnison mit bas les armes, et se livra prisonnière; le doge et dix sénateurs durent aller à Vienne implorer leur pardon à genoux devant l'impératrice, peu portée à la clémence envers un ennemi vaincu.

Devant ces succès inespérés, la tête tourna aux alliés. L'héritier des ducs de Savoie croyait déjà régner sur la Lombardie tout entière, et Marie-Thérèse voyait l'infant espagnol renversé du trône de Naples. Mais l'Angleterre qui, depuis que l'alliance de l'Espagne lui avait échappé, ne songeait qu'à la ressaisir, comprit bien vite quel affront ce serait pour l'Espagne et pour son roi de voir jeter à bas cette royauté napolitaine, la création favorite du dernier règne. La diplomatie anglaise, avec son habileté ordinaire, parvint, non sans peine, à convaincre Marie-Thérèse qu'il ne fallait pas pousser à bout la cour de Madrid, surtout quand elle était en train de se brouiller avec celle de Versailles; et qu'il était à la fois plus sage et plus facile de porter la guerre en Provence que d'aller entamer une nouvelle campagne dans le sud de l'Italie. Le roi de Sardaigne, se flattant d'arrondir aux dépens de la France sa royauté naissante, se prêta volontiers à cette combinaison. Dès le début de novembre, l'armée austro-sarde avait franchi la ligne du Var, et s'élançait à la conquête de la France... Mais son élan fut arrêté par une nouvelle bien inattendue : poussés à bout par la dureté du joug autrichien, auquel l'Italie n'a jamais su s'habituer, les Génois, dans un de ces irrésistibles élans de la colère du peuple, avaient balayé hors de leurs murs la garnison autrichienne, et rendu à la cité des doges l'indépendance dont elle avait joui pendant tant de siècles.

La face des affaires changea encore une fois : es

alliés, au lieu de poursuivre dans sa retraite l'armée franco-espagnole, passèrent le reste de l'hiver devant Gênes, divisés entre eux, et attendant toujours l'heure de la revanche qui ne devait pas venir; car les Génois étaient bien décidés à périr jusqu'au dernier plutôt que de rentrer sous le joug de l'Autriche. Quant à la France, séparant de plus en plus sa cause de celle de l'Espagne, elle faisait passer de continuels secours à la noble cité, si lâchement trahie par Ferdinand.

En attendant, les alliances du continent tendaient peu à peu à changer. La cour de Versailles ne voyait pas sans inquiétude l'Espagne se rapprocher de l'Angleterre. La médiation du Portugal avait même été admise par les deux nations pour apaiser leurs longs différends, et le représentant anglais, M. Keene, avait, dans ce but, fait un voyage à Lisbonne. Un foyer d'intrigues était sorti de Madrid avec la reine douairière, Élisabeth de Parme; mais l'Angleterre, tout en se rapprochant de l'Espagne, ne voulait pas se brouiller avec l'Autriche, et ne se souciait pas de mettre l'Europe en feu pour garantir l'apanage de l'infant don Philippe. Quant à Ferdinand VI, sa politique se résumait en un mot : la paix, la paix à tout prix et par tous les moyens! Comprenant que le cabinet de Londres, avec ses ménagements pour l'Autriche, n'était pas un allié sur lequel on pût compter, il en revint à ses alliés naturels, à ses deux frères, don Carlos et don Philippe, et, changeant brusquement d'attitude, ce fut par la guerre qu'il se décida à marcher à la paix. La Mina reçut l'ordre de faire volte-face, et d'aller partager avec les Français l'honneur de secourir Gênes, livrée par lui aux Autrichiens. Maillebois, le général français, sur les instances de Ferdinand, fut remplacé par le maréchal de Belle-Isle, plus entrepre-

nant et plus hardi. Des négociations furent ouvertes avec le roi de Sardaigne, ne fût-ce que pour semer la méfiance entre lui et l'Autriche, son alliée. L'escadre espagnole, oubliée dans Carthagène, fut mise en état de reprendre la mer. Enfin les armées des deux Bourbons, réunies encore une fois sous le même drapeau, repassèrent le Var, et vinrent forcer les Autrichiens à lever le siége de Gênes.

De Gênes à Nice, sur toute la *Riviera di Ponente* (la rive de l'ouest), la guerre, un instant suspendue, se ralluma avec fureur. Marie-Thérèse ne respirait que haine contre les Génois et contre la France, à qui elle imputait tous ses revers. Avant de tenir Gênes pour perdue, les Austro-Sardes résolurent de tenter un dernier effort. L'Angleterre, moins riche en soldats qu'en subsides, se chargea de défrayer les dépenses du siége. Un corps autrichien força de nouveau les passages des Apennins, et Gênes se vit assiégée de nouveau par terre et par mer, en avril 1747. La France, plus fidèle à son devoir que l'Espagne, jeta dans la place six mille français, commandés par le fils du maréchal de Boufflers, et un subside de 250,000 francs par mois fut assuré pour toute la durée du siége. Belle-Isle, dans l'intervalle, reprenait aux Piémontais le comté de Nice. Le roi de Sardaigne, voyant ses États menacés, finit par retirer ses troupes, et les Autrichiens, abandonnés à leurs propres forces, se virent contraints de lever définitivement le siége de Gênes, et de renoncer à leur conquête d'un jour.

Encouragé par le succès, Belle-Isle détacha son frère, avec quinze mille hommes, pour envahir le haut Piémont par le col de l'*Assietta;* mais le général français, malgré le courage qu'il déploya, resta dans ces dangereux

défilés avec la moitié de sa petite armée. Cette opération fut la dernière de la campagne. Les Français étaient loin de s'entendre avec les Espagnols, qui faisaient la guerre à regret et le moins possible, et dès le mois d'octobre les deux alliés se hâtèrent de prendre leurs quartiers d'hiver.

Depuis la victoire de Fontenoy (mai 1745), la France, en concentrant toutes ses forces sur la Belgique, y avait marché de triomphes en triomphes. Une série continue de revers avait semé la discorde parmi les alliés. Chacun soupirait après la paix, et personne ne voulait faire le premier pas vers elle. L'Angleterre, désintéressée dans les affaires du continent, se rapprochait de plus en plus du cabinet de Madrid; mais cette alliance qu'elle convoitait, il fallait l'acheter, et elle se montra disposée à reconnaître à l'Espagne le *droit de visite*, source féconde de querelles entre les deux pays, et à faire ajouter Guastalla à l'apanage de l'infant. Mais, tandis que l'Espagne s'éloignait de plus en plus de la France, pour se rapprocher du cabinet de Londres, l'élévation du duc de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, au trône impérial vint de nouveau faire pencher la balance en Italie du côté de l'Autriche. L'Angleterre, au prix d'un faible subside, deux millions et demi de francs, acheta à la czarine Élisabeth trente-sept mille fantassins. Les choses prirent de nouveau une tournure belliqueuse, et les Autrichiens vinrent encore inquiéter le territoire Génois.

Il fallait en finir, pourtant, avec cette guerre qui renaissait sans cesse de ses cendres. La France résolut de tenter un dernier effort en Belgique, son champ de bataille de prédilection. Le 13 avril, deux armées françaises, débouchant à la fois par les deux rives de la Meuse, vinrent investir Maëstricht, sans que les alliés

fussent en état de s'y opposer. La paix et la guerre marchaient ainsi de front, on traitait et on combattait à la fois; car un congrès venait de se réunir à Aix-la-Chapelle, pour travailler à cette paix dont tout le monde avait besoin, et que personne ne voulait demander le premier. Mais l'opinion publique, qui règne seule en Angleterre, finit par se prononcer. Les fonds baissaient, et les impôts augmentaient chaque jour. La dynastie hanovrienne, de moins en moins populaire, vacillait encore sur son trône depuis l'audacieuse levée de boucliers du Prétendant en 1746. La France, complice malgré elle de la lâcheté de son roi, avait laissé succomber à Culloden sa vieille alliée, l'Écosse, sans rien faire pour la secourir; enfin, quelques mois après, le génie et la probité sortaient avec d'Argenson du cabinet de Versailles, pour y être remplacés par l'intrigue et la frivolité.

Mais l'Angleterre voulait la paix, et ce qu'un peuple libre veut, il finit toujours par l'obtenir. Des négociations sérieuses s'ouvrirent entre la France, l'Angleterre et la Hollande. On en écarta avec soin les deux adversaires les plus décidés de la paix, l'Autriche et l'Espagne, sûr moyen de vaincre leur opiniâtreté! Les préliminaires furent signés le 30 avril, sur les bases suivantes : restitution de toutes les conquêtes (sauf le sang versé et les villages incendiés, deux choses qu'on ne restitue pas); cession par l'Autriche du duché de Parme à l'infant, douloureux sacrifice qu'il fallait arracher à l'orgueil de Marie-Thérèse; mais on comptait, pour l'obtenir, sur la reconnaissance du duc François de Lorraine comme Empereur par la France et l'Espagne. Quant à cette dernière, en lui garantissant l'apanage de l'infant, on était sûr d'avoir bon marché d'elle.

L'Autriche et l'Espagne protestèrent, pour sauver leur

honneur, et finirent par céder. L'Angleterre obtint de Madrid tout ce qu'elle voulait, l'*asiento*, renouvelé pour quatre ans, et la course annuelle du vaisseau privilégié dans les colonies espagnoles. Maëstricht fut livré au vainqueur de Fontenoy, le maréchal de Saxe, pour être restitué avec toutes ses autres conquêtes. Louis XV écrivit de sa main à son cher cousin, le roi d'Espagne, pour s'excuser de sa défection sur la dure nécessité qui l'y avait forcé. Et, en effet, la France était à bout de ressources; les victoires de Louis XV coûtaient aussi cher que celles de son aïeul, sans porter autant de fruits. Enfin le 18 octobre, le traité qui dotait l'Europe de la paix fut signé à Aix-la-Chapelle par les trois puissances maritimes, et l'Espagne d'abord, puis Marie-Thérèse ne tardèrent pas à y adhérer.

Si l'on se demande qui a gagné à cette paix menteuse, on est bien embarrassé de répondre. L'Autriche y perd la Silésie, Parme et une partie du Milanais, et n'échappe à une ruine complète que par les plus pénibles sacrifices. La France, qui a joué dans la coalition le rôle le plus brillant, restitue toutes ses conquêtes, et sort de la lutte, comme elle est sortie de tant d'autres, dupée et appauvrie, avec une dette augmentée de 1,200 millions de livres. Elle a encore un roi, mais elle n'a plus de gouvernement, car son roi est toujours le premier à conspirer contre ses ministres. Après avoir conquis la Belgique presque entière et une partie de la Hollande, pour ne pas les garder, elle voit l'Angleterre lui faire la loi jusque sur son territoire, et lui fermer son port de Dunkerque. Elle voit l'Inde lui échapper, pour passer à sa rivale, et les derniers restes de sa marine périr dans cette glorieuse défaite. Quant à l'Angleterre, pendant cette fatale guerre de la succession d'Autriche, elle a

vu augmenter sa dette de deux milliards de francs, et c'est là pour elle le plus clair résultat de la lutte. Elle y a gagné, il est vrai, le sceptre des mers, que nul ne songe plus à lui disputer, et l'héritage colonial de la France que le Canada va bientôt compléter. La seule puissance qui ait vraiment progressé pendant le conflit, c'est la Prusse, moins occupée de profiter du présent que d'assurer l'avenir, grâce à cette redoutable tactique qui est le secret de ses victoires, et lui a appris à réparer ses défaites. Quant à la Hollande, son impuissance politique a éclaté dans cette guerre, qui a révélé à l'Europe le secret de sa faiblesse, car il ne suffit pas de couvrir les mers de ses vaisseaux[1], si on ne sait pas défendre son territoire.

Reste enfin l'Espagne, qui sort de cette lutte, entreprise par elle et pour elle, appauvrie et diminuée; mais Élisabeth est contente : elle a vu son second fils duc de Parme, de Plaisance et de Guastalla! Son aîné, don Carlos, reste assis sur le trône de Naples, et se console, en rendant ses sujets heureux, de ne pas compter en Europe autant qu'il l'eût mérité. Quant au nouveau monarque espagnol, son début a été bien modeste, et son rôle dans la conclusion de la paix moins brillant encore que dans la guerre. Mais il a atteint son but, il a la paix, elle ne sera plus troublée tant que durera son règne; et quand on songe au besoin qu'en a l'Espagne, on est presque tenté de pardonner à son roi de l'avoir achetée aux dépens de l'honneur du pays.

Sous ce règne pacifique, qui semble un démenti continuel donné au règne précédent, la question capitale, c'est celle des alliances; car, après le demi-siècle de guerres que l'Europe vient de traverser, il n'y a plus qu'une paix possible, c'est la paix armée! Les peuples

que réunissent des intérêts communs doivent se grouper autour d'eux, et se tenir prêts à les défendre. Or l'Espagne, par sa position, n'a guère à choisir qu'entre deux alliances, la France et l'Angleterre; car l'une lui ouvre ou lui ferme la porte du continent, et l'autre, ennemie quand elle n'est pas alliée, est une menace perpétuelle pour ses côtes et pour ses colonies. Entre les deux, Philippe n'avait pas hésité, et s'était jeté dans les bras de la France. Le petit-fils de Louis XIV ne pouvait faire autrement, et tant qu'avait duré la guerre de la succession, il était resté enchaîné à son aïeul par l'intérêt comme par la reconnaissance. Plus tard, les malheureuses prétentions de l'Espagne sur l'Italie l'avaient encore rapprochée de la France, désintéressée dans la question, et qui avait tourné ailleurs ses ambitions. Puis le système colonial de l'Espagne, et sa ridicule manie de vouloir interdire à tous les autres peuples le nouveau monde, comme un domaine réservé et un privilége de la conquête, avaient achevé de brouiller le cabinet de Madrid avec celui de Londres, et changé en une guerre maritime cette exploitation, si avidement exercée d'une part, si impatiemment supportée de l'autre.

Mais sous Ferdinand VI tout change brusquement de face : le pacifique monarque, après avoir acheté la paix au prix de l'honneur national en trahissant Gênes, alliée séculaire de l'Espagne, se trouve en face de cette question : « De la France ou de l'Angleterre, laquelle me vendra la paix au meilleur marché, et saura le mieux me la garantir? » Sous Philippe V, l'allié naturel de l'Espagne, c'était le cabinet de Versailles; mais depuis que la France est gouvernée, non plus par un roi, mais par des favoris et par des maîtresses, nous n'hésitons pas à dire avec Carvajal : l'alliée nécessaire de l'Es-

pagne, contre la France au besoin, c'est l'Angleterre !

Le courage nous manque pour raconter en détail les intrigues sans fin dont la cour de Madrid fut le théâtre pendant les premières années du nouveau règne; nous résumerons seulement les faits qui marquent les progrès de l'Espagne vers l'une ou l'autre de ces deux alliances. Le 5 octobre, Carvajal et Keene signèrent un traité qui rendait à l'Angleterre les avantages exorbitants concédés à son commerce sous le roi Charles II. En revanche, le cabinet de Londres renonçait aux dernières stipulations de l'*asiento*, et acceptait comme indemnité 2,500,000 francs.

Un arrangement commercial entre Londres et Madrid était toujours le prélude d'un rapprochement politique. Le roi, qui croyait avoir assuré la paix pour tout son règne, et la reine, qui au fond du cœur subissait l'influence de Carvajal, accueillirent ce traité avec une joie qu'ils ne cherchèrent pas à dissimuler. L'ambassadeur anglais fut reçu par les deux souverains avec une cordialité expansive, et dans son ivresse, l'honnête monarque, dépassant sa pensée pour mieux l'exprimer, laissa échapper ce mot qui étonne dans la bouche d'un descendant des Bourbons : *Con todos pueblos guerra, y paz con la Inglaterra* (guerre avec tout le monde, et paix avec l'Angleterre) ! Le vaincu, dans cette lutte, c'était la France, qui en conçut un long ressentiment. Ensenada, après s'être épuisé en menées souterraines pour s'opposer au traité, s'en consola en entravant de toutes ses forces son exécution.

Mentionnons ici, pour mémoire seulement, de nouvelles hostilités qui furent près d'éclater entre le Portugal et l'Espagne dans la colonie portugaise du Sacramento, sur les bords de la Plata. Nous aurons occasion

de revenir sur ce sujet, sous le règne de don Carlos en Espagne, et sous le ministère du marquis de Pombal en Portugal.

Le traité d'Aix-la-Chapelle était loin d'avoir resserré les liens qui unissaient le Bourbon de Versailles à celui de Madrid. L'exécution du traité amena de fréquentes contestations entre la France et l'Angleterre. Ferdinand, on le sait, était loin d'avoir hérité des dispositions bienveillantes de son père pour la cour de Versailles. La rigide pureté de ses mœurs s'effarouchait à bon droit de l'impudeur de ce roi qui avait fait la France à son image. Et cependant, tel est l'empire des affections de famille que le chaste Ferdinand travaillait, en ce moment même, à remarier le voluptueux monarque, déjà veuf d'une de ses sœurs, à une autre sœur du même lit, qu'il aimait d'une tendre affection. Ce mariage manqua, par suite des dévots scrupules de Louis, qui allégua qu'un mariage avec les deux sœurs était contraire aux lois de l'Église. Ferdinand en conçut envers son beau-frère un ressentiment qui devait influer plus tard sur les destinées politiques des deux pays.

Au milieu de ces relations si tendues entre les deux cours, le choix d'un ambassadeur français en Espagne avait une grande importance. Noailles, très-influent à la cour de Versailles, et qui connaissait à fond la cour de Madrid, fit confier cette mission délicate au duc de Duras son parent. Talent, naissance, hautes relations, le nouvel ambassadeur avait tout pour lui ; il ne lui manquait, hélas ! que ce qui manquait alors à nos diplomates, de douter quelquefois de lui-même, de ne pas croire connaître l'Espagne, qu'il visitait pour la première fois, comme s'il y avait toujours résidé, enfin d'écouter avant de parler, et de réfléchir avant de se

décider. Appuyé sur Ensenada, humble courtisan de la Pompadour, la vraie souveraine de la France, Duras, à peine arrivé à Madrid, comptait tout emporter de haute lutte ; mais il ne lui fallut pas longtemps pour s'apercevoir que la voie n'était pas aussi aisée qu'il l'avait jugée d'abord.

A mesure que les cartes se brouillaient entre l'Espagne et la France, l'antagonisme entre les deux ministres de Ferdinand se prononçait davantage. Mais Carvajal avait trouvé dans l'ambassadeur anglais un appui plus solide qu'Ensenada dans Duras. Rejeté quelque temps dans l'ombre par les dons plus brillants de son rival, Carvajal avait fini par prendre la hautè main dans les conseils, et gagner à sa cause le monarque lui-même. Quant à la reine, malgré le secret penchant qui l'attirait vers l'Angleterre, Ensenada, par des arguments auxquels elle ne savait pas résister, la ramenait toujours du côté de Versailles. Le confesseur lui-même, bien que nommé par Carvajal, se laissa enrôler par Ensenada au service de la France. La reine douairière Élisabeth, qui se consolait de son impuissance par l'intrigue, se mêla aussi à cette lutte, chaque jour plus envenimée, et, par son entremise, des négociations secrètes furent ouvertes avec les cours de Turin et de Naples.

Arrêtons-nous ici un moment pour dire un mot des relations, de moins en moins fraternelles, de don Carlos avec le roi son frère. Comme on peut s'y attendre, tout l'effort du jeune roi de Naples tendait à séparer de plus en plus de l'Espagne les destinées de son nouveau royaume. Deux choses dans sa conduite avaient froissé son frère : ses prétentions à l'indépendance absolue, dans une position qui n'était pas celle d'un vassal, mais qui n'était pas non plus celle d'un souverain, ne rele-

vant que de lui-même, car l'Espagne l'avait fait roi, et sans elle il eût bientôt cessé de l'être. L'autre grief de Ferdinand, c'étaient les efforts persistants de don Carlos pour se créer, à l'aide de sa mère, un parti en Espagne, et préparer ainsi, le cas échéant, sa succession au trône, même par avance d'hoirie, si la santé du roi, déjà bien chancelante, venait encore à s'affaiblir. L'âge de la reine, la certitude qu'aucun fils ne pouvait naître de cette union, augmentaient encore les espérances de don Carlos. Ferdinand qui, du fond de son lit où s'écoulait la majeure partie de sa vie, devinait les ambitions de son frère, s'en vengeait en cherchant à le tenir d'autant plus dans la sujétion. La France appuyait de toutes ses forces les velléités d'indépendance du roi de Naples, indépendance reconnue d'ailleurs par les traités européens. Ajoutons que la cour de Versailles n'était pas fâchée de s'attacher d'avance par les liens de la reconnaissance celui qui, selon toute apparence, devait s'asseoir un jour sur le trône de l'Espagne.

Quant à l'infant don Philippe, duc de Parme et de Plaisance, deux mots suffiront pour le peindre : honnête médiocrité, gouverné comme son père par tout ce qui l'approchait, l'infant avait eu l'insigne honneur d'épouser une fille de Louis XV, et il appartenait à la France beaucoup plus qu'à l'Espagne ou à lui-même. Les pompes de Versailles, qui ont monté au cerveau de tant de principicules italiens ou allemands, avaient ruiné la petite cour de Parme, qui s'efforçait de singer, dans son diminutif de royaume, les magnificences du *Grand Roi*. Bientôt, les revenus du duché avaient été engagés plusieurs années à l'avance; la vie des deux époux se passait à se brouiller, puis à se réconcilier avec leur frère de Madrid, selon que celui-ci s'indignait, avec son bon

sens naturel, de leurs folles prodigalités, ou qu'il consentait, entraîné par son bon cœur, à payer leurs dettes, et à leur fournir ainsi le moyen d'en contracter de nouvelles.

En attendant, la question des alliances, à Madrid, était toujours à l'ordre du jour. Le favori et la maîtresse de Louis XV, Richelieu et la Pompadour, prenaient une part active à toutes ces intrigues, dont Ensenada était le chef avoué. Mais au fond, malgré les progrès apparents de la France, une sourde mésintelligence régnait entre les deux cours de Madrid et de Versailles. Carvajal, assez fort pour être franc, disait nettement au cabinet de Londres au prix de quelles concessions il comptait acheter son alliance. Le roi, en se tournant de ce côté, avait décidément fait pencher la balance en faveur de l'Angleterre. Le résultat fut une négociation, qu'on s'efforça de rendre secrète, entre les cours d'Espagne, d'Autriche et de Sardaigne, pour garantir la neutralité de cette Italie, éternel objet des convoitises de toutes les puissances du continent.

Le plan du nouveau traité avait été conçu et mûri à Londres; mais pour le réaliser, le premier pas à faire, c'était de réconcilier les cours de Madrid et de Turin, séparées par la question de l'apanage de l'infant. Le rapprochement s'opéra par le mariage de la fiancée dédaignée de Louis XV avec le prince de Piémont, Victor-Amédée. Enfin, il fallait concilier les prétentions rivales de l'Espagne et de l'Autriche sur les duchés italiens. Mais Marie-Thérèse avait encore moins à pardonner à Madrid qu'à Versailles, et l'on finit par se rapprocher. Un traité d'alliance, offensive et défensive, d'où la France était exclue, fut signé à Aranjuez le 14 juillet entre Ferdinand VI, Marie-Thérèse et son

époux, comme grand-duc de Toscane. Le droit d'adhérer au traité fut réservé au roi de Sardaigne, au roi de Naples et au prince de Parme. Le premier s'empressa d'accepter; mais don Carlos refusa, comme il l'avait déjà fait pour le traité d'Aix-la-Chapelle, en réservant ses prétentions sur la Toscane, et son droit de disposer à son gré de la couronne des Deux-Siciles, si celle d'Espagne venait à lui échoir.

Jusqu'ici l'Angleterre avait tout conduit; mais elle n'avait atteint qu'à moitié son but, qui était d'entraîner l'Espagne sur une pente qui la menât à une rupture avec la France. Or la vraie devise de Ferdinand, c'était « Paix avec tout le monde, et amitié avec l'Angleterre ! » Quant à Carvajal, arrivé à la limite de ses concessions à l'Angleterre, il ne voulut pas faire un pas de plus. Alors, dans l'espoir d'entraîner l'Espagne plus loin qu'elle ne voulait aller, M. Keene fut chargé de proposer à Madrid l'accession du roi George I[er] au traité de garantie de la neutralité de l'Italie. Mais Carvajal objecta que l'Angleterre n'avait pas un intérêt direct dans les affaires d'Italie, et devant l'immuable résolution du roi de ne pas s'engager dans une nouvelle guerre, le ministre anglais fut obligé de retirer sa demande. Le traité demeura restreint aux seules puissances qui l'avaient d'abord signé, et la cour de Madrid se maintint avec celle de Versailles sur un pied de froideur qui n'avait pas existé depuis un demi-siècle.

Arrêtons-nous un moment ici : six ans, la moitié du règne de Ferdinand VI, se sont déjà écoulés, et ce qui aura le plus frappé nos lecteurs, c'est la rareté, la pauvreté des événements accomplis. Mais ceci n'est rien en comparaison des six années qui nous restent à raconter. Avant, c'était l'insignifiance et la nullité; après, c'est le

vide absolu, c'est le néant, c'est la mort! On dirait que l'Espagne s'est résignée à se laisser effacer de la liste des nations, comme son souverain de la liste des rois. Aussi franchirons-nous d'un pas rapide cette triste fin de règne, où les années se comptent par les événements du dehors, et non par ceux du dedans. L'Espagne n'a plus d'histoire, et cependant il faut la raconter, comme si elle existait. Toutefois, nous essayerons d'être juste avec Ferdinand, et de dire le bien qu'il a voulu faire plutôt qu'il ne l'a fait. Mais, en conscience, quand on voit un roi passer ses journées à la chasse ou dans son lit, et ses soirées à entendre le même chanteur lui répéter les mêmes airs pendant treize ans de suite; quand on voit les plus graves intérêts du pays se débattre sans lui, et se décider au gré d'un caprice de la reine ou d'une consigne du confesseur; quand on songe enfin que, depuis la mort de Philippe II, en 1598, cinq monarques incapables ou maniaques se sont succédé sur le trône, sans qu'un seul ait pris au sérieux les devoirs de la royauté, on se dit qu'il faut, en vérité, que le peuple espagnol ait le tempérament bien monarchique pour avoir gardé jusqu'à nos jours, à travers tant de déceptions, le culte, ou plutôt le fanatisme de la royauté[1].

La France, inquiète de voir l'Espagne se rapprocher chaque jour de l'Angleterre, voulut tenter un dernier effort. Duras présenta à Madrid un plan d'alliance perpétuelle, prélude du *Pacte de famille* qui devait se conclure sous le règne suivant. Il insista sur le scandale causé en Europe par le traité d'Aranjuez, et la rupture avouée entre les deux branches des Bourbons, après tous les sacrifices que la France avait faits pour asseoir Phi-

1. Ces lignes ont été écrites le jour même où Alphonse XII faisait son entrée à Madrid, au milieu des transports de joie d'un peuple enivré.

lippe V sur le trône de la Péninsule. Mais Carvajal éluda la proposition en alléguant que cette alliance ne servirait qu'à éveiller la méfiance des autres nations. L'Angleterre, de son côté, renouvela à Madrid la même offre d'alliance intime et perpétuelle, mais en y admettant en tiers l'Autriche : « Ces trois puissances réunies, ajoutait M. Keene, deviendront les arbitres de l'Europe, et seront en mesure d'imposer la paix à qui voudra troubler son repos. » Mais Carvajal, qui avait éludé la première proposition, s'en fit une arme pour refuser la seconde, plus dangereuse encore; car, compliquée d'une alliance avec l'Autriche, elle ne pouvait qu'entraîner l'Espagne dans des difficultés trop faciles à prévoir. Au nom de son affection même pour Keene et pour l'Angleterre, il insista sur le peu de convenance qu'il y aurait à contracter une union aussi étroite avec deux puissances ennemies de la France, au moment même où il venait de rejeter ses offres; et M. Keene fut obligé de renoncer à ses instances, la volonté du monarque n'étant jamais prononcée que sur un point : éviter, à quelque prix que ce fût, tout ce qui pourrait entraîner l'Espagne à la guerre.

Ce fut là le dernier acte de ce ministre qu'on a pu surpasser en talent, mais dont le noble caractère est resté sans modèle comme sans imitateurs. Le 8 août, Carvajal fut emporté par une fièvre inflammatoire. L'Espagne n'avait pas attendu sa mort pour l'apprécier à toute sa valeur, et ne s'attendait pas à le perdre sitôt. Les regrets du pays furent unanimes; le roi et la reine pleurèrent le ministre et l'ami qu'ils perdaient. Il fut remplacé par le général Wall, Irlandais au service de l'Espagne, et son ambassadeur en Angleterre, choix qu'eût approuvé Carvajal s'il avait été vivant. Chose

étrange! la mort du rival d'Ensenada, bien loin d'affermir le crédit de celui-ci, l'ébranla fortement, et l'alliance anglaise, qu'on pouvait croire écartée pour longtemps, fut plus que jamais à l'ordre du jour. Le nouveau ministre, Wall, continua la politique de son prédécesseur. Doué d'une parole facile et séduisante, il parvint à intéresser le monarque, à le tirer de sa torpeur, et à lui donner envie de régner et de vivre, velléités impuissantes comme celles de Philippe V, et qui ne devaient pas durer davantage.

Ensenada commençait à se remettre du coup qu'il avait reçu en voyant son rival mort se survivre en quelque sorte dans son successeur; appuyé sur le confesseur et sur Farinelli, connaissant la faiblesse du roi, et se flattant de tenir la reine dans sa dépendance, il crut pouvoir se permettre ce qu'aucun ministre peut-être n'avait osé tenter avant lui. Sans tenir compte des penchants du monarque et de l'intérêt du pays qui lui commandaient la neutralité, il prit sur lui, avec une audace étourdie, la responsabilité d'une rupture, en engageant l'Espagne malgré elle dans une guerre avec l'Angleterre. D'accord avec la cour de Versailles, il concerta une attaque simultanée des deux puissances contre les colonies anglaises des Antilles. Malgré le secret dont il entoura ces criminelles négociations, elles n'échappèrent pas à l'active surveillance de M. Keene, qui parvint à se procurer copie des instructions envoyées par le ministre au vice-roi du Mexique, pour chasser les Anglais du fort Wallis.

Forts de cette arme redoutable, les ennemis d'Ensenada, Wall, Keene et le duc de Huescar, membre du cabinet, mirent la lettre sous les yeux du roi et de la reine qui pouvaient à peine en croire leurs yeux. Et ce-

pendant, le croirait-on? malgré ce trait d'audace qui tenait à la fois de la trahison et de la folie, malgré le peu de penchant que le roi avait toujours montré pour Ensenada, on eut toutes les peines du monde à décider le faible monarque à sévir contre lui. Pour un pareil crime, une détention perpétuelle n'eût certes pas été un châtiment trop sévère; mais tout ce qu'on put arracher à Ferdinand, ce fut un ordre d'exil pour l'imprudent ministre qui avait trahi à la fois son pays et son roi. Ses ennemis échouèrent dans tous leurs efforts pour le faire mettre en jugement. La douceur naturelle de Ferdinand le détourna de toute mesure extrême; quant à la reine, après avoir tendu la main aux présents d'un sujet, elle s'était ôté le droit de le punir. Elle s'opposa donc de toutes ses forces à un éclat, affirmant qu'un procès conduirait le ministre à l'échafaud, et qu'elle ne voulait pas qu'on répandît du sang.

A défaut de procès, l'opinion réclamait au moins la confiscation des biens du coupable, dont le luxe scandaleux soulevait la conscience publique. L'inventaire que l'on fit faire de sa fortune monta à des sommes fabuleuses, que la malveillance a sans doute exagérées, mais qui ne peuvent s'expliquer que par des concussions opérées sur la plus vaste échelle. On en jugera par quelques chiffres : celui de l'argenterie s'élevait à 292,000 piastres (1,500,000 francs); les porcelaines, au chiffre impossible de 2,000,000 de piastres (plus de 10,000,000 de francs). On trouva en outre chez lui des masses de denrées de toute espèce, chocolat, huile, viande et poisson salés, tabacs, etc., denrées sur lesquelles on l'accusait de spéculer, en faisant ainsi du ministère l'enseigne d'une maison de commerce.

L'éclat fut tel que, malgré tout son désir de pardon-

ner le roi hésitait encore; mais Farinelli se jeta aux pieds de la reine, chez qui Ensenada était sûr de trouver un appui. Le confesseur, de son côté, agit sur le faible esprit de Ferdinand. On arrêta tout court l'inventaire commencé; Ensenada, au lieu du châtiment qu'il méritait, obtint une pension de 10,000 piastres (53,000 francs). Exilé à Grenade, il y jouit d'une liberté complète, et y vécut en prince plutôt qu'en accusé gracié, sur qui pesaient des charges accablantes.

Dans ce récit de la chute d'Ensenada, c'est la version anglaise que nous avons suivie, faute d'une version espagnole, car c'est dans les archives du *foreign office* de Londres que Coxe l'a puisée, et elle peut être à bon droit suspecte de partialité. Chose étrange, et pourtant explicable par le manque d'intérêt du sujet, il n'existe pas en Espagne, à notre connaissance du moins, de vie de Ferdinand VI; Lafuente, vivant et écrivant en Espagne, a été obligé, comme nous, de s'en rapporter à la version anglaise, sans pouvoir la contrôler par un récit national. Toutefois, le même Coxe, avec sa loyauté ordinaire, nous dit, après le mal, tout le bien qu'a fait le ministre disgracié, et l'on peut s'en rapporter à lui quand il rend justice à l'ennemi de son pays. Or il faut le reconnaître, malgré sa puérile vanité, malgré cet esprit aventureux qui l'entraîna dans tant de fausses démarches, Ensenada eut des côtés d'un grand ministre. Appuyé sur un roi capable de le diriger, et surtout de le contenir, il eût pu rendre à son pays d'éclatants services. Aussi, tout en gardant notre sévérité dans le jugement d'ensemble que nous portons sur lui, nous lui rendrons justice en exposant, à la fin de ce chapitre, le bien qu'il a fait, et même celui qu'il a voulu faire.

Nous avons vu la mort de Carvajal, au lieu d'accroître

l'influence française à la cour de Madrid, tendre plutôt à la diminuer, tant était grande la défiance qu'inspirait au roi et au pays la politique inquiète et agressive de la France. En revanche, la disgrâce d'Ensenada, qui semblait devoir être le signal d'une rupture avec Versailles, aboutit plutôt à diminuer à Madrid le crédit de l'Angleterre. La reine, dont l'ascendant sur son faible mari augmentait chaque jour, avait, comme toutes les natures faibles et indécises, adopté la politique de balance entre les deux pays, aussi bien qu'entre les deux ministres. Wall, le successeur d'Ensenada, quoique attaché de cœur à l'Angleterre, inclinait, avec ses deux souverains, vers le système de neutralité, cher à l'indolence de Ferdinand et à son amour pour la paix. Enfin la reine, se sentant encore dans la dépendance du ministre disgracié, avait maintenu en place toutes ses créatures, et l'administration, toujours scindée en deux, se partageait entre les deux alliances.

Et cependant, il fallait prendre un parti, car les rapports s'aigrissaient chaque jour entre la France et l'Angleterre, et tout présageait une rupture. Déjà, dans l'Inde, elle avait éclaté entre les deux compagnies rivales qui y représentaient les deux couronnes. Dans l'Amérique du Nord, où leurs intérêts se heurtaient partout, les hostilités avaient commencé sur les rives de l'Ohio et dans la Nouvelle-Écosse. Pendant que les deux cabinets faisaient semblant de négocier, on armait des deux côtés, et deux flottes mirent à la voile en même temps, l'une de Brest, l'autre de l'Angleterre pour Terre-Neuve. Les deux escadres, qui se cherchaient, se manquèrent au milieu des brouillards, si réquents dans ces parages; mais deux vaisseaux français, séparés de l'escadre, furent pris par deux croiseurs

anglais, et la guerre fut ainsi entamée de fait, avant d'avoir été déclarée.

A défaut d'alliance, l'ambassadeur français demanda au cabinet de Madrid sa médiation pour apaiser la guerre entre la France et la Grande-Bretagne; à quoi Ferdinand répondit, avec un bon sens naturel dont il faut lui savoir gré : « Je ne puis me charger de cette médiation, ayant moi-même des différends à régler avec l'Angleterre. Quelque haute opinion que le roi George puisse avoir de mon impartialité, croyez-vous qu'il voudrait, dans sa querelle avec un Bourbon, se soumettre à l'arbitrage d'un autre Bourbon ? Quant à moi, je suis bien décidé à terminer à l'amiable toutes mes contestations avec l'Angleterre, et je conseille à S. M. Très-Chrétienne d'en faire autant. » L'affaire en resta là, et bientôt, fatigué de l'esprit remuant de M. de Duras, Ferdinand finit par obtenir son rappel. Le parti français à Madrid y perdit une bonne part de son action. Enfin la disgrâce du confesseur, disgrâce qui présageait celle de son ordre, vint encore compléter le triomphe de l'Angleterre et la chute de l'influence française.

Mais pendant que la France et la Grande-Bretagne poursuivaient à Madrid cette guerre de rivalités, les événements au dehors marchaient d'un pas rapide : la guerre, commencée dans l'Inde et au nord de l'Amérique, finit, après avoir fait le tour du monde, par gagner le continent européen. A Madrid on s'était battu à coups de dépêches et d'intrigues, il s'agissait maintenant de vider la querelle sur un terrain plus sérieux. La France, décidée à agir, lança à la fois deux armées, l'une contre l'Électorat de Hanovre, devenu partie intégrante de l'Angleterre, et l'autre contre les Pays-Bas. Le cabinet

de Londres, ne pouvant pas compter sur le roi d'Espagne, qui aurait sacrifié tous les alliés du monde à sa passion pour la paix, se retourna du côté de l'Autriche; mais Marie-Thérèse éluda ses offres, en alléguant qu'elle n'avait pas trop de toutes ses forces pour résister au roi de Prusse, et n'en poussa que plus activement ses négociations secrètes avec la cour de Versailles.

Dans ce moment de crise, la neutralité n'était plus possible pour personne; aussi, excepté l'Espagne, chacun prit parti d'un côté ou de l'autre : et d'abord, entre l'Autriche et la France, un traité d'alliance offensive et défensive, qui garantissait aux deux alliés leurs possessions sur le continent, fut signé à Versailles le 1er mai. Dès lors, toutes les positions en Europe se dessinèrent nettement : la Russie, pour racheter son indépendance, rendit aux ministres anglais leurs subsides, et annula son traité avec eux pour s'allier à l'Autriche et à la France. La Suède, fidèle à sa vieille amitié pour ce dernier pays, se prononça aussi en sa faveur. La Hollande, qui avait eu peu à se louer de l'Angleterre à la paix d'Utrecht, se décida à rester neutre, position bien difficile à garder quand la guerre était à ses portes. Quant à l'Allemagne, la plupart de ses princes suivirent la fortune de l'Empire, et se rangèrent sous son drapeau avec Auguste, électeur de Saxe et roi de Pologne.

Au milieu de ce nouveau partage de l'Europe en deux camps, l'Espagne n'avait pas pris de parti, et n'aspirait qu'à n'en pas prendre; mais la France, plus jalouse que jamais de cette alliance rebelle qui se refusait à toutes ses avances, résolut de l'obtenir de force, en rendant à l'Espagne un de ces services qu'on ne saurait trop payer. N'ayant plus de ménagements à garder avec

l'Angleterre, le cabinet de Versailles tenta un coup de main des plus hardis sur une des conquêtes auxquelles celle-ci tenait le plus. Le 17 avril, douze vaisseaux de guerre, commandés par la Galissonnière, le meilleur marin qu'eût alors la France, débarquèrent dans l'île de Minorque douze mille hommes, commandés par Richelieu, le compagnon de débauches de Louis XV. Sauf le choix du général, on ne saurait trop approuver la pensée de cette expédition; car, maîtresse de cette redoutable position, l'Angleterre menaçait à la fois Toulon et Barcelone, et régnait dans cette mer hispano-française dont Gibraltar lui assurait l'entrée. Minorque était pour elle dans l'ouest de la Méditerranée ce que Malte, un demi-siècle plus tard, devait être dans l'est. Il y allait donc de l'intérêt de la France autant que de l'Espagne de reconquérir Minorque, pour la restituer à ses maîtres naturels; car les Baléares sont faites pour être espagnoles, comme Jersey et Guernesey pour être françaises; et cependant c'est à l'Angleterre que celles-ci sont restées.

Les Anglais, surpris par la brusque arrivée de la flotte française, et n'ayant pas d'escadre pour lui disputer la mer, évacuèrent Port-Mahon, peu susceptible de défense, pour se retrancher dans le fort de Saint-Philippe, situé à l'entrée du bras de mer qui ferme le port. Chose inouïe! au moment d'une rupture avec Versailles, l'Angleterre, si prévoyante d'ordinaire, avait oublié d'approvisionner Minorque, et aucune escadre n'était là pour la protéger. Deux mille cinq cents hommes seulement défendaient cette île importante. La tranchée fut ouverte, et l'artillerie battait déjà en brèche les murs du fort quand parut enfin une escadre anglaise, commandée par l'amiral Byng. Elle ne comptait qu'un vaisseau de plus que la

flotte française, mais celle-ci avait pour elle la confiance dans son chef et le sentiment que la marine française, morte depuis si longtemps, allait ressusciter. L'affaire s'engagea par une canonnade très-vive; mais Byng, voyant trois de ses vaisseaux prêts à couler bas, évita l'abordage, et donna le signal de la retraite, après une résistance assez molle, qu'un conseil de guerre lui fit payer plus tard de sa vie.

C'était là un heureux début, et l'armée française redoubla d'ardeur pour presser le siége, avant qu'une autre escadre anglaise vînt essayer de le lui faire lever. Richelieu, qui jusque-là avait fait preuve de peu d'activité et d'énergie, se piqua d'honneur, et ordonna un assaut général, en faisant mettre à l'ordre du jour « que tout soldat qui s'enivrerait serait privé de l'honneur de monter à l'assaut ». L'armée tout entière, ravie d'échapper aux lenteurs d'un siége, accueillit avec enthousiasme cet ordre du jour. Après six semaines de canonnade, à peine les murs de la place étaient-ils entamés; les fossés même n'étaient pas comblés; mais marcher à l'assaut, pour des soldats français, c'est toujours marcher à la fête, sinon à la victoire! La nuit du 27 juillet, les assaillants traversent les fossés, et attaquent la place sur plusieurs points différents. Une grêle de balles et de boulets vient bientôt à pleuvoir sur eux; mais rien, pas même les mines qui éclatent sous leurs pas, et emportent des compagnies entières, ne peut arrêter leur élan. Les échelles se trouvent trop courtes, ils y suppléent en montant sur les épaules les uns des autres, et en plantant leurs sabres dans les joints du rempart. Bientôt, sur plusieurs points, ils ont atteint le sommet, et une lutte moins inégale commence. Les Anglais, étonnés, avec leur froid courage, de la *furie*

française, se replient peu à peu sur la ville. Au point du jour, les Français se trouvent maîtres de tous les ouvrages avancés, et le général anglais, désespérant de défendre le fort, se décide à capituler.

La victoire avait été si imprévue, si rapide, qu'elle surprit tout le monde, les vainqueurs aussi bien que les vaincus. Ainsi l'un des deux postes avancés de l'Angleterre sur le sol de la Péninsule lui était enlevé par cet heureux coup de main, et derrière la conquête de Minorque, on entrevoyait déjà celle de Gibraltar. Cette double victoire, sur terre et sur mer à la fois, contre le plus redoutable de tous les ennemis, électrisa tous les courages, et la France fut ivre à son tour de l'ivresse de son armée.

Le contre-coup de ce grave événement se fit d'abord sentir dans la Grande-Bretagne : l'opinion publique, la vraie souveraine de ce libre pays, se souleva, non pas contre le roi, qui n'est jamais responsable, mais contre l'incapable ministre à qui l'on imputait tous ces désastres. Le duc de Newcastle fut destitué, et remplacé par le jeune Pitt, dont la renommée naissante remplissait déjà le parlement et le pays. Dès lors une impulsion nouvelle, bien autrement vigoureuse, fut donnée à la politique anglaise, et se fit sentir dans tous les débats du continent.

En racontant la conquête de Minorque, nous n'avons pas quitté l'histoire de l'Espagne; car, tout absente qu'elle soit du conflit, elle n'est pas, et ne peut pas être désintéressée dans la question. Revenons maintenant à la cour de Madrid, où les deux cabinets de Londres et de Versailles poursuivent leur lutte, aussi acharnée que sur les champs de bataille. Le roi et la reine, habitués à sentir et à penser ensemble, se montrèrent vivement blessés du traité de Versailles, et se rapprochèrent de

l'Autriche et de l'Angleterre. La France, pour panser la blessure, crut prendre la cour de Madrid par son faible en lui proposant de faire un roi de Pologne de l'infant, duc de Parme, à la mort d'Auguste de Saxe, qui paraissait prochaine; mais Ferdinand refusa nettement de mettre le feu à l'Europe pour faire un roi du second fils d'Élisabeth, quand en faire un duc avait déjà coûté si cher.

Le cabinet de Versailles voyant ses avances rejetées, essaya d'une offre plus sérieuse, et proposa à l'Espagne de lui rendre Minorque, qu'il n'avait conquise que pour elle. Un coup plus grave ne pouvait être porté à l'Angleterre qui, chassée de sa forte position dans la Méditerranée, se voyait encore supplantée par sa rivale dans ses projets d'alliance. Tout ce qui lui restait à faire, c'était d'user de représailles, et d'employer pour séduire l'Espagne le même appât que la France. Le nouveau chef du cabinet de Londres fit offrir à Ferdinand de lui restituer Gibraltar, et d'évacuer en outre tous les établissements fondés par les Anglais dans le golfe du Mexique depuis 1748, mais à une condition : c'est que l'Espagne joindrait ses efforts à ceux de la Grande-Bretagne afin de reconquérir Minorque, non pas pour elle, mais pour l'Angleterre, à qui elle s'engageait à la rendre.

On se lasse, en vérité, de raconter ces misérables intrigues qui n'aboutissent ni à une alliance, ni à une guerre. Les événements, on le voit, font ici complétement défaut; l'Espagne, annulée comme son roi par ce parti pris de paix obstinée, est, sous ce triste règne, en dehors du mouvement européen. Les sources même sont plus qu'insuffisantes, elles manquent complétement. Les mémoires contemporains s'arrêtent avec Philippe V, ou ne recommencent qu'avec Charles III. Heureusement

nous touchons à la fin de ce règne décoloré, comme il y en a plus d'un, hélas! dans les annales de la Péninsule. Mais cette abstention systématique, cet effacement volontaire d'un grand pays, annulé par son roi au moment même où éclate la terrible guerre de sept ans, qui force l'Europe entière à prendre parti d'un côté ou de l'autre, ont quelque chose de profondément humiliant pour l'orgueil national, qui ne semble pas pourtant en avoir su mauvais gré à Ferdinand. Après Philippe V et ses quarante-six ans de guerre presque continue, l'Espagne est tellement affamée de paix qu'elle trouve toutes les vertus au roi qui la lui donne, et lui sait gré, à défaut de merites plus réels, de tous les torts qu'il n'a pas.

La mort de l'ambassadeur anglais, sir Benjamin Keene, dont le cabinet de Londres n'avait pas assez apprécié les longs et loyaux services, vint encore porter un coup sensible à l'influence anglaise à la cour de Madrid. Le comte de Bristol, son successeur, n'était pas indigne de le remplacer; mais il lui manquait cette longue étude de la cour d'Espagne, de ses mœurs et de son personnel qui avaient fait de Keene l'idéal d'un ambassadeur. Aussi le parti français gagnait-il chaque jour du terrain à Madrid, et même dans le pays. Sur toutes les côtes de la Péninsule, les commandants espagnols accordaient protection et faveur aux corsaires français qui harcelaient le commerce britannique; mais le cabinet de Londres, décidé à tout supporter plutôt que d'en venir à une rupture, fermait les yeux sur cet oubli des devoirs de la neutralité, et les choses restèrent dans cet état indécis qui n'était ni l'alliance ni l'hostilité, ni la paix ni la guerre.

Nous touchons enfin au terme de ce court et triste règne, si pauvre en événements, et où l'Espagne s'ef-

face comme son roi, et disparaît de la scène du monde. La reine Barbe, depuis longtemps, voyait sa santé décliner, et approchait visiblement de sa fin. Ferdinand, chez qui l'esprit et le corps étaient également atteints, n'avait plus qu'un lien avec la vie, c'était son affection pour son épouse. Ce lien se brisa : elle lui fut enlevée le 17 août 1758. Cette mort, que tout le monde prévoyait, excepté lui, fut pour cette âme faible et tendre un coup dont elle ne devait pas se relever. Pendant la maladie de la reine, qui dura plusieurs mois, toutes les cours de l'Europe, se rappelant le court veuvage de Philippe, et sa douleur si profonde et sitôt oubliée, s'occupaient de remarier son fils avant qu'il ne fût veuf, et se disputaient ce trône qui n'était pas vacant. La France surtout, jalouse de ravir à l'Angleterre cette alliance si disputée, songeait à unir Ferdinand à la princesse Victoire, fille de Louis XV. Mais tous ces rêves s'évanouirent bientôt devant la triste réalité. Ferdinand se sentit atteint au cœur par la perte du seul être qu'il eût à aimer sur la terre. Une incurable tristesse remplaça cette mélancolie sans motif qui le minait depuis si longtemps. Caché au monde dans son château de Villaviciosa, il renonça à toute distraction, à tout travail, et finit même par refuser de manger et de dormir, pour être tout entier à sa douleur. « Toutes les affaires ici sont paralysées, écrit à sa cour, le 23 septembre, l'ambassadeur anglais. Le roi a gardé le lit sept jours, on l'a saigné deux fois en vingt-quatre heures. Son aversion pour le travail augmente chaque jour, il ne veut voir personne que ses médecins; on a défendu sa porte à l'infant don Luis son frère. Pas un rapport n'a été rédigé, pas un ordre expédié. » Plus tard, le 13 novembre : « Le roi ne veut point qu'on le rase, il se promène en robe de chambre

et n'a pas changé de chemise depuis un temps incroyable. Il ne s'est pas couché pendant dix nuits, et n'a pas dormi cinq heures depuis le 3 de ce mois, et encore par intervalles, assis dans son fauteuil, car il s'imagine qu'une fois au lit, il mourra. »

Cette lente agonie, qui semblait devoir finir chaque jour, se prolongea un an entier sans que Ferdinand se relevât une fois de ce mortel affaissement. Le 10 août 1759, l'infortuné fut enfin délivré du double fardeau de régner et de vivre. Il était âgé de quarante-sept ans, et son règne en avait duré treize. Nous essayerons plus loin d'apprécier ce règne au point de vue administratif, sans oublier toutefois que, sur le bien qui s'est fait, rien n'appartient en propre à Ferdinand que l'intention, toujours bienveillante et droite. Ceux même qui lui sont le plus favorables sont forcés de reconnaître le peu de facultés dont la nature l'avait doué; mais chacun rend justice à la pureté immaculée de ses mœurs, à la douceur de son caractère et à sa vive sympathie pour les souffrances de ses sujets. Ainsi l'Andalousie souffrant de la disette, il y envoya 500,000 piastres (2,550,000 francs) et du blé pour les populations affamées. A défaut des vertus du roi, Ferdinand eut toutes les vertus de l'homme privé. Quoique sa main fût toujours ouverte pour soulager toutes les infortunes, le trésor public, à sa mort, se trouva plus riche qu'il ne l'avait été depuis bien des années. La période de paix dont l'Espagne jouit sous son règne est la plus longue qu'on rencontre dans ses annales, depuis Philippe II. Quant à la reine Barbe, sa trace dans l'histoire n'est pas restée aussi profonde que dans le cœur de son époux. Pour toute mémoire, elle n'a laissé qu'un couvent fondé pour les jeunes filles nobles.

Ferdinand VI, par son testament, léguait le trône à son dernier frère don Carlos, roi de Naples, et nommait la reine douairière, Élisabeth de Parme, régente du royaume jusqu'à l'arrivée du nouveau roi. Un parti s'était formé dans l'ombre, à la cour de Madrid, sous l'influence française, pour porter au trône d'Espagne, au détriment de son frère aîné, l'infant don Philippe, dévoué à la France et à ses intérêts bien plus qu'à ceux de l'Espagne; mais ce plan insensé resta toujours à l'état d'intrigue, et n'eut jamais de racines sérieuses dans les affections du pays, d'avance tournées vers don Carlos, trop aimé à Naples pour ne pas être désiré à Madrid.

Nous ne terminerons pas ce règne incolore sans lui donner sa valeur et sa vraie signification en parlant des réformes réalisées ou tentées, non pas par Ferdinand, mais par son ministre Ensenada, car c'est sur lui que reposait l'administration intérieure du royaume, Carvajal s'occupant surtout des affaires étrangères. Opposés sur tout le reste, sur un seul point les deux ministres étaient d'accord : subir la neutralité que le roi leur imposait, en essayant de faire pencher la balance, l'un du côté de la France, l'autre du côté de l'Angleterre. Mais on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que la plus grande partie de ces réformes sont dues à l'initiative d'Ensenada, esprit actif et fécond, qui se consolait de ses mécomptes politiques en travaillant à tirer l'Espagne de ses vieilles ornières. Du reste, on jugera ce ministre incomplet, dont l'esprit valait mieux que le cœur, en lisant quelques extraits d'un mémoire présenté par lui au roi en 1751, et qui est à lui seul un programme complet de réforme et de gouvernement.

Quand on se mêle de réformer un pays, le point malade qu'il faut guérir le premier, ce sont les finances.

Or, en prenant pour point de départ l'année 1750, Ensenada signale dans le revenu un accroissement de 5,117,000 *écus de vellon* (près de 13 millions de francs). Par un sage maniement des finances, par quelques augmentations des droits sur le tabac, le sel et les laines, et en dépit de quelques dégrévements des *rentes provinciales*, qui pèsent surtout sur les classes pauvres, le ministre se fait fort d'atteindre, pour le revenu public, une recette annuelle de 27 millions d'écus de vellon (67 millions et demi de francs). Cette somme se partage entre trois groupes de dépenses : armée, 15 millions d'écus de vellon (37 millions et demi de francs) ; marine, 5 millions d'écus (12 millions et demi de francs); maison royale, 7 millions d'écus (17 millions et demi de francs). Dans le chiffre des recettes n'est pas compris le revenu des Indes, estimé à quatre millions d'écus, et qu'il espère porter à six; mais ce revenu est si incertain qu'il n'a pas osé le porter en ligne de compte.

L'armée se compose de 133 bataillons et 68 escadrons ; mais en défalquant les garnisons et le service des côtes, il ne reste de disponible pour agir que 59 bataillons et 43 escadrons. Or la France compte 377 bataillons et 235 escadrons, chiffre qu'elle peut augmenter au besoin par des levées, toujours faciles avec une population aussi passionnée pour la guerre.

Le total de la flotte ne s'élève qu'à 18 vaisseaux et 15 bâtiments légers, tandis que l'Angleterre peut mettre en mer 100 vaisseaux de ligne et 188 bâtiments légers. « Votre Majesté, ajoute le rapport, ne pourra se faire respecter de la France tant qu'elle n'aura pas 100 bataillons et 100 escadrons prêts à entrer en campagne, ni de l'Angleterre, tant qu'elle n'aura pas 60 navires de guerre et autant de frégates ou bâti-

ments légers. Avec ces forces de terre et de mer, et l'alliance du Portugal, Votre Majesté pourra tenir tête à la France. Quant à l'armée navale, elle ne serait pas de force à lutter avec celle des Anglais, dont la supériorité est trop écrasante. La guerre, dans ce cas, de la part de Votre Majesté, ne peut donc être que défensive, et l'Angleterre a trop de possessions à garder pour pouvoir triompher à la fois en Amérique et en Europe. »

Puis viennent, sur les relations mutuelles des divers États du continent, quelques aperçus dictés par un esprit vraiment politique. « Par antipathie ou par intérêt, les Français et les Anglais seront toujours ennemis, car tous deux se disputent le commerce de l'univers. Les intervalles de paix seront courts entre eux, et Votre Majesté sera courtisée en même temps par les deux puissances : par la France, qui voudrait voir vos deux escadres réunies dicter la loi à l'Angleterre ; et par celle-ci, qui voudrait voir votre armée attaquer la France par les Pyrénées, pendant qu'elle-même l'attaquerait du côté de la Flandre. Dans les deux cas, Votre Majesté sera l'arbitre de la paix ou de la guerre, et l'Angleterre sera forcée d'acheter au moins votre neutralité par la restitution de Gibraltar.

« Mais dans ce but, il faut renforcer l'armée. Remonter la cavalerie est chose facile, car les Espagnols aiment à servir dans cette arme. Il n'en est pas de même de l'infanterie, et pour la fortifier, il faut armer les milices, et lever vingt bataillons étrangers, en Allemagne et en Italie. L'Angleterre appuiera de grand cœur tout effort de Votre Majesté pour augmenter son armée, comme la France tous ceux que vous ferez pour accroître vos forces maritimes.

« Quant à la marine, on a déjà réuni une partie des

bois nécessaires pour construire 60 vaisseaux et 24 frégates à Cadix, au Ferrol et à Carthagène. On a fait venir d'Angleterre des constructeurs habiles, ainsi que des maîtres dans la fabrication des voiles et des cordages. Avant 1752, on aura vingt vaisseaux en construction; car il faut bien l'avouer, *la marine n'a existé jusqu'ici qu'en apparence*, malgré le goût prononcé qu'a pour elle le peuple espagnol. Pour la remettre à flot, il faudra six ans, de même que pour recruter les vingt bataillons étrangers, mettre les places fortes en état, et réorganiser les finances. »

Nous avons vu plus haut le revenu public évalué à 27 millions d'écus de vellon (67 millions de francs). Le ministre demande à porter les dépenses de l'armée à 19 millions d'écus au lieu de 15, et celles de la marine à 6 au lieu de 5; mais ces chiffres sont trop faibles pour n'être pas suspects, et l'on ne peut s'empêcher de soupçonner ici un peu de rêve ou un peu de mauvaise foi. En somme, ce n'est pas un homme ordinaire qui a rédigé ce rapport où il embrasse l'Espagne tout entière, et touche, dans ce corps si malade, à toutes les plaies qu'il faut guérir. Mais est-ce le médecin, est-ce le charlatan politique, qui indique ici les remèdes? Voilà ce que le temps seul aurait pu nous révéler, et Ensenada n'a pas assez vécu pour nous donner son dernier mot.

Nous nous sommes étendu sur ces détails, si honorables pour lui, d'abord par esprit de justice, puis pour expliquer les jugements contradictoires des historiens sur cet homme étrange, bizarre composé de tous les contrastes. Carvajal est un caractère tout d'une pièce, facile à peindre, parce qu'il n'a qu'un relief, en pleine lumière, et nettement arrêté. Mais dans cette nature complexe et fuyante d'Ensenada, on ne sait pas ce qui

domine, le mal ou le bien, les ombres ou la lumière, et l'expression générale reste indécise, comme l'est encore le jugement de l'histoire. Mais ce qui demeure acquis, c'est l'absence complète de sens moral chez ce ministre, à qui tous les moyens ont été bons pour gouverner, et qui, dans sa dégradation, a eu le triste privilége d'avoir sa souveraine pour complice.

Pour comparer le rêve avec la réalité, résumons en quelques pages l'état où Ferdinand laissa l'Espagne, en quittant le trône et la vie. Si l'on veut bien juger le règne plus sérieux que nous aurons bientôt à raconter, il importe de savoir *au vrai* ce qu'était l'Espagne, au moment où le roi défunt la légua à son successeur. Nous ne l'étudierons ici qu'au point de vue des finances et des relations avec le saint-siége, en renvoyant pour tout le reste au tableau de l'Espagne sous Philippe V, où toutes ces questions ont déjà été traitées.

Ferdinand avait deux qualités rares chez les monarques espagnols, la passion de la paix, la haine de toute dépense inutile. Grâce à cette économie, qui n'était point de l'avarice, sa libéralité pour les malheureux l'a assez prouvé, le trésor, à sa mort, se trouva riche de 105 millions de réaux (26 millions de francs). Un tableau cité par Coxe (t. IV, p. 326), et emprunté aux documents officiels de 1760, fixe le revenu annuel à 392 millions de réaux (98 millions de francs) et les dépenses à 306 millions de réaux (76 millions de francs), situation financière très-satisfaisante, si on la compare à celle où Philippe, en mourant, avait laissé le trésor, et où l'excédant, au lieu d'être du côté des recettes, était du côté des dépenses.

Cet accroissement du revenu public est dû, avant tout, à l'administration par régie des *rentes provinciales*,

déjà établie, sous Philippe V, dans quelques provinces, mais étendue à toutes sous Ferdinand, au grand profit du pays en même temps que de la couronne. Après l'adoption de ce système, la perception des rentes ne coûtait plus que 6 pour 100. Déjà un ministre éclairé, Campillo, avait essayé de remplacer, par un impôt unique, cette multiplicité d'impôts qui avait fait la ruine du pays. La voie était ouverte, et Ensenada y entra résolûment après lui. Un décret royal établit la *unica contribucion*, et il fallut débuter par de longues et coûteuses opérations de cadastre, pour se rendre un compte exact de la fortune publique et de celle des particuliers. Mais dans un pays où tout était à créer, la tâche dépassait les forces d'un homme, et l'on avait déjà dépensé, pour ce cadastre gigantesque, 40 millions de réaux (10 millions de francs) quand le ministre fut renversé, et légua la tâche à ses successeurs, qui ne devaient pas la remplir plus que lui. De cet essai de cadastre, qui subsiste encore en cent cinquante volumes, il reste quelques documents utiles sur l'état de la fortune publique en 1760. Elle se résume dans les deux chiffres suivants :

Total des proprietés laïques, 2,827 millions de réaux (706 millions de francs).

Total des biens du clergé, 359,806 millions de réaux (90 millions de francs).

Remarquons, avant de quitter ce sujet, que cet accroissement des revenus de l'État n'avait pas empêché de vastes travaux d'utilité publique, et même de luxe, comme la construction du palais royal de Madrid qui, en 1759, avait déjà coûté 100 millions de francs; comme celle du château de Rio Frio, commencé par la reine Elisabeth, à côté de Saint-Ildefonse, comme si, jalouse des folies de son époux, elle eût aussi voulu avoir la

sienne! Le port de Carthagène, œuvre d'utilité publique, entreprise par Ferdinand, avait coûté à lui seul plus de 30 millions de francs. Enfin, bon nombre de fabriques, établies aux frais de l'État, pesaient encore sur le trésor qui, grâce à une gestion plus honnête et plus habile, et à l'accroissement des recettes, avait résisté à toutes ces charges. Aussi en trois ans, de 1758 à 1760, voyons-nous les douanes rapporter 212 millions de francs, soit par an 71 millions.

Et cependant, notons ici un trait qui peint l'Espagne au vif : même avec cet état prospère des finances, même sous un roi honnête et consciencieux comme Ferdinand, les mesures arbitraires ne font jamais défaut. Ainsi, nous empruntons à Canga Arguelles (*Diccionario de hacienda*, art. *Commerce*) le tableau suivant des mesures financières de Ferdinand VI, et elles forment un triste pendant à celles de son père. Impôt de 10 pour 100 sur toute espèce de revenus; 50 pour 100 sur les octrois des villes; autant sur les sociétés industrielles et leurs capitaux; emprunt de 500,000 piastres (plus de 2 millions et demi de francs) à la société de Guipuzcoa; retour au trésor du tiers des rentes et droits aliénés autrefois par la couronne; retenue de 10 pour 100 sur le traitement des ministres et des employés de la maison du roi; don forcé, imposé aux fermiers généraux, etc. Ajoutons-y l'escompte des traites par le trésor; car, ainsi que le remarque Coxe, « le gouvernement se fait banquier comme il se fait manufacturier, et toujours par le même motif, pour stimuler, par l'exemple de l'État, l'industrie des particuliers. »

Grâce à ces mesures arbitraires, devant lesquelles se révolte le bon sens aussi bien que l'équité, Ferdinand VI, depuis la fondation de l'unité ibérique, est le seul

monarque espagnol qui n'ait pas légué de dettes à ses successeurs. Mais, tout en payant les siennes, il n'a accepté qu'en partie le fardeau de celles des règnes précédents. Ces créances, appelées *juros*, dont Philippe V avait déjà réduit les intérêts de moitié, étaient un triste héritage légué au règne nouveau. La stricte justice ordonnait au roi de faire tous ses efforts pour les acquitter; mais, en Espagne surtout, « il est avec le ciel des accommodements ». Le roi assembla, d'après le conseil d'Ensenada, une junte de théologiens, de légistes et d'hommes d'État, et se déchargea sur eux de la responsabilité d'une décision. La junte, comme on devait s'y attendre, opina pour la négative, ce qui n'empêcha pas Ferdinand de décréter, au moins sur le papier, la liquidation de toutes les créances antérieures à son règne, et leur payement, aussitôt que le permettrait l'état du trésor. 15 millions de francs, une fois payés, furent alloués à cet effet, plus 500,000 francs par an, somme bien faible pour faire face à de si lourdes charges. Cet ensemble de mesures, plus ou moins arbitraires, constitue ce qu'on a baptisé du nom fâcheux de *banqueroute de Ferdinand VI;* mais il faut lui savoir gré pourtant de n'avoir point oublié les dettes de ses devanciers, tout en acquittant scrupuleusement les siennes, et d'avoir au moins diminué le fardeau qu'il ne pouvait pas porter tout entier. Aussi, dans son testament, recommande-t-il à son successeur, tout en acquittant ses propres engagements, de se souvenir de ceux des rois qui l'ont précédé.

L'homme qui poussa constamment son pays et son roi à l'union avec la France, et à la guerre avec l'Angleterre, devait négliger l'armée pour reporter tous ses efforts sur la marine, et Ensenada n'y a pas manqué.

De tous les ministres espagnols, aucun peut-être ne s'est autant intéressé aux progrès de la marine nationale. Non content de se procurer partout, de la Norwége à Naples, les bois les plus propres à la construction des vaisseaux, il fit venir à prix d'or en Espagne les ingénieurs les plus habiles de France et d'Angleterre, et fit du Ferrol, en Galice, un des plus beaux chantiers de construction de la Péninsule. Aussi la marine, de dix-huit vaisseaux de ligne au début du règne, est-elle montée à quarante-quatre en 1758, et de quinze frégates ou bricks à quarante et un. Le budget total de l'armée navale s'élève à 63 millions de réaux (16 millions de francs). Ce progrès de la marine auquel ne répond pas un progrès égal dans l'armée, s'explique par le penchant prononcé d'Ensenada pour l'alliance française. S'il renforce ainsi la flotte, c'est pour se préparer à la lutte avec l'Angleterre.

Les progrès de l'industrie et du commerce, sous ce règne éminemment pacifique, ne sont pas moins sensibles. L'État, il est vrai, a plus de bonnes intentions que de science en économie politique, et de sens pratique des vrais intérêts du commerce. Cependant, il faut louer sans restriction les décrets royaux qui diminuent ou suppriment les droits sur les soies et les vins, transportés d'une province à l'autre ; ceux qui permettent l'exportation libre des blés, vins et eaux-de-vie sur des bâtiments espagnols; mais surtout celui qui cherche à encourager la pêche de la morue, industrie nationale en Espagne, mais grandement déchue depuis la cession de Terre-Neuve par la France à l'Angleterre, qui en bannit impitoyablement toutes les autres nations.

Par malheur, toutes ces belles ordonnances, destinées à vivifier l'industrie nationale, devaient rester

lettre morte, tant que les diverses provinces, séparées l'une de l'autre par de hautes barrières de montagnes, ne seraient pas rapprochées par des voies de communication directes et faciles ; tant que les montagnes ne seraient pas contournées ou percées, et les fleuves rendus navigables. Que penser d'un pays où un canal de première nécessité, comme celui de Castille, décrété en 1752, n'était pas encore achevé en 1826 ; un canal qui, alimenté par le Duero et la Pisuerga, devait s'étendre de Ségovie jusqu'au pied des Pyrénées, en traversant un pays appelé à bon droit *le grenier de l'Espagne?* Ce projet a été abandonné comme tant d'autres, non moins utiles, abandon inévitable chaque fois que l'État voudra se faire entrepreneur de travaux que l'industrie privée ferait plus vite et à meilleur marché.

Mais la nouvelle Castille était jalouse de la vieille, et l'on songea aussi à creuser un canal de Madrid à Aranjuez, et à rendre le Tage navigable, depuis cette dernière ville jusqu'à Lisbonne, en ouvrant ainsi une voie au commerce, à l'aide de ce fleuve immense qui coupe l'Espagne par le milieu, depuis la Sierra de Albaracin jusqu'à l'Océan, dans un cours de près de 200 lieues. La pensée n'était pas nouvelle, car déjà Philippe II, maître du Portugal, avait voulu relier au reste de la Péninsule sa nouvelle conquête, en facilitant la navigation du Tage. Les Cortès avaient même dans ce but voté 100,000 ducats (800,000 francs). Des travaux avaient été entrepris sous la direction d'un ingénieur italien, et en 1558 quelques barques, parties de Tolède, étaient arrivées en quinze jours à Lisbonne. Ce projet, repris et abandonné par presque tous les rois qui se succédèrent depuis Philippe II, avait été pris au sérieux par Carvajal, seul

capable peut-être de le mener à bien; mais la mort ne lui laissa pas le temps de l'exécuter.

Quant au reproche que Coxe adresse à Philippe II de n'avoir pas choisi Lisbonne pour sa capitale, au lieu de la planter avec Madrid dans un désert aride, on nous permettra de ne pas le prendre au sérieux. Sans parler du danger d'avoir une capitale aussi excentrique, sans cesse exposée à l'invasion par mer, l'Espagne a toujours tenu trop à sa nationalité pour en placer le siége à l'extrémité d'une province conquise, au milieu d'un peuple frémissant qui ne songeait qu'à lui échapper. On peut souhaiter, par amour pour l'unité ibérique, de voir le Portugal s'absorber dans l'Espagne; mais personne n'avait songé, avant Coxe, à conseiller à la capitale de l'Espagne de se faire portugaise.

Nous ne terminerons pas ce chapitre sans jeter un coup d'œil sur les relations de l'Espagne avec le saint-siége. Jusqu'au règne de Philippe V, la cour de Rome, par une série d'usurpations progressives, poursuivies pendant des siècles avec cette pieuse ténacité qui la caractérise, avait enlevé aux rois le droit de disposer des bénéfices qui viendraient à vaquer dans la Péninsule pendant huit mois de l'année, appelés par ce motif les *mois apostoliques*. Le saint-siége, en outre, s'était arrogé le droit de nommer à tous les bénéfices dont le titulaire serait mort à Rome. Sous des noms variés à l'infini, *réserves, indults, expectations, annates* et *quinzièmes*, il prélevait encore de lourds tributs sur les revenus de ces bénéfices conférés par lui, et touchait en entier les revenus de l'épiscopat ou du bénéfice vacant, pendant toute la durée

de la vacance, qu'il avait intérêt à prolonger. Enfin l'administration des revenus des bénéfices et des épiscopats vacants, appelés *spolios y vacantes*, étaient confiés à une commission d'Italiens qui, en touchant les revenus pour Rome, ne restaient pas, comme on peut le penser, les mains vides.

On peut deviner les innombrables abus qui résultaient de ce système de *patronage*, exercé par une autorité rivale de celle des rois, dépouillés par elle de leurs droits les plus anciens et les mieux établis. Ainsi les bénéfices conférés par le saint-père étaient donnés d'ordinaire à des étrangers qui, appelés à venir paître dans ces gras pâturages de l'Église espagnole, étaient tenus de reconnaître cette faveur par de lourdes pensions, payables à la *Chambre apostolique*. Ils s'engageaient avec celle-ci, avant la nomination, par une sorte de contrat appelé *cedula bancaria;* si la pension n'était pas payée, Rome envoyait en Espagne ses agents pour prélever, comme en terre conquise, la part du butin qu'elle s'était assignée, en y ajoutant les frais énormes qu'entraînait cette espèce de saisie. On a calculé que ces *cedulas*, ingénieux moyen de reprendre ce qu'on avait l'air de donner, faisaient sortir de l'Espagne le cinquième du revenu des bénéfices *patronnés* par la cour de Rome.

Ainsi ce malheureux pays, déjà ruiné par ses rois, devait encore contribuer, dans une proportion plus forte que celle d'aucun des États de la catholicité, au maintien de cette suzeraineté spirituelle qui faisait des rois ses vassaux, et des peuples ses contribuables. Et si maintenant on y ajoute toutes les extorsions sacrées, inventées par l'industrie romaine pour exploiter la foi naïve du peuple espagnol, on ne s'étonnera pas d'apprendre que, du temps de Philippe II, le trafic des bénéfices

et les dispenses matrimoniales avaient tiré, de la Castille seulement, 1,500,000 ducats (12,000,000 de francs), et que, sous Philippe V, il sortait chaque année, pour ces deux seuls objets, de l'Espagne tout entière, 2,500,000 francs. Quant à la somme totale qu'enlevaient à la Péninsule ces pieuses exactions, prises dans leur ensemble, nous regrettons de ne pouvoir la préciser; mais Coxe l'évalue au tiers de ce que payait à Rome la catholicité tout entière.

Les bénéfices à conférer étant avant tout pour la cour de Rome une source de profit, on peut se figurer quelles garanties offrait le choix des bénéficiaires, étrangers le plus souvent, qu'elle appelait aux postes vacants. Les abus en étaient venus à un tel point que Philippe V lui-même, malgré sa condescendance envers le saint-siége, essaya d'y remédier par plusieurs concordats successifs. Mais à mesure qu'un abus était supprimé, Rome trouvait un expédient nouveau pour le faire reparaître sous une autre forme. On pourra trouver dans Coxe (t. IV, p. 316) la longue et confuse histoire de la *Testa ferrea* (la tête de fer), espèce de prête-nom, Espagnol de naissance, que le saint-siége déléguait pour toucher à sa place l'impôt des *cedulas* levé sur le clergé. Il suffira de savoir que les choses en étaient venues à ce point que Ferdinand lui-même, en dépit de sa faiblesse, sentit la nécessité d'y porter remède. De là le Concordat de 1753, par lequel le saint-siége, chassé de toutes les positions qu'il avait prises, et de tous les domaines usurpés par lui, reconnut enfin le droit que possédaient, depuis des siècles, les rois d'Espagne de nommer aux évêchés et aux bénéfices vacants dans leurs États. Mais comme Rome ne cède en rien gratuitement, pas même des droits usurpés, il fallut lui payer ses concessions 1,000,000 d'écus

romains (plus de 5,000,000 de francs). Elle conserva, en outre, le *patronage* d'une soixantaine de bénéfices espagnols, ainsi que les dispenses matrimoniales et autres. Enfin la source des abus et du Pactole qu'ils faisaient couler à Rome était si mal fermée que, ainsi qu'il résulte d'une enquête ordonnée par les Cortès de 1821, en six ans, de 1814 à 1820, il était sorti d'Espagne, pour dispenses et brefs de Rome, 24,000,000 de réaux (6,000,000 de francs) et 1,250,000 francs pour bulles d'institution épiscopale et autres menus bénéfices, sans compter, bien entendu, les dons volontaires des fidèles.



LIVRE XLIV

CHAPITRE PREMIER

RÈGNE DE CHARLES III. — PACTE DE FAMILLE. GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. PAIX DE PARIS.

1759 A 1763

C'est l'histoire d'Espagne que nous écrivons, ce n'est pas celle de Naples; aussi ne dirons-nous rien du règne de Charles dans les Deux-Siciles. Ce n'est pas sans regret que nous passons sous silence cette noble page de la vie d'un prince qui tiendrait dans l'histoire une place plus haute encore, si les qualités du cœur suffisaient pour faire un grand roi. Pendant les vingt-huit années consacrées à ses États d'Italie, cinq à Parme, et vingt-trois à Naples, Charles n'a eu qu'une pensée, celle de rendre ses sujets heureux; aussi ce peuple, qui avait subi pendant tant d'années le joug si dur des vice-rois espagnols, avait-il pour son jeune roi une affection passionnée, que Charles lui rendait; et cependant, il n'hésita pas un instant à échanger contre le trône d'Espagne le trône plus modeste des Deux-Siciles. Aussi, quand la triste

certitude de son départ fut bien acquise, ce fut d'un bout à l'autre de son petit royaume un deuil sincère, que chacun portait dans son cœur, sinon sur ses habits. Charles, on n'en peut pas douter, partagea ces regrets, et son cœur répondit à celui de ses sujets. Mais, avec son ardent désir de faire le bien, une carrière plus large s'ouvrait devant lui, et la loi de l'hérédité, à laquelle les rois sont soumis comme leurs sujets, lui faisait un devoir de l'accepter. D'ailleurs, en quittant cette rive enchantée où s'étaient écoulées les meilleures années de sa vie, Charles n'allait pas rompre tout lien avec ses sujets bien-aimés, car il leur laissait pour roi un de ses fils, encore mineur, et pour bien des années encore, c'était sa pensée, c'était lui qui devait régner sur eux.

Marié en 1738 à la princesse Marie-Amélie, fille d'Auguste III, électeur de Saxe et roi de Pologne, Charles avait de cette épouse tendrement aimée six garçons et deux filles, vivant contraste avec la stérilité du couple royal qui venait de s'éteindre à Madrid. Mais l'aîné des infants avait, dès le sein de sa nourrice, été sujet à des attaques d'épilepsie, et son corps ne s'était pas plus développé que son esprit. De l'aveu de tout le monde, il était hors d'état de succéder à son père, et de jouer, même aussi pauvrement que Charles II, le personnage d'un roi. Mais don Carlos était un père si tendre, il lui en coûtait tellement de proclamer devant ses deux royaumes l'incapacité de son fils que, s'il faut en croire son récent historien, M. Ferrer del Rio, « plutôt que de porter atteinte au droit de primogéniture, il regrettait que son frère Ferdinand n'eût pas laissé d'enfants pour lui succéder, même aux dépens des siens. » Cependant il fallait prendre un parti, et le 6 octobre, en présence de tous les Grands du royaume, Charles fit pour la der-

nière fois acte de roi en disposant de la couronne des Deux-Siciles en faveur de son troisième fils, Frédéric, alors âgé de huit ans. Quant au second, il fut en même temps proclamé prince des Asturies, et héritier présomptif de la couronne d'Espagne. Voici quelques passages du décret que Charles, ceint, pour cette fois seulement, d'un double diadème, et régnant de fait sur les deux pays à la fois, fit lire à haute voix devant l'élite de ses sujets, et qui dut bien coûter à son cœur de père.

« L'esprit des traités conclus depuis le début de ce siècle prouve assez que l'Europe voudrait bannir de l'Italie la puissance espagnole. Je suis donc obligé de choisir parmi mes enfants celui qui peut être considéré comme le second dans l'ordre de succession, et comme capable de gouverner mes États d'Italie, séparés maintenant de l'Espagne et des Indes. Les membres de mon Conseil royal et la junte de Sicile m'ont exposé que, après avoir tenté tous les moyens possibles, ils n'ont pu découvrir chez mon malheureux fils aîné aucune trace de jugement ni de réflexion ; que cet état n'ayant pas changé, depuis son enfance, il est incapable de sentiments religieux, et privé de tout usage de la raison, sans que la moindre lueur d'espoir se montre pour l'avenir. Dans cette triste situation, les droits de mon second fils se trouvent dévolus à mon troisième, don Ferdinand, encore mineur. Il est de mon devoir, comme souverain et comme père, en lui transférant mes États d'Italie, d'arrêter les mesures nécessaires pour le temps de sa minorité, et de confier à d'autres la tutelle que je ne pourrais plus exercer sur un fils, aussi indépendant, comme souverain en Italie, que je le suis comme roi d'Espagne. »

Charles nommait ensuite un Conseil de régence, et mettait à la tête son ami, son bras droit, le marquis Tannucci. Il réglait, en cas de mort du jeune roi, l'ordre de succession en appelant au trône les fils, encore à naître, de ce roi de huit ans, puis les filles, puis, à défaut de tous deux, ses propres enfants et leurs ascendants; puis enfin, si sa nombreuse lignée venait à s'éteindre, ses frères Philippe et Louis. En aucun cas, les deux couronnes ne devaient se réunir sur une seule tête. La lecture terminée, le roi tendit à son fils l'épée qu'il détacha de sa ceinture, en lui disant : « Louis XIV, roi de France, a donné cette épée à Philippe V, votre grand-père; je l'ai reçue de lui, et je vous la transmets. Ne la tirez jamais que pour la défense de la religion et de vos sujets »; sage conseil que Charles aurait dû suivre pour lui-même!

Le même soir, le roi, avec toute sa famille, s'embarqua sur une escadre espagnole de seize vaisseaux de ligne. Une foule immense se pressait sur son passage pour voir encore une fois ce monarque bien-aimé qu'elle allait perdre. Des larmes sincères coulèrent de tous les yeux, et jamais prince ne partit plus regretté du pays dont il ne se séparait que pour aller faire le bonheur d'un autre. Le vent était contraire, la mer houleuse; ses fidèles sujets le supplièrent de retarder son départ, et de ne pas réunir sur le même vaisseau tous les membres de sa famille, que la tempête pourrait anéantir tout entière : « Nous partirons, répliqua le roi, et tous réunis. Dieu qui lit dans les cœurs sait que c'est de bonne foi que je lui ai toujours demandé de prolonger la vie de mon frère, et que je n'ai pas convoité une seule fois ce splendide héritage. Le Seigneur a jugé à propos de m'en gratifier. Il veut que je passe en Espagne, il aura

donc soin de moi et de tous les miens, car il faut que sa volonté s'accomplisse ! »

La confiance du pieux monarque ne fut pas trompée : après un heureux voyage, la famille royale, partie le 6 octobre, débarqua le 17 à Barcelone, au milieu des transports d'enthousiasme de cette même Catalogne qui, la dernière de toutes les provinces de la Péninsule, avait refusé de reconnaître la nouvelle dynastie. Il paya à ses fidèles Catalans leur loyauté de fraîche date en leur rendant une partie des franchises dont les avait privés Philippe V ; enfin, il leur remit, ainsi qu'aux Aragonais, tout leur arriéré de contributions jusqu'à la fin de 1758. Les quelques jours qu'il passa à Barcelone ne furent qu'une longue série de fêtes. Il en fut de même sur toute la route, et la reine écrivait à son fidèle Tannucci : « Le peuple fait partout sur notre passage des folies de réjouissance... (*locuras de contento*). » Tous les cœurs se sentaient attirés par la figure ouverte et bienveillante du monarque. Un seul de ses nouveaux sujets eut le triste privilége de l'assombrir, ce fut l'évêque de Lérida, qui avait cru gagner la faveur de son maître en lui offrant quelques bijoux précieux : « Les évêques, répondit sévèrement le roi, ne doivent pas offrir de cadeaux. Tout ce qu'ils ont appartient aux pauvres. Qu'on vende ceci, et qu'on en distribue l'argent en aumônes. »

Retenu un mois à Saragosse par la maladie d'un de ses enfants, le 9 décembre seulement, Charles atteignit sa capitale, et se montra à ses sujets, impatients de voir leur roi. Sa première visite fut pour sa mère, qu'il n'avait pas vue depuis vingt ans. Son premier décret, rendu à la prière d'Élisabeth, fut l'ordre pour Farinelli de quitter l'Espagne sur-le-champ. La reine lui en voulait d'avoir refusé de la suivre dans sa retraite de Saint-

Ildefonse, elle à qui il devait sa fortune, et d'avoir préféré à son exil la faveur du dernier roi. On lui laissa pourtant la pension dont l'avait doté Ferdinand, et il quitta en pleurant ce pays, devenu pour lui une deuxième patrie, et où il ne laissait que d'honorables souvenirs.

On s'attendait à voir la reine douairière reprendre, sous le règne de son fils, l'ascendant qu'elle avait gardé sous le dernier règne. Ensenada et le parti français qui se groupait autour de lui, jugeant le futur roi d'Espagne d'après le roi de Naples, et connaissant son inclination pour l'alliance française, se voyaient déjà ramenés aux affaires par un retour de la faveur royale. Mais toutes ces espérances furent trompées. Charles III n'était pas un Philippe V, et se sentait né pour commander, et non pour obéir. Tout ce qu'obtint Ensenada, ce fut son pardon et la permission de reparaître à la cour, où il resta complétement étranger aux affaires. Quant à Elisabeth, malgré la sincère affection que Charles lui portait, elle avait trop abusé de son ascendant sur Philippe, pour que le fils ne craignît pas de continuer le père. Aussi le verrons-nous, tant qu'elle vivra, unir, dans une heureuse mesure, à l'affection et au respect qu'il devait à sa mère, l'indépendance dont un monarque a besoin pour répondre seul de ses actes devant Dieu et devant ses sujets.

Esclave de l'habitude, Charles ne pouvait supporter le changement. Par ce motif, et par égard aussi pour la mémoire de son frère, il crut devoir conserver tous ses ministres, chose rare au début d'un règne nouveau. L'Irlandais Wall resta le chef du cabinet et le ministre des affaires étrangères. Les finances furent confiées au marquis d'Esquilache, homme d'affaires sans être un homme d'État, utile au second rang et déplacé au premier. Incorruptible dans sa vie publique, sa réputation

était sans tache; mais sa femme, comme la reine Barbe, passait pour tendre la main aux présents, et reprochait amèrement à son mari son désintéressement, si rare dans cette cour corrompue, où tout était à vendre, les places comme les consciences! Aucun des autres ministres ne paraît avoir dépassé le niveau de cette honnête médiocrité qui, à la cour de Madrid, suffisait au maniement des affaires. Dans la maison du roi, espèce de ministère domestique trop souvent en lutte avec l'autre, la place de grand écuyer de la reine fut confiée au duc de Lozada, ami personnel du roi, et qui, admis dans son intimité la plus étroite, y avait gardé toute son indépendance.

Enfin le tableau ne serait pas complet si nous ne disions pas un mot du confesseur, puissance occulte qui tenait en échec toutes les autres! Le confesseur de Charles III n'était pas un jésuite, mais un moine, frère Eleta. Issu d'une famille obscure, caractère rude, austère, morose, peu versé dans les lettres et même dans la théologie, il était néanmoins respecté de tous, grâce à sa piété ardente et sincère. Avant de respirer l'air des cours, pour lequel il n'était pas fait, il avait vécu trente ans dans le cloître, et toute sa vie il en porta l'empreinte.

Nous devons ces renseignements sur la cour de Charles III à l'ambassadeur anglais, comte de Bristol. Voici le portrait qu'il trace du monarque, après nous avoir donné celui de ses ministres : « Le *Roi Catholique* a une vive intelligence, une mémoire heureuse et surtout un grand empire sur lui-même. Souvent trompé, il est devenu méfiant. Son arme favorite, c'est la douceur ; plutôt que de se servir de son autorité, il ne se lasse pas de répéter ses exhortations, et aime mieux

obtenir de plein gré ce qu'il pourrait commander. Et cependant, avec ses belles manières et sa douceur, il sait tenir ses ministres dans le respect, peut-être même dans la crainte. Issu de la race des Bourbons, il a pour la France une réelle affection; mais Espagnol et roi, il ne veut pas que l'Espagne, sous son règne, soit gouvernée, comme sous son père, par des conseils français. Sa constante préoccupation, c'est d'affermir son fils sur le trône des Deux-Siciles. Tout l'effort de sa politique tend à soutenir le jeune roi, dans le cas où on essayerait de le troubler dans la possession de son royaume.

Voici maintenant, toujours d'après la même source, le tableau des forces de terre et de mer du royaume, au début de ce règne. La flotte se compose de cinquante-huit vaisseaux de ligne, vingt-sept frégates et seize bâtiments légers, chiffre qui, s'il était authentique, mettrait l'Espagne au second rang parmi les puissances maritimes, à côté de la Hollande et en avant de la France. Mais, sur ce chiffre, quarante-neuf vaisseaux seulement et vingt frégates sont en état de servir, et encore, aurait-on grand'peine à trouver, dans toute la Péninsule, un nombre de marins suffisant pour les garnir. Le chiffre des matelots inscrits s'élève, il est vrai, à cinquante mille; mais la moitié à peine est apte à faire le service; car c'est ainsi que les choses se passent en Espagne, où l'apparence suffit, et tient lieu de la réalité.

Quant aux forces de terre, Bristol les évalue, pour l'infanterie, à quatre-vingt-huit bataillons, ce qui, à sept cents hommes par bataillon, s'ils étaient tous au complet, formerait, avec trente-trois bataillons de milices, un total de quatre-vingt-quatre mille sept cents hommes. La cavalerie s'élève à peine à huit mille. Puis vient la maison militaire du roi, montant à près de

dix mille : elle se compose de deux régiments, l'un espagnol et l'autre wallon, et de trois compagnies de gardes du corps, espagnols, italiens et flamands. L'armée, prise dans son ensemble, compte cent quarante et un bataillons et soixante et onze escadrons, ce qui donne, au moins sur le papier, un chiffre total de cent neuf mille soldats; mais si l'on en déduit les non-valeurs, pour ne compter que les hommes présents et valides, il faut réduire le tout à quatre-vingt mille, chiffre que l'Espagne a rarement dépassé, même aux plus beaux jours de son histoire.

Sortons maintenant de la Péninsule pour jeter un coup d'œil sur l'Europe, dont elle est complétement séparée, depuis l'opiniâtre neutralité de Ferdinand. Il n'y a plus maintenant que deux puissances qui comptent pour l'Espagne, l'Angleterre et la France, les deux seules qui la touchent, l'une par la mer, l'autre par les Pyrénées. Si Charles III veut la rattacher aux intérêts du continent, il lui faudra choisir entre les deux alliances, car la neutralité n'est plus possible pendant cette redoutable guerre de sept ans (1757 à 1763) due à un caprice de la Pompadour, à qui la fière Marie-Thérèse a acheté l'alliance de la France en appelant « ma cousine » la maîtresse de son roi! L'Europe s'est encore une fois scindée en deux camps: d'un côté sont l'Angleterre et la Prusse, cette puissance née d'hier avec laquelle il faut déjà compter; de l'autre sont l'Autriche, la France, la Saxe et la Russie.

Nous n'essayerons pas de suivre cette guerre vagabonde qui se promène sur toute la surface du globe, et tend de plus en plus à se concentrer entre l'Angleterre et la France. Tant que l'Espagne est absente de la lutte, nous n'avons rien à en raconter. La marine française, un instant relevée par un admirable élan de patriotisme,

semble n'être ressuscitée que pour mourir encore une fois. Mais ce n'est pas sur mer seulement que la fortune se prononce contre la France : la défaite de Rosbach, en 1757, l'a mise à la porte de l'Allemagne, et rejetée sur la rive gauche du Rhin. L'invasion, qu'elle songeait à porter en Angleterre, en lançant encore une fois contre elle l'héritier des Stuarts, est maintenant à ses portes; les escadres britanniques viennent bloquer tous ses ports, attaquer l'île d'Aix, Rochefort, Toulon, et bombarder le Havre (1760). Dans l'Inde, elle perd, avec Pondichéry, son dernier établissement dans cette contrée où elle a régné en souveraine. Dans l'Amérique du Nord, la lutte n'est pas moins ardente entre ces deux peuples qu'arment l'un contre l'autre toutes les rivalités, commerciales, religieuses et politiques à la fois. La bataille de Québec, en 1759, livre le Canada aux armes anglaises, en même temps que la France se voit enlever Gorée et le Sénégal en Afrique, la Guadeloupe et la Martinique aux Antilles, et Belle-Isle sur ses côtes, à l'embouchure de la Loire. Atteinte dans son commerce et sa marine en même temps que dans ses colonies, condamnée à se défendre sur tous les points du globe à la fois, la France est à bout de ressources, et presque de courage. Pour continuer la lutte, il lui faut un nouvel allié, car elle ne peut plus compter ni sur l'Autriche, ni sur la Russie.

L'Angleterre, en revanche, sous l'énergique direction de Pitt, marche avec une persévérance et une vigueur indomptées dans cette carrière de succès, parfois entremêlés de revers. Mais c'est alors surtout qu'on est forcé d'admirer tout ce qu'il y a de ressort chez un peuple libre, habitué à réagir contre l'adversité, et à la changer en succès à force de persistance et d'énergie. Vouloir

tous la même chose, la vouloir fort et longtemps, la vouloir jusqu'à ce qu'on l'ait obtenue, là est le secret de la fortune de l'Angleterre, et la France, qui sait vaincre comme elle, n'a pas comme elle le secret de vouloir et de persévérer. Pitt est là d'ailleurs pour inspirer à cette race fortement trempée ses implacables rancunes contre la France. Au milieu de cette carrière de gloire et de conquêtes pour l'Angleterre, de hontes et de désastres pour son ennemie, George II vient d'être remplacé sur le trône par son petit-fils George III. Le peuple anglais, bon calculateur, n'est pas loin de se lasser de ses lauriers, en songeant à tout ce qu'ils lui coûtent. Le grand homme d'État qui a régné jusqu'ici sous le nom de George II, commence, avec le changement de règne, à vaciller sur son trône parlementaire, à mesure que grandit dans le pays le parti de la paix, et à la cour celui de lord Bute, le favori du nouveau roi.

Revenons maintenant à l'Espagne, désintéressée jusqu'ici dans toutes ces querelles, et abritée derrière sa neutralité, pourvu qu'elle sache la garder. Mais Charles III, comme son père Philippe V, auquel il était du reste si supérieur, était trop porté à mettre le sentiment à la place de la réflexion. Les vieilles injures infligées par l'Angleterre à l'Espagne avaient laissé dans son âme de profondes rancunes. Sans cesse, dans sa pensée, il revoyait cet officier anglais déposant froidement sa montre sur la table, et lui notifiant que dans une heure le bombardement de Naples commencerait, si son roi n'acceptait pas à l'instant la neutralité qu'on lui imposait. Un autre héritage que Charles tenait de son père, c'était son attachement filial à la famille des Bourbons, quelque indigne que fût de la représenter le lâche monarque qui régnait alors sur la France. Tant que Charles avait régné

à Naples, cette rancune persistante qu'il gardait dans son cœur ne faisait pas courir grand danger à ses sujets ; le roitelet des Deux-Siciles ne pouvait songer à s'attaquer au colosse de la Grande-Bretagne. Mais une fois monté sur le trône de Castille, pouvant désormais traiter d'égal à égal avec cette reine des mers, qu'il avait vue courtiser pendant si longtemps l'alliance de son frère, il y avait là un péril réel dont avaient conscience tous ceux qui connaissaient Charles III. Ce péril, c'était que les affections de famille lui fissent oublier les intérêts du pays, et que sortant, à la prière de la France, de cette neutralité qui avait fait douze ans le salut de l'Espagne, il ne se laissât entraîner dans une guerre désastreuse où elle n'avait rien à gagner, et tout à perdre.

Pendant les deux premières années de son règne, Charles III avait été gardé par un ange tutélaire que Dieu avait mis à côté de lui pour le préserver de ses entraînements, plus réfléchis, mais non moins ardents que ceux de son père. Cet ange gardien, c'était sa femme, la reine Marie-Amélie, douce et pieuse créature ne vivant que pour le devoir, et dont toute la politique se résumait en ces quelques lignes, écrites par elle au marquis Tannucci : « Si ce n'était pour notre fils, le roi de Naples, peu nous importerait qu'il y ait paix ou guerre sur le continent... Avec les Français, on a toujours quelque chose à redouter; mais si l'Espagne est suffisamment armée, elle saura se faire respecter, et tout le monde voudra l'appeler son amie, tandis que, de la guerre, elle ne peut rien récolter que sa ruine. » Et Amélie avait raison : cette neutralité persistante, maintenue par Ferdinand aux dépens même de l'honneur national, était la vraie politique de l'Espagne. Si la sage reine avait vécu plus longtemps, Charles III, à regret,

sans doute, aurait persisté dans la ligne politique suivie par son frère; mais après une courte maladie, Amélie, dont la santé avait été altérée par des couches trop fréquentes (elle avait eu treize enfants, dont quatre morts en bas âge), s'éteignit le 27 septembre, à l'âge de trente-six ans. Inconsolable comme Philippe V, quand il perdit sa première femme, Charles fit, comme son père, vœu de ne pas se remarier, et le tint mieux que lui; car il resta jusqu'à la fin de sa vie fidèle au souvenir de la seule femme qu'il eût jamais aimée.

L'Espagne pleura avec son roi cette reine qu'elle chérissait comme lui; mais cette perte, regrettable à tous les points de vue, devait être le point de départ d'une politique nouvelle, fatale au pays. Depuis deux ans qu'il régnait en Castille, Charles n'était plus contenu, comme sur le trône de Naples, par le sentiment de son impuissance. Il sentait doublement, comme parent et comme roi, les injures et les dommages infligés aux Bourbons de France par les triomphes de l'Angleterre. Dans la ruine de la marine française, il voyait d'avance celle de la marine espagnole, et l'Angleterre seule maîtresse des mers que ces deux marines rivales partageaient jadis avec elle. Les conquêtes des Anglais au Canada et dans les deux Indes l'alarmaient, non sans raison, sur le danger des colonies espagnoles, plus exposées que jamais aux convoitises de ces redoutables voisins, domiciliés à tous les coins du globe, et qui se faisaient partout une patrie, aux dépens des peuples conquérants ou conquis. Ainsi, depuis quelque temps, des sujets anglais s'étaient établis dans la baie de Honduras, sur le territoire espagnol, et y faisaient, comme sur un sol qui leur appartenait, leur récolte de bois de campêche. L'ambassadeur français à Madrid, le marquis d'Ossun, excitait encore

les ressentiments du monarque, et versait de l'huile sur un feu qui ne demandait qu'à brûler. Pour le gagner à l'alliance française, il faisait briller à ses yeux un double appât, la restitution de Minorque et la conquête de Gibraltar par les forces réunies des deux pays.

Enfin Charles, attiré vers les Bourbons de France par leurs revers plus qu'il ne l'eût été par leurs succès, envoya l'ordre au comte de Fuentes, son représentant à Londres, de protester plus énergiquement que jamais contre les usurpations de l'Angleterre à Honduras et à Terre-Neuve. Entraîné par son cœur, qu'en politique il est dangereux de consulter, il s'engagea avec la France, si le cabinet de Londres ne faisait pas droit à ses réclamations, à conclure avec les Bourbons un *Pacte de famille,* tout prêt à prendre part à la querelle, après l'arrivée des galions, sans lesquels il ne pouvait rien faire. En même temps, joignant les actes aux paroles, le roi fit presser dans tous ses ports la construction et l'armement de quarante vaisseaux de guerre qui, en moins de six mois, devaient être prêts à prendre la mer.

Le sage Tannucci, voyant son roi et son ami glisser sur la pente où son père avait déjà entraîné le pays, lui écrivit lettre sur lettre, en le conjurant de ne pas se mêler d'une querelle qui ne le regardait pas; en lui rappelant que l'Espagne avait besoin de la paix, et ne pouvait se relever que par elle; que, sans la paix, Naples et la Sicile étaient perdues, et que s'il se portait comme médiateur entre les deux partis, penchant comme il le faisait du côté de la France, il serait nécessairement entraîné à prendre parti pour elle. D'un autre côté, le ministre anglais, tout décidé qu'il fût à pousser le conflit jusqu'au bout, ne se souciait pas de se mettre gratuitement sur les bras un ennemi comme l'Espagne. Un

semblant de congrès fut convoqué à Augsbourg pour travailler à la paix du continent. Des ambassades furent échangées de nouveau entre les cours de Londres et de Versailles. Mais, en dépit de ces rapprochements plus apparents que réels, tout tendait, au fond, vers une rupture dont personne ne voulait prendre sur soi la responsabilité. Charles avait remplacé son ambassadeur à Versailles, partisan dévoué de la neutralité, par un abbé génois sécularisé, nommé Grimaldi, qui rêvait à recommencer la fortune d'Alberoni, dont il avait l'esprit remuant et l'ambition sans le génie. Partisan fanatique de l'alliance française, il poussait sans relâche son maître dans cette voie où son cœur l'attirait déjà. Le chef du cabinet, Wall, en sa qualité d'Irlandais, n'était pas mieux disposé pour l'Angleterre; ainsi la destinée de la Péninsule, depuis Philippe V, c'était d'être toujours gouvernée par des étrangers.

Les réclamations de l'Espagne à Londres furent donc poussées avec plus d'insistance que jamais; la France y joignit les siennes, en ajoutant que, si l'Angleterre n'y faisait pas droit, elle se croirait obligée de faire cause commune avec le cabinet de Madrid, et de les appuyer de ses armes. C'était chose nouvelle en diplomatie que de voir une nation, en guerre avec une autre, se porter pour médiatrice entre sa partie adverse et une autre puissance, et dicter à son adversaire, l'épée à la main, les concessions qu'il devait faire. Pitt répondit, avec sa hauteur accoutumée, « qu'il ne consentirait jamais à mêler ses différends avec l'Espagne dans une négociation qui leur était étrangère, et qu'il regarderait comme une insulte toute mention ultérieure de cette affaire ». Il insista plus fortement que jamais sur les concessions qu'il exigeait de la France, comme rançon de la paix.

Enfin l'ambassadeur anglais à Madrid fut chargé de demander des explications claires et précises sur l'intervention de l'Espagne dans cette affaire, sur le bruit qui commençait à se répandre de son projet de rompre avec l'Angleterre, et sur les préparatifs militaires qui se faisaient dans tous ses ports.

Charles, en voyant l'attitude hautaine du ministre anglais, se laissa emporter à un de ces accès de colère qui étaient dans les instincts de sa race : « Eh bien, s'écria-t-il, si Pitt veut rompre, qu'il rompe ! » Plus maître de lui, Wall, dans sa réponse, ne chercha pas à cacher que la demande de la France avait été faite d'accord avec le cabinet de Madrid, et que l'union était entière et parfaite entre les deux branches de la maison de Bourbon; mais il désavoua hautement tout préparatif hostile, en protestant des dispositions du cabinet de Madrid à rester sur un pied de paix et d'amitié avec celui de Londres, ce qui n'empêcha pas le *Pacte de famille* d'être signé à Versailles le 16 août 1761. Par ce traité, aussi avantageux pour la France que compromettant pour l'Espagne, les deux alliés s'engageaient à considérer toute puissance ennemie d'un d'entre eux comme ennemie de tous deux, et se garantissaient leurs États respectifs dans toutes les parties du globe. Chacun était tenu de fournir à l'autre, sur sa demande, dans un délai de trois mois, douze vaisseaux de guerre, six frégates, dix-huit mille fantassins et six mille chevaux. Les deux rois, en cas de guerre, devaient diriger de concert leurs opérations, et ne traiter de la paix que d'un commun accord. Leurs sujets étaient autorisés à se transmettre légalement leurs biens, comme si les deux pays n'en faisaient qu'un, et placés sur le même pied en fait d'avantages commerciaux.

Une clause spéciale réservait au roi des Deux-Siciles et au duc de Parme le droit d'adhérer au traité, comme membres de la maison de Bourbon. Les représentants des trois couronnes dans toutes les cours de l'Europe devaient agir de concert, comme s'ils n'appartenaient qu'à une seule et même nation. Enfin aucune puissance étrangère à la maison de Bourbon ne pouvait être admise à prendre part à ce pacte, réservé aux seuls membres de la famille, et qui réalisait enfin toute la pensée de Louis XIV.

Dans ce traité, qui fait plus d'honneur au cœur de Charles III qu'à son jugement, il y a une erreur grave, qu'il importe de relever. Vouloir, sous prétexte de parenté entre deux rois, fondre ensemble deux peuples aussi dissemblables que la France de Louis XV et l'Espagne de Charles III; les condamner à une unité de buts, d'intérêts et d'action qui n'est ni dans leurs penchants, ni dans leur nature, ce sont là de ces fautes qu'on ne commet pas impunément, car elles pèsent sur le présent comme sur l'avenir d'une nation. Sans doute l'Espagne et la France sont deux races latines et catholiques toutes les deux; mais le catholicisme de la France de Voltaire et de Rousseau est-il celui du peuple espagnol à la même date? La France a-t-elle, comme l'Espagne, le souvenir d'une croisade de huit siècles contre les Maures, vivant dans tous les cœurs, pour y retremper les ardeurs de sa foi? Les Bourbons français; il est vrai, ont donné un roi à la Péninsule; mais ce sont là de ces services qu'on n'aime pas à recevoir, de ces souvenirs qu'il faut faire oublier, bien loin de les rappeler à un peuple aussi enivré de sa nationalité. Sans doute l'Espagne a besoin de la France, mais celle-ci n'a pas besoin de l'Espagne, à qui elle ouvre ou ferme à son gré la porte du continent.

Qu'on parcoure l'histoire des deux pays, et l'on verra que, depuis la fin du xv[e] siècle, les deux nations ont été plus souvent ennemies que sœurs ou alliées. Par sa situation comme par sa nature, l'Espagne aime à s'isoler; son génie natif a quelque chose de fier et de farouche qui ne supporte guère plus l'alliance que la domination de l'étranger. Qu'est sa guerre de l'indépendance, en 1808, sinon la plus énergique de toutes les protestations contre le *Pacte de famille?* Au nord comme au midi des Pyrénées, les Bourbons ont passé depuis lors; mais ce qui ne passe pas, c'est l'antagonisme natif du génie des deux races, antagonisme qui, à la première tentative d'invasion, devient bien vite de la haine, et l'on sait que dans la Péninsule les haines ne meurent pas!

Entraîné par ses affections de famille et ses rancunes contre l'Angleterre, Charles III n'avait pas songé à tout cela quand il signa son pacte avec la France. Les questions présentes le préoccupaient seules, et lui voilaient le passé, et surtout l'avenir. Dans le marché conclu entre les deux alliés, l'Espagne donnait tout, et n'avait rien à recevoir. Catholique de nom seulement, la France n'avait rien de commun avec l'ardente catholicité de l'Espagne. Et puis, sur le continent, le Bourbon espagnol n'avait qu'un intérêt : maintenir son fils sur le trône de Naples. Neutre depuis quinze ans, la Péninsule, pendant ce long repos, avait pu recueillir ses forces, et se préparer à la lutte qu'une sage politique lui disait d'attendre, mais de ne pas provoquer. La France, au contraire, dans le mariage, n'apportait que son épuisement et sa détresse, trop heureuse de rejeter sur le dos d'un allié le fardeau qu'elle ne pouvait plus porter.

L'intérêt évident des deux couronnes était de tenir ce pacte secret jusqu'à ce que l'Espagne eût reçu ses

galions, et fût prête à agir; mais un ministre français est rarement habitué à se taire, et peut-être Choiseul croyait-il, en ébruitant le traité, faire peur au cabinet de Londres, et pousser vers une issue les négociations commencées. Le *Pacte de famille*, une fois conclu, s'ébruita donc peu à peu. Pitt, voyant ses soupçons confirmés, voulut gagner ses ennemis de vitesse en frappant les premiers coups, avec sa promptitude et sa résolution ordinaires; et le 1er septembre 1761, il rappela l'ambassadeur anglais de Versailles, et rompit brusquement toute négociation.

Mais Pitt, maître du gouvernement de son pays, ne l'était pas de ses collègues, blessés de ses hauteurs et jaloux de son autorité. Faute de preuves, on affecta de ne pas croire à cette divination de son génie; on accusa sa précipitation, on réfuta ses craintes qui n'étaient qu'une sage prévoyance. Le hautain ministre, peu habitué à rencontrer de l'opposition dans le cabinet, et qui avait déjà bien assez de lutter contre elle dans le parlement, donna sa démission, que le roi accepta froidement sans l'inviter à la reprendre, et on lui assigna pour successeur le comte de Bute, favori de George III.

La brusque retraite d'un adversaire aussi dangereux fut pour l'Espagne un bonheur inespéré, car tout en provoquant la lutte, elle n'était pas prête à la soutenir. Mais l'incertitude ne pouvait pas durer longtemps; bientôt le jour se fit : l'attitude arrogante de la France, de l'Espagne, de l'Autriche, frappa le nouveau cabinet, et les plus incrédules durent s'avouer que le ministre déchu avait seul entrevu la vérité. Wall, à qui le cabinet de Londres fit demander des explications, le prit sur un ton de hauteur auquel l'ambassadeur n'était pas habitué. « Mon maître, dit-il à lord Bristol, n'a jamais

pu obtenir de réponse à ses justes réclamations. Vos succès vous ont tourné la tête; vous voulez d'abord écraser la France, pour tomber ensuite sur nous; mais je serai le premier à conseiller à Sa Majesté d'appeler ses sujets sous les armes plutôt que de devenir votre vassal. Vous avez pillé nos vaisseaux, insulté nos côtes, violé notre neutralité, envahi notre territoire à Honduras, et privé nos sujets du droit de pêche à Terre-Neuve, et j'ai ordre de vous demander quand, où, et comment satisfaction nous sera donnée. »

Cependant, malgré ce langage, que l'Angleterre était plus accoutumée à tenir qu'à entendre, Wall se garda bien de pousser les choses à une rupture. Il se contenta d'éluder les réclamations du cabinet anglais jusqu'à ce que « le nerf de la guerre » fût arrivé. Mais les galions étant entrés à Cadix dans les premiers jours de novembre, Wall le prit sur un ton plus haut encore. Lord Bristol insista pour savoir, « oui ou non, si le *Pacte de famille* avait été signé, si la cour de Madrid voulait rompre sa neutralité, et agir contre l'Angleterre, en ajoutant que « le refus de répondre équivaudrait à une déclaration de guerre, et que lui, l'ambassadeur anglais, quitterait sur-le-champ Madrid ». Deux jours après, le 10 décembre, le ministre espagnol envoya sa réponse : c'était une franche confession de l'intention du *Roi Catholique* de déclarer la guerre à l'Angleterre. La dépêche se terminait par ces mots : « Votre Excellence peut partir quand il lui plaira; c'est la seule réponse que Sa Majesté m'ait chargé de lui faire. »

Le même jour, avant le départ de l'ambassadeur, ordre fut donné de saisir tous les bâtiments anglais dans tous les ports de la Péninsule. Bientôt le *Pacte de famille* fut publié à Paris avec des *notes explicatives* qui rejetaient

tout le blâme de la rupture sur le cabinet de Londres. Choiseul fut décoré de la Grandesse espagnole, et Fuentes de la Toison d'or. Ce dernier, avant de quitter Londres, remit au chef du cabinet une note hautaine sur « l'orgueil insupportable et l'ambition démesurée du ministre (Pitt) qui avait tenu les rênes du gouvernement, et semblait les tenir encore, bien que passées dans d'autres mains ». Lord Bute répondit par une note non moins hautaine, et, le 2 janvier, l'Angleterre lança la première sa déclaration de guerre, à laquelle répondit, quinze jours après, le manifeste espagnol.

En se livrant ainsi sans réserve à la France, l'Espagne se mettait à dos tous les ennemis de sa nouvelle alliée. L'Angleterre, depuis le traité de Methwen qui, en 1703, lui avait livré le Portugal, tenait en quelque sorte tout l'ouest de la Péninsule en état de blocus permanent, et fermait à l'Espagne la bouche de deux de ses plus grands fleuves : le Tage et le Guadiana. Las de ce vasselage, honteux pour son pays, le marquis de Pombal, qui gouvernait alors le Portugal, avait en vain essayé de l'affranchir de sa dépendance; dans sa position toujours précaire, ce semblant de royaume, fragment détaché de la grande unité espagnole, qui essayera toujours de l'absorber de nouveau, avait besoin d'un allié maritime pour le protéger contre sa redoutable voisine, et cet allié pouvait-il être autre que l'Angleterre?

Voilà ce que les deux Bourbons eurent le tort de ne pas comprendre! Appuyés l'un sur l'autre, ils se crurent invincibles, et se flattèrent de dicter la loi au Portugal, et de lui imposer leur alliance, en le menaçant d'une invasion espagnole, toujours prête à se changer en conquête. Une petite armée se réunit sur la frontière, et des notes menaçantes furent adressées au roi Joseph Ier. On

exigeait de lui sa coopération à la croisade contre l'Angleterre, ennemi commun de toutes les puissances maritimes, et prête à faire main basse sur toutes leurs colonies. On alla même jusqu'à lui offrir une garnison permanente pour défendre ses États contre l'invasion anglaise, et on lui donna quatre jours pour se décider. Mais le courage du ministre était passé dans l'âme du monarque, qui refusa de se soumettre à ces humiliantes exigences. « J'aime mieux, dit le roi, voir crouler la dernière pierre de mon palais, et mes sujets verser leur dernière goutte de sang, que de sacrifier ainsi l'honneur de mon pays et celui de ma couronne. » Les deux ambassadeurs, espagnol et français, quittèrent la cour de Lisbonne, et l'Espagne eut encore un ennemi de plus à combattre, ennemi gratuitement provoqué par l'imprudence de Charles III, dont tout l'effort eût dû tendre, au contraire, à maintenir le Portugal dans sa neutralité.

Voilà donc l'Espagne engagée malgré elle dans cette terrible guerre qui, depuis cinq ans déjà, désole le continent, et s'étend jusque sur le nouveau monde comme si l'ancien était devenu trop étroit. Par sa position géographique et par le *Pacte de famille*, elle est à l'abri de toute attaque de la part du continent; mais elle donne prise sur elle par ses colonies qu'il lui faut défendre sur toutes les mers à la fois, et la lutte, circonscrite quant à l'Europe, va s'étendre sur les deux Amériques, où partout il faut qu'elle s'attende à rencontrer l'Angleterre.

Nous commencerons par la guerre de Portugal, la plus rapprochée et la plus tôt finie. Un trait peindra le caractère chevaleresque de Charles III et sa délicatesse de conscience, même envers un ennemi. La guerre était déjà déclarée et la lutte commencée entre les deux couronnes, quand il envoya au roi Joseph Ier l'héritage de la

reine Barbe, sa sœur, montant à plusieurs millions. Ce n'est pas tout : les propriétaires des vaisseaux anglais saisis dans les ports de l'Espagne demandèrent à leur gouvernement de saisir en représailles les vaisseaux espagnols dans les ports d'Angleterre. Charles, pour protéger les intérêts de ses sujets, fit restituer les navires saisis, sans réclamer aucune indemnité pour toutes les prises opérées par l'Angleterre en pleine paix.

En le prenant d'aussi haut avec le Portugal, le cabinet de Madrid savait bien qu'il fallait se tenir prêt à la guerre; aussi avait-il réuni quarante mille hommes à Ciudad-Rodrigo, sur la frontière de l'Estremadure, avec de vastes magasins de munitions et de vivres. Le plan était d'investir la forte cité d'Almeida, clé de la frontière portugaise, et de marcher de là sur Lisbonne; mais ce plan fut brusquement changé, et l'invasion, retardée jusqu'au 5 mai, se dirigea vers le nord, sur les deux provinces de Tras-os-Montes et de Entre-Duero-y-Minho, et contre la ville d'Oporto, l'entrepôt du commerce anglais.

Le moment était bien choisi pour envahir le Portugal. Sans parler du désastre de Lisbonne, à moitié détruite en 1755 par un affreux tremblement de terre, une conspiration, tramée contre la vie du roi Joseph I[er], et découverte à temps, avait entraîné l'expulsion des jésuites, opérée par Pombal avec sa violence et son mépris habituels pour toutes les formes de la justice. Le peuple avait pris parti pour les jésuites, traités, il faut le reconnaître, avec une dureté sans exemple. L'un d'eux, soupçonné d'avoir été l'âme du complot, avait péri sur les bûchers de l'Inquisition, et six cents jésuites, déportés en masse, avaient été jetés sur les côtes de l'Italie. Pombal, d'ailleurs, semait comme à plaisir les

haines autour de lui, et ses nombreux ennemis auraient laissé périr la monarchie pour entraîner le ministre dans sa chute. Un demi-siècle de paix et de prospérité avait désappris à la nation l'usage des armes. L'armée, hors-d'œuvre dans un pays dont tous les intérêts sont coloniaux ou maritimes, et systématiquement négligée par Pombal, ne montait pas à vingt mille hommes, à peine soldés, et forcés de travailler pour vivre. Toutes les places fortes étaient dégarnies. L'Angleterre, qui avait pris le Portugal sous sa tutelle, n'eût pas mieux demandé que de le défendre; mais elle avait été refroidie par un système de vexations et d'insultes, organisé par Pombal, et pareil à celui que l'Espagne, depuis l'*asiento*, faisait peser sur le commerce anglais, reprenant ainsi d'une main ce qu'elle donnait de l'autre.

Le 18 mai, le Portugal avait à son tour déclaré la guerre à l'Espagne. Les sujets, comme toujours, avaient payé pour leurs rois : les Espagnols avaient été bannis du Portugal, les Portugais de l'Espagne, et leurs biens confisqués, d'un côté comme de l'autre. Évidemment le Portugal, à lui seul, était incapable de soutenir la lutte contre toutes les forces réunies de la Péninsule, mais il avait l'Angleterre pour alliée; le cabinet de Londres, malgré ses justes mécontentements, ne pouvait se refuser à secourir un pays dont tous les intérêts se confondaient avec les siens. En attendant, vingt-deux mille Espagnols avaient franchi la frontière sur deux points, pris Miranda, Moncorvo et Braganza, et semé la terreur jusque dans Oporto, d'où la colonie anglaise songeait déjà à s'enfuir.

L'armée espagnole, encouragée par ces faciles succès, voulut pousser plus loin sa conquête. Un corps de huit mille hommes franchit le Duero pour entrer dans la

province de Beira, et attaquer Almeida, la clé de la frontière, qui se rendit au bout de quelques jours.

Dans ces riches vallées, arrosées par un fleuve, et où se concentrent la population et la vie, les chemins sont ouverts, et la conquête facile; mais le génie de la défensive n'est pas espagnol seulement, il appartient à toute cette race énergique qui habite la Péninsule. Là l'élan n'est pas du côté de celui qui attaque, mais de celui qui se défend, du paysan, de l'homme du peuple, inquiété sur son sol et dans ses foyers. Bientôt les *guerrillas* sortirent de terre, sur ce sol où s'improvisent les armées, et où la haine de l'étranger tient lieu de discipline et de science de la guerre. Pour passer du bassin du Duero dans celui du Tage, il faut franchir un épais massif de monts qui se relie à la Sierra de Guadarrama, et la continue jusqu'à l'Océan. Là, la petite armée espagnole se trouva en face des deux défenses que la Péninsule opposera toujours à toute invasion, l'hostilité du pays et celle de ses habitants. Partout des montagnes nues, désertes, dépouillées, sans eau, sans ombre, sans chemins, sans abri, au milieu des chaleurs torrides d'un été africain; des défilés étroits et tortueux, où le sentier serpente le long des précipices, et où derrière chaque quartier de rocs, derrière chaque buisson, vous attend un ennemi. L'armée d'invasion, bien qu'habituée à cette guerre de montagnes, y perdit du temps et des hommes, et fut obligée de se replier sur Almeida pour y laisser passer la saison des chaleurs.

Dans l'intervalle, l'Angleterre, décidée à faire repentir l'Espagne de son imprudente agression, avait envoyé au Portugal huit mille soldats et des subsides. L'armée anglo-portugaise, sous les ordres d'un général allemand, le comte de Lippe, se réunit à Puente de Marcella pour

fermer à l'ennemi le chemin du Nord. Une autre division se porta à travers les montagnes sur Castel de Vida, pour attaquer un corps espagnol qui se formait à Valencia de Alcantara, afin de descendre jusqu'à Lisbonne la vallée du Tage. Les Portugais, cette fois, gagnèrent les Espagnols de vitesse, et ceux-ci, surpris par une attaque imprévue, laissèrent aux mains de l'ennemi, avec bon nombre de prisonniers, leurs munitions et leurs bagages.

De son côté, l'armée espagnole avait été renforcée par une division française; les deux alliés, après avoir laissé garnison dans Almeida, se dirigèrent par les montagnes sur Castel Branco pour essayer de franchir le Tage, et de pénétrer dans l'Alentejo, au sud du Portugal. Mais leur actif adversaire ne leur en laissa pas le temps : se portant rapidement sur Abrantès, il se plaça de manière à interdire aux Franco-Espagnols le passage du fleuve. Dans l'intervalle, l'automne était venu, et les pluies avec lui, violentes comme elles le sont toujours dans ces climats excessifs, où les dons même du ciel ressemblent à des fléaux. Le pays était soulevé, la guerre était devenue nationale, et, la première surprise une fois passée, il ne fallait plus songer à s'enfoncer jusqu'à Lisbonne, à travers un pays où l'invasion peut bien entrer, mais d'où elle ne sort plus! L'armée espagnole fondait à vue d'œil, décimée par les maladies, la faim, et par cette guerre de haies, plus meurtrière que des batailles rangées. La France avait promis des renforts qui étaient en marche; mais fussent-ils arrivés, une invasion, qui se détourne de son but pour errer au hasard, est une invasion manquée. D'ailleurs l'Espagne allait avoir besoin de toutes ses forces pour garder ses côtes contre la marine anglaise.

Au lieu de conquérir, il fallait songer à se défendre, et la confiance un peu présomptueuse de Charles commençait à s'abattre, en voyant ces revers sur lesquels il n'avait pas compté.

Mais pendant cette expédition, bien commencée et mal finie, des désastres plus graves atteignaient les colonies espagnoles, point vulnérable où devait se porter l'effort de l'ennemi. Cuba, la reine des Antilles, excitait depuis longtemps les convoitises de l'Angleterre, prête à se porter partout, dans le nouveau monde, héritière de l'Espagne qui semblait l'avoir conquis pour elle. Charles III, connaissant le danger, avait envoyé à la Havane une escadre de douze vaisseaux de ligne et de quatre frégates; effort désespéré pour la marine espagnole qui, à peine relevée de sa longue déchéance, avait à garder contre l'invasion ses colonies des deux Indes, sans parler de la Péninsule et de sa vaste étendue de côtes sur les deux mers. Les fortifications de la ville avaient été réparées, une garnison de quatre mille soldats et de huit ou dix mille miliciens s'apprêtait à la défendre. Déjà le gouverneur Prado, avec la forfanterie espagnole, s'écriait : « Je n'aurai donc pas la bonne fortune de voir arriver les Anglais! » Mais le 6 juin, son vœu fut exaucé : l'amiral Pocock, à la tête de vingt-neuf vaisseaux de ligne, montés par quatorze mille soldats, parut dans les eaux de la Havane. Le débarquement s'opéra sur plusieurs points de l'île, sans que personne tentât même de s'y opposer. Le siége du fort de Morro, qui commandait toute l'enceinte de la ville, fut ouvert du côté de la terre, tandis que les plus forts vaisseaux de l'escadre, embossés devant le fort, l'écrasaient de leurs feux.

Mais le commandant espagnol Velasco, par des pro-

diges de valeur et d'habileté, sut résister à cette double attaque, et fit éprouver aux Anglais des pertes sensibles. Le climat combattait pour lui, et déjà les maladies faisaient des ravages sérieux dans les rangs de l'ennemi; toutefois le courage et la persévérance du soldat anglais triomphèrent de tous les obstacles. Quatre mille hommes de troupes fraîches, venus de l'Amérique du Nord, renforcèrent l'armée des assaillants, et le siége fut poussé avec une nouvelle vigueur. Bientôt les feux de la place furent éteints, la brèche ouverte, et une sortie, tentée par les assiégés, fut repoussée avec de grandes pertes. Enfin un assaut fut livré, et quatre cents hommes de la garnison périrent sur les remparts. Velasco, qui les animait de son courage, fut mortellement blessé, et le fort une fois tombé aux mains des Anglais, on put prévoir dans un bref délai la conquête de la Havane. Avec la prise du Morro, la jactance du gouverneur était tombée tout d'un coup. Des négociations s'ouvrirent, et, après de vains efforts pour sauver la flotte, une capitulation fut signée : neuf cents hommes qui restaient de la garnison furent reconduits en Espagne; aucune atteinte ne devait être portée à la religion et aux formes de gouvernement établies. Ainsi, grâce à la lâcheté du gouverneur, en deux mois et dix jours, la reine des Antilles avait été conquise, avec 15,000,000 de piastres (plus de 75,000,000 de francs), neuf vaisseaux, trois frégates, une artillerie nombreuse et d'immenses amas de provisions (13 août).

L'Espagne se sentit frappée de consternation par la perte de la Havane, qui l'atteignait à la fois dans ses intérêts et dans son orgueil. Cette perte si douloureuse fut bientôt suivie par celle de Manille, la reine des Philippines, dans l'extrême Orient. Deux mille trois cents

hommes, sous les ordres du général Draper, mirent à la voile de Madras, et débarquèrent le 24 septembre dans l'île de Luçon, avant qu'on y connût la déclaration de guerre. L'archevêque, chargé par intérim du gouvernement, déploya une activité et des talents militaires qu'on n'était pas en droit d'attendre de lui. Ses forces ne se montaient qu'à huit cents hommes; mais tous les indigènes en état de porter les armes furent appelés sous les drapeaux. Ces soldats novices furent bientôt battus et dispersés, et les Anglais poussèrent le siége si vivement que, douze jours après le débarquement, la ville était en leur pouvoir. L'archevêque, qui s'était enfermé dans la citadelle avec les débris de la garnison, fut admis à capituler, et la ville se racheta du pillage par une rançon de 10,000,000 de piastres. Tous les bâtiments à l'ancre dans le port devinrent la proie du vainqueur; parmi eux se trouvaient deux galions, estimés à 3,000,000 de piastres, et les frais de la guerre furent ainsi largement couverts pour l'Angleterre.

Au milieu de cette série de revers, juste châtiment de l'imprudente levée de boucliers de l'Espagne, la seule consolation pour son orgueil fut la stérile conquête de cette colonie du Sacramento, éternel sujet de querelles et de guerres avec le Portugal. Les Espagnols s'y emparèrent à leur tour de vingt-six navires de commerce anglais, et d'une masse de marchandises et de munitions de guerre, évaluées à 4,000,000 sterling (100,000,000 de francs). Mais en somme, la situation de l'Espagne était des plus tristes, et ne pouvait se comparer qu'à celle de la France. En moins d'un an, tous les fruits de la neutralité du dernier règne avaient été perdus, et ce peuple, si sensible à l'honneur, n'avait pas même la gloire pour le consoler. Sa marine, qui com-

mençait à renaître, était pour jamais rentrée dans le néant. L'armée, démoralisée, vaincue avant d'avoir combattu, était incapable de faire face aux nécessités de la guerre. Le peuple, qui avait salué avec transport l'aurore du nouveau règne, était encore une fois condamné à végéter dans sa Péninsule, sans contact avec le continent, où il ne pouvait plus rentrer que par la guerre, et voyait lui échapper pièce à pièce ce monde colonial qu'il avait conquis.

Mais, si bas que fût tombée l'Espagne, et la faute n'en était pas à Charles III, son abaissement n'était rien à côté de celui de la France, passée sans transition des splendeurs du *Grand Règne* aux turpitudes de la régence et à la fange de Louis XV. A bout d'hommes et d'argent, ayant perdu en deux batailles sa marine, ressuscitée par une souscription nationale, atteinte dans son honneur en même temps que dans ses intérêts, elle allait bientôt sceller sa honte par une paix plus ruineuse encore et plus déshonorante que la guerre. Battue partout, après un heureux début qui rendait la défaite encore plus amère, chassée de toutes ses positions sur tous les points du globe, de l'Inde, du Canada, du Sénégal, des Antilles, jusque sur ses côtes elle rencontrait encore l'implacable ennemi qu'elle avait bravé, comme l'Espagne, sans être préparée à la lutte, et qui leur faisait payer cher leur imprudente agression. Mais à vrai dire, ce n'était pas l'Angleterre qui avait vaincu la France, ce n'était pas Pitt qui avait triomphé du confiant et léger Choiseul; non! c'était la liberté, aux prises avec le plus dégradant de tous les despotismes; c'était un peuple trempé par ses fortes institutions, qui avait eu raison d'un peuple brave, mais énervé par la corruption et par l'absence de toutes ces croyances généreuses,

seule base où les libertés politiques puissent s'asseoir.

Pour l'Espagne comme pour la France, il fallait la paix, et il la fallait à tout prix! Le vainqueur lui-même soupirait après elle; l'Europe, engagée à regret dans le conflit, appelait à grands cris la fin de cette terrible guerre qui avait couvert le monde entier de sang et de ruines, et moissonné peut-être un million de vies par le fer, la faim et les maladies. Sauf l'Angleterre, personne n'y avait rien gagné; l'Autriche et la Prusse, après la lutte, se retrouvaient juste au même point qu'auparavant. La Russie n'était entrée en contact avec l'Allemagne que pour y renouveler les ravages des invasions barbares, et Catherine, sur son trône ensanglanté par le meurtre et souillé par la débauche, s'étudiait à corrompre un peuple vierge sous prétexte de le civiliser. Un seul homme, Frédéric II, sortait grandi de cette lutte où la Prusse avait failli périr, et d'où l'avait sauvée le génie de son roi. En asseyant sur des bases solides la puissance militaire de cet État naissant, il travaillait à fonder l'étonnante fortune de son pays, et les hautes destinées politiques qui, à travers tant d'étranges vicissitudes, l'attendaient dans le siècle suivant.

Nous ne raconterons pas les laborieuses négociations qui précédèrent la paix de Paris, entre l'Angleterre d'une part, la France et l'Espagne de l'autre. Les préliminaires furent signés à Fontainebleau, le 3 novembre. Résumons rapidement, avant d'arriver à l'Espagne, les pertes de la France, l'auteur et la victime de cette guerre insensée, due au caprice d'une courtisane et à la frivolité servile de ministres trop dignes de leur roi. Par ce traité, elle cédait à l'Angleterre : en Afrique, le Sénégal; en Amérique, le Canada et la portion de la Louisiane située à l'est du Mississipi, plus les îles de la Domi-

nique, Tabago et Saint-Vincent. Elle rendait aux Anglais Minorque, sa récente conquête, trahissant ainsi l'Espagne son alliée, à qui elle l'avait promise. En échange, on lui restituait la Martinique, la Guadeloupe et quelques îles de moindre importance. Dans les Indes de l'Est, on daignait lui rendre, en souvenir de sa défaite, quelques-unes des villes qu'elle y avait perdues; mais elle s'engageait, en revanche, à ne jamais tenir de troupes sur pied dans ce fantôme de colonie. On lui laissait aussi le droit de pêche à Terre-Neuve, avec les petites îles de Saint-Pierre et de Miquelon, refuge pour ses marins. Enfin, pour comble d'abaissement, les fortifications de Dunkerque devaient être démolies, comme pour faire porter à la France de Louis XV le sceau de l'humiliation et de la dépendance. Les vaisseaux, pris même avant la déclaration de guerre, ne devaient pas lui être restitués; l'Angleterre enfin devait rendre Belle-Isle, la France Ostende et Nieuport.

L'Espagne, de son côté, rachetait aux Anglais, au prix de concessions non moins douloureuses, ses possessions perdues. Ainsi elle abandonnait la Floride et de vastes territoires sur les deux rives du Mississipi, complétant ainsi, au profit de l'Angleterre, cet immense empire colonial qui allait s'étendre de la baie d'Hudson au golfe de Honduras, et dont la meilleure moitié devait bientôt lui échapper pour former les États-Unis. Le Portugal et l'Espagne se restituaient toutes leurs conquêtes qui, d'une part comme de l'autre, se réduisaient à bien peu de chose. Enfin, par une convention secrète, la France abandonnait le reste de la Louisiane à Charles III, pour l'indemniser de la perte de Minorque et de la Floride. Ainsi un caprice du monarque détachait de la monarchie une colonie, française par le cœur et par les

habitudes, et la coupait en deux pour en donner une moitié à l'Angleterre, et l'autre à l'Espagne. Pendant dix-huit mois, on n'osa pas annoncer à la Louisiane comment on avait disposé d'elle et du sort de ses habitants. Lorsqu'enfin le fatal secret vint à éclater, le chagrin fut profond et universel. La haine pour le joug castillan, et pour le niveau inférieur de civilisation qu'il supposait, fut si vive et si unanime qu'on n'osa pas toucher à l'administration, qui resta française encore pendant six ans. Lorsque enfin, en 1768, les autorités espagnoles vinrent prendre possession de la colonie, des troubles graves éclatèrent, et le gouverneur fut forcé d'évacuer le pays; mais en 1769, un nouveau capitaine général vint avec trois mille hommes se fixer à la Nouvelle-Orléans. Grâce aux supplices et à la terreur qu'il y fit régner, il parvint, non sans peine, à établir la précaire domination de la cour de Madrid sur ce pays qu'elle ne devait pas garder. Voilà ce qu'était le système colonial de l'Espagne, sous le meilleur et le plus humain de ses rois!

Le traité définitif entre les trois puissances fut signé à Paris le 10 février 1763. L'Autriche, abandonnée par la France son alliée, fut forcée d'imiter son exemple, et de traiter à son tour avec la Prusse victorieuse; et le 15 du même mois, le traité d'Hubertsbourg vint rendre la paix à l'Allemagne, aux dépens de la Silésie que Marie-Thérèse, malgré toute son obstination, fut forcée de laisser à Frédéric II.

FIN DU DOUZIÈME VOLUME.



TABLE

DU DOUZIÈME VOLUME

LIVRE XLI.

LIVRE XLII.

LIVRE XLIII.

LIVRE XLIV.

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, 7, RUE SAINT-BENOIT. — [505]

